CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Département de la Corrèze

SÉANCE PLÉNIÈRE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU 28 NOVEMBRE 2024

SOMMAIRE

Commission de la Cohésion Territoriale

CD.2024.11.28/301 CORRÈZE TRANSITION ÉCOLOGIQUE : SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DE MOBILITÉ DOUCE - PLAN VOIES VERTES PALES p.4

CD.2024.11.28/302 ROUTES 2030 - PLANIFICATION PROJETS DE CONTOURNEMENT p.131

Commission de la Cohésion Sociale

CD.2024.11.28/201 POLITIQUE CULTURELLE 2025 p.157

CD.2024.11.28/202 PACTE TERRITORIAL D'INSERTION 2025/2028 (AJOURNEMENT) p.192

CD.2024.11.28/203 ACTION EN FAVEUR DES COLLEGES PUBLICS - DOTATION PRINCIPALE DE FONCTIONNEMENT 2025 p.286

CD.2024.11.28/204 COLLEGES PRIVES SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION - DOTATIONS PRINCIPALES 2025 p.300

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

CD.2024.11.28/101 AJUSTEMENTS SUR LE BUDGET PRINCIPAL DU CONSEIL DEPARTEMENTAL : VIREMENTS DE CREDITS ENTRE CHAPITRES ET DECISION MODIFICATIVE N°1 p.315

CD.2024.11.28/102 CENTRE DÉPARTEMENTAL DE SANTÉ - DÉCISION MODIFICATIVE N°1 AU BUDGET 2024 p.533

CD.2024.11.28/103 AUTORISATION D'OUVERTURE DES CREDITS DU BUDGET 2025 AVANT VOTE DU BUDGET p.649

CD.2024.11.28/104 RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES DE LA NOUVELLE-AQUITAINE FORMULÉES DANS LE CADRE DU CONTRÔLE DES COMPTES ET DE LA GESTION DU DEPARTEMENT DE LA CORREZE DEPUIS L'EXERCICE 2017 p.656

CD.2024.11.28/105 PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE - RISQUE PRÉVOYANCE p.760

CD.2024.11.28/106 ACTUALISATION DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGÉTAIRES AU 30 SEPTEMBRE 2024 p.769

CD.2024.11.28/107 SDIS - CONVENTION FINANCIÈRE POUR 2025 - PROLONGATION p.790

CD.2024.11.28/108 COMPTE-RENDU DES DÉCISIONS PRISES PAR LE PRÉSIDENT EN VERTU DES DÉLÉGATIONS CONSENTIES PAR LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL p.798

CD.2024.11.28/301

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 28 novembre 2024

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

CORRÈZE TRANSITION ÉCOLOGIQUE : SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DE MOBILITÉ DOUCE - PLAN VOIES VERTES PALES

RAPPORT

Le plan Voies Vertes Pâles s'inscrit pleinement dans les engagements de notre programme Corrèze Transition Ecologique au titre du volet "mobilités durables". Pour rappel, sa troisième orientation vise à promouvoir de nouvelles mobilités choisies et durables en milieu rural. L'objectif est de faciliter les mobilités des populations éloignées des centres urbains tout en démontrant la complémentarité des schémas de mobilité du quotidien mis en œuvre par les intercommunalités qui ont la compétence.
Le plan Voies Vertes Pâles a pour ambition de mailler et de valoriser les infrastructures existantes ou en amorçage, portées par les EPCI ou communes corréziennes en les interconnectant.
Ce plan repose sur la valorisation des points d'intérêts du territoire, en tant qu'outil de mobilité de loisirs et touristiques, pour mettre en valeur l'identité de la Corrèze.

Dans le prolongement du rapport présenté lors de la séance du Conseil départemental du 12 avril 2024, le projet des Voies Vertes Pales (VVP) entre dans une phase décisive de finalisation. Ce schéma directeur, élaboré à travers un processus de co-construction avec les EPCI, les communes et les acteurs locaux, vise à répondre aux enjeux contemporains de mobilité douce tout en s'adaptant aux spécificités rurales de la Corrèze.

Ce rapport présente en deux parties les résultats de ce travail, ainsi que les points sur lesquels vous serez appelés à délibérer :

- L'approbation du tracé définitif,
- Le modèle de convention de superposition d'usage,
- Le cahier des charges des Voies Vertes Pâles,
- Le plan prévisionnel d'investissement pour les travaux ainsi que son plan de déploiement.

1ère Partie
Présentation du Schéma des Voies Vertes Pâles

Notre collectivité a décidé de créer un schéma de mobilité douce innovant, adapté aux spécificités de notre territoire rural. L'enjeu était de proposer une alternative de déplacement et de découverte du territoire qui réponde aux besoins de mobilité, tout en valorisant le cadre de vie et en respectant l'environnement.

Ce schéma s'appuiera sur un concept nouveau : les Voies Vertes Pâles, un modèle de voirie partagée dans l'intelligence des usages qui s'inscrit dans une approche de sobriété routière, privilégiant des infrastructures existantes.

Les Voies Vertes Pales se distinguent par leur conception en tant que voies multi-usages, accessibles aussi bien aux vélos, aux piétons qu'aux véhicules motorisés, tout en intégrant des mesures spécifiques et pragmatiques pour sécuriser ces usages simultanés. Contrairement à des voies réservées aux cyclistes, ces itinéraires ne nécessiteront pas de création d'infrastructures lourdes, mais une adaptation légère des routes actuelles, notamment grâce à la signalétique, à des aménagements mineurs et quelques aménagements de sécurité. Ce choix répond à la nécessité de respecter la ruralité, les réalités des zones à faible densité de population ainsi que les principes de zéro artificialisation supplémentaire afin de préserver les paysages corréziens.

Ce schéma a pour objectif de faciliter les déplacements doux en ruralité où la mobilité quotidienne reste un défi. Il doit permettre de connecter des espaces de vie, de travail et de loisirs, tout en offrant une solution adaptée grâce à la montée en puissance des Vélos à Assistance Electrique (VAE). Ces derniers encouragent la pratique cycliste sur des distances plus longues, y compris dans des territoires aux reliefs accidentés. Les Voies Vertes Pales constitueront un outil pour promouvoir des déplacements écologiques et fluides sans bouleverser le paysage rural.

En tenant compte des spécificités locales, ces itinéraires mettent aussi en valeur l'offre touristique, culturelle et patrimoniale du département. Ils répondent à une double ambition : proposer une alternative de mobilité quotidienne et développer un réseau de cyclotourisme attractif, reliant les sites majeurs tout en respectant les besoins des habitants. Ce schéma de mobilité douce marquera une étape dans l'aménagement de notre territoire en associant praticité, sécurité et attractivité, tout en se fondant sur un usage raisonné partagé et harmonieux des infrastructures rurales.

Le schéma de mobilité douce s'appuie sur une méthode de travail collaborative, impliquant l'ensemble des territoires et les acteurs locaux. Grâce à une concertation approfondie avec les élus, les communes, les intercommunalités, les professionnels du tourisme, les associations et les usagers, un maillage solide de près de 1200 km est défini. Cette approche participative permet d'ajuster les itinéraires aux spécificités locales, en veillant à ce que la sécurité, la proximité, la mobilité et l'attractivité touristique soient au cœur du projet. Chaque territoire contribue ainsi activement à la construction de ce réseau cohérent.

Les Voies Vertes Pales offrent une formidable opportunité de dynamiser l'économie locale, notamment les sites patrimoniaux et naturels, les secteurs de l'hébergement, de la restauration et de la location de vélos. En connectant des itinéraires clés aux sites touristiques majeurs, ce schéma de mobilité devient un levier pour l'essor du cyclotourisme. La montée en puissance du vélo à assistance électrique élargit également la fréquentation, en attirant un public plus diversifié, allant des familles aux sportifs amateurs, en passant par les randonneurs et les itinérants.

Au-delà du tourisme, ce réseau répond aussi aux enjeux de mobilité quotidienne en milieu rural. Il propose une alternative douce, pratique et respectueuse de l'environnement, renforçant ainsi la cohésion entre les espaces de vie, de travail et de loisirs. Le choix de ne pas créer de nouvelles infrastructures lourdes mais d'adapter intelligemment les routes existantes s'inscrit dans une démarche de sobriété routière, respectant la ruralité tout en favorisant une utilisation partagée de la voirie.

En définitive, les Voies Vertes Pales s'imposent comme un outil de développement durable, conciliant les besoins de mobilité avec ceux du développement touristique. Ce réseau permet de valoriser le patrimoine naturel et culturel du territoire, tout en améliorant la qualité de vie des habitants et en renforçant l'attractivité de la Corrèze. La mise en œuvre rapide et concertée de ce schéma garantit un impact concret et durable sur la mobilité douce, au bénéfice de tous.

2ème Partie
Méthode de travail et construction du Schéma des Voies Vertes Pâles

1.1 Une priorité : la démarche de co-construction avec les territoires

L'élaboration du schéma des Voies Vertes Pales repose sur une approche collaborative et de concertation avec les collectivités locales, en particulier les **Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI)** et les **communes**. L'objectif était d'adapter le schéma aux réalités de chaque territoire, tant du point de vue des infrastructures disponibles que des attentes locales en matière de mobilité douce et de la valorisation des sites d'intérêt départemental et de lien entre les mairies chefs-lieux de cantons.

Dès le lancement du projet, des réunions régulières ont été organisées avec les élus locaux et les techniciens des EPCI et des communes. Ce travail de concertation a permis :

- De définir les infrastructures prioritaires, notamment les voies communales à faible trafic susceptibles d'être intégrées dans le schéma, ainsi que les aménagements nécessaires pour garantir la sécurité des usagers.

- De s'assurer de la compatibilité du projet avec les schémas intercommunaux et régionaux de mobilité du quotidien, notamment en lien avec les Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) des EPCI et les besoins spécifiques des populations (mobilité quotidienne, accès aux services, itinérance touristique).

- De s'articuler avec les projets des communes et EPCI sur les sujets de mobilités (création de Voies Vertes, d'infrastructures cyclables...) valorisés dans le tracé actuel des VVP et/ou identifiés en amorçage selon le stade de maturité des projets.
- D'ajuster le choix des 78 Points d'Intérêt Départementaux (PID) afin de garantir une valorisation exhaustive des sites touristiques majeurs de Corrèze, sites dits d'intérêt "pérenne et départemental". Le tracé, qui relie en priorité ces PID, s'est également attaché à valoriser les lieux attractifs au niveau local. L'objectif étant de créer un maillage complet, qui intègre à la fois les usages quotidiens et les itinérants. Ce travail de co-construction a permis d'établir une base solide, en lien direct avec les réalités du terrain.
- De valoriser les anciens chefs-lieux de cantons, centralités locales qui concentrent une offre de services répondant aux besoins des usagers des Voies Vertes Pâles, ainsi que desservir les collèges, dont le public est une cible en matière de mobilité douce.

En outre, les collectivités locales ont été pleinement associées à la définition des priorités d'aménagement et des besoins en signalisation, en garantissant ainsi une véritable appropriation du projet à l'échelle locale.

1.2 Méthodologie de conception du tracé

Le tracé des Voies Vertes Pales s'appuie sur une méthodologie combinant l'analyse des infrastructures existantes et la qualification des données touristiques. Le point de départ a été l'intégration dans un Système d'Information Géographique (SIG) des éléments suivants :

- Le réseau routier départemental, incluant 4 700 km de routes, répartis entre routes structurantes, routes de liaison et routes de desserte. L'utilisation prioritaire des routes de desserte (faible trafic) s'est imposée pour des raisons de sécurité et d'accessibilité évidentes.

- Les 280 boucles de randonnée du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR). Bien que ces boucles ne soient pas adaptées au vélo (non carrossables ou à usage strictement piétonnier), elles ont fourni un cadre utile pour identifier des liaisons possibles avec les itinéraires cyclables.

- Plus de 5 300 points de données touristiques, permettant de qualifier les sites les plus pertinents et pérennes, en tenant compte de leur intérêt pour les itinérants comme pour les visiteurs locaux.

Un des objectifs initiaux de connecter entre elles les boucles du PDIPR s'est révélé inadapté aux exigences de la mobilité douce moderne, en particulier pour les vélos à assistance électrique (VAE) ou les itinéraires touristiques de longue distance. C'est pourquoi le schéma s'est orienté vers un maillage des points d'intérêt départementaux en utilisant des infrastructures routières existantes, tout en veillant à la sécurisation des voiries partagées.

1.3 Résultats du tracé final

Le tracé définitif des Voies Vertes Pales s'étend sur une longueur totale de 1 165 km, dont 293 km de voies communales et 872 km de routes départementales.

Ce tracé permet de relier les 78 Points d'Intérêt Départementaux identifiés lors de la phase de concertation, tels que :

- Des sites historiques (châteaux, musées, villages classés),
- Des espaces naturels préservés (réserves de biodiversité, lacs),
- Des cités de caractère et d'autres lieux emblématiques.

Le tracé a été conçu pour répondre à plusieurs critères :

- Sécurité des usagers : en utilisant principalement des routes à faible trafic, tout en aménageant des zones de passage sécurisé (carrefours, ponts, etc.).
- Accessibilité pour les vélos loisirs et les piétons : avec un relief modéré et des distances raisonnables entre les points d'intérêt.
- Connexion aux pôles de services : en intégrant des liaisons avec les établissements scolaires (notamment les collèges), les bourgs, et les pôles d'activité économique.

Le tracé du schéma peut être amendé par des boucles d'intérêt local qui seront adaptées sur demande des EPCI. Ces propositions devront reprendre les mêmes codes et les signalétiques des Voies Vertes pâles, elles viendront enrichir l'offre à destination des cyclotouristes, des marcheurs souhaitant découvrir des zones spécifiques du patrimoine corrézien, et se rendant à leur travail.

1.4 Aménagements à réaliser

Les aménagements à réaliser sont cruciaux pour garantir la sécurité et la fluidité des déplacements sur les Voies Vertes Pales. Les principales interventions concerneront :

- La signalisation : installation de panneaux directionnels spécifiques aux VVP, ainsi que des panneaux informatifs pour orienter les usagers vers les sites touristiques et les services de proximité.
- La sécurisation des zones sensibles : notamment les points de franchissement dangereux (ponts, carrefours), qui feront l'objet d'aménagements spécifiques (réduction de la vitesse, élargissement des voies, signalisation horizontale et verticale).

3ème Partie
Points soumis à délibération

Les élus du Conseil départemental sont invités à délibérer sur plusieurs points clés, qui permettront d'entériner la mise en œuvre du schéma des Voies Vertes Pales à partir de 2025.

2.1 Le tracé des Voies Vertes Pales

Est soumis à approbation le tracé final de 1 165 km, validé après la phase de concertation. Ce tracé relie les 78 Points d'Intérêt Départementaux en empruntant à la fois des routes communales et départementales, garantissant une couverture territoriale équitable entre les zones rurales et les pôles urbains. Ce tracé vise à répondre aux besoins de mobilité douce du quotidien, tout en offrant un réseau attractif pour le tourisme itinérant.

2.2 Le plan de déploiement des travaux (été 2025)

Un plan de déploiement a été établi selon une réalisation progressive des travaux d'aménagement d'ici à l'été 2025. Les premiers travaux pourront débuter à compter de février 2025 et dès lors que l'ensemble des délibérations communales concernées par la convention auront été réceptionnées. Ce plan concerne l'installation de la signalétique spécifique, la sécurisation des voiries partagées et la création des infrastructures nécessaires. Les travaux seront réalisés par secteur avec un plan de déploiement en parallèle sur la partie signalétique (services du Département) et sur la partie aménagements lourds (prestations de service).

2.3 Le cahier des charges des Voies Vertes Pales

Le cahier des charges fixe les critères techniques à respecter pour l'aménagement et l'entretien des VVP ainsi que la répartition des maîtrises d'ouvrage. Cet outil précise l'engagement du Département de la Corrèze en matière d'entretien, avec notamment le fauchage, le débroussaillage et le renouvellement du revêtement des voieries VVP à son compte. Il prévoit les règles d'intervention minimum à respecter pour garantir des infrastructures adaptées à une utilisation mixte (piétons, cyclistes, VAE), avec une attention particulière portée à la sécurité et à l'accessibilité des voies. Le cahier des charges garantit également la cohérence du réseau avec les initiatives locales de mobilité douce.

2.4 Le modèle de convention de superposition d'usage

Le modèle de convention de superposition d'usage proposé vise à organiser la collaboration entre le Département, les EPCI et les communes pour la gestion des voiries partagées. Ce cadre juridique formalise la répartition des responsabilités en matière d'entretien et de travaux, et assure une coordination efficace entre les différents maîtres d'ouvrage. La convention de superposition d'usage atteste de l'engagement fort du Département de la Corrèze en faveur des mobilités douces avec une temporalité de 10 ans, renouvelables une fois par tacite reconduction.

2.5 Le plan prévisionnel d'investissement

Le plan prévisionnel d'investissement prévoit le financement des travaux d'aménagement et de signalisation sur le premier semestre 2025. Cet investissement est réparti comme suit :

- Investissement RD / VC : 2,114 M€
  - 1,023 M€ signalisation verticale
  - 60 000 € de signalisation horizontale
  - 520 000 € aménagements lourds (8)
  - 510 000 € renouvellement sur voirie communale

Le budget de fonctionnement prévisionnel est évalué à :

- Fonctionnement / entretien sur la voirie communale :
  - Fauchage avec option passe de sécurité : 150 000 €
  - Débroussaillage : 96 000 €
  - 255 000 € par an de travaux chaussé : rebouchage / revêtement / renouvellement (5% du linéaire par an)
  - Taux de renouvellement de signalétique : 32 000 €

Ces deux parties budgétaires couvriront l'installation de la signalétique, la sécurisation des zones sensibles ainsi que l'entretien de ces linéaires.
La création des aires de repos et de services sera à la charge des collectivités locales compétentes (communes, EPCI...). Un soutien financier du Département pourra être sollicité si l'implantation correspond au tracé et au cahier des charges du schéma directeur départemental.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2024.11.28/301

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 28 novembre 2024

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

CORRÈZE TRANSITION ÉCOLOGIQUE : SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DE MOBILITÉ DOUCE - PLAN VOIES VERTES PALES

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2024.11.28/301 en date du 28 novembre 2024, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Patricia BUISSON, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : le Conseil Départemental approuve le Schéma départemental de mobilité douce tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 2 : sont approuvés les termes du cahier des charges fixant les critères techniques à respecter pour l'aménagement et l'entretien des Voies Vertes Pâles, tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 3 : le Département de la Corrèze est autorisé à engager le plan d'aménagement des Voies Vertes Pâles d'ici à l'été 2025. Les premiers travaux pourront débuter à compter de l'été 2025.

Article 4 : est approuvée la convention de superposition d'affectations telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 5 : Monsieur le Président du Département est autorisé à signer avec chacun des partenaires intéressés la convention de superposition d'affectations dont le modèle est annexé à la présente délibération et d'y apporter, le cas échéant, d'éventuelles modifications mineures.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 29 voix pour, 8 contre, 1 abstention.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 28 novembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241128-14269-DE-1-1
Date de publication : 28 novembre 2024

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-huit novembre, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

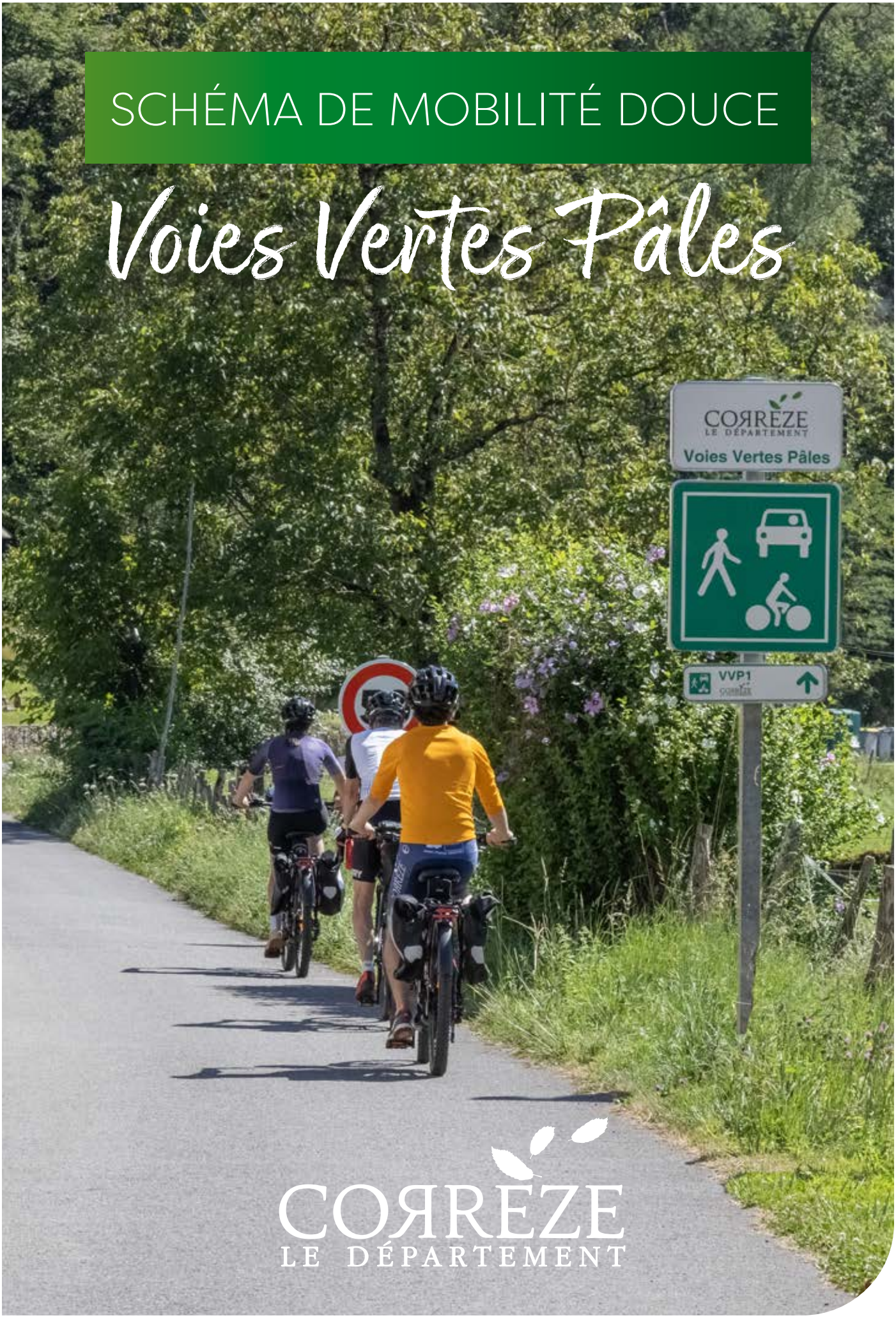
Madame Ghislaine DUBOST	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Monsieur Eric ZIOLO

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

SCHÉMA DE MOBILITÉ DOUCE

Voies Vertes Pâles



CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

UN RÉSEAU
DE **MOBILITÉ DOUCE**
POUR (RE) DÉCOUVRIR
LA CORRÈZE...

EN **V**OITURE **V**



À **V**ÉLO **V**



À **P**IED **P**



VOIES **V**ERTES **P**ÂLES

Lors du Conseil Départemental du 12 avril 2024, les élus de l'Assemblée Départementale ont décidé le déploiement du plan **Voies Vertes Pâles (VVP)**, aboutissant à la rédaction du présent schéma de mobilité douce. Ce schéma innovant est adapté aux spécificités de notre territoire rural et vise à proposer une alternative de déplacement respectueuse de l'environnement et valorisant le cadre de vie.

Le Département travaille d'abord sur ses compétences en matière de " routes départementales " et de " tourisme ". Le schéma s'appuie sur un concept nouveau : les Voies Vertes Pâles, un modèle de voirie partagée qui privilégie l'usage des infrastructures existantes dans une approche de sobriété routière.

Les Voies Vertes Pâles se distinguent par leur conception en tant que voies multi-usages, accessibles aux vélos, aux piétons et aux véhicules motorisés, tout en intégrant des mesures spécifiques pour sécuriser ces usages simultanés. Contrairement à des voies réservées aux cyclistes, ces itinéraires ne nécessitent pas de création d'infrastructures lourdes, mais une adaptation des routes actuelles, notamment grâce à la signalétique et à des aménagements adaptés. Ce choix respecte la ruralité et les réalités d'une zone à faible densité de population.

Ce schéma facilite les déplacements doux dans des communes rurales où la mobilité quotidienne reste un défi. Il connecte des espaces de vie, de travail et de loisirs, tout en offrant une solution adaptée à la montée en puissance des vélos à assistance électrique (VAE), qui encouragent la pratique cycliste sur des distances plus longues, même dans des territoires aux reliefs accidentés. Les Voies Vertes Pâles constituent un outil pour promouvoir des déplacements écologiques et fluides sans bouleverser le paysage rural.

En tenant compte des spécificités locales, ces itinéraires mettent en valeur l'offre touristique, culturelle et patrimoniale du département. Le maillage relie d'abord des points d'intérêt touristiques et départementaux, dont la liste est présentée dans le schéma, tout en répondant aux problématiques de mobilité du quotidien, notamment en reliant les collèges.

Ce projet innovant s'étend à l'ensemble du département de la Corrèze, créant un maillage territorial complet. Les collectivités territoriales peuvent ainsi s'approprier ce réseau et y intégrer leurs propres initiatives de mobilité douce. Cette approche collaborative renforce la cohésion territoriale et multiplie les opportunités de déplacement durable pour tous les habitants.

Sommaire

UNE NOUVELLE MOBILITÉ ADAPTÉE À LA RURALITÉ 7

CONTEXTE ET ENJEUX 7

PRÉSENTATION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX, ÉCONOMIQUES, SOCIAUX LIÉS À LA MOBILITÉ DOUCE 8

Enjeux Environnementaux 8
Enjeux Économiques 9
Enjeux Sociaux 10

CONTEXTE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE 11

La Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) - 24 décembre 2019 11
Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) 12
La Loi Climat et Résilience - 22 août 2021 12
Le Plan National Vélo (2018) 13
Le Code de l'Environnement et le Code de la Route 13
La planification de la transition écologique - 2023 13

ÉVOLUTION DE LA PRATIQUE CYCLABLE ET DÉVELOPPEMENT DES VÉLOROUTES EN FRANCE ET EN NOUVELLE-AQUITAINE 14

Contexte général de l'évolution de la pratique cyclable 14
Le développement cyclable en Nouvelle-Aquitaine et en France 15

OBJECTIFS DU SCHÉMA 17

Définir un tracé incontournable répondant aux attentes des usagers de la mobilité douces dans le département 17
Favoriser l'usage du vélo et des mobilités douces dans le département 17
Développer une offre touristique autour du vélo 18
Améliorer la sécurité des cyclistes et piétons 19

DIAGNOSTIC TERRITORIAL 20

ANALYSE DE L'ÉXISTANT 20

Structure et répartition des routes départementales 20
Cartographie des Voies Vertes existantes 21
Offre touristique et hébergement 23
Mobilités douces existantes 25
Proposition de cohérence dans le maillage 28

IDENTIFICATION DES FREINS ET OPPORTUNITÉS 28

Des problématiques identifiées liées à la ruralité et à la topographie de notre territoire 28
Des opportunités à saisir 29

DÉFINITION DES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES 31

Développement des itinéraires partagés 31
Promotion de la pratique de l'itinérance 31

COHÉRENCE AVEC LES AUTRES POLITIQUES PUBLIQUES 32

Révision de la signalétique touristique départementale 32
Connexion avec les Schémas Véloroutes sur le département 33

ARTICULATION AVEC LES PROJETS DES COLLECTIVITÉS CORRÉZIENNES 36

Département de la Corrèze : compétences en matière de voirie et de tourisme 36
EPCI : Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) 36
Complémentarité des compétences 36
Convergence des schémas de mobilité 37

Concertation et co-construction 37
Coordination des maîtrises d'ouvrage 37
Soutien aux initiatives locales : les tracés complémentaires et alternatifs 38

LE TRACÉ DES VOIES VERTES PÂLES 39

LA CONSTRUCTION DU SCHÉMA 39
Principes 39
Périmètre du schéma 39
Méthode de travail 40

RÉALISATION D'UN MAILLAGE DÉPARTEMENTAL 42

LE TRACÉ ET SON ANALYSE 47

ANALYSE TECHNIQUE DES ITINÉRAIRES 57
Analyse des difficultés des itinéraires cyclables : véloroutes et cyclotourisme avec Vélo à Assistance Électrique (VAE) 57
Analyse des tracés par type de voirie et maîtrise d'ouvrage 65

INFRASTRUCTURES : LES AMÉNAGEMENTS À PRÉVOIR 66

TOURISME : ITINÉRAIRES DES VVP ET OFFRE TOURISTIQUE 68

ANALYSE DE LA PHASE D'EXPÉRIMENTATION EN XAINTRIE 70
Les deux axes de l'expérimentation 70
Analyse quantitative 71
Enquête usagers 73
Synthèse de l'analyse 75
Cahier des charges d'une VVP 76

PROGRAMME D'ACTIONS ET LIVRABLES 83

PLAN D'INVESTISSEMENT 83
Calendrier opérationnel des travaux 85

FICHES ACTIONS SPÉCIFIQUES 87
Convention juridique et partenariats 100

ÉVALUATION, SUIVI ET RÉVISION DU SCHÉMA 101

SUIVI ET ÉVALUATION DU SCHÉMA 101
Définir un tracé incontournable répondant aux attentes des usagers de la mobilité douce dans le département 101
Favoriser l'usage du vélo et des mobilités douces dans le département 102
Développer une offre touristique autour du vélo 103
Améliorer la sécurité des cyclistes 104

RÉVISION DU SCHÉMA 105

CONCLUSION 106
Bibliographie / Sitographie 108



Voies Vertes Pâles

Une nouvelle mobilité adaptée à la ruralité

CONTEXTE ET ENJEUX

Dans un contexte marqué par une évolution rapide des pratiques de mobilité et un engouement croissant pour les modes de déplacement doux, le Conseil Départemental de la Corrèze a initié un projet ambitieux : le plan Voies Vertes Pâles (VVP). Ce schéma directeur de mobilité douce répond à plusieurs enjeux : l'amélioration de la santé publique par l'encouragement à la pratique sportive, la réduction de l'empreinte carbone liée aux transports, et la promotion d'un tourisme durable sur l'ensemble du territoire corrézien.

Le projet se distingue par une approche innovante et pragmatique, fondée sur le principe de **sobriété routière.** Plutôt que de créer de nouvelles infrastructures cyclables dédiées, souvent coûteuses et invasives, le plan Voies Vertes Pâles s'appuie sur les **routes existantes** à faible trafic, qu'il adapte à un usage partagé entre les piétons, les cyclistes et les véhicules motorisés. Cette approche permet de minimiser l'impact environnemental tout en optimisant l'usage du réseau routier. Là où des voies cyclables existent déjà, le projet se concentre sur leur connexion au réseau de mobilité douce pour garantir une continuité fluide et efficace à l'échelle du département et au-delà.

L'initiative du Département de la Corrèze répond aussi à une demande accrue de **mobilité durable** tant de la part des résidents que des touristes. En effet, l'essor du Vélo à Assistance Électrique (VAE) a permis de surmonter les contraintes de relief d'un territoire vallonné comme celui de la Corrèze, augmentant considérablement le potentiel des déplacements doux, y compris dans les zones rurales. La montée en puissance des VAE, avec une croissance annuelle des ventes de plus de 20 %, ouvre de nouvelles perspectives, rendant ces modes de transport accessibles à un plus large public, des familles aux seniors.

L'un des aspects majeurs du Plan Voies Vertes Pâles est sa capacité à concilier deux échelles de mobilité : **la mobilité quotidienne des habitants** et celle, plus touristique, liée à l'**itinérance douce**. Le département attire déjà un public de marcheurs et de cyclistes, grâce à son patrimoine naturel préservé et à ses paysages variés, mais le schéma vise à amplifier cette dynamique en créant des itinéraires cohérents et attractifs, capables de relier les principaux pôles d'attractivité (patrimoines naturels, villages classés, sites culturels). Ainsi, le schéma ne se limite pas à un rôle récréatif, mais devient un **vecteur de développement économique local**, notamment à travers l'essor du **tourisme d'itinérance** et des produits touristiques associés.

Le **tourisme itinérant** joue un rôle clé dans la revitalisation des zones rurales, apportant des retombées économiques significatives pour les commerces locaux, les hébergements et les prestataires de services. En combinant des circuits adaptés aux touristes et aux habitants, ce projet vise à dy-

namiser l'économie locale tout en garantissant une utilisation équilibrée des ressources naturelles. Le Département entend ainsi diversifier son offre touristique en promouvant la **découverte lente et immersive** du territoire corrézien, tout en assurant un soutien aux acteurs locaux, qu'il s'agisse de gérants d'hébergements, de services de location de vélos ou de réparateurs.

Bien que le Conseil départemental ne détienne pas la compétence de **l'Autorité Organisatrice de la Mobilité** (AOM), celle-ci étant dévolue aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), il joue un rôle déterminant grâce à ses compétences en matière de **gestion des routes** et de **développement touristique**. Le département de la Corrèze, avec ses 4 700 km de routes départementales, a ainsi une opportunité unique de structurer un réseau de voies douces et partagées, accessible à tous les usagers, qu'ils soient touristes ou résidents locaux. La création d'un **maillage homogène** et cohérent est une priorité pour offrir un accès égal à la mobilité douce sur tout le territoire, y compris dans les zones rurales les plus isolées.

En parallèle, le schéma s'inscrit dans une démarche de **promotion de la mobilité du quotidien**. En encourageant les déplacements domicile-travail à vélo ou à pied, notamment autour des bourgs, des pôles économiques et des établissements scolaires, le projet cherche à encourager des habitudes de mobilité durable dès le plus jeune âge. L'intégration de la **mobilité douce vers les collèges** constitue une action forte du Plan Voies Vertes Pâles. Elle vise à sensibiliser les jeunes générations aux enjeux de la transition écologique et à développer une culture du déplacement actif et respectueux de l'environnement.

Le plan Voies Vertes Pâles se veut donc une réponse pragmatique et adaptée aux réalités du territoire corrézien. Il s'articule avec les initiatives régionales et nationales de mobilité douce tout en répondant aux spécificités locales. Ce projet est une opportunité unique de conjuguer **bien-être des habitants**, **protection de l'environnement**, et **développement économique**, en créant un réseau de mobilité douce qui relie les paysages, les habitants, et les visiteurs dans un esprit de durabilité et de respect du patrimoine local.

PRÉSENTATION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX, ÉCONOMIQUES, SOCIAUX LIÉS À LA MOBILITÉ DOUCE

Enjeux ENVIRONNEMENTAUX

La mobilité douce présente une réponse directe aux défis environnementaux contemporains. En favorisant l'usage du vélo, de la marche et autres modes de transport non motorisés, elle réduit considérablement les émissions de CO2 et contribue à l'objectif de neutralité carbone, notamment pour le secteur du tourisme.

Réduction des émissions de gaz à effet de serre : L'utilisation des voies partagées encourage une baisse des trajets en voiture pour des déplacements quotidiens et touristiques. Le schéma s'inscrit dans une logique de durabilité en évitant l'artificialisation des sols grâce à la réutilisation des routes existantes.

Préservation des espaces naturels : En minimisant la création de nouvelles infrastructures, le schéma protège les paysages naturels, les zones Natura 2000 et les écosystèmes sensibles de la Corrèze. La sobriété des aménagements permet également de maintenir l'intégrité des habitats locaux tout en valorisant le patrimoine naturel exceptionnel du département.

Impact positif sur la biodiversité : La limitation des nouvelles constructions routières réduit les perturbations de la faune et de la flore, tout en permettant aux usagers de découvrir et respecter les zones protégées du territoire, telles que la Réserve de Biodiversité à Argentat-sur-Dordogne, les zones Natura 2000 ou le PNR Millevaches.



Enjeux ÉCONOMIQUES

Le développement de la mobilité douce en Corrèze participe à la diversification et au renforcement de l'économie locale, notamment en stimulant le tourisme d'itinérance.

Tourisme d'itinérance : Le tourisme cycliste et pédestre connaît une croissance soutenue. En proposant des itinéraires cyclables attractifs et reliés aux boucles locales (notamment les PDIPR) et aux sites patrimoniaux, le schéma répond aux attentes d'un tourisme à faible impact environnemental, en plein essor. Les retombées économiques sont particulièrement significatives pour les territoires ruraux, avec la création d'offres de services (hébergements, restauration, location de vélos).

Économie de la proximité : La promotion de circuits doux (pédestres, cyclables) participe à diversifier l'offre touristique, renforçant ainsi l'économie locale. Le développement des itinéraires à destination des familles et des touristes non sportifs permettra d'attirer une clientèle plus large. Il permet également de capter les flux touristiques tout au long des parcours, offrant des opportunités aux acteurs locaux de créer des produits et services adaptés.

Valorisation des acteurs touristiques : Le plan inclut un accompagnement des acteurs locaux (hébergeurs, restaurateurs, opérateurs touristiques) pour développer des produits touristiques innovants, tels que des séjours clés en main ou des itinéraires thématiques, renforçant ainsi l'attractivité du territoire.

Enjeux SOCIAUX

Les bénéfices sociaux de la mobilité douce, notamment en termes de santé, d'accessibilité et de lien social, sont nombreux.

Amélioration de la santé publique : La promotion des déplacements actifs, tels que le vélo et la marche, contribue à l'amélioration de la condition physique des habitants. Ces pratiques régulières permettent de réduire les risques de maladies chroniques (diabète, maladies cardiovasculaires) et de promouvoir un mode de vie plus sain.

Accessibilité pour tous : L'essor du Vélo à Assistance Électrique (VAE) joue un rôle clé en rendant les trajets en vélo accessibles à un plus large public, en particulier sur les zones vallonnées du territoire. Les dénivelés ne constituent plus un frein majeur à l'adoption de la mobilité douce, favorisant ainsi une démocratisation de son usage.

Éducation aux nouvelles mobilités : En intégrant les établissements scolaires, notamment les collèges, dans le maillage de voies douces, le plan VVP promeut l'éducation à la mobilité durable auprès des jeunes, favorisant ainsi l'adoption de modes de transport doux dès le plus jeune âge.

Le schéma de mobilité douce en Corrèze, fondé sur la sobriété routière, représente une réponse pragmatique et adaptée aux défis contemporains. En conjuguant préservation de l'environnement, dynamisme économique et bien-être social, il s'inscrit pleinement dans une démarche de développement durable, tout en valorisant le patrimoine naturel et culturel de la Corrèze.



CONTEXTE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE

Des textes législatifs et réglementaires constituent le cadre juridique sur lequel repose l'élaboration d'un schéma de mobilité douce. Ils incitent à une transition vers des modes de transport plus respectueux de l'environnement, tout en renforçant la sécurité et l'accessibilité pour tous les usagers. Ils offrent également des outils financiers et des dispositifs d'accompagnement qui permettent aux collectivités locales de mener à bien leur projet de développement des infrastructures dédiées à la mobilité active.

Loi d'Orientation des Mobilités (LOM)
24 décembre 2019

La **Loi d'Orientation des Mobilités** (LOM) constitue le cadre de référence en matière de politique des transports en France. Elle a pour objectif de transformer en profondeur les systèmes de mobilité pour les rendre plus durables, accessibles et adaptés aux besoins contemporains. Elle introduit plusieurs mesures favorisant la mobilité douce :

- **Priorité à la mobilité douce et partagée :** La LOM incite les collectivités à promouvoir les alternatives à la voiture individuelle, en développant des infrastructures adaptées aux modes actifs (vélos, piétons, trottinettes, etc.) et aux transports collectifs.
- **Mobilités actives :** La LOM formalise les objectifs nationaux pour le développement du vélo, avec le **Plan Vélo et Mobilités Actives**, visant à tripler la part modale du vélo d'ici 2024, notamment en soutenant financièrement les collectivités qui aménagent des infrastructures cyclables sécurisées.
- **Renforcement des compétences des Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) :** La loi confère aux collectivités territoriales un rôle central dans la mise en place des politiques de mobilité.

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET)

Le **SRADDET** est un document stratégique élaboré par chaque région qui fixe les orientations pour l'aménagement du territoire, y compris en matière de mobilité douce. Le SRADDET définit les grands axes de développement des infrastructures et des services de mobilité, tout en intégrant les enjeux environnementaux.

- **Coordination régionale des infrastructures cyclables :** Le SRADDET incite les Départements à intégrer des schémas de mobilité douce cohérents avec la stratégie régionale, notamment pour le développement des **solutions de covoiturage** et des **réseaux cyclables structurants,** en lien avec les objectifs de lutte contre le réchauffement climatique et la réduction de la pollution de l'air.
- **Objectifs environnementaux et climatiques :** Le SRADDET impose aux collectivités des objectifs en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation aux changements climatiques, qui se traduisent notamment par des investissements dans des infrastructures de mobilité durable.

La Loi Climat et Résilience - 22 août 2021

La **Loi Climat et Résilience**, qui découle des propositions de la Convention citoyenne pour le climat, renforce les obligations des collectivités territoriales en matière de réduction de l'empreinte écologique du secteur des transports. Elle prévoit plusieurs mesures directement en lien avec la mobilité douce :

- **Renforcement des ZFE :** Les Zones à Faibles Émissions sont généralisées dans les grandes agglomérations, avec un objectif de réduction drastique de la pollution automobile, stimulant l'usage des vélos et autres modes doux.
- **Mobilité dans les territoires ruraux :** La loi insiste sur la nécessité d'aménager des solutions adaptées pour les zones rurales, où la voiture reste souvent indispensable. Cela implique le développement de voies partagées et de solutions de transport multimodal favorisant la mobilité douce.

Le Plan National Vélo - 2018

Le **Plan National Vélo** lancé en 2018 par le gouvernement français vise à encourager l'usage du vélo à travers tout le territoire. Ce plan comprend des mesures telles que :

- **Développement des infrastructures cyclables :** Soutien aux collectivités dans la construction de pistes cyclables, zones de circulation apaisée, et parking sécurisé pour les vélos.
- **Aides financières :** L'État et les collectivités locales peuvent bénéficier de subventions pour aménager des infrastructures adaptées au vélo. Le Fonds Mobilités Actives a été créé pour soutenir ces projets.

Le Code de l'Environnement et le Code de la Route

Les dispositions du Code de l'Environnement et du Code de la Route encadrent également la mise en œuvre des politiques de mobilité douce. Ces textes définissent les règles relatives à l'usage de l'espace public pour les mobilités actives, ainsi que les normes de sécurité à respecter pour les aménagements dédiés (pistes cyclables, zones piétonnes, etc.).

La planification de la transition écologique - 2023

Le président de la République a lancé, le 25 septembre 2023, une vaste démarche de planification écologique qui fixe un cadre national, qu'il importe de décliner par thématique puis régionalement. C'est dans cet objectif, que s'est tenue la Conférence des parties régionales (COP) de Nouvelle-Aquitaine, le 1er décembre 2023. Cette planification comprend en particulier :

- Une réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES),
- La préservation et la restauration de la biodiversité,
- La gestion durable de nos ressources,
- L'adaptation au changement climatique.

Le 30 avril 2024, s'est tenue la Conférence des Parties Départementales présidée par le Préfet de la Corrèze, en présence de la vice-présidente du Département en charge de la Transition Écologique. Le schéma des Voies Vertes Pâles s'inscrit parfaitement dans cette déclinaison départementale de la planification au même titre que le Plan Départemental de Gestion de l'Eau.

Évolution de la pratique cyclable et développement des véloroutes en France et en Nouvelle-Aquitaine

Contexte général de l'évolution de la pratique cyclable

Ces dernières années, la pratique cyclable a fortement progressé en France, portée par des enjeux écologiques, économiques, et sociaux. Cette tendance est particulièrement marquée par :

- Une prise de conscience environnementale accrue. Le vélo, comme mode de transport non polluant, s'impose dans la lutte contre le changement climatique. Face aux émissions de CO2 des transports motorisés, le vélo apparaît comme une solution simple, accessible et à faible impact environnemental. Les politiques publiques, telles que le Plan Vélo en France, encouragent fortement la transition vers des mobilités douces pour atteindre les objectifs de neutralité carbone d'ici 2050 (ministère de la Transition Écologique, Plan Vélo, 2019).

- Un essor du cyclotourisme, qui attire de plus en plus d'adeptes à la recherche de circuits touristiques alternatifs et durables. En France, le cyclotourisme représente environ 21 millions de séjours par an, générant plus de 2 milliards d'euros en retombées économiques (France Vélo Tourisme, Rapport 2021), avec des itinéraires phares tels que la Loire à Vélo.

- Une adoption croissante du vélo comme mode de déplacement quotidien, amplifiée par la crise du COVID-19. La pandémie a favorisé l'usage du vélo en milieu urbain avec l'installation des « coronapistes », ces aménagements cyclables provisoires créés lors de la pandémie, dont certains ont été pérennisés, accompagnés d'une hausse des aides pour l'achat de Vélos à Assistance Électrique (VAE). En 2022, il s'est vendu 738 000 VAE, soit une augmentation de 29 % par rapport à 2021 (Union Sport & Cycle, Bilan du marché du cycle 2023).

- Cette évolution s'accompagne d'une modernisation des infrastructures cyclables, avec le développement de pistes cyclables sécurisées, tant en milieu urbain que rural. Le Schéma National des Véloroutes et Voies Vertes vise à créer un réseau cyclable interconnecté à travers la France, soutenu par des financements publics (environ 250 millions d'euros par an jusqu'en 2027) (FUB, Étude 2022), avec l'objectif de tripler la part modale du vélo dans les déplacements quotidiens, pour atteindre 9 % d'ici 2027, contre 3 % aujourd'hui (ministère des Transports, 2022).

Le développement cyclable en Nouvelle-Aquitaine et en France

Schéma National des Véloroutes (SN3V)

Le Schéma National des Véloroutes et Voies Vertes s'inscrit dans une dynamique plus large de réseau cyclable européen, visant à structurer un réseau sécurisé, continu et attractif pour les cyclistes quotidiens et les cyclotouristes.

L'objectif du schéma national est de couvrir plus de 26 000 km d'itinéraires cyclables d'ici 2030 (ministère des Transports, Plan Vélo 2022).

Il compte 59 itinéraires et 82% d'entre eux sont réalisés en 2024. Le but du Schéma National des Véloroutes est de constituer un réseau de grands itinéraires cyclables nationaux afin de développer et promouvoir la mobilité quotidienne et la pratique touristique du vélo.

Les véloroutes nationales telles que la V92 Flow Vélo et la V87 La Vagabonde contribuent à structurer une offre cyclotouristique cohérente à l'échelle du pays. La V87, qui traverse la Corrèze du Nord au Sud et se connecte au Nord avec la Creuse et l'Allier, et au Sud avec le Lot et le Tarn-et-Garonne, est un élément clé de cette stratégie, reliant plusieurs départements et offrant un itinéraire à travers des paysages variés.

Ce schéma s'articule également avec des initiatives européennes comme le réseau EuroVelo, avec des itinéraires comme l'EuroVelo 3 (Scandibérique) ou l'EuroVelo 1 (Vélodyssée), qui traversent ou s'approchent de la région Nouvelle-Aquitaine.

Le schéma régional de Nouvelle-Aquitaine

La région Nouvelle-Aquitaine est pleinement engagée dans le développement de la pratique cyclable, à la fois pour répondre aux besoins de mobilité quotidienne et pour favoriser le cyclotourisme. Elle dispose d'un réseau déjà bien établi, avec plus de 3 000 km de véloroutes et voies vertes, et ambitionne d'atteindre 4 500 km d'ici 2030 (Schéma Régional des Véloroutes et Voies Vertes 2020-2030, Nouvelle-Aquitaine, 2020).

En 2021, la Nouvelle-Aquitaine a enregistré une augmentation de 20 % de la fréquentation des pistes cyclables, preuve de l'engouement croissant pour le vélo, tant pour les déplacements quotidiens que touristiques (Nouvelle-Aquitaine Mobilités, 2022).

Le Schéma Régional des Véloroutes et Voies Vertes 2020-2030

- Étendre le réseau cyclable pour connecter les grandes villes comme Limoges, Bordeaux et Pau, tout en renforçant les liaisons avec les véloroutes nationales et locales, dont la V87, également appelée La Vagabonde.

- Promouvoir le cyclotourisme en développant des circuits touristiques régionaux. Le cyclotourisme en Nouvelle-Aquitaine génère environ 175 millions d'euros de retombées économiques par an (Comité Régional du Tourisme Nouvelle-Aquitaine, 2022).

- Favoriser les mobilités douces en améliorant les infrastructures cyclables existantes et en facilitant l'accès aux Vélos à Assistance Électrique (VAE), un enjeu crucial pour les zones rurales et vallonnées de la région.

L'évolution de la pratique cyclable en France, et plus particulièrement en Nouvelle-Aquitaine, montre un engouement croissant pour les mobilités douces et le cyclotourisme. Le développement des véloroutes nationales, régionales et locales s'inscrit dans une vision globale de transition écologique, de promotion des mobilités alternatives et de tourisme durable. Le Schéma Départemental des Voies Vertes Pâles s'intègre parfaitement dans ce mouvement, en valorisant les spécificités locales tout en répondant aux enjeux nationaux et européens.



OBJECTIFS DU SCHÉMA

La prise en compte de ces enjeux et de ce contexte nous amène à proposer un plan de mobilité douce qui permettra d'atteindre de multiples objectifs :

Définir un tracé incontournable répondant aux attentes des usagers de la mobilités douces dans le département

L'enjeu principal est de concevoir un tracé emblématique qui réponde à la fois aux attentes des itinérants et des familles, tout en valorisant la découverte du patrimoine naturel et culturel de la Corrèze.

Ce parcours doit être accessible et sécurisant, offrant des paysages variés et des points d'intérêt attractifs. Il s'agira d'aménager un itinéraire cyclable structurant, articulé autour de sites culturels et touristiques majeurs, tout en prenant en compte les besoins des usagers quotidiens des mobilités douces. À l'approche des bourgs et centralités urbaines, les connexions devront faciliter l'accès aux services, commerces et pôles d'activités, tout en intégrant des solutions favorisant le report modal et la complémentarité avec les transports collectifs. L'itinéraire doit également permettre de développer des infrastructures de qualité, favorisant ainsi l'essor des pratiques de mobilité active au quotidien et en itinérance.

Favoriser l'usage du vélo et des mobilités douces dans le département

Encourager l'usage du vélo et des mobilités douces dans le département est un axe central du schéma de mobilité douce. Plutôt que de créer un réseau exclusivement dédié aux cyclistes, le schéma propose la mise en place de voies partagées et sécurisées, où cyclistes, piétons et automobilistes cohabitent de manière harmonieuse. Ces aménagements visent à améliorer la sécurité de tous les usagers en renforçant la signalisation, en aménageant des espaces spécifiques et en adoptant des mesures telles que la limitation de vitesse et l'élargissement des zones partagées.

Le principe de partage permet d'optimiser les infrastructures existantes sans nécessiter de grands travaux, tout en rendant les déplacements à vélo plus sûrs et agréables. De plus, cette approche encourage l'intermodalité en facilitant les connexions avec d'autres moyens de transport, comme les transports en commun. Le but est de promouvoir un usage régulier des mobilités douces, non seulement pour les loisirs, mais aussi pour les déplacements quotidiens, réduisant ainsi la dépendance à la voiture, les nuisances sonores et les émissions de gaz à effet de serre (et notamment le

dioxyde de carbone CO2). Ce projet s'inscrit dans une démarche globale d'amélioration de la qualité de vie et de préservation de l'environnement, tout en tenant compte des spécificités locales et des besoins de l'ensemble des usagers.

Développer une offre touristique autour du vélo

Le tourisme à vélo connaît un essor considérable ces dernières années et le milieu rural n'est pas en reste. La crise sanitaire n'a fait que renforcer ce phénomène. À titre d'illustration, le rapport 2023 des fréquentations cyclables (source Vélo et Territoires) souligne que la pratique en milieu rural a progressé de 26% depuis 2019 et que la pratique « loisir » a progressé de +22% sur la même période.

L'avènement des Vélos à Assistance Électrique (VAE) est également une opportunité pour des territoires qui, comme la Corrèze, présentent une géographie très vallonnée, de s'ouvrir à un plus large public. En effet, jusqu'à présent, la Corrèze attirait (et attire toujours) surtout des cyclistes chevronnés et au profil sportif.

Aussi, pour émerger dans le concert des destinations cyclables, le schéma départemental doit répondre à plusieurs enjeux :

- Proposer une véritable expérience de découverte du territoire : l'objectif est d'enrichir l'offre corrézienne existante, en capitalisant sur le patrimoine naturel et culturel du territoire, tout en développant un maillage d'itinéraires cyclables variés, conçus pour des usages multiples.

- Enrichir l'offre de services : structurer une offre de services cohérente et adaptée aux besoins des clientèles de loisirs et d'itinérances cyclables : hébergements, services et infrastructures de qualité. L'un des enjeux du projet est de mettre en place, avec les collectivités locales et les opérateurs touristiques volontaires, les conditions de développement d'une nouvelle offre susceptible de diversifier les propositions de loisirs offertes aux habitants du territoire, aux touristes en séjour mais également de générer une nouvelle clientèle d'itinérants.

- Identifier quelques itinéraires phares de portée nationale qui permettront de porter l'image de la Corrèze et d'attirer une nouvelle clientèle de touristes itinérants.

Améliorer la sécurité des cyclistes et piétons

L'amélioration de la sécurité des utilisateurs est une priorité pour encourager l'usage des mobilités douces sur l'ensemble du territoire corrézien dans la logique d'un partage de la route entre vélos, voitures et piétons.

Cela passe par la mise en place d'une signalétique claire (verticale et horizontale), visible et adaptée, permettant une meilleure anticipation des dangers par les usagers.

En parallèle, des aménagements plus significatifs devront être réalisés autour des zones identifiées comme sensibles, notamment certains carrefours, passages étroits et points de franchissement routiers ou fluviaux.

Ces interventions pourront inclure des solutions visant à séparer ou à sécuriser les flux de circulation, réduire la vitesse des véhicules motorisés, et la mise en place de signalisation adaptée.

L'objectif est de garantir des conditions de circulation sûres pour tous, tout en facilitant les déplacements à vélo, à pied, tant pour les itinérants que pour les usagers du quotidien.



Diagnostic territorial

ANALYSE DE L'EXISTANT

L'analyse de l'existant met en lumière un potentiel important pour la Corrèze, qui pourrait devenir un modèle en matière de mobilité douce et de cyclotourisme. En connectant les itinéraires existants et en exploitant les routes de desserte pour créer des voies partagées, le schéma VVP peut transformer cette offre dense mais fragmentée en un réseau cohérent, sécurisé et attractif. Ce projet ne vise pas seulement à répondre à des besoins de mobilité, mais aussi à structurer une nouvelle forme de tourisme et de développement local, respectueux de l'environnement et favorisant l'économie locale.

Structure et répartition des routes départementales

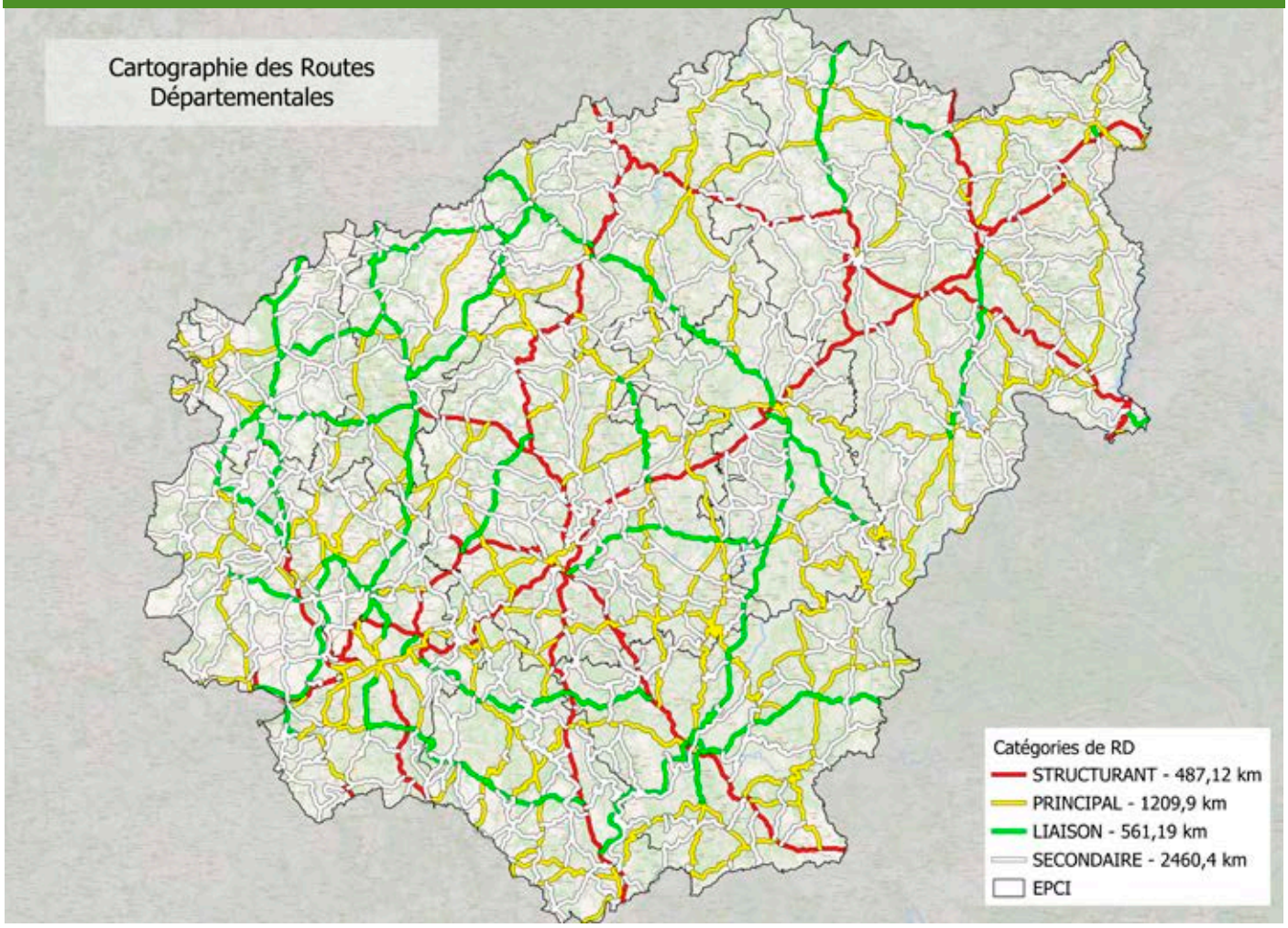
Le réseau routier de la Corrèze présente une hiérarchisation claire, facilitant l'analyse et l'identification des opportunités pour les Voies Vertes Pâles.

Routes départementales structurantes (rouge) : Ces routes, à haut débit de circulation, sont essentielles pour les déplacements entre les centres urbains et les grandes zones d'activités du département. Elles sont souvent empruntées par les véhicules à grande vitesse, limitant ainsi leur compatibilité avec les mobilités douces. Néanmoins, elles sont indispensables pour les connexions stratégiques entre les pôles économiques et résidentiels.

Routes départementales de liaison (vert) : Elles servent à relier les zones urbaines de moindre envergure et les bourgs ruraux. Leur circulation est moins dense que celle des routes structurantes, ce qui permet d'envisager des aménagements partagés dans certains segments, notamment dans les zones touristiques ou à proximité des espaces naturels.

Routes départementales de desserte principales et secondaires (jaune et blanc) : Avec plus de 3 600 km de routes moins fréquentées, ce réseau est une ressource clé pour le développement des Voies Vertes Pâles. Ces routes, plus étroites et moins rapides, sont particulièrement adaptées à une cohabitation entre différents types d'usagers (véhicules motorisés, cyclistes, marcheurs). Elles pourraient devenir le socle du schéma de voirie partagée, où la réduction de la vitesse et la mise en place de signalisation spécifique favoriseraient la sécurité des usagers doux. Ces routes desservent également de nombreux sites touristiques, zones naturelles et villages, ce qui renforce leur pertinence pour une intégration dans le schéma VVP.

Les routes départementales de la Corrèze



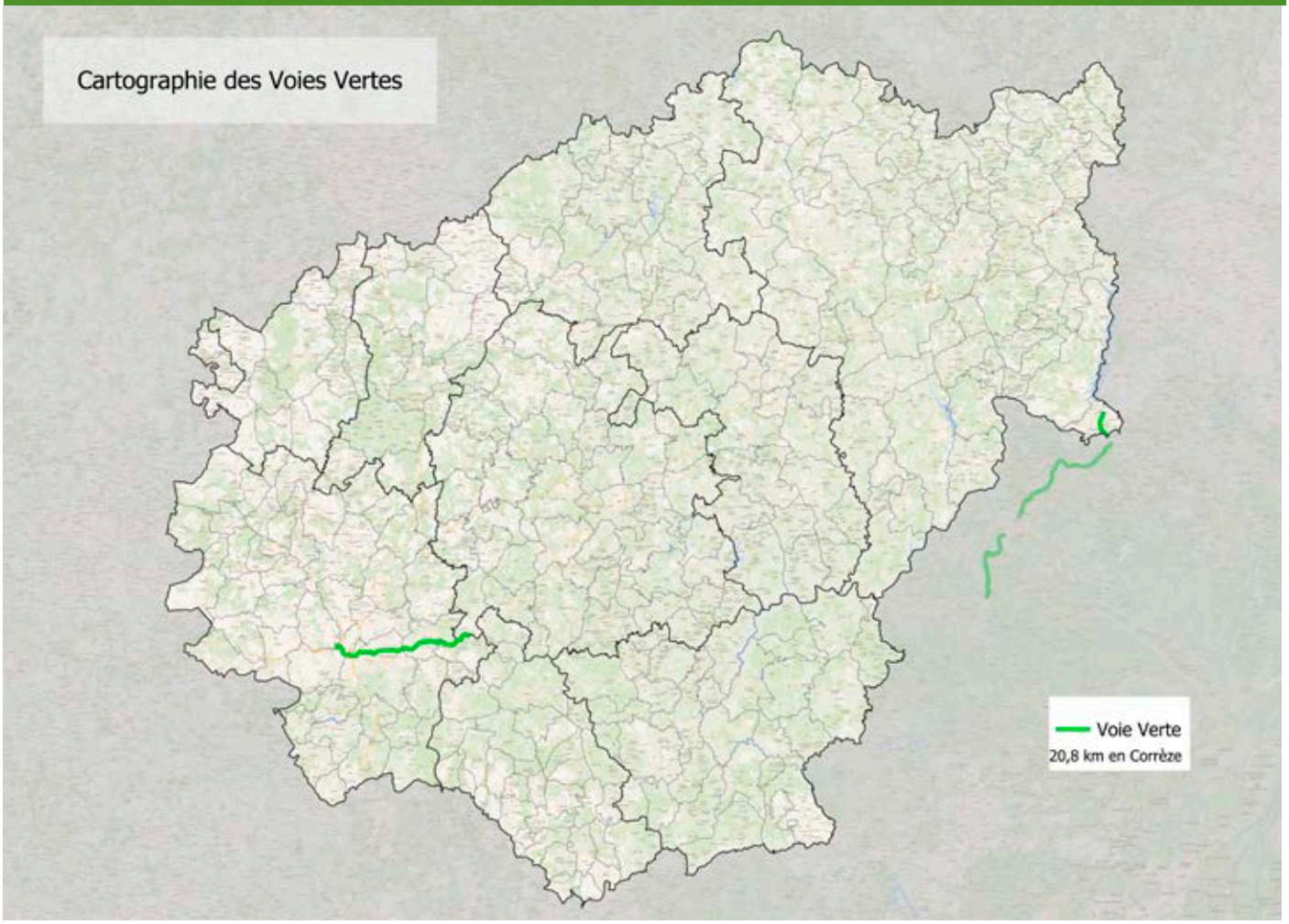
Cartographie des Voies Vertes existantes

La Corrèze bénéficie déjà de véritables Voies Vertes, qui sont des infrastructures cyclables ou piétonnes dédiées, isolées du trafic motorisé. Cela représente 25 km de voies vertes environ : Voie Verte de Brive et Voie Verte de Bort-les-Orgues. Ces itinéraires sont aménagés en site propre.

Rôle des Voies Vertes actuelles : Ces infrastructures constituent un premier maillon pour attirer les usagers locaux et les touristes à vélo ou à pied. Leur développement est reconnu pour son impact positif sur le tourisme itinérant et le cyclotourisme. Cependant, leur isolement actuel limite leur utilisation à des parcours fermés ou courts. Il est donc nécessaire de penser à des liaisons avec le réseau routier rural (routes de desserte) et avec les boucles locales de randonnée ou de vélo pour élargir leur portée.

Renforcement du réseau : Un des objectifs du schéma VVP sera de relier ces Voies Vertes existantes en utilisant des voiries partagées sur les routes de desserte (jaunes et blanches), tout en s'assurant que ces nouveaux itinéraires soient sécurisés et attractifs pour les différents usagers. De plus, certaines connexions avec les zones touristiques majeures ou les centres urbains pourraient justifier des investissements dans de nouvelles sections de Voies Vertes dédiées.

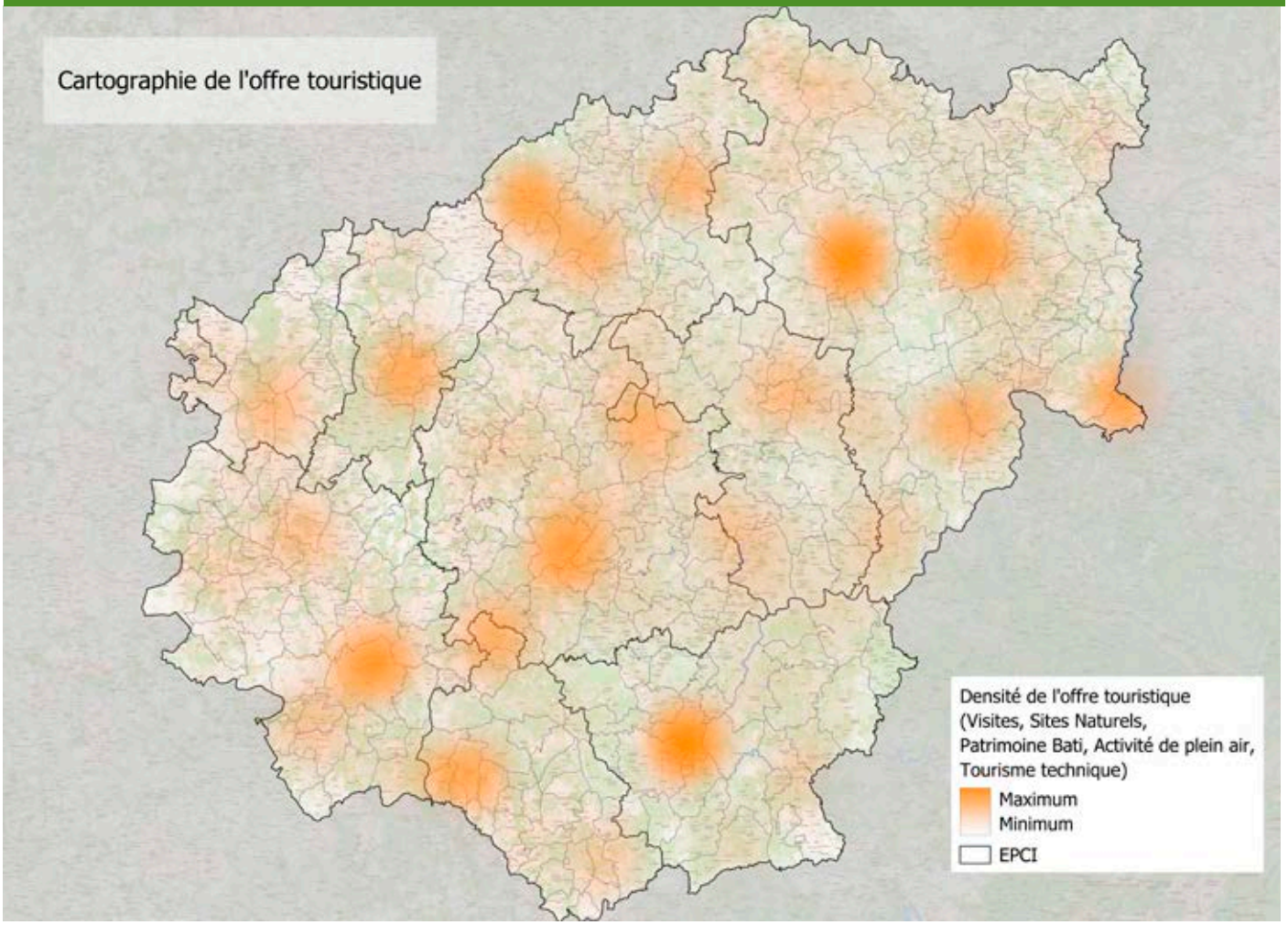
Les Voies Vertes en Corrèze



Offre touristique et hébergement

Sites touristiques : La Corrèze est un territoire riche en patrimoine naturel et culturel. Des sites historiques, comme les châteaux, les villages médiévaux, ou des merveilles naturelles telles que les gorges et rivières, attirent de nombreux visiteurs. Cette diversité rend la sélection difficile pour établir un maillage touristique cohérent, mais aussi très prometteuse pour attirer différents profils de visiteurs. Il s'agira ici de définir un itinéraire cyclable et pédestre qui traverse ou longe ces sites clés, tout en proposant des variantes pour des itinérants plus sportifs ou pour des familles à la recherche de boucles plus accessibles.

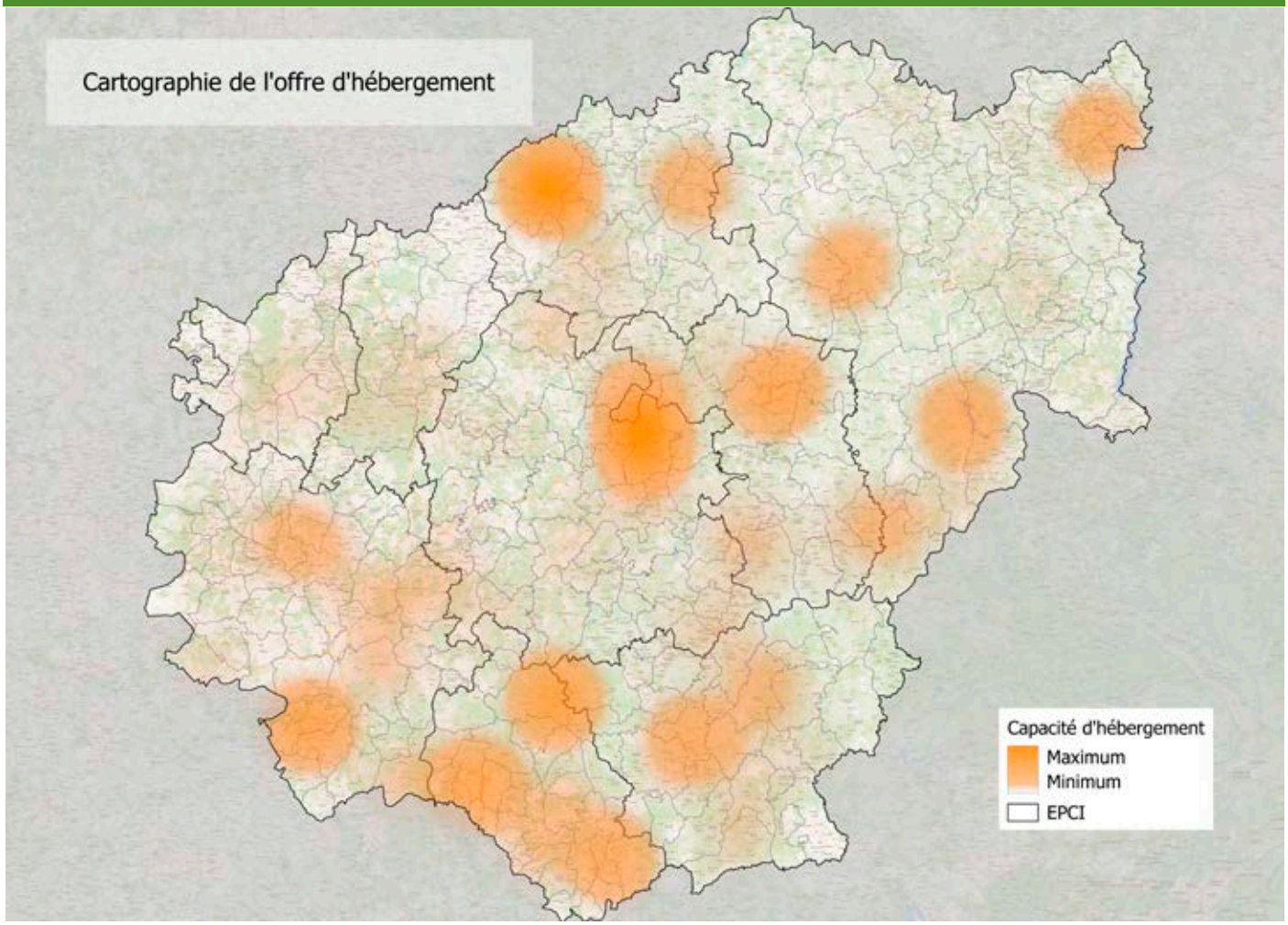
Offre touristique en Corrèze - carte de chaleur



Hébergements et restauration : La densité d'hébergements touristiques (gîtes, hôtels, campings) est un atout majeur pour le développement du tourisme à vélo. Un réseau VVP bien pensé pourrait permettre de créer des itinéraires cyclables ou pédestres reliant facilement ces points d'hébergement, facilitant ainsi l'accueil des itinérants.

L'accès à des services de restauration est également crucial pour des parcours touristiques réussis, et la présence d'une telle offre en Corrèze représente une force pour l'attractivité du schéma. Un partenariat avec les acteurs locaux pourrait même être envisagé pour promouvoir des packages ou services spécifiques aux cyclotouristes.

Offre d'hébergement en Corrèze - carte de chaleur



Offre de services « Vélos » : L'offre de services est encore timide du fait de l'absence d'une offre d'itinéraires vraiment structurée et attractive et du caractère sportif des itinéraires. Elle tend cependant à se développer et est composée de :

- 25 points de location de vélos pour 19 opérateurs. Il s'agit le plus souvent d'opérateurs multi-activités sport nature (type stations sport nature).
- 6 opérateurs labellisés Accueil Vélo : le label Accueil Vélo s'adresse à des opérateurs touristiques (hébergeurs, restaurateurs, sites de visite et de loisirs, loueurs / réparateurs, offices de tourisme, etc.) qui sont situés à moins de 5 km d'un itinéraire inscrit à un schéma départemental, régional ou national. Il valorise le fait que la clientèle cyclable a accès à des équipements et services adaptés à sa pratique (abri vélo sécurisé, kit de réparation, de nettoyage, etc.). Il donne accès à une promotion nationale sur le site de France Vélo Tourisme.
- Certaines communes, notamment sur La Vagabonde, commencent à aménager des aires d'arrêt dédiées aux clientèles itinérantes : hébergement léger ou zone de bivouac, accès à des sanitaires, à une aire de pique-nique, etc.

Mobilités douces existantes

La Corrèze propose déjà un large éventail de boucles cyclistes et pédestres.

Boucles de randonnées PDIPR et grandes itinérances pédestres :

- Les boucles inscrites au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) sont souvent plébiscitées par les marcheurs et permettent de découvrir les paysages et le patrimoine local. Toutefois, elles sont principalement pensées pour un usage pédestre et ne sont pas toujours adaptées au vélo. Certaines pourraient être adaptées ou connectées aux Voies Vertes Pâles, mais il faudra veiller à préserver leur fonction première.
- La Corrèze est également maillée par un réseau de grandes itinérances pédestres qui permettent de sillonner le territoire : GR46, GR480, Petit Tour de la Montagne Limousine, Chemin de St Jacques-de-Compostelle par la Voie de Rocamadour, La Dordogne de Villages en Barrages. Cette offre d'itinérance pédestre est complétée par un réseau de GR de Pays. La promotion de ces itinéraires est variable. Les GR et GRP sont suivis par la FFRP alors que les itinérances thématiques sont promues par des associations locales.

Offre cyclable :

- 30 boucles sportives et loisirs réparties sur toute la Corrèze : aménagées par le Conseil départemental dans le cadre de son précédent schéma cyclable (2007) en partenariat avec la FFVélo. Elles sont promues au travers de 2 topoguides aujourd'hui épuisés. Ces itinéraires sont suivis en termes de signalétique et font l'objet d'une promotion à l'échelle locale et départementale. Ils sont répartis de la manière suivante :
  - 13 boucles loisirs de 15 à 20 km balisées qui permettent de sillonner la Corrèze et découvrir ses paysages et villages pittoresques.
  - 17 boucles sportives de 22 à 84 km non balisées (seulement un panneau de départ) représentant 1 095 km.

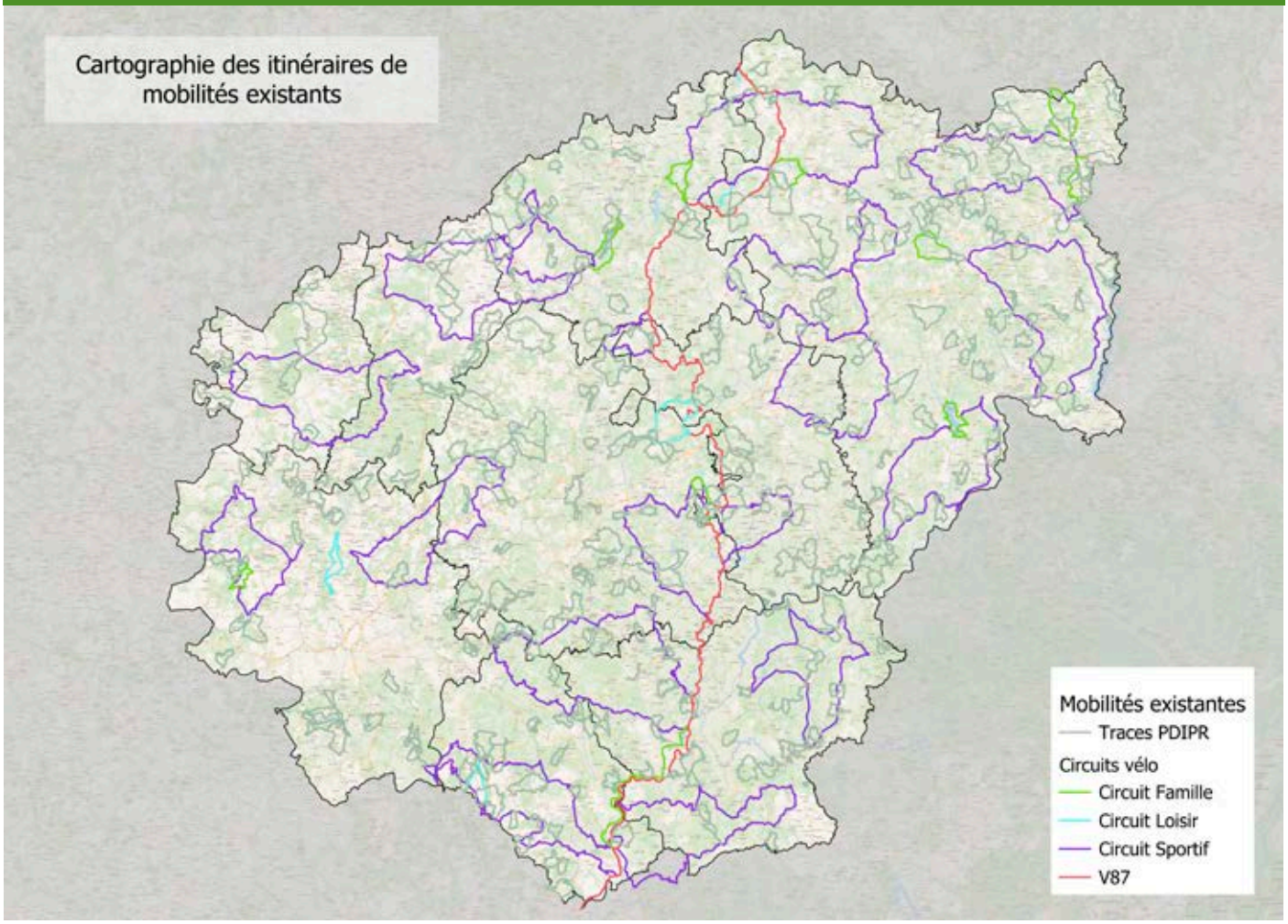
Ces boucles sont souvent isolées les unes des autres, et le schéma VVP doit viser à connecter ces itinéraires entre eux. Cela permettra de transformer ces circuits isolés en une véritable toile cyclable départementale, répondant aux différents profils d'usagers.

La Vagabonde : Cet itinéraire est inscrit au Schéma National des Véloroutes et Voies Vertes sous le n° V87. La Vagabonde traverse 5 départements sur plus de 500 km dont 147 en Corrèze. Aménagé en Corrèze depuis 2016, il est valorisé et promu depuis 2022 dans le cadre du Comité d'itinéraire composé des conseils départementaux et agences de développement touristiques des Départements concernés (Allier, Creuse, Corrèze, Lot, Tarn-et-Garonne) et de la Région Nouvelle-Aquitaine. Ce comité d'itinéraire permet, grâce à un budget partagé, de mettre en oeuvre un certain nombre d'actions visant à renforcer la visibilité et la fréquentation de l'itinéraire :

- Charte graphique et signalétique commune
- Réalisation d'un topoguide
- Communication presse, réseaux sociaux, salons, influenceurs, etc.
- Promotion National sur France Vélo Tourisme.

Deux éco-compteurs ont été posés en Corrèze pour mesurer sa fréquentation qui s'élève sur 9 mois en 2024 à **5 800 passages** de vélos sur la partie Sud (Argentat) et 3 300 sur la partie Nord (Bugeat). La dynamique est positive. L'itinéraire, de par son dénivelé et sa typologie (quasi exclusivement des petites routes partagées) s'adresse à une clientèle de voyageurs à vélo plutôt aguerris.

Itinéraires vélos randonnées loisirs-sports



Offre VTT :

Cette offre est dense (4 316 km d'itinéraires balisés) et répartie comme suit :

- 8 bases labellisées FFVélo ou FFC
- 191 circuits balisés
- 1 grand itinéraire qui fait le tour de la Corrèze : La Corrézienne VTT dont l'animation est assez fragile car portée uniquement par la FFVélo.

Cette offre a été créée à l'initiative des collectivités locales, en lien le plus souvent avec la FFVélo. Elle nécessite un gros travail d'entretien et de suivi que les collectivités peinent parfois à réaliser.

Proposition de cohérence dans le maillage

L'offre de mobilité douce actuelle, bien que riche, manque de cohésion. Le schéma VVP devra s'efforcer de créer un maillage interconnecté.

Connexions entre boucles et itinéraires : Il est essentiel de connecter les boucles locales existantes (randonnées et vélos) aux routes de desserte partagées, en évitant les grandes artères à forte densité de circulation. Cela permettrait aux utilisateurs de passer aisément d'un type de parcours à un autre, que ce soit pour une randonnée pédestre ou une sortie cyclotouristique.

Création de continuités : En reliant les Voies Vertes existantes aux routes départementales moins fréquentées, il sera possible de proposer des itinéraires continus sur plusieurs dizaines de kilomètres, accessibles aussi bien aux cyclistes du quotidien qu'aux touristes itinérants.

Développer des itinéraires thématiques : Le maillage pourrait inclure des parcours thématiques, axés sur la découverte du patrimoine historique, naturel ou gastronomique, reliant les sites touristiques majeurs et des points d'intérêt culturels.

IDENTIFICATION DES FREINS ET OPPORTUNITÉS

Des problématiques identifiées liées à la ruralité et à la topographie de notre territoire

Les freins au développement des véloroutes et des mobilités douces en Corrèze, se concentrent autour de plusieurs problématiques :

Grandes infrastructures à franchir : Le territoire est marqué par la présence de plusieurs axes autoroutiers majeurs (A20, A89) et de grandes voies ferroviaires. Ces infrastructures nécessiteraient des solutions de franchissement sécurisées (ponts, passerelles) pour éviter les ruptures de continuité sur les itinéraires cyclables, ce qui implique des coûts élevés et des contraintes techniques importantes.

Barrières naturelles : La présence de rivières importantes (Dordogne, Vézère, Corrèze) nécessiterait la création

ou l'adaptation d'infrastructures spécifiques, comme des ponts, pour assurer la continuité des véloroutes. Par exemple, le franchissement de la Dordogne dans les gorges ou les zones boisées constitue un défi pour relier certains itinéraires existants.

Relief et déclivités : La géographie vallonnée et parfois accidentée de la Corrèze et de la Nouvelle-Aquitaine pose des difficultés supplémentaires, notamment pour les cyclistes moins aguerris. Bien que le développement des Vélos à Assistance Électrique (VAE) atténue cet obstacle, il reste un facteur à prendre en compte lors de la conception des parcours.

Cohabitation avec les véhicules motorisés : Dans les zones rurales, les véloroutes doivent souvent partager la voirie avec des véhicules motorisés. La vitesse élevée des voitures et camions sur certaines routes départementales pose des risques pour la sécurité des cyclistes, nécessitant la mise en place de limitations de vitesse ou l'aménagement de zones de cohabitation.

Des opportunités à saisir

Malgré ces freins, de nombreuses opportunités peuvent être exploitées pour développer les véloroutes et promouvoir la pratique cyclable dans le département :

- Un réseau de routes départementales de desserte principales et secondaires à la fois fourni (3 370 km) et très peu fréquenté. Une grande partie de ces routes présente une faible fréquentation, en particulier en dehors des périodes de pointe (heures de travail, vacances scolaires). Cela constitue un atout pour le développement de la mobilité douce, car les itinéraires cyclables peuvent être sécurisés sans nécessiter d'importantes modifications infrastructurelles.
- **Les synergies avec le Schéma Régional des Véloroutes et Voies Vertes :** Le schéma régional (2020-2030) offre un cadre structurant qui permet d'intégrer les projets départementaux, comme le **Schéma des Voies Vertes Pâles**, dans un réseau plus vaste. La connexion avec les **véloroutes nationales** (V87, V56) et les véloroutes interrégionales (comme la **Flow Vélo**) renforce l'attractivité et la cohérence de l'offre cyclable.
- **La connexion avec les projets de développement touristique :** Le cyclotourisme connaît un essor important en Nouvelle-Aquitaine, avec des initiatives comme la **Véloroute de la Dordogne** et la mise en valeur des sites patrimoniaux. La création d'itinéraires cyclables qui valorisent les sites culturels et naturels de la Cor-

rèze peut non seulement soutenir le tourisme local, mais aussi diversifier l'économie régionale.

- **Synergie avec les plans de mobilité douce et de transition écologique :** Le développement des véloroutes s'inscrit dans une dynamique plus large de **transition écologique** et de **mobilité durable**, soutenue par des politiques publiques nationales et régionales. Les opportunités résident aussi dans la volonté d'intégrer les véloroutes aux autres réseaux de mobilité, comme les **gares** et les **stations de transport public**, pour créer des itinéraires multimodaux et favoriser le **tourisme de proximité**.

- **Les financements** dédiés aux infrastructures cyclables offrent une opportunité pour développer des projets ambitieux. L'ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie) a lancé plusieurs appels à projets visant à promouvoir le développement de l'usage du vélo et des mobilités douces en France. Parmi ces initiatives, le programme AVELO3 se distingue par son objectif de soutenir la création et l'amélioration des infrastructures cyclables sur le territoire national et son ouverture récente aux collectivités départementales. AVELO3 s'inscrit dans une stratégie globale de transition écologique, visant à encourager la pratique du vélo comme mode de transport durable. Le département de la Corrèze a été retenu dans le cadre de cet appel à projets. Ainsi l'ADEME participe au financement pour la mise en place du présent schéma. Le département bénéficie d'un soutien financier pour réaliser des études techniques préalables à la mise en œuvre de projets d'aménagement des voies. Cela inclut l'évaluation des besoins, l'identification des tracés et la conception des infrastructures adaptées aux cyclistes.

- **Développement des infrastructures pour les VAE :** L'essor des **vélos à assistance électrique** permet de surmonter les contraintes géographiques et de faciliter l'accès aux itinéraires cyclables dans les zones de relief. L'installation de **bornes de recharge** et l'adaptation des infrastructures pour les VAE constituent une opportunité pour attirer davantage de cyclistes, y compris les moins sportifs.

Les problématiques identifiées sont liées aux obstacles naturels et infrastructurels qu'il convient de contourner par des solutions techniques adaptées et parfois coûteuses. Cependant, les opportunités offertes par les schémas régional et national, ainsi que par les dynamiques locales de développement économique et touristique, doivent permettre de transformer ces freins en leviers pour un projet cohérent et intégré au territoire. Le développement de la mobilité douce peut néanmoins se faire à moindre coût, en réutilisant des infrastructures existantes plutôt qu'en créant de nouvelles voies. Cela permet une utilisation plus efficace des ressources publiques et limite l'artificialisation des espaces par de la voirie nouvelle.

DÉFINITION DES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

Développement des itinéraires partagés

Le **Développement des itinéraires partagés** repose sur une approche innovante de la mobilité douce, visant à maximiser l'usage des infrastructures routières existantes sans avoir recours à la création d'équipements spécifiques coûteux et potentiellement destructeurs pour l'environnement. Ce concept, basé sur les **Voies Vertes Pâles**, promeut une cohabitation harmonieuse entre différents usagers de la route — **cyclistes, piétons et automobilistes** — sur des itinéraires partagés. L'idée est de rendre ces voies accessibles à tous, en optimisant la sécurité par des aménagements légers et une signalétique adaptée, tout en minimisant les interventions lourdes sur l'environnement.

Notre projet répond à une double ambition : d'une part, encourager les **mobilités douces** en augmentant la part modale des déplacements à vélo et à pied, et d'autre part, réduire l'empreinte écologique en limitant la construction d'infrastructures nouvelles. Ce principe de **sobriété routière** est au cœur de l'approche, en mettant l'accent sur la **réutilisation des routes départementales et communales existantes**, plutôt que sur la mise en place de pistes cyclables ou de Voies Vertes dédiées. En s'appuyant sur les **1 200 km de voies existantes** dans le département, traversant 160 communes, le projet permet une couverture géographique étendue tout en évitant les coûts élevés liés à la construction de nouveaux réseaux.

Le schéma des Voies Vertes Pâles vise ainsi à promouvoir un modèle de mobilité résilient et durable, adapté aux besoins de tous les usagers, tout en restant soucieux de l'économie locale. Il offre aux territoires, notamment ruraux, une solution de mobilité douce qui favorise les déplacements quotidiens sans perturbation majeure pour la circulation automobile, tout en contribuant à une meilleure **qualité de vie** et à la **réduction des émissions de CO2.** Enfin, cet axe s'inscrit dans une démarche globale de **transition écologique,** où l'amélioration de la connectivité entre les territoires va de pair avec le respect de l'environnement et le développement d'une mobilité inclusive et sûre.

Promotion de la pratique de l'itinérance

Le Schéma départemental des mobilités douces vise à promouvoir et faciliter la pratique de l'itinérance et des mobilités douces en Corrèze. L'enjeu est d'orienter les usagers, qu'ils soient touristes ou habitants du territoire, vers des axes adaptés à cette pratique plutôt que sur les axes à grande circulation. Cela leur permettra une pratique beaucoup plus agréable et

sécurisée. Le réseau des Voies Vertes Pâles constituera ainsi un maillage de la Corrèze pour une découverte apaisée, en phase avec l'image "slow" de la destination.

Ce réseau sera un support à la mise en tourisme de grands itinéraires inscrits aux schémas régionaux et nationaux. La cible principale sera les usagers de vélo à assistance électrique et les sportifs. Il permettra également de créer des offres d'un niveau plus local qui, sur de courtes distances et des portions présentant moins de dénivelé, pourront séduire un plus large public.

Pour ce faire, il conviendra de mobiliser les territoires et les opérateurs touristiques afin qu'ils développent une offre de services répondant aux besoins des cyclistes : aires d'accueil, stationnements sécurisés, points de recharge, points de location, etc.

La promotion sera également essentielle pour valoriser cette nouvelle offre. Elle se fera à plusieurs niveaux et devra prendre appui sur les outils de promotion départementaux de Corrèze Tourisme mais également sur des vecteurs de communication spécialisés existants. En outre, pour des itinéraires inscrits au schéma régional, l'enjeu sera de créer des produits touristiques d'itinérance à une échelle plus large, interdépartementale. Un produit identitaire de la Corrèze pourrait également être mis en place à partir du maillage des VVP, de type Tour de Corrèze à Vélo.

COHÉRENCE AVEC LES AUTRES POLITIQUES PUBLIQUES

Révision de la signalétique touristique départementale

La révision de la signalétique touristique dans le département de la Corrèze a été intégrée dans une stratégie plus large de modernisation de l'accueil touristique. Le Département et Corrèze Tourisme ont lancé un projet visant à actualiser et harmoniser la signalisation pour mieux orienter les visiteurs vers les sites touristiques majeurs et améliorer la lisibilité du territoire. Cette démarche fait partie de l'optimisation des circuits touristiques et vise à soutenir les initiatives locales tout en intégrant les nouvelles pratiques de mobilité douce, comme celles liées à l'essor du vélo et des itinéraires cyclables.

Le projet inclut la refonte des panneaux et la mise en place d'une signalisation plus adaptée aux nouveaux modes de transport, en particulier le vélo. L'objectif est de créer une cohérence visuelle et fonctionnelle pour améliorer l'expérience des touristes tout en renforçant l'identité du territoire.

Cela se traduit aussi par des partenariats avec les acteurs locaux pour garantir la pertinence et l'attractivité des itinéraires proposés, avec une attention particulière aux zones rurales pour favoriser un tourisme de proximité et un développement économique durable.

Cette révision s'inscrit dans un mouvement global d'amélioration des infrastructures touristiques, y compris des actions pour augmenter la sécurité des usagers, notamment les cyclistes, par une meilleure signalisation dans les zones potentiellement dangereuses.

Connexion avec les schémas Véloroutes sur le Département

Le schéma des Voies Vertes Pâles s'inscrit dans un maillage plus large, connectant les itinéraires nationaux (V87, V92), régionaux (Vézère à Vélo, Vallée de la Dordogne à Vélo), et européens (EuroVelo 3 et 1). La Corrèze peut tirer parti de ces connexions pour renforcer l'attractivité de son propre réseau cyclable, en facilitant l'accès aux cyclistes internationaux et en diversifiant l'offre touristique locale autour de la mobilité douce. La coordination entre ces différents schémas et l'amélioration des infrastructures locales seront essentielles pour faire de la Corrèze un acteur clé du cyclotourisme en Nouvelle-Aquitaine.

Schéma National des Véloroutes et Voies Vertes

Le Schéma National des Véloroutes et Voies Vertes (SN3V) est un programme stratégique visant à développer un réseau national d'itinéraires cyclables longue distance, sécurisés et connectés, qui répondent aux enjeux de mobilité durable, de tourisme et de santé publique. Ce schéma s'inscrit dans une vision globale de développement du vélo en France, facilitant les déplacements à vélo à travers le pays et reliant les régions, tout en créant une infrastructure cohérente avec les schémas régionaux et locaux.

Les itinéraires nationaux majeurs à proximité de la Corrèze sont les suivants :

- **V87 (La Vagabonde)** : Véloroute nationale de 147 km en Corrèze, elle traverse des paysages touristiques de la Dordogne et offre une connexion avec le Lot. Promue par un comité d'itinéraire, elle est largement mise en valeur sur le site France Vélo Tourisme.
- **V92 (La Flow Vélo) :** 290 km reliant la Dordogne à l'Île-d'Aix, en Charente-Maritime, cette véloroute traverse plusieurs départements et passe à proximité de la Corrèze, favorisant le tourisme le long de la vallée de la Charente.
- **V56 (Véloroute de la Vallée de la Creuse) :** Cette véloroute nationale traverse les régions limitrophes de la Corrèze, offrant des possibilités de connexion à d'autres véloroutes régionales et nationales.

Le Schéma National des Véloroutes et Voies Vertes vise à développer un réseau cyclable interconnecté à travers tout le pays, avec des objectifs en

termes de mobilité douce, de sécurité et de promotion du cyclotourisme. Les véloroutes comme la V87 (La Vagabonde) et la V92 (La Flow Vélo) sont des exemples concrets de l'application de ce schéma, en renforçant l'attractivité touristique et en favorisant les déplacements longue distance à vélo. Le schéma national doit s'intégrer avec les initiatives régionales, créant un maillage d'infrastructures cyclables sécurisé et adapté aux besoins des cyclistes, qu'ils soient touristes ou usagers du quotidien.

Schéma Régional Nouvelle-Aquitaine 2020-2030 (SRV)

Le Schéma Régional des Véloroutes et Voies Vertes de Nouvelle-Aquitaine a pour ambition de compléter et renforcer le réseau national en développant des itinéraires cyclables sécurisés et interconnectés dans l'une des plus vastes régions de France. Ce schéma vise à promouvoir des objectifs variés allant de la mobilité durable au cyclotourisme, en passant par des considérations de santé publique et de développement local.

- **Véloroute V741 (SRV)**, Saint-Yriex-la-Perche / Beaulieu-sur-Dordogne.

Cette véloroute régionale est destinée à relier deux véloroutes nationales, la V56 et la V87. Son tracé, pas encore entièrement défini, pourrait relier du nord au sud, St-Yriex-la-Perche à Brive puis Estival et Beaulieu-sur-Dordogne. Elle doit bifurquer vers la Dordogne pour rejoindre la Flow Vélo.

Cette véloroute vise donc à connecter trois grands axes nationaux, offrant ainsi à la Corrèze, plus particulièrement à Brive, une position de carrefour pour les itinérants nationaux qui traversent notre département pour se rendre dans Lot au sud, vers la Haute-Vienne au nord et en direction de la Dordogne à l'Ouest. En reliant Brive et son agglomération à la Flow Vélo, la Corrèze est connectée à un pôle majeur de tourisme que représentent la Vallée de la Vézère et la Vallée de l'Homme. Brive agit également comme un point d'entrée et de sortie majeur avec notamment le nœud ferroviaire.

- **Véloroute V742 (SRV)**, Haute Vallée de la Dordogne.

Cette véloroute a son départ sur la Vagabonde (V87), et poursuit son chemin en longeant les Gorges de la Dordogne vers le nord reliant le Cantal et le Puy-de-Dôme par la Corrèze.

Le tracé de la rivière Dordogne peut être sillonné en Corrèze par la V742 (gorges) puis la V741 (vallée). Cet itinéraire, en projet, devra traverser des paysages naturels impressionnants et des sites touristiques emblématiques : les plus beaux belvédères des Gorges de la Dordogne, la réserve de Biodiversité à Argentat-sur-Dordogne les Plus Beaux Villages de France du sud Corrèze (Turenne, Collonges-la-Rouge, Curemonte, et Beaulieu-sur-Dordogne).

Il se connecte au sud avec l'itinéraire national V91 qui traverse la Gironde, la Dordogne et le Lot et ouvre ainsi la possibilité de créer une grande itinérance le long de la Dordogne, des sources à l'embouchure.

- **La Vézère à Vélo :**

La Vézère à Vélo s'inscrit dans le Schéma Régional Nouvelle-Aquitaine et le Schéma Départemental des Véloroutes et Voies Vertes de la Dordogne. Son tracé est issu de la volonté de venir s'inscrire au cœur de la vallée de la Vézère, en suivant le fil de la rivière. Il emprunte en grande partie des chemins existants, type chemins ruraux, mais également des anciens chemins de halage.

La Vézère à Vélo est un itinéraire long de 60 km, reliant le nord et le sud de la vallée, en traversant de nombreux villages comme ceux de Limeuil, des Eyzies, Montignac-Lascaux et Coly-Saint-Amand. Elle rejoint aussi les autres VéloRoutes Voies Vertes nationales situées à ses deux extrémités : au sud, l'itinéraire rallie le projet de Véloroute V91, qui longe la vallée de la Dordogne et permet de rejoindre le Lot. Au nord, la Vézère à vélo rejoint la Flow Vélo.

Aujourd'hui sur notre département ces itinéraires ne sont pas matérialisés. Les propositions du schéma départemental pourront donc être suivies par les différents comités d'itinéraires.

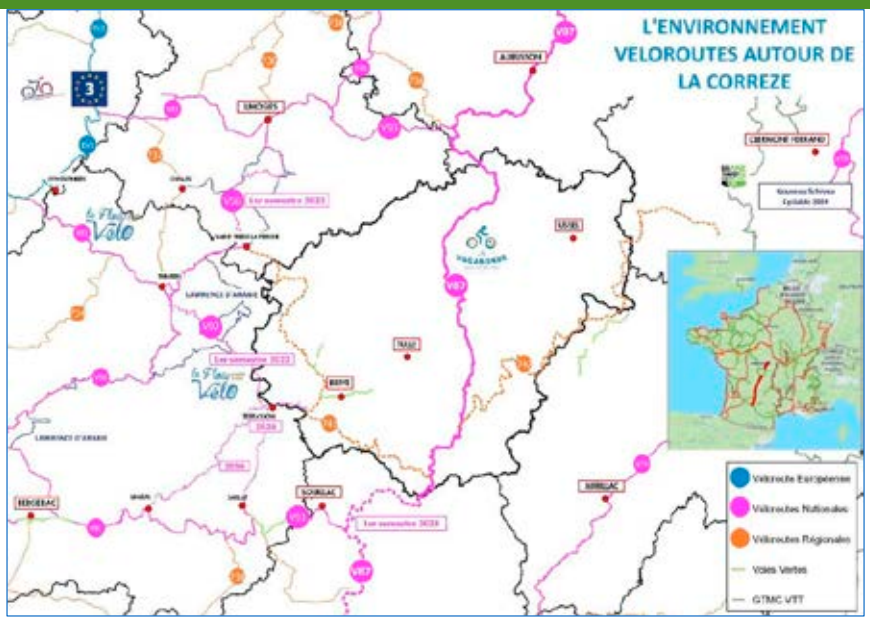
Itinéraires Interrégionaux et Européens

L'interconnexion avec les schémas européens et interrégionaux est un levier supplémentaire pour ouvrir la Corrèze au cyclotourisme international. On présentera notamment :

- **EuroVelo 3 (Scandibérique) :**

Une route européenne (chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle), qui traverse la Nouvelle-Aquitaine, plus au nord de la Corrèze. Cet itinéraire relie les pèlerins à travers l'Europe, mais peut être connecté à des itinéraires locaux pour attirer des touristes en Corrèze.

L'environnement Véloroutes autour de la Corrèze



ARTICULATION AVEC LES PROJETS DES COLLECTIVITÉS CORRÉZIENNES

L'articulation du schéma de mobilité douce « Voies Vertes Pâles » du Département de la Corrèze avec les autres collectivités repose sur une coordination étroite et une complémentarité des compétences entre les différents niveaux de gouvernance territoriale.

Département de la Corrèze : compétence en matière de voirie et de tourisme

Le Conseil Départemental ne détient pas la compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM), qui revient aux EPCI (Établissements Publics de Coopération Intercommunale) comme les communautés de communes et les agglomérations. Cependant, le Département joue un rôle central dans la gestion des routes départementales, sur lesquelles repose une grande partie du projet de Voies Vertes Pâles. Cette compétence lui permet de proposer et de piloter des aménagements routiers favorisant les mobilités douces, notamment sur les routes à faible trafic. Le Département se concentre également sur le volet touristique, en mettant en valeur les itinéraires cyclables et pédestres comme vecteurs de développement économique et d'attractivité du territoire.

EPCI : Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM)

Les EPCI, à travers leur statut d'**AOM,** détiennent la responsabilité de l'organisation des services de mobilité au quotidien. Ils sont chargés de développer les infrastructures et services liés à la mobilité (transport collectif, mobilité active, etc.) sur leurs territoires respectifs. Le **Schéma départemental Voies Vertes Pâles** s'articule avec les initiatives locales portées par ces EPCI, en veillant à assurer une continuité entre les aménagements mis en place par le Département sur les routes départementales et ceux gérés localement par les communautés de communes et d'agglomérations.

Complémentarité des compétences

L'articulation repose sur un **partage des responsabilités** pour assurer une continuité des itinéraires et une cohérence globale des infrastructures :

Le Département, par son expertise en matière de voirie et son maillage territorial, propose des aménagements sur les **routes départementales** et développe des axes touristiques structu-

rants, contribuant à la dimension touristique du projet.

Les EPCI, en tant qu'AOM, sont chargés de développer la **mobilité quotidienne** (vélos, piétons, transports en commun) à l'échelle locale, notamment via des **liaisons cyclables** autour des centres d'activités (collèges, pôles économiques, gares, etc.).

Cette complémentarité permet de **concilier les objectifs de mobilité quotidienne** (déplacements domicile-travail ou domicile-école) avec ceux du **tourisme itinérant** (randonnées, cyclotourisme), tout en optimisant les ressources et en évitant les doublons.

Convergence des schémas de mobilité

Afin de garantir une cohérence entre les niveaux départemental, intercommunal, régional et national, le Plan Voies Vertes Pâles s'articule avec les schémas régionaux de mobilité (SRADDET) et les plans de mobilité des EPCI. Cette convergence assure que les itinéraires et infrastructures cyclables ou pédestres conçus au niveau départemental s'intègrent parfaitement aux réseaux plus larges en cours de développement par les collectivités locales et régionales.

Concertation et co-construction

Le succès du projet repose sur une **concertation active** entre le Département et les **collectivités locales** (EPCI), avec une participation des **usagers**, des **associations** et des **acteurs économiques.** La co-construction du schéma se traduit par la réalisation de **diagnostics locaux** sur l'accessibilité, la sécurité et les besoins en mobilité douce, notamment autour des zones clés comme les **établissements scolaires** ou les **sites touristiques.** Cette approche garantit que les aménagements répondent aux besoins des différents publics et aux spécificités locales.

Coordination des maîtrises d'ouvrage

Le **Plan Voies Vertes Pâles** précise la **répartition des maîtrises d'ouvrage** en fonction des compétences de chaque collectivité. Les **EPCI** prennent en charge les projets de mobilité douce liés aux déplacements du quotidien (réseaux locaux, écoles, centres économiques), tandis que **le Département** assure la gestion des **grands axes départementaux** dédiés aux mobilités douces, avec une attention particulière portée aux usages touristiques. Cette répartition permet de clarifier les responsabilités et d'éviter des chevauchements de compétences.

Soutien aux collectivités : les tracés complémentaires et alternatifs

Le **Plan Voies Vertes Pâles** s'inscrit dans une **dynamique partenariale** entre le Département, les **EPCI** et les **communes**. En articulant les compétences des uns et des autres, ce schéma permet de développer une **offre cohérente et continue de mobilité douce,** répondant aussi bien aux besoins du quotidien qu'aux enjeux touristiques. L'objectif final est de créer un réseau complet et structuré, capable de répondre aux exigences de **santé publique,** de **transition écologique**, et de **développement touristique.**

Au tracé des **Voies Vertes Pâles**, portée par le Département, peuvent s'ajouter des itinéraires alternatifs ou complémentaires, portés par les communes ou les EPCI.

- Les Voies Vertes et les pistes cyclables existantes :
  - Les Voies Vertes de Brive et celle de Malemort,
  - La Voie Verte de Bort-les-Orgues
- Voies Vertes ou pistes cyclables en projet et portées par les collectivités locales :
  - La Voie Verte entre Ussel et La Courtine (ancienne voie de chemin de fer).
  - La Voie douce le long de la RD157 entre le carrefour de la RD 1089 et le site du lac de Ponty.
  - le projet de piste à Cornil le long de la RD1089.
  - Le projet de Voie Verte entre Argentat-sur-Dordogne et Monceaux-sur-Dordogne
  - Le projet de Voie Verte entre Altillac et Biars
  - La traversée de certaines communes
- Il peut s'agir de voies non carrossables, de chemins, d'anciens tracés de voies de chemin de fer qui peuvent d'ores et déjà être empruntés par les cyclistes ou les randonneurs. Ces routes pourraient être transformées, par le maître d'ouvrage qui souhaiterait se saisir du projet (EPCI ou commune), en Voies Vertes ou pistes cyclables, uniquement réservées à la mobilité douce.
  - Le tracé du Paris-Orléans-Corrèze par exemple. Dès à présent, entre Uzerche et Seilhac, une partie de la piste sert de tracé au chemin de Grande Randonnée (GR) 46.

Le Pays d'Uzerche a suggéré 5 parcours de différentes longueurs :

- Tracé de 5 km Simone de Beauvoir
- Tracé de 12 km Uzerche-Espartignac.
- Tracé de 21 km Uzerche-Espartignac
- Tracé véloroute de 48km
- Et sur 7 km une partie du Paris-Orléans-Corrèze

Ces itinéraires, qui sont le plus souvent la création d'infrastructures, complètent donc le schéma des Voies Vertes Pâles, et s'inscrivent parfaitement dans le schéma de mobilité douce du Département. Certains tracés sont inscrits dans le Système d'Information Géographique et sur le schéma du Département en " chemin", en " Voie Verte".

Une fois ces infrastructures créées, par la collectivité maître d'ouvrage, elles viendront compléter le schéma de mobilité douce et se substitueront à la VVP en place sur cette portion.

Le tracé des Voies Vertes Pâles

LA CONSTRUCTION DU SCHÉMA

Principes

Les principes directeurs de la méthode de travail retenus par la collectivité sont le travail en transversalité au sein de la collectivité mais aussi la co-construction du projet avec les partenaires et la concertation avec les élus locaux.

Notre collectivité porte son projet au titre de ses compétences « Routes » et « Tourisme ». Dès l'année 2023, les équipes du Département ont travaillé en transversalité : le projet a été suivi par la Direction des Routes, Corrèze Tourisme, La Direction de la Communication, la Délégation à la participation citoyenne et aux usages numériques, La Direction de la Culture, de la Jeunesse, et des Sports. Le projet était piloté par un Chef de Projet de Développement puis par le Directeur de la Transition Énergétique et Écologique. Ce projet a donc bien été étudié au titre des infrastructures routières, du tourisme, de la mobilité du quotidien et il prend en compte les schémas cyclistes (Sports et Loisirs) ou de randonnées (PDIPR : Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée) existants et portés par notre collectivité depuis plusieurs années.

Pour proposer son schéma de mobilité douce le Département de la Corrèze a choisi de privilégier une méthode de travail qui reposait sur les principes de concertation avec les élus locaux (Maires) et de co-construction avec les acteurs et techniciens du territoire (EPCI et Offices du tourisme). Dès le début de l'année 2024, le travail de co-construction a débuté avec les territoires et notamment sur le territoire d'expérimentation de Xaintrie-Val'Dordogne. Sur la décision des élus lors de l'Assemblée Départementale du 12 avril 2024, le travail a été élargi à l'ensemble du territoire de la Corrèze.

Périmètre du schéma

L'étude de définition du schéma directeur des mobilités douces porte sur l'ensemble du département. Il concerne la totalité des modes de circulation doux et décarbonés. Les circulations douces concernent tout mode de déplacement non motorisé et peuvent se pratiquer sur un large panel d'aménagements adaptés (zones mixtes, bandes ou pistes cyclables, Voies Vertes...). Les solutions choisies sur le tracé différeront selon le contexte environnant et les opportunités. L'ambition départementale est de privilégier l'usage de voierie partagée en utilisant le réseau de voies existantes sur le territoire corrézien à savoir : voierie départementale en priorité, la voierie communale ou encore les chemins ruraux revêtus lorsque cela est nécessaire.

Méthode de travail

Une esquisse de tracé pour chaque territoire a été réalisée par l'équipe projet du Département. Ce tracé préalable, qui relie les points d'intérêt départementaux entre eux, valorise les aménagements et infrastructures existantes dans les territoires. Ces esquisses avaient été présentées et travaillées avec les techniciens en charge de la mobilité douce ou du tourisme des EPCI et avec les techniciens locaux des offices du tourisme.

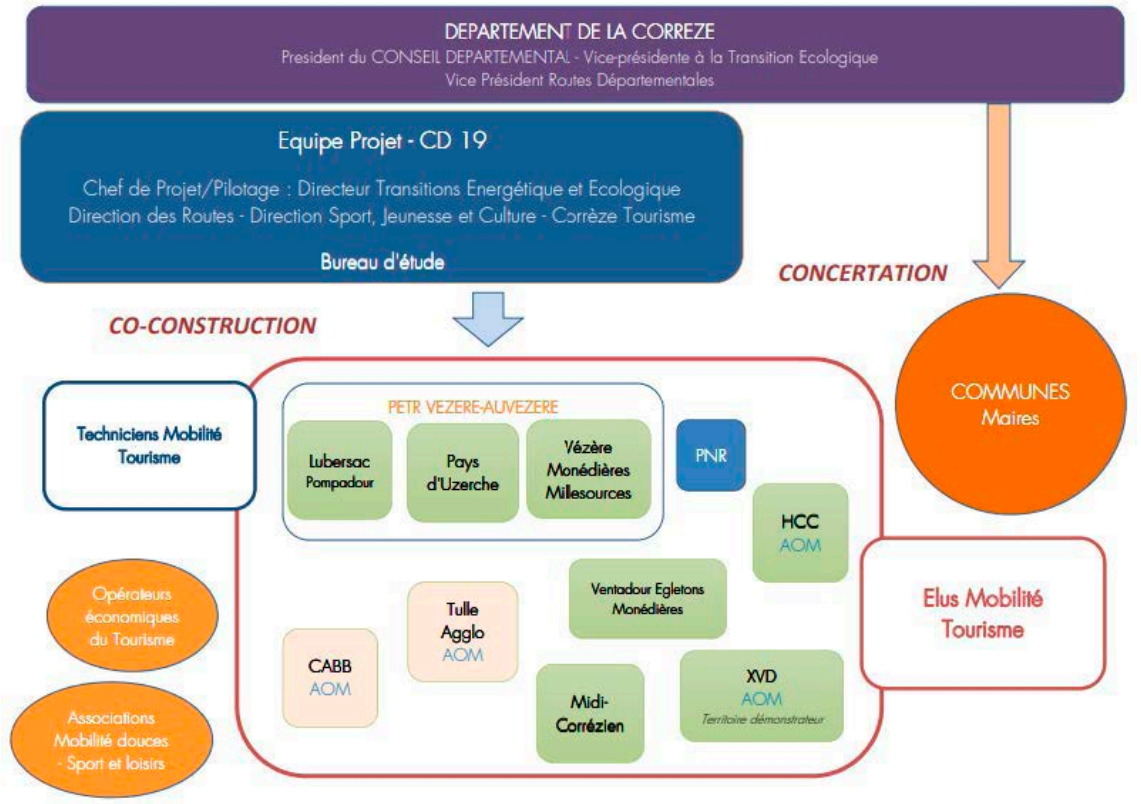
Ce tracé a ensuite été qualifié selon sa typologie de voierie, son altimétrie, ses caractéristiques techniques et d'usages par un bureau d'étude retenu après consultation par appel d'offres public.

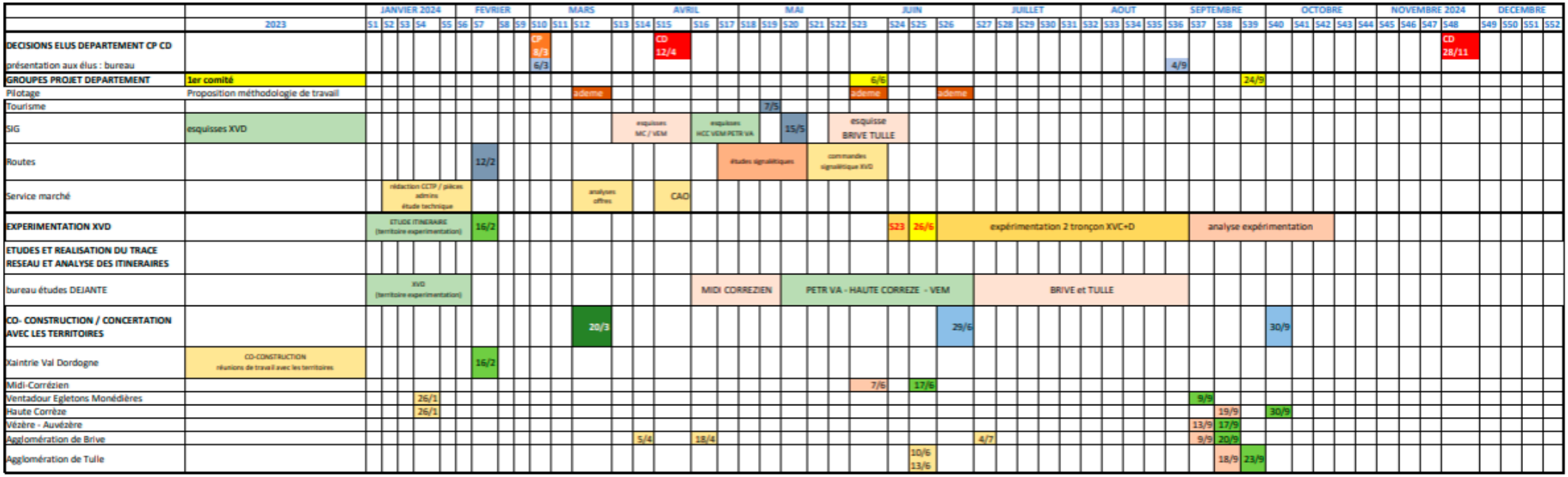
En février 2024, à titre d'expérimentation sur le territoire de la Xaintrie, l'étude technique avait été réalisée. C'est cette même étude technique qui a été conduite sur les huit territoires corréziens restants entre avril et août 2024.

Le rendu de cette étude a enfin été soumis à concertation, avec les élus et les acteurs du territoire concerné. Lors des réunions de concertation avec les élus, réalisées par territoires, les maires et les présidents des intercommunalités ont pu découvrir en détail les itinéraires des Voies Vertes Pâles. Les communes sillonnées par des Voies Vertes Pâles ont reçu des cartes détaillées courant octobre 2024 afin de se prononcer encore sur les circuits.

Cette co-construction permet de présenter en novembre 2024 le présent schéma départemental de mobilité douce.

Organigramme fonctionnel du projet





CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 12 AVRIL 2024 CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 28 NOVEMBRE 2024	LANCEMENT DES ETUDES ET DE L'EXPERIMENTATION SUR LE TERRITOIRE XVD POUR LA REALISATION DU SCHEMA DEPARTEMENTAL DE MOBILITE DOUCE VOTE DU SCHEMA DEPARTEMENTAL DE MOBILITES DOUCES
CO-CONSTRUCTION : 29/06/2024	Réunion de concertation avec les partenaires "Tourisme & Mobilité " - associations / Offices du Tourisme / collectivités AOM - salle Charles Ceyrac à Marbot
CO-CONSTRUCTION : réunions de travail avec les territoires	Réunions avec les responsables ou référents mobilité active des offices du tourisme, aves les responsables ou référents mobilité active du quotidien des EPCI, ses PETR, du PNR
CONCERTATION : réunions techniques / 7 dates avant concertation élus	Réunion technique de présentation de la proposition de tracé aux acteurs du territoire avant concertation élus
CONFERENCE DES TERRITOIRES : 20/3	Présentation du projet de schéma de mobilité douces et du concept de "Voies Vertes pales"
CONCERTATION élus - 7 dates entre le 16/2 (XVD) et le 30/9 (HCC)	Réunion de concertation avec les élus : présentation du tracé analysé aux maires des communes par territoire
COMITE DE PILOTAGE / COMITES TECHNIQUES : goupes projets du Département - 3 dates	Réunions du comité de pilotage/comités techniques - Direction générale - Pilote du Projet - Directions
CO-CONSTRUCTION : 30/09/2024	Atelier TOURISME
expérimentation 2 tronçon XVD	semaine 23 installation signalétique et marquage au sol + lancement le 26 juin - fin de l'expérimentation 8 septembre

RÉALISATION D'UN MAILLAGE DÉPARTEMENTAL

Dans le cadre de l'élaboration du schéma des Voies Vertes Pâles (VVP), un Système d'Information Géographique (SIG) a été mis en place, intégrant un large éventail de données. Ce SIG inclut le référentiel routier, les 280 boucles de randonnées du PDIPR (Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnées), les projets de Voies Vertes, ainsi qu'une base de données touristiques de plus de 5 300 points. Ces données, relativement exhaustives, ont été soigneusement qualifiées pour identifier celles présentant un intérêt pérenne et départemental.

À l'origine, l'objectif était de connecter entre elles les boucles du PDIPR afin de créer un maillage complet à l'échelle de la Corrèze. Cependant, cette approche s'est heurtée à plusieurs obstacles. Les PDIPR, souvent limités à la randonnée pédestre, ne sont pas toujours praticables pour les vélos, notamment à cause de leur configuration non carrossable, et sont généralement conçus sous forme de boucles courtes de 5 à 10 km. De plus, ils n'autorisent pas la circulation des véhicules motorisés, comme les vélos électriques, en raison de leur vocation à préserver les chemins ruraux.

Face à ces limites, une nouvelle approche a été proposée pour structurer le territoire en s'appuyant sur les points d'intérêt majeurs de la Corrèze. Ces points, répondant à deux critères principaux – un intérêt départemental et une pérennité de l'ouvrage – ont servi de base à la proposition de tracé visant à les relier entre eux. Ce maillage utilise principalement des infrastructures existantes, sélectionnées en fonction d'un cahier des charges minimal garantissant un faible trafic routier et une praticabilité pour les loisirs à vélo.

Pour construire cette ossature, une sélection de 79 sites a été retenue, incluant des cités de caractère, des châteaux, musées, édifices religieux, des «Plus Beaux Villages de France», des sites naturels, des ouvrages d'art et des vestiges archéologiques. Ces sites, présentés en annexe, constituent les piliers du futur réseau VVP.

Les points d'intérêt pérennes et départementaux

Châteaux et demeures de prestige / Sites étonnants	COMMUNE
Château de Sédières	CLERGOUX
Château de Turenne	TURENNE
Château de Pompadour et Ecuries de l'Orangerie	ARNAC POMPADOUR
Château de Ventadour	MOUSTIER VENTADOUR
Les Tours de Merle	SAINT GENIEZ O MERLE
Château de Val	LANOBRE

Edifices religieux	COMMUNE
Abbatiale Saint-Pierre	BEAULIEU SUR DORDOGNE
Abbaye d'Aubazine	AUBAZINE
Cathédrale Notre-Dame	TULLE

Vestiges archéologiques	COMMUNE
Site archéologique de Tintignac-Naves	NAVES
Ruines gallo-romaines des Cars	SAINT MERD LES OUSSINES

Cités de caractère	COMMUNE
Argentat sur Dordogne	ARGENTAT SUR DORDOGNE
Aubazine, haut lieu de la vie monastique	AUBAZINE
Brive la Gaillarde	BRIVE LA GAILLARDE
Corrèze	CORREZE
Donzenac, cité médiévale	DONZENAC
Gimel les Cascades	GIMEL LES CASCADES
La Roche Canillac	LA ROCHE CANILLAC
Meymac	MEYMAC
Meyssac	MEYSSAC
Tulle	TULLE
Ussel	USSEL
Pompadour	ARNAC POMPADOUR
Uzerche	UZERCHE
Treignac sur Vézère	TREIGNAC

Les points d'intérêt pérennes et départementaux

Lacs et plans d'eau	COMMUNE
Baignade de Vendahaut	LAPLEAU
Etang de Maurianges	CHAUMEIL
Etang du Moulin	CAMPS SAINT MATHURIN LEOBAZEL
Etang du Pré Chaton	SAINT SALVADOUR
Etang du Prévot	CLERGOUX
Lac de Bournazel	SEILHAC
Lac de Feyt	SERVIERES LE CHATEAU
Lac de la Triouzoune - côté Liginiac	LIGINIAC
Lac de la Triouzoune - côté Neuvic	NEUVIC
Lac de la Valette	MARCILLAC LA CROISILLE
Lac de Pontcharal	VIGEOIS
Lac de Séchemailles	MEYMAC
Lac de Viam	VIAM
Lac des Bariousses	TREIGNAC
Lac du Causse Corrézien	LISSAC SUR COUZE
Lac du Deiro	EGLETONS
Plan d'eau de la Croix de l'arbre	AURIAC
Plan d'eau de la Fontalavie	CHAMBOULIVE
Plan d'eau de l'Enclose	TARNAC
Plan d'eau de Miel	BEYNAT
Plan d'eau de Pont Aubert	SOURSAC
Plan d'eau des Chaux	SORNAC
Plan d'eau des Forges	MASSERET LAMONGERIE
Plan d'eau du Coiroux	AUBAZINE
Retenue du Barrage de Bort-Les-Orgues	BORT LES ORGUES
Lac de Ponty	USSEL

Les plus beaux villages de France	COMMUNE
Beaulieu sur Dordogne	BEAULIEU SUR DORDOGNE
Collonges la Rouge	COLLONGES LA ROUGE
Curemonte	CUREMONTE
Saint-Robert	SAINT ROBERT
Ségur le Château	SEGUR LE CHATEAU
Turenne	TURENNE

Musées, éco-musées, musées thématiques	COMMUNE
Abbaye Saint-André - Centre d'Art Contemporain	MEYMAC
Cité de l'Accordéon et des Patrimoines	TULLE
Musée Départemental de la résistance "Henri Queuille"	NEUVIC
Musée Edmond Michelet	BRIVE LA GAILLARDE
Musée Labenche, d'Art et d'Histoire de la ville de Brive	BRIVE LA GAILLARDE
Les pans de Travassac	DONZENAC
Musée de l'Homme de Neandertal ''Jean Bouyssonie''	LA CHAPELLE AUX SAINTS
Musée du président Jacques Chirac	SARRAN

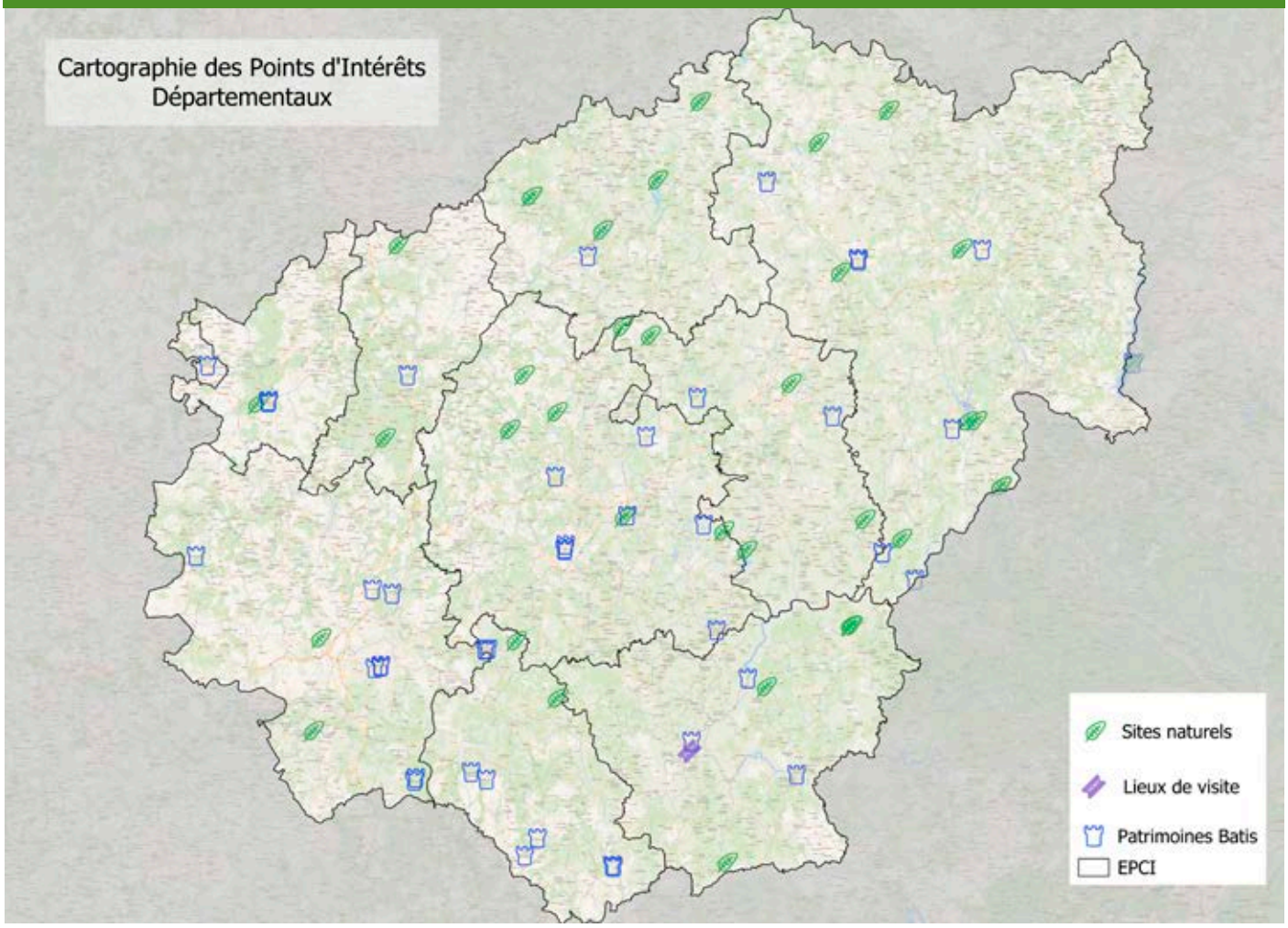
Parcs et jardins / Visites Guidées	COMMUNE
Les Jardins de Colette et son labyrinthe	VARETZ
Les Jardins Sothys	AURIAC
A la découverte de la biodiversité, réserve de biodiversité d'Argentat	ARGENTAT SUR DORDOGNE

Ponts et ouvrages d'art	COMMUNE
Canal des Moines	AUBAZINE
Viaduc des Rochers Noirs	SOURSAC
Viaduc des Rochers Noirs	LAPLEAU
Barrage de l'Aigle et son Espace EDF	SOURSAC
Le barrage du Chastang et son espace EDF Odysselec	SERVIERES LE CHATEAU

Sites naturels	COMMUNE
Table d'orientation du Suc au May	CHAUMEIL
Forêt domaniale	ARNAC POMPADOUR
Le Parc naturel régional de Millevaches et ses 14 sites labellisés Natura 2000	MILLEVACHES
Les cascades de Gimel	GIMEL LES CASCADES
Belvédère de Gratte Bruyère	SERANDON
Arboretum de Chamberet	CHAMBERET



Les PID : Points d'Intérêt Départementaux



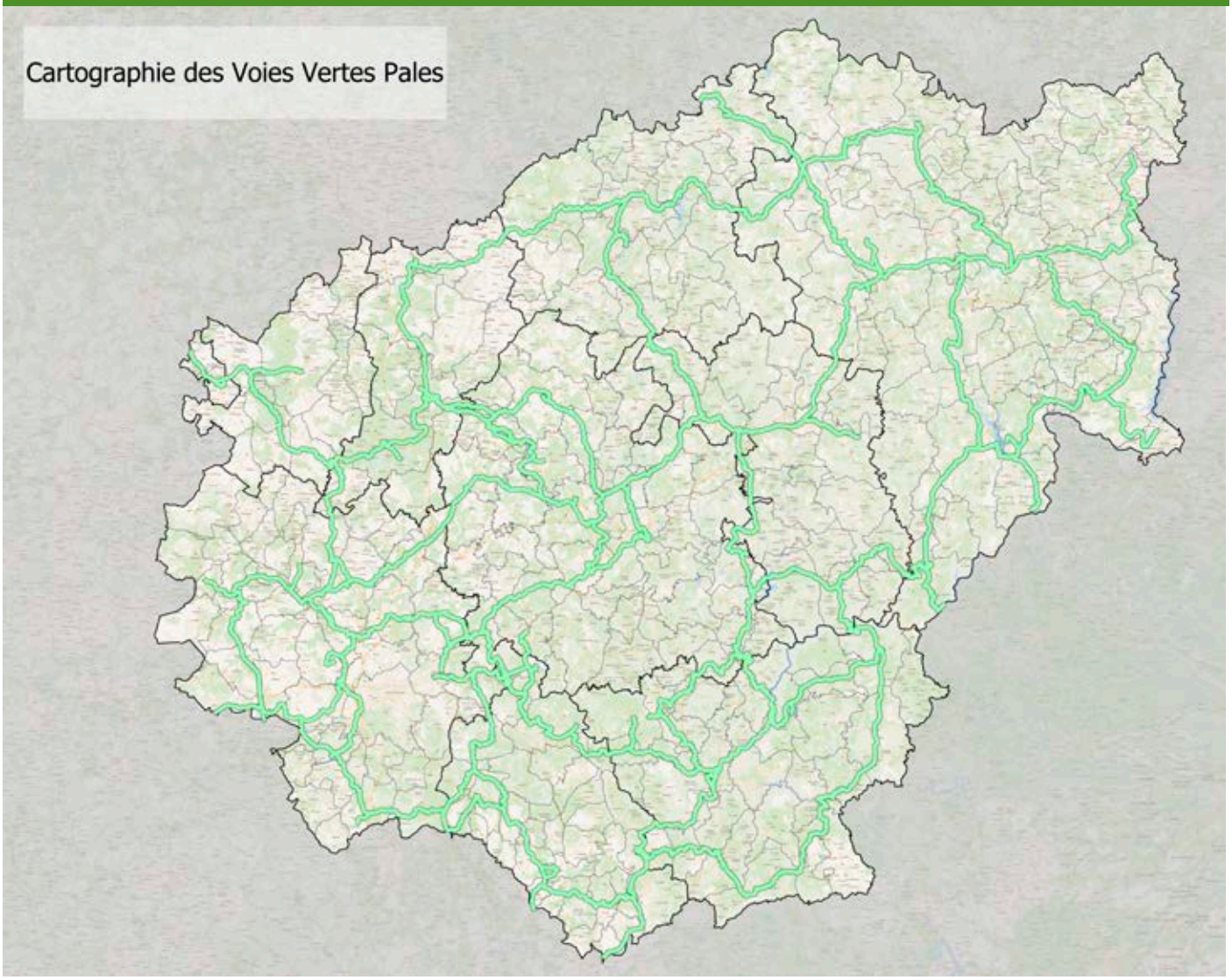
Un premier travail d'esquisse a été réalisé pour relier ces points d'intérêt départementaux, en tenant compte de plusieurs principes stratégiques :

- Relier directement les sites principaux tout en prévoyant des variantes locales valorisant le patrimoine de proximité ;
- Intégrer les schémas de mobilité quotidienne définis par les EPCI, notamment ceux ayant la compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM), en veillant à inclure des infrastructures proches des collèges ;
- Privilégier l'usage de voiries partagées, à faible trafic, dans des contextes paysagers et touristiques riches ;
- Garantir un relief modéré et desservir des pôles d'hébergement touristique tous les 50 km ;
- Prévoir des haltes repos tous les 10 km et des aires de services tous les 20 à 30 km ;
- Réduire au maximum les franchissements d'obstacles naturels ou les intersections complexes.

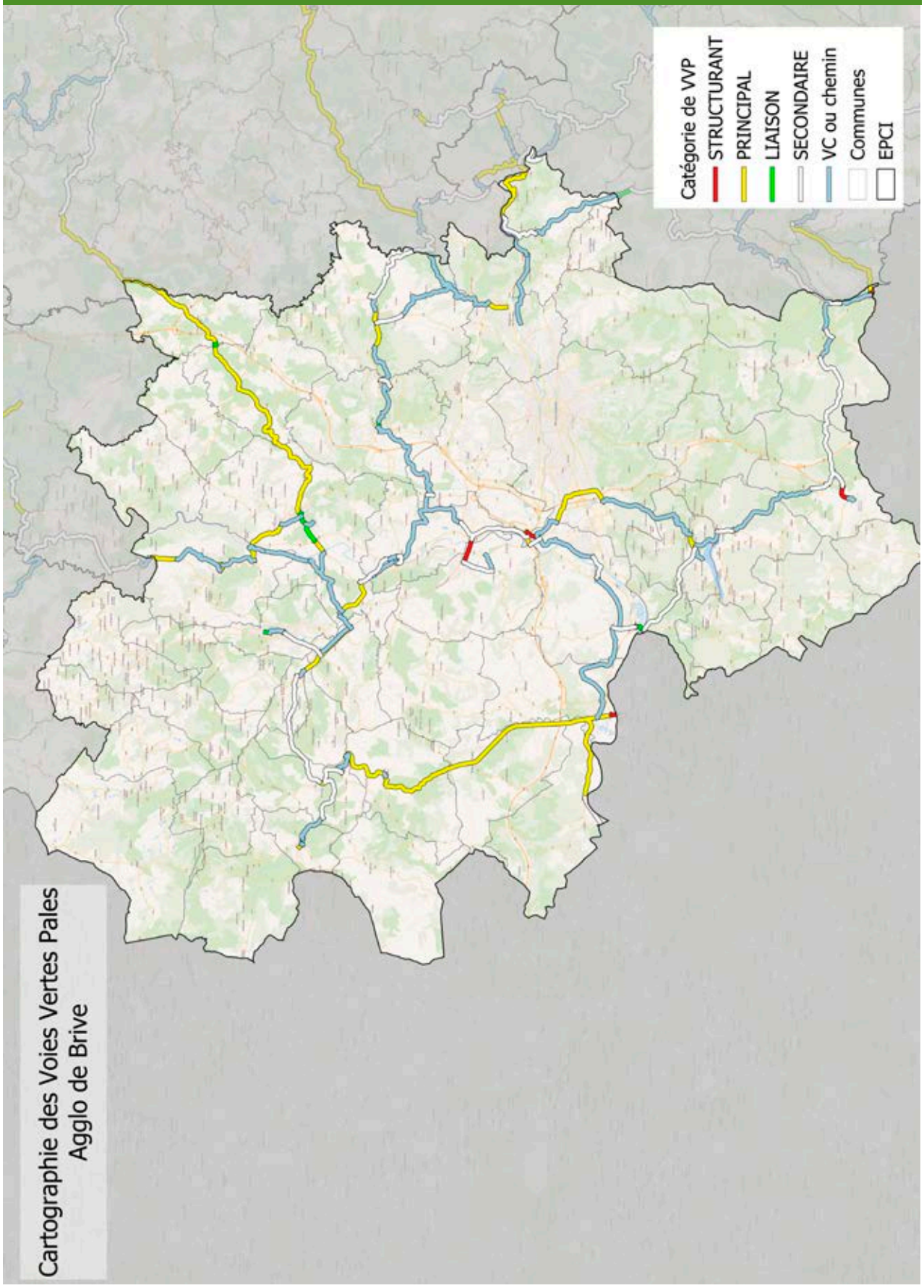
LE TRACÉ ET SON ANALYSE

Le bureau d'étude retenu pour la finalisation du tracé des Voies Vertes Pâles et pour réaliser l'analyse technique des tracés, a proposé le maillage départemental présenté ci-dessous. Il permet de mailler l'ensemble des Points d'Intérêt Départementaux. Ce sont les cartes par territoire qui ont été présentées aux techniciens et élus des territoires.

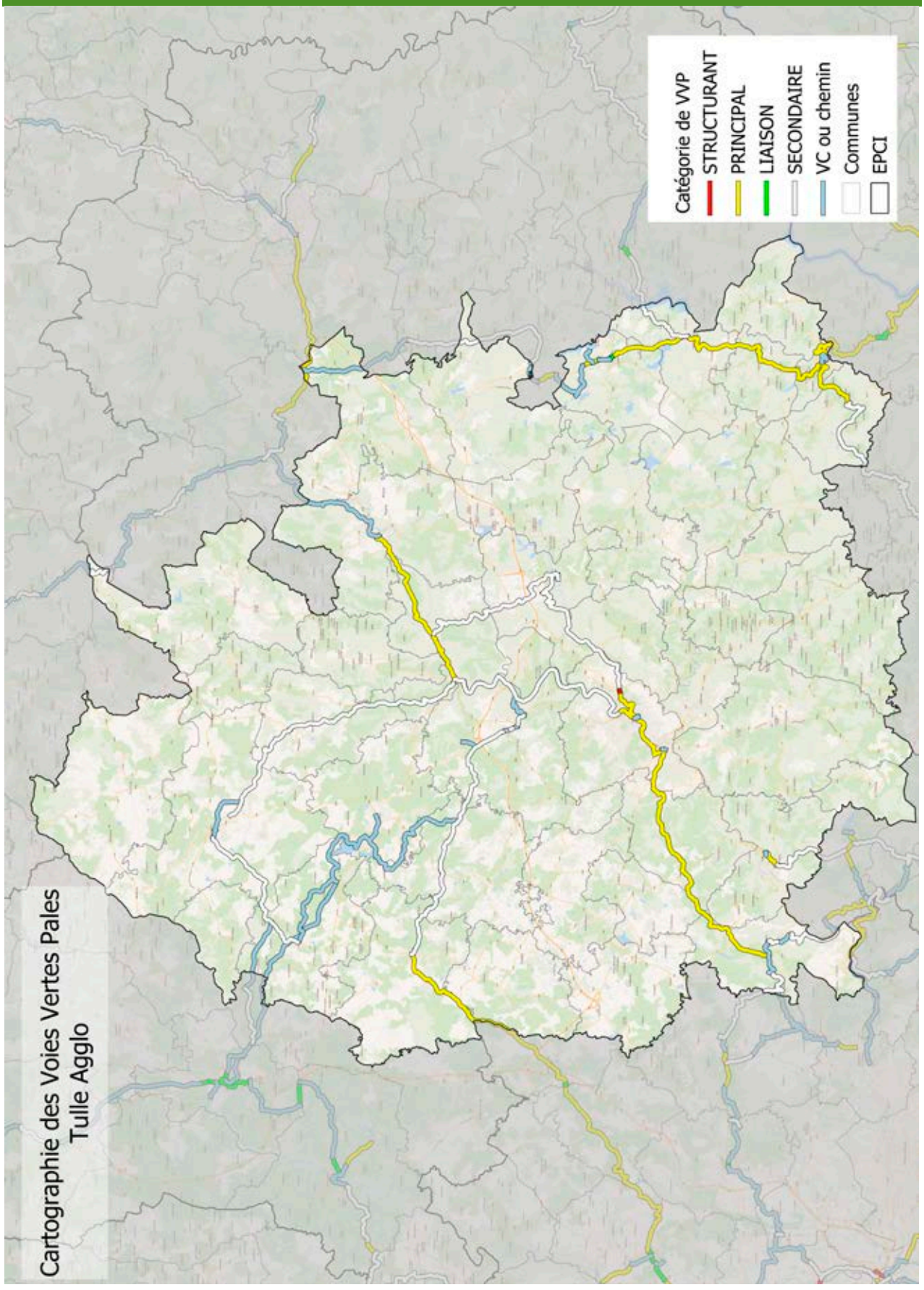
Les Voies Vertes Pâles - Le maillage départemental



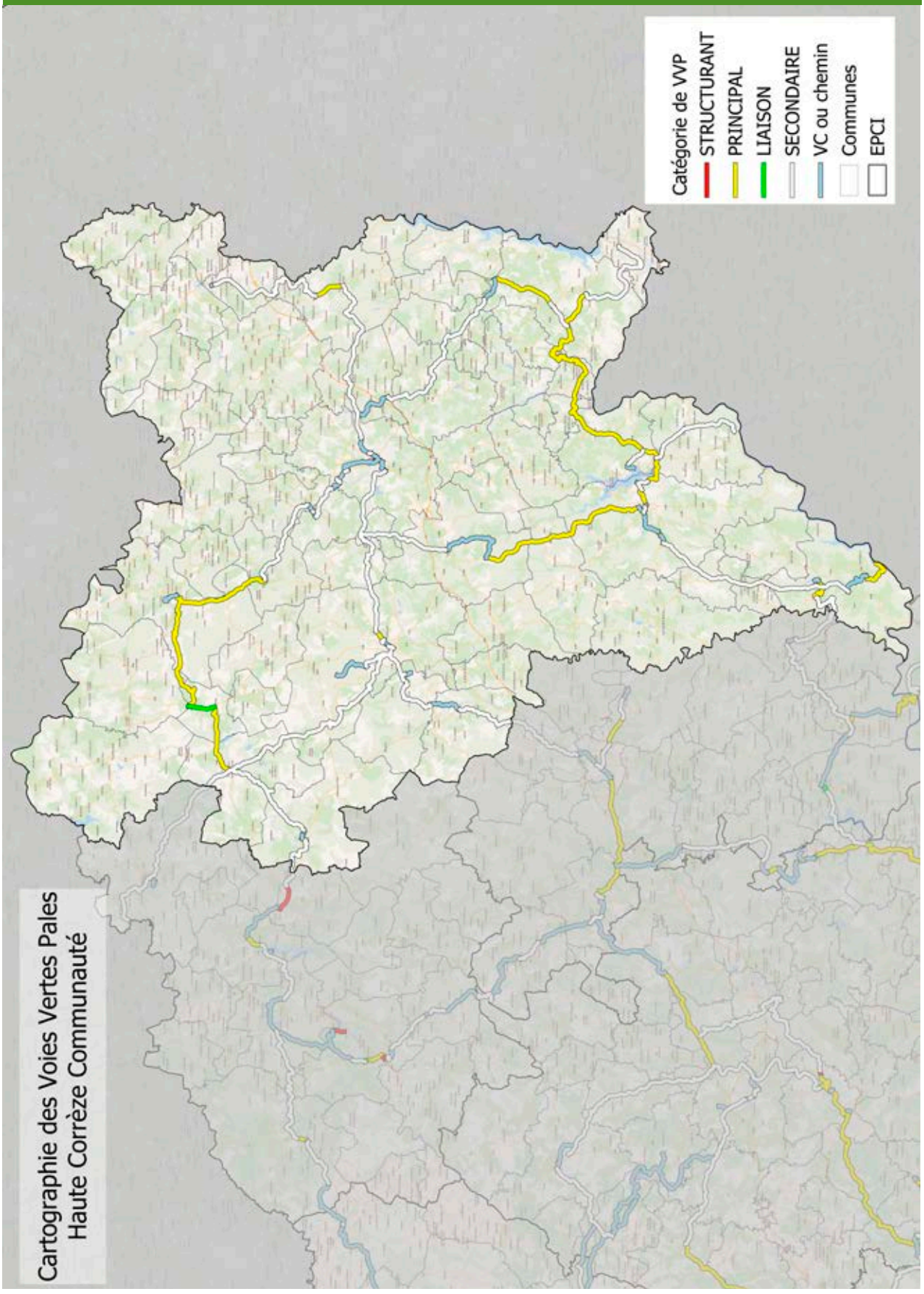
Communauté d'agglomération - Bassin de Brive



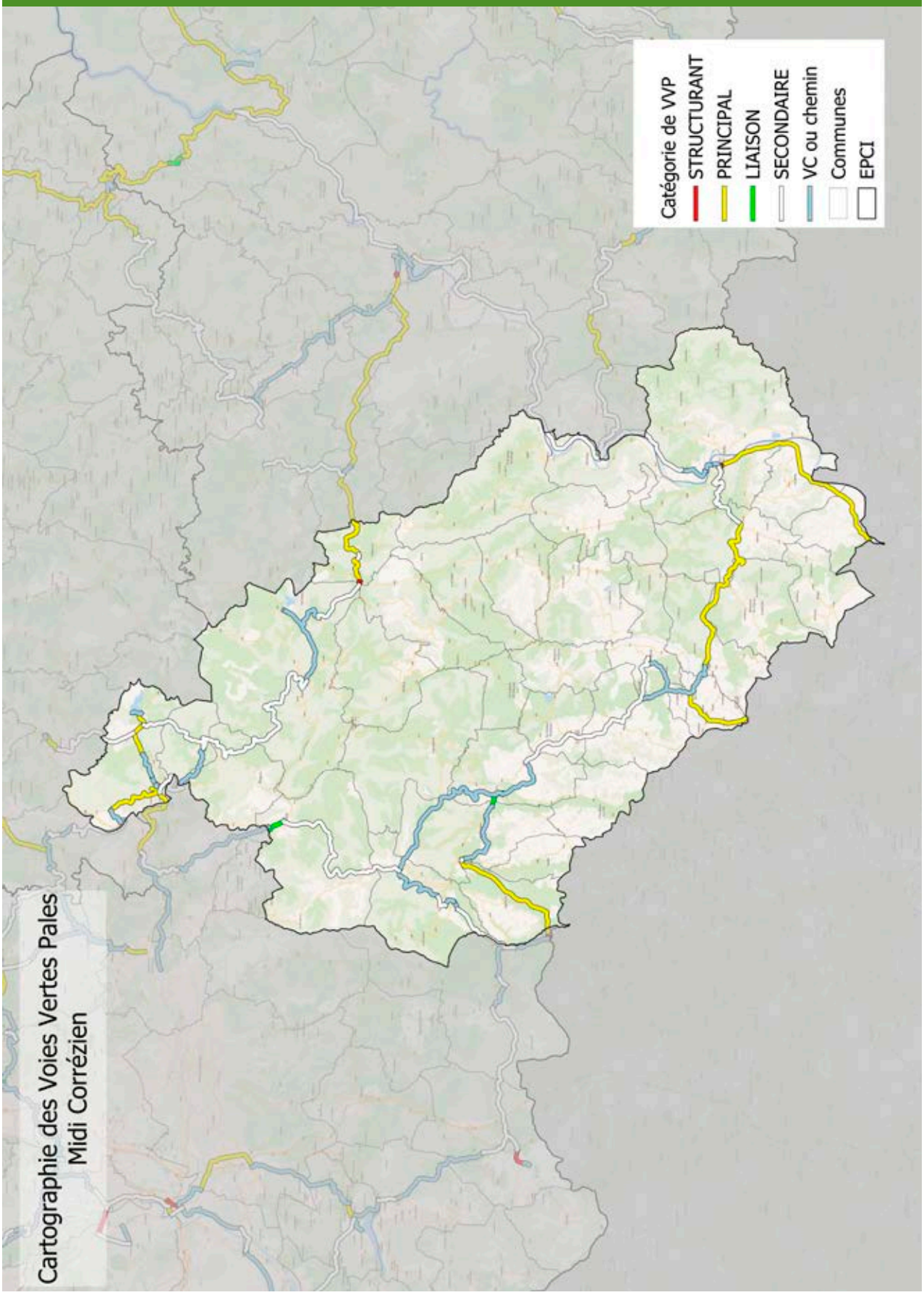
Communauté d'agglomération - Tulle Agglo



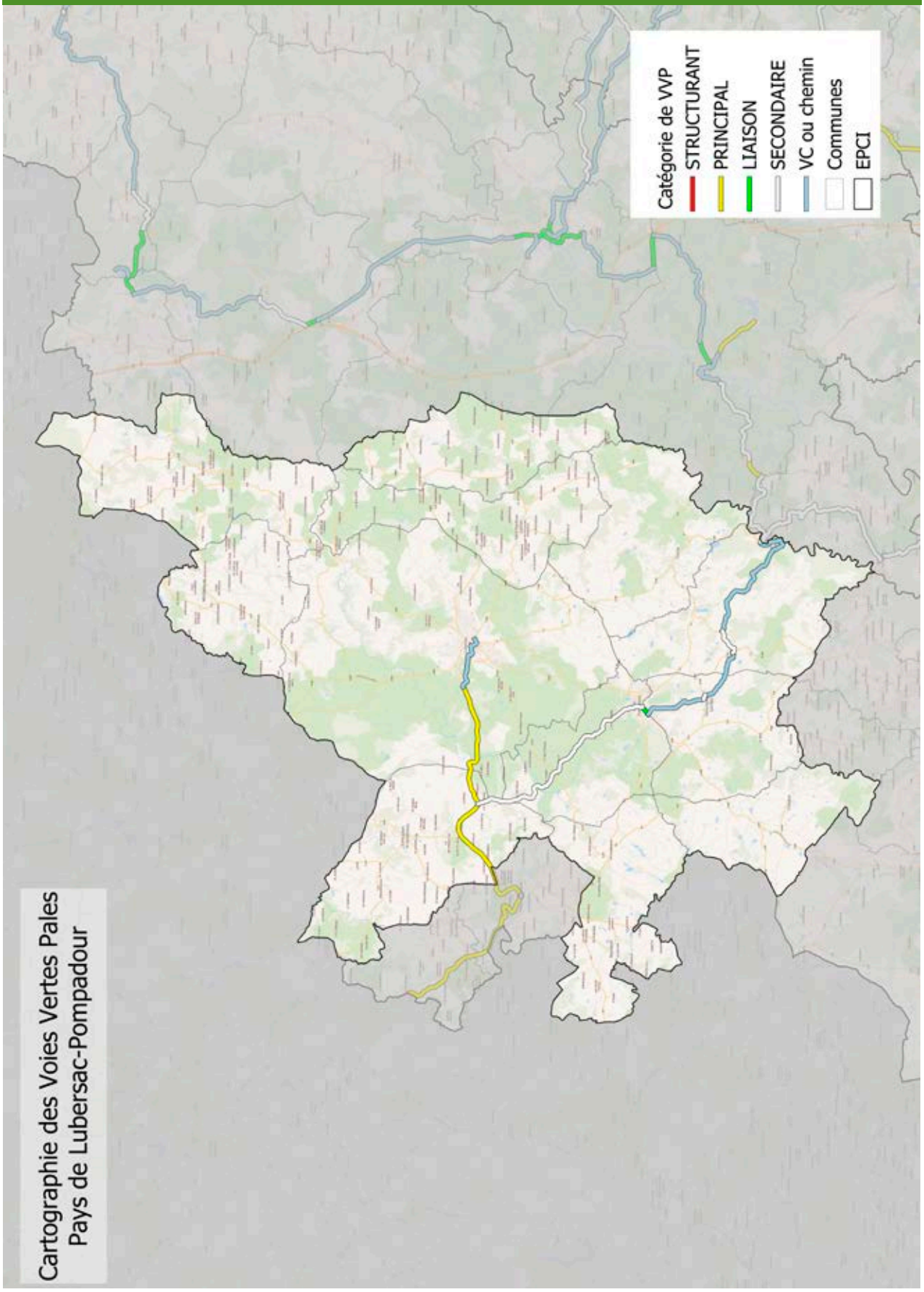
Haute-Corrèze Communauté



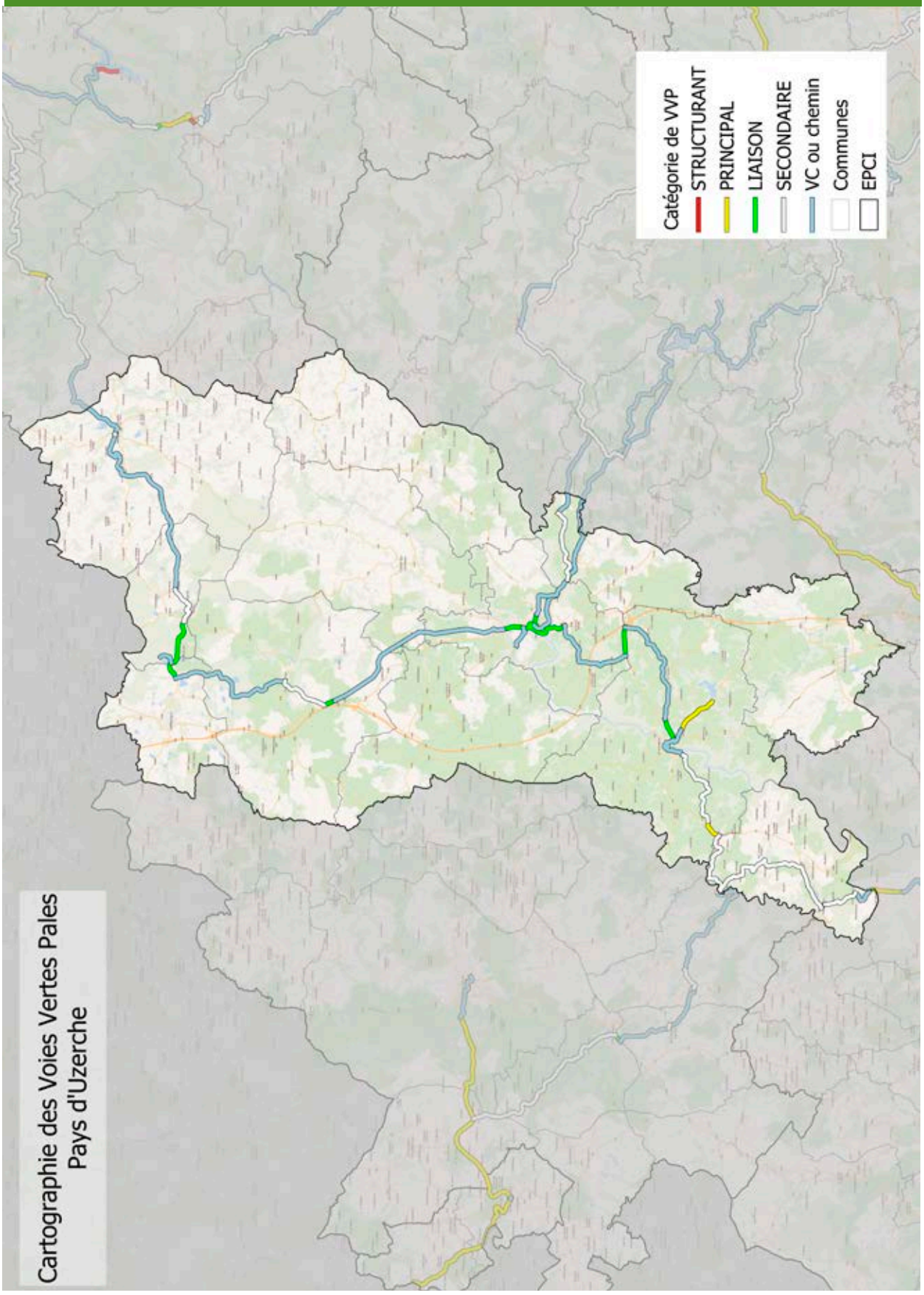
Communauté de Communes - Midi-Corrézien



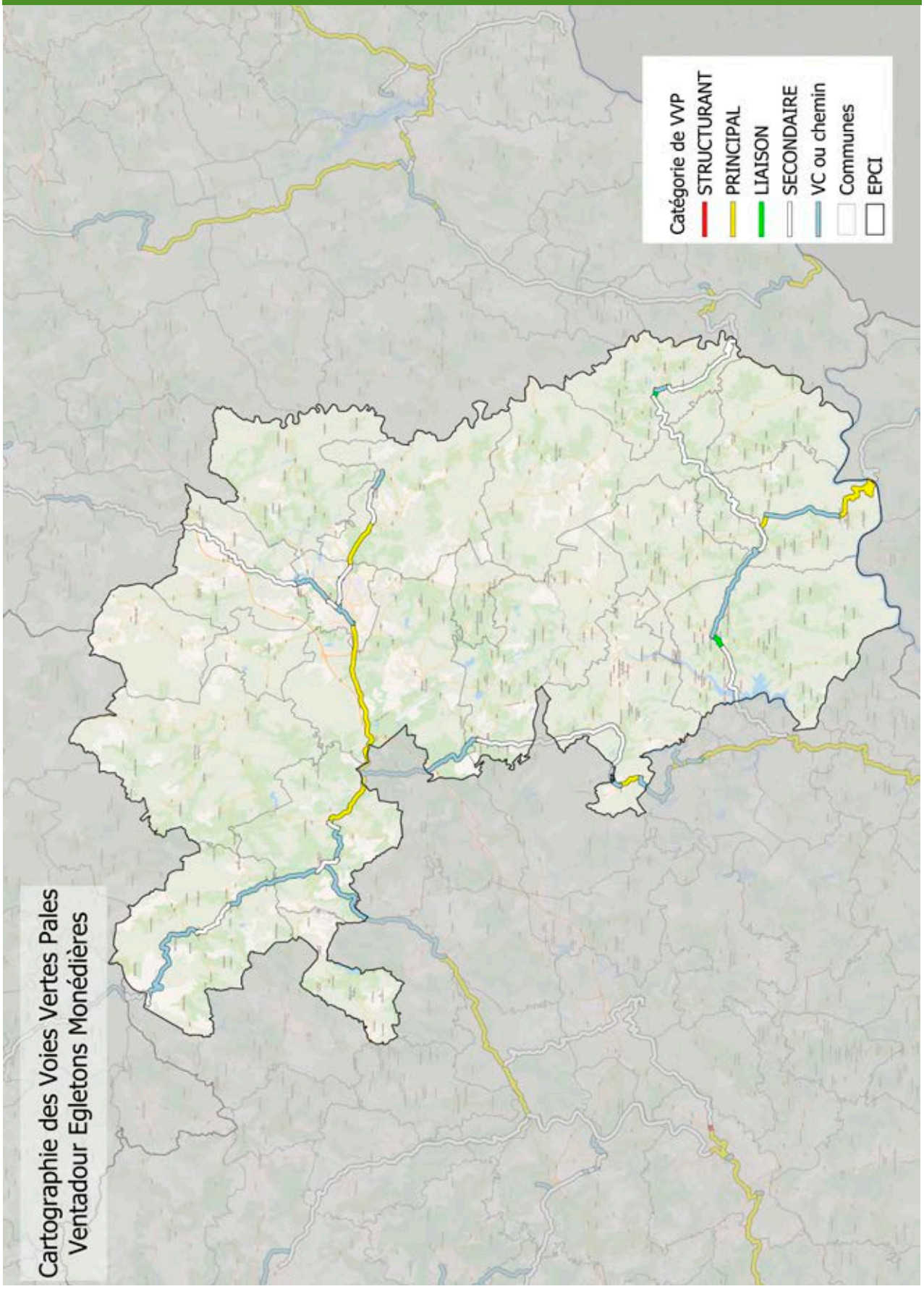
Pays de Lubersac-Pompadour



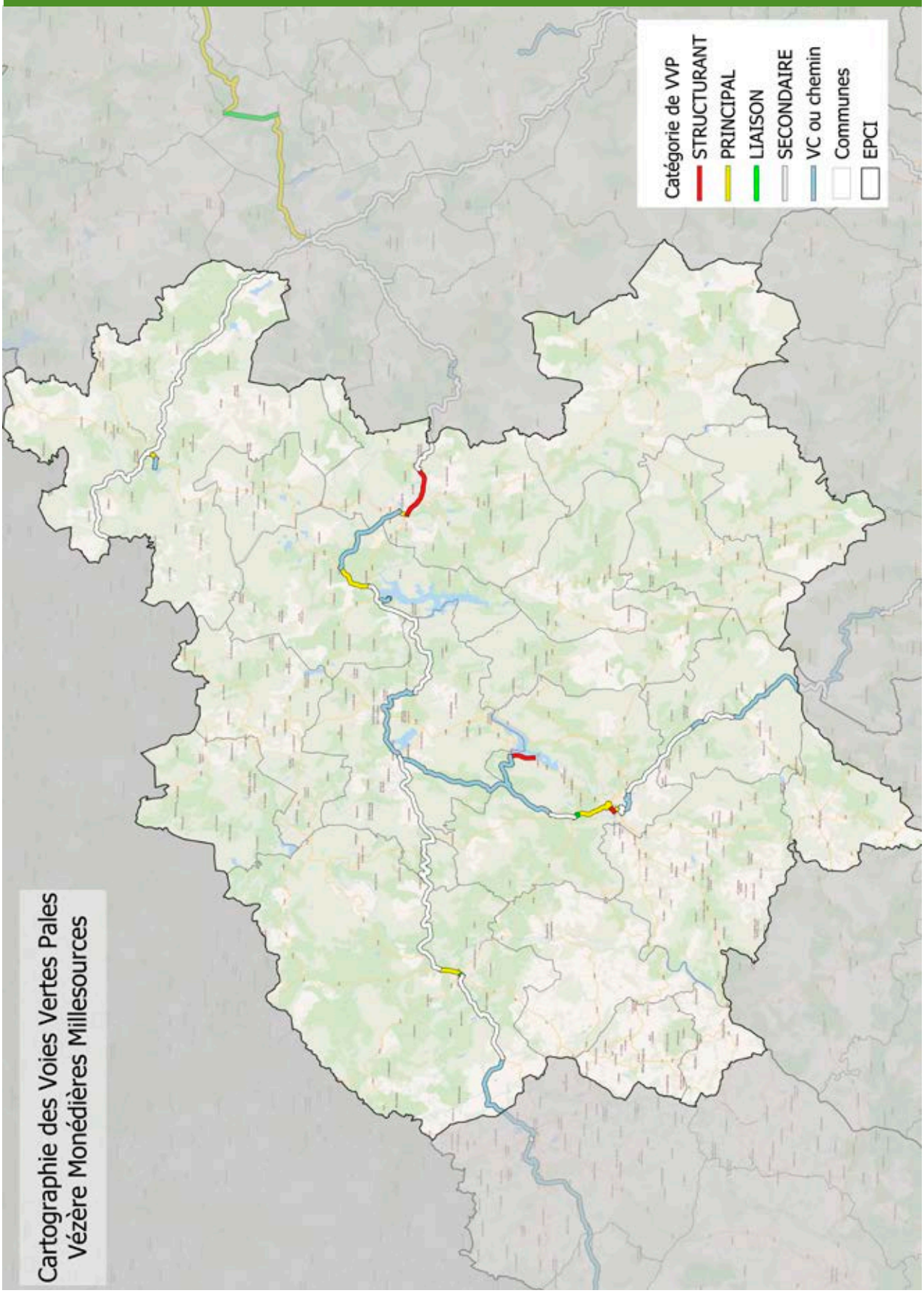
Pays d'Uzerche



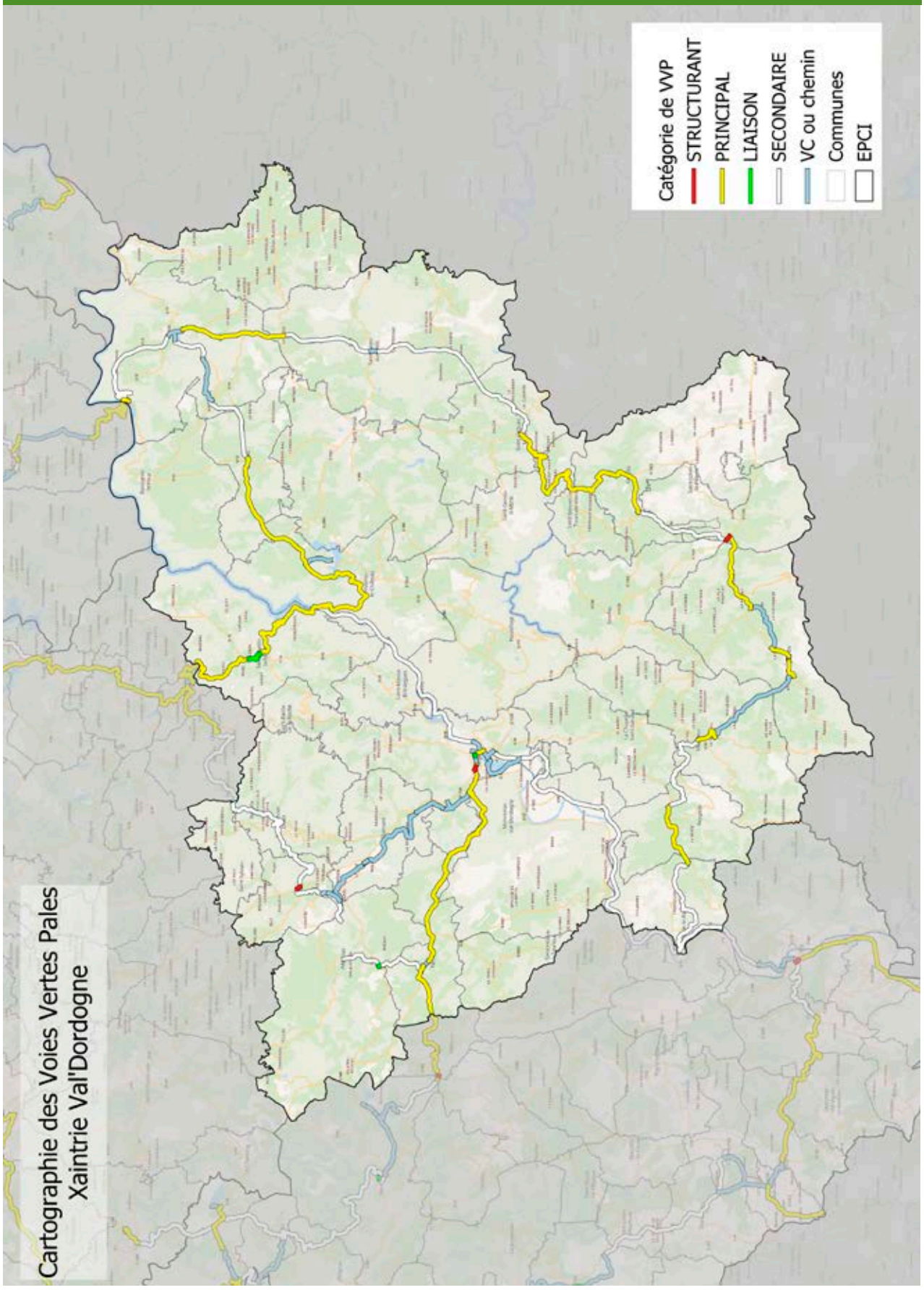
Ventadour-Égletons-Monédières



Vézère-Monédières-Millesources



Xaintrie Val’Dordogne



ANALYSE TECHNIQUE DES ITINÉRAIRES

Analyse des difficultés des itinéraires cyclables : véloroutes et cyclotourisme avec Vélo à Assistance Électrique (VAE)

L'analyse des difficultés pour les types de véloroutes et de cyclotourisme, au prisme du Vélo à Assistance Électrique (VAE), repose sur plusieurs critères techniques permettant de déterminer l'adaptabilité de chaque itinéraire aux différentes pratiques cyclables. Cette méthode distingue les itinéraires dédiés aux cyclistes itinérants, souvent plus expérimentés, et ceux destinés au cyclotourisme avec VAE, où l'assistance électrique facilite la pratique, même sur des parcours présentant des difficultés de dénivelé. Les critères d'évaluation s'inspirent du document "Cotation de la difficulté des itinéraires de tourisme à vélo - Référentiel national", qui guide les aménagements cyclables en France, afin de garantir à la fois performance, confort et sécurité selon les usages.

Véloroutes

Pour les sections de véloroutes, les critères suivants sont cruciaux :

Critère 1 : **Ratio de dénivelé cumulé positif par kilomètre**

Ce critère permet d'évaluer la difficulté relative sur une base kilométrique, facilitant la comparaison entre différents tronçons.

Critère 2 : **Type de voie**

Cela comprend les infrastructures sécurisées et le niveau de trafic, essentiels pour la sécurité des cyclistes.

Critère 3 : Pente

Comme pour les boucles, la pente est un facteur déterminant pour la difficulté.

Critère 4 : Revêtement

La qualité de la surface (asphalte, gravier, etc.) impacte directement le confort de la conduite.



Boucles cyclotouristiques

Les critères pour les boucles cyclotouristiques sont essentiels pour garantir une expérience agréable et sécurisée. Voici les éléments à considérer :

Critère 1 : **Distance**
La longueur de l'itinéraire doit être adaptée aux capacités des cyclistes, permettant des sorties d'une journée.

Critère 2 : **Type de voie / Dénivelé cumulé positif**
Ce critère évalue la difficulté en termes de montée, influençant l'effort requis.

Critère 3 : Type de voie
Il inclut les aménagements pour les vélos et le niveau de trafic, garantissant la sécurité des usagers.

Critère 4 : Pente
La pente moyenne ou maximale doit être prise en compte pour évaluer le confort du parcours.

Quelques exemples d'itinéraires sont analysés ci-dessous.

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION - BASSIN DE BRIVE

1. Allassac - La Julianne à St-Clément (28 km)

- **Véloroute : Noté difficile (10)**, avec un ratio D+/km élevé et des voies moins favorables pour une pratique intense.
- **Cyclotourisme (VAE) : Facile (6),** l'assistance électrique permet de compenser le dénivelé et de rendre cet itinéraire agréable et accessible malgré la longueur.

2. Allassac - Le Moulin de Bridal à Objat (5,1 km)

- **Véloroute : Difficile (10)**, avec un dénivelé important pour une distance courte.
- **Cyclotourisme (VAE) : Facile (7)**, le VAE aide à surmonter le dénivelé, offrant une balade confortable et adaptée à tous.

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION - TULLE AGGLO

1. Tulle - Gimel-Les-Cascades (10,3 km)

- **Véloroute : Difficile (10)**, en raison de la distance et des pentes soutenues.
- **Cyclotourisme (VAE) : Facile (6)**, le VAE rend cet itinéraire accessible et agréable malgré les pentes importantes.

2. Stade de Naves - Tulle (12,2 km)

- **Véloroute : Facile (8),** parcours adapté à des cyclistes itinérants.
- **Cyclotourisme (VAE) : Très facile (5)**, avec l'aide électrique, cet itinéraire offre une promenade agréable sans effort significatif.

HAUTE-CORRÈZE COMMUNAUTÉ

1. Neuvic - Lac de la Triouzoune (2,4 km)

- **Véloroute : Difficile (9)**, court mais avec un dénivelé conséquent.
- **Cyclotourisme (VAE) : Très facile (5)**, l'assistance électrique supprime les contraintes liées aux pentes, rendant cet itinéraire parfait pour une sortie récréative.

2. Chaveroche - Neuvic (24,8 km)

- **Véloroute : Difficile (9)**, long parcours avec un fort dénivelé, destiné à des cyclistes expérimentés.
- **Cyclotourisme (VAE) : Facile (5),** le VAE compense l'effort nécessaire pour la distance et le dénivelé, rendant ce parcours accessible même aux novices équipés.

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES - MIDI CORRÉZIEN

1. Argentat-sur-Dordogne - Beaulieu-sur-Dordogne (22,8 km)

- **Véloroute : Facile (8),** accessible avec un dénivelé modéré.
- **Cyclotourisme (VAE) : Très facile (4),** le VAE permet de profiter de ce long parcours sans effort excessif, idéal pour les promenades touristiques le long de la Dordogne.

2. Auriac - Les Tours de Merle (20,6 km)

- **Véloroute : Difficile (9)**, avec un dénivelé important, cet itinéraire demande une bonne endurance.
- **Cyclotourisme (VAE) : Facile (5)**, l'assistance électrique permet de découvrir les Tours de Merle et la région sans effort intense.

PAYS DE LUBERSAC-POMPADOUR

1. Arnac-Pompadour - Le Glandier (9,5 km)

- **Véloroute : Difficile (10)**, court mais avec un dénivelé significatif.
- **Cyclotourisme (VAE) : Facile (6)**, l'itinéraire devient agréable grâce au VAE, rendant les pentes moins ardues pour les utilisateurs.

2. Lornac à St-Julien-le-Vendômois - Arnac-Pompadour (7 km)

- **Véloroute : Difficile (10)**, avec des montées notables sur un itinéraire court.
- **Cyclotourisme (VAE) : Facile (6),** l'assistance électrique réduit l'effort nécessaire, rendant cet itinéraire agréable et accessible.

PAYS D'UZERCHE

1. Uzerche - La Faurie à St-Jal (8,9 km)

- **Véloroute : Difficile (10)**, parcours avec des pentes soutenues.
- **Cyclotourisme (VAE) : Facile (6),** le VAE facilite la montée, offrant une belle balade accessible à tous.

2. Le Glandier - Allassac (18,2 km)

- **Véloroute : Difficile (10)**, itinéraire long avec dénivelé.
- **Cyclotourisme (VAE) : Facile (7)**, la distance est moins intimidante avec l'assistance électrique, rendant ce parcours accessible même pour des cyclistes occasionnels.

VENTADOUR-ÉGLETONS-MONÉDIÈRES

1. Château de Ventadour - Égletons (6,3 km)

- **Véloroute : Difficile (9)**, itinéraire court mais avec un dénivelé important.
- **Cyclotourisme (VAE) : Très facile (5),** le VAE rend ce parcours accessible et agréable, malgré les pentes.

2. Lac de Séchemailles - Meymac (2,5 km)

- **Véloroute : Difficile (9)**, court mais avec des montées conséquentes.
- **Cyclotourisme (VAE) : Très facile (5)**, parfaitement adapté aux cyclistes récréatifs grâce à l'assistance électrique.

VÉZÈRE-MONÉDIERES-MILLESOURCES

1. Lac de Viam - Ruines Gallo-Romaines des Cars (17,8 km)

- **Véloroute : Difficile (9)**, avec un dénivelé conséquent.
- **Cyclotourisme (VAE) : Très facile (5)**, l'assistance électrique permet de surmonter les pentes sans effort important, offrant une expérience agréable.

2. Treignac - Suc au May (11,4 km)

- **Véloroute : Difficile (10)**, avec des montées raides.
- **Cyclotourisme (VAE) : Facile (6)**, le VAE compense l'effort requis, rendant l'itinéraire accessible malgré la difficulté technique.

XAINTRIE VAL'DORDOGNE

1. Camps-St-Mathurin-Léobazel - Les Tours de Merle (19,7 km)

- **Véloroute : Difficile (10)**, avec un dénivelé important sur une longue distance.
- **Cyclotourisme (VAE) : Facile (6)**, le VAE permet de découvrir cette région riche en patrimoine sans effort intense, rendant cet itinéraire accessible.

2. Argentat-sur-Dordogne - Barrage du Chastang (11,3 km)

- **Véloroute : Difficile (9)**, parcours technique avec des pentes marquées.
- **Cyclotourisme (VAE) : Très facile (5)**, l'assistance électrique rend ce parcours agréable et accessible pour les cyclistes récréatifs.

Cette approche multicritère permet d'adapter l'analyse des itinéraires à la diversité des pratiques cyclables, en tenant compte des besoins spécifiques des **véloroutes**, axées sur la performance et l'endurance, et du **cyclotourisme au prisme du VAE**, qui offre une accessibilité accrue même sur des parcours exigeants en termes de dénivelé.

Le **Vélo à Assistance Électrique** (VAE) ouvre de nouvelles possibilités pour des cyclistes occasionnels ou moins entraînés, rendant accessibles des itinéraires qui auraient autrement été classés comme difficiles. L'assistance électrique compense efficacement les difficultés liées au dénivelé, élargissant ainsi l'attractivité touristique des parcours tout en favorisant une pratique plus inclusive. Cela permet de diversifier les offres touristiques et d'encourager une fréquentation accrue des Voies Vertes Pâles , notamment par des familles ou des utilisateurs cherchant à combiner sport et loisir sans effort excessif.

Ainsi, le réseau des **Voies Vertes Pâles** se positionne non seulement comme un vecteur de mobilité douce pour les cyclistes itinérants, mais aussi comme un levier de développement pour le **tourisme durable** en Corrèze, permettant de concilier découverte du patrimoine local et promotion des mobilités actives.

Analyse des niveaux de difficultés par liaison

LIASONS PAR NIVEAU		Difficulté Type Vélo route						Difficulté Type Cyclotourisme					
		Critère 1 (ratio D+/km)	Critère 2 (type de voie)	Critère 3 : (pentes)	Critère 4 (revêtement)	Somme critère	Note vélo route	Critère 1 (distance)	Critère 2 (type de voie)	Critère 3 (Type de voie)	Critère 4 (pentes)	Somme critère	Note vélo route
LIAISON	LONGUEUR (km)												
Allassac - La Julianne à St Clément	28,0	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Allassac - Le Moulin de Bridal à Objat	5,1	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Argenant - Barrage du Chastang	11,3	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Argentat sur Dordogne - Beaulieu	22,8	3	1	3	1	8	Facile	1	1	1	1	4	Très facile
Arnac Pompadour - Le Glandier	9,5	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Auriac - Lac de Feyt	12,8	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Auriac - Les Tours de Merle	20,6	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Ayen - La Rivière de Mansac	16,0	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Ayen-St Robert	4,4	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Baignade de Vendahaut - Viaduc des Rochers Noirs	4,9	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Bar - Corrèze	6,4	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Bar - Les Cascades de Gimel	0,4	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Bar - St priest de Gimel	8,1	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Barrage de l'Aigle - Soursac	7,0	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Beaulieu - Lot	8,4	3	1	3	1	8	Facile	1	1	1	2	5	Très facile
Bernou - Lissac Sur Couze	5,9	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Bernou - Ponts de granges	7,4	2	1	2	1	6	Facile	1	1	1	1	4	Très facile
Camps - bassignac Le Bas	18,9	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Camps - Les Tours de Merles	19,7	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Chateau de Sédières - Etang du Prévost	2,6	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Chateau de Ventadour - Egletons	6,3	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Chaveroche - Meymac	10,4	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Chaveroche - Neuvic	24,8	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Coiroux - Miel	17,4	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Collonges-La-Rouge - Meyssac	1,5	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Cornil - Les 4 routes d'Aubazines	5,8	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Corrèze - Pont du Roufflat à Sarran	7,3	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Coutinaud à Turenne - Brousse à Noailhac	6,9	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Coutinaud à Turenne - Collonges-La-Rouge	9,2	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Déviation Curemonte	1,1	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Donzenac - Les Pans de Travassac	2,7	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Egletons - lac du Delro	1,9	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Egletons - le Pont Maure à Egletons	7,3	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Etang des Mauriange - Pont de Roufflat à Sarran	7,5	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Etang du pré Chaton - Vimbelle	7,7	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Etang du Prévost - Saint Pardoux le Croisille	4,5	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	1	4	Très facile
Gare d'Aubazine - Aubazines	3,8	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Gare d'Aubazines - Brousse à Noailhac	15,1	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
La Chapelle aux saint - Lot	3,0	2	1	1	1	5	Très facile	1	1	1	1	4	Très facile
La Chapelle Aux Saints - Beaulieu Sur Dordogne	13,1	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
La Chapelle Aux Saints - Curemonte	2,6	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
La Faurie à St Jal - Lac de Bournazel	9,3	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
La Faurie à St Jal - Plan d'eau de la Fontaine	8,0	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
La Maisonade à St Hillaire-Peyroux - St Hillaire-Peyroux	2,8	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
La Maisonade à St Hillaire-Peyroux - Ste Féréole	5,3	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
La Rivière de Mansac - Bernou	6,0	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
La Roche Canillac - barrage du Chastang	12,2	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
La Roche Canillac - Parking des cascades de Murel	18,9	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile

LIASONS PAR NIVEAU		Difficulté Type Vélo route						Difficulté Type Cyclotourisme					
		Critère 1 (ratio D+/km)	Critère 2 (type de vole)	Critère 3 : (pentes)	Critère 4 (revêtement)	Somme critère	Note vélo route	Critère 1 (distance)	Critère 2 (type de vole)	Critère 3 (Type de vole)	Critère 4 (pentes)	Somme critère	Note vélo route
LIAISON	LONGUEUR (km)												
La Roche Canillac - Saint Pardoux la Croisille	8,5	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
La Rode à St Viance - Donzenac	6,2	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
La Rode à St Viance - Zac de la NAU	2,9	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Lac de Bournazel - Sellhac	2,3	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Lac de Feyt - Barrage du Chastang	6,6	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Lac de La Valette à Marcillac - Saint Merd de Lapleau	7,6	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Lac de Séchemailles - Meymac	2,5	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Lac de Triouzoune - L'arbre du Renard à Sérandon	3,1	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Lac de Triouzoune - Liginiac	2,1	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
lac de Viam - Ruines Gallo-Romaines des Cars	17,8	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Lac du Delro- Lac de Séchemailles	17,5	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
L'arbre du Renard à Sérandon - Belvédère de Gratte Bruyère	7,1	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	1	4	Très facile
L'arbre du Renard à Sérandon - Liginiac à Sarroux - St Julien	18,2	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Le Glandier - Allassac	18,2	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Le Glandier-Vigeois	8,3	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Le Moulin de Bridal à Objat - La Rode à St Viance	7,4	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Le Moulin de Bridal à Objat - Saint Aulaire	2,8	2	1	2	1	6	Facile	1	1	1	1	4	Très facile
Le Pont de la Bastide - Saint Viance	2,0	2	1	2	1	6	Facile	1	1	1	1	4	Très facile
Le Pont du Moulin bas à Ste Féréole - La Maisonade à St Hillaire-Peyroux	1,7	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
le Pont Maure à Egletons - Chateau de Sédières	16,8	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
le Pont Maure à Egletons - Musée du président JChirac	2,6	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Les 4 routes de St Aulaire-Le Saillant de Voutezac par les chemins	1,8	1	1	1	1	4	Très facile	1	1	1	1	4	Très facile
Les pans de Travassac - Ste Féréole	3,6	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Les Prades à Ussel - Merlines	24,3	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Les Prades à Ussel - Ussel	3,9	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Liaison Collège Argentat	0,3	3	1	2	1	7	Facile	1	1	1	1	4	Très facile
Lissac sur Couze - Base Loisirs Brive	0,7	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Lissac Sur Couze - Ponts de granges	11,0	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Lornac à St Julien le Vendômois - Arnac Pompadour	7,0	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Lornac à St Julien le Vendômois - Lubersac	5,9	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Malemort - gare d'Aubazine	5,6	3	1	3	1	8	Facile	1	1	1	2	5	Très facile
Malemort - Le Pont du Moulin bas à Ste Féréole	3,9	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Mansac-Cublac	5,0	2	1	2	1	6	Facile	1	1	1	1	4	Très facile
Meyssac - Brousse à Noailhac	7,0	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Meyssac-Curemonte	10,6	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Miel - Neuville	9,5	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Mont Bessou - Meymac	4,9	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Nespouls - Lissac sur Couze	8,2	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Nespouls - Turenne	7,9	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Nespouls-Aéroport	1,8	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Neuvic - Lac de Triouzoune	2,4	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Neuvic - Soursac	15,2	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Neuville - Cascades de Murel	3,8	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Neuville-Argentat	10,8	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Option Argentat Forges	10,1	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
option Aubazine - Coiroux	3,4	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Option Auriac - Bassignac le Bas	6,6	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	1	4	Très facile
Option Biodiversité Argentat	2,3	3	1	2	1	7	Facile	1	1	1	1	4	Très facile

LIASONS PAR NIVEAU		Difficulté Type Vélo route						Difficulté Type Cyclotourisme					
		Critère 1 (ratio D+/km)	Critère 2 (type de voie)	Critère 3 : (pentes)	Critère 4 (revêtement)	Somme critère	Note vélo route	Critère 1 (distance)	Critère 2 (type de voie)	Critère 3 (Type de voie)	Critère 4 (pentes)	Somme critère	Note vélo route
LIAISON	LONGUEUR (km)												
Palazinges - Aubazine	4,6	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Plan d'eau de la Fontalavie - Etang du pré Chaton	6,4	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Pont de Roufflat à Sarran - Musée du président JChirac	2,9	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Pont du Pazayac - La Rivière de Mansac	0,8	2	1	2	1	6	Facile	1	1	1	1	4	Très facile
Pont du Pazayac - Pont du Saillant	3,6	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Ponti - Chaveroche	3,5	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Ponts de granges - Zac de la Nau	2,6	2	1	2	1	6	Facile	1	1	1	1	4	Très facile
Puy Chaud à Treignac - Lac des Barrlousses	2,3	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Puy Chaud à Treignac - St Hillaire-les-Courbes	4,2	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Ruines Gallo-Romaines des Cars - St merd Les Oussines	3,2	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Saint Aulaire - Ayen	7,2	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Saint Aulaire - Objat	2,9	3	1	2	1	7	Facile	1	1	1	1	4	Très facile
Saint Merd le Lapleau - Auriac	14,8	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Saint Merd les Oussines - Meymac	17,3	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Saint Merd les Oussines - Plan d'eau de l'Enclose	11,2	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Saint Merd les Oussines - Plan d'eau des Chaux	17,7	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Saint Pardoux la Croisille - Lac de La Valette à Marcillac	3,7	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Sarroux-Saint Julien - Bort les Orgues	12,4	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Sarroux-St Julien - Les Prades à Ussel	23,4	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Ségur Le Chateau - Haute vienne (St Yrieix)	5,2	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Ségur le Chateau - Lomac à St Julien le Vendômois	4,7	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Sellhac - La Jullanne à St Clément	7,0	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Servieres le Chateay - Lac de Feyt	1,1	4	1	2	1	8	Facile	1	1	1	1	4	Très facile
Sornac - Ussel	22,9	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Soursac - Plan d'eau du pont d'Aubert	0,9	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
St Hillaire-les-Courbes - Lac de Viam	8,5	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
St Hillaire-les-Courbes - Plan d'eau des Forges	30,4	4	1	3	1	9	Difficile	2	1	1	2	6	Facile
St Hillaire-Peyroux - Aubazine	8,5	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
St Hillaire-Peyroux - Tulle	15,7	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
St Merd de Lapleau - Baignade de Vendahaut	9,6	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Stade de Naves - Tintignac	0,6	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Stade de Naves - Tulle	12,2	3	1	3	1	8	Facile	1	1	1	2	5	Très facile
Ste Féréole - Le Pont du Moulin bas à Ste Féréole	4,4	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Suc au May - Etang de Maurianges	4,2	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Tarnac - Haute Vienne	5,0	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Tintignac - La Jullanne à St Clément	3,8	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Treignac - Puy Chaud à Treignac	4,5	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Treignac - Suc au May	11,4	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Tulle - Gimel Les Cascades	10,3	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Turenne - Coutinaud à Turenne	1,5	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Ussel - Ponty	3,2	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Uzeche - Plan d'eau des Forges	16,0	4	1	3	1	9	Difficile	1	1	1	2	5	Très facile
Uzerche - La Faurie à St Jal	8,9	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	3	6	Facile
Viaduc des Rochers Noirs - Soursac	4,5	3	1	3	1	8	Facile	1	1	1	2	5	Très facile
Videois-Lac de Poncharal	2,1	4	1	4	1	10	Difficile	1	1	1	4	7	Facile
Vigeois - Uzerche	11,1	4	1	4	1	10	Difficile	1	2	1	3	7	Facile
Vimbelle - Bar	2,6	4	1	2	1	8	Facile	1	1	1	1	4	Très facile
Vimbelle - Viaduc du Pyas de Tulle	4,1	3	1	2	1	7	Facile	1	1	1	1	4	Très facile
Voie du PDC Uzerche-Sellhac	10,8	3	1	2	1	7	Facile	1	1	1	1	4	Très facile
Zac de la Nau - Jardin de Colette	3,3	3	1	2	1	7	Facile	1	1	1	1	4	Très facile

Analyse des tracés par type de voirie et maîtrise d'ouvrage

LONGUEUR (ML) PAR TERRITOIRE	RD STRUCTURANTES	RD DE LIAISON	DESSERTES PRINCIPALES	DESSERTES SECONDAIRES	VOIRIE COMMUNALE	Chemin	**Total**	Total RD	Pourcentage voirie communale
CA du Bassin de Brive	2 813	2 484	54 057	44 674	74 565	727	**179 320**	104 028	42%
CA Tulle Agglo	260	170	52 767	79 738	41 489	0	**174 424**	132 935	24%
CC de Ventadour - Egletons - Monédières	6	981	16 873	36 976	29 515	0	**84 351**	54 836	35%
CC du Pays de Lubersac-Pompadour	0	288	7 180	7 940	10 167	0	**25 575**	15 408	40%
CC du Pays de Saint Yrieix	0	0	6 671	0	64	0	**6 735**	6 671	1%
CC du Pays d'Uzerche	0	7 952	2 286	19 318	35 792	0	**65 348**	29 556	55%
CC Haute-Corrèze Communauté	987	2 050	71 205	148 290	33 401	431	**256 364**	222 532	13%
CC Midi Corrézien	166	1 171	31 910	45 512	30 620	1 124	**110 503**	78 759	28%
CC Vézère-Monédières-Millesources	2 696	184	4 700	39 567	22 544	66	**69 757**	47 147	32%
CC Xaintrie Val'Dordogne	281	668	57 197	75 675	15 709	0	**149 530**	133 821	11%
TOTAL	**7 209**	**15 948**	**304 846**	**497 690**	**293 866**	**2 348**	**1 121 907**	**825 693**	**26%**

Présentation et analyse des données

Ce tableau montre la répartition variée des types de routes utilisées pour les Voies Vertes Pâles (VVP) à travers les différents territoires du département de la Corrèze. Voici quelques points clés :

1. Routes départementales principales et secondaires :

- Les routes départementales de desserte secondaires représentent la plus grande proportion de la longueur totale des VVP dans la plupart des territoires, ce qui est conforme à l'objectif d'éviter les routes structurantes et de liaison.

- Les routes de dessertes principales sont également largement utilisées, notamment dans les territoires de la CA Tulle Agglo et la CC Xaintrie Val'Dordogne.

2. Routes départementales structurantes et de liaison :

- Les routes du réseau structurant sont minimisées dans la plupart des territoires, avec des exceptions notables dans CC Haute-Corrèze Communauté et CC du Pays d'Uzerche.

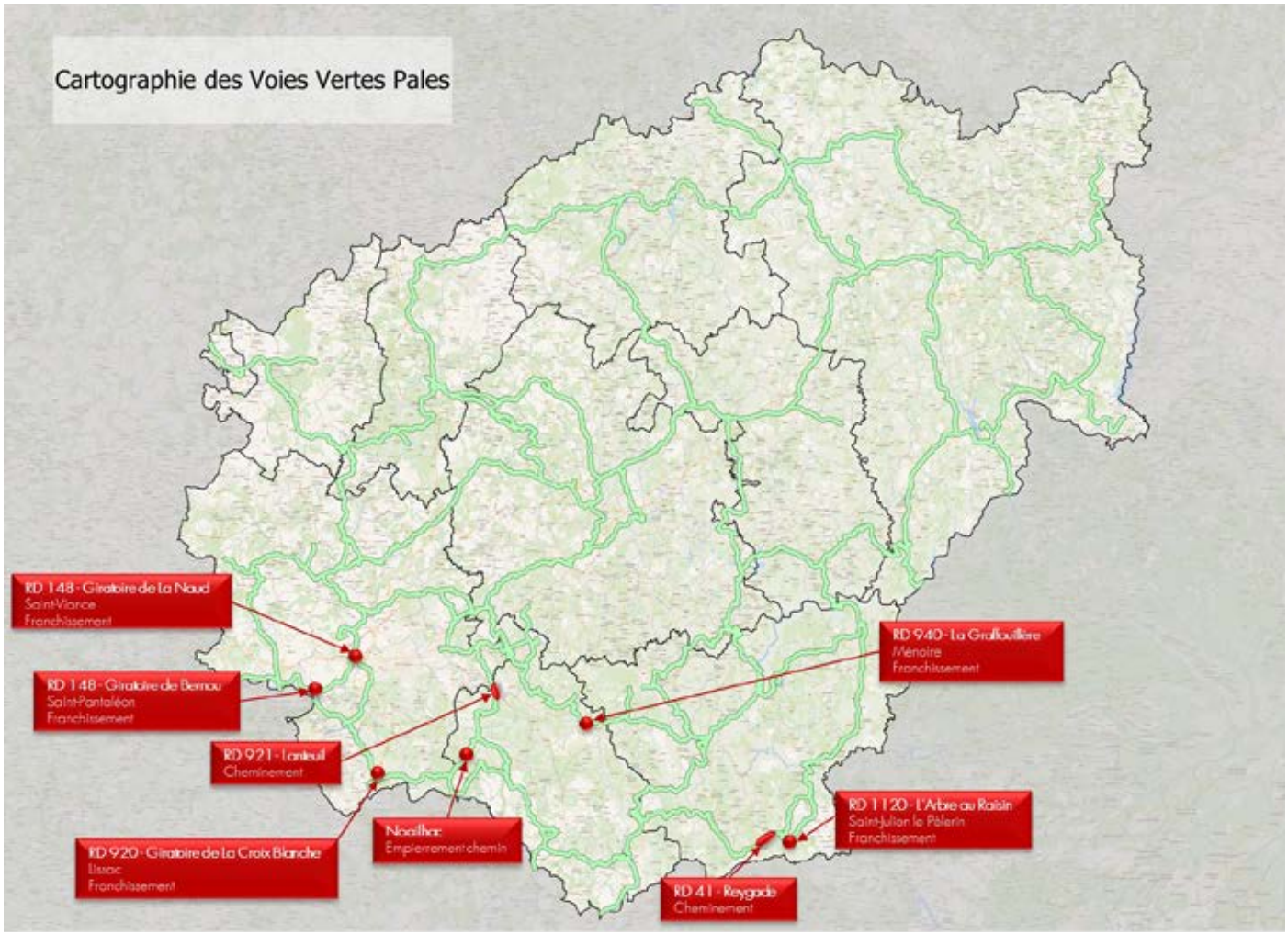
- Les routes départementales de liaison sont utilisées de manière limitée, ce qui est en ligne avec l'objectif de réduire leur utilisation.

3. Voirie Communale (VC) :

- La Voirie Communale (VC) est significativement utilisée dans certains territoires comme la CA du Bassin de Brive et la CC du Pays d'Uzerche, ce qui montre une intégration des routes locales dans le Schéma de mobilité douce.

INFRASTRUCTURES : LES AMÉNAGEMENTS À PRÉVOIR

Huit zones nécessitent des aménagements spécifiques compte-tenu de la classification de la voie et des caractéristiques du tracé à ces endroits : franchissement ou cheminement longitudinal.

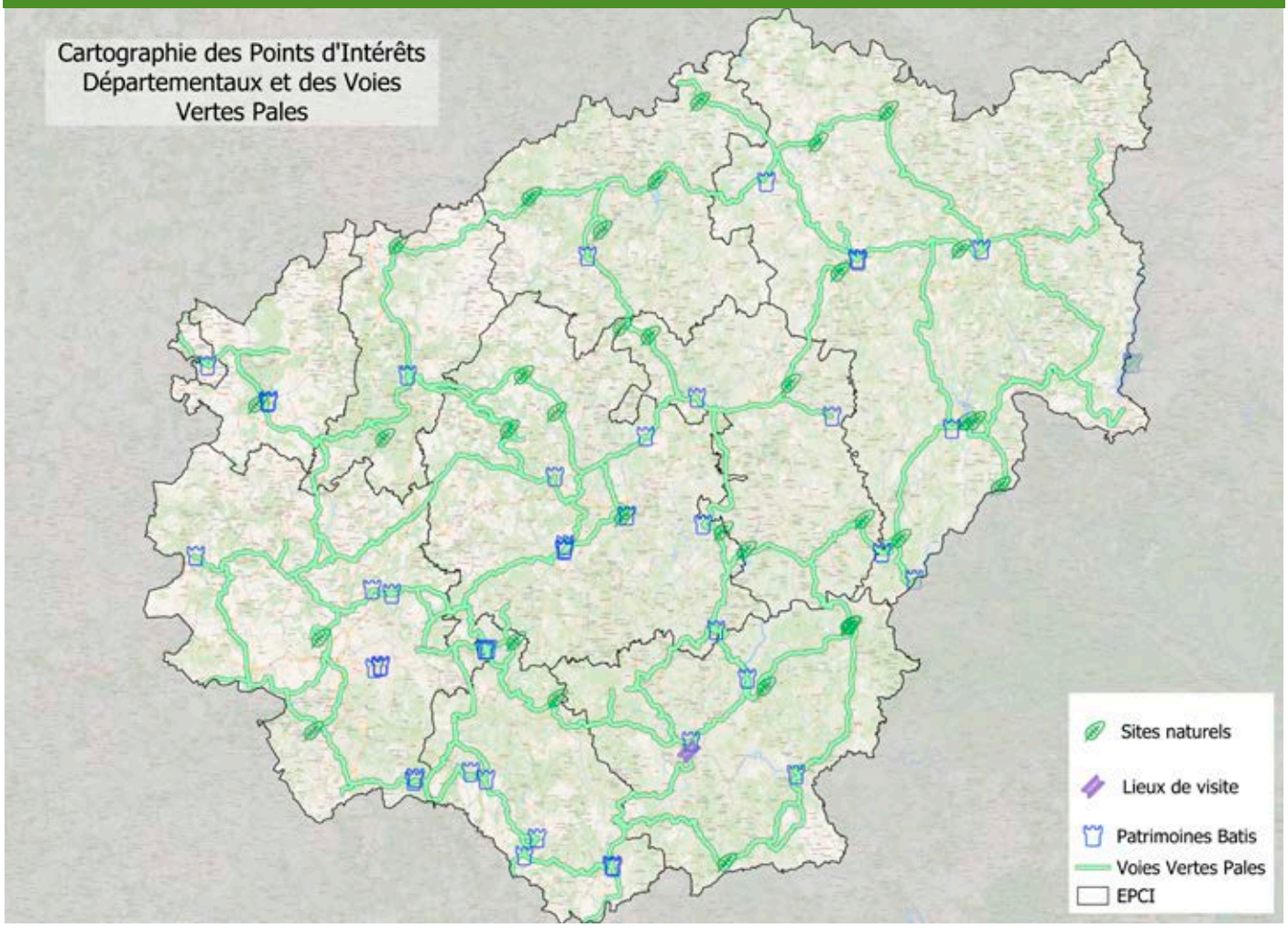


- **RD1120 – L'Arbre au Raisin – Saint-Julien-le-Pèlerin :** franchissement de la RD1120, carrefour présentant une perte de visibilité nécessitant une reprise de profil en long.
- **RD41 Reygade :** cheminement en bordure de route à sécuriser et aménager, trafic poids-lourds conséquent.
- **RD148 - Giratoire de La Naud – Saint-Viance :** franchissement du giratoire à aménager et cheminement à créer pour franchir la Vézère et rejoindre le cheminement existant à l'entrée de Varetz.
- **RD19 – Bernou – Saint-Pantaléon-de-Larche :** franchissement du giratoire à aménager.
- **RD920 – La Croix Blanche – Lissac :** franchissement du giratoire et cheminement à aménager pour jonction aéroport.
- **RD940 – La Graffouillère - Ménoire** : franchissement de la RD940 à aménager, trafic conséquent.
- **RD921 – Lanteuil :** cheminement en bordure de route à sécuriser et aménager, trafic conséquent.
- **Noailhac :** chemin non revêtu à viabiliser.

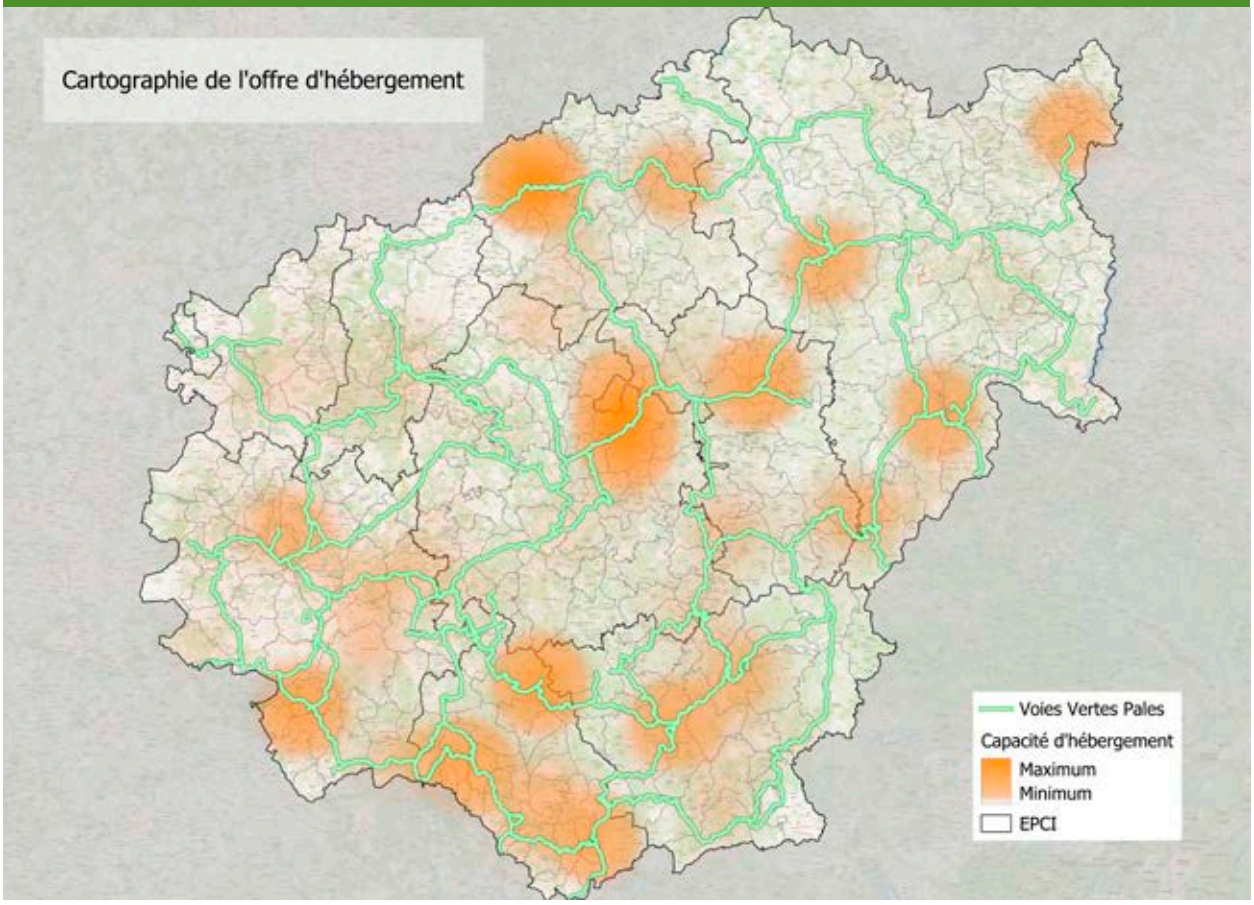
TOURISME : ITINÉRAIRES DES VVP ET OFFRE TOURISTIQUE

L'analyse cartographique du maillage des Voies Vertes Pâles (VVP), superposée aux cartes de chaleur de l'offre d'hébergement et de l'offre touristique, ainsi qu'aux 78 Points d'Intérêt Départementaux (PID), démontre une cohérence globale du réseau proposé. Les trois cartes révèlent que le tracé des VVP couvre efficacement les zones à forte concentration d'hébergements touristiques, tout en assurant une liaison directe avec les principaux sites d'intérêt du territoire. Cette superposition confirme que le maillage permet une desserte optimale des points clés, garantissant ainsi une synergie entre les besoins des itinérants, l'offre touristique et l'implantation des services d'hébergement.

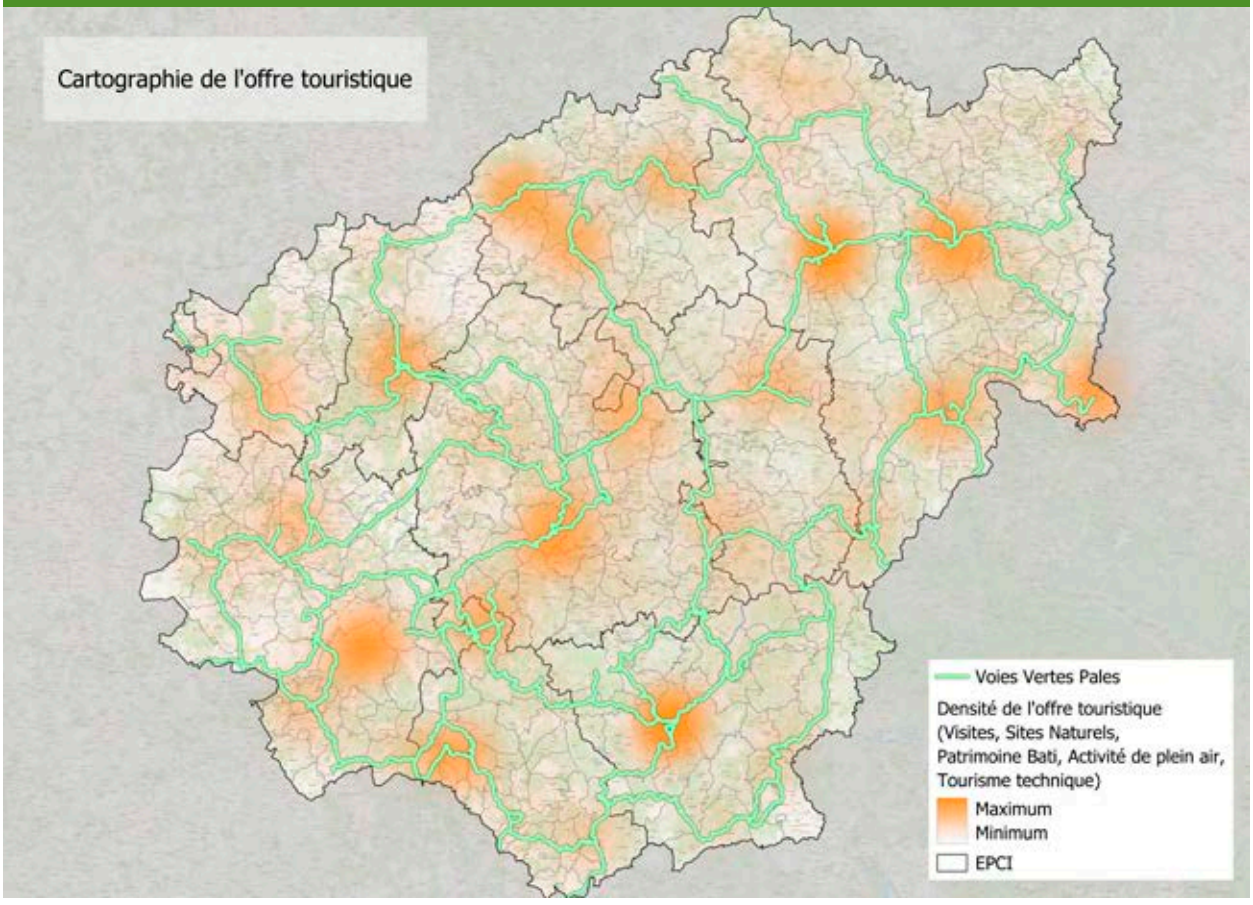
Les VVP assurent le maillage des 78 PID



Le maillage des VVP analysé au regard de l'offre d'hébergement



Le maillage des VVP analysé au regard de l'offre touristique



ANALYSE DE LA PHASE D'EXPÉRIMENTATION EN XAINTRIE

L'expérimentation du tracé et de la signalétique des Voies Vertes Pâles a été menée entre le 26 juin et le 8 septembre 2024 sur le territoire de Xaintrie Val'Dordogne.

Ce choix du territoire de la Xaintrie Val'Dordogne pour l'expérimentation s'inscrit dans une continuité logique, ce territoire ayant été précurseur dans l'exercice de la compétence AOM et dans les études de faisabilité concernant les Voies Vertes. Situé au carrefour de flux touristiques entre la Corrèze et les départements voisins, il offrait une opportunité idéale pour tester les premiers aménagements du projet. L'expérimentation a notamment permis de mesurer la fréquentation des itinéraires, d'analyser l'accidentologie et de contrôler les vitesses des véhicules motorisés. À cela s'ajoutent des enquêtes de satisfaction menées auprès des usagers, dont les retours seront également intégrés à l'analyse.

Les données recueillies servent de base à la rédaction du cahier des charges des Voies Vertes Pâles, en ajustant les spécifications techniques, réglementaires et sécuritaires nécessaires pour étendre ce modèle à l'ensemble des territoires corréziens. Cette expérimentation constitue ainsi une étape cruciale pour valider les orientations du projet et garantir une mise en œuvre adaptée à l'ensemble du département.

Les deux axes de l'expérimentation

Deux itinéraires distincts ont été choisis pour mener une expérimentation dans le cadre du projet des Voies Vertes Pâles (VVP), avec des aménagements et des mesures spécifiques sur chacun. Les panneaux et le marquage au sol pour la signalisation des VVP ont été mis en place entre le 20 et le 26 juin.

Le premier itinéraire relie Argentat-sur-Dordogne à Beaulieu par la RD116 sur 24 km, où une signalétique spécifique aux mobilités douces a été installée, avec une limitation de vitesse maintenue à 50 km/h.



Le second itinéraire, de 20 km, relie Auriac aux Tours de Merle via les RD65, RD111 et RD13, en combinant la signalétique VVP avec un marquage au sol renforcé, mais sans limitation de vitesse supplémentaire. L'objectif principal de cette expérimentation est de mesurer l'impact de ces aménagements sur la fréquentation, les vitesses des véhicules, et la sécurité routière, notamment pour les cyclistes.



Analyse quantitative

Méthodologie

L'expérimentation s'est déroulée avec l'installation de radars Viking et Mixtre à deux points de mesure sur chacun des itinéraires : à Argentat-sur-Dordogne et Bassignac pour le premier itinéraire, et à Auriac et Saint-Geniez-ô-Merle pour le second. Ces radars ont enregistré, sur des périodes de sept jours consécutifs avant et pendant la saison estivale, des données relatives à la vitesse, à la fréquentation et à la classification des véhicules (véhicules légers - VL, poids lourds PL, vélos). Les résultats sont exprimés en moyenne journalière pour chaque type de véhicule. Pour l'analyse de la vitesse l'indicateur retenu est celui de la vitesse pratiquée (V85) qui définit la vitesse en dessous de laquelle circulent 85% des véhicules légers.

De plus, une étude d'accidentologie a été réalisée sur une période de 10 ans (2014-2024) en s'appuyant sur les données des Bulletins d'Analyse des Accidents Corporels (BAAC) et sur celles de l'observatoire de la direction des Routes du Conseil départemental pour les accidents matériels.

Résultats

Les résultats des mesures radar, après analyse statistique, sont notés dans les tableaux ci-dessous :

	Argentat - Beaulieu /Dordogne									
SITES DE MESURE	Argentat					Bassignac le bas				
	Fréquentation moyenne journalière			Vitesse V85		Fréquentation moyenne journalière			Vitesse V85	
	Vélo/ jour	VL/ jour	PL/ jour	VL	PL	Vélo/ jour	VL/ jour	PL/ jour	VL	PL
23 au 29 mai						12	143	0	74	
3 au 9 juin	11	354,9	1	63	47					
13 au 19 juin										
20 au 26 juin	INSTALLATION PANNEAUX DE SIGNALISATION VVP ET LIMITATION DE VITESSE A 50 km/heure									
4 au 10 juillet										
11 au 17 juillet	97	387	6,6	65	64					
25 au 31 juillet										
12 au 18 août						90	209	6	67	62
2 au 8 septembre										

	Auriac - les Tours de Merle									
SITES DE MESURE	Auriac					Saint Geniez ô Merle				
	Fréquentation moyenne journalière			Vitesse V85		Fréquentation moyenne journalière			Vitesse V85	
	Vélo/jour	VL/ jour	PL/ jour	VL	PL	Vélo/ jour	VL/ jour	PL/ jour	VL	PL
23 au 29 mai										
3 au 9 juin										
13 au 19 juin						9	125	2	56	48
20 au 26 juin	INSTALLATION PANNEAUX DE SIGNALISATION VVP ET MARQUAGE AU SOL									
4 au 10 juillet	18	471	2	59	59					
11 au 17 juillet										
25 au 31 juillet						14	166	5,3	56	55
12 au 18 août										
2 au 8 septembre	18	389	4,1	63	68					

Les horaires où la fréquentation constatée est la plus importante sur les deux itinéraires sont :

Heures de "pointe"	Argentat / Beaulieu	Auriac Tours de Merle
Vélos	De 10 à 11 h	De 8 à 9 h De 15 à 16 h
Véhicules légers	De 8 à 9 h De 12 à 14 h De 17 à 18 h	De 9 à 10 h De 16 à 18 h

Fréquentation

Les mesures montrent une augmentation significative de la fréquentation des cyclistes sur les deux itinéraires, particulièrement sur l'itinéraire 1 (Argentat-sur-Dordogne - Beaulieu) sur lequel passe la Vagabonde (V87), où le nombre moyen de cyclistes est passé de 11 et 12 vélos/jour en juin à 97 et 90 vélos/jour respectivement à Argentat-sur-Dordogne et Bassignac en période estivale. Une augmentation plus modérée a été observée pour les véhicules légers (VL), passant de 355 et 143 VL/jour à 387 et 209 VL/jour sur les mêmes sites.

Sur l'itinéraire 2 (Auriac - Tours de Merle), la fréquentation a également augmenté mais de manière moins sensible, avec une hausse du nombre de VL de 125 à 166 véhicules/jour entre juin et juillet, et un doublement du nombre de cyclistes sur la même période.

Les pics de fréquentation pour les vélos et les VL sont observés à des moments distincts de la journée, suggérant une moindre interaction entre les différents types d'usagers.

Vitesse

Sur l'itinéraire Auriac - Les Tours-de-Merle, où aucune limitation de vitesse spécifique n'a été appliquée, les vitesses mesurées (V85) varient de 48 à 68 km/h pour les véhicules légers et les poids lourds. Pour l'itinéraire Argentat-sur-Dordogne - Beaulieu-sur-Dordogne, malgré une limitation à 50 km/h, les vitesses observées fluctuent entre 47 et 74 km/h, indiquant une faible adhésion des conducteurs à la limitation imposée.

Accidentologie

L'analyse de l'accidentologie sur la période 2014-2024 montre trois accidents répertoriés sur les deux itinéraires, dont deux accidents corporels et un accident matériel, sans implication de cyclistes. Ces accidents étaient liés à des facteurs externes tels que la conduite inadaptée ou des erreurs humaines, sans lien direct avec l'aménagement des voies ou les usagers vulnérables. Il n'a pas été recensé d'accident sur la période de l'expérimentation.

Conclusion

L'expérimentation des Voies Vertes Pâles montre des résultats encourageants, notamment en ce qui concerne l'augmentation de la fréquentation des cyclistes, signe d'un intérêt croissant pour les mobilités douces dans ces secteurs. Toutefois, les limitations de vitesse imposées sur l'itinéraire 2 ne semblent pas avoir eu d'impact significatif sur les comportements des conducteurs. Les moments distincts de fréquentation pour les cyclistes et les véhicules motorisés suggèrent une cohabitation relativement harmonieuse, mais le faible nombre d'accidents, bien qu'encourageant, ne permet pas encore de tirer des conclusions définitives sur l'amélioration de la sécurité routière. Ces résultats nécessitent un suivi prolongé pour mieux évaluer les effets des aménagements à long terme. Il sera nécessaire d'ajuster le cahier des charges en tenant compte de ces éléments, en prévoyant des actions plus ciblées pour influencer efficacement les comportements des conducteurs et assurer une sécurité accrue pour tous les usagers.

Enquête usagers

Méthodologie

L'enquête qualitative repose sur un questionnaire réalisé à travers l'outil Framaform, qui a été diffusé aux usagers de l'expérimentation. L'objectif était de recueillir des retours d'expérience concrets auprès des divers types d'usagers sur plusieurs aspects de leur expérience : l'accessibilité, la sécurité, le confort, la signalisation, ainsi que les services complémentaires attendus. Les réponses ont ensuite été analysées afin d'identifier les points forts du projet et les améliorations à apporter, permettant ainsi d'affiner l'offre de mobilité durable en fonction des besoins réels des utilisateurs.

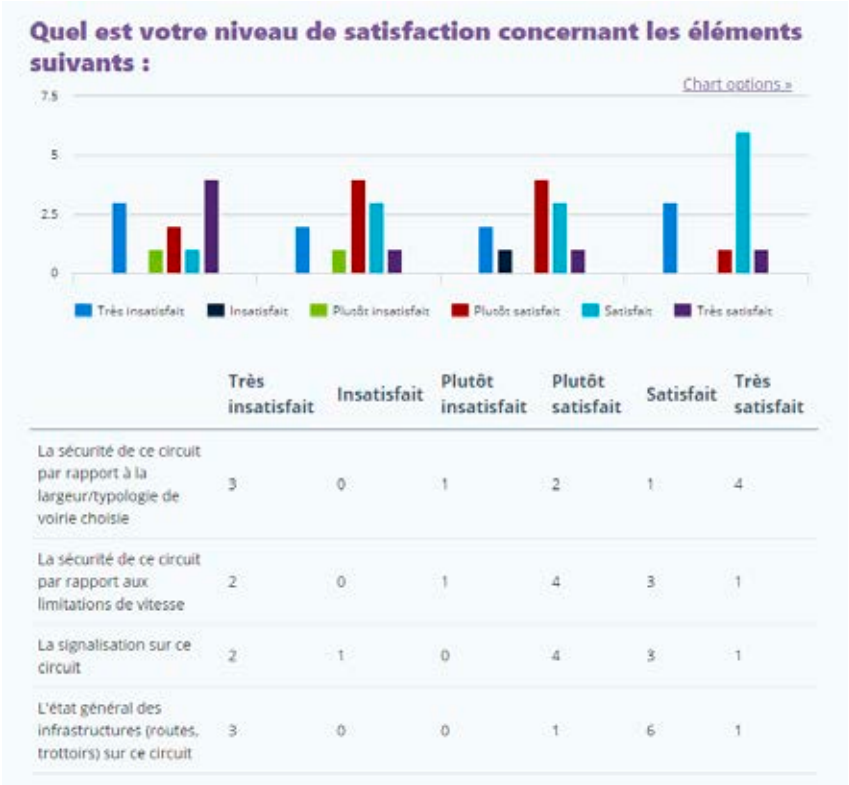
Le panel est constitué de 11 personnes, 7 hommes (36,4%) et 4 femmes (36,4%) répartis selon les tranches d'âges suivantes :

- 45,5 % ont entre 20 et 24 ans
- 27,3 % ont entre 55 et 64 ans
- 18,2 % ont entre 34 et 44 ans
- 9,1 % ont plus de 65 ans

9 personnes ont emprunté l'axe Argentat - Beaulieu et 2 personnes ont emprunté l'axe Auriac - Tours de Merle. 100% des répondants ont emprunté les circuits en vélo.

Résultats





	Très insatisfait	Insatisfait	Plutôt insatisfait	Plutôt satisfait	Satisfait	Très satisfait
La sécurité de ce circuit par rapport à la largeur/typologie de voirie choisie	3	0	1	2	1	4
La sécurité de ce circuit par rapport aux limitations de vitesse	2	0	1	4	3	1
La signalisation sur ce circuit	2	1	0	4	3	1
L'état général des infrastructures (routes, trottoirs) sur ce circuit	3	0	0	1	6	1

Premier circuit

- **Accessibilité :** Les usagers ont en majorité trouvé ce tracé accessible, bien que quelques retours soulignent des difficultés dans certaines zones où le revêtement n'est pas optimal pour les vélos ou les personnes à mobilité réduite.
- **Signalisation :** Des demandes d'amélioration de la signalisation ont été récurrentes, notamment sur les croisements où l'orientation n'est pas toujours claire.
- **Confort :** Le confort global a été jugé satisfaisant, avec une bonne intégration dans le paysage naturel, mais quelques retours pointent des zones avec une pente trop prononcée, rendant l'usage difficile pour certains publics.

Deuxième circuit

- **Sécurité :** Ce tracé semble mieux accueilli en termes de sécurité, les usagers ayant noté moins de points de danger que sur le premier circuit. Cependant, la visibilité dans certaines courbes a été critiquée.
- **Confort :** Ce circuit a été apprécié pour son cadre agréable, et son revêtement a été jugé plus adapté aux différents types d'usagers, notamment les familles.
- **Services :** Le manque de services le long du parcours (aires de repos, points d'eau) a été mentionné comme un point à améliorer. Plusieurs utilisateurs ont suggéré d'ajouter ces services pour rendre l'expérience plus agréable.

Points clés du questionnaire :

Améliorations demandées : Les utilisateurs ont exprimé plusieurs besoins pour améliorer l'expérience, tels que :

- **Confort et sécurité :** Des améliorations pourraient inclure un meilleur revêtement des voies et une sécurisation accrue des parcours, surtout aux intersections.
- **Meilleure signalisation :** Une signalisation plus claire pour éviter les confusions sur les itinéraires.
- **Services complémentaires :** La demande d'aménagements comme des points d'eau, des aires de repos, et des parkings sécurisés pour vélos a été exprimée.

Satisfaction générale : Malgré les suggestions d'amélioration, une satisfaction notable a été relevée (3,75/5), notamment pour le cadre naturel et la tranquillité des tracés. Aussi 90,9% des répondants sont prêts à recommander l'utilisation de ces parcours à leurs proches, preuve d'une appréciation positive générale.

Adaptation aux besoins locaux : Certains participants ont également souligné la pertinence de l'initiative pour connecter des lieux d'intérêt touristique et de vie quotidienne, tout en réduisant l'usage de véhicules motorisés. L'initiative a été saluée à plusieurs reprises.

Synthèse de l'analyse

L'expérimentation des Voies Vertes Pâles (VVP) a permis de recueillir des données tant sur les aspects techniques (fréquentation, vitesse, accidentologie) que sur la perception des usagers (accessibilité, confort, sécurité). Ces deux approches, quantitative et qualitative, offrent une vision complémentaire du projet, permettant de dégager les réussites et les points à améliorer pour garantir la pérennité et l'efficacité des aménagements.

Il convient cependant de relativiser l'analyse au regard du modeste retour du nombre de questionnaires à l'enquête et du contexte touristique de l'axe Argentat-sur-Dordogne - Beaulieu-sur-Dordogne. En effet cet axe est aussi celui emprunté par la véloroute « La Vagabonde » qui bénéficie d'une mise en valeur touristique à l'échelle nationale depuis quelques années. Le nombre de cyclistes augmente donc régulièrement en saison estivale sur cet axe.

L'expérimentation montre néanmoins des résultats encourageants sur plusieurs aspects :

- Augmentation de la fréquentation cycliste et un intérêt croissant pour les mobilités douces.
- Sécurité perçue par les usagers, malgré des vitesses élevées et un besoin d'améliorer la signalisation et la visibilité sur certains points.
- Satisfaction générale des usagers, bien que plusieurs demandes d'aménagement (meilleure signalisation, services additionnels) soient ressorties.

Pour la suite du projet, il sera nécessaire de renforcer certaines mesures, en particulier pour influencer les comportements des conducteurs et garantir une sécurité accrue pour tous les usagers. Le déploiement de services complémentaires et une meilleure signalisation contribueront également à améliorer l'expérience utilisateur et à soutenir la transition vers une mobilité plus durable.

Cette expérimentation constitue une base solide pour ajuster le projet avant son extension à l'ensemble du département pour valider les orientations du projet et affiner le cahier des charges avant sa généralisation à l'ensemble du département.

Cahier des charges d'une VVP

Le cahier des charges des Voies Vertes Pâles (VVP) est un document fondamental encadrant la conception et la mise en œuvre de ce réseau de mobilité douce. Il doit définir précisément les critères techniques, règlementaires et sécuritaires pour garantir la cohérence et la sécurité des aménagements, tout en assurant une utilisation efficace des infrastructures existantes. Le principe de sobriété routière est au cœur de cette démarche, cherchant à optimiser les voies actuelles avec des interventions minimales, mais ciblées, afin de répondre aux besoins des cyclistes, piétons et autres usagers de la mobilité douce. Ce réseau, tout en favorisant le tourisme et les déplacements du quotidien, vise aussi à garantir une cohabitation harmonieuse avec les véhicules motorisés, notamment par la mise en place de signalétiques adaptées et des aménagements de sécurité dans les zones critiques.

Le cahier des charges doit prévoir plusieurs éléments structurants pour la réalisation des VVP : une signalétique claire et uniforme, des aménagements de sécurité spécifiques aux zones à risque (franchissements, intersections), et des dispositifs de ralentissement de la vitesse lorsque cela est nécessaire. Il doit aussi définir les responsabilités en matière d'entretien entre le Département et les communes concernées, ainsi que les critères de renouvellement des revêtements en fonction de leur état d'usure. Enfin, le document doit aborder les services nécessaires pour les usagers (points d'eau, aires de repos, services touristiques) afin de garantir un confort et une sécurité optimaux tout au long du parcours. Les conventions de superposition d'usages entre les différentes collectivités locales, essentielles pour la gestion des voies partagées, seront également encadrées pour clarifier les rôles de chaque acteur, notamment en matière de police et d'entretien.

Ce cadre permettra de définir des axes sûrs, fonctionnels et attractifs pour tous les usagers, tout en s'inscrivant dans les objectifs de mobilité durable du Département.

Définition

Les Voies Vertes Pâles constituent un réseau de voies partagées permettant de promouvoir la mobilité douce, que ce soit pour des usages touristiques ou les déplacements quotidiens. Elles combinent sobriété et sécurisation routière tout en garantissant un partage harmonieux entre les différents usagers, qu'ils soient motorisés ou non.

Les grands principes sont :

- **Sobriété routière :** maximiser l'utilisation des infrastructures existantes.
- **Sécurisation routière :** adapter les aménagements pour assurer la cohabitation des usagers.
- **Sécurisation juridique :** garantir un cadre légal clair et partagé entre les différentes autorités locales.

Les usagers / La cible

Les Voies Vertes Pâles sont conçues pour accueillir divers types d'usagers :

- **Mobilité douce :** cyclistes, piétons, utilisateurs de trottinettes et autres modes de transport non motorisés.
- **Véhicules motorisés :** automobilistes et véhicules lourds (camions, tracteurs, etc.), dans le respect des règles de partage de la voie.

Les voies

Le principe de sobriété routière impose l'utilisation de la voirie existante, avec des aménagements minimaux. Voici les voies concernées :

- **Routes Départementales (RD) :** les routes de desserte principale et secondaire peuvent être intégrées au réseau. L'emprunt, en traversée ou sur un faible linéaire, des routes structurantes et des voies de liaison peut être toléré et doit faire l'objet d'une étude spécifique de sécurité.
- **Routes communales et chemins ruraux revêtus :** ces voies, souvent moins fréquentées, sont particulièrement adaptées à la mise en œuvre des Voies Vertes Pâles, elles peuvent être utilisées en complément du réseau secondaire des routes départementales.
- Quelques chemins non revêtus qui devront être rendus carrossables (moins de 5% du tracé)

La signalisation verticale et horizontale

- La signalisation joue un rôle clé dans l'identification des Voies Vertes Pâles et dans la sécurité des usagers.
- Elle devra être facilement identifiable par tous les types d'usagers (motorisés et non motorisés).
- Chaque début d'itinéraire sur un territoire, fait l'objet d'une mention spécifique indiquant le nom de l'EPCI concernée. Cette signalétique concerne uniquement les itinéraires des VVP.



- Elle comprend une signalisation spécifique des zones partagées qui jalonnent les itinéraires en fonction des caractéristiques du tracé et de la typologie et du nombre de carrefours rencontrés, et qui assure le guidage des usagers.
- En section courante :



Un marquage au sol sera réalisé tous les 2 km minimum.

Marquage au sol taille 1000x1000 sur les routes départementales ou 700x700 sur les voies communales.

- Après chaque intersection entre deux routes départementales ou avec une voie communale mentionnant une commune, il sera implanté la signalisation ci-dessous.







- Aux croisements nécessitant une gestion directionnelle de la signalisation.

Une signalisation identique au dispositif explicité ci-dessus sera implantée, laquelle sera complétée par des panneaux directionnels de la VVP.



- Une signalisation réglementaire de “Danger” sera implantée au droit des sectionnements avec une route départementale de réseau structurant et liaison.
- La signalisation de police pour limitation de vitesse sera mise en œuvre dans les zones éventuellement réglementées.

La signalisation verticale et horizontale

Les aménagements de sécurité seront installés uniquement aux endroits critiques, tels que :

- **Franchissements de routes départementales :** des dispositifs de signalisation renforcée et/ou des aménagements physiques pour réduire la vitesse et signaler la présence de mobilité douce.
- **Intersections à risque :** ralentisseurs ou îlots de sécurité pour garantir la protection des usagers vulnérables.

Les limitations de vitesse seront appliquées uniquement dans les zones où un besoin de sécurisation a été clairement identifié, par exemple à proximité de zones fréquentées par les piétons ou les cyclistes. Sur le reste du parcours, la limitation de vitesse restera conforme aux règles en vigueur pour la voirie concernée.

L’entretien, les réparations

L’entretien courant et les réparations des Voies Vertes Pâles sont répartis en fonction du type de réseau.

- **Sur les routes départementales** concernées, le niveau de service est identique à celui des autres RD en fonction de la catégorie de la voie.
- **Sur les voies communales ou intercommunales,** des dispositions et une répartition spécifique des charges est établie concernant :
  - Le fauchage
  - Le débroussaillage
  - Les chaussées
  - La signalisation verticale et horizontale

Sur le principe que le Conseil départemental prend en charge, dans ces domaines, les interventions visant à assurer un niveau de sécurité compatible avec les usages des Voies Vertes Pâles (cyclistes notamment).

- **Le fauchage et le débroussaillage** seront réalisés sur tous les itinéraires (RD et VC) conformément aux principes ci-dessous :

Le fauchage :

- une passe dite "de sécurité" au mois de mai sur les itinéraires où la végétation est la plus précoce. Cette intervention sera réalisée prioritairement sur les itinéraires le nécessitant, en fonction de la hauteur d'herbe constatée. L'objectif est d'éviter l'effet de parois, assurer la visibilité dans les carrefours et petits rayons et de maintenir la lisibilité de la signalisation.
- Un fauchage général de l'ensemble des itinéraires effectué au mois de juin. Il sera réalisé conformément à la commande pratiquée sur l'ensemble des routes départementales.

Le débroussaillage : il sera réalisé de août à décembre, un passage par itinéraire sera planifié conformément à la commande pratiquée sur l'ensemble des routes départementales.

Sur les voies communales, les communes ou intercommunalités pourront, si elles le souhaitent, compléter cet entretien par la réalisation de passes supplémentaires, en fauchage ou en débroussaillage.

L'entretien des revêtements de chaussées concerne des réparations localisées visant à assurer le niveau de sécurité requis.

Il s'agit de travaux qui concernent des dégradations évolutives mais non réalisés dans l'urgence. Ils englobent les déformations telles que des trous en formation, nids de poule, les arrachements importants, les fissurations et orniérages très marqués.

Le traitement de ces points singuliers sera effectué soit en enrobé à froid (trous, orniérage, déformations importantes) ou par le biais d'emplois partiels ou "point-à-temps" pour les arrachements ou fissurations.

Le maintien de **la signalisation verticale et horizontale** concernant les itinéraires de VVP est assuré par le Conseil départemental. Cela concerne, pour la signalisation verticale, le remplacement, le nettoyage et pour la signalisation horizontale le renouvellement périodique du marquage.

Les interventions suivantes restent à la charge de chaque gestionnaire de voie ou de réseau :

- Les interventions d'urgence (chute d'arbre, de branches, présence de gasoil, obstacles divers, accidents...)
- L'élagage linéaire
- Le curage des fossés

- Le nettoyage et l'entretien des réseaux de collecte des eaux pluviales et usées y compris regards à grilles, avaloirs, caniveaux, puisards, regards de visite
- L'entretien des réseaux d'adduction d'eau potable y compris, bouches à clé, regards et accessoires
- L'entretien et le remplacement de la signalisation verticale et horizontale autre que celle liée aux VVP
- L'entretien et la maintenance de l'éclairage public

Le renouvellement du revêtement

Le renouvellement du revêtement s'inscrit dans la programmation pluriannuelle d'entretien des chaussées du Conseil départemental pour ce qui concerne les RD et de chaque commune ou intercommunalité pour les voies communales.

Le tableau ci-après reprend la répartition des charges des différents intervenants :

	RD HORS AGGLO	RD EN AGGLO	VC EN AGGLO	VC HORS AGGLO
ENTRETIEN REPARATION DE CHAUSSEES				
RENOUVELLEMENT DES REVETEMENTS DE CHAUSSEE / PROGRAMMATION				
ENTRETIEN DES OA				
FAUCHAGE / DEBROUSSAILLAGE				
FOSSES				
ELAGAGE				
SIGNALISATION VERTICALE DES VVP				
SIGNALISATION HORIZONTALE DES VVP				
AUTRE SIGNALISATION (POLICE)				
INTERVENTIONS D'URGENCE				

CONSEIL DEPARTEMENTAL
COMMUNE OU EPCI

Les services

Les usagers de la mobilité douce doivent pouvoir trouver a minima un point d'eau tous les 10 km et des services tous les 30 km.

Le maillage des VVP a été réalisé en maillant 80 points présentant un intérêt pérenne et départemental. Il s'agit essentiellement de sites touristiques. Le respect des 10 km entre deux points permettant un accès à de l'eau potable a été vérifié (petits bourgs, aires de services aménagées, lieux de restauration touristiques). Par ailleurs, les chefs-lieux et anciens chefs-lieux de cantons ont pour la plupart été retenus dans le tracé du réseau, assurant ainsi l'accès à des commerces de bouche et services.

Aménagement aires de services et haltes repos

Pour être finançables par le Département (et les autres financeurs), les aménagements devront répondre à des exigences minimales.

Les aires de services devront être positionnées dans les bourgs.

	Halte repos	Aire de services
Répartition	Tous les 10KM	Tous les 20KM à 30KM
Tables/Bancs	X	X
Poubelles	X	X
Point d'eau potable	X	X
Sanitaires		X
Zone signalétique touristique		X (a minima affichage du circuit VVP)
Borne de recharge vélo électrique		X
Stationnement courte durée (rack vélo...)	X	
Stationnement longue durée sécurisé		X
Atelier d'auto-réparation		X (optionnel)

Sécurisation juridique

Lorsqu'une route communale ou d'intérêt communautaire est désignée comme « Voie Verte Pâle », une convention de superposition d'usages sera signée entre la commune concernée (ou l'EPCI, s'il a la compétence voirie) et le Département. Cette convention précise les responsabilités de chaque acteur :

- **Pouvoir de police :** le maire conserve l'autorité sur les questions de sécurité et d'ordre public.
- **Entretien** : le Département prend en charge l'entretien nécessaire à la sécurisation de la voie, notamment le fauchage des accotements et les réparations du revêtement routier.

Qualification d'une Voie Verte Pâle

La création d'un nouvel axe « Voie Verte Pâle » devra faire l'objet d'une étude approfondie par les services techniques de la direction des Routes du Conseil départemental. Cette étude devra évaluer la faisabilité technique et la compatibilité avec les objectifs de mobilité douce et de sécurité.

La validation finale du projet sera soumise à la Commission Permanente des élus du Département, qui devra statuer sur la pertinence de l'intégration de l'axe proposé dans le réseau des Voies Vertes Pâles.

Les communes ou EPCI souhaitant créer des boucles de liaison ou extension des VVP propres à leur besoin peuvent le faire, à leur charge, aussi bien en investissement qu'en coûts de fonctionnement. Ces aménagements devront être conformes aux exigences du schéma départemental des VVP ainsi qu'au cahier des charges et devront faire l'objet d'un envoi et d'une validation des services du Département.

PLAN D'INVESTISSEMENT ET COÛT DE FONCTIONNEMENT

Coût estimé du projet en INVESTISSEMENT :

TERRITOIRES	LINEAIRES	SIGNA VERTICALE	SIGNA HORIZONTALE	CHAUSSEES	AMENAGEMENTS	TOTAL INVEST
CA BASSIN DE BRIVE	**189 979**	**135 330**	**9 879**	**225 761**	**120 000**	**490 970**
RD	104 386	101 330	5 428	93 947	120 000	226 758
VC / Chemins	85 593	34 000	4 451	131 813		170 264
CA TULLE AGGLO	**180 372**	**161 333**	**9 379**	**192 801**	**0**	**363 514**
RD	132 768	122 933	6 904	119 491		129 837
VC / Chemins	47 604	38 400	2 475	73 310		114 186
CC VENTADOUR - EGLETONS - MONEDIERES	**84 352**	**85 333**	**4 386**	**94 807**	**0**	**184 526**
RD	54 836	61 333	2 851	49 352		64 184
VC / Chemins	29 516	24 000	1 535	45 455		70 989
VEZERE AUVEZERE	**172 240**	**155 733**	**8 956**	**202 030**	**0**	**366 719**
RD	98 781	96 533	5 137	88 903		101 670
VC / Chemins	73 459	59 200	3 820	113 127		176 147
CC HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	**256 363**	**222 933**	**13 331**	**252 379**	**0**	**488 643**
RD	222 531	195 733	11 572	200 278		207 305
VC / Chemins	33 832	27 200	1 759	52 101		81 061
CC MIDI CORREZIEN	**113 942**	**109 333**	**5 925**	**123 867**	**120 000**	**359 125**
RD	80 630	82 133	4 193	72 567	120 000	206 326
VC / Chemins	33 312	27 200	1 732	51 300		80 233
CC XAINTRIE VAL'DORDOGNE	**168 516**	**153 333**	**8 763**	**169 670**	**280 000**	**611 765**
RD	140 383	130 133	7 300	126 345	280 000	417 433
VC / Chemins	28 133	23 200	1 463	43 325		67 988
TOTAL RD	**834 315**	**790 128**	**43 384**	**750 884**	**520 000**	**1 353 512**
TOTAL VC/CR	**331 449**	**233 200**	**17 235**	**510 431**	**0**	**760 867**
LINEAIRE TOTAL	**1 165 764**	**1 023 328**	**60 620**	**1 261 315**	**520 000**	**2 114 379**

Coût estimé du projet en FONCTIONNEMENT par an :

TERRITOIRES	LINEAIRES	FAUCHAGE	DEBROUSSAILLAGE	SIGNA VERTICALE	SIGNA HORIZONTALE	CHAUSSEES	TOTAL ENTRETIEN
CA BASSIN DE BRIVE	**189 979**	**27 390**	**24 822**	**2 707**	**1 976**	**159 854**	**122 801**
RD	104 386	*33 404*	*30 272*	2 027	1 086	93 947	3 112
VC / Chemins	85 593	27 390	24 822	680	890	65 907	119 689
CA TULLE AGGLO	**180 372**	**15 233**	**13 805**	**3 227**	**1 876**	**156 146**	**70 796**
RD	132 768	*42 486*	*38 503*	2 459	1 381	119 491	3 839
VC / Chemins	47 604	15 233	13 805	768	495	36 655	66 957
CC VENTADOUR - EGLETONS - MONEDIERES	**84 352**	**18 219**	**8 560**	**1 707**	**877**	**72 080**	**52 090**
RD	54 836	8 774	*15 902*	1 227	570	49 352	10 571
VC / Chemins	29 516	9 445	8 560	480	307	22 727	41 519
VEZERE AUVEZERE	**172 240**	**23 507**	**21 303**	**3 115**	**1 791**	**145 466**	**106 279**
RD	98 781	*31 610*	*28 646*	1 931	1 027	88 903	2 958
VC / Chemins	73 459	23 507	21 303	1 184	764	56 563	103 321
CC HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	**256 363**	**46 431**	**9 811**	**4 459**	**2 666**	**226 329**	**89 418**
RD	222 531	35 605	*64 534*	3 915	2 314	200 278	41 834
VC / Chemins	33 832	10 826	9 811	544	352	26 051	47 584
CC MIDI CORREZIEN	**113 942**	**10 660**	**9 660**	**2 187**	**1 185**	**98 217**	**49 342**
RD	80 630	*25 802*	*23 383*	1 643	839	72 567	2 481
VC / Chemins	33 312	10 660	9 660	544	346	25 650	46 861
CC XAINTRIE VAL'DORDOGNE	**168 516**	**9 003**	**8 159**	**3 067**	**1 753**	**148 007**	**43 643**
RD	140 383	*44 923*	*40 711*	2 603	1 460	126 345	4 063
VC / Chemins	28 133	9 003	8 159	464	293	21 662	39 580
TOTAL RD	**834 315**	**44 379**	*241 951*	**15 803**	**8 677**	**750 884**	**68 858**
TOTAL VC/CR	**331 449**	**106 064**	**96 120**	**4 664**	**3 447**	**255 216**	**465 511**
LINEAIRE TOTAL	**1 165 764**	**150 442**	**96 120**	**20 467**	**12 124**	**1 006 099**	**534 369**

Le chiffrage a été réalisé à partir des hypothèses suivantes :

- **Signalisation verticale :**
  - 1,5 panneau / km en investissement soit environ 1 700 panneaux
  - 2% de remplacement / an soit environ 35 panneaux remplacés tous les ans
- **Signalisation horizontale :**
  - 1 marquage au sol tous les 2 km
  - 20% de renouvellement par an en fonctionnement
- **Chaussées :**
  - Sur RD → chiffrage établi pour mémoire, l'entretien étant déjà réalisé dans le cadre des réparations et du programme annuel de renouvellement du Conseil départemental
  - VC/CR → 10% de la totalité du linéaire pris en compte dans le chiffrage sur la base de la régie du Département
- **Fauchage / débroussaillage**
  - Chiffré sur la base des prix du marché et du niveau de service correspondant à la commande du Conseil départemental
  - La partie RD a été chiffrée pour mémoire, la prestation étant déjà incluse dans le programme d'entretien de la collectivité

Calendrier opérationnel des travaux

1. Phase 1 : Délibération des communes

a. Dates : 1er décembre 2024 → 1er février 2025

b. Description : Cette phase couvre les approbations nécessaires par les différentes communes impliquées dans le tracé par de la voirie communale

2. Phase 2 : Études de préparation

a. Dates : Janvier 2025 (1er janvier → 31 janvier 2025)

b. Description : Durant ce mois, les études techniques (aménagements) et logistiques (book implantation panneaux) nécessaires à la bonne réalisation du projet seront menées. Cette phase chevauche légèrement la phase 1

3. Phase 3 : Lancement des travaux

a. Dates : 1er février 2025 → 01 juillet 2025

b. Description : Cette phase comprend la mise en œuvre des travaux sur le terrain. Elle commence juste après la fin de la phase 1 (délibérations) et s'étend sur 5 mois, jusqu'à la fin juin 2025

Cette phase est sous-tendue par les contraintes opérationnelles comme suit :

- **Signalisation horizontale :**
  - Durée : 52 jours (à partir de février 2025)
  - Ressources : 3 agents
  - Dates : 1er février → 31 mars 2025
  - Description : Installation des marquages au sol (lignes, flèches, passages piétons, etc.). La tâche est limitée à deux mois

- **Signalisation verticale :**
  - Durée : 70 jours (à partir de février 2025)
  - Ressources : 4 agents
  - Dates : 1er février → 10 mai 2025
  - Description : Pose des panneaux de signalisation et des indications routières sur tout le tronçon. L'activité s'étend sur un peu plus de deux mois

- **Aménagements routiers lourds :**
  - Durée : 80 jours (prestations extérieures)
  - Ressources : Entreprise extérieure
  - Dates : 1er février → 15 juin 2025
  - Description : Travaux lourds tels que l'élargissement des voies, la pose de barrières de sécurité, etc. Ces travaux sont réalisés par des prestataires externes et durent près de cinq mois

4. Livraison :

- Date : Été 2025 (juillet 2025)
- Description : À la fin de cette période de travaux, le projet sera livré et prêt à l'usage



FICHE ACTION

Appui à l'administration

MAÎTRE D'OUVRAGE

Direction des Systèmes d'Information

DESCRIPTION DE L'ACTION

Gestion de la donnée Voies Vertes Pâles :

- Mise en place de fonctionnalités pour suivre l'installation de la signalisation par la direction des Routes
- Agrégation des données métiers pour faciliter la mise en place des indicateurs

COÛT ET FINANCEMENT

Charge estimée à 20j de travail pour un Chef de projet SIG

DÉLAI ET CALENDRIER

Période de mise en œuvre : Année 1

Calendrier prévisionnel :

- Suivi de la signalétique S1 2025
- Tableaux de bord suivis d'indicateurs S1 2025

IMPACTS ET ATTENDUS

Bénéfices à court terme : Suivi opérationnel précis de l'avancement

CONDITIONS DE RÉUSSITE

Facteurs clés : Travail en coopération avec les directions métiers afin de créer les spécifications précises sur les méthodes de suivi de l'avancement du déploiement des Voies Vertes Pâles

FICHE ACTION

Animation du réseau des opérateurs pour le déploiement de l'offre de service

MAÎTRE D'OUVRAGE

Corrèze Tourisme

DESCRIPTION DE L'ACTION

Accompagner les opérateurs touristiques dans le développement d'une nouvelle offre pour accueillir les clientèles dans les meilleures conditions. Cela passe par :

- Déploiement du label Accueil Vélo (hébergeurs, restaurateurs, sites, offices de tourisme)
- Création d'un centre de ressources et animation du réseau : guide pratique, sessions de formation-sensibilisation à la connaissance des clientèles, aux bonnes pratiques, boîte à outils, mise en avant des dispositifs financiers
- Accompagnement des porteurs de projet
- Création de boucles locales à partir du maillage des VVP
- Incitation au développement d'une offre de services + : portage de bagages et de vélos, locations de vélos, etc.

COÛT ET FINANCEMENT

Budget estimé :

- RH : 0.2 ETP soit environ 10K€
- Formation-sensibilisation : 2 000 € actions/an

Source(s) de financement :

- Recettes générées par le déploiement du label Accueil Vélo - Subvention Conseil départemental à Corrèze Tourisme
- Pour les opérateurs touristiques, des financements ADEME sont mobilisables

DÉLAI ET CALENDRIER

Période de mise en œuvre : 2025-2028

Calendrier prévisionnel :

- Accueil Vélo : au fil de l'aménagement des VVP
- Présentation des VVP aux opérateurs touristiques en 2025

FICHE ACTION

Animation du réseau des opérateurs pour le déploiement de l'offre de service

IMPACTS ET ATTENDUS

Bénéfices à court terme : développement de l'offre de service cyclo à destination des touristes en séjour en Corrèze et des Corréziens

Bénéfices à long terme : développement de la fréquentation touristique en cœur de saison mais aussi sur les ailes de saison

CONDITIONS DE RÉUSSITE

Facteurs clés :

- Maintien des RH dédiées au projet
- Coordination avec les OT
- Point de vigilance sur la lisibilité de la signalétique (itinéraires thématiques, boucles locales, VVP, etc.)

PARTENAIRES

Partenaires impliqués :

- Opérateurs touristiques
- Offices de tourisme
- Collectivités

INDICATEURS DE PERFORMANCE

Mesures de suivi :

- Nombre de labellisations Accueil Vélo
- Nombre de nouveaux services développés
- Nombre d'opérateurs touristiques touchés par les actions

FICHE ACTION

Mise en œuvre du plan promotionnel et de valorisation auprès du grand public

MAÎTRE D'OUVRAGE

Corrèze Tourisme

DESCRIPTION DE L'ACTION

Au fur et à mesure de l'aménagement des VVP, la mise en place d'actions de promotion concertées avec les échelons supra et infra départementaux permettra aux usagers de s'approprier cette nouvelle offre :

- Communication digitale : campagnes de com réseaux sociaux, valorisation sur les sites web des destinations et des opérateurs touristiques
- Documentation : intégration de l'offre cyclo sur les cartes de destination
- Presse et influenceurs : communication dans la presse spécialisée, accueil blogueurs, témoignages
- Outils et contenus :
  - Carte interactive avec calculateur d'itinéraires type "waze" du vélo
  - Reportages photos et vidéos
  - Réalisation de boucles à partir des VVP (topofiches)
- Création d'offres de séjours et de produits d'inspiration
- Création d'un produit vitrine balisé et promu à une échelle nationale de type "Tour de Corrèze à Vélo" permettant de découvrir les incontournables de la Corrèze
- Démarchage de Tours Opérateurs spécialisés pour la commercialisation des offres packagées

COÛT ET FINANCEMENT

Budget estimé :

- RH : 0.3 ETP soit env. 15K€
- Promotion : 10 à 15K€/an de budget action

Source(s) de financement : partenariats de promotion OT / Corrèze Tourisme / CRT - budget de Corrèze Tourisme

FICHE ACTION

Mise en œuvre du plan promotionnel et de valorisation auprès du grand public

DÉLAI ET CALENDRIER

- Au fil de l'aménagement des VVP
- Produit vitrine : lorsque les aménagements seront réalisés

IMPACTS ET ATTENDUS

Bénéfices à court terme :

- Mise en place d'outils pour permettre aux opérateurs locaux de promouvoir les VVP
- Rendre visible et lisible l'offre des VVP

Bénéfices à long terme :

- Renforcement de la visibilité de la Corrèze en tant que destination vélo
- Développement de la fréquentation du territoire par les amateurs de vélo
- Retombées économiques chez les prestataires corréziens

CONDITIONS DE RÉUSSITE

Facteurs clés :

- Mobilisation des ressources financières
- Définition du rôle de chacun : OT - CRT - Corrèze Tourisme
- Coordination étroite avec Corrèze Tourisme / SI / Cellule Sport
- Pour la création du produit vitrine Tour de Corrèze : respect du cahier des charges national des VVV dans l'objectif de bénéficier d'une promotion nationale (balisage notamment)
- S'appuyer sur des relais d'influence bénéficiant déjà d'une belle audience auprès des cibles que l'on veut toucher (blogueurs, sites spécialisés, etc.)

PARTENAIRES

Partenaires impliqués :

- Conseil départemental (SI – Cellule sports)
- Offices de tourisme
- Comité régional du tourisme

INDICATEURS DE PERFORMANCE

Mesures de suivi :

- Nombre de personnes touchées par les campagnes de communication

FICHE ACTION

Appui à l'émergence d'itinéraires interdépartementaux structurants

MAÎTRES D'OUVRAGES

Conseil départemental et Corrèze Tourisme

DESCRIPTION DE L'ACTION

Afin d'émerger dans le concert des destinations vélo, la Corrèze a tout intérêt à poursuivre le travail engagé sur La Vagabonde en structurant d'autres itinéraires inscrits aux schémas national et régional des véloroutes. Ces itinéraires empruntant les VVP bénéficieront d'un potentiel d'attractivité auprès d'une clientèle d'itinérants en quête de découverte de nouveaux territoires.

Les itinéraires concernés seront :

- Connexion de La Vagabonde à la Flow vélo (Brive) par le sud de la Corrèze et les plus beaux villages (V741) et au nord
- Prolongement de la V91 (Vallée de la Dordogne à Vélo) sur la Haute Dordogne (V742)

COÛT ET FINANCEMENT

Budget estimé :

- Promotion : env. 10 à 15K€/an
- RH : à définir

Source(s) de financement : Région Nouvelle-Aquitaine, ADEME, Fonds Massif

DÉLAI ET CALENDRIER

Période de mise en œuvre :

- À compter de 2026 ou 2027 selon avancement aménagement VVP et départements limitrophes

Calendrier prévisionnel :

- Prise de contact avec les départements limitrophes : 2025
- Identifier l'itinéraire prioritaire : 2026

FICHE ACTION

Appui à l'émergence d'itinéraires interdépartementaux structurants

IMPACTS ET ATTENDUS

Bénéfices à court terme :

- Attirer une nouvelle clientèle de cyclotouristes itinérants

Bénéfices à long terme :

- Renforcer les retombées économiques du cyclotourisme et l'émergence de nouvelles offres

CONDITIONS DE RÉUSSITE

Facteurs clés :

- Mobilisation et coordination avec les départements limitrophes
- Respect du cahier national des VV pour bénéficier des financements et de la promotion
- Mise en commun d'un budget promotion
- Étude marketing commune préalable à la mise en œuvre d'un plan de promotion

PARTENAIRES

Partenaires impliqués :

- Départements limitrophes
- Région
- ADEME
- Comité Massif
- EPCI / OT

INDICATEURS DE PERFORMANCE

Mesures de suivi :

- Mobilisation des partenaires
- Nombre de km aménagés
- Visibilité sur les outils nationaux

FICHE ACTION

Associer l'Assemblée Citoyenne Départementale

MAÎTRE D'OUVRAGE

Conseil départemental

DESCRIPTION DE L'ACTION

L'objectif principal de cette action est de mobiliser et impliquer l'Assemblée citoyenne dans le projet de Voies Vertes Pâles (VVP) afin de garantir une adhésion citoyenne forte et un retour terrain des usagers :

- Tests des itinéraires, propositions de sites et/ou points d'intérêt sur ces itinéraires
- Promotion de l'action localement, recherche et implication de partenaires locaux (associations locales, entreprises ...)
- Organisation de randonnées / balades à vélo
- Réalisation d'enquêtes / sondages, actions pour encourager les mobilités douces, production d'idées sur des produits touristiques...

COÛT ET FINANCEMENT

Budget estimé :
Fonctionnement : budget propre à l'Assemblée citoyenne

DÉLAI ET CALENDRIER

Période de mise en œuvre :

- Dès le lancement du schéma de mobilité douce

Calendrier prévisionnel :

- Thème des mobilités douces inscrit dans les préoccupations de l'Assemblée citoyenne 2024-2026

FICHE ACTION

Associer l'Assemblée Citoyenne Départementale

IMPACTS ET ATTENDUS

Bénéfices à court terme :
- Renforcer la visibilité du projet et son appropriation par les usagers locaux

Bénéfices à long terme :
- Renforcer les pratiques de mobilités douces

CONDITIONS DE RÉUSSITE

Facteurs clés :
- Communiquer régulièrement sur les itinéraires et l'avancement du projet
- Maintenir la mobilisation et l'engagement des membres de l'AC
- Les soutenir dans la mise en œuvre de leurs actions locales (randonnées, sondages, recherche de partenaires...)

PARTENAIRES

Partenaires impliqués :
- Nombreux relais de terrain dans chaque canton : associations, entreprises, élus...

INDICATEURS DE PERFORMANCE

Mesures de suivi :
- Obtenir un feedback positif de 85% des usagers, suite aux enquêtes et sondages qui seront réalisés

FICHE ACTION

Accompagnement financier des collectivités pour la mise en œuvre des aménagements

MAÎTRE D'OUVRAGE

Conseil départemental

DESCRIPTION DE L'ACTION

Inciter au développement et à l'installation d'infrastructures de qualité sur les aires d'accueil des Voies Vertes Pâles pour favoriser l'usage du vélo. Pour ce faire, le Département propose d'accompagner en cofinancement par des taux incitatifs, les collectivités dans la réalisation des aménagements ad' hoc et/ou l'extension de boucles locales.

- Objectifs spécifiques :
  - Structurer au niveau départemental une offre de services qualitative et adaptée sur les tracés des VVP répondant à un usage du vélo à la fois quotidien et touristique
  - Développer les boucles d'itinéraires locales en adéquation avec le schéma directeur VVP et le cahier des charges inhérent
- Participer par ces aménagements et ces extensions au renforcement et à la valorisation de l'offre touristique corrézienne en faveur des mobilités douces
- Portée : les investissements doivent être situés sur le tracé d'une des VVP

COÛT ET FINANCEMENT

Budget estimé : 400k€

Source(s) de financement :

Selon les cas, et en complément des autres cofinancements, les communes et EPCI pourront solliciter dans le cadre des enveloppes actuelles 2023/2025 :

- 1/ leur dotation voirie, au taux habituel (40%, 50% ou 80%)
- 2/ en l'absence de dotation, ou si elle a déjà été consommée, une subvention sur leur contrat en cours, sous réserve de crédits disponibles, au même taux que leur dotation voirie (a minima 40%)
- 3/ une aide complémentaire au même taux que leur dotation voirie (a minima 40%) si absence de crédits disponibles 1/ et 2/

FICHE ACTION

Accompagnement financier des collectivités pour la mise en œuvre des aménagements

DÉLAI ET CALENDRIER

Période de mise en œuvre : 2025

Calendrier prévisionnel :

- Les projets doivent être déposés et réalisés en 2025

IMPACTS ET ATTENDUS

Bénéfices à court terme :

- L'aide financière sera un déclencheur de la réalisation des investissements par les maîtres d'ouvrages publics compétents pour garantir des conditions d'accueil adaptées sur les VVP

Bénéfices à long terme :

- Mise en place d'aires aménagées dédiées aux VVP de même qualité
- Renforcement de l'identification des VVP par ces aménagements

CONDITIONS DE RÉUSSITE

Facteurs clés :

- Connaissance par les maitres d'ouvrages concernés des possibilités d'aide, conseils sur les équipements
- Politique volontariste de chaque maître d'ouvrage de procéder rapidement aux aménagements des VVP
- Entretien régulier des aménagements par les maîtres d'ouvrage

PARTENAIRES

Partenaires impliqués :

- Corrèze Tourisme et autres acteurs touristiques

INDICATEURS DE PERFORMANCE

Mesures de suivi :

- Nombre d'aires aménagées, coût des investissements, total des aides départementales apportées, volume de cofinancements

FICHE ACTION

Harmonisation sport-nature

MAÎTRE D'OUVRAGE

Conseil départemental

DESCRIPTION DE L'ACTION

Mise en cohérence des politiques publiques sport-nature avec le Schéma départemental des Voies Vertes Pâles

- Objectifs spécifiques : Harmoniser les tracés des circuits cyclo-touristiques existants avec l'itinéraire des Voies Vertes Pâles
- Mettre en cohérence la signalétique des circuits cyclo-touristiques départementaux et les Voies Vertes Pâles
- Portée : Créer une lisibilité à l'échelle départementale sur les politiques en faveur de la mobilité, des cyclistes et cyclotouristes

PARTENAIRES

Partenaires impliqués :

- Services de la collectivité

DÉLAI ET CALENDRIER

Période de mise en œuvre : Au cours de la phase "étude opérationnelle" de la mise en œuvre des VVP
Calendrier prévisionnel : 1er semestre 2025

IMPACTS ET ATTENDUS

Bénéfices à court terme :

- Créer une cohérence et une lisibilité pour les usagers de ces circuits

Bénéfices à long terme :

- Dynamiser la mise en tourisme et la valorisation de ces circuits existants en renforçant les enjeux de mobilité durable

CONDITIONS DE RÉUSSITE

Facteurs clés :

- Coordination efficace entre les services et les acteurs locaux, mobilisation des ressources financières, acceptation des usagers, etc.

FICHE ACTION

Plan de communication institutionnel

MAÎTRE D'OUVRAGE

Conseil départemental - Cellule Communication

DESCRIPTION DE L'ACTION

Le plan de communication s'articulera autour de trois axes majeurs : information locale et touristique, sensibilisation à la transition écologique et aux mobilités douces et partenariats avec les acteurs locaux.

COÛT ET FINANCEMENT

Budget estimé :

- Fonctionnement : env. 5 à 10K€/an

DÉLAI ET CALENDRIER

Période de mise en œuvre :

- A partir de juin 2025 et selon avancement des aménagements des VVP

IMPACTS ET ATTENDUS

Bénéfices à court et moyen termes :

- Habitants du département : encourager les déplacements quotidiens à vélo ou à pied, et sensibiliser conducteurs, cyclistes et piétons aux règles à respecter lorsqu'ils emprunteront une VVP
- Touristes et cyclotouristes : attirer de nouveaux visiteurs et encourager un tourisme durable
- Acteurs locaux : obtenir leur implication dans le projet

CONDITIONS DE RÉUSSITE

Facteurs clés :

- Une communication régulière sur divers supports (prints, audios, numériques...)
- Une communication adaptée à chaque public (signalisation, affiches, flyers, ateliers de sensibilisation, articles, guides, ...)

Convention juridique et partenariats

Cadre juridique de la superposition d'affectations dans le cadre des VVP

Le tracé des Voies Vertes Pâles emprunte non seulement des routes départementales mais également des voies communales.

Un montage juridique dédié, posé et encadré par le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P), permet de formaliser la pluralité d'affectations de biens relevant du domaine public : la superposition d'affectations.

En l'espèce, outre leur affectation initiale à la circulation de véhicules terrestres à moteur, dont les Communes ont la gestion, les dépendances du domaine public routier concernées par le tracé des Voies Verts pâles recevront une affectation supplémentaire liée à la mobilité douce (cf. VVP), dont le Département aura la gestion.

Le CG3P exige non seulement que l'affectation supplémentaire soit compatible avec l'affectation initiale mais également la conclusion d'une convention pour régler les modalités techniques et financières de cette double affectation (cf articles L.2123-7, L.2123-8, R.2123-15 à R.2123-17).

Concrètement, la superposition d'affectations permettra :

- De garantir un usage partagé des voies figurant sur le tracé des VVP (circulation véhicules à moteur / mobilité douce)
- Un partage des responsabilités en fonction des usages
- Un exercice partagé du pouvoir de police en fonction des usages
- Au Département, bénéficiaire de l'affectation supplémentaire, d'assurer l'entretien courant desdites voies (répartition à faire arbitrer + en/hors agglomération) et l'implantation de la signalisation nécessaire à l'affectation supplémentaire.

La convention de superposition d'affectations doit être approuvée par l'organe délibérant de chaque Collectivité (Département et commune).

Évaluation, suivi et révision du schéma

SUIVI ET ÉVALUATION DU SCHÉMA

La mise en place d'indicateurs d'évaluation et de suivi est essentielle pour mesurer l'impact et l'efficacité du schéma de mobilité douce. Les indicateurs sélectionnés permettent de suivre de manière rigoureuse les progrès réalisés sur les différents objectifs, qu'il s'agisse de la création d'un tracé incontournable, de la promotion des mobilités douces, du développement de l'offre touristique autour du vélo, ou encore de l'amélioration de la sécurité des cyclistes. Ces indicateurs, à la fois quantitatifs et qualitatifs, fourniront une vision claire des avancées, permettront d'identifier les défis à relever et d'ajuster les actions entreprises en fonction des résultats obtenus. Leur suivi régulier assurera la bonne mise en œuvre du projet et son adaptation aux attentes des usagers et des territoires.

Définir un tracé incontournable répondant aux attentes des usagers de la mobilité douce dans le département

S'agissant du premier objectif de notre schéma, il est essentiel d'évaluer les progrès réalisés à travers des indicateurs pertinents. Ces indicateurs visent à mesurer l'étendue des aménagements, l'accessibilité des sites culturels et touristiques.

Le suivi de la longueur totale du tracé aménagé permet de vérifier l'avancée concrète des infrastructures sur le territoire, avec un objectif clair de 1 200 km d'ici 2027. La connectivité des sites culturels et touristiques est un élément clé pour garantir que le tracé réponde aux besoins des itinérants et des familles, en créant un réseau attractif et fonctionnel.

Les indicateurs de suivi proposés sont donc les suivants :

Indicateur 1 : Longueur totale du tracé aménagé (en km)

Nature : Mesure quantitative

Fréquence : annuelle

Objectif : 100% des 1200 km prévus d'ici 2027

Responsable de la mesure et de la donnée : Direction des Routes / Cellule SIG du CD 19

Indicateur 2 : Nombre de sites culturels et touristiques accessibles depuis le tracé

Nature : Mesure quantitative

Fréquence : Annuelle

Objectif : 100% des PID connectés d'ici 2028.

Responsable de la mesure et de la donnée : Direction des Routes / Corrèze Tourisme / Cellule SIG du CD 19

Favoriser l'usage du vélo et des mobilités douces dans le département

L'un des axes prioritaires du schéma de mobilité douce est d'encourager une transition durable vers les mobilités actives, en particulier l'usage du vélo dans les déplacements quotidiens. Les indicateurs sélectionnés permettront de suivre l'évolution des pratiques et de mesurer l'efficacité des actions mises en place pour atteindre cet objectif.

Le suivi de la part modale du vélo dans les déplacements quotidiens, mesurée tous les deux ans, est un indicateur essentiel pour évaluer l'impact des initiatives en faveur du vélo dans le cadre de la vie quotidienne des habitants. L'évolution de la fréquentation des voies partagées, mesurée de manière continue grâce à des compteurs, permettra d'évaluer la popularité croissante de ces infrastructures. L'objectif global est d'accroître l'adoption des mobilités douces, tant au niveau des infrastructures que des comportements des usagers.

Indicateur 1 : Part modale du vélo dans les déplacements quotidiens (en %)

Nature : Mesure quantitative (enquête mobilité)

Fréquence : Tous les 2 ans

Objectif : Augmenter la part modale à 10% d'ici 2030

Responsable de la mesure et de la donnée : Direction de la Transition Ecologique et Énergétique

Indicateur 2 : Fréquentation des voies partagées (comptage du nombre de cyclistes)

Nature : Mesure quantitative (compteurs de vélos/piétons)

Fréquence : En continu sur différents tronçons

Objectif : +20% de fréquentation annuelle

Responsable de la mesure et de la donnée : Direction des Routes / Service SAP

Développer une offre touristique autour du vélo

Le développement d'une offre touristique autour du vélo constitue un levier fort pour dynamiser l'économie locale et valoriser les atouts du territoire. Les indicateurs retenus pour cet objectif mesurent à la fois l'évolution de l'offre touristique et l'impact économique du tourisme cyclable.

Le suivi du nombre de nouveaux produits touristiques créés par des opérateurs privés, ainsi que de l'évolution des hébergements adaptés aux cyclistes, permettra d'observer la diversification et l'enrichissement de l'offre touristique. Par ailleurs, l'impact économique du cyclotourisme sera mesuré à travers l'augmentation des nuitées touristiques liées à cette pratique. Ces indicateurs permettront de s'assurer que les efforts réalisés pour promouvoir le cyclotourisme bénéficient directement à l'économie locale et répondent aux attentes des usagers.

Indicateur 1 : Nombre de nouvelles offres et aménagements touristiques créés autour du vélo par les opérateurs du territoire

Nature : Mesure quantitative

Fréquence : Annuelle

Objectif : 5 nouvelles offres par an (ex : locations de vélos, idées séjours, service portage de bagages, aires d'accueil et de stationnement, itinéraires touristiques structurés, etc.)

Responsable de la mesure et de la donnée : Corrèze Tourisme

Indicateur 2 : Nombre d'opérateurs labellisés « Accueil Vélo »

Nature : Mesure quantitative

Fréquence : Annuelle

Objectif : 8 à 10 opérateurs labellisés / an.

Responsable de la mesure et de la donnée : Corrèze Tourisme

Indicateur 3 : Impact du tourisme cyclable sur l'économie touristique

Nature : Mesure qualitative (enquête auprès des opérateurs touristiques)

Fréquence : 2027-2028

Objectifs : 85% de satisfaction sur les aménagements réalisés. Augmentation de la part du tourisme cyclable dans leur activité (+10%)

Responsable de la mesure et de la donnée : Corrèze Tourisme

Améliorer la sécurité des cyclistes

Garantir la sécurité des cyclistes est un enjeu central du schéma de mobilité douce. Pour atteindre cet objectif, il est primordial de sécuriser les zones dangereuses identifiées et de suivre de près l'évolution des accidents impliquant des cyclistes.

Le nombre de zones dangereuses sécurisées et la réduction du nombre d'accidents permettront de mesurer l'efficacité des aménagements spécifiques mis en place. De plus, la satisfaction des usagers quant à la signalétique sera évaluée annuellement pour garantir que les infrastructures sont à la hauteur des attentes et besoins des cyclistes. Cette approche garantit une amélioration continue de la sécurité et une meilleure prise en compte des zones à risques dans l'aménagement du territoire.

Ces indicateurs offrent ainsi une vision claire des progrès réalisés en matière de sécurité, d'aménagement et de sensibilisation, et permettent de garantir la pérennité des actions engagées.

Indicateur 1 :
Nombre de zones dangereuses sécurisées par des aménagements spécifiques

Nature : Mesure quantitative
Fréquence : Annuelle
Objectif : 100% des zones prioritaires sécurisées d'ici 2028
Responsable de la mesure et de la donnée : Direction des Routes / Service d'appui au pilotage

Indicateur 2 :
Suivi et analyse de l'accidentologie sur les VVP

Nature : Mesure quantitative (statistiques d'accidents impliquant des cyclistes)
Fréquence : Annuelle
Objectif : Réduire de 50% le nombre d'accidents d'ici 2030
Responsable de la mesure et de la donnée : Direction des Routes / Service d'appui au pilotage

Indicateur 3 :
Qualité de la signalétique installée (taux de satisfaction des cyclistes)

Nature : Mesure qualitative (sondages auprès des cyclistes)
Fréquence : Tous les ans
Objectif : 90% de satisfaction d'ici 2027
Responsable de la mesure et de la donnée : Direction des Routes / Service d'appui au pilotage

Révision du schéma

Afin d'assurer une gestion dynamique et évolutive du schéma de mobilité douce, des modalités de mise à jour seront définies pour ajuster le plan en fonction des résultats obtenus.

Dès la mise en œuvre du schéma, lors des études et travaux pour la mise en place de la signalisation ou d'un aménagement , des modifications de tracés peuvent être envisagées. Celles-ci ne devront pas représenter plus de 10 % du tracé et devront être présentées aux élus de la Commission Permanente du Conseil départemental, à la faveur d'une délibération sur l'évaluation et une éventuelle révision.

Par ailleurs, une évaluation intermédiaire sera réalisée tous les deux ans, basée sur les indicateurs clés. Cette évaluation permettra d'identifier les écarts par rapport aux objectifs fixés et d'analyser les éventuels obstacles rencontrés. En fonction des données recueillies, des réajustements pourront être envisagés, notamment au niveau des itinéraires, des infrastructures ou des aménagements. Une révision globale du schéma devra être réalisée a minima tous les 10 ans.

Tout au long de la vie du schéma, des ateliers de concertation avec les acteurs locaux (collectivités, opérateurs privés, associations de cyclistes et de marcheurs) seront organisés pour recueillir les retours d'expérience et co-construire les adaptations nécessaires. Le but est de maintenir une cohérence entre les besoins réels des usagers, les attentes des professionnels du tourisme et les priorités locales en matière de mobilité et de sécurité. De plus, ces ateliers favoriseront la mobilisation continue des parties prenantes, renforçant ainsi la pertinence des actions menées.

Le schéma pourra être ajusté en fonction des évolutions technologiques et des nouvelles pratiques de mobilité, comme l'essor du vélo à assistance électrique. Des points de suivi annuels seront instaurés pour garantir que le projet reste en phase avec les tendances et les besoins émergents. Cette flexibilité permettra au schéma de rester un outil stratégique adapté aux réalités locales et aux enjeux de la mobilité durable sur le long terme. Toute révision du schéma proposée après cette phase d'analyse et de concertation sera proposée à la validation de l'Assemblée Départementale.

Conclusion

Le schéma de mobilité douce s'appuie sur une méthode de travail collaborative, impliquant l'ensemble des territoires et les acteurs locaux. Grâce à une concertation approfondie avec les élus, les professionnels du tourisme, les associations et les usagers, un maillage solide de près de 1 200 km a été défini. Cette approche participative permet d'ajuster les itinéraires aux spécificités locales, en veillant à ce que la sécurité, la mobilité et l'attractivité touristique soient au cœur du projet. Chaque territoire contribue ainsi activement à la construction de ce réseau cohérent.

Les Voies Vertes Pâles offrent une formidable opportunité de dynamiser l'économie locale, notamment pour les secteurs de l'hébergement, de la restauration et de la location de vélos. En connectant des itinéraires clés aux sites touristiques majeurs, ce schéma de mobilité devient un levier puissant pour l'essor du cyclotourisme. L'essor du vélo à assistance électrique élargit également la fréquentation, en attirant un public plus diversifié, allant des familles aux sportifs amateurs, en passant par les randonneurs et les itinérants.

Au-delà du tourisme, ce réseau répond aux enjeux de mobilité quotidienne en milieu rural. Il propose une alternative douce, pratique et respectueuse de l'environnement, renforçant ainsi la cohésion entre les espaces de vie, de travail et de loisirs. Le choix de ne pas créer de nouvelles infrastructures lourdes mais d'adapter intelligemment les routes existantes s'inscrit dans une démarche de sobriété routière, respectant la ruralité tout en favorisant une utilisation partagée de la voirie.

En définitive, les Voies Vertes Pâles s'imposent comme un outil de développement durable, conciliant les besoins de mobilité avec ceux du développement touristique. Ce réseau permet de valoriser le patrimoine naturel et culturel du territoire, tout en améliorant la qualité de vie des habitants et en renforçant l'attractivité de la région. La mise en œuvre rapide et concertée de ce schéma garantit un impact concret et durable sur la mobilité douce, au bénéfice de tous.

UN RÉSEAU
DE **MOBILITÉ DOUCE**
POUR (RE) DÉCOUVRIR
LA CORRÈZE...

EN **V**OITURE **V**



À **V**ÉLO **V**



À **P**IED **P**



VOIES **V**ERTES **P**ÂLES

Bibliographie

Loi n° 2023-1103 du 22 décembre 2023 relative à la décentralisation et à la clarification des compétences en matière d'aménagement des mobilités douces.

Auteur : Assemblée nationale et Sénat français.

Date : 22 décembre 2023.

Contenu : Cadre législatif définissant les compétences des communes, EPCI et départements en matière de mobilités douces, incluant des dispositions pour les voies vertes.

Schéma national des véloroutes et voies vertes (SN3V), France Vélo Tourisme.

Auteur : France Vélo Tourisme.

Date : dernière mise à jour 2023.

Contenu : Document stratégique définissant les grands itinéraires cyclables à l'échelle nationale, avec une attention particulière sur le cyclotourisme et la mobilité à vélo.

Guide méthodologique pour la conception des voies vertes, CERTU (Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques).

Auteur : CERTU (aujourd'hui CEREMA).

Date : 2010.

Contenu : Guide technique décrivant les normes et recommandations pour la conception de voies vertes, y compris la signalisation, les aménagements sécuritaires et l'intégration paysagère.

Schéma régional des véloroutes et voies vertes 2020-2030 de Nouvelle-Aquitaine.

Auteur : Région Nouvelle-Aquitaine.

Date : 2020.

Contenu : Ce document propose des itinéraires régionaux de véloroutes et voies vertes dans la région Nouvelle-Aquitaine, en intégrant des objectifs de mobilité durable et de cyclotourisme, notamment en Corrèze.

Plan Vélo et mobilités actives 2023.

Auteur : Ministère de la Transition écologique et solidaire.

Date : 2023.

Contenu : Stratégie nationale de promotion de l'usage du vélo dans les déplacements du quotidien, avec des subventions et des mesures d'accompagnement pour le développement des infrastructures.

Sitographie

France Vélo Tourisme

Auteur : France Vélo Tourisme.

Date : Consulté en octobre 2024.

Contenu : Présente le réseau national des véloroutes et voies vertes, y compris la V87 La Vagabonde et d'autres itinéraires passant en Corrèze.

Lien : www.francevelotourisme.com

Ministère de la Transition Écologique - Mobilité Durable

Auteur : Ministère de la Transition Écologique.

Date : Consulté en octobre 2024.

Contenu : Site officiel des politiques gouvernementales concernant les mobilités douces en France, avec des documents sur les schémas de véloroutes nationaux et régionaux.

Lien : www.ecologie.gouv.fr

Plan Vélo - Gouvernement.

Auteur : Gouvernement français.

Date : Consulté en octobre 2024.

Contenu : Stratégie gouvernementale pour tripler la part modale du vélo en France, avec un focus sur les schémas de véloroutes et les infrastructures cyclables.

Lien : www.planvelo.gouv.fr

EuroVelo Routes - European Cyclists' Federation

Auteur : Fédération Européenne des Cyclistes.

Date : Consulté en octobre 2024.

Contenu : Réseau européen des véloroutes, dont l'EuroVelo 3 (Scandibérique), avec des itinéraires transnationaux qui traversent la France.

Lien : www.eurovelo.com

Plan Vélo, Ministère de la Transition écologique (2019).

Lien : www.ecologie.gouv.fr/plan-velo

Association Nouvelle Aquitaine mobilité

Lien : www.nouvelle-aquitaine-mobilites.fr/

Comité Régional du Tourisme

Lien : www.crt-nouvelle-aquitaine.com/

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Hôtel du département Marbot
9 rue René et Émile Fage - 19005 Tulle Cedex

CONVENTION

DE SUPERPOSITION D'AFFECTATIONS

DISPOSITIF VOIES VERTES PALES

ENTRE :

La Commune de XXX, dont le siège est situé … (Corrèze), représentée par **Monsieur/Madame** …, en qualité de **Maire**, dûment habilité(e) aux fins des présentes en vertu de la délibération du Conseil Municipal du ../../…,

Ci-après désignée "la **Commune**",

OU

La Communauté de communes / d'agglomération de XXX, dont le siège est situé … (Corrèze), représentée par **Monsieur/Madame** …, en qualité de **Président**, dûment habilité(e) aux fins des présentes en vertu de la délibération du Conseil Municipal du ../../…,

Ci-après désignée "l'**EPCI**",

d'une part,

ET

Le Département de la Corrèze, dont le siège est situé 9, rue René et Emile FAGE, BP199, 19000 TULLE Cedex (Corrèze), représentée par **Monsieur Pascal COSTE**, en qualité de Président, dûment habilité aux fins des présentes en vertu de la délibération du Conseil Départemental du ../../….,

Ci-après désigné "**le Département**", ou "**le Bénéficiaire**",

d'autre part.

Les entités visées ci-dessus étant, au sein des présentes, collectivement désignées par « **les PARTIES** »,

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Par délibération du 12 avril 2024, le Conseil Départemental de la Corrèze a approuvé le plan de déploiement des Voies Vertes pâles (VVP) et sa mise en œuvre, lequel participe du schéma départemental des mobilités douces.

Pour élaborer le cadre de ce plan départemental ambitieux, une démarche préalable a consisté à associer les différents acteurs du territoire.

En suivant, une esquisse de tracé a été réalisée pour chaque territoire. Ce tracé, qui relie les points d'intérêt départemental entre eux, valorise les aménagements et infrastructures existants sur les territoires.

Une étude a été réalisée à titre expérimental sur le territoire de la Xaintrie en février 2024.

Le retour d'expérience étant concluant, le Département a entendu généraliser la démarche aux 8 autres territoires corréziens.

Le tracé des Voies Vertes pâles emprunte routes départementales et voies dont la gestion est assurée par les communes et/ou établissements publics de coopération intercommunale du territoire.

Ainsi, outre leur affectation initiale à la circulation de véhicules terrestres à moteur, les dépendances du domaine routier des Communes et EPCI figurant sur ledit tracé ont vocation à être affectées également à la mobilité douce.

La solution de la superposition d'affectation est expressément prévue et encadrée par le Code général de la propriété des personnes publiques (articles L.2123-7, L.2123-8, R.2123-15 à R.2123-17), qui prévoit qu'un immeuble, dépendant du domaine public en raison de son affectation à un service public ou à l'usage du public, peut faire l'objet d'une ou de plusieurs affectations supplémentaires relevant de la domanialité publique dans la mesure où celles-ci sont compatibles avec ladite affectation.

Une telle superposition d'affectations donne lieu à l'établissement d'une convention destinée à régler les modalités techniques et financières de gestion de la voie concernée, en fonction de la nouvelle affectation et de la répartition des charges qui en résultent pour chacune des parties.

C'est dans ce cadre que la Commune / l'EPCI, gestionnaire du domaine routier, et le Département, porteur du projet d'affectation supplémentaire, se sont rapprochés pour conclure la présente convention.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet d'acter, sur les sections de voies du domaine routier communal / communautaire relevant du tracé des Voies Vertes pâles, la superposition des affectations suivantes :

- Affectation initiale : circulation routière de véhicules terrestres à moteur,
- Affectation supplémentaire : circulation en mobilité douce.

Ces deux affectations étant compatibles entre elles, la convention a pour objet de définir les modalités de gestion des dépendances domaniales correspondantes ainsi que les modalités de répartition des charges qui en découlent et le régime de responsabilité afférent.

La superposition d'affectations n'est pas un transfert de gestion du domaine ni une convention de gestion, dans la mesure où :

- l'affectation initiale est intégralement préservée et maintenue
- **le Bénéficiaire** ne se voit pas confier la gestion de l'affectation initiale, conservée par la Commune/ l'EPCI gestionnaire.

La superposition d'affectations permet de partager l'utilisation et la gestion d'une même dépendance du domaine routier entre les deux **PARTIES**.

Elle s'inscrit dans le plan et le tracé des Voies Vertes pâles tels qu'approuvés par délibération de l'assemblée départementale.

ARTICLE 2 – COMPATIBILITE ENTRE LES DEUX AFFECTATIONS

La superposition d'affectations implique que l'affectation supplémentaire, concrétisée ici au travers de la circulation en mobilité douce au titre des Voies Vertes pâles (out toute appellation qui s'y substituerait), soit compatible avec l'affectation initiale (circulation de véhicules terrestres à moteur) et ce, pendant toute la durée de la convention.

Le Bénéficiaire s'assure, à cet égard, du respect, par les différents usagers de l'affectation supplémentaire, des règles de cohabitation entre les différents usages et s'engage à en informer les usagers par tout moyen, y compris par des panneaux de signalisation.

Le libre accès aux sections de voies concernées doit être garanti pour tous les usagers desdites voies, que ce soit dans le cadre de l'affectation initiale ou de l'affectation supplémentaire.

ARTICLE 3– DUREE - ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature et de l'accomplissement des formalités propres à lui donner son caractère exécutoire. Elle est conclue pour une durée initiale de 10 (DIX) ans, renouvelable une fois pour la même durée.

ARTICLE 4 – INDEMNITE COMPENSATRICE

L'article L.2123-8 du Code général de la propriété des personnes publiques dispose que "*la superposition d'affectations donne lieu à indemnisation à raison des dépenses ou de la privation de revenus qui peuvent en résulter pour la personne publique propriétaire ou pour le gestionnaire auquel l'immeuble du domaine public a été confié en gestion ou concédé*".

En l'espèce, la superposition d'affectations n'engendre aucun préjudice financier pour la Commune / l'EPCI. Elle est par conséquent consentie à titre gratuit.

ARTICLE 5 – DROITS REELS

La présente convention n'emporte pas la délivrance de droits réels au sens de l'article L.2122-20 du Code général de la propriété des personnes publiques.

ARTICLE 6 – EXERCICE DES POUVOIRS DE POLICE

Les pouvoirs de police sont exercés par chacun des affectataires au regard et dans les seules limites de chacune des affectations domaniales respectives, sur le périmètre du domaine routier concerné par la double affectation.

Ainsi, le Président du Conseil Départemental est compétent à l'égard des seuls usagers concernés par l'affectation supplémentaire, à l'effet de prendre toutes mesures règlementaires adaptées à l'objet de l'affectation superposée et permettant l'utilisation du domaine routier aux fins de mobilité douce dans le cadre des Voies Vertes pâles.

Il assure la coordination des autorités compétentes au titre des différentes polices.

Le Maire de la Commune / Le Président de l'EPCI exerce quant à lui l'ensemble des prérogatives qui lui sont reconnues par les dispositions applicables au titre de la gestion du domaine routier communal / d'intérêt communautaire concerné.

Il s'engage toutefois, sauf situation d'urgence ou de danger grave et imminent, à ne pas altérer la consistance des voies concernées et à n'y apporter aucune modification de nature à compromettre la superposition d'affectations ici convenue, sans l'accord préalable exprès du Président du Conseil Départemental.

ARTICLE 7 – ENTRETIEN - SIGNALISATION - TRAVAUX

En vertu de la présente convention, le Département s'engage :

- à implanter, à ses frais, sur les sections de voies figurant en **ANNEXE 1**, ou à leurs abords, des panneaux de signalisation et de balisage en lien avec les Voies Vertes pâles

- à mettre en place le cas échéant, à ses frais, un marquage au sol dans ce cadre.

Le Département s'engage également à assurer, à ses frais, l'entretien des voies et de leurs abords, dans les conditions définies par le cahier des charges du schéma des mobilités douces approuvé par délibération de l'assemblée départementale, dans sa version en vigueur.

En sa qualité de propriétaire et/ou gestionnaire, la Commune/l'EPCI est réputé(e) conserver la charge de toutes les opérations et travaux d'entretien des voies (de revêtement notamment) qui ne sont pas expressément assurées par le Département en application de l'alinéa précédent.

Elle conserve la charge de la signalisation autre que celle spécifique aux Voies Vertes pâles.

Le cahier des charges susvisé décrit la répartition de la charge de l'entretien et des travaux entre les deux **PARTIES**.
En signant la présente convention Le Maire / Président reconnaît qu'une copie du cahier des charges en vigueur à la date de signature lui a été communiquée. Il est informé que ce cahier des charges est susceptible d'être modifié par l'assemblée départementale à tout moment et que les obligations mises à la charge du Département s'entendent dans le cadre ainsi défini, en vigueur à la date de réalisation des travaux et/ou des opérations d'entretien.

Chaque partie s'engage à prévenir l'autre partie des travaux d'entretien qu'elle programme au titre des obligations qui lui incombent et ce, par quelque moyen que ce soit, au moins 1 mois avant leur réalisation.

ARTICLE 8 - RESPONSABILITE, DOMMAGES CAUSES AUX DEPENDANCES ET AUX PERSONNES

Chacune des parties est réputée responsable des dommages causés aux personnes et aux biens imputables à la gestion de l'affectation du domaine qui lui incombe ou de l'usage qui en est fait.

La Partie qui réalise des travaux ou fait réaliser des travaux pour son compte assume la responsabilité des dommages de toute nature pouvant en résulter.

Le Département est responsable, à compter de la signature de la convention et pendant toute sa durée, de l'état du Périmètre défini à l'article 1er, y inclus l'ensemble des aménagements réalisés y afférents (panneaux, signalisation, revêtement, signalétique…) ainsi que de l'état des emprises de ses aménagements, dans les limites et conditions posées à l'article 7 ci-dessus.

Le Département est également responsable de tous dommages aux personnes et aux biens pouvant résulter de l'utilisation de la dépendance en relation avec l'affectation dont il est bénéficiaire dans le cadre des travaux visés à l'article 7 et de l'entretien normal de ces aménagements.

Aucune des Parties ne saurait être a priori tenue pour responsable de dommages aux biens et aux personnes du fait d'une utilisation anormale des biens concernés par la double affectation par des tiers.

ARTICLE 9 – PROPRIETE DE LA SIGNALISATION IMPLANTEE

Le Département demeure propriétaire de toute signalisation et de tout balisage implantés sur le domaine routier communal/communautaire dans le cadre de l'affectation supplémentaire.

A l'échéance de la convention, le Département s'engage à procéder au retrait de toute signalisation et tout balisage dans un délai raisonnable.

Toutefois, les **PARTIES** pourront également faire le choix d'opérer le transfert de la propriété de la signalisation et du balisage à la Commune / à l'EPCI.

ARTICLE 10 – ETAT DES LIEUX ET REMISE EN ETAT

Les **PARTIES** déclarent connaître parfaitement les lieux objets des présentes ainsi que l'état dans lequel ils se trouvent et connaître les obligations dont elles sont susceptibles d'avoir la charge au titre de l'affectation qui concerne chacune d'elles.

Un état des lieux entrant est contradictoirement établi par les PARTIES dès l'entrée en vigueur de la présente convention.

Lorsqu'il est mis fin à l'affectation supplémentaire, un état des lieux sortant contradictoire est dressé.

Six mois avant le terme de la convention, le bénéficiaire s'engage à effectuer tous travaux de remise en état afin de rendre les lieux conformes à leur destination initiale. Cette obligation s'entend dans le cadre des limites posées à l'article 7.

L'EPCI / La Commune peut toutefois renoncer, par écrit, entièrement ou partiellement à la remise en état des lieux.

La gestion revient, sans indemnités, à la Commune / à l'EPCI qu'il y ait remise en état ou renonciation à celle-ci.

ARTICLE 11 – RESILIATION

11-1 RESILIATION A L'INITIATIVE DU BENEFICIAIRE

Le Département peut, à tout moment, demander la résiliation de la présente convention en adressant une lettre recommandée avec avis de réception à la Commune / l'EPCI, notamment lorsqu'il est mis fin à l'affectation supplémentaire. La remise en état des lieux s'effectue dans les conditions précisées à l'article 10.

La résiliation prendra effet à l'issue d'un délai de 6 mois à compter de la date de réception par la Commune de la lettre recommandée.

Cette résiliation ne donne lieu à aucune indemnisation au profit de la Commune / de l'EPCI.

11-2 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL A L'INITIATIVE DE LA COMMUNE / L'EPCI

La Commune / L'EPCI conserve le droit, si un changement d'affectation rendait impossible la poursuite de la présente convention ou si les besoins de la gestion ou de l'exploitation du domaine routier objet des présentes venaient à l'exiger, de requérir la résiliation de la présente convention de superposition d'affectations, sans que le bénéficiaire puisse s'y opposer.

En pareille hypothèse, la Commune / l'EPCI indemnisera le Département de l'ensemble des préjudices subis, intégrant notamment les frais engagés au titre de la création des VVP, de l'entretien et du renouvellement du revêtement de la chaussée ainsi que les frais d'enlèvement des installations (signalisations…) qu'il aura supportés.

La résiliation pour un motif d'intérêt général prend effet à l'issue de l'observation d'un préavis de 6 mois, déclenché à la date de réception dudit courrier.

ARTICLE 12 – LITIGES

Les **PARTIES** s'accordent pour tenter de régler tout litige survenant dans l'exercice de la présente convention par la voie amiable.

Toutefois, en cas de litige non résolu par la voie amiable, la juridiction compétente pour statuer sur les différends auxquelles pourraient donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Limoges.

Fait en deux exemplaires originaux,

A TULLE, le …… Pour **le Département de la Corrèze,** Le Président Pascal COSTE	A, le …….. Pour la **Commune de** …, Le Maire

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CD.2024.11.28/302

Réunion du 28 novembre 2024

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

ROUTES 2030 - PLANIFICATION PROJETS DE CONTOURNEMENT

RAPPORT

Le plan "Routes 2030" a été établi pour planifier les études routières nécessaires aux travaux de demain, en priorisant les aménagements de sécurité et le développement socio-économique de nos territoires, en assurant la desserte de zones économiques et en améliorant la connexion aux grands réseaux routiers, tout en réduisant concomitamment les circulations en traverses de bourgs et en améliorant l'impact environnemental du réseau par la réalisation de nouveaux aménagements de préservation du milieu naturel.

Le présent rapport fait le point sur la planification prévisionnelle des projets de déviations de Varetz, suite au choix de la variante de tracé, et de Meymac. Il est également l'occasion d'informer l'assemblée départementale de l'état d'avancement des travaux du contournement de Lubersac.

DEVIATION DE VARETZ - RD901

Pour rappel :

Ce projet d'un linéaire de 5,8 km se situe sur les communes de Varetz, Saint-Viance, et Allassac. Il permet de réaliser la partie centrale de la liaison Brive/Objat dont les travaux aux extrémités avaient été réalisés dans les années 2000. Cette opération s'inscrit entre le giratoire de la Nau à Saint-Viance, et le giratoire de Saint-Laurent à Allassac, conformément au plan joint en annexe 1.

L'objectif de cet aménagement est de fluidifier et de sécuriser l'itinéraire de la RD901, qui supporte jusqu'à presque 14 000 véhicules par jour en moyenne selon le tronçon sur l'itinéraire, dont jusqu'à environ 500 poids lourds en moyenne par jour. Ce projet reportera notamment le trafic de transit sur ce nouvel axe, tout en continuant à assurer la desserte des centres-bourgs par des raccordements depuis cette nouvelle infrastructure.

Le Conseil Départemental, lors de sa séance plénière du 12 juillet 2024 a approuvé le bilan de la concertation publique qui s'était déroulée du 16 janvier au 16 février 2024, ainsi que le choix du tracé.

Les études se poursuivent, donc actuellement sur la base du tracé retenu, à commencer par la définition des optimisations techniques et financières, pour approbation des alternatives correspondantes et calage définitif des limites d'emprises associées, le tout avant fin d'année 2024.

L'opération devrait alors par la suite, dès début 2025, se décliner par étapes principales, selon l'échéancier suivant, dont le détail figure sur le planning joint en annexe 2 :

- ✓ Année 2025 :
  - Ensemble des études environnementales au droit du tracé, et au-delà pour la définition des sites de compensation,
  - Constitution des dossiers réglementaires,
  - Négociations foncières à l'amiable sous emprise du projet, et pour les sites de compensation,
  - Études techniques de niveau avant-projet, y compris les premières reconnaissances géotechniques et modélisations hydrauliques, préalables à la constitution des dossiers de consultation des entreprises de travaux.

- ✓ Année 2026 :
  - Dépôt des dossiers réglementaires pour instruction par les services de l'état, et objectif d'obtention des arrêtés préalables aux autorisations de travaux pour décembre 2026,
  - Études techniques détaillées de niveau projet.

- ✓ Années 2027 et suivantes :
  - Travaux préparatoires de défrichement, de dévoiement de réseaux, et de diagnostic archéologique au cours du 1er semestre 2027,
  - Finalisation des dossiers et consultation des entreprises de travaux, avec un objectif de notification des marchés de travaux, fin d'été 2027,
  - Réalisation des travaux dès le 2nd semestre 2027, et sur la période 2028-2030, selon les choix budgétaires qui seront définis.

Cette planification prévisionnelle reste toutefois conditionnée d'une part par l'opportunité de disposer de l'ensemble des surfaces de compensation, d'autre part par les acquisitions foncières par voie amiable, idéalement pour fin 2025, ou au plus tard au cours du 1er semestre 2026. Dans le cas contraire, le report de l'instruction des dossiers réglementaires pour le premier cas, ou le recours à la procédure d'expropriation pour le second cas, décaleraient la phase travaux d'autant.

Evolution depuis la séance du 12 juillet 2024 :

Les collectivités dont les délibérations étaient attendues pour la déviation de Varetz sont jointes en annexe :

- Commune de Varetz : avis favorable par délibération du 04 juillet 2024.
- Communauté d'Agglomération de Brive : avis favorable par délibération du 4 novembre 2024.

Toutes les instances concernées ont délibéré favorablement.

L'Assemblée est ainsi informée de la planification prévisionnelle de l'opération de la déviation de la RD901 qui peut se poursuivre.

DEVIATION DE MEYMAC

Pour rappel :

Ce projet d'un linéaire de 4 km selon le tracé joint en annexe 3, permettra de délester le centre-bourg, dont le trafic actuel s'établit à environ 2 000 véhicules/jour dont 100 poids lourds et grumiers qui y transitent.

Le Conseil Départemental est assuré de la pleine adhésion des territoires qui ont délibéré favorablement au projet (Communautés de Communes de Haute-Corrèze Communauté, Vézère - Monédières - Millesources, de la Commune de Meymac et du Parc National Régional de Millevaches).

La poursuite des études jusqu'à fin 2024, concernent principalement les ajustements ponctuels de tracé et les décisions associées, sollicités par les acteurs économiques locaux. La définition précise des limites d'emprises du projet devrait par ailleurs être ainsi définitive pour cette fin d'année.

L'opération devrait alors par la suite dès début 2025, se décliner par étapes principales, selon un échéancier proche de celui décrit pour le projet de déviation de la RD901, selon les modalités suivantes, dont le détail figure sur le planning joint en annexe 4 :

- ✓ Année 2025 :
  - Compléments d'inventaires environnementaux pour mise à jour des données écologiques au droit du tracé, et au-delà pour la définition des sites de compensation,
  - Compléments de rédaction et mise à jour des dossiers réglementaires,
  - Négociations foncières à l'amiable sous emprise du projet, et pour les sites de compensation,
  - Études techniques de niveau projet, y compris les reconnaissances géotechniques complémentaires, préalables à la constitution des dossiers de consultation des entreprises de travaux.

- ✓ Année 2026 :
  - o Dépôt des dossiers réglementaires pour instruction par les services de l'état, et objectif d'obtention des arrêtés préalables aux autorisations de travaux pour décembre 2026,
  - o Constitution des dossiers de consultation des entreprises de travaux.

- ✓ Années 2027 et suivantes :
  - o Travaux préparatoires de défrichement, de dévoiement de réseaux, et de diagnostic archéologique au cours du 1er trimestre 2027,
  - o Consultation des entreprises de travaux, avec un objectif de notification des marchés de travaux l'été 2027,
  - o Réalisation des travaux dès le 2nd semestre 2027, et sur la période 2028-2030, selon les choix budgétaires qui seront définis.

Les réserves exposées ci-dessus pour le projet de la déviation de la RD901 vis-à-vis de cette planification prévisionnelle et des reports éventuels de calendrier, restent identiques pour le projet du contournement de Meymac.

Evolution depuis la séance du 12 juillet 2024 :

Les collectivités dont les délibérations étaient attendues pour le contournement de Meymac sont jointes en annexe :

- Communauté de Communes de Haute-Corrèze Communauté : avis favorable par délibération du 24 septembre 2024.
- Communauté de Communes Vézère - Monédières - Millesources : avis favorable par délibération du 07 octobre 2024.
- Commune de Meymac : avis favorable par délibération du 07 octobre 2024.
- Parc National Régional de Millevaches : avis favorable par délibération du 24 septembre 2024.

Toutes les instances concernées ont délibéré favorablement.

L'Assemblée est ainsi informée de la planification prévisionnelle de l'opération du contournement de Meymac qui peut se poursuivre.

CONTOURNEMENT DE LUBERSAC

Ce projet d'un linéaire global de 4 km, dont le tracé figure en annexe 5, doit permettre la réduction du trafic de transit dans le centre-bourg, actuellement de l'ordre de 4 300 véhicules par jour dont environ 400 poids lourds par jour, induisant une baisse significative des nuisances actuellement supportées par les riverains et une amélioration des conditions générales de circulation, ainsi qu'une meilleure desserte des zones économiques.

Lors de sa séance du 12 juillet 2024, le Conseil Départemental avait été informé de la décision de la Commission d'Appel d'Offres du 19 mars 2024, sur la répartition et l'attribution des travaux.

Les travaux généraux ont pu démarrer dès le début d'été 2024, et se poursuivent selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- ✓ Poursuite des terrassements généraux jusqu'à la fin d'année 2024, y compris au droit de la zone de fouille archéologique prévue d'être libérée à partir de la mi-novembre 2024,
- ✓ Ensemencements des terres et plantations dès novembre 2024 et au cours du 1er trimestre 2025,
- ✓ Réalisation des couches de formes et assainissements de surface au cours du 1er trimestre 2025,
- ✓ Réalisation des deux carrefours giratoires d'extrémité de mi-février à mi-mars 2025,
- ✓ Réalisation des couches de chaussées en mars-avril 2025,
- ✓ Réalisation des travaux en régie (glissières métalliques, signalisation verticale, signalisation horizontale) principalement courant mai 2025.

La mise en service de l'infrastructure est envisageable au cours de la première quinzaine de juin 2025.

L'Assemblée est ainsi informée de l'avancement de l'opération du contournement de Lubersac et de la planification prévisionnelle des travaux jusqu'à la mise en service.

CONTOURNEMENT DE NOAILLES

Pour ce projet d'un linéaire de 1 350 m, dont le tracé figure en annexe 6, les études de tracé et les études environnementales préalables ont été réalisées.

Fin 2025, une évaluation de l'influence de la déviation de Malemort sera réalisée sur les reports de trafics.

En 2026, le Conseil Départemental en déterminera la suite à donner à cette opération.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2024.11.28/302

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 28 novembre 2024

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

ROUTES 2030 - PLANIFICATION PROJETS DE CONTOURNEMENT

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2024.11.28/302 en date du 28 novembre 2024, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Jean-Marie TAGUET, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : le Conseil Départemental prend acte de l'avancement et de la planification prévisionnelle du projet de la déviation de la RD901.

Article 2 : le Conseil Départemental prend acte de l'avancement et de la planification prévisionnelle du projet de contournement de Meymac.

Article 3 : le Conseil Départemental prend acte de l'état d'avancement de l'opération de contournement de Lubersac et de la planification prévisionnelle des travaux au cours du 1er semestre 2025 jusqu'à la mise en service de l'infrastructure.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 28 novembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241128-14115-DE-1-1
Date de publication : 28 novembre 2024

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-huit novembre, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Ghislaine DUBOST	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Monsieur Eric ZIOLO

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

OBJAT

BRIVE

N

RD133

RD148

RD133

RD901

Giratoire RD901 / RD148

RD9E1

RD9E1

RD5E1

Saint-Viance

Nouveau giratoire

Nouveau giratoire

RD901

Varetz

RD901

Allassac

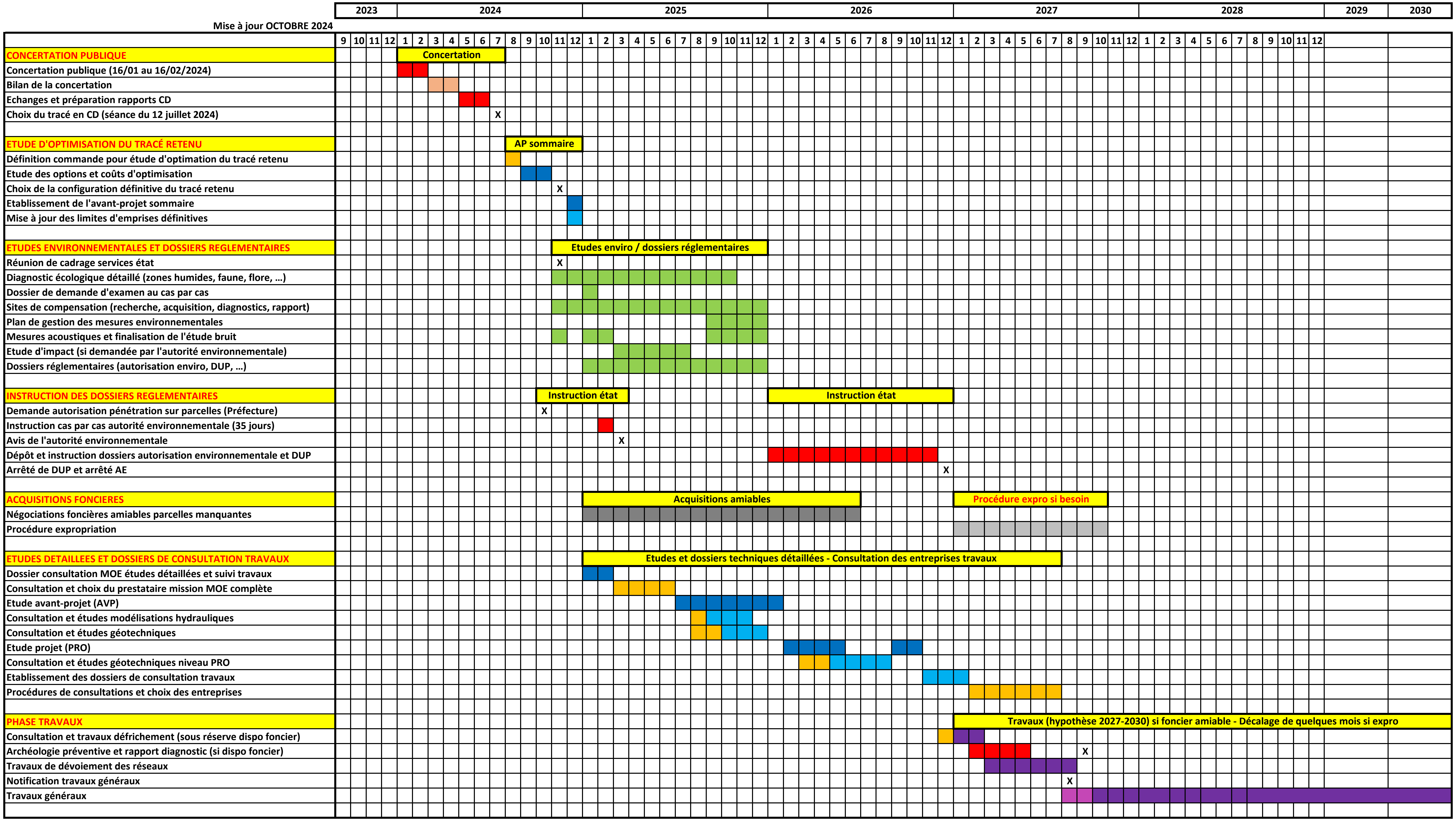
Giratoire RD901 / RD17

0 100 200m 500m

Echelle : 1/12 500

DEVIATION RD901 - Planning prévisionnel d'opération

Allassac - Varetz - Saint-Viance



RD30E2

RD30

RD36

RD36E

RD30E1

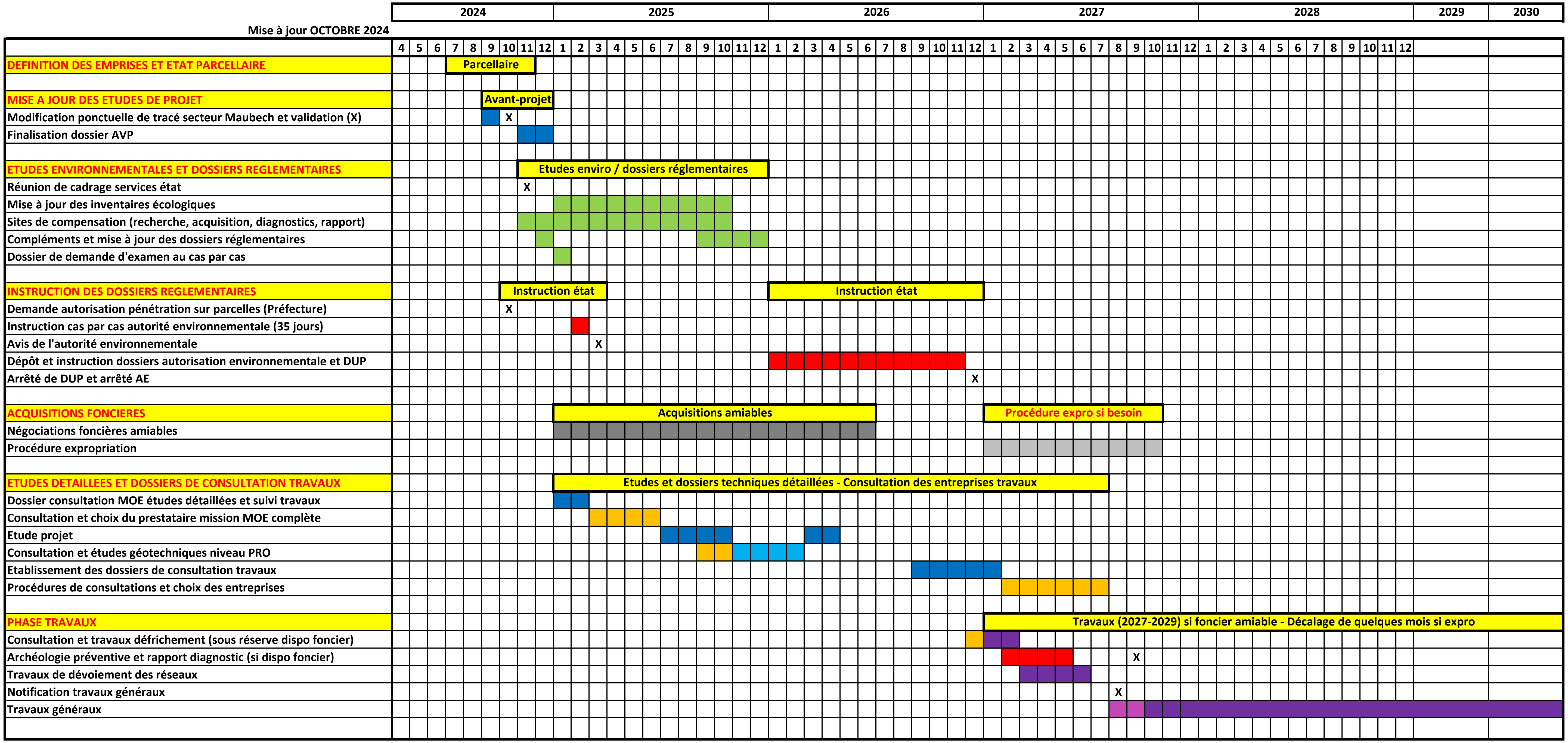
Meymac

Gare

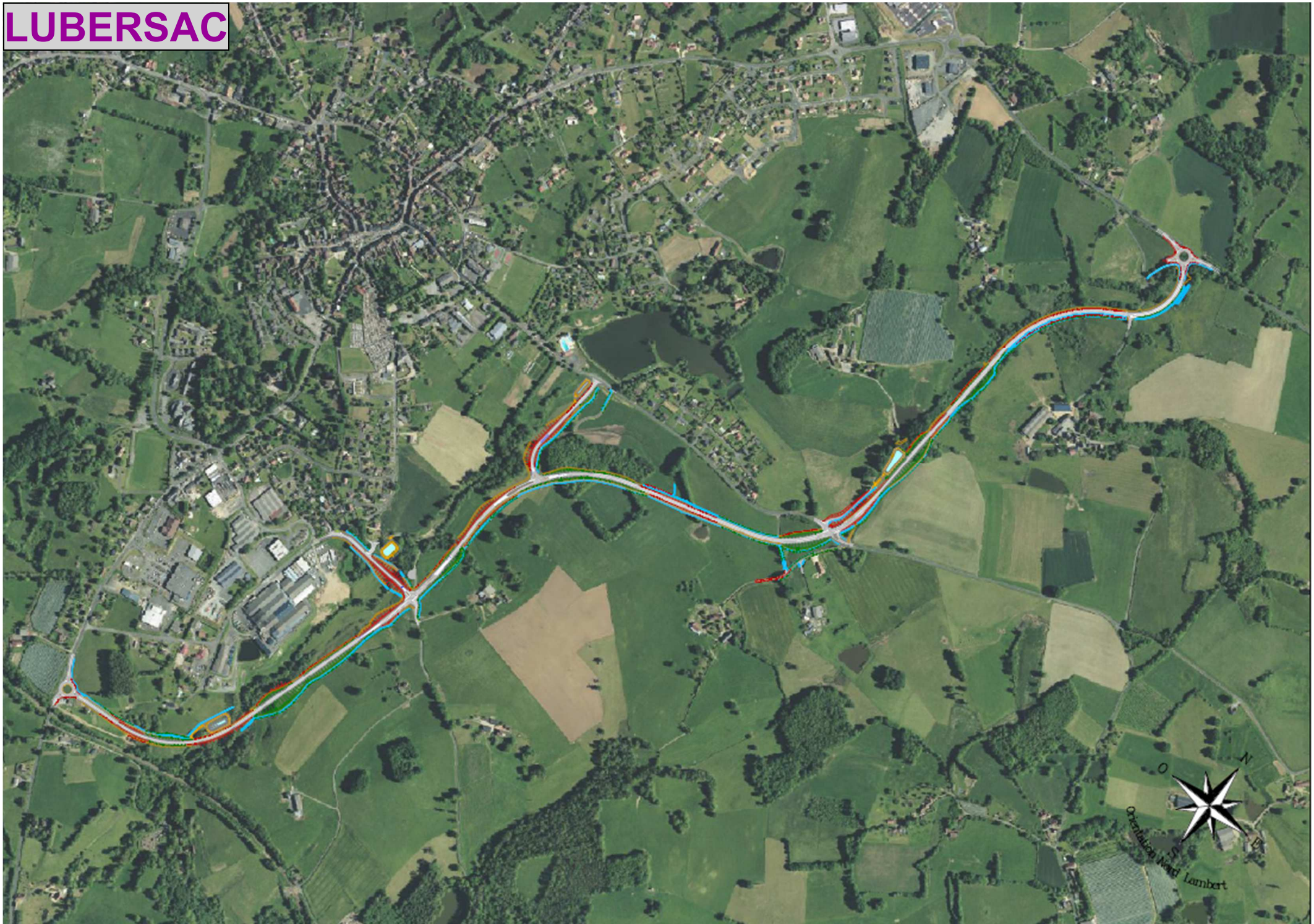
RD979

N

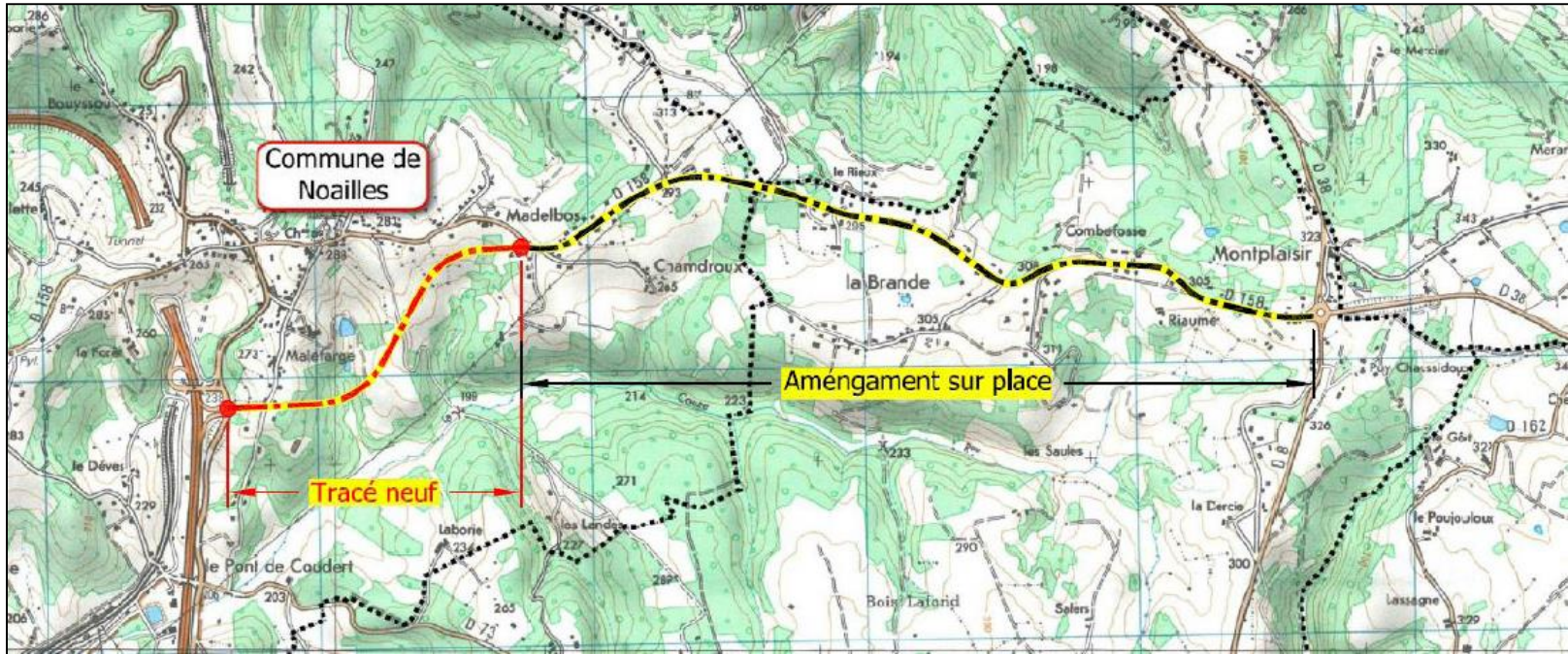
CONTOURNEMENT DE MEYMAC - Planning prévisionnel d'opération



LUBERSAC




TUNNEL 198m.
VIADUC 175m.


Commune de Noailles
Tracé neuf
Aménagement sur place
Madelbos
Chamdroux
la Brande
Combefosse
Montplaisir
Riaume
Malefarge
le Pont de Caddert
Laborie
les Landes
les Saules
la Dercie
le Poujoulou
Bois Lafarid
Solers
Lassagne
le Mercier
le Rieux
le Bouyssou
le Fozet
le Déves
Puy Chassidoux
D 158
D 38
D 162

Commune de
VARETZ

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département de la Corrèze

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Délibération n°MA-DEL-2024-040 du 04 juillet 2024

COMMUNE de VARETZ

Nombre de membres :
En exercice : **19**
Présents : **13**
Qui ont pris part à la délibération : **17**
Dont pouvoirs : **4**

Date de la convocation : **29/06/2024**
Date d'affichage : **08/07/2024**

17 VOTANTS
14 POUR
1 CONTRE
2 ABSTENTIONS

L'an **deux mil vingt quatre, le quatre juillet**, à **20h30**, le Conseil Municipal de la commune **de VARETZ**, **régulièrement convoqué**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la **salle du Conseil Municipal**, après convocation légale, sous la présidence de **Mme Béatrice LONDEIX,** Maire.

Étaient présents : Mme Béatrice LONDEIX, Mme Marie-Christine COURSIERE, M. Frédéric BARBIER, Mme Mylène JAYLES, M. Anthony CARROLA, Mme Sabine TERNAT, M. François BERNIER, Mme Cylvy NEPLE, M. Jean-Philippe TAURISSON, Mme Marie-Aimée DESAILLE, M. Dominique VENOT, Mme Patricia PATIENT, M. Joël AYMARD.

Étaient absents excusés : M. Laurent VIOZELANGE, M. Clément TALLERIE, M. Christian ESCURE, Mme Khadija CHIBOU.

Étaient absents non excusés : Mme Aurélie VERLHAC, Mme Catherine GOULMY.

Procurations : M. Laurent VIOZELANGE en faveur de Mme Béatrice LONDEIX, M. Clément TALLERIE en faveur de Mme Mylène JAYLES, M. Christian ESCURE en faveur de M. Frédéric BARBIER, Mme Khadija CHIBOU en faveur de M. Dominique VENOT.

Secrétaire : Anthony CARROLA.

OBJET : Déviation de Varetz : avis sur les tracés de la RD 901 : bilan de la concertation par le Conseil Départemental

Madame Le Maire rappelle les objectifs du Conseil Départemental : soumettre à la concertation les travaux nécessaires à l'aménagement de la liaison assurée par la RD 901 entre le carrefour de la barrière de St Laurent (RD901-RD17-RD9e) et le carrefour de la RD901 avec la RD148 sur la commune de St Viance.

Le projet de déviation a pour objectif de diminuer le trafic dans le centre bourg de Varetz et sur le linéaire concerné mais aussi d'assurer une meilleure desserte des activités situées dans le secteur d'Objat. Six variantes sont proposées.

Une concertation publique s'est déroulée du 16 janvier au 16 février 2024 en Mairie après une réunion publique à l'Espace Colette le 16 janvier où Monsieur le Président du Conseil Départemental a pu répondre aux interrogations du public des communes d'Allassac, St Viance et Varetz. Pendant toute la durée de la concertation, le projet détaillé a été mis à disposition du public ainsi qu'un registre et une adresse mail où chacun a pu s'exprimer. Une enquête auprès des commerçants et de leurs clients a été réalisée. Un power point est présenté à l'assemblée en reprenant les contributions des varetziens recueillies sur le registre, par mails, par courriers, au travers d'une enquête auprès des commerçants et de leurs clients.

Après un temps d'échanges sur le sujet, il est demandé au conseil municipal de se prononcer :

1° - sur l'opportunité de réaliser la déviation de VARETZ ;
2° - si « oui », de se prononcer sur le choix du tracé ;

A la demande d'un tiers des membres présents, il est procédé à un vote à bulletin secret, accepté à l'unanimité.

Résultat du vote :

- **14 voix pour la déviation de Varetz – Tracé n° 1 ;**
- **1 voix contre ;**
- **2 abstentions.**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
019-211927801-20240704-MA-DEL-2024-040-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 08/07/2024

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,
Résultat du vote : POUR : 14 Contre : 1 Abstentions : 2

- SE PRONONCE POUR la déviation de Varetz et RETIENT LE TRACE N° 1.

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date d'affichage, d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent.

Pour extrait certifié conforme
Le Maire, Mme Béatrice LONDEIX

MAIRIE DE VARETZ
19 (Corrèze)

Le secrétaire de séance,
M. Anthony CARROLA,

AGGLO de Brive
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN DE BRIVE

2024 - 229

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

_____

SEANCE PUBLIQUE
du Lundi 04 novembre 2024
à 18h00

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt-quatre, le lundi quatre novembre à 18h00, le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni Grande Salle - Sainte-Féréole, sous la présidence de Monsieur Frédéric SOULIER, Président.

La convocation a été établie et affichée le mardi 29 octobre 2024.

PRESENTS :
Monsieur Claude ACHARD, Monsieur Gérard BAGNOL, Monsieur Frédéric BARBIER, Monsieur Michel BERIL, Madame Sylvie BOEL, Monsieur Francis BORDAS, Madame Dominique BORDEROLLE, Monsieur Jean-Philippe BOSSELUT (A partir de 18h26), Madame Laurence BOUILLAGUET, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Jean-Marc BRUT, Monsieur Stéphane BRUXELLES, Monsieur Philippe CLEMENT, Monsieur Steve CLOG DACHARRY, Madame Anne COLASSON, Monsieur Bernard CONTINSOUZAS, Monsieur Michel DA CUNHA, Monsieur Laurent DARTHOU, Madame Isabelle DAVID, Monsieur Philippe DELARUE (A partir de 18h21), Madame Sabine DELORD, Madame Josette DELPY, Monsieur Jean-Claude DESCHAMPS, Monsieur Didier DUBUIS, Madame Josette FARGETAS, Madame Danielle FAUCON, Madame Marie FINDELING, Monsieur Daniel FREYGEFOND, Monsieur Jean-Paul FRONTY, Madame Catherine GABRIEL, Monsieur Laurent GALLAND, Monsieur Yves GARY, Madame Céline GAUL, Madame Chloé HERZHAFT, Madame Marie-Christine LACOMBE, Madame Hélène LACROIX, Monsieur Alain LAPACHERIE, Monsieur Yves LAPORTE, Monsieur Jean-Louis LASCAUX, Monsieur Jérôme LAURIER, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Régis LESCURE, Madame Sylvie LORENZON, Monsieur Walter MAMMOLA, Monsieur Christian MARCOU, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Monique MAS, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Jean-Louis MICHEL, Monsieur Pierre MONTEIL, Monsieur François PATIER, Monsieur Jean-Pierre PESTOURIE, Monsieur Franck PEYRET, Monsieur Jean PONCHARAL, Monsieur Christian PRADAYROL, Monsieur François PRINCE, Madame Annie REYNAUD, Monsieur Jean-Claude REYNAUD, Monsieur Paul ROCHE, Monsieur Guy ROQUES, Monsieur Bernard ROUSSELY, Madame Laurence SEGUY, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Frédéric SOULIER, Monsieur Henri SOULIER, Monsieur Jean-Luc SOUQUIERES, Monsieur Denis TABARD, Monsieur Jacques VEYSSIERE, Monsieur Philippe VIDAU, Madame Carine VOISIN-TRENY, Monsieur Alain ZIZARD.

ABSENTS EXCUSES AYANT DONNE MANDAT DE VOTE :

Mandants	Mandataires	Date Procuration
Madame Martine CONTIE	Madame Catherine GABRIEL	03/11/2024
Madame Christine CORCORAL	Monsieur Jérôme LAURIER	04/11/2024
Madame Najat DELDOULI	Madame Carine VOISIN-TRENY	22/10/2024
Madame Alexandra DOUSSAUD	Monsieur Christian PRADAYROL	04/11/2024
Madame Nelly DUFFAUT	Monsieur Alain ZIZARD	04/11/2024
Madame Dominique EYSSARTIER	Madame Sandrine MAURIN	04/11/2024
Madame Corinne FERLAND	Monsieur Gérard SOLER	01/11/2024
Madame Fatima JACINTO	Monsieur Philippe DELARUE	04/11/2024
Madame Martine JOUVE	Madame Marie-Christine LACOMBE	22/10/2024
Monsieur Bernard LAROCHE	Madame Sylvie LORENZON	04/11/2024
Madame Sandrine MARTIN	Madame Marie FINDELING	22/10/2024
Madame Séverine ROSE-BROUSSEAUD	Monsieur Julien BOUNIE	22/10/2024
Monsieur Jean-Yves SOULIER	Monsieur Paul ROCHE	04/11/2024
Madame Valérie TAURISSON	Monsieur Philippe LESCURE	11/10/2024
Madame Lucette TRALEGLISE	Monsieur Philippe VIDAU	30/10/2024

TITULAIRES EXCUSES REPRESENTES PAR LEUR SUPPLEANT :
Madame Sandrine LABROUSSE (Titulaire excusée, représentée par son suppléant Jérôme LAURIER), Madame Beatrice LONDEIX (Titulaire excusée, représentée par son suppléant Frédéric BARBIER)

ABSENTS EXCUSES N'AYANT PAS DONNE MANDAT DE VOTE :
Monsieur Hubert BOURNOL, Monsieur Franck DELTERAL, Monsieur Jean-Marie GALAUD, Madame Shamira KASRI, Monsieur Carlos MARTINEZ, Monsieur Stéphane RAYNAUD.

Le conseil communautaire, réuni à la majorité de ses membres en exercice a désigné conformément aux dispositions de l'article L.2121.15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur François PRINCE, Conseiller Communautaire pour remplir les fonctions de secrétaire.

OBJET DE LA DELIBERATION : AVIS SUR LE PROJET DE DEVIATION DE LA ROUTE DEPARTEMENTALE 901 AU NIVEAU DU BOURG VARETZ

RAPPORTEUR : Monsieur Alain LAPACHERIE, Vice-Président

Signé numériquement
A : BRIVE (19100), FR
Le : 13/11/2024 à 8:29:31
Communauté d'agglomération du Bassin de Brive
Le Président
Frederic SOULIER

Date de publication : 13/11/2024

Le Département de la Corrèze a engagé son plan "Routes 2030" pour tracer les routes de demain dans un objectif d'aménagement et de développement du département de la Corrèze.

Dans ce cadre, il a été décidé de relancer le projet de déviation de la route départementale 901 (RD 901) qui s'inscrit sur le territoire des communes d'Allassac, Saint-Viance et Varetz, entre le giratoire de la barrière de Saint-Laurent, et le giratoire de la zone de la Nau.

Ce projet représente le maillon médian complémentaire de la liaison Brive-la-Gaillarde - Objat, et doit permettre de délester le trafic de transit et notamment de poids-lourds, de la traverse de Varetz, mais également de l'ensemble du linéaire concerné, largement bordé de constructions et d'accès riverains.

Le Département a organisé, du 16 janvier au 16 février 2024, une concertation publique pour présenter les différentes variantes de tracé.

A l'issue de cette concertation, lors de la séance plénière du 12 juillet 2024, les conseillers départementaux ont validé la "variante n°1", à savoir le tracé longeant l'actuelle RD 901.

La C.A.B.B. disposant de la compétence "eau potable" est concernée par ce dossier dans la mesure où le tracé proposé traverse en partie les périmètres de protection rapprochée (PPR) de type 1 et 2 de la prise d'eau de l'usine de production d'eau potable de Pigeon Blanc sur la Vézère (Ussac), située en aval du pont de Risquetout.

L'arrêté préfectoral du 17 avril 2023, portant déclaration d'utilité publique (DUP) des travaux de prélèvement des eaux et de l'instauration des périmètres de protection autour de cette prise d'eau stipule que, dans les deux PPR, *"sont interdits la création de nouvelles voies de communication à l'exception de voies vertes et de celles susceptibles d'améliorer la situation actuelle vis-à-vis des risques de pollution d'origine routière et sous réserves de respect des prescriptions, notamment les prescriptions relatives au projet de déviation du bourg de Varetz"* détaillées dans l'arrêté.

Ces prescriptions feront l'objet d'études spécifiques réalisées dans le cadre de la demande d'autorisation au titre du Code de l'Environnement du projet routier. Ainsi, il est proposé de porter un avis favorable au projet retenu par le Conseil Départemental.

Les trois communes concernées par le projet ont voté favorablement pour la variante 1.

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré

DECIDE

Article 1 : de donner un avis favorable à la variante n°1 du projet de contournement de la RD 901 retenu par le Conseil Départemental de Corrèze.

ADOPTE par 85 voix POUR

1 VOIX CONTRE
(CHLOE HERZHAFT)

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Date de publication : 13/11/2024

Accusé de réception en préfecture
019-200043172-20241113-2024-229-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

Envoyé en préfecture le 30/09/2024
Reçu en préfecture le 30/09/2024
Publié le
ID : 019-200066744-20240924-20240408-DE

HAUTE CORRÈZE COMMUNAUTÉ

Délibération n°2024-04-08

Réf. Nomenclature « Actes » : 9.1

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Déviation routière – commune de Meymac

Nombre de membres du conseil	
En exercice	101
Présents	60
Pouvoirs	12
Votants	72

L'an deux mille vingt-quatre, le 24 septembre, à 18h00, le conseil communautaire de Haute-Corrèze Communauté, sur convocation adressée le 17 septembre 2024 par monsieur Pierre Chevalier, Président, s'est réuni à Ussel.

Frédéric Bivert est nommé secrétaire de séance.

Étaient présents mesdames et messieurs les conseillers en exercice, sauf :

- **Élus ayant donné pouvoir :**

Arfeuillère Christophe	à	Tony Cornelissen	Gautier Stéphanie	à	Barbara Vimon
Barbe Gilles	à	Michèle Valibus	Gibouret-Lambert Aurélie	à	Pierre Chevalier
Brugère Jeremy	à	Jean-Marc Michelon	Guitard Jean-Pierre	à	Michel Pesteil
Calla Tony	à	Philippe Pelat	Lacrocq Michel	à	Marc Bujon
Cronnier Pierrick	à	Françoise Talvard	Padilla-Ratelade Marilou	à	François Ratelade
Delibit Sandra	à	Jean-Marc Sauviat	Ribeiro Sophie	à	Mady Junisson

- **Élus excusés :**

Alphonsout Jean-Paul ; Arnaud Gérard ; Betoule Philippe ; Bézanger Joël ; Bodeveix Jean-Pierre ; Boyer Laurence ; Bredèche Robert (représenté) ; Brindel Stéphane (représenté) ; Briquet Isabelle ; Calonne Vincent ; Chapuis Laëtitia ; Couderc Daniel (représenté) ; Coulaud Danielle ; Delbègue Jean-Pierre ; Devallière Sébastien ; Fiancette Yoann ; Granet Henri ; Jouve Nicolas (représenté) ; Jouve Patrick ; Juillard Patrice ; Le Royer Sandrine ; Louradour Pierrick ; Mazière Daniel ; Miermont Dominique ; Mouty Samuel ; Nirelli Catherine ; Parrain Céline ; Peyrat Nathalie ; Picard Nadine ; Prabonneau Sylvie ; Repezza Guillaume ; Saugeras Michel (représenté) ; Soulefour Marie-Christine ; Ventadour Elisabeth.

Envoyé en préfecture le 30/09/2024
Reçu en préfecture le 30/09/2024
Publié le
ID : 019-200066744-20240924-20240408-DE

Délibération n°2024-04-08

HAUTE CORRÈZE COMMUNAUTÉ

Le président explique que le Département a engagé son plan « Routes 2030 » pour tracer les routes de demain dans un objectif d'aménagement et de développement de la Corrèze.

Dans ce cadre, il a été décidé de poursuivre le projet de contournement de Meymac. Le linéaire est de 4 kilomètres et permettra de délester le centre bourg d'une partie des 2 000 véhicules par jour et de la centaine de poids lourds et grumiers qui y transitent, pour un trafic attendu sur la déviation de l'ordre de 850 véhicules par jour.

Sur ce projet de contournement et dans le souci d'assurer la concertation la plus large autant que la pleine adhésion des territoires, le Département souhaite une approbation préalable des communautés de communes concernées (Haute-Corrèze Communauté et Vézère, Monédières, Millesources), de la commune de Meymac et du Parc Naturel Régional de Millevaches en Limousin.

La planification envisagée de l'opération pourrait être la suivante :

- Juillet 2024 – décembre 2024 : établissement du dossier parcellaire, finalisation des études d'avant-projet et des dossiers réglementaires ;
- Janvier 2025 – août 2026 : études techniques détaillées, instruction des dossiers réglementaires par l'Etat et acquisitions foncières ;
- Septembre 2026 – février 2027 : travaux de déboisement, archéologie préventive et consultation des entreprises de travaux ;
- Dès le printemps 2027 : travaux généraux.

Après en avoir délibéré favorablement à l'unanimité, le conseil communautaire :

- **EMET** un avis favorable sur le projet de contournement de Meymac porté par le Conseil départemental dans le cadre de son plan « Routes 2030 ».

A l'unanimité	
Votants	72
Pour	72
Contre	0
Abstention	0

Pour extrait conforme,

Délibération certifiée exécutoire après réception de la sous-préfecture,

À Ussel, le 24 septembre 2024

Le Président,
Pierre Chevalier

Haute-Corrèze Communauté

COMMUNAUTE DE COMMUNES
VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES
19260 Treignac
Lundi 07 octobre 2024

Paraphe

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
019-200066645-20241007-110-2024-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 21/10/2024

Feuillet - 2024

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Membres titulaires	39
Titulaires Présents	29
Suppléants avec vote	3
Pouvoirs	3
Nombre de votants	35
Date de la convocation	27/09/2024
Certifié exécutoire le	08/10/2024
Date d'affichage	17/10/2024
Envoyé en préfecture le	17/10/2024

Le sept octobre deux mille vingt-quatre à dix-huit heures trente, les membres du conseil communautaire se sont réunis à la salle des fêtes de Treignac, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président, Monsieur JENTY Philippe.

TITULAIRES PRESENTS AVEC VOTE : BERNARD Sylvain, BONNET TENEZE Véronique, BORT Jean-Pierre, BOURROUX François, CHABRILLANGES Maurice, CHAMPSEIX Serge, CHEYPE Sandrine, COIGNAC Gérard, COUTURAS Alain, DEGERY Sylvie, JAMILLOUX VERDIER Simone, JARRIGE Didier, JENTY Philippe, LACHAUD Sylvie, LAURENT André, LELIEVRE Carla, MEUNIER Colette, PEYRAMAURE Pierre, PLAS Marcel, , ROME Robert, ROUCHEREAU Patrice, RUAL Bernard, SAVIGNAC Sylvie, SENEJOUX Geneviève, SENEJOUX Philippe, TAVERT Gérard, TERRACOL Danielle, URBAIN Jean-Yves, VIGROUX SARDENNE Josiane.

SUPPLEANTS PRESENTS AVEC VOTE : DELAUNAY Jean-Paul, GAGE Pascal, VERGNE Patrick.

SUPPLEANTS PRESENTS SANS VOTE : BEZEAUD Annie, BEZAU Sophie, LONGUET Jean-François.

EXCUSES : BOUCHOT Estelle (représentée), BOURDARIAS Sophie, CHASSEING Daniel (donne procuration à RUAL Bernard), COISSAC Vincent (donne procuration à SENEJOUX Geneviève), GARAIS Daniel (représenté), JANICOT Véronique, LE MEUR Marion (donne procuration à JARRIGE Didier), PETIT Christophe (représenté), ROME Hélène, TER-HEIDE Laurence.

Secrétaire : COIGNAC Gérard.

110-2024 Déviation routière - Commune de Meymac

Le Président explique que le Département a engagé son plan « route 2030 » pour tracer les routes de demain dans un objectif d'aménagement et de développement de la Corrèze.

Dans ce cadre, il a été décidé de poursuivre le projet de contournement de Meymac. Le linéaire est de 4 kilomètres et permettra de délester le centre bourg d'une partie des 2 000 véhicules par jour et de la centaine de poids lourds et grumiers qui y transitent, pour un trafic attendu sur la déviation de l'ordre de 850 véhicules par jour.

Sur ce projet de contournement et dans le souci d'assurer la concertation la plus large autant que la pleine adhésion des territoires, le Département souhaite une approbation préalable des communautés de communes concernées (Haute-Corrèze Communauté et Vézère Monédières Millesources) de la commune de Meymac et du Parc Naturel Régional de Millevaches en Limousin.

La planification envisagée de l'opération pourrait être la suivante :

- Juillet 2024 – décembre 2024 : établissement du dossier parcellaire, finalisation des études d'avant-projet et des dossiers réglementaires ;

- Janvier 2025 – aout 2026 : études techniques détaillées, instruction des dossiers réglementaires par l'Etat et acquisitions foncières ;

- Septembre 2026 à février 2027 : travaux de déboisement, archéologie préventive et consultation des entreprises de travaux.

- Dès le printemps 2027 : travaux généraux.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide par 35 voix pour, 0 contre, 0 abstention :

- Emet un avis favorable sur le projet de contournement de Meymac porté par le Conseil Départemental dans le cadre de son plan « Routes 2030 ».

Fait à Treignac le 16/10/2024
Le Président, Philippe JENTY

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE LA CORRÈZE
COMMUNE DE MEYMAC
Nombre de conseillers en exercice : 19

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-quatre,
Le sept octobre, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de Meymac, régulièrement convoqué, s'est tenu au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Philippe BRUGÈRE, Maire.
Étaient Présents : Philippe BRUGERE, Anne-Marie AUBESSARD, Philippe AYFFRE, Catherine BEAUVY-VIEILLEMARINGE, Joël BEZANGER, Marie-Hélène CHAUQUET, Etienne COUIGNOUX, Marie-José GUIGNABEL, Catherine NIRELLI, Jocelyne ROCHE, Jean-Pierre SAUGERAS, Alain VERMOREL, Corine BRINDEL, Thierry BAILLARD, Sandra CHARRIERE
Procurations : Lionel ROUSSET à Jean-Pierre SAUGERAS, Charlotte BOURG Marie-Hélène CHAUQUET, David DUMAS à Philippe BRUGERE, Violette JANET-WIOLAND à Catherine NIRELLI,
Date de la convocation : 01 octobre 2024
Secrétaire de séance : Marie-Hélène CHAUQUET
Ouverture de la séance à 19H05

DELIBERATION N° 2024-05-06 – DEVIATION DE MEYMAC
Approbation du projet présenté par le Département

Philippe BRUGERE, Maire de Meymac, indique que le Département a engagé son plan « Routes 2030 » pour tracer les routes de demain dans un objectif d'aménagement et de développement de la Corrèze.

Dans ce cadre, il a été décidé de poursuivre le projet de contournement de Meymac. Le linéaire est de 4kms et permettra de délester le centre bourg d'une partie des 2 000 véhicules par jour et de la centaine de poids lourds et grumiers qui y transitent, pour un trafic attendu sur la déviation de l'ordre de 850 véhicules par jour.

Sur ce projet de contournement et dans le souci d'assurer la concertation la plus large autant que la pleine adhésion des territoires, le Département souhaite une approbation préalable des communautés de communes concernées (Haute-Corrèze Communauté et Vézère, Monédières, Millesources), de la Commune de Meymac et du Parc Naturel Régional de Millevaches en Limousin.

La planification envisagée de l'opération pourrait être la suivante :
Juillet 2024 – décembre 2024 : établissement du dossier parcellaire, finalisation des études d'avant-projet et des dossiers réglementaires ;
Janvier 2025 – août 2026 : études techniques détaillées, instruction des dossiers réglementaires par l'Etat et acquisitions foncières ;
Septembre 2026 – février 2027 : travaux de déboisement, archéologie préventive et consultation des entreprises ;
Dès le printemps 2027 : travaux généraux.
Le conseil municipal, sur proposition de M le Maire, **A L'UNANIMITE,**

EMET un avis favorable sur le projet de contournement de Meymac porté par le Conseil départemental dans le cadre de son plan « Routes 2030 ».

Pour extrait conforme,
Le 07 Octobre 2024
Le Maire,

La Secrétaire de séance,

Marie-Hélène CHAUQUET

Philippe BRUGERE

Accusé de réception en préfecture
019-211913603-20241008-2024-05-06-DE
Date de transmission : 09/10/2024
Date de réception préfecture : 09/10/2024

Envoyé en préfecture le 04/10/2024
Reçu en préfecture le 04/10/2024
Publié le 04/10/2024
ID : 019-251900130-20240924-B2024_53-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU BUREAU SYNDICAL DU 24 SEPTEMBRE 2024

DÉLIBERATION N° B.2024-53
PLAN ROUTES 2030 – CONTOURNEMENT DE MEYMAC

Date de la convocation
17/09/24

Le 24 septembre 2024 à 9h30, le Bureau Syndical légalement convoqué, s'est réuni à Felletin (23), sous la présidence de Monsieur Philippe BRUGERE.

Collège Régional

Noms	Présents	Pouvoir à	Excusés	Total votants	Total des voix
BARAT Geneviève					
CAVITTE Pascal					
DELIBIT Sandra					
MICHON Marie-Hélène	x				
PLAZANET Mélanie					
SERRE Françoise		P. BRUGERE	x		
TOTAL = 6 x 2 voix chacun	1	1		2	4

Collège Départemental

	Noms	Présents	Pouvoir à	Excusés	Total votants	Total voix
19	ARFEUILLERE Christophe					
	CORNELISSEN Jacqueline	x				
	PETIT Christophe		J. CORNELISSEN	X		
23	DEFEMME Catherine			X		
	MARTIN Valéry			X		
87	LARDY Brigitte	X				
	TOTAL = 6 x 2 voix chacun	2	1		3	6

Collège Intercommunal et Communal

Communautés de Communes

	Noms	Présents	Pouvoir à	Excusés	Total votants	Total voix
HCC	BRUGERE Philippe	X				
VMM	SAVIGNAC Sylvie	X				
CGS	NICOUX Renée	X				
PV	BOSDEVIGIE Jean-Pierre		G. SALVIAT	X		
	TOTAL = 4 x 1 voix chacun	3	1		4	4

Communes

	Noms	Présents	Pouvoir à	Excusés	Total votants	Total voix
19	BOUDIN Olga					
	HORNEBECK Catherine	X				
	MIGNAUT Thomas					
	POUYAUD Bernard	X				
23	MAGRIT Gilles					
	MOUNAUD Patrick	X				
	SALVIAT Gérard	X				
87	LAHAYE Françoise	X				
	TOTAL = 8 x 1 voix chacun	5			5	5
	TOTAL EPCI et communes	8	1		9	9

Participaient également à la réunion des salariés du PNR :

Madame Juliette GIOUX (Directrice)
Monsieur Guillaume RODIER
Mesdames Manon CAMPENET, Marie MAZURIER, Mélanie LE NUZ et Véronique GIESSLER

Parc naturel régional de Millevaches en Limousin
Une autre vie s'invente ici

Envoyé en préfecture le 04/10/2024
Reçu en préfecture le 04/10/2024
Publié le 04/10/2024
ID : 019-251900130-20240924-B2024_53-DE

0001 Avis et Sollicitations

Charte de Parc 2018-2033 :
Axe 1 – Millevaches, territoire à haute valeur patrimoniale
Gérer l'espace en préservant les richesses patrimoniales
Orientation 1 : Préserver un haut niveau de richesse des milieux et espèces
Orientation 2. Accompagner la mutation des paysages

Axe 3 - Millevaches, territoire participatif et ouvert sur l'extérieur - Promouvoir et partager un territoire attractif et innovant
Orientation 8. Assurer la cohésion des habitants et des acteurs du territoire

Hors Contrat de Parc 2023 – 2026

Le rapporteur, Philippe BRUGERE, expose :

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu l'Article L. 333-1 du Code de l'environnement relatif aux Parcs naturels régionaux ;
Vu la délibération n°2016.3162 en date du 19 décembre 2016 du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine définissant la politique régionale en faveur des Parcs naturels régionaux ;
Vu le décret n° 2018-1247 du 26 décembre 2018 portant classement du parc naturel régional de Millevaches en Limousin (région Nouvelle-Aquitaine) ;
Vu les statuts du Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc naturel régional de Millevaches en Limousin ;
Vu la délibération n°2023.1018.SP en date du 12 juin 2023 du Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine approuvant les Contrats de Parcs naturels régionaux 2023-2026 et sa stratégie associée ;
Vu la délibération n°C.2021-18 du Comité syndical du 14 septembre 2021 concernant la délégation d'attribution au Bureau syndical et au Président ;

Contexte :

Le contournement de Meymac est une opération majeure pour relier la RD 979 au Sud-Est de Meymac aux routes départementales situées au Nord et à l'Ouest. Le projet imaginé de longue date vise donc à contourner le centre-bourg de Meymac et doit permettre le transit plus fluide des poids lourds et la desserte économique du territoire.

Le Conseil Départemental de Corrèze a ainsi engagé une démarche qui, selon la nature, la sensibilité et l'importance du projet, peut nécessiter plusieurs années d'études.

Les dernières étapes importantes franchies sont :
- réunion publique et consultation des habitants et usagers en septembre 2019
- validation du fuseau du tracé (variante 4 par l'est sur environ 4 km linéaire) validé par le Conseil départemental fin novembre 2019

Le projet de déviation du centre bourg de Meymac représente, de par sa nature, un aménagement susceptible de modifier "de façon substantielle le cadre de vie ou l'activité économique" de la zone d'étude, ainsi que l'environnement, au sens de l'article L. 122-1 du code de l'environnement.
Le projet porte en contrepartie le principal objectif l'évitement du centre bourg de Meymac pour réduire le passage des poids lourds, et notamment des grumiers, à l'origine de nuisances pour les habitants et usagers, mais aussi de risques d'accidents (2000 véhicules par jour pour une centaine de poids lourds transitent par le centre-ville actuellement).

Envoyé en préfecture le 04/10/2024
Reçu en préfecture le 04/10/2024
Publié le 04/10/2024
ID : 019-251900130-20240924-B2024_53-DE

Description du projet :

Par courrier du 15 juillet 2024, le Département de la Corrèze sollicite – *« par souci d'assurer la concertation la plus large autant que la pleine adhésion des territoires »* - une délibération favorable des Communautés de communes concernées, de la commune de Meymac ainsi que du Parc naturel régional de Millevaches en Limousin (PNR ML) pour poursuivre le projet de contournement.
Conditionnée à l'approbation préalable des territoires précités, la planification du Conseil Départemental pour le projet serait :
- d'ici fin 2024 : établissement du dossier parcellaire, finalisation des études d'avant-projet et des dossiers réglementaires
- entre janvier 2025 et aout 2026 : études techniques et instructions des dossiers réglementaires par les autorités compétentes,
- entre septembre 2026 et février 2027 : travaux de déboisement, archéologie préventive et consultation des entreprises
- à partir du printemps 2027, lancement des travaux

Proposition :

Il est proposé aux membres du Bureau :
- de valider une position de principe favorable à la poursuite du projet par le département de la Corrèze ;
- d'autoriser le Président à :
  - signer tout document afférent à la bonne exécution de la présente opération ;
  - prendre toute décision concernant cette opération ;

LE BUREAU SYNDICAL,
Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,
Au vu des visas et considérants,
Après en avoir délibéré,

DECIDE :
- de valider une position de principe favorable à la poursuite du projet par le département de la Corrèze ;
- d'autoriser le Président à :
  - signer tout document afférent à la bonne exécution de la présente opération ;
  - prendre toute décision concernant cette opération ;

Collèges	Valeur voix	Présents	Votants	Voix pour	Voix contre	Abstention
Régional = 6	2	1	2	4		
Départemental = 6	2	2	3	6		
Communes = 8	1	5	5	5		
EPCI = 4	1	3	4	4		
TOTAL = 24		11	14			

La délibération est approuvée à l'unanimité.

Fait et Délibéré en Séance, les jours, mois et an ci-dessus
Pour Extrait certifié conforme
Le Président, Philippe BRUGERE

Le Président certifie que la présente délibération a été transmise en Sous-préfecture d'Ussel (19) au titre du contrôle de légalité le 04/10/2024
Et qu'elle a été affichée le 04/10/2024

SYNDICAT MIXTE de GESTION du PNR de MILLEVACHES en LIMOUSIN
route d'Aubusson
19290 MILLEVACHES
0555969700

Envoyé en préfecture le 04/10/2024
Reçu en préfecture le 04/10/2024
Publié le 04/10/2024
ID : 019-251900130-20240924-B2024_53-DE

CD.2024.11.28/201

Réunion du 28 novembre 2024

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

POLITIQUE CULTURELLE 2025

RAPPORT

La loi NOTRe fait de la culture une compétence partagée entre les collectivités territoriales. À ce titre, les aides en faveur de la culture sont facultatives pour le Conseil Départemental.

Cependant, le Département de la Corrèze a fait le choix, depuis plusieurs années, d'apporter un soutien important aux projets et aux acteurs culturels. En effet, participer à la vie culturelle d'un territoire est un des éléments fondateurs du lien social. En apportant son aide à ceux qui, associations, artistes, enseignants, collectivités locales, font la culture en Corrèze, le Département s'affirme comme un acteur majeur de la vie culturelle et comme le garant de l'égalité d'accès des Corréziens à un large panel de disciplines.

Afin de répondre aux projets des territoires, le Département mobilisera en 2025 une enveloppe de 1 559 000 €, soit une augmentation de 20 K€ par rapport à 2024, des interventions dans le cadre du budget global de façon à répondre au fort dynamisme des associations qui correspond aux attentes des Corréziens.

Inscrit dans la durée, cet accompagnement financier en augmentation est la garantie d'une politique culturelle solidaire, proche des territoires et accessible aux Corréziens. Cet accompagnement est régulièrement salué par nos partenaires.

Le montant total des crédits dédiés au soutien des porteurs de projets sera donc, pour 2025, de 1 559 000 €.

Depuis 2016, le Département de la Corrèze a inscrit sa politique culturelle dans le cadre du champ de la cohésion sociale et territoriale, enjeu dont l'importance a été démontrée durant la période de crise sanitaire. Afin de réduire les inégalités d'accès à la culture, en particulier dans les zones rurales, et de corriger ces disparités territoriales, la politique culturelle départementale est structurée autour de 5 dispositifs :

- les actions culturelles des territoires,

- les évènements à vocation départementale,

- le schéma départemental de développement des enseignements artistiques

- les ateliers d'éducation artistique

- les aides aux radios associatives corréziennes

I - LES ACTIONS CULTURELLES DES TERRITOIRES

Les Actions Culturelles des Territoires garantissent une offre diversifiée de qualité sur l'ensemble du département. Elles témoignent de la volonté de placer les élus au cœur de la politique culturelle et de faire de la culture un levier de cohésion territoriale.

Les élus corréziens sont aujourd'hui au plus près des projets et des attentes des acteurs culturels, grâce à la mise en place des Actions Culturelles des Territoires.

Au titre de ce dispositif et au regard des projets mis en avant par les associations, je vous propose d'affecter, à chacun des territoires ci-dessous, les montants financiers représentant un total de 269 700 € pour l'année 2025, soit une augmentation de 10 000 € par rapport à 2024.

Bassin de Brive	75 600 €	(annexe 1)
Bassin de Tulle	53 300 €	(annexe 2)
Haute-Corrèze	65 650 €	(annexe 3)
Vallée de la Dordogne	42 250 €	(annexe 4)
Vézère Auvézère	28 600 €	(annexe 5)
Hors département	4 300 €	(annexe 6)

Vous trouverez, en annexe, le détail des montants des subventions que je vous propose d'accorder à chaque association.

Les soldes restants permettront, le cas échéant, de répondre à des sollicitations nouvelles concernant des projets qui n'auraient pu être anticipés.

II- LES EVENEMENTS A VOCATION DEPARTEMENTALE

Les Évènements à Vocation Départementale (EVD) sont des actions culturelles qui, par leur rayonnement et leur attractivité, dépassent les limites des territoires et sont reconnues comme telles.

Par rapport à 2024, le nombre d'EVD est quasiment stable en 2025, avec 36 demandes. A noter :

- une nouvelle demande de l'événement "Festi'Malemort"
- deux demandes de l'association des Lendemains qui Chantent : fonctionnement habituel + festival hip-hop : Hoora!
- deux demandes du Centre d'Art Contemporain de Meymac : fonctionnement habituel + Festival pluridisciplinaire "Les Printemps de Haute-Corrèze"

Pour 2025, il vous est proposé d'arrêter, comme ci-dessous, une liste de 33 structures reconnues "Évènements à Vocation Départementale" :

BASSIN DE BRIVE

ASSOCIATION LES AMIS DU FESTIVAL DE LA VEZERE
ASSOCIATION PAYS D'ART ET D'HISTOIRE VEZERE ARDOISE
ASSOCIATION DANSE HERVE KOUBI - CENTRE CHOREGRAPHIQUE ECHANGE ARTISTIQUE
CONFEDERATION MUSICALE FRANCE CORREZE
ASSOCIATION LES AMIS DE SAINT-ROBERT
MALEMORT ORGANISATION
L'EMPREINTE
JEUNESSE MUSICALE FRANCE - CORREZE
ASSOCIATION LA TEMPETE
SOCIETE DES REALISATEURS DE FILMS - FESTIVAL DU MOYEN METRAGE
FESTIVAL PRODUCTIONS
FOIRE DU LIVRE DE BRIVE-LA-GAILLARDE

BASSIN DE TULLE

ASSOCIATION DES LENDEMAINS QUI CHANTENT - SMAC
CENTRE REGIONAL DES MUSIQUES TRADITIONNELLES EN LIMOUSIN
ASSOCIATION LES NUITS DE NACRE
LE BOTTOM THEATRE
ASSOCIATION ELIZABETH MY DEAR
ASSOCIATION LE MAXIPHONE
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE
ASSOCIATION DU BLEU EN HIVER
ASSOCIATION TUBERCULTURE

HAUTE-CORREZE

ASSOCIATION ROC DU GOUR NOIR - LA LUZEGE
FONDATION MARIUS VAZEILLES
SYNDICAT MIXTE DU PAYS HAUTE-CORREZE VENTADOUR
CENTRE D'ART CONTEMPORAIN MEYMAC
ASSOCIATION DES MEMBRES DE L'ORDRE DES PALMES ACADEMIQUES

VALLEE DE LA DORDOGNE

AICONTIS
ASSOCIATION COLLONGES ANIMATIONS SPECTACLES - THEATRALES

VEZERE - AUVEZERE

AUDITORIUM SOPHIE DESSUS
ASSOCIATION DECOUVRIR
ASSOCIATION KIND OF BELOU
CHAMBERET VILLAGE ACCORDEON
SECTION REGIONALE LIMOUSINE DE L'INSTITUT D'ETUDES OCCITANES

Au titre de ce dispositif, je vous propose d'affecter, en 2025, un montant financier de 822 400 € - soit une augmentation de 10 000 € par rapport à 2024 - incluant la contribution statutaire obligatoire du Département à l'Établissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) l'Empreinte Scène Nationale, d'un montant annuel de 150 000 €, prévue dans le cadre de l'adhésion du Département à l'EPCC votée lors de la commission permanente du 23 mars 2018.

Le détail des montants des subventions que je vous propose d'accorder à chaque association figure en annexe 7 du présent rapport.

Le solde restant sur cette enveloppe permettra, le cas échéant, de répondre aux sollicitations supplémentaires pour des évènements de nos partenaires.

III - LE SCHEMA DEPARTEMENTAL DE DEVELOPPEMENT DES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES

La loi n°2004-809 du 13 août 2004 fait obligation aux Départements d'adopter un Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques dans les domaines de la musique, de la danse et de l'art dramatique.

Pour mémoire, le Département n'est pas un financeur désigné par la loi dans ce domaine.

Toutefois, conscient de l'enjeu en matière d'égalité que représente l'enseignement artistique, notamment sur les territoires ruraux, le Département de la Corrèze a fait le choix de placer celui-ci au centre du projet culturel des territoires avec 2 objectifs majeurs :

- permettre l'égalité d'accès des élèves aux enseignements initiaux (danse, musique, théâtre),
- assurer un développement équilibré des enseignements artistiques sur l'ensemble du territoire corrézien et soutenir particulièrement l'enseignement artistique en milieu rural.

C'est dans cette logique que le Département de la Corrèze a placé, depuis 2017, l'Education Artistique et Culturelle au cœur de son projet politique avec la mise en œuvre d'un schéma départemental de développement des enseignements artistiques, la réévaluation des aides aux conservatoires et écoles de musique et un soutien adapté aux ateliers d'éducation artistique.

Aujourd'hui, 10 structures d'enseignement artistique sont implantées dans près de 20 communes et maillent le territoire corrézien pour offrir aux élèves des enseignements de qualité autour de la musique, de la danse et du théâtre.

Le bilan du schéma 2018-2021 a montré :

- le dynamisme de ces écoles qui accueillent 2 500 élèves chaque année,
- la réalisation d'un important travail de sensibilisation auprès des scolaires,
- la participation active à l'attractivité et à l'animation de leurs territoires.

Ainsi, plus que jamais conscient que l'éducation artistique et culturelle est un facteur de démocratisation culturelle et d'égalité des chances, notamment pour nos territoires ruraux, le Département a reconduit en 2022 son schéma et ce, sur une période de 6 ans, permettant ainsi aux acteurs de bâtir sereinement des actions concertées. Adopté en séance plénière du Conseil Départemental le 8 avril 2022, ce nouveau schéma a pour ambition un enseignement de qualité et de proximité accessible au plus grand nombre sur le territoire départemental.

Au-delà des actions du schéma, qui ont fait l'objet d'un travail basé sur l'écoute, l'échange et la concertation, le Département a souhaité conforter les enseignements artistiques en Corrèze en maintenant sur la durée du schéma l'enveloppe dédiée aux conservatoires et écoles de musique à 420 000 €.

Pour aller plus loin en faveur de la démocratisation culturelle, le Département a également décidé dans le cadre du schéma 2022/2028 de participer au financement des "classes orchestre" créées dans les écoles et les collèges corréziens. La classe orchestre s'appuie sur un partenariat très fort entre un établissement scolaire, un établissement d'enseignement de la musique, des collectivités territoriales. Elle s'inscrit dans le projet d'école ou d'établissement sur le temps scolaire ce qui permet l'accès de tous à la pratique instrumentale.

Je vous propose, conformément aux modalités votées lors de l'adoption du schéma 2022-2028, de consacrer une enveloppe financière globale de 420 000 €. Cette enveloppe permettra la couverture budgétaire des aides aux conservatoires et écoles de musique (pour 408 000 €), le financement des actions prioritaires du schéma (pour 5 000 €) et celui de l'accompagnement financier des classes orchestre dans les écoles et collèges corréziens (pour 7 000 €).

Vous trouverez, en annexe 8, le détail des montants des subventions que je vous propose d'accorder aux conservatoires et écoles de musique.

IV - LES ATELIERS D'ÉDUCATION ARTISTIQUE

Le dispositif est destiné aux établissements scolaires, en particulier dans les territoires ruraux, qui mettent en œuvre des ateliers d'éducation artistique avec des professionnels de la culture.

L'atelier artistique est un travail de pratique mené toute l'année entre un enseignant et un artiste ou un professionnel de la culture, proposant également des actions d'ouverture culturelle (spectacles, expositions). Le dispositif offre aux élèves volontaires de pratiquer une discipline artistique (musique, photographie, cinéma…) dans leur établissement tout en bénéficiant de l'encadrement d'enseignant(s) et de l'expérience d'un professionnel de la discipline en question.

L'accompagnement financier, proposé par le Département de la Corrèze dans ce cadre, impulse une dynamique qui peut être constatée à l'aune du nombre de projets construits par les écoles et collèges.

L'augmentation constante du nombre de projets présentés en 2022 (32), 2023 (42) et 2024 (47), se confirme en 2025 avec 71 projets qui font l'objet d'une demande d'aide.

De plus, je souhaite souligner que la modification importante de la structure-même des actions menées (actions de plus grande envergure, pluridisciplinaires, touchant un plus grand nombre de classes et d'élèves), constatée ces dernières années, s'amplifie en 2025 avec un prévisionnel de plus de 5 400 élèves concernés par ce dispositif contre 3 200 élèves en 2024.

Étant considéré l'ensemble des projets reçus, je vous propose, en 2025, d'affecter aux Ateliers d'Éducation Artistique un montant financier de 31 900 €.

Le détail des demandes éligibles au dispositif de soutien aux Ateliers d'Éducation Artistique pour 2024 soumises à votre approbation est présenté en annexe 9 du présent rapport.

V - SOUTIEN AUX RADIOS ASSOCIATIVES CORREZIENNES

Les radios associatives corréziennes assurent un rôle de diffusion de l'information et d'animation auprès des Corréziens. Cette proximité en fait naturellement des acteurs incontournables de la valorisation de nos territoires et de leur vitalité culturelle. De plus, elles assurent, par ailleurs, un rôle de lien social en particulier en milieu rural.

Le dynamisme de ces structures (9 demandes déposées pour 2025) et leur spécificité rendent cohérent de les reconnaître au sein d'un même financement mis en place en 2024.

Je vous propose donc de reconduire ce dispositif en y consacrant une enveloppe de 15 000 €.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 1 531 250 € en fonctionnement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2024.11.28/201

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 28 novembre 2024

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

POLITIQUE CULTURELLE 2025

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2024.11.28/201 en date du 28 novembre 2024, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Philippe LESCURE, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : est décidée, dans le cadre du soutien à la vie culturelle 2025, une enveloppe financière globale de 1 559 000 €.

Article 2 : est décidée, dans le cadre du soutien à la vie culturelle 2025, l'attribution d'aides aux acteurs culturels figurant aux annexes 1 à 10 de la présente délibération.

ACT Bassin de Brive	Annexe 1
ACT Bassin de Tulle	Annexe 2
ACT Haute-Corrèze	Annexe 3
ACT Vallée de la Dordogne	Annexe 4
ACT Vézère Auvézère	Annexe 5
ACT Hors département	Annexe 6
Évènements à Vocation Départementale	Annexe 7
Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques	Annexe 8
Ateliers d'Éducation Artistique	Annexe 9
Soutien aux radios associatives corréziennes	Annexe10

Article 3 : les aides octroyées dans les annexes précitées à l'article 2 seront versées selon les procédures internes à savoir :

- subvention inférieure ou égale à 1 000 € :
  => L'aide financière sera versée en totalité directement aux bénéficiaires concernés dès légalisation de la présente délibération.
- subvention supérieure à 1 000 €
  => L'aide financière sera versée à raison de 80% dès légalisation de la présente délibération et 20% sur remise de justificatifs de dépenses à hauteur du montant de la subvention et ce, à la fin de l'action ou de l'évènement.

Article 4 : Monsieur le Président du Conseil Départemental, est autorisé à revêtir de sa signature les arrêtés et les conventions à intervenir avec les partenaires concernés par la présente délibération.

Imputation budgétaire :
La dépense correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.11.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 28 novembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241128-14314-DE-1-1
Date de publication : 28 novembre 2024

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-huit novembre, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Ghislaine DUBOST	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Monsieur Eric ZIOLO

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Annexe 1 - ACT BASSIN DE BRIVE 2025

CANTON	COMMUNE	DEMANDEUR	OBJET DEMANDE	SUBVENTION 2025
MUSIQUE				
BRIVE-LA-GAILLARDE-2	BRIVE-LA-GAILLARDE-2	ENSEMBLE VOCAL DE BRIVE	L'EVB organise deux séries de concerts par saison (Noël avec orgue et Juin avec orchestre)	1500
BRIVE-LA-GAILLARDE-2	BRIVE-LA-GAILLARDE-2	AFRO 19	Summa Festival édition 2025, 3ème édition à Brive La Gaillarde	500
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	CUBLAC	MUSIQUES À CUBLAC	Organisation d'évènements musicaux divers	400
BRIVE-LA-GAILLARDE-2	BRIVE-LA-GAILLARDE-2	ASSOCIATION DES PARENTS ET AMIS DE L'ALAUZETA	Saison musicale de l'orchestre 2024-2025	1900
BRIVE-LA-GAILLARDE-1	BRIVE-LA-GAILLARDE-1	TERRE DE GUITARES	Edition 2025 du festival Terre de guitares du 21 au 23 mars à Brive	500
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	TURENNE	ASSOCIATION LES ESTEALES - ESTIVALS	Festival des « Notes d' une Vallée d'Eté », durant le mois d' août 2025 à Turenne	400
BRIVE-LA-GAILLARDE-3	BRIVE-LA-GAILLARDE-3	ASSOCIATION HARMONIE SAINTE-CECILE DE BRIVE	Participer à un concours/festival d'orchestres d'harmonie internationaux à Lleida.	1000
BRIVE-LA-GAILLARDE-4	BRIVE-LA-GAILLARDE-4	ASSOCIATION CHANTONS ENSEMBLE	Activités 2025 de la chorale	500
BRIVE-LA-GAILLARDE-2	BRIVE-LA-GAILLARDE-2	ASSOCIATION CHOEUR CHANTE BRIVE	Répétitions hebdomadaires, 3-5 concerts par an et les 40 ans du chœur	2000
L'YSSANDONNAIS	BRIGNAC-LA-PLAINE	CHOEUR D'HOMMES DE BRIGNAC LA PLAINE	Fonctionnement 2025 des deux chorales au sein de l'association	500
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	ASSOCIATION CHOEUR REGIONAL DE LA VEZERE	Projet 2025 : La polyphonie à travers l'histoire de la musique	1500
BRIVE-LA-GAILLARDE-2	BRIVE-LA-GAILLARDE-2	ASSOCIATION LES BRIVOISERIES	Organisation d'ateliers, répétitions, concerts, jam-sessions libres d'accès	750
MALEMORT-SUR-CORREZE	VARETZ	ASSOCIATION LES SANS SOUCIS DE VARETZ	Fonctionnement et activités 2025 de la chorale	800
BRIVE-LA-GAILLARDE-4	BRIVE-LA-GAILLARDE-4	ASSOCIATION JAZZ CLUB 19100	Organisation du festival BRIV'EN JAZZ, sur 3 jours en octobre 2025, avec 6 plateaux artistiques	2700
ALLASSAC	ALLASSAC	BANDA LES BALLES O'NEZ	Aide au fonctionnement de l'association	500
BRIVE-LA-GAILLARDE-3	BRIVE-LA-GAILLARDE-3	COMPAGNIE LA VOIE DES ARTS	Poursuite du développement du Pôle d'Art Lyrique de la Compagnie La Voie des Arts sur le territoire	600
BRIVE-LA-GAILLARDE-2	BRIVE-LA-GAILLARDE-2	RASSEMBLEMENT POUR LE LIBAN - BRIVE-LIMOUSIN	Organisation du concert de Noël 2025	250
ALLASSAC	DONZENAC	DELIRES ET DES NOTES	Évènement annuel "La Nuit de la bourrée en Limousin", 9ème édition à St-Pantaléon-de-Larche	500
THEATRE				
ALLASSAC	ESTIVAUX	FAMILLES RURALES DU PLATEAU	Atelier théâtre ouvert à toute la famille en territoire rural	500
BRIVE-LA-GAILLARDE-1	BRIVE-LA-GAILLARDE-1	LEMUR KATA COMPAGNIE	Création projet théâtral "SOEURS" de Pascal Rambert	200
BRIVE-LA-GAILLARDE-3	COSNAC	COMPAGNIE ANKREATION	Aide au fonctionnement 2025 de la compagnie : création, diffusion de spectacles	1000
BRIVE-LA-GAILLARDE-4	BRIVE-LA-GAILLARDE-4	COMPAGNIE LES IDÉES EN L'AIR	Subvention exceptionnelle frais de fonctionnement	500
MALEMORT-SUR-CORREZE	USSAC	CORREZE-THEATRE-FNCTA CD-19	Organisation de stages de formation et participation à des festivals régionaux et nationaux	1000
BRIVE-LA-GAILLARDE-1	BRIVE-LA-GAILLARDE-1	ASSOCIATION THEATRE DU PARADOXE	Création d' une nouvelle pièce de théâtre "Le transformiste ou le complexe de Camard"	800
BRIVE-LA-GAILLARDE-1	BRIVE-LA-GAILLARDE-1	THEATRE SUR LE FIL	Création et diffusion artistiques, interventions en milieu scolaire 2025	1000
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	NOAILLES	ASSOCIATION 1,2,3 LES ATELIERS DU ROY	Ateliers théâtre avec une représentation au mois de juin	1000

BRIVE-LA-GAILLARDE-1	BRIVE-LA-GAILLARDE-1	THEATRE DE LA GRANGE	Spectacles, stages, répétitions ouvertes aux publics	5500
MALEMORT-SUR-CORREZE	MALEMORT	ART'E'OSE	Fonctionnement 2025 de la troupe de théâtre	500
MALEMORT-SUR-CORREZE	VARETZ	ASSOCIATION POINT T'Y ES	5ème festival de Théâtre Amateur	400
CINEMA VIDEO				
ALLASSAC	ALLASSAC	CLAP19	Réalisation d'un court métrage afin de représenter la Corrèze en festivals	200
BRIVE-LA-GAILLARDE-2	BRIVE-LA-GAILLARDE-2	CENTRE CULTUREL DE BRIVE - BRIVE MEDIA CULTURE	Projet Pôle d'éducation aux Images. Ateliers créatifs, numérique, expositions...	10000
ALLASSAC	ALLASSAC	PANDORA - CINÉ-CLUB VÉZÈRE	Projection de films rares et de qualité	300
DANSE				
MALEMORT-SUR-CORREZE	MALEMORT	ASSOCIATION DANSE EN PARTANCE	Fonctionnement 2025 et mise place spectacle choregraphique de danse en juin	1000
BRIVE-LA-GAILLARDE-3	COSNAC	CLUB DE DANSE - COSNAC	Cours et stages de danse, soirées dansantes	300
MALEMORT-SUR-CORREZE	MALEMORT	ASSOCIATION LA MAIADE MALEMORTINE - MALEMORT	Spectacles de danses et musiques traditionnelles, exposition, ateliers.	2000
BRIVE-LA-GAILLARDE-2	BRIVE-LA-GAILLARDE-2	TANGO BRIVE	Activités 2025 de l'association : milongas et workshop	300
BRIVE-LA-GAILLARDE-4	BRIVE-LA-GAILLARDE-4	DA MINHA TERRA BRIVE	Activités 2024-2025 du groupe folklorique	300
BRIVE-LA-GAILLARDE-1	BRIVE-LA-GAILLARDE-1	GROUPE FOLKLORIQUE LES PASTOURELLES DE BRIVE	Subvention de fonctionnement pour les activités 2025 du groupe folklorique	300
BRIVE-LA-GAILLARDE-4	BRIVE-LA-GAILLARDE-4	ASSOCIATION NEW DANSE STUDIO	Soutien à la danse sur le territoire : cours, stages, accueil de compagnies, spectacles, sorties...	2500
L'YSSANDONNAIS	OBJAT	DANS' PLAISIR OBJAT	Aide au fonctionnement des activités 2024/2025 : cours de danse de salon, stages	300
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	LISSAC-SUR-COUZE	LA GAMBILLE DE LISSAC	20ème anniversaire de La Gambille et organisation des soirées dansantes 2025	300
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	TAP'S IN ST PANT	Cours de danse adultes et enfants (claquettes,modern'jazz,africaine…) et gala de fin d'année	700
L'YSSANDONNAIS	OBJAT	CORPS ET ART	Cours de danse adultes et enfants	300
LIVRE LECTURE CONTE				
BRIVE-LA-GAILLARDE-4	BRIVE-LA-GAILLARDE-4	LA COMPAGNIE DE LA GRANDE OURSE	Spectacles de conte et musique, ateliers artistiques, stages...	500
BRIVE-LA-GAILLARDE-2	BRIVE-LA-GAILLARDE-2	ASSOCIATION LES AMIS DES CHADOURNE - BRIVE	Demande exceptionnelle : expositions et conférences hommages	600
BRIVE-LA-GAILLARDE-2	BRIVE-LA-GAILLARDE-2	ASSOCIATION LES AMIS DES CHADOURNE - BRIVE	Promotion de la lecture et de la diffusion d'œuvres de Louis et Marc Chadourne : PRIX CHADOURNE	800
L'YSSANDONNAIS	AYEN	ASSOCIATION LE PUY AUX MUSES - AYEN	Activités 2025 de l'association	500
BRIVE-LA-GAILLARDE-2	BRIVE-LA-GAILLARDE-2	ASSOCIATION NOUVELLES D'ICI ET D'AILLEURS	Organisation d'un concours littéraire	800
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	LES AMIS DE LA BIBLIOTHEQUE DE SAINT PANTALEON DE LARCHE	Accueil spectacle Coquelicontes en mai 2025	300
MALEMORT-SUR-CORREZE	MALEMORT	ASSOCIATION AMIS BIBLIOTHEQUE MALEMORTINE	4ème édition de la Foire Du Livre Jeunesse et du Jeu de Malemort	2500
L'YSSANDONNAIS	VARS-SUR-ROSEIX	COMITE DES FETES DE VARS-SUR-ROSEIX	Organisation de la 6ème édition du salon du livre de Vars sur Roseix	500
BRIVE-LA-GAILLARDE-2	BRIVE-LA-GAILLARDE-2	ASSOCIATION BIBLIOTHEQUE A L'HOPITAL	Aide au fonctionnement de l'association pour l'année 2025	400
HISTOIRE PATRIMOINE				
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	LARCHE	LARCHE PATRIMOINE	Conservation et valorisation du patrimoine culturel et historique de Larche	300
BRIVE-LA-GAILLARDE-2	BRIVE-LA-GAILLARDE-2	SOCIÉTÉ DES AMIS DU MUSÉE LABENCHE-BRIVE	Edition d'une plaquette de présentation des activités de l'association	500

L'YSSANDONNAIS	JUILLAC	ASSOCIATION JEANNE VILLEPREUX POWER - JUILLAC	Promotion de l'œuvre et de la vie de Jeanne Villepreux par l'organisation d'évènements culturels	300
BRIVE-LA-GAILLARDE-1	BRIVE-LA-GAILLARDE-1	SOCIETE SCIENTIFIQUE HISTORIQUE ET ARCHEOLOGIQUE CORREZE	Projets d'activités pour 2025 : publication bulletin annuel, conférences...	400
FOYERS COMITES DES FETES				
L'YSSANDONNAIS	SAINT-SOLVE	FESTOYADE SAINT-SOLVAISE	Organisation de la fête votive 2025	500
L'YSSANDONNAIS	SAINT-AULAIRE	FOYER RURAL SAINT-AULAIRE	Activités 2024-2025 du foyer qui fête des 70 ans en 2024	500
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	LISSAC-SUR-COUZE	COMITE DES FETES - LISSAC SUR COUZE	Organisation et réalisation de diverses activités culturelles sur la commune de Lissac sur couze	300
L'YSSANDONNAIS	CHABRIGNAC	COMITE DES FETES DE CHABRIGNAC	Propositions de concerts durant l'été, de spectacle pendant la période de Noël	500
ALLASSAC	SAINT-BONNET-L'ENFANTIER	FOYER CULTUREL LAIQUE DE ST BONNET L' ENFANTIER	Animations culturelles et festives au niveau communal : concours de belote, fête votive	300
MALEMORT-SUR-CORREZE	VARETZ	FOYER CULTUREL DE VARETZ	Création et exposition dans le domaine des loisirs créatifs, émaux sur cuivre, art floral...	300
L'YSSANDONNAIS	SAINT-SOLVE	FOYER INTERCOMMUNAL CULTURE ET LOISIRS	Activités 2025 de l'association : chorale, patchwork, jardinage, conférences...	300
MALEMORT-SUR-CORREZE	MALEMORT	COMITE DES FETES DE MALEMORT	Organisations carnaval et autres animations 2025	1500
AUTRES ACTIONS CULTURELLES				
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	NESPOULS	LES CAUSSINADES	Spectacle humoristique 2025, avec de nouveaux artistes	550
L'YSSANDONNAIS	AYEN	AUX ARTS ETC... ' L' EMPREINTE DE L' ART '	20ème Marché des Potiers et Métiers d'Art en mai 2025	500
MALEMORT-SUR-CORREZE	VARETZ	CRE'ARTPASSION	Organisation de Floralies les 26 et 27 avril 2025	200
L'YSSANDONNAIS	PERPEZAC-LE-BLANC	LES AMIS DE PERPEZAC-LE-BLANC	Activités 2025 : troc de plantes,rendez-vous aux jardins,concert...	500
BRIVE-LA-GAILLARDE-1	BRIVE-LA-GAILLARDE-1	TUJAC CULTUREL SOCIAL ET SPORTIF	Déploiement d'activités éducatives, culturelles, sportives, pour les jeunes du quartier Tujac/Gaubre	1300
BRIVE-LA-GAILLARDE-1	BRIVE-LA-GAILLARDE-1	TUJAC CULTUREL SOCIAL ET SPORTIF	En 2025, le TUCSS aura 50 ans. Activités cinéma et présentation d'un film en juin 2025	1500
BRIVE-LA-GAILLARDE-1	BRIVE-LA-GAILLARDE-1	ALLIANCE FRANCAISE DELEGATION COMITE DE BRIVE	Organisation de conférences	800
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	ASSOCIATION IMAGES PLURIELLES	Soutien à la création artistique contemporaine : résidences d'artistes et diffusion	2500
ALLASSAC	SAINT-VIANCE	ASSOCIATION LITTÉRAIRE ET CULTURELLE DE SAINT-VIANCE	Création, conception, le support d'évènements culturels tels que : dictée publique, salon littéraire	200
BRIVE-LA-GAILLARDE-2	BRIVE-LA-GAILLARDE-2	ASSOCIATION BRIVE AVF ACCUEIL	Aider l'AVF à accueillir des personnes en recherche de lien soc., grâce aux 28 activités culturelles	400
L'YSSANDONNAIS	AYEN	COLLECTIF VIVRE ENSEMBLE DURABLEMENT	Projections débats sur des sujets environnementaux et sociétaux	300
BRIVE-LA-GAILLARDE-1	BRIVE-LA-GAILLARDE-1	ASSOCIATION FRANCO-HELLENIQUE DE LA CORREZE - BRIVE	Activités 2025 en vue de faire découvrir la culture hellénique	200
BRIVE-LA-GAILLARDE-2	BRIVE-LA-GAILLARDE-2	ASSOCIATION LES ASPHODELES	Présentation de l'art floral lors de l'expo annuelle à la chapelle Saint Libéral	400
BRIVE-LA-GAILLARDE-2	BRIVE LA GAILLARDE	COMITE MISS CORREZE	Organisation du gala de l'élection de Miss Corrèze 2024	500
MALEMORT-SUR-CORREZE	DAMPNIAT	AMICALE LAIQUE DAMPNIAT	Activités 2025 de l'association : gym, chorale, rando, arts plastiques...	1200
L'YSSANDONNAIS	AYEN	ASSOCIATION L'ARBORETUM	5ème fête de la musique en été pour célébrer les 35 ans de l'arboretum de La Tuillière	300
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	SAINT-CERNIN-DE-LARCHE	L'AMICALE DES ST CERNIN ET ST SERNIN	Saint-Cernin-de-Larche organise en 2025 la 10ème rencontre sur des St Cernin et St Sernin de France.	300
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	LISSAC-SUR-COUZE	CLUB LISSACOIS DU TEMPS LIBRE	Mise en place de journées découvertes inter-associations	300
TOTAL ACT BASSIN DE BRIVE				**72550**

Annexe 2 - ACT BASSIN DE TULLE 2025

CANTON	COMMUNE	DEMANDEUR	OBJET DEMANDE	SUBVENTION 2025
MUSIQUE				
SEILHAC-MONEDIERES	SAINT-SALVADOUR	ASSOCIATION DES AMIS DU FESTIVAL DE LA GENTE	Organisation et production du Festival de la Gente 2025 : concerts de musique classique	500
TULLE	TULLE	L'ECHO DES MUSES - RESSON DE LAS MUSAS	Préparation et organisation de concerts de musiques anciennes en 25 par l'ensemble L'Echo des Muses	300
TULLE	TULLE	ASSOCIATION CHOEURS DU PAYS DE TULLE	Projet artistique du Choeurs du Pays de Tulle 2025 "Tous à l'Opéra", concerts	1000
TULLE	TULLE	LIONS CLUB TULLE TUTELLA	Projet d'un concours international d'excellence d'accordéon à Tulle en juin 2025	1200
TULLE	TULLE	ASSOCIATION ENSEMBLE VOCAL CORYPHEE	Activités 2025 de l'association : concerts de chant choral	400
TULLE	TULLE	ASSOCIATION BIG BAND DU CRD DE TULLE - JAZZ ENSEMBLE DE TULLE	Activités 2025 de l'association : accompagner le Big Band dans ses concerts et répétitions	1600
TULLE	TULLE	ASSOCIATION CHORALE TULLA VOCE	Organisation de concerts avec une nouvelle programmation : pièces de Karl Jenkins , Rutter, Mozart	1000
TULLE	TULLE	JEUX DE LAMES - ENSEMBLE DÉPARTEMENTAL D'ACCORDÉONS DE LA CORRÈZE	Réunir des accordéonistes amateurs pour répéter et proposer des concerts avec l'ensemble d'accordéon	2000
SAINTE-FORTUNADE	SAINTE-FORTUNADE	CHORALE CANTARELLA	Aide pour le 30ème anniversaire de la chorale et financement d'un chef de choeur	800
TULLE	TULLE	ASSOCIATION POLYSSON	Rencontres musicales avec 7 musiciens professionnels dans les établissements en Corrèze	600
SAINTE-FORTUNADE	LE CHASTANG	BANANA FAMILY EVENT	Organisation d'un Festival musical et culturel à Le Chastang en 2025 sur deux jours	700
THEATRE				
TULLE	TULLE	INOUÏES PRODUCTIONS	Représentations de plusieurs spectacles et résidences de création en 2025	300
TULLE	TULLE	COMPAGNIE ART'ENSOI	Activités 2025 de l'association : ateliers de théâtre tout public et Journées de l'Ephémère	500
SEILHAC-MONEDIERES	SEILHAC	LE BREZOU	Organisation de la 10ème édition du Festival de Théâtre de Seilhac en août 2025	2000
SEILHAC-MONEDIERES	CHAMBOULIVE	COMPAGNIE LA SOEUR DE SHAKESPEARE	Création et diffusion de spectacles théâtre et musique	300
TULLE	TULLE	LES PETITS POIS SONT ROUGES	Création et diifusion de spectacles, ateliers de pratique artistique théâtrale	1000
SEILHAC-MONEDIERES	LE LONZAC	ASSOCIATION LA CLEF DES CHAMPS - LE LONZAC	Organisation de trois représentations théâtrales en 2025	300
CINEMA VIDEO				
TULLE	TULLE	JULI PRODUCTIONS	Court-métrage d'animation "Les dernières fleurs avant l'hiver" tourné à Tulle en 2025	1000
TULLE	TULLE	ASSOCIATION AUTOUR DU 1ER MAI	Organisation des 20ème Rencontres Cinéma et Société en septembre 2025	1000
TULLE	TULLE	LA MAISON ROHMER	Dans le cadre du projet Maison Rohmer, travail sur le fonds d'archives avec valorisation éditoriale	1000
DANSE				
TULLE	TULLE	ASSOCIATION DANSES ET SPECTACLES	Organisation du spectacle de danse de fin d'année en 2025	500
SAINTE-FORTUNADE	SAINTE-FORTUNADE	GROUPE FOLKLORIQUE LES REVEILHES - SAINTE-FORTUNADE	Festival de chants, danses et musiques du monde 2025 : accueil de groupes nationaux	600
SEILHAC-MONEDIERES	SAINT-JAL	LOU PINOU	Cours et spectacles de danses traditionnelles	300

TULLE	TULLE	COMITE DEPARTEMENTAL DE L'USEP 19	Organisation du projet danses traditionnelles à l'école 2025	800
LIVRE LECTURE CONTE				
NAVES	NAVES	ASSOCIATION RENCONTRES ET DEDICACES - NAVES	Organisation de la Foire du Livre "Mille et une Pages" en 2025 à Naves	1100
SEILHAC-MONEDIERES	LE LONZAC	LONZACULTURE	Aide pour des animations culturelles à la médiathèque de Le Lonzac en 2025	300
NAVES	CORREZE	CLUB SPORTS ET CULTURE DE CORREZE	Organisation d'un évènement dans le cadre du Festival Coquelicontes	200
ARTS PLASTIQUES				
TULLE	TULLE	ASSOCIATION LA COUR DES ARTS	Activités de création artistique contemporaine dans le domaine des arts visuels et des métiers d'art	5000
TULLE	TULLE	ASSOCIATION ASPTT TULLE	Organisation du 26ème Festival International d'Art Photographique à Tulle du 1er au 16 octobre 2025	1500
HISTOIRE PATRIMOINE				
NAVES	NAVES	POUR UNE BIENNALE EUROPEENNE D'HISTOIRE LOCALE	Organisation de la 3ème Biennale Européenne d'Histoire Locale	3000
TULLE	TULLE	ASSOCIATION DES AMIS DU MUSEE DU CLOITRE - TULLE	Activités 2025 de l'association : Parution du "Griffon", manifestations culturelles	500
SEILHAC-MONEDIERES	LAGRAULIERE	ASSOCIATION POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE GRAULIEROIS - LAGRAULIERE	Organisation d'animations : exposition, sorties découverte, journées du patrimoine	200
FOYERS COMITES DES FETES				
SAINTE-FORTUNADE	SAINTE-FORTUNADE	FOYER RURAL DE JEUNES ET D'EDUCATION POPULAIRE DE SAINTE FORTUNADE	Activités 2025 de l'association : minéralogie, généalogie, country, gymnastique, informatique	300
SEILHAC-MONEDIERES	CHANTEIX	CHANTEIX ANIMATIONS, LE COMITE DES FETES	Activités 2025 de l'association : Fête de l'arbre, animations fête de St Jean, atelier théâtre	300
SAINTE-FORTUNADE	GROS-CHASTANG	QUE FASEM AQUI	Festival "Auprès de mon arbre" au mois de juillet : ciné plein air, musique et danse trad	400
SEILHAC-MONEDIERES	BEAUMONT	COMITE DES FETES BEAUMONT	Activités 2025 de l'association : fête de Jarennes	300
SAINTE-FORTUNADE	LAGARDE-MARC-LA-TOUR	ASSOCIATION LA SOURIS VERTE - LAGARDE-ENVAL	Activités 2025 de l'association : théâtre, peinture, modelage, yoga, écriture, salsa	300
SAINTE-FORTUNADE	LA ROCHE-CANILLAC	COMITE DES FETES DE LA-ROCHE-CANILLAC	Organisation de la fête de l'étang de Laborde en 2025 : concert, cinéma en plein air, feu d'artifice	400
AUTRES ACTIONS CULTURELLES				
TULLE	TULLE	COMMUNAUTE ROLISTE EN CORREZE	Organisation du Festival ludique Crôc 2025	200
TULLE	TULLE	ASSOCIATION PEUPLE ET CULTURE	Artothèque et cinéma documentaire. Résidences d'artistes dans des communes rurales	2700
TULLE	TULLE	DU SOUFFLE AUX CORDES	Activités 2025 de l'association : création et diffusion de spectacles jeune public et tout public	1500
NAVES	ORLIAC-DE-BAR	LES RAMEAUX FLEURIS	Organisation d'une manifestation sur les métiers d'antan et d'aujourd'hui, atmosphère d'autrefois	300
SEILHAC-MONEDIERES	CHAMBOULIVE	ASSOCIATION LOST IN TRADITIONS	Activités 2025 de l'association : musique, théâtre, arts graphiques et actions culturelles	2500
NAVES	GIMEL	INNISOUND	Aide pour créer des moments d'échanges, de médiation, ateliers d'écritures, enregistrements sonores	200
TULLE	TULLE	ASSOCIATION CORREZE FRANCE PROCHE-ORIENT	Activités 2025 de l'association : Conférences-débats, expositions, colloques, concerts	1000
TULLE	TULLE	AIR DE JEUX	Activités de la ludothèque itinérante	800
TULLE	TULLE	L'OUTIL EN MAIN DE TULLE	Des artisans à la retraite proposent aux enfants de plus de 9 ans la découverte des métiers manuels	1000

TULLE	TULLE	VIVRE EN PAYS DE TULLE	Comité des fêtes de la ville de Tulle. Organisation de différents évènements.	2200
SEILHAC-MONEDIERES	CHAMBOULIVE	COMPAGNIE SI J'Y SUIS	Création et diifusion de spectacles sur le cirque et des arts de la rue	500
NAVES	SAINT-AUGUSTIN	ZIGZAGUEZ EN CORRÈZE	Organisation du 7ème Festival de la Micro-Mobilité 2025 : micro-voitures, exposition	300
SEILHAC-MONEDIERES	LE LONZAC	SPORT-CULTURE ET DETENTE EN MONEDIERES	Développement d'activités culturelles et sportives	300
TULLE	TULLE	AU COIN DU CANTOU	Activités 2025 de l'association : Café associatif, jeux de sociétés, de cartes, de rôles	300
SEILHAC-MONEDIERES	CHAMBOULIVE	AMIS DE LA CHAPELLE DU PUY-GRAND	Animations 2025 autour de la culture et du patrimoine à la Chapelle du Puy Grand à Chamboulive	1000
TULLE	TULLE	MERVEILLEUX PRETEXTE	Activités 2025 de l'association : ateliers, expositions, résidences d'artistes, évènements culturels	700
SAINTE-FORTUNADE	SAINT-PAUL	ASSOCIATION LA PIERRE FONTAINE	Activités 2025 de l'association : Ateliers, conférence, voyage culturel	400
TULLE	TULLE	BALAD'OC	Organisation de la 10ème édition du Festival Balad'oc Tula à Tulle en 2025	400
TULLE	TULLE	TAROT CLUB DU PAYS VERT	Activités 2025 de l'association	200
TULLE	TULLE	ASSOCIATION MAQUETTES 19	Activités 2025 de l'association : projets maquettisme, expositions	200
TOTAL ACT BASSIN DE TULLE				**50 200 €**

ANNEXE 3 - ACT HAUTE CORREZE 2025

CANTON	COMMUNE	DEMANDEUR	OBJET DEMANDE	SUBVENTION 2025
MUSIQUE				
EGLETONS	CHAUMEIL	ASSOCIATION LES AMIS DE JEAN SEGUREL	Organisation du gala d'accordéon en août 2025	1000
HAUTE-DORDOGNE	LATRONCHE	ASSOCIATION MUSIQUE EN LIMOUSIN	Soutien aux actions d'éducation artistique et culturelle et organisation de la 29ème édition du Festival Millesources et Dordogne 2025	9000
EGLETONS	MARCILLAC-LA-CROISILLE	LE CRI DU PAPIER	Deuxième Guinguette de Lilette : 5 soirées concerts en juillet et août 2025 à Marcillac-la-croisille	1500
EGLETONS	EGLETONS	ACCORDEONS EN MONEDIERES	Organisation d'un festival d'accordéons en 2025	500
USSEL	EYGURANDE	ASSOCIATION RENCONTRE ARTISTIQUE ET POETIQUE (RAP)	Organisation de la 8ème édition du Festiv'all avec plusieurs concerts en août 2025	500
EGLETONS	SARRAN	LA CHORALE DE SARRAN	Activités 2025 de la chorale : développement territorial	1000
HAUTE-DORDOGNE	BORT-LES-ORGUES	CHORALE CONTRECHANT DES ORGUES ET DE L'ARTENSE	Soutien à l'activité de la chorale pour l'année 2025	600
HAUTE-DORDOGNE	LIGINIAC	DETENTE ET CHORALE	Activités 2025 de la chorale	350
THEATRE				
PLATEAU DE MILLEVACHES	SAINT-ANGEL	COMPAGNIE THEATRALE COTE A COTE	Création et diffsion du spectacle vivant, formation au théâtre des jeunes enfants et adolescents	1500
HAUTE-DORDOGNE	SARROUX-SAINT JULIEN	LES TRÉTEAUX DU PLATEAU	L'Atelier théâtre propose un travail intergénérationnel sur des textes patrimoniaux et contemporains	400
DANSE				
EGLETONS	CHAUMEIL	ASSOCIATION FOLKLORE ET TRADITIONS EN MONEDIERES - CHAUMEIL	Stage danse et musique en août 2025	800
EGLETONS	EGLETONS	DANSE AVEC LES LOUVES	Promotion et le développement de la danse, du chant en milieu rural sous forme de bals et stages	300
USSEL	USSEL	FUN DANSE 19	Activités 2025 de l'association : danses de salon, danses en ligne	200
USSEL	USSEL	ASSOCIATION LA SABOTIERE	Animation dans les maisons de retraite ou foyers avec des chants et danses folkloriques	300
EGLETONS	EGLETONS	EAGLES TOWN COUNTRY	Organisation d'un stage, suivi d'un bal au château Robert d'Egletons en oct 2025	500
USSEL	EYGURANDE	ASSOCIATION ICORANDA LIMOUSIN MARCHE AUVERGNE - EYGURANDE	Divers déplacements pour représentations et échanges en 2025	300
EGLETONS	EGLETONS	LOU SUQUETOU D'AUITOU	Spectacle floklorique danses, chants et musiques de la Corrèze	500
LIVRE LECTURE CONTE				
EGLETONS	EGLETONS	ASSOCIATION DES AMIS DE LA BIBLIOTHEQUE EGLETONS	Organisation d'un spectacle de contes "Coquelicontes" pour la petite enfance en mai 2025	700
HISTOIRE PATRIMOINE				
HAUTE-DORDOGNE	BORT-LES-ORGUES	RECHERCHES HISTORIQUES ET ARCHEOLOGIQUES (RHABAP)	Activités 2025 de l'association : recherches archéologiques, conférence, documentation	500
FOYERS COMITES DES FETES				
EGLETONS	SARRAN	COMITE DES FETES DE SARRAN	Activités 2025 de l'association et organisation de Sarran Festival 2025 du 1er au 3 Août 2025	2000
PLATEAU DE MILLEVACHES	DAVIGNAC	FOYER RURAL DE DAVIGNAC	Activités 2025 de l'association : École de Bourrée, animations diverses, journée du terroir	1000
HAUTE-DORDOGNE	THALAMY	COMITE DES FETES DE THALAMY	Activités 2025 de l'association : théâtre, fête patronale, animations	500
HAUTE-DORDOGNE	SAINT-VICTOUR	COMITE DES FETES DE SAINT-VICTOUR	Activités 2025 de l'association : fête patronale, diverses animations	500

USSEL	MERLINES	COMITE DES FETES DE MERLINES	Activités 2025 de l'association : foire artisanale, fête patronale, ciné-goûter, carnaval	300
EGLETONS	CHAUMEIL	CHAUMEIL EN FETE	Animations 2025 dans le village de Chaumeil	800
USSEL	EYGURANDE	FOYER RURAL CANTON D'EYGURANDE	Fonctionnement du Foyer Rural et de la Bourrée des Agriers	600
HAUTE-DORDOGNE	SAINT-HILAIRE-LUC	COMITE DES FETES ET D'ANIMATION DE SAINT-HILAIRE-LUC	Activités 2025 de l'association : Exposition, concerts, balade culturelle	750
PLATEAU DE MILLEVACHES	PEROLS-SUR-VEZERE	COMITE DES FETES DE PEROLS SUR VEZERE	Organisation de différents évènements culturels ainsi que des concerts	300
EGLETONS	MARCILLAC-LA-CROISILLE	DECLIC'ANIM	Activités 2025 de l'association : diverses soirées, fête de la musique, fête votive	1500
HAUTE-DORDOGNE	SARROUX-SAINT JULIEN	COMITE D'ANIMATION DE SAINT-JULIEN-PRES-BORT	Organisation de la fête Patronale les 2 et 3 août 2025	300
HAUTE-DORDOGNE	BORT-LES-ORGUES	COMITE DES FETES BORT-LES-ORGUES	Activités 2025	300
PLATEAU DE MILLEVACHES	SORNAC	COMITE DES FETES DE SORNAC	Activités 2025 de l'association	300
ARTS PLASTIQUES				
PLATEAU DE MILLEVACHES	SAINT-SETIERS	ASSOCIATION MOUVANCE	Exposition de peintures "La planète de Demain" de Michèle Laveix et Nini Villegas	300
HAUTE-DORDOGNE	BORT-LES-ORGUES	ASSOCIATION WAKE UP	2ème festival de graffitis "Bort fait l'mur"	500
HAUTE-DORDOGNE	SAINT-ETIENNE-AUX-CLOS	ASSOCIATION SILVA	Organisation de la 15ème édition du Festival photographique et de nature "Signé NATURE"	1000
AUTRES ACTIONS CULTURELLES				
USSEL	USSEL	ASSOCIATION DE L'IMPRIMERIE DU MUSEE D'USSEL	Valorisation des anciennes pratiques d'imprimerie, démonstration, exposition, initiation, stages	500
EGLETONS	LE JARDIN	LE COLLECTIF DU JARDIN	Réalisation de la 9ème édition du festival "Journées Cirque au Jardin" qui aura lieu en été 2025	1000
HAUTE-DORDOGNE	BORT-LES-ORGUES	ASSOCIATION MUSEE DE LA TANNERIE ET DU CUIR	Organisation de la 4ème édition de la Fête du Cuir en 2025 à Bort les Orgues	600
PLATEAU DE MILLEVACHES	AMBRUGEAT	LA MAISON SUR LA PLACE	Activités 2025 de l'association : Ateliers, stages de pratique artistique et artisanale	300
EGLETONS	EGLETONS	CENTRE CULTUREL ET SPORTIF D'EGLETONS	Organisation d'activités culturelles et de loisirs en 2025	5000
EGLETONS	MOUSTIER-VENTADOUR	ASSOCIATION CAFE DU MOUSTIER	Proposer des activités culturelles : organisation de spectacles, d'expositions, de conférences	1000
HAUTE-DORDOGNE	LIGINIAC	LES COMPAGNONS DE LA BONNE HUMEUR	Fonctionnement de l'association : activités hebdomadaires (belote, jeux) organisation de lotos	300
HAUTE-DORDOGNE	BORT-LES-ORGUES	SALON DES ANTIQUITÉS DE BORT ARTENSE	Salon des antiquités brocante de Bort et Salon des auteurs pour l'année 2025	1000
HAUTE-DORDOGNE	SERANDON	L'ARBRE DU RENARD	Organisation d'une manifestation pluridisciplinaire sur trois jours "le Ren'ART en fête"	1500
EGLETONS	LAVAL-SUR-LUZEGE	ASSOCIATION LEZ'ARTS ET SALAMANDRE	Organisation d'évènements culturels : musique, théâtre, cirque	1750
PLATEAU DE MILLEVACHES	MEYMAC	LA FIESTA MEYMACOISE	Animations diverses sur la commune prévues en 2025 (lotos, soirée dansante, marché de Noël)	1000
PLATEAU DE MILLEVACHES	MEYMAC	AMICALE DU MONT BESSOU	Activités 2025 de l'association	800
PLATEAU DE MILLEVACHES	PEYRELEVADE	ASSOCIATION LES P'TITS BOUTS	Actions artistiques et culturelles en faveur des familles : programmation 2025	600
PLATEAU DE MILLEVACHES	MEYMAC	LES AMIS DE MEYMAC PRES BORDEAUX	Organisation du salon des vins et de différentes manifestations	500
PLATEAU DE MILLEVACHES	BUGEAT	HAUTE CORREZE EVENEMENTS	Organisation d'un salon d'exposition de modélisme ferroviaire et expositions sur le thème du train	3000

PLATEAU DE MILLEVACHES	SAINT ANGEL	ASSOCIATION LES VIEUX CRAMPONS FUMANTS	Organisation de la Fête de la Moisson le 15 août 2025 à Saint-Angel	800
PLATEAU DE MILLEVACHES	PEYRELEVADE	ATELIER LA PIERRE QUI VOLE	Récolte d'automne : rencontres, croquis d'observation dans un lieu patrimonial inspirant	300
EGLETONS	SARRAN	LES ÉPICÉS	Animations diverses : balade contée, fête de la nature, nuit des étoiles, concours de pétanque	500
PLATEAU DE MILLEVACHES	PEYRELEVADE	LA PIERRE LEVEE PEYRELEVADE	Organisation de la Fête du pain et de la Fête de la Chapelle du Rat à Peyrelevade en 2025	300
USSEL	USSEL	ASSOCIATION BOUGE TA VILLE	Animations et manifestations culturelles : fêtes de Noël, cabaret, regroupement bandas et fanfares	3500
HAUTE-DORDOGNE	SAINT-HILAIRE-LUC	ASSOCIATION LES AMIS DE SAINT-HILAIRE-LUC	Activités 2025 de l'association : conférences, rencontres, expositions, concerts	500
PLATEAU DE MILLEVACHES	BUGEAT	EVENEMENTS CHIC	Organisation de Miss Evènements Chic Limousin le 20 septembre 2025	500
USSEL	USSEL	UN TEMPS POUR SOI	Activités 2025 de l'association : danse, rando, yoga, dessin, peinture, gym, scrabble	200
PLATEAU DE MILLEVACHES	SAINT-REMY	DETENTE SPORTIVE	Activités 2025 de l'association	300
EGLETONS	LAPLEAU	LES PASSAGERS DU VENT	Activités 2025 de l'association	300
ACT HAUTE CORREZE				57450

Annexe 4 - ACT VALLEE DE LA DORDOGNE 2025

CANTON	COMMUNE	DEMANDEUR	OBJET DEMANDE	SUBVENTION 2025
MUSIQUE				
MIDI CORREZIEN	SERILHAC	ASSOCIATION BLOCSON	Festival Hors-sol 2025 et fonctionnement de l'association Blocson	800
MIDI CORREZIEN	MEYSSAC	ASSOCIATION "AU CHOEUR DE MEYSSAC"	Activités 2025 de la chorale	300
ARGENTAT	BASSIGNAC-LE-HAUT	FESTIV'ARTS EN XAINTRIE	Organisation de concerts : classiques, jazz, folk et chorale	1000
ARGENTAT	ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	LES ECHOS LIMOUSINS	Organisation d'un festival dans le cadre des 90 ans du groupe d'art et tradition populaire	300
ARGENTAT	ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	LES ECHOS LIMOUSINS	Organisation d'un festival dans le cadre des 90 ans du groupe d'art et tradition populaire - subvention exceptionnelle (anniversaire)	200
MIDI CORREZIEN	BEYNAT	CLUB LES BRUYERES	10ème festival Accordéon Passion et 4ème concours des jeunes espoirs de l'accordéon	800
ARGENTAT	ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	LOS GOJATS DEL PORTI	Création second CD- Participation à un concert à Pau...	600
ARGENTAT	ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	CHORALE DES GABARIERS	Organisation du 15ème Festival Val'Dordogne + 40ème anniversaire Chorale des Gabariers en 10/25	300
ARGENTAT	ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	CHORALE DES GABARIERS	Organisation du 15ème Festival Val'Dordogne + 40ème anniversaire Chorale des Gabariers en 10/25 - subvention exceptionnelle (anniversaire)	200
MIDI CORREZIEN	BEAULIEU-SUR-DORDOGNE	ASSOCIATION CHOEUR DE BEAULIEU	Pratique du chant choral et organisation de concerts	800
MIDI CORREZIEN	MEYSSAC	ASSOCIATION RUBATO CORTESE	Organisation de concerts et actions culturelles à destination de tous publics	1000
MIDI CORREZIEN	SAINT-JULIEN-MAUMONT	CHOEUR D'HOMMES AMISTAT	Activités 2025 de la chorale : chants traditionnels basque, occitans ,catalans	300
THEATRE				
MIDI CORREZIEN	CHAUFFOUR-SUR-VELL	ASSOCIATION LES BALADINS DU VELL - CHAUFFOUR-SUR-VELL	Organisation et financement de représentations de pièces de théâtre	500
ARGENTAT	ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	COMPAGNIE LA JOYEUSE CLIQUE	Représentations théâtrales en Corrèze	300
MIDI CORREZIEN	LIOURDRES	CAVAL'SCENE	Aide pour les Jeudis Festifs de Liourdres, chaque semaine de juillet et août	400
DANSE				
ARGENTAT	SAINT-PRIVAT	ASSOCIATION LES AMIS DE LA BOURREE - SAINT-PRIVAT	Aide au fonctionnement du groupe folklorique et organisation de manifestations	300
ARGENTAT	ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	COUNTRY CLUB VAL DORDOGNE	Démonstrations et initiations de danse, organisation de bals country	500
LIVRE LECTURE CONTE				
MIDI CORREZIEN	LANTEUIL	LANTEUIL GYM ET LOISIRS	Organisation du 3ème salon du livre à Lanteuil	150
MIDI CORREZIEN	SERILHAC	NID DE PLUMES	Organisation Salon du livre, Concours Auteurs et Artistes en herbe, Conférences, Soirées poétiques	500
ARGENTAT	MONCEAUX-SUR-DORDOGNE	LES P'TITS ZASTICOTS MAISON D'EDITION	Publication de 2 nouveaux livres en 2025, interventions scolaires auprès des élèves corréziens.	300
ARGENTAT	ALBUSSAC	ASSOCIATION IMEDIA UTOPIQUE	Soutien au programme éditorial 2025 de la maison d'édition jeunesse	500
HISTOIRE PATRIMOINE				
MIDI CORREZIEN	BEAULIEU-SUR-DORDOGNE	ASSOCIATION DU PATRIMOINE DU PAYS DE BEAULIEU	Création d'animations pour faire connaître le patrimoine	1500
MIDI CORREZIEN	AUBAZINE	ASSOCIATION HISTOIRE ET ARCHEOLOGIE AU PAYS D'AUBAZINE	Entretien du site du Calvaire : nettoyage, défrichage	900
MIDI CORREZIEN	LA CHAPELLE-AUX-SAINTS	ASSO. LA CHAPELLE AUX SAINTS ARCHEOLOGIE PATRIMOINE CASAP	Saison culturelle 2025 du musée	1500
MIDI CORREZIEN	LA CHAPELLE-AUX-SAINTS	ASSO. LA CHAPELLE AUX SAINTS ARCHEOLOGIE PATRIMOINE CASAP	Saison culturelle 2025 du musée - subvention exceptionnelle (passage DSP)	1500
MIDI CORREZIEN	NOAILHAC	NOAILHAC MEMOIRE ET PATRIMOINE	Actions de protection, mise en valeur et promotion du patrimoine naturel ou bâti de Noailhac	800
MIDI CORREZIEN	BILHAC	PATRIMOINE, ANIMATION ET CULTURE À BILHAC	Organisation de manifestations culturelles, autour de l'histoire et du patrimoine	500

MIDI CORREZIEN	MEYSSAC	LEG XII FULMINATA	Activités de reconstitution historique et promotion de la culture gallo-romaine	300
FOYERS COMITES DES FETES				
MIDI CORREZIEN	COLLONGES-LA-ROUGE	LA VIE COLLONGEOISE	Animations et loisirs culturels 2025	200
ARGENTAT	BASSIGNAC-LE-HAUT	COMITE DES FETES DE BASSIGNAC LE HAUT	Organisation d'évènements festifs : soirées dansantes, fête du village...	400
ARGENTAT	MONCEAUX-SUR-DORDOGNE	COMITE DES FETES ET DES FOIRES DE MONCEAUX	Organisation de la Fête de l'ascension 2025	400
MIDI CORREZIEN	SERILHAC	SERILHAC EN FETE	Organisation d'événements ruraux et conviviaux	400
MIDI CORREZIEN	MEYSSAC	COMITE DES FETES DE MEYSSAC	Organisation de la fête Votive 2025	500
MIDI CORREZIEN	ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	ARGENTAT ANIMATIONS	Organisation de manifestations, animations et spectacles	2500
MIDI CORREZIEN	BEAULIEU-SUR-DORDOGNE	COMITE DES FETES	Activités 2025 du comité de fêtes	2000
MIDI CORREZIEN	MARCILLAC-LA-CROZE	ASSOCIATION LA RONDE DE MARCILLAC-LA-CROZE	Cours d'aquarelle, gym, marche, fête votive, feu de st Jean, divers repas...	300
ARGENTAT	CAMPS-SAINT-MATHURIN-LEOBAZEL	FOYER RURAL CAMPS-SAINT-MATHURIN-LEOBAZEL	Organisation du week-end "Môm'en fête" 2025	600
ARGENTAT	CAMPS-SAINT-MATHURIN-LEOBAZEL	FOYER RURAL CAMPS-SAINT-MATHURIN-LEOBAZEL	Festival de musique actuelle 2025 : les Gorges Hurlantes	600
ARGENTAT	CAMPS-SAINT-MATHURIN-LEOBAZEL	FOYER RURAL CAMPS-SAINT-MATHURIN-LEOBAZEL	Aide au fonctionnement de l'association pour l'année 2025	1200
MIDI CORREZIEN	TUDEILS	FOYER RURAL DE TUDEILS	Activités 2025 de l'association	300
AUTRES ACTIONS CULTURELLES				
MIDI CORREZIEN	BEYNAT	TAROT CLUB DU CANTON DE BEYNAT	Développement et consolidation du club de tarot	500
MIDI CORREZIEN	BEYNAT	ASSOCIATION LES AMIS DE BEYNAT	Programmation annuelle d'activités culturelles, spectacles, visites patrimoine, voyages, conférence	1000
MIDI CORREZIEN	BEAULIEU-SUR-DORDOGNE	COMITE DES FETES DE BRIVEZAC	Activités 2025 de l'association	400
MIDI CORREZIEN	CUREMONTE	ASSOCIATION LES AMIS DE CUREMONTE	Participation au Rendez-vous aux Jardins 2025 et organisation d'un concert	800
ARGENTAT	ALTILLAC	CORPS EN MOUVEMENT	Activités culturelles, artistiques et créatives	400
ARGENTAT	ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	ASSOCIATION ARGENTAT PATCH	Aide au fonctionnement de l'atelier d'Art Textile	150
ARGENTAT	ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	TERRA LIMOSINA	Organisation de la 38ème édition du marché des potiers à Argentat-sur-Dordogne, 2&3 août 2025	500
MIDI CORREZIEN	BEAULIEU-SUR-DORDOGNE	CLUB DE BRIDGE DE BEAULIEU MEYSSAC SAINT CERE (BCBMSC)	Organisation du Festival de bridge de BEAULIEU	500
ARGENTAT	ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	ASSOCIATION NUAGE VERT - MUSÉE MOBILE VALLÉE DE LA DORDOGNE	Evénements pluridisciplinaires et festival mêlant Nature et Culture 2025	3000
MIDI CORREZIEN	COLLONGES-LA-ROUGE	ASSOCIATION COLLONGES FESTIF	Parades vénitiennes, parade renaissance 2025 et autres animations	1000
MIDI CORREZIEN	MEYSSAC	MEYSSAC, CULTURE ET LOISIRS	Organisation des "Automnales 2025"	1500
MIDI CORREZIEN	MEYSSAC	MEYSSAC, CULTURE ET LOISIRS	Activités 2025 de l'association : chant, danses, poterie, occitan, club littéraire, expositions	300
MIDI CORREZIEN	BEYNAT	IMMOTUS VERTO	Activités 2025 de l'association : acquisition d'un véhicule, réalisation d'une vidéo sur le manège	1000
MIDI CORREZIEN	MARCILLAC-LA-CROZE	UN TREMPLIN VERS SOI	Salon du bien-être et de la spiritualité en novembre 2025	400
ARGENTAT	ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	CORPS EN TÊTE	Pratiques culturelles et artistiques adultes et enfants saison 2024/2025	1000
TOTAL ACT VALLEE DE LA DORDOGNE				**38900**

Annexe 5 - ACT VEZERE AUVEZERE 2025

CANTON	COMMUNE	DEMANDEUR	OBJET DEMANDE	SUBVENTION 2025
MUSIQUE				
UZERCHE	SALON-LA-TOUR	ASSOCIATION SALON MUSIQUE - SALON-LA-TOUR	Organisation d'un concert Gospel à Salon La Tour le 14 juin 2025	300
UZERCHE	UZERCHE	ASSOCIATION CHORALE GAUCELM FAYDIT UZERCHE	Organisation des Rencontres Chorales, accueil en résidence, stage de chant, concerts en juin 2025	200
SEILHAC-MONEDIERES	MADRANGES	RETOUR AU CHANT	Chorale, concerts, sorties musicales	300
UZERCHE	ARNAC-POMPADOUR	ENSEMBLE VOCAL DU PAYS DE POMPADOUR	Aide au fonctionnement 2025 de la chorale	500
UZERCHE	UZERCHE	CULTURE ET PATRIMOINE À UZERCHE	Organisation du 19ème Festival de Musique "Muz" à Uzerche en août 2025	1500
UZERCHE	LUBERSAC	CHOEUR DE LOUPS	Activités 2025 de l'association : enregistrement du 2ème CD, concerts de la chorale, déplacements	300
THEATRE				
UZERCHE	UZERCHE	THÉÂTRE DES FUNAMBULES	Activités 2025 de l'association : création théâtrale, ateliers, stages et radio	300
CINEMA VIDEO				
UZERCHE	MEILHARDS	ASSOCIATION LA GAILLARDE	Réalisation d'un film documentaire sur l'agriculture paysanne et édition d'un livret	300
UZERCHE	UZERCHE	ASSOCIATION CORRÈZE TÉLÉVISION	Soutien à un média d'Information de proximité : reportages, écrits, vidéos	1000
DANSE				
UZERCHE	ARNAC-POMPADOUR	ASSOCIATION CULTURELLE DU PAYS DE POMPADOUR	Activités 2025 de l'association : danse, musique et gala de danse en juin 2025	1500
ALLASSAC	PERPEZAC-LE-NOIR	FUNKY PERP'	Aide pour l'achat de costumes pour le gala de fin d'année 2025	300
LIVRE LECTURE CONTE				
PLATEAU DE MILLEVACHES	GRANDSAIGNE	COMITE DES FETES DE GRANDSAIGNE	Organisation d'un spectacle de contes "Coquelicontes" en mai 2025	200
UZERCHE	UZERCHE	ASSOCIATION LE CORPS A VIVRE	Organisation de balades contées avec conteurs, musiciens et danseurs	300
ARTS PLASTIQUES				
SEILHAC-MONEDIERES	TREIGNAC	ASSOCIATION TREIGNAC PROJET	Activités 2025 de l'association : expositions internationales et résidences d'artistes	1000
UZERCHE	SAINT-PARDOUX-CORBIER	ASSOCIATION ARTS PATRIMOINE ET GASTRONOMIE A	Activités 2025 de l'association : exposition photos, photographes amateurs	300
UZERCHE	ARNAC-POMPADOUR	RENCONTRE DES ARTS POMPADOUR	Activités 2025 de l'association : ateliers, conférences, expositions	300
UZERCHE	UZERCHE	ASSOCIATION " ART SCENE " - UZERCHE	Pratiques artistiques : dessins, peinture adultes, enfants, expositions	300
UZERCHE	MASSERET	ARTS HUMAINS	Organisation de plusieurs expositions à Masseret en 2025	500
SEILHAC-MONEDIERES	CHAMBERET	CERCLE DES ARTS PLASTIQUES DES MONEDIERES	Organisation d'ateliers de peinture et de sculpture, de salons artistiques et d'expositions	500

HISTOIRE PATRIMOINE				
UZERCHE	UZERCHE	ARCHEOLOGIE PAYSAGE	Activités 2025 de l'association : ateliers archéologiques, sorties sur le terrain	2500
UZERCHE	SEGUR-LE-CHATEAU	LES AMIS DE SEGUR	Mise en valeur du petit patrimoine, création d'un fond d'archives photographies et documents divers	300
PLATEAU DE MILLEVACHES	TARNAC	ASSO. DE RECHERCHES HISTORIQUES ET ARCHEOLOGIQUES ARHA TARNAC	Mise en valeur du petit patrimoine local et des sites du patrimoine historique et archéologiques	800
FOYERS COMITES DES FETES				
UZERCHE	SAINT-YBARD	COMITE DES FETES DE SAINT-YBARD	Activités 2025 de l'association : soirées à thèmes, fête de la St Roch	300
SEILHAC-MONEDIERES	MADRANGES	COMITE DES FETES DE MADRANGES	Activités 2025 de l'association	300
SEILHAC-MONEDIERES	RILHAC-TREIGNAC	FOYER RURAL RILHAC-TREIGNAC	Activités 2025 de l'association : Fête du Four, soirées à thèmes	500
PLATEAU DE MILLEVACHES	BONNEFOND	ASSOCIATION BONNEFOND ANIMATIONS	Organisation de plusieurs soirées à thèmes avec animations en 2025	300
PLATEAU DE MILLEVACHES	GRANDSAIGNE	COMITE DES FETES DE GRANDSAIGNE	Activités 2025 de l'association : Fête du pain, animations musicales et culturelles	300
L'YSSANDONNAIS	CONCEZE	FOYER RURAL ET D'EDUCATION POPULAIRE DE CONCEZE	Activités 2025 de l'association : spectacle de chants et danses, Bodéga	300
ALLASSAC	PERPEZAC-LE-NOIR	FOYER RURAL DES JEUNES DE PERPEZAC-LE-NOIR	Activités 2025 de l'association : diverses animations	100
UZERCHE	ARNAC-POMPADOUR	COMITE DES FETES POMPADOUR	Organisation de diverses manifestations culturelles en 2025	500
ALLASSAC	PERPEZAC-LE-NOIR	COMITE DES FETES ET LOISIRS DE PERPEZAC-LE-NOIR	Activités 2025 de l'association : Fête de la musique en juin	800
AUTRES ACTIONS CULTURELLES				
SEILHAC-MONEDIERES	TREIGNAC	ASSOCIATION LES AMIS DE TREIGNAC	Mettre en valeur les collections patrimoniales du musée de Treignac, gérées par l'association,	300
UZERCHE	UZERCHE	ROMAIN MICHEL ET CIES	Aide pour l'organisation d'évènements culturels, création et diffusion de spectacles	300
UZERCHE	BENAYES	CHOU	Soutien pour le développement d'activités culturelles, de loisirs, d'entraide et de solidarité	300
UZERCHE	CONDAT-SUR-GANAVEIX	GROUPEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIO-EDUCATIFS DU LIMOUSIN	Participation aux festival aux champs Chanteix : écriture de chanson et interprétation	500
UZERCHE	UZERCHE	ASSOCIATION À LA RUE	Soutien pour l'organisation du Festival des Arts de Rue d'Uzerche et Masseret "sur la route d'Auril	300
UZERCHE	ESPARTIGNAC	CIE SOUP'SON	Soutien pour la création et la diffusion de spectacles de théâtre, musique, cirque	300
ALLASSAC	PERPEZAC-LE-NOIR	ARTISANAT ET SAVEURS DE CORREZE	Organisation, rénovation et ameublement de points d'expositions/ventes.	200
UZERCHE	LUBERSAC	ASSOCIATION EVENEMENTS A PART	Production, diffusion, création pluridisciplinaire danse-musique actuelle-cirque	500
UZERCHE	UZERCHE	UZERCHE	Organisation de la manifestation "Les Mardis d'Uzerche", pluridisciplinaire culturelle estivale	300

UZERCHE	UZERCHE	LA DERIVE	Production et diffusion de spectacles de cirque contemporain	500
SEILHAC-MONEDIERES	MADRANGES	MADRANGES, PATRIMOINE ET TALENTS EN MONEDIERES	Activités 2025 de l'association : conférences, exposition, concerts...	300
SEILHAC-MONEDIERES	MADRANGES	MADRANGES VELOS LOISIRS-MVL	Activités 2025 : course cycliste, canitrail, soirée corrézienne avec concert, pétanque	300
PLATEAU DE MILLEVACHES	BONNEFOND	ASSOCIATION RENAISSANCE VIEILLES PIERRES MILLEVACHES ET MONEDIERES BONNEFOND	Organisation de la 7ème édition des Pastorales de Clédat 2025	3000
UZERCHE	ARNAC-POMPADOUR	ASSOCIATION SCENES DE MANEGE - ARNAC-POMPADOUR	Développement et amélioration de l'offre touristique au Château et au Haras national de Pompadour	1000
PLATEAU DE MILLEVACHES	BUGEAT	LES AMIS DU PAYS DE BUGEAT	Soutien aux projets patrimoniaux culturels et éducatifs 2025	3500
TOTAL ACT VEZERE AUVEZERE				**28500**

Annexe 6 - ACT HORS DÉPARTEMENT 2025

DEPARTEMENT	COMMUNE	DEMANDEUR	OBJET DEMANDE	SUBVENTION 2025
CREUSE	GUERET	CINE PLUS EN LIMOUSIN	Organiser en Corrèze des séances de cinéma sur les 9 points de projection homologués CNC	1000
CREUSE	FAUX-LA-MONTAGNE	ASSOCIATION TELE MILLEVACHES	Réalisation de films, reportages et brèves sur l'actualité locale	1000
HAUTE-VIENNE	ISLE	ASSOCIATION COMMUNES JUMELEES NOUVELLE-AQUITAINE	Développement du réseau des jumelages en Corrèze et sur l'ensemble de la Nouvelle-Aquitaine	250
HAUTE-VIENNE	LIMOGES	COMITE LIMOUSIN DE TAROT	Promouvoir le jeu de tarot, organiser les championnats régionaux	200

TOTAL ACT HORS DEPARTEMENT	2450

Annexe 7 - EVENEMENTS A VOCATION DEPARTEMENTALE 2025

CANTON	COMMUNE	DEMANDEUR	OBJET DEMANDE	SUBVENTION 2025
Bassin de Brive				
ALLASSAC	ALLASSAC	ASSOCIATION PAYS D'ART ET D'HISTOIRE VEZERE ARDOISE	Animation et valorisation du patrimoine / Les Allumés de Vigeois, fête des lumières participative	17000
BRIVE-LA-GAILLARDE-2	BRIVE-LA-GAILLARDE-2	ASSOCIATION DANSE HERVE KOUBI - CENTRE CHOREGRAPHIQUE ECHANGE ARTISTIQUE	Création, diffusion et action culturelle de territoire de la compagnie Hervé Koubi en Corrèze	33000
BRIVE-LA-GAILLARDE-2	BRIVE-LA-GAILLARDE-2	ASSOCIATION LES AMIS DU FESTIVAL DE LA VEZERE	44e Festival de la Vézère	40000
BRIVE-LA-GAILLARDE-2	BRIVE-LA-GAILLARDE-2	ASSOCIATION LES AMIS DU FESTIVAL DE LA VEZERE	Projet de chant choral "Sing'in Corrèze" avec près de 500 élèves	3000
ALLASSAC	DONZENAC	CONFEDERATION MUSICALE FRANCE CORREZE	Projet d'activité 2025 de la CMF Corrèze : concerts, stages, formation et festival	8500
L'YSSANDONNAIS	SAINT-ROBERT	ASSOCIATION LES AMIS DE SAINT-ROBERT	Festival 2025 : organisation de concerts, d'une exposition et de cafés littéraires	6500
MALEMORT-SUR-CORREZE	MALEMORT	MALEMORT ORGANISATION	Demande de subvention pour le Festi'Malemort 2025	10000
BRIVE-LA-GAILLARDE-3	BRIVE-LA-GAILLARDE-3	L'EMPREINTE	Projets 2025 : expressions artistiques et culturelles	80000
BRIVE-LA-GAILLARDE-4	BRIVE-LA-GAILLARDE-4	JM FRANCE CORREZE	Activités 2025 des JMF Corrèze : accès à la musique pour le jeune public.	14000
BRIVE-LA-GAILLARDE-2	BRIVE-LA-GAILLARDE-2	ASSOCIATION LA TEMPETE	Projet 2025 de la compagnie vocale et instrumentale La Tempête	15000
BRIVE-LA-GAILLARDE-2	BRIVE-LA-GAILLARDE-2	SOCIETE DES REALISATEURS DE FILMS	Organisation du 22e Festival du cinéma de Brive, dont sélection du Jury Jeunes de la Corrèze	15000
BRIVE-LA-GAILLARDE	BRIVE-LA-GAILLARDE	FESTIVAL PRODUCTIONS	Lovely Brive Festival 2025 du 17 au 20 juillet / Tremplin Corrèze Jeunes Talents	35000
BRIVE-LA-GAILLARDE-1	BRIVE-LA-GAILLARDE	BRIVE-LA-GAILLARDE	Foire du livre de Brive 2025	20000
Sous Total EVD Bassin de Brive				**297000**
Bassin de Tulle				
TULLE	TULLE	ASSOCIATION DES LENDEMAINS QUI CHANTENT - SMAC	Hoora! 2025, festival de culture hip-hop / 2ème édition	2000
TULLE	TULLE	ASSOCIATION DES LENDEMAINS QUI CHANTENT - SMAC	Programme de promotion des musiques actuelles 2025	68000
SEILHAC-MONEDIERES	SEILHAC	CENTRE REGIONAL DES MUSIQUES TRADITIONNELLES EN LIMOUSIN	Projet d'activités 2025 du Centre Régional des Musiques Traditionnelles en Limousin	32500
TULLE	TULLE	ASSOCIATION LES NUITS DE NACRE	37ème édition du festival des Nuits de Nacre	28000
TULLE	TULLE	LE BOTTOM THEATRE	Soutenir l'ensemble des projets 2025 de la compagnie : Les Trois S, Ouvrez les guillemets, Cabanes.	16000
TULLE	TULLE	ASSOCIATION ELIZABETH MY DEAR	Farciroom n°3, le 29ème Festival ô les choeurs et Soirée non Noël 2025	5300
TULLE	TULLE	ASSOCIATION LE MAXIPHONE	Soutien au fonctionnement 2025	20000
TULLE	TULLE	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE	Projets culturels 2025 et accompagnement des associations du département	80000
TULLE	TULLE	ASSOCIATION DU BLEU EN HIVER	Organisation de la 20ème édition du festival Du Bleu en Hiver du 23 janvier 2025 au 1er février 2025	2500
TULLE	TULLE	ASSOCIATION DU BLEU EN HIVER	Organisation de la 20ème édition du festival Du Bleu en Hiver du 23 janvier 2025 au 1er février 2025 - subvention exceptionnelle (anniversaire)	500
SEILHAC-MONEDIERES	CHANTEIX	ASSOCIATION TUBERCULTURE	Saison culturelle 2025 : diffusion à "La boîte en zinc", Festival aux champs, résidences	32000
Sous Total EVD Bassin de Tulle				**286800**
Haute Corrèze				
HAUTE-DORDOGNE	SAINT-PANTALEON-DE-LAPLEAU	ASSOCIATION ROC DU GOUR NOIR - LA LUZEGE	L'association RGN la Luzège organise la 39ème édition du Festival de la Luzège en 2025	20000
PLATEAU DE MILLEVACHES	MEYMAC	FONDATION MARIUS VAZEILLES - MEYMAC	Projets du musée 2025 (pas d'exposition temporaire cet été)	3000
USSEL	USSEL	SYNDICAT MIXTE DU PAYS HAUTE-CORREZE VENTADOUR	Subvention au titre des actions culturelles menées dans le cadre du label Pays d'art et d'histoire	3500

PLATEAU DE MILLEVACHES	MEYMAC	CENTRE D'ART CONTEMPORAIN MEYMAC	Festival pluridisciplinaire "Les Printemps de Haute-Corrèze 2025"	
PLATEAU DE MILLEVACHES	MEYMAC	CENTRE D'ART CONTEMPORAIN MEYMAC	Fonctionnement et programmation 2025 du Centre d'art	33000
USSEL	USSEL	ASSOCIATION DES MEMBRES DE L'ORDRE DES PALMES ACADEMIQUES	Concours AMOPA 2024-2025 : Plaisir d'écrire Concours national	500
Sous Total EVD Haute Corrèze				**60000**
Vallée de la Dordogne				
MIDI CORREZIEN	MEYSSAC	AICONTIS	Organisation du 10ème Festival du Fantastique et de l'Imaginaire	3000
MIDI CORREZIEN	COLLONGES-LA-ROUGE	ASSOCIATION COLLONGES ANIMATIONS SPECTACLES	Organisation des 35èmes Théâtrales de Collonges la Rouge	8000
Sous Total EVD Vallée de la Dordogne				**11000**
Vézère Auvézère				
UZERCHE	UZERCHE	AUDITORIUM SOPHIE DESSUS	Programmation et fonctionnement de l'Auditorium 2025	5000
L'YSSANDONNAIS	CONCEZE	ASSOCIATION DECOUVRIR	Organiser comme chaque année depuis 2003, le Festival DécOUVRIR de poésie et chanson, à Concèze	4000
SEILHAC-MONEDIERES	TREIGNAC	ASSOCIATION KIND OF BELOU	Programmation et organisation de la 25e édition du festival Kind of Belou du 1er au 3 août 2025	4000
SEILHAC-MONEDIERES	CHAMBERET	CHAMBERET VILLAGE ACCORDEON	Organisation du festival d'accordéon en octobre 2025	3000
PLATEAU DE MILLEVACHES	TARNAC	SECTION REGIONALE LIMOUSINE DE L'INSTITUT D'ETUDES	Projets 2025 : Una annada per l'occitan en Corresa / ateliers, spectacles, projets éditoriaux	1500
Sous Total EVD Vézère Auvézère				**17500**

TOTAL EVD	**672300**

Annexe 8 - SCHÉMA DEPARTEMENTAL DE DEVELOPPEMENT DES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES 2025

CANTON	COMMUNE	DEMANDEUR	OBJET DEMANDE	SUBVENTION 2025
TULLE	TULLE	TULLE	Fonctionnement Conservatoire à Rayonnement Départemental de Tulle	115700
TULLE	TULLE	TULLE	Aide pour la classe Orchestre à l'école Joliot Curie de Tulle / année 2	500
USSEL	USSEL	ECOLE THEADAMUSE	Orchestre à l'école THEADAMUSE - Collège Voltaire - Ussel / année 3	500
USSEL	USSEL	ECOLE THEADAMUSE	Fonctionnement Ecole de Musique 2025	126600
BRIVE-LA-GAILLARDE 1	BRIVE-LA-GAILLARDE	BRIVE-LA-GAILLARDE	Dispositif ORCHESTRE A L'ECOLE / CRD Brive à l'école La Salle	500
BRIVE-LA-GAILLARDE 1	BRIVE-LA-GAILLARDE	BRIVE-LA-GAILLARDE	Demande de subvention annuelle 2025 / Conservatoire de Brive, classé CRD	83800
MIDI CORREZIEN	BEAULIEU-SUR-DORDOGNE	ECOLE DE MUSIQUE ACCORDS	Fonctionnement Ecole de Musique 2025	8450
MIDI CORREZIEN	BRANCEILLES	ECOLE DE MUSIQUE L'ETINCELLE BRANCEILLAISE	Aide au fonctionnement de l'Ecole de Musique de l'Etincelle Branceillaise	6800
ALLASSAC	ALLASSAC	ECOLE DE MUSIQUE DU PAYS D'ALLASSAC	Fonctionnement Ecole de Musique du Pays d'Allassac 2025	15650
ALLASSAC	ALLASSAC	ECOLE DE MUSIQUE DU PAYS D'ALLASSAC	Subvention 2025 classe Orchestre au Collège Allassac - HARMONIE / année 2	500
ALLASSAC	ALLASSAC	ECOLE DE MUSIQUE DU PAYS D'ALLASSAC	Subvention 2025 classe orchestre au Collège Allassac - BRASS / année 3	500
ALLASSAC	ALLASSAC	ECOLE DE MUSIQUE DU PAYS D'ALLASSAC	Subvention Classe orchestre au College d'Allassac - CORDES / renouvellement	500
L'YSSANDONNAIS	OBJAT	ASSOCIATION BANDA D'OBJAT	Fonctionnement Ecole de Musique 2025	14400
L'YSSANDONNAIS	OBJAT	ASSOCIATION BANDA D'OBJAT	Aide au fonctionnement de la classe Orchestre à l'Ecole Elémentaire d'OBJAT	500
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	ECOLE DE MUSIQUE INTERCOMMUNALE VÉZÈRE CAUSSE	Fonctionnement Ecole de Musique 2024-2025	14900
SEILHAC-MONEDIERES	TREIGNAC	ATELIER MUSICAL VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	Fonctionnement de l'atelier musical V2M	5500
MALEMORT-SUR-CORREZE	MALEMORT	ECOLE DE MUSIQUE MALEMORT	Cours de musique (individuel, collectif, ateliers) assurés sur toute l'année scolaire	16700
TOTAL SCHEMA				**412 000 €**

Annexe 9 - ATELIERS D' EDUCATION ARTISTIQUE 2025

CANTON	COMMUNE	DEMANDEUR	OBJET DEMANDE	SUBVENTION 2025
MIDI CORREZIEN	MEYSSAC	COLLEGE LEON DAUTREMENT	Projet EAC : "de l'information à la fake news" / éducation à l'image **Nbre classes concernées :** 2 **Nbre d'élèves concernés :** 56 **Intervenant :** Régie Sud (Figeac)	600
ARGENTAT	ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	ASSOCIATION DEPARTEMENTALE OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE pour l'école Eusèbe Bombal d'Argentat	Projet "Rutabaga, chanson de 1939 à 1945", mêlant histoire, citoyenneté et chant **Nbre classes concernées :** 2 **Nbre d'élèves concernés :** 51 **Intervenant :** Christine Box, chanteuse	600
BRIVE-LA-GAILLARDE-2	BRIVE-LA-GAILLARDE	COLLEGE JEAN-LURCAT	Projet chorale du collège 2024-2025 **Nbre d'élèves concernés :** 250 **Intervenant :** El Quetzal	1000
ALLASSAC	DONZENAC	AVENIR DE DONZENAC	Atelier musique " Vents et percussions" à l'école primaire d'Ussac avec restitution en juin **Nbre classes concernées :** 9 **Nbre d'élèves concernés :** 191 **Intervenant :** Yann Audebert	1000
MIDI CORREZIEN	BEAULIEU-SUR-DORDOGNE	COLLEGE JACQUELINE SOULANGE	Projet artistique et culturel "Street Art" autour des arts visuels **Nbre classes concernées** : 2 **Nbre d'élèves concernés** : 50 **Intervenant** : non renseigné	600
UZERCHE	MONTGIBAUD	APE DU RPI BENAYES MEUZAC MONTGIBAUD	Projet danse africaine au RPI **Nbre classes concernées :** 3 **Nbre d'élèves concernés** : 64 **Intervenant :** Association Assib Arts	500
ALLASSAC	ALLASSAC	COLLEGE MATHILDE MARTHE FAUCHER	Projet Chorale des collèges avec concert final à l'espace des Trois Provinces **Nbre d'élèves concernés :** environ 500	1000
ALLASSAC	SADROC	ASSOCIATION APE RPI DE SADROC	Ateliers de pratiques artistiques (musique, expression corporelle) pour 4 classes de l'école **Nbre d'élèves concernés** : 88 **Nbre de classes concernées : 4** **Intervenant :** Karen Pocarda, dumiste	600
SEILHAC-MONEDIERES	SEILHAC	COLLEGE ARMANDE BAUDRY	Projet Carnaval avec 71 élèves de 6ème : réalisation de masques, chants occitans… **Nbre de classes concernés :** 3 **Intervenant :** Maria Jalibert, collectif Lost in Traditions	900
EGLETONS	EGLETONS	CENTRE CULTUREL ET SPORTIF D'EGLETONS	Projet "Flamenco: musique et danse" au Collège Albert Thomas d'Egletons **Nbre d'élèves concernés** : 17 **Nbre de classes concernées** : 1 **Intervenant** : Toby Drake,chanteur, Laurent Eymat, danseur	300
EGLETONS	EGLETONS	CENTRE CULTUREL ET SPORTIF D'EGLETONS	Projet "Sur un air de disco" avec l'école de Rosiers d'Egletons **Nbre d'élèves concernés :** 82 **Nbre de classes concernées :** 4 **Intervenant :** Lola Morisse, professeure de danse	900

EGLETONS	EGLETONS	CENTRE CULTUREL ET SPORTIF D'EGLETONS	Projet "Hip-hop à Montaignac" **Nbre d'élèves concernés** : 49 **Nbre de classes concernées** : 3 **Intervenant** :Franck Dafonseca, danseur	600
EGLETONS	EGLETONS	CENTRE CULTUREL ET SPORTIF D'EGLETONS	Projet "Boom Tchak", musique / body percussion avec le RPI Soudeilles/ Darnets/ Moustier **Nbre d'élèves concernés :** 20 **Nbre de classes concernées :** 1 **Intervenant** : Association Les Rumeurs qui courent	300
UZERCHE	UZERCHE	COLLEGE GAUCELM FAIDIT	Projet "Fabrication de violons populaires" **Nbre d'élèves concernés :** 28 **Nbre de classes concernées :** 1 **Intervenant :** Appoline Catalan, luthière, Maud Herrera, musicienne	300
ARGENTAT	RILHAC-XAINTRIE	COMPAGNIE LA GALINETTE DANSEE	CORPUS HORTUS : projet EAC danse contemporaine sur tout le territoire XVD /33 classes **Nbre d'élèves concernés :** 600 environ de PS à CM2 **Intervenants** : Mathieu Sparma,Tiko, Bénédicte Bonnet	1600
ARGENTAT	RILHAC-XAINTRIE	COMPAGNIE LA GALINETTE DANSEE	Projet EMPIRE ET EN COULEUR : 1 intervenant, 1 classe multi-niveau, 1 journée spectacle proposé à l'école de St-Martin-la-Méanne **Nbre d'élèves concernés :** 45 **Nbre de classes concernées :** 1 Intervenant : Mathieu Sparma, danseur	600
TULLE	TULLE	COLLEGE VICTOR HUGO	Projet "coup de projecteur sur Tulle" : urbanisme, patrimoine et arts plastiques pour les SEGPA **Nbre d'élèves concernés** : 58 **Nbre de classes concernées** : 4 **Intervenant :** non renseigné	600
L'YSSANDONNAIS	SAINT-AULAIRE	ASSOCIATION APE ECOLE ST AULAIRE	Découverte et pratique musicales avec la Banda d'Objat (GS/CP et CE) **Nbre d'élèves concernés** : 38 **Nbre de classes concernées :** 2 **Intervenant** : Banda d'Objat	600
PLATEAU DE MILLEVACHES	SAINT-REMY	CTEAC Haute-Corrèze pour le RPI de Saint-Rémy/Saint-Pardoux-le-Vieux	Projet "Fille Tempête" : écriture, chant, graphisme,arts visuels **Nbre élèves concernés :** 39 **Intervention artistes :** Cie Furiosa,Christophe Seval, Fabienne Muet	300
HAUTE-DORDOGNE	LIGINIAC	CTEAC Haute-Corrèze pour l'école primaire de Liginiac	Projet "Sur les ailes des oiseaux" : sciences,arts visuels,arts plastiques, littérature **Nbre élèves concernés :** 100 **Nbre de classes concernées :** 5 **Intervention artistes :** Léa Louis,illustratrice et animateur LPO	500
USSEL	AIX	CTEAC Haute-Corrèze pour le RPI de Merlines/ Eygurande/ Aix/ Saint-Etienne-aux-clos	Projet "Haïku'rt métrage" **Nbre élèves concernés :** 175 **Nbre de classes concernées :** 8 **Intervention artistes :** Charline Montagné, plasticienne, Maude Soubeyrand, réalisatrice, Elisa Petit	1000

PLATEAU DE MILLEVACHES	PEYRELEVADE	CTEAC Haute-Corrèze pour l'école primaire de Peyrelevade	Projet "Cabanes" **Nbre élèves concernés :** 54 **Nbre de classes concernées :** 3 **Intervention artistes :** Hélène Joly, vannière, Awena Burgess et Marie Girardin, comédiennes danseuses	600
PLATEAU DE MILLEVACHES	MEYMAC	CTEAC Haute-Corrèze pour l' école maternelle, primaire et le collège de Meymac	Projet "Voyages de Gulliver", théâtre d'ombre et d'objets **Nbre élèves concernés :** 93 **Nbre de classes concernées :** 4 **Intervention artistes :** Collectif latéral de sécurité, La Luzège	500
HAUTE-DORDOGNE	BORT-LES-ORGUES	CTEAC Haute-Corrèze pour les établissements scolaires du Territoire éducatif rural du plateau bortois	Projet "La Grande Parade",marionnettes, danse, création sonore **Nbre élèves concernés :** 300 **Nbre de classes concernées :** 14 **Intervention artistes :** Cie Les Involtes, Cie Le pied en dedans	1000
USSEL	MERLINES	CTEAC Haute-Corrèze pour le collège de Merlines	Projet "Revégétalisons la récréation", développement durable, botanique, land art, arts visuels **Nbre élèves concernés :** 87 **Intervention artistes :** Anne Blouin et Etienne Roby, paysagistes	500
HAUTE-DORDOGNE	NEUVIC	CTEAC Haute-Corrèze pour le collège de Neuvic et le lycée agricole	Projet "Toi, moi, nous" **Nbre élèves concernés :** 102 **Intervention artistes :** Anne-Gaëlle Vautrin, artiste peintre, Les Michelines, sérigraphie + neuroscientifique	500
ARGENTAT	ALBUSSAC	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE pour l'école élementaire d' Albussac	"TRAIT(S)" **Nbre de classes concernées** : 2 **Nbre élèves concernés** : 25 **Intervention artistes** : Pascale GUERIN	300
ALLASSAC	ALLASSAC	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE pour l'école élementaire PIERRE MAURICE RESTOUEIX	"TOUS AU THEATRE" **Nbre de classes concernées** : 2 **Nbre élèves concernés** : 52 **Intervention artistes** : Sandrine GUILLOU	600
ARGENTAT	ARGENTAT	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE pour les écoles élementaire et maternelle	"RECYCLART" **Nbre de classes concernées** : 4 **Nbre élèves concernés** : 74 **Intervention artistes** : Christophe CARON	600
YSSANDONNAIS	AYEN	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE pour l'école élémentaire d'Ayen	"VOYAGES" **Nbre de classes concernées** : 4 **Nbre élèves concernés** : 78 **Intervention artistes** : Karen PICARDA	600
MIDI CORREZIEN	BEAULIEU SUR DORDOGNE	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE pour l'école élémentaire de Beaulieu	"THEATRE POUR PETITS ET GRANDS" **Nbre de classes concernées** : 2 **Nbre élèves concernés** : 39 **Intervention artistes** : Mathilde GEORIS	600
MIDI CORREZIEN	BEYNAT	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE pour l'école élémentaire de Beynat	"LES CONTES A CROQUER" **Nbre de classes concernées** : 3 **Nbre élèves concernés** : 70 **Intervention artistes** : Anne-Lise BOUTIN	600

BRIVE-LA-GAILLARDE	BRIVE	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE pour l'école maternelle Henri Gerard	"REVE DE TERRE EN TERRE" **Nbre de classes concernées** : 2 **Nbre élèves concernés** : 46 **Intervention artistes** : Christine CONIL	500
BRIVE-LA-GAILLARDE	BRIVE	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE pour l'école Thérèse Simonet	"DANSER DANS LA VILLE" **Nbre de classes concernées** : 9 **Nbre élèves concernés** : 131 **Intervention artistes** : Mathieu SPARMA ET Marie ARTAUD	300
BRIVE-LA-GAILLARDE	BRIVE	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE pour les écoles Jules Romains	"NOTRE ENVIRONNEMENT DU REEL A L'IMAGINAIRE" **Nbre de classes concernées** : 5 **Nbre élèves concernés** : 60 **Intervention artistes** : CHRISTOPHE CARON, CECILE POUGET, MATHILDE FRAYSSE	300
BRIVE-LA-GAILLARDE	BRIVE	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE pour l'école Paul de Salvandy	"L'EMPATHIE SALVANDYENNE, TOUS EN SCENE" **Nbre de classes concernées** : 5 **Nbre élèves concernés** : 91 **Intervention artistes** : Amandine JOSSE	600
BRIVE-LA-GAILLARDE	BRIVE	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE pour l'école élémentaire Louis Pons	"PAS SI BETE CETTE HISTOIRE" **Nbre de classes concernées** : 4 **Nbre élèves concernés** : 88 **Intervention artistes** : Christophe CARON ET Ambre KUROPATWA	600
YSSANDONNAIS	CHABRIGNAC	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE pour le RPI de Chabrignac/Juillac/Concèze	"DANSE AFRICAINE" **Nbre de classes concernées** : 7 **Nbre élèves concernés** : 132 **Intervention artistes** : Mamadou SENE	1000
SAINTE-FORTUNADE	CLERGOUX	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE pour l'école Elementaire	"ELEMENTAIRE MON CHER" **Nbre de classes concernées** : 4 **Nbre élèves concernés** : 43 **Intervention artistes** : Alexane FRANCOIS, Zoé DADSON	600
BRIVE-LA-GAILLARDE	COSNAC	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE pour l'école élementaire de Cosnac	"ON A TOUS UN PETIT TRUC EN PLUS" **Nbre de classes concernées** : 3 **Nbre élèves concernés** : 58 **Intervention artistes** : Sandrine GUILLOU	500
PLATEAU DE MILLEVACHES	DAVIGNAC	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE pour l'école élementaire de Davignac	"DANSE ET DIS" **Nbre de classes concernées** : 1 **Intervention artistes** : Audrey ALLAFORT	300
ALLASSAC	DONZENAC	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE pour l'école élementaire de Donzenac	"DANSE ET DIS" **Nbre de classes concernées** : 2 **Nbre élèves concernés** : 44 **Intervention artistes** : Marie Arsandaux	300
ARGENTAT	GOULLES	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE pour le RPI de Goulles/Mercoeur	"LE THEATRE DE LA FORET" **Nbre de classes concernées** : 3 **Nbre élèves concernés** : 66 **Intervention artistes** : Mathis GEORIS	600
SAINTE-FORTUNADE	LAGARDE MARC LATOUR	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE pour l'école Elementaire	"A LA DECOUVERTE DU THEATRE D'OMBRE" **Nbre de classes concernées** : 3 **Nbre élèves concernés** : 69 **Intervention artistes** : Béatrice COURETTE	600

MIDI CORREZIEN	LE PESCHER	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE pour l'école élementaire	"MISE EN SCENE D'UNE HISTOIRE EN THEATRE D'OMBRE" **Nbre de classes concernées** : 1 **Nbre élèves concernés** : 12 **Intervention artistes** : COMPAGNIE SILENCE VACARME	300
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	LISSAC SUR COUZE	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE pour l'école élementaire de Lissac	"A LA DECOUVERTE DU PATRIMOINE A TRAVERS LES CONTES" **Classes concernées** : 3 **Nbre élèves concernés** :63 **Intervention artistes** : Céline LISSAJOUX ET DIDIER JEAN ET ZAD	600
MALEMORT	MALEMORT	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE pour l'école élémentaire La Grande Borie	"CULTIVONS LA DIVERSITE" **Classes concernée** : 3 **Nbre élèves concernés** : 72 Intervention artistes : Sandrine Guillou	900
ARGENTAT	MONCEAUX SUR DORDOGNE	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE pour l'école élementaire	"TRAIT(S)" **Classes concernées** : 2 **Nbre élèves concernés** : 20 **Intervenants** : Christelle WABLE	300
SAINTE-FORTUNADE	SAINT - MARTIAL - DE -GIMEL	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE pour l'école élémentaire	"DANSE ET DIS" **Classes concernées** : 1 **Nbre élèves concernés** : 20 **Intervenants** : Lola MORISSE	300
SAINTE-FORTUNADE	SAINT - PAUL	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE pour l'école élémentaire	"DANSE ET DIS" **Classes concernées** : 1 **Nbre élèves concernés** : 20 **Intervenants** : Lola MORISSE	300
UZERCHE	UZERCHE	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE pour l'école élémentaire Les Buges	"VIVRE ENSEMBLE LA CULTURE URBAINE" **Nbre classes concernées** : 8 **Nbre d'élèves :** 170 **Intervenants** : Audrey ALLAFORT, Yann MARTINOT, MULTIFA7, SOUPçON	1000
YSSANDONNAIS	VOUTEZAC	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE pour l'école élémentaire	"DECOUVERTE DU STREET ART" **Nbre de classes concernées** : 5 **Nbre élèves concernés** : 98 **Intervention artistes** : SEMA LAO ET NASREDDINE DJERRAD	900
SEILHAC-MONEDIERES	SEILHAC	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE pour le collège Gaucelm Faidit d'Uzerche	"AMIES JOUEUSES - AMIS JOEURS" **Nbre de classes concernées** : 4 **Nbre élèves concernés** : 85 **Intervention artistes** : Pascale GUERIN	300
TOTAL AEA				**31 900 €**

Annexe 10 - RADIOS ASSOCIATIVES CORREZIENNES 2025

CANTON	COMMUNE	DEMANDEUR	OBJET DEMANDE	SUBVENTION 2025
HAUTE-DORDOGNE	BORT-LES-ORGUES	RBA FM RADIO INTERREGIONALE	Activités 2025 de la radio	1500
EGLETONS	EGLETONS	ASSOCIATION RADIO CHARDON	Fonctionnement 2025 de la radio	800
MIDI CORREZIEN	MEYSSAC	ASSOCIATION RADIO VICOMTÉ	Fonctionnement 2025 de la radio	2000
TULLE	TULLE	LA RADIO ASSOCIATIVE AU COEUR DE LA CORREZE	Projet de création radiophonique "Radio Bahuts : on fait l'info ! "	500
L'YSSANDONNAIS	OBJAT	MEDIA GRAND BRIVE	Activités radiophoniques 2025	6000
PLATEAU DE MILLEVACHES	MEYMAC	RADIO-VASSIVIERE	Soutien aux projets 2025 de la radio	500
ARGENTAT	ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	RADIO ASSOCIATIVE ARGENTAT CORRÈZE XAINTRIE	Projets 2025 de la radio : concours de podcast pour collégiens et lycéens	1200
BRIVE-LA-GAILLARDE-2	BRIVE-LA-GAILLARDE-2	ASSOCIATION BRÉNIGES FM	Fonctionnement 2025 de la radio	1000
UZERCHE	POMPADOUR	RADIO PAC	Soutien aux projets de Radio Pac	1500

TOTAL RADIOS	15000

CD.2024.11.28/202

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 28 novembre 2024

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

PACTE TERRITORIAL D'INSERTION 2025/2028 (AJOURNEMENT)

RAPPORT

Le retour à l'emploi des publics qui en sont les plus éloignés est au cœur des actions conduites par le Département depuis 2015.

Le Département déploie une politique d'insertion déterminée, ambitieuse et novatrice pour favoriser l'accès à l'emploi et à la formation du public relevant du dispositif rSa, dont il assume la responsabilité au titre de sa compétence sociale.

Cette politique publique corrézienne est menée dans la plus pure tradition de l'héritage gaulliste, qui a joué un rôle majeur dans la construction du système de protection sociale à la française. La logique assurantielle, qui a prévalu après-guerre – et sur laquelle sont établis une grande partie de nos acquis sociaux – repose sur un esprit de solidarité commune, de responsabilisation et d'engagement.
Celui-ci ne saurait perdurer sans être accompagné du respect de la logique de réciprocité entre les droits ouverts pour les usagers et leurs devoirs envers la société et sans le respect des grands équilibres financiers, deux valeurs fortement présentes dans la pensée gaulliste.

La feuille de route politique du Département en matière d'emploi repose sur 4 axes validés en 2016 dans le cadre du Programme Départemental d'Insertion (PDI) et réaffirmés en 2018, puis en 2021 :

1. Systématiser l'accompagnement des bénéficiaires du rSa
2. Redéfinir et rénover l'offre d'insertion sociale
3. Mettre en lien l'insertion avec le développement économique
4. Mobiliser les territoires avec le Pacte Territorial d'Insertion

Outil opérationnel de notre politique de l'emploi, le Pacte Territorial d'Insertion (PTI) vise à renforcer l'insertion sociale et professionnelle des publics les plus en difficulté en mobilisant les acteurs locaux pour une insertion durable. Il repose sur des principes de collaboration étroite entre les partenaires et sur une coordination efficace des actions à l'échelle départementale.

Sans avoir attendu la loi sur le Plein Emploi, le Département de la Corrèze déploie depuis 2015 une politique volontariste, pragmatique et engageante impliquant :

- l'orientation de tous les bénéficiaires, dès le premier mois d'entrée dans le dispositif rSa, vers un accompagnement modulaire adapté à leurs besoins ;
- la mise en œuvre d'une relation qui responsabilise le bénéficiaire et le rend actif dans son parcours dans le cadre des Contrats d'Engagements Réciproques (CER);
- des actions ciblées pour travailler l'offre d'emploi directement avec les chefs d'entreprises, avec toujours plus d'insertion tournée vers l'emploi notamment grâce à la mise en œuvre d'une plateforme dédiée à l'emploi;
- l'action d'une équipe de terrain spécialisée dotée de profils spécifiques (coachs professionnels, agents de santé, psychologue, animateur numérique…) intervenant en face-à-face auprès des usagers, ainsi que la mobilisation de toutes les équipes sociales.

I. Le bilan positif du Pacte Territorial d'Insertion 2022- 2024 démontre la justesse des choix politiques du Département en matière d'insertion

Deux axes pivots ont guidé les actions du Département en faveur de l'emploi dans le cadre du PTI 2022/2024 :

- les actions pour accéder à l'emploi et à la formation,
- des professionnels et des métiers pour accompagner.

Au cours de ces neuf dernières années, le Département a régulièrement adapté ses actions à la situation économique locale, au marché de l'emploi et aux besoins de l'ensemble du territoire, afin de développer toutes les pistes pour favoriser l'emploi et l'employabilité.
Pour cela, il a coopéré étroitement avec l'ensemble des partenaires du territoire et avec le tissu économique local en développant l'intelligence les solutions collectives. Ces coopérations ont permis d'adapter en continu, d'affiner les stratégies d'intervention, de développer le lien entre l'insertion et le monde économique afin de mieux répondre aux attentes des usagers comme des employeurs.

Quelques chiffres clés sur la situation de l'emploi en Corrèze témoignent de l'efficacité du PTI

Un taux de chômage au 1er trimestre 2024 de : **6,1 % en Corrèze** dans notre département, pour 6,7 % sur la Nouvelle-Aquitaine et **7,3 % en métropole**.

Autres indicateurs positifs :

- la progression de l'emploi salarié. +2,2 % de 2019 à 2024
- la diminution de 7,5 % du nombre de demandeurs d'emplois (réellement disponibles pour une recherche d'activité) sur cette même durée. En adoptant une vision plus récente, on note une diminution de 0,06 % du nombre de demandeurs d'emplois en Corrèze entre décembre 2023 et juin 2024, alors que cette donnée a augmenté de 0,24 % au niveau régional dans le même laps de temps.

Enfin, au 1er janvier 2024, la part de la **population au rSa est de 2,64 % au niveau corrézien**, alors qu'elle est de **5% au niveau national**. Toutefois, on observe une tension au 2ème trimestre 2024 et une augmentation plus affirmée du nombre de bénéficiaires en Corrèze (+1,7 %) qu'en métropole (+0,3 %). Cela incite à la vigilance concernant cette tendance dans les mois à venir ainsi qu'à la poursuite de l'intensité et de l'exigence de notre intervention d'insertion vers l'emploi.

Une réalisation à 94% des 36 fiches action du PTI

Afin de répondre aux enjeux de la création et/ou développement d'entreprises, des modes de gardes ou encore de la mobilité, lors de son comité de pilotage du 15 novembre 2023, le PTI s'est enrichi de quatre nouvelles actions spécifiques, soit 24 fiches actions pour accéder à l'emploi et la formation et 12 autres dédiées aux professionnels et aux métiers pour accompagner à l'emploi et la formation et pour sécuriser les parcours.

Si de nouvelles actions ont été initiées, c'est surtout pour renforcer notre offre d'accompagnement modulaire « sur mesure », allant de la prise en compte des problématiques sociales les plus lourdes jusqu'à la sécurisation du parcours par des contrats de travail.

Un bilan détaillé de chacune de ces 36 fiches action est joint à ce présent rapport (annexe 1). On retiendra les points saillants suivants du PTI 2022/2024 :

- un taux de contractualisation de 94% des BrSa obtenu grâce à l'action de terrain des équipes d'insertion,
- 53 % de sorties positives (emploi ou formation) de nos dispositifs en septembre 2024,
- 62,9 % de retour à l'emploi à la suite des 11 actions "clés de l'emploi" déployées auprès de 116 personnes,
- 68 contrats locaux d'innovation sociale (CLIS) signés avec les entreprises corréziennes pour favoriser et sécuriser le recrutement des bénéficiaires du rSa,
- 327 personnes en insertion ayant travaillé dans le cadre des clauses sociales d'insertion. En augmentation régulière tous les ans,
- 101 bénéficiaires du rSa ayant effectué des remplacements dans les collèges ; 2 recrutements définitifs,

- Boost Emploi affiche une augmentation de 1,6 % des comptes recruteurs en un an, plus de 1 000 entreprises corréziennes adhérentes,
- 193 ateliers numériques réalisés sur la période du PTI pour plus de 700 bénéficiaires.

II. 2025/2028 : UN RENOUVELLEMENT NÉCESSAIRE DE NOTRE POLITIQUE DE L'EMPLOI DANS UN CONTEXTE NATIONAL INACCEPTABLE

L'année 2024 a été marquée par des réformes gouvernementales majeures en matière d'insertion, essentiellement contenues dans la loi pour le Plein Emploi promulguée le 18 décembre 2023. Cette loi vient rénover l'accompagnement des bénéficiaires du rSa, mais comporte de nombreuses incertitudes que nous avions relevées lors de la séance du Conseil départemental 23 février 2024.

L'instabilité gouvernementale associée à l'absence de publication de décrets d'application sur des dispositions fondamentales de cette loi - plus de 10 mois après la promulgation de celle-ci !! – crée un désordre dans le travail d'insertion des Départements et accentue toutes ces zones d'ombre et confusions.

En parallèle, la Loi de Finances pour 2025 annonce un plan d'économies pour résorber le déficit public de l'Etat drastique et violent pour les collectivités locales, dont les Départements mais pas tous ! De plus celui-ci ne cible que les "grandes collectivités" : 60 % reposera sur les Départements.

Ainsi à ce jour, la Corrèze sera mise à contribution pour plus de 14 M€ en 2025, avec près de 7 M€ de ponction directe sur le fruit de notre bonne gestion financière depuis 2015 et l'évolution de nos recettes sera réduite pour autant, soit environ de 7 M€ (gel de dotations, réduction de recettes par rapport à l'évolution de la TVA…).

Cela nous impose d'interroger l'efficience de notre politique publique de l'emploi et de l'insertion.
Pour continuer à proposer un accompagnement sur mesure de qualité dans un contexte financier contraint, il est plus que jamais nécessaire de s'assurer, à la fois de la participation active des bénéficiaires au parcours d'insertion qui leur est proposé, de l'efficience et de l'efficacité de nos procédures.

C'est dans cet esprit que le Département s'était engagé, en avril 2024, dans la contractualisation avec l'Etat pour développer de nouvelles actions cofinancées dans le cadre du « Contrat local des solidarités » et de la « Convention départementale pour l'Insertion et l'Emploi dans le cadre de la réforme France Travail 2024 ».

Nous avions toutefois posé l'exigence forte, en contrepartie de cet engagement que :

- le Département garde la main sur l'orientation des publics,
- le dispositif de sanctions, conséquences des devoirs non respectés par les bénéficiaires, tel qu'il est pratiqué en Corrèze, puisse perdurer, sans reversement rétroactif possible des droits suspendus par ex.,
- le cadre d'application des 15 heures hebdomadaires de travail par semaine soit précisé afin d'offrir un statut, une couverture sociale, une gratification, permettant de rendre opérante et applicable cette mesure en entreprise pour les personnes les plus proches de l'emploi.

A ce jour, si la possibilité de ne pas déléguer l'orientation des publics à un opérateur est actée, aucune clarification ni précision n'ont été apportées par l'Etat concernant les deux autres points.

Par conséquent, je vous propose :

- d'adopter le bilan de l'avenant du PTI 2022/2024,
- de suspendre l'application du Contrat local des Solidarités 2024/2027 et de la Convention départementale pour l'Insertion et l'Emploi dans le cadre de la réforme France Travail 2024,
- d'ajourner à la séance du Conseil départemental du 21 février 2025 la validation d'un nouveau plan d'action et d'un document cadre de la politique de l'Emploi et de l'Insertion du Département dans l'attente, d'une adaptation de la loi sur le Plein Emploi aux réalités de terrain vécues par les Départements et de disposer d'une vision consolidée de l'impact des mesures de restrictions budgétaires annoncées par le gouvernement sur le Département.

A partir de cette nouvelle feuille de route, le Département saura faire valoir son expertise au sein du Conseil départemental pour l'Emploi, nouvelle instance dont l'installation a eu lieu en Corrèze le 3 octobre 2024 et veiller ainsi à ce que les éléments qui ont fondé la réussite de sa politique d'insertion ne soient pas dévoyés.
Le département veillera au maintien de la relation responsabilisante, définie entre le Département et les bénéficiaires du rSa, sur la base d'un contrat moral équilibré. Il combine engagement réciproque et responsable, qui dans une démocratie sociale associe et fait perdurer la protection nécessaire pour les bénéficiaires et l'obligation de s'insérer en emploi.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2024.11.28/202

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 28 novembre 2024

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

PACTE TERRITORIAL D'INSERTION 2025/2028 (AJOURNEMENT)

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2024.11.28/202 en date du 28 novembre 2024, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Gérard SOLER, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : est approuvé, tel que joint en annexe 1, le bilan de l'avenant du pacte territorial d'Insertion pour la période 2022/2024.

Article 2 : est reportée à la séance du 21 février 2025, la présentation d'un nouveau document cadre de la Politique de l'Emploi et de l'Insertion du Département.

Article 3 : est suspendue, l'application du Contrat local des Solidarités 2024/2027 et de la Convention départementale pour l'Insertion et l'Emploi dans le cadre de la réforme France Travail 2024.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 28 voix pour, 10 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 28 novembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241128-14060-DE-1-1
Date de publication : 28 novembre 2024

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-huit novembre, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Eric ZIOLO.

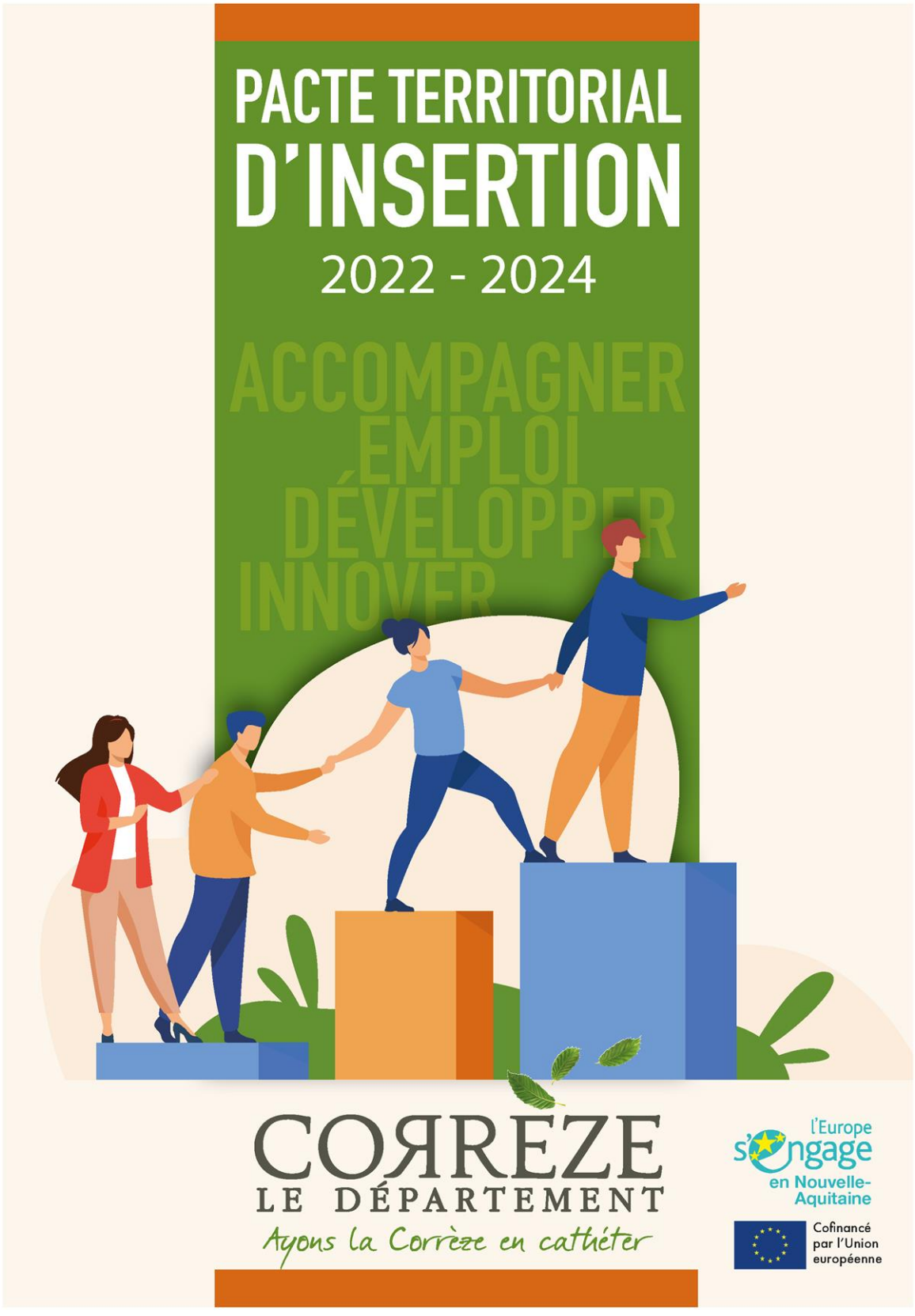
Pouvoirs :

Madame Ghislaine DUBOST	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Monsieur Eric ZIOLO

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

LE BILAN


PACTE TERRITORIAL
D'INSERTION
2022 - 2024
ACCOMPAGNER
EMPLOI
DÉVELOPPER
INNOVER
CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT
Ayons la Corrèze en cattéter
l'Europe s'engage en Nouvelle-Aquitaine
Cofinancé par l'Union européenne

SOMMAIRE

I - LE CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE CORRÉZIEN

1 - Un marché de l'emploi qui évolue favorablement

2 - Les bénéficiaires du rSa en Corrèze

2-1 - Des effectifs impactés par les évolutions législatives

2-2 - Des foyers concentrés sur la basse et la moyenne Corrèze

2-3 - Un profil corrézien qui tend à se confirmer

2-4 - Un montant moyen du rSa en augmentation

3 - Une politique d'insertion corrézienne volontariste et novatrice en matière d'accès à la formation et l'emploi

3-1 - Un accompagnement systématisé dès l'entrée dans le dispositif

3-2 - Une employabilité optimisée avec :

* *une offre d'accompagnement internalisée au Conseil départemental*

* *des orientations politiques proactives traduites par des outils et dispositifs innovants*

* *une déclinaison d'actions complémentaires pour dynamiser les parcours*

3-3 - Une coordination partenariale opérationnelle

3-4 Une gouvernance participative

II - BILAN DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

AXE 1 : Les actions pour accéder à la formation et l'emploi

20 fiches action

-1- Mise en lien direct Offre - Demande
-2 - Clés de l'emploi
-3- Vis l'emploi / Immersions dans les entreprises
-4- Pass pour l'emploi
-5- Contrat Local d'Innovation Sociale
-6- BOOST Emploi
-7- Forums Emploi
-8- Remplacements dans les collèges du Département
-9- Les clauses d'insertion sociale dans les marchés
-10- Contrats aidés PEC
-11- Déploiement du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi (SPIE)
-12- Conduites au changement au sein de l'équipe d'accompagnement CD19
-13- Acculturation dans le cadre du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi
-14- Bénévolat "compétences et citoyenneté"
-15- Bourse au permis
-16- Ateliers compétences numériques de base
-17- Représentation des bénéficiaires du rSa dans les instances
-18- Plateforme collaborative Emploi Insertion
-19- Observatoire départemental de l'emploi et des métiers
-20- Promotion des dispositifs Insertion-État au travers du Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC)

AXE 2 : Des professionnels et des métiers pour accompagner à la formation et l'emploi

12 fiches action

-21- Chargé de mission entreprises
-22- Coach professionnel
-23- Coach jeunes
-24- Coach séniors
-25- Référent professionnel
-26- Coach social
-27- Référent social
-28- Psychologue du travail
-29- Animateur numérique itinérant
-30- Agent de santé - Infirmier Diplômé d'État (IDE)
-31- Animateur du PTI
-32- Accompagnement global

4 nouvelles fiches action intégrées au PTI 2022-2024 lors du Comité de pilotage 2023

-33- Partenariat avec la Société Hydro-Électrique du Midi (SHEM) : "J'entreprends Corrèze"
-34- Les modes de garde en Corrèze
-35- VINCI - CD19 - ADER MOBILITÉ
-36- Artistes Créateurs d'Art et Label Origine Corrèze

INTRODUCTION

La loi du 1er décembre 2008 généralisant le rSa et réformant les politiques, désigne le Département comme "chef de file" dans la définition, la mise en œuvre et la coordination des politiques d'insertion.

Le Pacte Territorial d'Insertion (PTI) en est un document cadre. Son enjeu est de mobiliser l'ensemble des partenaires et d'organiser la convergence de leurs actions. Il est conçu comme le document socle de la politique d'insertion défini par le Département et ses partenaires. Il s'articule avec le Programme Départemental d'Insertion (PDI), qui détermine les moyens et les actions propres à la collectivité.

Avec nos partenaires, nous avons donc bâti le PTI pour la période 2016-2018 puis son avenant 2019-2021.

Dans cette continuité, un nouveau PTI a été construit sur 2022-2024 avec un seul mot d'ordre : ALLER VERS L'EMPLOI.

Les deux piliers fondateurs autour desquels s'est bâtie la politique départementale d'insertion corrézienne reposent sur le travail de proximité avec les entreprises locales et l'accompagnement individualisé de chaque bénéficiaire du rSa afin de proposer et d'ajuster ses actions et ses réponses aux besoins et évolutions des territoires et des publics.

En février 2022, le Département a été retenu lors de la deuxième vague d'Appel à Manifestation d'Intérêt pour déployer le SPIE - Service Public de l'Insertion et l'Emploi. Couvrant la période 2022/2023, le SPIE, portant une ingénierie de projet, a fédéré l'ensemble des acteurs de l'emploi et de l'insertion pour initier des actions facilitant les parcours avec pour exemple D.O.R.A. (Diagnostiquer, Orienter, Renseigner, Accompagner). Ce travail est venu confirmer l'intérêt d'une démarche collaborative.

Aussi en 2024, le Département a souhaité s'engager aux côtés de l'État pour amplifier ses actions en faveur des personnes les plus éloignées de l'emploi, un partenariat renforcé, qui s'est traduit par le Pacte des solidarités et la Convention Départementale pour l'Insertion et l'Emploi.

Le bilan du PTI 2022-2024 et de ses 36 fiches action inscrites affiche un taux de réalisation de 94.4%. Les résultats présentés, illustrent notre capacité à proposer des outils et des dispositifs innovants, réinterrogés pour s'adapter aux besoins et spécificités de nos territoires et des publics que nous accompagnons.

Ces résultats ne pourraient s'entendre sans la collaboration active de l'ensemble de nos partenaires de l'insertion et de l'emploi, les organismes de formation et les acteurs du développement économique.

Le Pacte Territorial d'Insertion contribue à enrichir nos collaborations, à mutualiser nos dispositifs, nos moyens financiers et humains pour apporter un niveau de réponses le plus complet possible aux personnes en difficulté.

Dans le cadre de l'avenant au PTI 2025-2028, nous poursuivrons les efforts engagés depuis 2015, en portant une politique d'insertion toujours plus forte et volontariste, réaffirmant le principe selon lequel l'accès à la formation et à l'emploi constitue le premier facteur d'insertion des publics en situation de fragilité.

I - LE CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE CORRÉZIEN

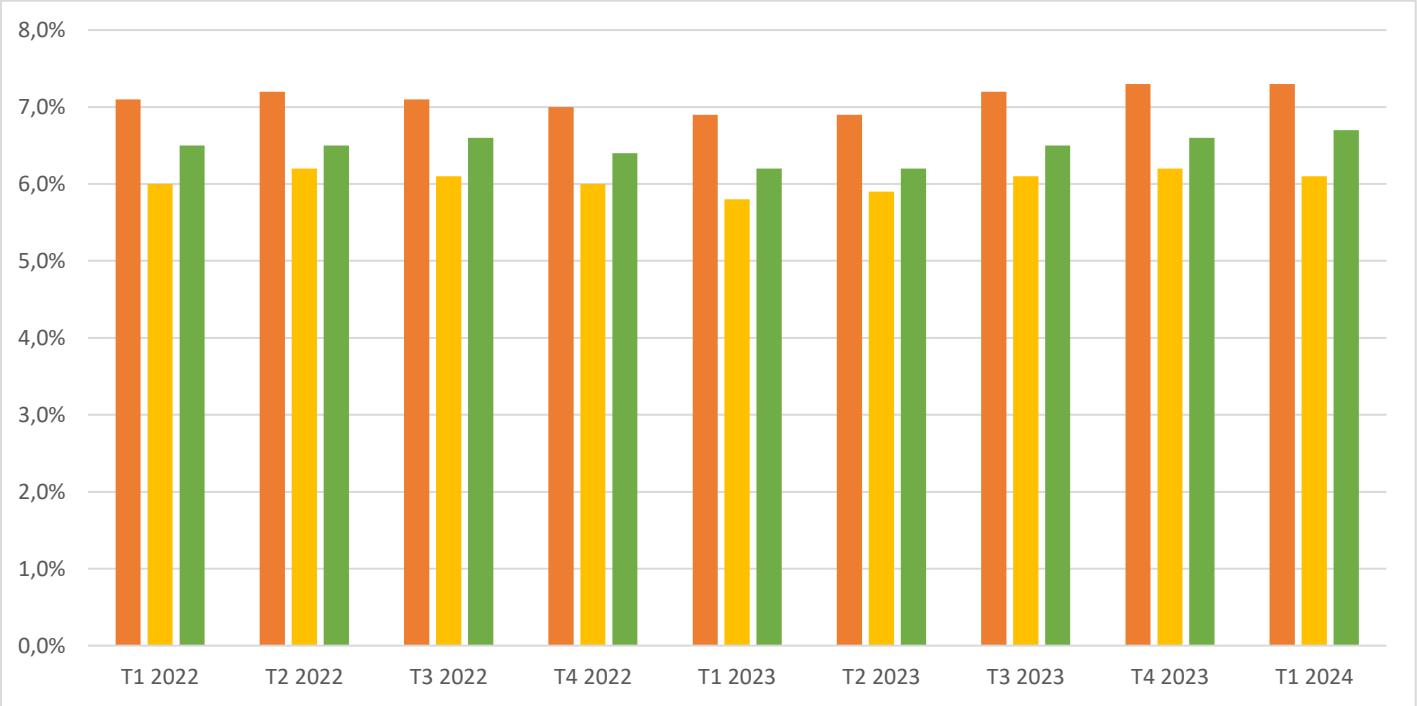
1 - Un marché de l'emploi qui évolue favorablement

La Corrèze se caractérise aujourd'hui par une situation plus favorable que celle constatée en France ou en Nouvelle Aquitaine.

Le taux de chômage corrézien est de 6.1 % au premier trimestre 2024 contre 6.7 % en Nouvelle Aquitaine et 7.3 % en France.

Taux de chômage en pourcentage - Source DREETS

Taux de chômage (en %)	2022				2023				2024
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1
France Métropole	7,1%	7,2%	7,1%	7,0%	6,9%	6,9%	7,2%	7,3%	**7.3%**
Corrèze	6,0%	6,2%	6,1%	6,0%	5,8%	5,9%	6,1%	6,2%	**6.1%**
Région NA	6,5%	6,5%	6,6%	6,4%	6,2%	6,2%	6,5%	6,6%	**6.7%**



Source DREETS



À noter, des indicateurs en amélioration par rapport à l'avant crise tels que l'emploi salarié qui connait une évolution de 2.2% en Corrèze ou encore la diminution de 7.5% du nombre de demandeurs d'emploi, toutes catégories confondues, à corréler avec l'offre d'emploi enregistré (+59.5%).

Le nombre de demandeurs d'emploi en Corrèze en catégories ABC s'élève à 15 600 au 30/06/24, soit une diminution de 0,06 % par rapport à décembre 2023, alors que l'on observe une augmentation de 0.24% au niveau régional sur la même période.

	Nombre de demandeurs d'emploi Catégories ABC	
	CORREZE	**REGION NA**
Décembre 2021	16 760	479 890
Décembre 2022	15 750	455 960
Décembre 2023	15 610	459 160
Juin 2024	15 600	460 300

Source France Travail

Catégories ABC regroupent tous les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi

Après une nette augmentation en 2020 en lien direct avec la crise sanitaire, le nombre de demandeurs d'emplois de catégories ABC, subit une diminution progressive depuis 2021 en Corrèze. À l'inverse, après une diminution marquée en 2022, on observe une augmentation du nombre de demandeurs d'emplois en région Nouvelle Aquitaine, depuis 2023.

De façon globale, les intentions d'embauche pour 2024, après deux années exceptionnelles, reviennent au niveau de 2019. Plus de la moitié sont des projets de recrutement en emploi durable (CDI et contrats de 6 mois ou plus). Ces intentions d'embauche sont portées majoritairement par les TPE et PME avec une amplification des projets

de recrutement dans les activités financières et d'assurance à l'inverse des projets de recrutement dans la construction, le transport et l'entreposage et le commerce de gros. Les métiers qui devraient tout particulièrement recruter se situent dans les domaines de la restauration (service et cuisine), l'agriculture (arboriculteurs, viticulteurs, agriculteurs), l'aide à domicile et la santé (aides-soignants notamment).

Précisément en Corrèze, selon les enquêtes BMO 2022 et 2024 France Travail, pour couvrir la période du PTI 2022-2024, les employeurs du département prévoient 12 290 projets de recrutements pour 2024 contre 11 300 pour 2022 soit une augmentation de 8,8 %. Pour 2024, pour le bassin de Tulle, on dénombre 5 400 projets dont 63% sont jugés difficiles et 35 % seraient des contrats saisonniers. Les métiers les plus porteurs sont : agents d'accueil et d'information, serveurs de cafés et restaurants et aides-soignants. Alors que sur le bassin de Brive, parmi les 6 890 projets, 67,5% sont jugés difficiles avec 52,8% de saisonniers. Les métiers les plus recherchés sont : viticulteurs, arboriculteurs, agriculteurs, serveurs de cafés et restaurants.

2 - Les bénéficiaires du rSa en Corrèze

La part de population couverte par le rSa, c'est-à-dire le prorata du nombre de bénéficiaires du rSa par rapport au nombre total d'habitants est, au 1er janvier 2024, de 2.64% en Corrèze contre 5% au niveau national.

BrSa / population nationale	5%
BrSa / population corrézienne	2.64%

Cette faible part de personnes bénéficiant du rSa en Corrèze résulte des efforts de la collectivité à mobiliser au quotidien l'ensemble de ses ressources humaines, de ses moyens avec une équité de réponses sur l'ensemble du territoire. Au-delà des mots, cet engagement se concrétise, se quantifie et s'adapte constamment au regard des résultats induits auprès des personnes accompagnées.

2-1 - Des effectifs impactés par les évolutions législatives

Pour comprendre l'évolution du nombre de bénéficiaires du rSa, il nous faut intégrer les évolutions législatives depuis 2015, les modalités de financement ainsi que la distinction entre bénéficiaires et foyers allocataires.

Entré en vigueur le 1er juin 2009 en France Métropolitaine, le rSa s'est substitué au RMI, à l'allocation de parent isolé et aux dispositifs d'intéressement liés à la reprise d'activité. Entre 2009 et 2015, il a remplacé également partiellement la prime pour l'emploi. On distingue alors dans le rSa, un volet "minimum social", le rSa socle et un "complément de revenus d'activités" : le rSa activité. Depuis le 1er janvier 2016, la Prime Pour l'Emploi et le rSa activité ont laissé place à la Prime d'Activité (PA).

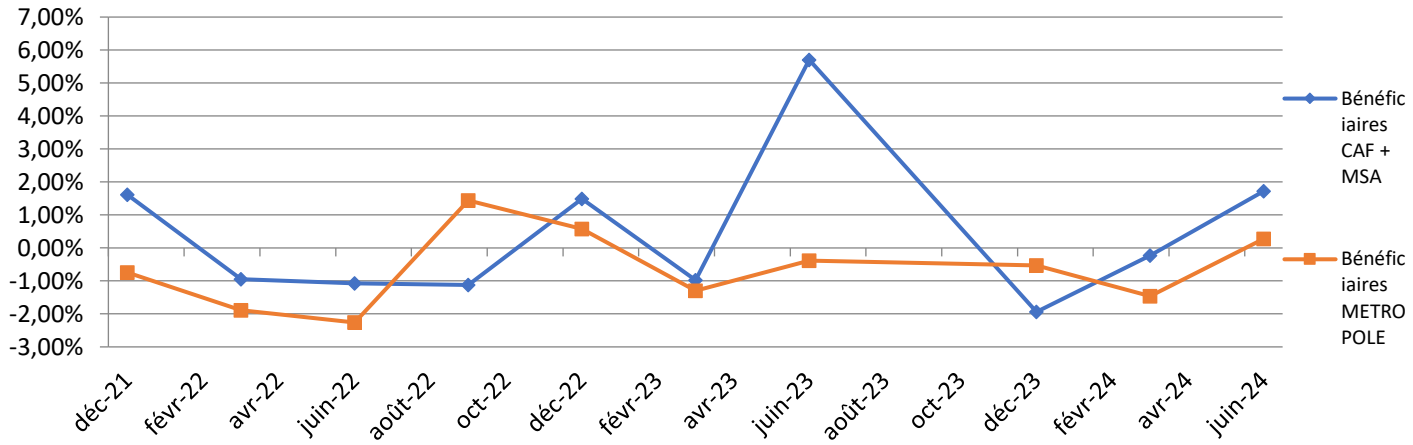
Depuis 2009 et la loi généralisant le revenu de solidarité active, si le pilotage intégral de ce dispositif relève de la compétence des départements, l'État s'était engagé sur une compensation des dépenses à l'euro près. Or, chaque année, le poids de la charge financière non compensée par l'État est de plus en plus lourd pour la collectivité. Le reste à charge s'élève en 2023, à 8 629 362.43€, en hausse sur un an de 1 313 859€. Il est estimé à plus de 10 000 000 € pour 2024.

Après la crise sanitaire inédite que nous avons traversée en 2020, la reprise de l'activité économique départementale en 2021 a permis de stabiliser les données tant financières que statistiques du dispositif rSa départemental et d'observer une décrue sensible du nombre de bénéficiaires, avec une stabilisation à la baisse de ces données sur 2022. Cependant, on assiste en juin 2023 à une forte augmentation du nombre de bénéficiaires du rSa de + 5% en lien principalement avec le traitement de la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH) et l'arrivée massive de personnes ayant eu un refus de droit ou de renouvellement de l'AAH. Cette situation particulière se régule, les mois suivants. Toutefois au 2ème trimestre 2024, on observe une augmentation du nombre de bénéficiaires plus affirmée en Corrèze (+1.7%) qu'en métropole (+0.3%).

En Corrèze, le Conseil départemental dénombre en données consolidées CAF-MSA au 30/06/2024, 6 620 bénéficiaires, soit une diminution de 0.5% en un an.

		12/2021	**12/2022**	*évolution 2021-22*	**12/2023**	*évolution 2022-23*	**06/2023**	**06/2024**	*évolution 2023-24*
rSa Socle (CD)	Nombre bénéficiaires	6 463	6 355	*-1,7%*	6 523	*+2,6%*	6 652	*6 620*	*-0.5%*

Source Données consolidées MSA - CAF Élisa - Service Insertion Conseil départemental Corrèze
Données rendues sur des droits ouverts et versables
Données concernant la prime d'activité calculées uniquement avec la CAF car pas de données rendues pour la MSA



La loi pour le Plein emploi du 18 décembre 2023 traduit une volonté du gouvernement de réduire le taux de chômage autour de 5 % d'ici 2027.

Elle vient rénover l'accompagnement des bénéficiaires du rSa et conditionne le versement de l'allocation à 15 heures d'activité par semaine, à compter de janvier 2025. Elle réinterroge notre politique sectorielle et nos périmètres d'intervention en matière d'orientation, d'accompagnement, d'intensification des parcours et introduit un nouveau mécanisme de sanction « suspension remobilisation ». Cette dernière devrait imposer au Département lors de la levée de sanction pour remobilisation, un reversement des sommes retenues dans la limite de 3 mois. De plus, les annonces relatives à une potentielle nouvelle réforme de l'assurance chômage et la lutte contre le non-recours auront un impact budgétaire significatif avec un nombre de bénéficiaires à accompagner inévitablement à la hausse.

Dans ce contexte, forts de notre connaissance et de notre expertise, nous serons attentifs à poursuivre les orientations que nous avons prises, qui portent aujourd'hui leurs fruits et répondent aux points saillants inscrits dans la loi : référent unique, rapidité de prise en charge des personnes, inscription à France Travail, réseau partenarial…

En parallèle, l'organisation développée par la collectivité concourt à la maîtrise du dispositif rSa avec une gestion rigoureuse du versement de l'allocation par un contrôle du respect des engagements d'insertion qui incombent à chacun, selon le principe des droits et des devoirs.

Aussi, en 2023, ce sont 1972 décisions rendues en Commission de Réduction et de Réorientation du rSa (CRSA).

2-2 - Des foyers concentrés sur la basse et moyenne Corrèze

Les bénéficiaires du rSa sont situés majoritairement sur le bassin de Brive (42.7%) en cohérence avec la logique démographique.

Carte Répartition territoriale des bénéficiaires en Corrèze par MSD Juin 2024 - source BO (données non consolidées) - service Emploi et Insertion Conseil départemental de la Corrèze*

** A noter une différence de 157 bénéficiaires du rSa par rapport aux données consolidées CAF - MSA en lien avec la date d'extraction des données*



Par comparaison entre le mois de juin 2021 et juin 2024, on observe dans les Maisons de la Solidarité Départementale (MSD), les évolutions suivantes :

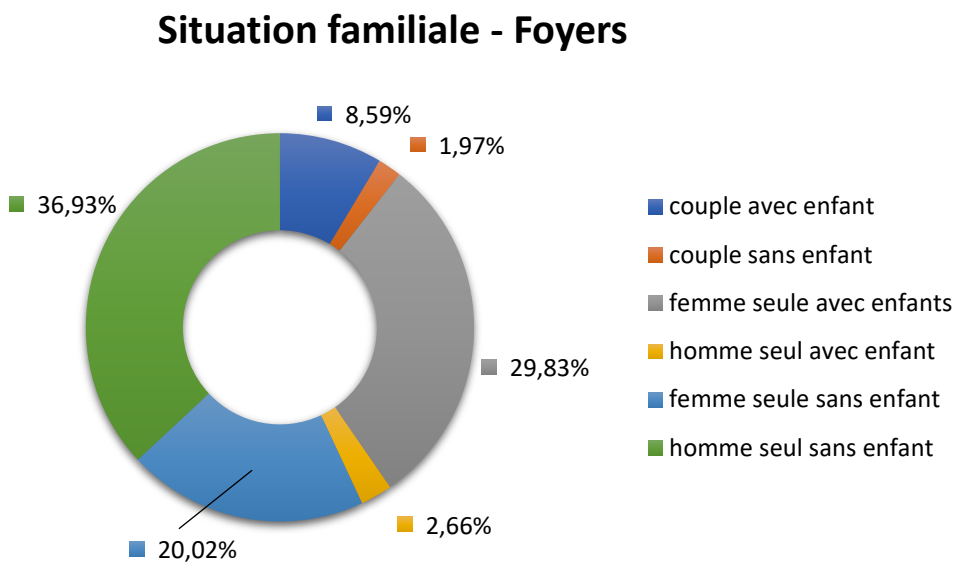
- Une diminution du nombre de bénéficiaires du rSa sur les MSD du Département :

  - Uzerche avec -31.74%
  - Meyssac avec -20.48%
  - Territoire de Brive (3 MSD) avec -4.13%
  - Ussel avec -1.36%

- Une augmentation du nombre de bénéficiaires du rSa sur les MSD du Département :

  - Meymac avec +9.90%
  - Argentat sur Dordogne avec +8.28%
  - Tulle avec +6.45%
  - Égletons avec +3.07%
  - Bort Les Orgues avec +0.52%
  - Juillac avec +0.42%

2-3 - Un profil corrézien qui tend à se confirmer

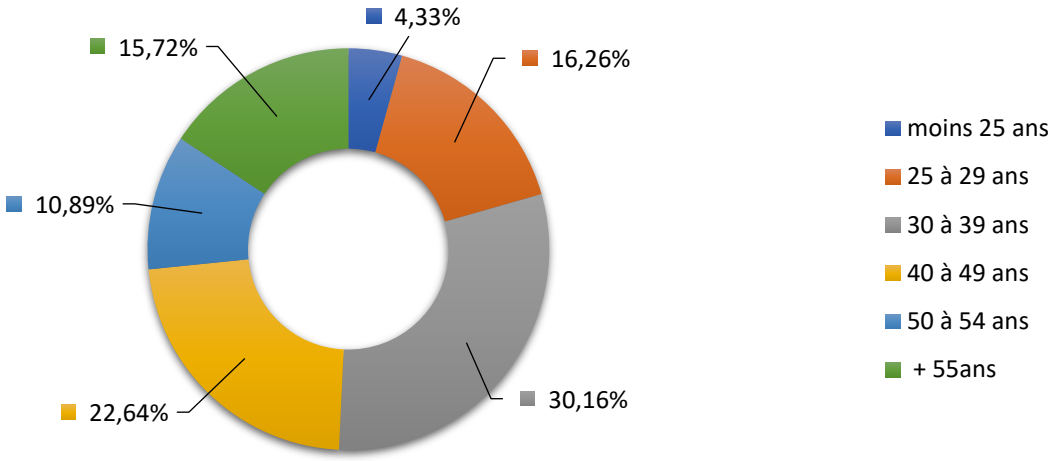


À juin 2024, 89.4 % des foyers sont constitués d'un seul adulte soit une augmentation de 1,8% par rapport à juin 2022.

La situation familiale la plus représentée est celle des hommes seuls sans enfant soit 36.9%, suivie des femmes seules avec enfants (29.8%).

Une tendance qui se confirme depuis de nombreuses années comme déjà indiqué lors de l'évaluation du PTI 2016-2018 et de l'avenant au PTI 2019-2021.

Age de l'allocataire



Plus de la majorité des allocataires du rSa ont entre 30 et 49 ans soit 52.8%.

À noter 26.6% de personnes ont plus de 50 ans (soit +5.4% par rapport à juin 2022) et 4.3% ont moins de 25 ans (soit -9.2% par rapport à juin 2022).

2-4 - Un montant moyen du rSa en augmentation

	12/2021	12/2022	12/2023	06/2024
Montant moyen				
CAF	470,33 €	445,03 €	503,73 €	**499,52 €**
MSA	424,09 €	492,45 €	407,73 €	**542,99 €**

Sur le 1er semestre 2024, on constate une augmentation significative du montant moyen rSa MSA de 33% en lien avec l'évolution du nombre de foyers (1.1%) et principalement du nombre de bénéficiaires composant ces foyers (6.4%).

3 - Une politique d'insertion corrézienne volontariste et novatrice en matière d'accès à la formation et l'emploi

Les résultats des deux premières évaluations menées en 2018 et en 2021 sur l'impact du PTI et de la politique départementale d'insertion ont permis de rédiger un nouveau PTI 2022-2024 organisé sur une priorité :

ALLER VERS L'EMPLOI.

Toujours dans la continuité du travail déjà entrepris, le Pacte 2022-2024 s'est décliné en deux grands axes :

- Les actions pour accéder à la formation et l'emploi
- Des professionnels et des métiers pour accompagner à la formation et l'emploi

Au 30/06/2024, 94,4% des actions du PTI sont réalisées ou en cours de réalisation soit sur un total de 36 actions, 34 engagées et 2 à réaliser.

Ces résultats sont rendus possibles grâce à :

- La mobilisation de 110 agents quotidiennement pour accompagner les bénéficiaires du rSa et répondre à leurs besoins.
- Un taux de contractualisation en augmentation constante depuis 2015, preuve de la régularité du suivi déployé auprès des publics. Là où le taux national de contractualisation était donné en deçà de 50%, nous affichions fin 2023 un taux moyen annuel de contractualisation de 86.2% et de plus de 93% pour la seule équipe dédiée à l'accompagnement des bénéficiaires du rSa.

Ce taux est également à mettre en corrélation avec la qualité et l'effectivité du suivi individualisé du parcours d'insertion mis en place par notre collectivité :

- Une prise en charge dès le premier mois de tous les nouveaux arrivants dans le dispositif rSa
- Une offre d'accompagnement modulaire allant de la prise en compte des problématiques sociales les plus lourdes jusqu'à l'entrée et la sécurisation en contrats de travail, mettant l'accent sur la préparation et l'outillage indispensables des personnes pour aller et entrer en emploi, l'inclusion numérique ou encore la santé
- Un spectre de réponses et de leviers d'actions les plus larges possibles pour être le plus adapté dans les solutions apportées.
- Des actions collectives régulières et graduelles dans leurs objectifs, mises en œuvre en renfort du suivi individualisé des publics : Diag Emploi, Pass Emploi et Clés de l'Emploi….
- Des outils innovants, créés pour favoriser l'accès à l'emploi, tels que le CLIS (Contrat Local d'Innovation Sociale), action de tutorat proposée depuis fin 2020 aux chefs d'entreprise corréziens pour sécuriser l'entrée en emploi.
- des heures de bénévolat mises en œuvre pour des personnes très éloignées de l'emploi (562 h en 2023)
- La plateforme BOOST EMPLOI, qui a fédéré 1000 entreprises en 2023, collecté 2321 CV mis à disposition des entreprises recruteuses.
- Une quarantaine de conventions financières et partenariales pour se doter des leviers et des actions nécessaires à l'activation des parcours.

3-1 - Un accompagnement systématisé dès l'entrée dans le dispositif

Depuis 2015, le Conseil départemental met tout en œuvre pour un accompagnement le plus personnalisé et de proximité possible dont la mesure se fait au travers de la contractualisation.

Le Contrat d'Engagement Réciproque (CER) est l'outil permettant de définir et formaliser les engagements réciproques entre le bénéficiaire et le Président du Conseil départemental en vue de son insertion sociale et/ou professionnelle. Il a pour rôle d'évaluer et de déterminer régulièrement l'avancée du projet d'insertion, les actions et étapes à engager, de mesurer leur réalisation ou d'adapter leur déroulement et de fixer des échéances régulières à l'activation du parcours d'insertion.

Entre 2021 et 2024, ce taux de contractualisation se stabilise pour l'équipe d'accompagnement du service Emploi et Insertion avec un taux de contractualisation moyen de 93.7 %.

	2021	2022	2023	08/2024
Taux de contractualisation de l'équipe d'accompagnement du service Emploi et Insertion (en %)	93.7 %	94.0 %	93.0 %	94.0%
Taux de contractualisation des référents sociaux (en %)	78,2 %	80,8 %	86,2 %	82.9%
Taux de contractualisation des référents professionnels Travailleurs Handicapés (en %)	84,6 %	92,0 %	95,0 %	89.3%
Taux global (en %)	85,5 %	88,9 %	91,4 %	88.7%

Plusieurs facteurs ont favorisé la quasi stabilité du taux de contractualisation :

- Le déploiement territorial des Réunions d'Informations et de Mobilisation (RIM)

Ce temps de mobilisation des personnes dès leur entrée dans le dispositif (4 à 6 semaines après l'ouverture du droit) est déterminant pour une activation dynamique et une mobilisation de la personne dans son parcours d'insertion. L'équipe d'accompagnement du service Emploi et Insertion est en charge de recevoir individuellement chaque nouvel arrivant dans le dispositif.

- La systématisation des relances auprès des bénéficiaires

Ce suivi et ce contrôle dans l'activation des parcours est indissociable d'une offre large d'outils et d'accompagnement. La notion de droits et devoirs incombe à chacun, bénéficiaires et collectivité, et se traduit par un respect des engagements et des échéances.

- L'évaluation plus qualitative des CER et des parcours d'insertion
- Le déploiement d'intervenants dédiés prenant en compte l'ensemble des besoins repérés favorise l'insertion sociale et professionnelle, la santé et l'inclusion numérique.

Globalement, l'activité des réunions à l'entrée dans le dispositif rSa, de 2022 à juin 2024 est représentée par :

- 8 335 personnes invitées en RIM
- Un taux de contractualisation RIM de 67.8 %

À noter que depuis le mois de juin 2024, le service Emploi et Insertion s'est engagé dans l'expérimentation d'une action intitulée "Rebond" sur le territoire de Brive dans le cadre de la contractualisation État / Conseil départemental de préfiguration de France travail.

Cette action présente l'avantage de proposer un parcours express de mise en condition de retour à l'emploi traduit par deux temps forts : un temps d'informations générales de diagnostic, d'orientation et de contractualisation le matin (de type RIM) et un atelier "BOOST EMPLOI" renforcé, l'après-midi.
Elle s'inscrit dans le cadre de l'atteinte de l'objectif visé de 15H d'activité par semaine envisagée par la loi pour le Plein Emploi, qui permet une mobilisation et une activation de parcours de 6H pour tous les primo-entrants, dès l'entrée dans le dispositif (contre 3H jusque là).

3-2 - Une employabilité optimisée avec :

** une offre d'accompagnement internalisée Conseil départemental*

La Collectivité a fait le choix d'une offre d'accompagnement internalisée, riche et modulable. Sa pertinence se mesure au quotidien par la qualité et la complémentarité des réponses apportées au public.

Les deux modalités d'accompagnement pré existantes, référents sociaux et référents professionnels rSa ont été abondées de façon à pouvoir offrir un niveau d'accompagnement et de réponses au plus près des problématiques rencontrées par les bénéficiaires du rSa.

En complément des 69 travailleurs sociaux de secteur, l'équipe dédiée du service Emploi et Insertion est composée de 20 personnes : 11 référents professionnels, 3 coachs sociaux, 2 coachs professionnels, 2 agents de santé - Infirmières Diplômées d'État, 1 animatrice numérique itinérante et 1 psychologue du travail.

- 69 référents sociaux : ils interviennent au titre du dispositif rSa, essentiellement sur les freins sociaux périphériques. Ils accompagnent les personnes les plus éloignés de la formation et de l'emploi.

- 3 coachs sociaux : ils visent un accompagnement et un soutien personnalisés, de proximité des bénéficiaires du rSa en vue d'une recherche de solutions d'autonomie. La personne est volontaire pour travailler activement sur son autonomie. Cet accompagnement individualisé, de 12 mois (avec possibilité de prolonger l'accompagnement jusqu'à 18 mois), va mobiliser la personne sur la résolution de ses difficultés. L'approche et la singularité de cet accompagnement résident dans le positionnement du bénéficiaire du rSa qui est maître d'œuvre et acteur principal de son parcours d'accompagnement, et dans la réactivité et proximité immédiates du coach social.

- 11 référents professionnels : ils assurent un accompagnement professionnel des bénéficiaires du rSa. Ils amènent les personnes à définir un projet professionnel et à établir un plan d'actions pour lever les freins à leur insertion et pour atteindre les objectifs fixés.

- 2 coachs professionnels : ils offrent un accompagnement court, renforcé vers et dans l'emploi ou la formation des bénéficiaires du rSa. Cet accompagnement d'une durée courte de 5 mois renouvelable une fois, facilite et sécurise l'accès à l'emploi ou la formation. Ils animent les actions collectives "Clés de l'emploi et Pack emploi", assurent la promotion et l'activation des dispositifs d'insertion dont le CLIS.

- 2 agents de santé : ils accompagnent les bénéficiaires du rSa dont les problématiques de santé constituent un frein dans la mise en œuvre d'un parcours d'insertion. Ils vont permettre à ces personnes d'accéder à un parcours de soin pour, in fine, résoudre leurs problématiques de santé et revenir vers l'emploi et / ou accéder aux dispositifs les plus adaptés (AAH).

- 1 animateur numérique itinérant : il joue un rôle central au sein même des parcours d'insertion pour lutter contre la fracture numérique. Les sessions d'ateliers et de permanences numériques qu'il dispense favorisent l'accès aux outils numériques et à une autonomie numérique. Il assure des permanences dans chaque MSD, une fois par mois et la promotion du dispositif BOOST Emploi par le biais d'ateliers dédiés à cette thématique dès l'entrée des personnes dans le dispositif rSa.

- 1 psychologue du travail : il apporte un regard et une expertise autres sur la capacité de la personne au changement et sur ses potentialités à réorienter son projet professionnel.

Le Département, à travers ses référents de parcours, assure une prise en charge dès le premier mois, de tous les nouveaux arrivants dans le dispositif rSa. Un diagnostic de chaque situation est établi avec la personne afin de lui permettre d'être accompagnée par la modalité d'accompagnement la plus adaptée à l'instant donné. Elle peut évoluer au fur et à mesure de l'avancée dans le parcours.
L'offre d'accompagnement modulaire que propose la collectivité permet de prendre en compte les problématiques sociales les plus lourdes jusqu'à l'entrée et la sécurisation en contrats de travail, mettant l'accent sur la préparation et l'outillage indispensables des personnes pour aller et entrer en emploi et la levée des freins périphériques tels que la santé ou l'accès au numérique.

** des orientations politiques proactives traduites par des outils et dispositifs innovants*

Favoriser l'employabilité, ce n'est pas uniquement lever des freins mais aussi aider les bénéficiaires à acquérir, développer, optimiser des compétences professionnelles, des postures, des savoir-être, des savoir-faire.

Pour ce faire, des actions et des outils complémentaires ont été déployés à la fois :

- à destination des professionnels à titre d'exemples,

  - D.O.R.A. pour identifier les ressources sur le territoire
  - Une cartographie des lieux d'accès numériques
  - BOOST Emploi
  - Le parrainage.
  - Pour 2025, une carte numérique interactive recensant les entreprises et les bénéficiaires du rSa par territoire dans l'objectif de rapprocher l'offre et la demande.

- à destination des bénéficiaires tels que :

  - Les Clés de l'emploi
  - Les périodes d'immersion dans les entreprises
  - Les remplacements dans les collèges
  - L'action bénévolat : Compétences et Citoyenneté
  - L'action VINCI-CD19-ADER MOBILITÉ pour favoriser les déplacements des publics fragiles et les plus éloignés de l'emploi… Une action mobilité qui évoluera de nouveau en 2025 avec le déploiement d'une flotte de véhicules sans permis et automatiques en Maison Du Département (MDD).

Avec un focus particulier sur :

- Les actions collectives graduelles dans leurs objectifs mises en œuvre en renfort du suivi individualisé des publics : Diag Emploi, Pass Emploi et Clés de l'Emploi, permettant de mieux préparer les publics aux techniques de recherches d'emploi et de les rapprocher de la demande d'emploi.
  En 2024, les Clés de l'emploi évoluent en Pack emploi (action de techniques de recherche d'emploi visant à préparer les personnes à des entretiens de recrutement sur des postes immédiatement disponibles avec l'appui de l'entreprise recruteuse et des partenaires (France Travail, Mission Locale, Cap Emploi) afin de répondre collectivement aux besoins en recrutements des entreprises, en mutualisant nos publics, nos moyens humains et nos dispositifs.

- Un outil innovant pour favoriser et sécuriser l'accès à l'emploi, le CLIS (Contrat Local d'Innovation Sociale) : action de tutorat proposée aux chefs d'entreprise pour faciliter l'intégration et le maintien dans l'emploi de bénéficiaires du rSa. Les entreprises bénéficient d'une aide financière mais également d'un accompagnement personnalisé, tant pour elles que pour les salariés, assuré par un coach professionnel.

- L'inclusion numérique afin de permettre à chacun de pouvoir entreprendre des démarches d'insertion sociale et professionnelle. Un animateur numérique organise une permanence par mois dans chaque Maison de la Solidarité Départementale pour faciliter l'accès et l'utilisation du numérique aux publics reçus. Il anime également des ateliers numériques collectifs et assure la promotion de la plateforme BOOST Emploi. En 2024, dans le cadre de l'action Rebond, l'animateur anime un atelier "BOOST Emploi renforcé". À l'issue, les bénéficiaires ont pu s'inscrire sur la plateforme, déposer leur CV en ligne et /ou utiliser le CV Catcher, découvrir les entreprises recruteuses et leurs offres d'emploi, se positionner sur des offres et/ou des actions d'insertion et créer des alertes quotidiennes.

- Un chargé de mission entreprises de la cellule BOOST Emploi assure la mise en relation entre les entreprises et les demandeurs d'emploi dont les bénéficiaires du rSa. Au 30 juin 2024, 1 017 entreprises partenaires, constituant un réseau qui ne cesse de grandir. La plateforme BOOST Emploi permet aux demandeurs d'emploi de consulter les offres d'emploi mais également de déposer un curriculum vitae. L'augmentation du nombre de vues sur la plateforme est constante. À noter que les annonces sur Facebook rencontrent une audience croissante avec 9 042 Folowers à juin 2024. Les professionnels de l'insertion mettent à profit l'outil pour les bénéficiaires du rSa qu'ils accompagnent par le recueil des offres d'emploi exclusives. Le chargé de mission coanime les actions collectives menées par le service Emploi et Insertion, assure une revue des portefeuilles avec le responsable de l'équipe dédiée pour faciliter le rapprochement de l'offre et de la demande d'emplois et porte une nouvelle action de parrainage depuis 2024, en partenariat avec les entreprises corréziennes, dans le cadre de la démarche Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE).

- Les clauses d'insertion sociale dans les marchés publics qui permettent de réserver une part des heures de travail à des personnes dites prioritaires. Elles sont activées sur l'ensemble du territoire de la Corrèze par deux porteurs de projet : la Communauté d'Agglomération du Bassin de Brive en compétence sur ce territoire et le Conseil départemental.

** une déclinaison d'actions complémentaires pour dynamiser les parcours*

L'environnement peut demeurer un frein, que ce soit l'éloignement géographique des bassins d'emploi dans le cas de problématiques de mobilité, ou encore la situation familiale, notamment pour les familles monoparentales (fortement représentée dans le dispositif rSa) en lien avec les modes de garde, l'isolement ou encore des difficultés de santé.

Pour y répondre, une quarantaine de conventions annuelles d'objectifs sont signées dans le cadre du PDI avec les partenaires pour :

- Développer les relations avec le monde de l'entreprise et les opportunités d'emploi
- Permettre la remobilisation par une activation hebdomadaire des parcours
- Développer et valoriser des potentiels et compétences
- Favoriser l'autonomie
- Lever les freins à l'insertion afin de renforcer l'employabilité
- Accompagner à la création/reprise d'entreprise et/ou au développement d'activité
- Accompagner au changement
- Recréer du lien social et lutter contre l'isolement
- Redonner confiance et estime de soi
- Répondre aux besoins de mobilités

Venant ainsi compléter l'offre d'accompagnement du Conseil départemental et ses dispositifs.

Parmi ces conventions, sur la période 2022-2024, 64 % relèvent du champ de l'insertion par l'activité économique, 10 % concernent le champ de la mobilisation professionnelle, 15 % pour le champ social/santé/mobilité et 11 % sont relatives à la création d'entreprise.

3-3 - Une coordination partenariale opérationnelle

Le 02/02/2022, le Conseil départemental de la Corrèze est retenu pour déployer le Service Public de l'Emploi et de l'Insertion (SPIE). Il a pour ambition de renforcer l'accompagnement des personnes éloignées du marché du travail. Il s'inscrit dans la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, la CALPAE (Convention d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi) signée en 2019 pour trois ans puis reconduite en 2022.
Il entend renforcer le travail commun entre tous ces acteurs par une démarche collaborative, pour simplifier et consolider l'efficacité de l'accompagnement des personnes vers l'emploi.

Le déploiement du SPIE sur les territoires s'est accompagné d'un investissement de l'État dans des outils numériques mis à disposition gratuitement, afin de faciliter le partage des données, d'optimiser la coordination entre les institutions et améliorer la lisibilité et la visibilité de l'offre existante en donnant un meilleur accès aux dispositifs parfois méconnus. Ces services, qui ont vocation à assurer la coordination opérationnelle entre les acteurs de l'insertion, mais aussi à pérenniser l'harmonisation des nouvelles pratiques professionnelles par une dynamique améliorée des méthodes et dispositifs communs déjà existants, sont proposés en accès gratuit aux territoires volontaires et mis à disposition par l'État et le programme beta.gouv issu de la DINUM (Direction Interministérielle du Numérique).

C'est ainsi, que la Corrèze a déployé l'outil D.O.R.A. qui a pour vocation de recenser, centraliser et référencer toutes les offres d'accompagnement, d'insertion, d'emploi, sur le territoire afin de pouvoir mobiliser rapidement la solution adaptée à un projet d'insertion ou de retour à la formation ou à l'emploi.

Le SPIE a pris fin au 31/12/2023, mais la loi sur le Plein Emploi vient garantir la poursuite de cette nouvelle méthode de travail avec une coopération opérationnelle entre les professionnels des différentes structures ou institutions et optimiser l'offre d'accompagnement afin de remettre l'usager au centre de ses démarches en assurant de ce fait le principe d'un « parcours sans couture ni rupture », toujours en mutualisant les moyens financiers et humains.
À l'échelle départementale, cela se traduit par la mise en œuvre du Comité départemental pour l'Emploi en charge de décliner la feuille de route en matière d'insertion sur le territoire. Celui-ci a été installé le 3 octobre 2024.

3-4 - Une gouvernance participative

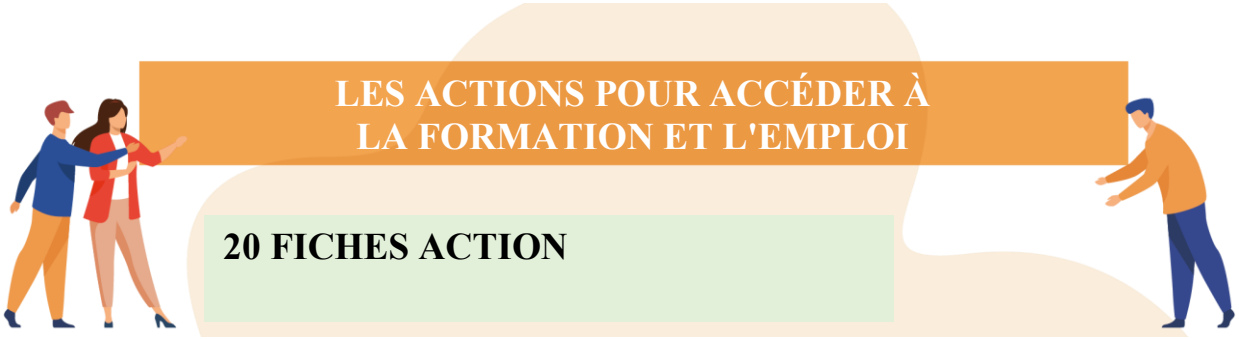
Par ailleurs, le Conseil départemental de la Corrèze a souhaité engager une réelle participation de l'usager et favoriser la citoyenneté.

En effet, la parole de l'usager est essentielle pour construire des actions adéquates dans le cadre des politiques publiques qui les concernent mais sa prise en compte reste encore à être développée.

Sur la période 2022-2024, elle s'est traduite par l'intermédiaire d'un questionnaire, proposé aux personnes dans le cadre de leur accompagnement.

Les modalités de recueil de la parole des personnes bénéficiaires du rSa sont à repenser pour 2025. Une démarche évaluative de cette action, inscrite dans les précédents PTI, sera entreprise au titre d'un groupe de travail PTI afin d'engager une étude et de définir de nouvelles orientations pour répondre au plus près des besoins des publics que nous accompagnons selon les spécificités des territoires.

AXE 1


LES ACTIONS POUR ACCÉDER À
LA FORMATION ET L'EMPLOI
20 FICHES ACTION

Action	Réalisée	Non réalisée
AXE 1 : Les actions pour accéder à la formation et l'emploi /20 fiches action		
-1- Mise en lien direct Offre - Demande	✓	
-2 - Clés de l'emploi	✓	
-3- Vis l'emploi / Immersions dans les entreprises	✓	
-4- Pass pour l'emploi	✓	
-5- Contrat Local d'Innovation Sociale	✓	
-6- BOOST Emploi	✓	
-7- Forums Emploi	✓	
-8- Remplacements dans les collèges du Département	✓	
-9- Les clauses d'insertion sociale dans les marchés	✓	
-10- Contrats aidés PEC	✓	
-11- Déploiement du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi (SPIE)	✓	
-12- Conduite au changement au sein de l'équipe d'accompagnement CD19	✓	
-13- Acculturation dans le cadre du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi	✓	
-14- Bénévolat "compétences et citoyenneté"	✓	
-15- Bourse au permis	✓	
-16- Ateliers compétences numériques de base	✓	
-17- Représentation des bénéficiaires du rSa dans les instances	✓	
-18- Plateforme collaborative Emploi Insertion	✓	
-19- Observatoire départemental de l'emploi et des métiers		✗
-20- Promotion des dispositifs Insertion-État au travers du Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC)		✗



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°1
Mise en lien direct Offre - Demande

Chiffres clés au 30/06/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
26 actions collectives	✓	
21 temps de travail dédiés à la revue de portefeuilles		

PUBLICS CIBLES

- Professionnels de l'équipe dédiée à l'accompagnement des bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

Cette action a pour objectif d'anticiper et de mieux repérer les besoins en main d'œuvre pour une mise en lien directe de l'offre avec la demande d'emploi.

Elle reflète donc toute l'articulation et la valorisation des compétences et de l'expertise du chargé de mission entreprises pour favoriser et sécuriser l'accès à l'emploi des publics accompagnés. Une intervention également, au cours des actions collectives facilite la préparation des personnes aux attendus des chefs d'entreprises.

Tableau Actions collectives
(Source Conseil départemental de la Corrèze - Service Emploi et Insertion au 30/06/2024)

	2022	2023	30/06/2024	Total
Nombre d'actions collectives animées	11	10	5	26
Nombre de réunions dédiées à la revue de portefeuilles	4	12	5	21

Cette action s'appuie sur un travail de collaboration et de croisement des informations entre le fichier BOOST Emploi (réseau entreprises corréziennes), les compétences du chargé de mission et les listings de chaque référent de parcours afin d'améliorer encore le placement des bénéficiaires du rSa en emploi ainsi qu'attendu par la politique départementale d'insertion depuis 2015.

PERSPECTIVES

Poursuite de cette action avec l'ambition d'être toujours plus réactifs sur ces recrutements.



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°2
Clés de l'emploi

Chiffres clés au 30/06/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
11 "Clés de l'emploi" réalisées		
116 personnes préparées et présentées aux entreprises		
73 contrats de travail ou entrées en formation à l'issue de l'action dans les 3 mois suivants		

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

Les coachs professionnels, en collaboration avec le chargé de mission de la cellule BOOST Emploi, l'animateur numérique et la psychologue du travail proposent et animent des ateliers collectifs "Clés de l'emploi" en partenariat avec les entreprises locales.

Le nombre d'actions annuel peut être fluctuant au regard des besoins en recrutements des entreprises du territoire. Elles sont réalisées à leurs demandes ou bien suite au démarchage du chargé de mission entreprises.

Globalement, ce sont 11 actions collectives animées sur la période, avec la réalisation de 73 contrats de travail ou entrées en formation.

Tableau Clés de l'emploi
(Source Conseil départemental de la Corrèze - Service Emploi et Insertion au 30/06/2024)

	2022	2023	30/06/2024	Total
Nombre de "Clés de l'emploi"	5	3	3	11
Nombre de personnes préparées et présentées aux entreprises	55	30	31	116
Nombre de contrats de travail ou entrées en formation à l'issue de l'action	35	22	16	73

- 5 "Clés de l'emploi" en 2022

2 secteurs d'activité ciblés : intérim (Haute Corrèze / Tulle / Brive) et la restauration rapide (Burger King et Mac Donald)

- 3 "Clés de l'emploi" en 2023

Dans le domaine de l'industrie agroalimentaire avec l'agence intérim Adéquat Brive ; les tomates d'Auitou (Égletons) et les métiers du bois avec le GEIQ PCE



- 3 "Pack Emploi" à juin 2024
  - Les tomates d'Auitou
  - JELD-WEN et Ucélia
  - Aire de Corrèze - VITRAC

  Programmation de "Pack Emploi" pour le dernier trimestre 2024
  - Transport logistique BRIVE
  - Service à la personne TULLE
  - Super U ALLASSAC
  - Grande distribution BRIVE

Sur l'ensemble des actions, 62.9 % de retour à l'emploi /formation pour les personnes ayant suivi l'action.

PERSPECTIVES

Cette action a toute sa pertinence dans un parcours d'insertion et répond à des besoins immédiats de recrutements.
Elle s'articule avec l'action "Pass pour l'emploi", qui peut intervenir en amont, pour une réactivité de positionnement encore meilleure des publics.

Aussi, dans le cadre de la loi plein emploi et de la contractualisation État / Conseil départemental, cette action évolue en 2024 pour devenir une action "Pack emploi" issue d'un partenariat France Travail / Missions Locales / Cap Emploi / Conseil départemental afin de mutualiser nos publics, nos moyens et nos dispositifs en réponse aux besoins de recrutements.



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°3
Vis l'emploi / Immersions en entreprises

Chiffres clés au 31/05/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
2 856 PMSMP réalisées	✓	

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

Outil France Travail, il s'agit d'effectuer la promotion et la prescription des Périodes de Mises en Situation en Milieu Professionnel (PMSMP) par les référents de parcours.

S'inscrivant dans une démarche préventive (bénéficiaire salarié en recherche d'emploi ou de réorientation professionnelle) et proactive (bénéficiaire privé d'emploi, inscrit ou non à France Travail), les PMSMP s'adressent à toute personne faisant l'objet d'un accompagnement social ou professionnel personnalisé.

Une PMSMP a pour objet de :

- Confirmer un projet professionnel grâce à des situations réelles de travail
- Découvrir un métier ou un secteur d'activité
- Initier un parcours de recrutement pour accéder à un emploi ou dans le cadre d'une reconversion

***Tableau** PMSMP clôturées au 31/12 de chaque année de 2022 à 2024*
(Source France Travail - 30/06/2024)

	2022	2023	30/06/2024	Total
Confirmer un projet professionnel	168	328	167	663
Découvrir un métier ou un secteur d'activité	218	789	573	1580
Initier une démarche de recrutement	211	233	169	613
Total	597	1350	909	2856

Globalement, ce sont 2 856 PMSMP réalisées du 01/01/2022 au 30/06/2024.

PERSPECTIVES

- Participation des référents de parcours du Conseil départemental aux opérations annuelles de France Travail "Je teste un métier" avec :
  - La mobilisation du public
  - La préparation en amont de l'action avec les conseillers France Travail
  - L'accompagnement à l'inscription via "Mes événements Emploi"
  - L'accueil et l'accompagnement des publics le jour "J"

- Optimisation de l'utilisation de l'outil "Immersion facilitée", plateforme digitale permettant la mise en relation entre un candidat souhaitant réaliser une immersion professionnelle et une entreprise accueillante.



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°4
Pass pour l'emploi

Chiffres clés au 30/06/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
8 "Pass pour l'emploi" réalisés	✓	
49 % de personnes en emploi à la sortie de l'action		

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

L'action collective « Pass Emploi » a été initiée en « test » fin 2021 par les référents professionnels avec le soutien de l'animatrice numérique itinérante.

L'objectif est « d'outiller » le bénéficiaire du rSa dans ses démarches de recherche d'emploi, au plus tôt dans son entrée dans le dispositif rSa. Pour ce faire, un processus accéléré de 2 à 4 jours consacrés aux Techniques de Recherche d'Emploi via : la réalisation d'un CV et d'une lettre de motivation, d'un pitch de présentation, d'une simulation d'entretien, un travail sur les codes et attendus des entreprises, les relances…

Tableau Pass pour l'emploi
(Source Conseil départemental de la Corrèze - Service Emploi et Insertion au 30/06/2024)

	2022	2023	30/06/2024	Total
Nombre de "Pass pour l'emploi"	4	2	2	8
Pourcentage de personnes en emploi à la sortie de l'action	45 %	50 %	52%	49 %

Une action collective est initiée dès lors qu'un groupe suffisant de personnes, ayant les mêmes besoins en Techniques de Recherches d'Emploi est ciblé.

PERSPECTIVES

Maintien de cette action en complémentarité des "Pack emploi".
À mettre en lien avec France Travail dans le cadre des 15 heures d'activités.



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI

FICHE ACTION N°5
Contrat Local d'Innovation Sociale



Chiffres clés	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
68 CLIS signés sur 2022-2024	✓	
Taux de réalisation 2024 (30/09/2024) : 71.4% de CLIS signés soit 25 sur 35		

PUBLICS CIBLES

- Les bénéficiaires du rSa
- Entreprises locales corréziennes

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

Dispositif mis en place dans le cadre du PTI, cette action accompagne financièrement l'employeur / tuteur pour favoriser et optimiser le recrutement des bénéficiaires du rSa. Au-delà de ce soutien financier, un accompagnement personnalisé, tant pour l'entreprise que pour le salarié, est assuré par un coach professionnel afin de sécuriser l'entrée dans l'emploi et le pérenniser.

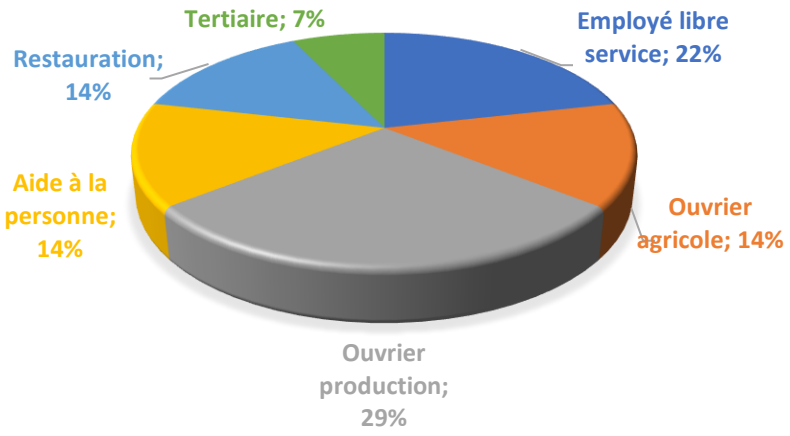
Depuis son lancement en novembre 2020, 83 CLIS ont été engagés dont 68 sur la période 2022-2024.

Tableau CLIS
(Source Conseil départemental de la Corrèze - Service Emploi et Insertion au 30/09/2024)

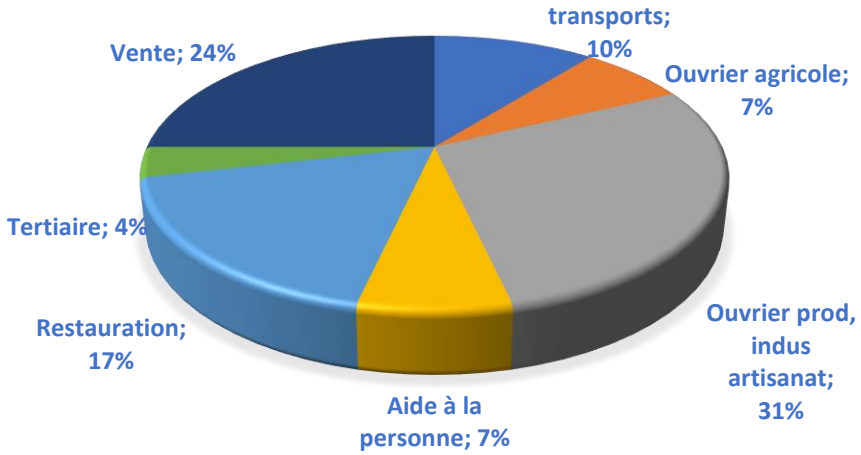
	2022	2023	09/2024	Total
Nombre de CLIS signés	14	29	25	68
Nombre de contrats de travail (CDI ou CDD) à l'issue du CLIS	9	10	3	22
Pourcentage de maintien dans l'emploi ou le formation	64.3 %	34.5 %	Non évaluable à ce jour	-

Répartition des CLIS par secteur d'activité :

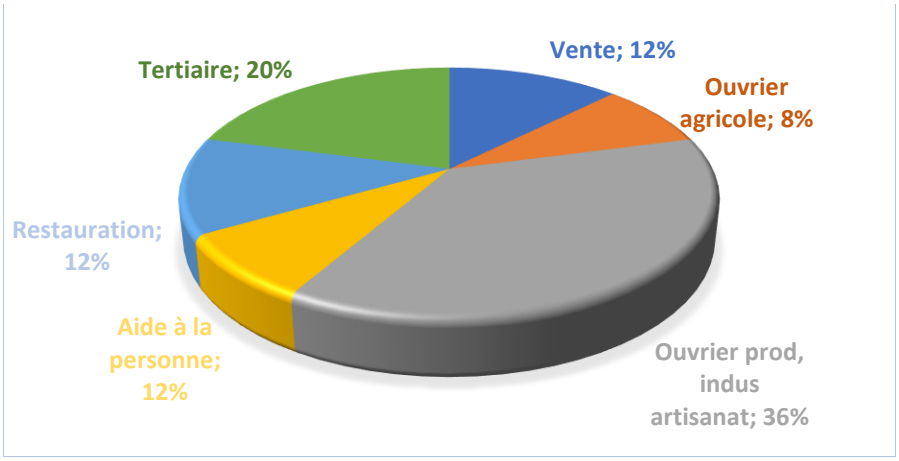
- Bilan 2022 :



- Bilan 2023 :



- Bilan 2024 (au 09/2024) :



À noter en 2023, une représentation nouvelle du secteur de la vente / commerce et une disparition en 2024 du domaine des transports.

PERSPECTIVES

Poursuite de l'action pour l'optimisation et la sécurisation des recrutements des bénéficiaires du rSa.

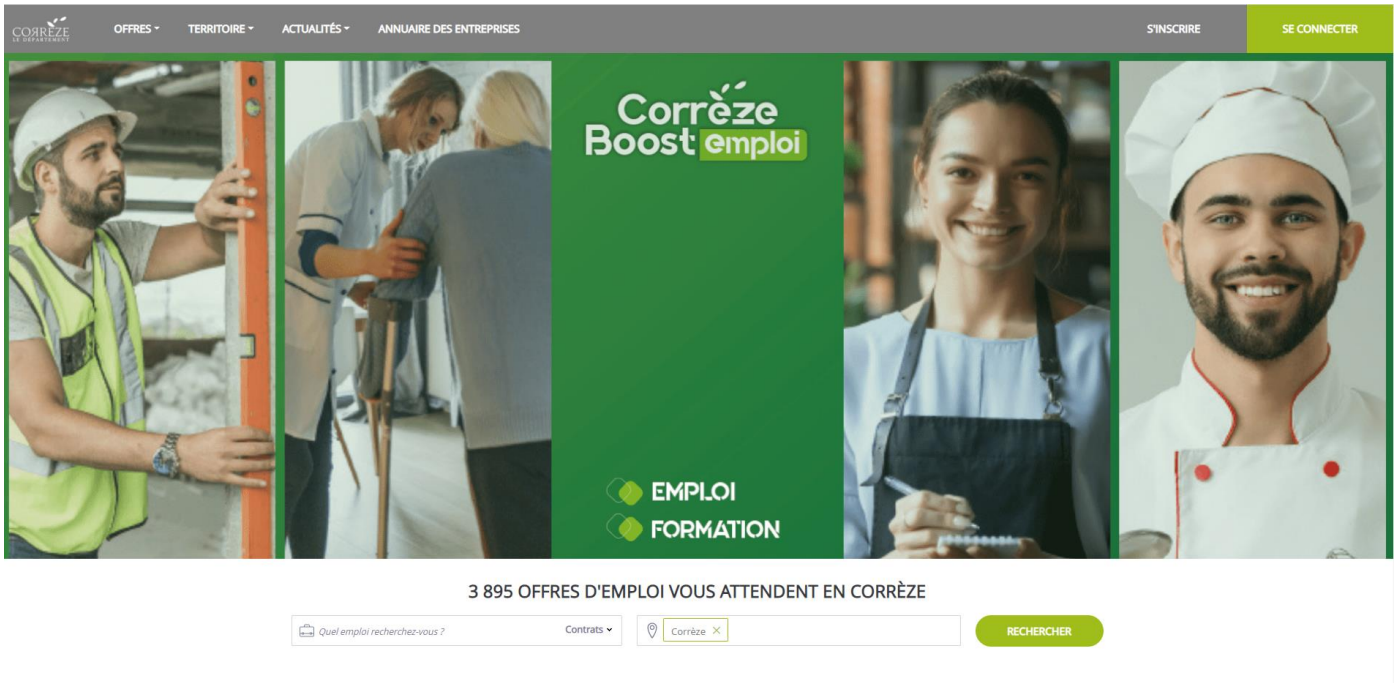


LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°6
BOOST Emploi

Chiffres clés du 30/06/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
1 plateforme créée en mars 2016	✓	
4 842 utilisateurs		
30 942 visites		
1 083 comptes utilisateurs créés		
1 255 CV déposés		



PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa
- Entreprises
- Tous les acteurs intervenant sur les volets de l'emploi et de la formation

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze
- Territoire national

BILAN EVALUATIF

Lancée en mars 2016, la plateforme est utilisée au 30/06/2024 par 1 017 entreprises corréziennes (1001 en 2023) qui ont créé leur profil soit +1.6% en un an.

Depuis début 2023, un nouvel espace recruteur en partenariat avec Hello Work est disponible sur la plateforme correzeboostemploi.
Ce nouvel espace, avec davantage de fonctionnalités et de diffusion des offres au niveau national, apporte toujours gratuitement un service supplémentaire aux entreprises corréziennes.

Tableau Dispositif BOOST Emploi
(Source Conseil départemental de la Corrèze - Service Emploi et Insertion au 30/06/2024)

	2022	2023	30/06/2024
Nombre de comptes recruteurs créés	156	90	31
Nombre de comptes candidats créés	1 722	1 894	1 052
Nombre d'annonces exclusives déposées	980	845	400
Nombre de CV	897	1 187	632

Nous assistons à une augmentation croissante de créations de comptes "candidat" et du nombre de CV déposés en lien avec les ateliers numériques BOOST Emploi pour les bénéficiaires du rSa dès l'entrée dans le dispositif et leur inscription sur la plateforme.

La plateforme continue à évoluer dans son opérationnalité et ses fonctionnalités pour des recherches toujours plus affinées. C'est un outil reconnu et utilisé par les professionnels de notre département et par l'animateur numérique du service Emploi et Insertion. L'inscription, le dépôt et la diffusion restent entièrement gratuits à tous. Cet outil constitue un marqueur fort de la politique départementale d'insertion.

Complémentaire du site, Facebook permet d'élargir la diffusion des offres et d'aller au plus près de tous les publics. Nous remarquons une très forte réactivité de la part des abonnés et un grand nombre de partages avec 9042 folowers soit une augmentation de 4.11% en un an.

À noter également, la mise en place d'un annuaire entreprises en collaboration avec le Label Origine Corrèze.

PERSPECTIVES

- Poursuite du développement de cette plateforme reconnue.
- Cartographie numérique interactive issue de l'interopérabilité des bénéficiaires du rSa et des entreprises corréziennes.
- Possibilité de migration vers une plateforme commune BOOST EMPLOI - France Travail dans le cadre de la réforme France Travail ; fusion possible des outils de "job boarding".



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°7
Forums Emploi

Chiffres clés au 30/06/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
45 forums ou événements emploi	✓	

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en recherche d'emploi et / ou de formation dont bénéficiaires du rSa
- Entreprises corréziennes

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF



Le chargé de mission entreprise intervient lors des différents forums des partenaires afin de valoriser l'implication du Département sur l'emploi à travers la promotion de dispositifs et d'actions (Corrèze BOOST Emploi - Clés de l'emploi - CLIS...).

Tableau Forums Emploi
(Source Conseil départemental de la Corrèze - Service Emploi et Insertion au 30/06/2024)

	2022	2023	30/06/2024	Total
Nombre de participations à des Forum	9	19	17	45

PERSPECTIVES

Poursuite de la participation aux différentes manifestations du territoire portées par les partenaires autant que de besoin et même au-delà de la Corrèze avec sa présence aux salons de Paris, Lille et Lyon dans le cadre des opérations "Venez vivre en Corrèze".



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°8
Remplacements dans les collèges du Département

Chiffres clés au 30/06/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
16 807.26 heures réalisées par des personnes en insertion		
105 personnes en insertion missionnées		
Dont 101 bénéficiaires du rSa		

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa
- Personnes en situation d'insertion sociale et professionnelle suivies par les professionnels des MSD

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

Cette action permet de remplacer des agents territoriaux départementaux intervenant dans les 24 collèges du Département sur des postes généraux (entretien, restauration, maintenance) ou de proposer des renforts pour des missions spécifiques, ponctuelles et sur une durée limitée. Ces missions sont proposées aux publics en insertion.

Tableau Remplacements dans les collèges départementaux
(Source Conseil départemental de la Corrèze - Service Emploi et Compétences au 30/06/2024)

	2022	2023	30/06/2024	Total
Nombre d'heures réalisées	5 560	6 912	4 335.26	16 807.26
Nombre de personnes positionnées sur ces contrats de travail	49	39	17	105
Dont nombre de bénéficiaires rSa	46	39	16	101

Sur la période 2022-2024, 16 807.26 heures ont pu être effectuées par 105 personnes en insertion dont 96% de bénéficiaires du rSa grâce à un partenariat avec Point Travail Service (PTS). Deux personnes ont pu être recrutées au sein de la collectivité suite à ces remplacements.

PERSPECTIVES

Maintien de cette action pour permettre aux publics en insertion d'accéder à des premières heures de travail, d'acquérir ou de confirmer des compétences ou postures professionnelles, de reprendre confiance en eux en vue de favoriser à terme, un retour à l'emploi plus durable.



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°9
Les clauses d'insertion sociales dans les marchés

Chiffres clés au 30/06/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
39 maîtres d'ouvrage accompagnés		
327 participants		
15.3 % de bénéficiaires du rSa parmi les participants		
123 640 heures d'insertion réalisées		
366 contrats de travail		

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa
- Publics prioritaires des politiques publiques de l'emploi

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

Depuis 2012, dans le cadre de sa politique départementale, le Conseil départemental s'est engagé avec le soutien de fonds européens, dans le développement de clauses sociales d'insertion.
Ce dispositif est développé sur l'ensemble du territoire départemental par deux porteurs de projets : la Communauté d'Agglomération du Bassin de Brive en compétences sur son territoire et le Conseil départemental de la Corrèze pour le reste du territoire Corrézien.

Les clauses sociales, intégrées aux cahiers de charges des marchés publics, imposent aux entreprises titulaires de réserver une part de leurs heures de travail à des personnes rencontrant des difficultés d'accès ou de retour à l'emploi. Elles permettent donc à ces personnes de s'engager ou de poursuivre un parcours d'insertion durable, via une mise en situation de travail.

L'acheteur public pourra également utiliser ces clauses d'insertion pour favoriser l'accès à la commande publique des Structures de l'Insertion par l'Activité Économique ou des entreprises de travail adapté ainsi que le rapprochement avec les entreprises du secteur privé.

Sur la période 2022-2024, 123 640 heures ont pu être effectuées par 327 personnes en insertion.

Tableau Les clauses d'insertion sociales dans les marchés
(Source Conseil départemental de la Corrèze - Service Commande Publique au 30/06/2024)

	2022	2023	30/06/2024	Total
Nombre de maîtres d'ouvrage accompagnés	11	11	17	39
Nombre de participants	96	104	127	327
Pourcentage de bénéficiaires rSa parmi les participants	16 %	19 %	11%	15.3 %
Nombre total d'heures d'insertion réalisées	39 881	53 359	30 400	123 640
Nombre de contrats de travail	114	115	137	366

PERSPECTIVES

Poursuite de ce dispositif, permettant à des personnes éloignées de l'emploi, dans le cadre d'un marché public, de bénéficier d'heures de travail.



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°10
Contrats aidés PEC

Chiffres clés au 30/06/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
14 PEC engagés	✓	

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion
- Les bénéficiaires du rSa
- Tous les employeurs du secteur non marchand

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

Les Parcours Emploi Compétence (PEC) sont des contrats aidés d'accompagnement dans l'emploi à destination du secteur non marchand.



L'objectif 2022 était de contractualiser 27 PEC.
Au 31/12/2022, 14 contrats PEC sont actifs dont 8 renouvellements et 6 nouvelles conventions soit 51.9 % de l'objectif.

L'action s'arrête en 2023.
Ce qui maintiendra un bilan au 31/12/2023 de 14 PEC engagés depuis 2022 et 6 PEC en renouvellement uniquement sur 2023 (en cours jusqu'en 2024).

PERSPECTIVES

Arrêt de l'action à compter de 2023 au regard du décret de 2022 qui aligne les aides aux employeurs à 50% pour tous les publics. Donc plus de bonus incitatif à 60% préalablement pour les bénéficiaires du rSa.



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI

FICHE ACTION N°11
Déploiement du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi (SPIE) en Corrèze



Chiffres clés au 31/12/2023	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
4 axes de travail	✓	

PUBLICS CIBLES

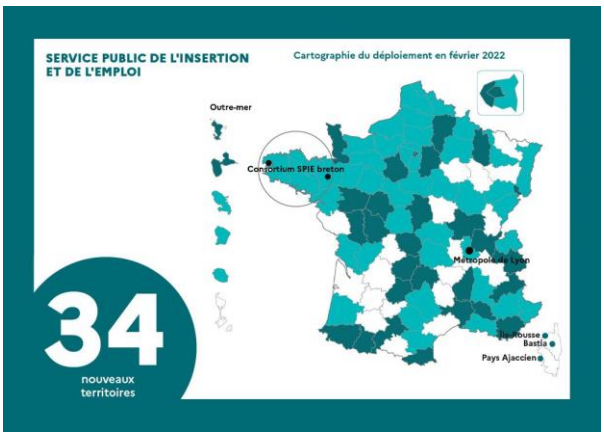
- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa
- Partenaires de l'emploi et de l'insertion
- Entreprises

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF





En réponse au deuxième Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI 2) le département de la Corrèze a été retenu avec 33 autres territoires pour rejoindre le 02/02/2022 les 31 autres départements ayant déjà répondu au premier appel en avril 2021, en complément des 14 premières expérimentations lancées en mars 2020, pour déployer le Service Public de l'Emploi et de l'Insertion (SPIE).
Le Service Public de l'Insertion et de l'Emploi (SPIE) a pour ambition de renforcer l'accompagnement des personnes éloignées du marché du travail. Il s'inscrit dans la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, la CALPAE (Convention d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi) signée en 2019 pour trois ans puis reconduite en 2022.
Son ambition est de simplifier les parcours d'accompagnement en optimisant les échanges de bonnes pratiques entre les acteurs et partenaires du consortium, en renforçant la coordination ainsi que ces échanges entre les différents intervenants, en associant les acteurs du champ de l'insertion, les partenaires sociaux, les entreprises

et les opérateurs publics et privés, quel que soit l'interlocuteur initial, sur le principe du « dites-le nous une fois ».
Le SPIE, par cette démarche collaborative, remet l'usager au centre de ses démarches, en assurant de ce fait le principe d'un « parcours sans couture ni rupture ».

Concernant le département de la Corrèze, le bilan du SPIE s'étend du 15/03/2022 au 31/12/2023 et repose sur 4 axes de travail :

1- Déploiement de D.O.R.A. (en cours)
DORA est une plateforme collaborative permettant de recenser et d'avoir à un instant donné la visibilité sur un territoire de toute l'offre disponible, diagnostic et observatoire des ressources locales afin de pourvoir aux besoins et d'orienter les publics.
Un point de vigilance est cependant émis quant à la manière de porter cet outil : doit susciter le plus grand nombre d'adhésion (travail de communication en local et communication au niveau national) et nécessite un suivi régulier et rigoureux de maintenance et la mise à jour du référencement

2- Élaboration d'un diagnostic socio professionnel partagé (réalisé)
Après 5 réunions de collaboration entre les différents conseillers référents (Pôle emploi, Cap Emploi, Missions Locales, Conseil départemental) est ainsi réalisé, à l'issue de la dernière réunion du groupe de travail le 05/04/2023 un diagnostic socio-professionnel permettant d'appréhender la situation globale de la personne accompagnée, tant sur le point de vue professionnel que sur la situation personnelle; l'accès au retour à l'emploi étant souvent conditionné et tributaire de nombreux autres éléments, les "freins périphériques".
Ce diagnostic permet dès lors d'avoir une vue d'ensemble de chaque situation afin d'orienter au mieux et sur l'instant vers la modalité d'accompagnement requise, à vocation sociale ou professionnelle.

3- Lien avec les acteurs locaux - Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences (GPEC) - Métiers en tension et leur promotion >> Forums (réalisé)
Les GPEC ont pour but de ramener de l'attractivité sur les différents territoires concernés en adaptant l'offre aux moyens disponibles et d'amener des solutions aux freins identifiés. Le SPIE par la démarche collective proposée est force de proposition pour en accompagner les actions à mettre en place.
Trois comités de pilotage et comités techniques se sont organisés en groupes de travail :

- Communauté de Communes de Haute Corrèze Communautés et Égletons - Ventadour
- PETR (Pôle d'Équilibre Territoriale et Rural) Xaintrie Val' Dordogne
- Communautés de Communes Vézère Monédières Millesources

L'axe principal de travail de ces trois EPCI se concentre principalement, de manière non exhaustive, sur les freins mobilité et logement.
D'autre part un comité de pilotage avec les services déconcentrés de l'État, via la DDETSPP, accompagne la réalisation d'outils (réalisation de vidéos via un prestataire) supports promotionnels afin de faire un focus sur les secteurs des métiers en tension identifiés ainsi que sur l'attractivité du territoire.
Six filières sont ainsi mises en avant : Café Hôtellerie Restauration / Bâtiment Travaux Publics / Transports / Filière Bois / Industrie Agroalimentaire / Industrie Manufacturière

4- Mobilité Solidaire avec le déploiement ADER-VINCI (cf Fiche Action n°35) (réalisé)

PERSPECTIVES

Arrêt du SPIE au 31/12/2023 avec la préfiguration France Travail.



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI

FICHE ACTION N°12
Conduite au changement au sein de l'équipe d'accompagnement CD 19



Chiffres clés au 30/06/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
2 journées de formation organisées	✓	
14 participants		

PUBLICS CIBLES

- Référents de parcours du Conseil départemental en charge de l'accompagnement des personnes bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

Cette action fait un lien direct avec le SPIE évoqué dans la fiche action précédente et cette volonté de travailler différemment.

L'objectif est bien de disposer d'une culture commune de travail au sein d'une même équipe.

2 jours de formation pour l'ensemble de l'équipe d'accompagnement du service Emploi et Insertion ont eu lieu en 2023 sur les modalités partagées d'accompagnement du public.

Une première session de 4 jours avaient déjà été dispensée en 2021.

PERSPECTIVES

- Poursuite de la démarche d'accompagnement au changement impulsée par la mise en place de France Travail.

- Formations à envisager lors du déploiement d'un logiciel unique de gestion des usagers du secteur social du Département (SOLIS).



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI

FICHE ACTION N°13
Acculturation dans le cadre du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi



Chiffres clés au 31/12/2023	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
4 réunions partenariales organisées	✓	
4 partenaires associés		
1 diagnostic socio professionnel partagé		
23 retours de diagnostics expérimentés		

PUBLICS CIBLES

- Partenaires de l'emploi et de l'insertion

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

Cette deuxième action a un lien direct avec le SPIE évoqué dans la fiche action du déploiement du SPIE et cette volonté de travailler différemment.

Il s'agit ici de valoriser le travail amorcé avec la formalisation du diagnostic socio professionnel partagé en partenariat avec Pôle emploi - Missions Locales - Cap Emploi - Conseil départemental de la Corrèze.
Le SPIE a pour ambition de simplifier les parcours d'accompagnement, faciliter les démarches et proposer des solutions adaptées, grâce à une méthode de travail collaborative favorisée par l'optimisation de l'échange de bonnes pratiques entre les différents acteurs et partenaires du Consortium.
Par une approche globale et en renforçant la coordination ainsi que ces échanges entre les différents intervenants, les référents du Service Emploi Insertion, de Pôle Emploi, de Cap Emploi et des Missions Locales se constituent en groupe de travail dans l'élaboration d'un diagnostic socio-professionnel commun tel que défini au cahier des charges du SPIE.

Les travaux débutent au 1er décembre 2022 jusqu'en avril 2023.
La phase d'expérimentation du diagnostic socio professionnel démarre alors jusqu'en septembre 2023.
23 questionnaires ont été expérimentés.

En préambule, il est à préciser que les questionnaires reçus ont été renseignés pour chacun des items abordés avec la plus grande attention, nécessitant en moyenne un temps d'échange d'environ 1h30 avec les personnes accompagnées afin de pouvoir appréhender avec toutes les précisions nécessaires, la compréhension de la situation dans sa globalité et orienter vers la modalité d'accompagnement la plus adaptée.
Les entretiens ont eu lieu seul ou en binôme, lors de Réunions d'Information et de Mobilisation (R.I.M) ou de rendez-vous de suivi d'accompagnement.

À l'issue il en ressort :

- Questionnaire trop long, qui demande beaucoup de temps
- Trop de questions abordées lors d'un premier contact
- Certains items sont trop compliqués à aborder ou à renseigner seul, sans accompagnement (besoin de reformuler ou d'expliquer)
- Certains items demandent une évaluation à part entière (exemple : maîtrise du français…)
- Certains autres items peuvent sembler hors sujet (pourquoi ou quel intérêt ?) par la personne accompagnée
- Des redondances de questions en fonction de la thématique abordée sur le volet personnel ou professionnel
- Certaines parties du questionnaire (synthèse ou préconisations) interrogent dans leur complétion

D'une manière générale il s'avère que ce diagnostic tel qu'il est proposé est beaucoup trop long et qu'il y a des incompréhensions sur certains items en particulier, notamment concernant le rayon de mobilité, les établissements fréquentés (en formation ou scolarité), ou des difficultés dans l'expression des savoirs être ou savoirs faire.
Les synthèses et l'orientation ne semblent pas être toujours très claires et les fins de questionnaires apparaissent abrégés, par le fait de la manifestation d'impatience ou de vouloir conclure des personnes accompagnées qui s'y sont prêtées.

Il est donc à préciser que si ce diagnostic n'est pas définitif dans sa forme actuelle il en est pour autant un diagnostic socio-professionnel qui à ce titre donc englobe des spécificités au sens large qui ne ressortent pas exclusivement des compétences emploi-insertion mais aussi d'autres compétences transverses et croisées, surtout s'il est commun à l'ensemble des professionnels : social, santé, professionnel, numérique…

PERSPECTIVES

Fin de l'expérimentation du diagnostic socio professionnel avec l'arrêt du SPIE en Corrèze.

En lien avec la réforme France Travail :

- Diagnostic national partagé
- Poursuite de la démarche d'acculturation avec la mise en place de "l'Académie France Travail"

LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI

FICHE ACTION N°14
Bénévolat : "compétences et citoyenneté"

Chiffres clés au 31/08/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
27 contrats de bénévolat engagés	✓	
1 307 heures de bénévolat effectuées		





PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

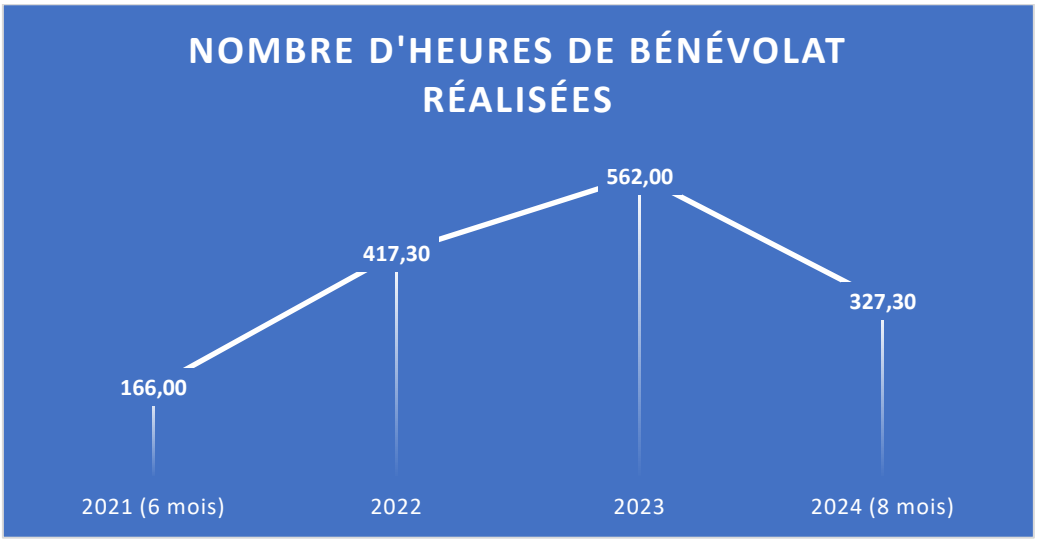
L'action "Bénévolat : compétences et citoyenneté" a été lancée en juin 2021 avec une priorité accordée aux associations conventionnées dans le cadre du dispositif Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) au regard des forts besoins pour l'aide aux devoirs face à un contexte sanitaire inédit, puis élargie à de nouvelles associations via un une campagne de communication spécifique et avec des besoins recensés dans les parcours des bénéficiaires de rSa.
Cette action, maintenue dans le PTI 2022-2024, permet à des personnes bénéficiaires du rSa, engagées volontairement dans des missions bénévoles de développer leur autonomie, de tisser du lien social, d'acquérir de nouvelles compétences et (re)découvrir le monde du travail.
Elle s'inscrit en complément de l'offre de service déployée par la Collectivité, dans le parcours d'insertion de certaines personnes bénéficiaires du rSa les plus éloignés de l'emploi afin de leur permettre de se remobiliser, reprendre confiance en elle et préparer le retour à l'emploi.

Depuis son lancement, nous pouvons observer une implantation de cette action majoritairement sur le bassin de Brive.
Depuis 2022, la répartition de l'engagement bénévole hommes-femmes tend à s'équilibrer avec une légère prédominance des hommes de part les tâches à accomplir (manutention, ramassage de textile, démantèlement et pesée de matériels).
La moyenne d'âge des personnes engagées volontairement à titre bénévole sur la période 20022-2024 est de 49 ans.

Tableau Bénévolat : compétences et citoyenneté
(Source Conseil départemental de la Corrèze - Service Emploi et Insertion au 31/08/2024)

	2022	2023	31/08/2024	Total
Nombre d'associations concernées	5	5	5	9 *
Nombre de contrats de bénévolat engagés	10	11	6	27
Nombre d'heures effectuées	417.30	562	327.30	1 307 h

** Soit 9 associations qui ont réalisé un ou plusieurs contrats de bénévolat : Croix Rouge Brive, Croix Rouge Tulle, Accueil des familles de détenus Tulle, Familles Rurales Objat, ARAVIC Brive, Ressourcerie Gaillarde Brive, MADO Bort Les Orgues, SPA Brive et Restos du cœur Tulle.*



PERSPECTIVES

Poursuite de cette action sous cette forme ou "revisitée" en lien avec la loi plein emploi, avec la réalisation de 15 heures d'activités hebdomadaires.



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°15
Bourse au permis

Chiffres clés au 31/08/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
94 aides financières octroyées	✓	
45 775€ octroyés		

PUBLICS CIBLES

- Les bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

Aucune bourse au permis n'a été activée sur la période car les aides financières PTI ont toujours pu assurer la prise en charge des demandes pour lutter contre le frein à la mobilité.

Tableau Aides financières PTI

(Source Conseil départemental de la Corrèze - Service Emploi et Insertion au 31/08/2024)

Année	Nombre d'aides demandées - permis	Nombre d'aides octroyées - permis	Montant en € octroyé
2022	39	38	19 491 €
2023	37	34	17 763 €
Du 01/01/2024 au 31/08/2024	27	22	8 521 €
Total	103	94	45 775 €

PERSPECTIVES

Fin de l'action au regard du relai assuré par les commissions d'aides financières PTI.



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°16
Ateliers compétences numériques de base

Chiffres clés au 30/06/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
193 ateliers numériques BOOST Emploi réalisés	✓	
709 personnes présentes sur les ateliers		

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

La mise en place d'ateliers numériques est une des actions visant à faciliter l'accès et l'utilisation des outils numériques des bénéficiaires dans leurs démarches d'insertion.

En effet, de nombreux allocataires du rSa sont pénalisés dans leurs démarches d'insertion sociale et professionnelle parce qu'ils sont en difficulté face aux technologies de l'information et de la communication. Certains ne possèdent pas d'équipement informatique, d'autres possèdent un accès internet via leur téléphone portable mais ne parviennent pas à effectuer les démarches dématérialisées ou encore n'ont pas toujours des ressources d'accès à l'informatique à proximité ou sont sans accompagnement.

En 2022, seuls les ateliers BOOST Emploi ont été maintenus ; les ateliers "compétences de base", sollicités un temps par les professionnels ont été suspendus au profit des permanences numériques individuelles.

En 2023, + 61 % d'ateliers numériques réalisés, en lien avec l'invitation systématique de tous les nouveaux entrants dans le dispositif rSa sur un atelier BOOST Emploi. Ceci génère en conséquence un taux de participation de + 144 % avec 207 participants en plus sur un an.



Tableau Ateliers compétences numériques de base
(Source Conseil départemental de la Corrèze - Service Emploi et Insertion au 30/06/2024)

	2022	2023	30/06/2024	Total
Nombre d'ateliers numériques BOOST Emploi réalisés	54	87	52	193
Nombre de participants	143	350	216	709

En 2024, nous poursuivons la systématisation des invitations à l'ensemble du public entrant dans le dispositif.

À noter, la tenue d'un atelier BOOST Emploi - REBOND en juin 2024.
Ce nouvel atelier rentre dans le cadre des nouvelles actions créées par la collectivité, impulsées par la préfiguration France Travail, à titre expérimental.
Ces ateliers ont lieu tous les mardis à compter du 25/06/2024, sur le territoire de Brive.

PERSPECTIVES

Poursuite de ces ateliers autant que de besoin en s'adaptant aux demandes des publics accompagnés.



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°17
Représentation des bénéficiaires du rSa dans les instances

Chiffres clés au 30/06/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
615 questionnaires retournés	✓	

PUBLICS CIBLES

- Les bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

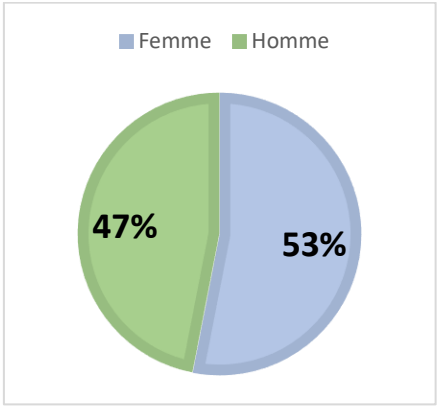
- Département de la Corrèze

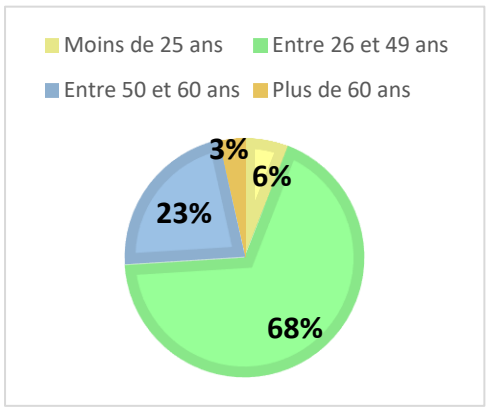
BILAN EVALUATIF

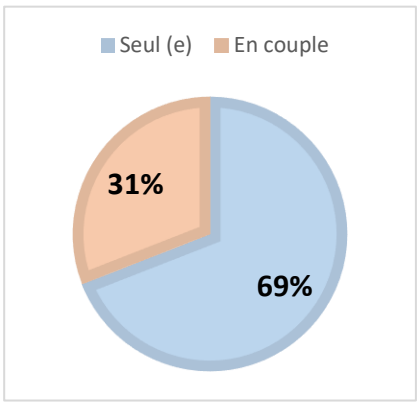
L'objectif de cette action est de favoriser la citoyenneté et la participation des personnes accompagnées aux politiques publiques qui les concernent afin de recueillir les besoins et de mener à bien toutes les actions nécessaires au plus près des territoires et des personnes.

A partir de 2022, un questionnaire a été formalisé pour recueillir la parole des bénéficiaires. Il est proposé aux personnes dans le cadre de leur accompagnement, par leur référent de parcours (équipe d'accompagnement du service Emploi et Insertion et assistantes sociales de secteur) au titre du dispositif rSa.
Il peut être rempli à plusieurs stades de l'accompagnement à la convenance du référent de parcours (entrée dans le dispositif / à mi-parcours / à la sortie du dispositif) sachant que sa complétude n'a pas de caractère obligatoire.
Le questionnaire a été diffusé d'octobre 2022 à juin 2024.

Il a été renseigné par approximativement autant d'hommes que de femmes, avec une majorité des 26 - 49 ans.
Les ¾ de ces personnes vivent seules.







Cofinancé par l'Union européenne

En charge de la politique départementale d'insertion et très attaché à recueillir votre avis, vos souhaits et vos propositions pour améliorer encore nos réponses, nous souhaitons vous mobiliser quelques instants pour compléter ce questionnaire.

1- Au titre du dispositif rSa, quels sont selon vous, vos besoins prioritaires ?

emploi ☐ hébergement ☐ garde d'enfants ☐
santé ☐ mobilité ☐
autres .....

2- Avez-vous obtenu les réponses attendues ?

Oui ☐ Non ☐

3- Si non, dans quels domaines ?

emploi ☐ hébergement ☐ garde d'enfants ☐
santé ☐ mobilité ☐
autres .....

4- Quelles seraient selon vous, les actions nécessaires à mettre en œuvre pour répondre à votre situation ?

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Je suis une femme ☐ un homme ☐

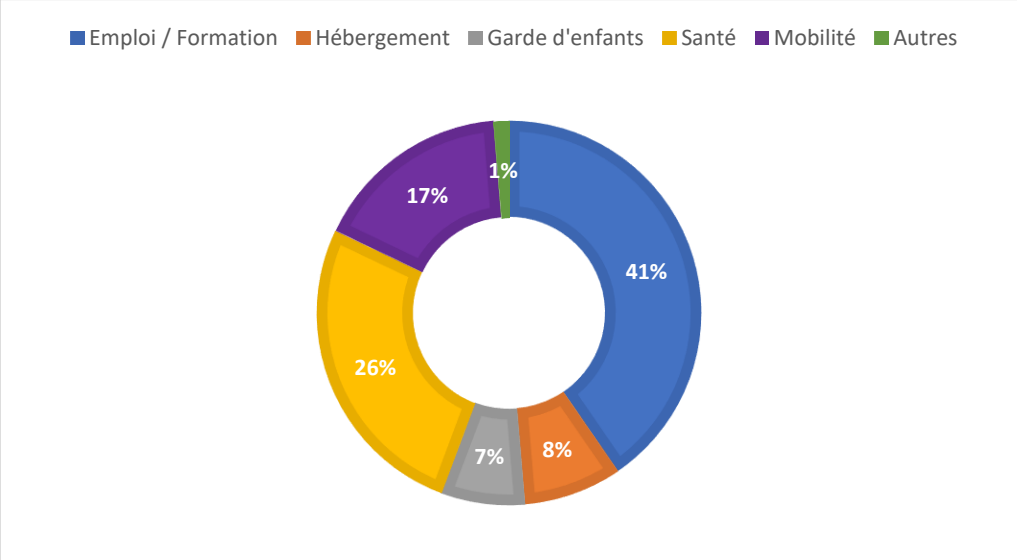
J'ai : moins de 25 ans ☐ entre 26 et 49 ans ☐ entre 50 et 60 ans ☐ plus de 60 ans ☐

La composition de mon foyer : seul(e) ☐ en couple ☐
avec enfants ☐ nombre ? ..... sans enfant ☐

Ma commune d'habitation : .....

Questionnaire à retourner à la personne qui vous l'a donné ou par mail à malachaud@correze.fr

Au 30/06/2024, l'emploi / la formation et la santé sont évalués comme les besoins prioritaires.
62 % des sondés estiment avoir obtenu les réponses à leurs besoins.



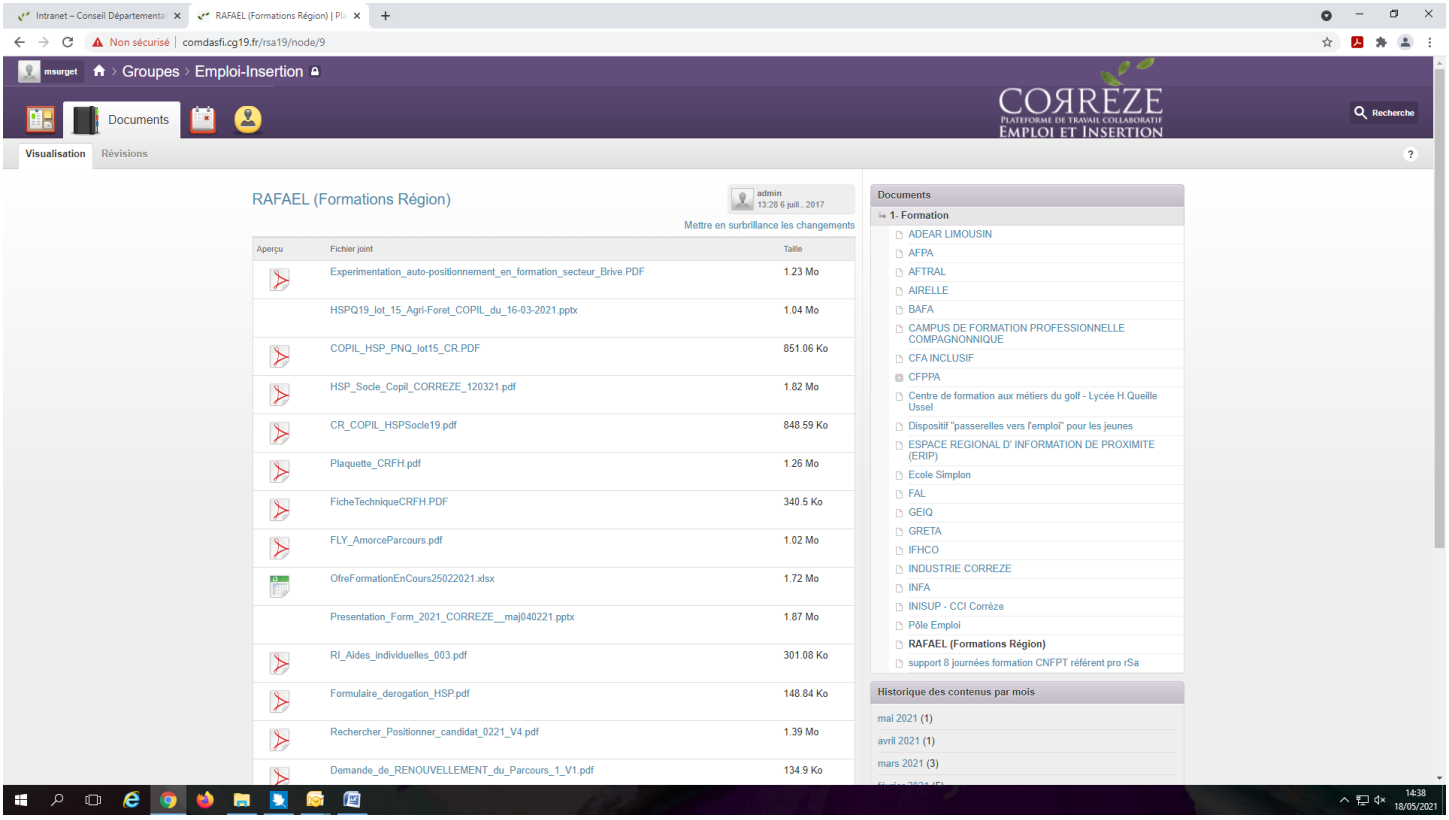
PERSPECTIVES

Maintien du recueil de la parole des bénéficiaires du rSa dont les modalités restent évolutives dans le cadre du PTI à venir.

LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI

FICHE ACTION N°18
Plateforme collaborative Emploi Insertion

Chiffres clés au 01/09/2023	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
5 863 pages vues	✓	
406 visiteurs		



PUBLICS CIBLES

- Agents du service Emploi et Insertion Conseil départemental
- Agents des Maisons de la Solidarité départementale
- Agents de l'ADPEP 19 en charge de l'accompagnement des bénéficiaires du rSa reconnus travailleurs handicapés

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

Cette plateforme était en expérimentation depuis le 12 juillet 2017.

Elle a été arrêtée au 01/09/2023 avec la nécessité de migrer vers un outil numérique sécurisé.

Bilan d'utilisation du 01/01/2022 au 01/09/2023 :

5 863 pages vues
406 visiteurs

PERSPECTIVES

- Perspective d'un outil partenarial commun et partagé par l'ensemble des partenaires intervenant dans le champ de l'insertion. Des éléments de réponses ont émergé dans le cadre de la mise en œuvre de D.O.R.A.

- Attente de précisions concernant les échanges de données dans le cadre de la réforme sur le Plein Emploi.



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°19
Observatoire départemental de l'emploi et des métiers

Niveau de réalisation	
Réalisé	**Non réalisé**
	X

PUBLICS CIBLES

- Partenaires de l'emploi et de l'insertion
- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa
- Entreprises

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

Action non réalisée.
À mettre en lien avec la mise en œuvre de DORA / France Travail / outil numérique plus large de la collectivité.

PERSPECTIVES

Sujet à reconsidérer en lien avec le partage des données prévu par la loi sur le Plein Emploi.
En attente de précisions sur le contenu des données à partager et sur l'interface des outils avec France Travail.



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°20

Promotion des dispositifs Insertion-État au travers du Plan d'Investissement dans les compétences (PIC)

Niveau de réalisation	
Réalisé	**Non réalisé**
	X

PUBLICS CIBLES

- Agents de la collectivité et de l'ADPEP en charge de l'accompagnement des publics en insertion

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

Le Plan d'Investissement dans les Compétences traduit la volonté du gouvernement de changer de registre dans l'action publique en matière d'accès à la formation professionnelle et à l'emploi, à travers une logique d'investissement sur plusieurs années et de davantage de contextualisation aux besoins de compétences des territoires.

Dans le cadre du PTI, la Collectivité a souhaité valoriser ce plan en menant des actions de promotion des dispositifs Insertion par l'État auprès des équipes en charge de l'accompagnement des publics en insertion du Conseil départemental.

Les informations ont été transmises auprès des équipes d'accompagnement lors des réunions locales sur la période 2022- 2024.

PERSPECTIVES

Fin du Plan.
Arrêt de l'action.

AXE 2



DES PROFESSIONNELS ET DES MÉTIERS POUR ACCOMPAGNER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



12 FICHES ACTION

Action	Réalisée	Non réalisée
AXE 2 : Des professionnels et des métiers pour accompagner à la formation et l'emploi /12 fiches action		
-21- Chargé de mission entreprises	✅	
-22- Coach professionnel	✅	
-23- Coach jeunes	✅	
-24- Coach séniors	✅	
-25- Référent professionnel	✅	
-26- Coach social	✅	
-27- Référent social	✅	
-28- Psychologue du travail	✅	
-29- Animateur numérique itinérant	✅	
-30- Agent de santé - Infirmier Diplômé d'État (IDE)	✅	
-31- Animateur du PTI	✅	
-32- Accompagnement global	✅	



DES PROFESSIONNELS ET DES MÉTIERS POUR ACCOMPAGNER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°21
Chargé de mission entreprises

Chiffres clés au 30/06/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
585 entreprises contactées	✓	
2 186 annonces exclusives		

PUBLICS CIBLES

- Publics en insertion dont bénéficiaires du rSa
- Entreprises

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

Le chargé de mission entreprises a pour mission de :

- Constituer un réseau d'entreprises
- Recueillir les offres exclusives Conseil départemental
- Faciliter le recrutement des bénéficiaires du rSa
- Promouvoir le dispositif Corrèze BOOST Emploi
- Promouvoir les dispositifs et outils d'insertion (Clés de l'emploi, CLIS…)

Entre 2022 et 2024, 585 entreprises ont été contactées permettant la collecte de 2 186 annonces exclusives diffusées en priorité auprès de bénéficiaires du rSa.

Tableau Données chiffrées du chargé de mission entreprises
(Source Conseil départemental de la Corrèze - Service Emploi et Insertion au 30/06/2024)

	12/2022	12/2023	30/06/2024	Total
Nombre d'entreprises contactées	221	252	112	585
Nombre d'offres exclusives recueillies	938	848	400	2 186

La mise en place d'un annuaire entreprises en collaboration avec le Label Origine Corrèze, permet d'augmenter le nombre d'entreprises partenaires référencées sur BOOST avec + 29% fin 2023.

Nous pouvons mettre en avant deux axes supplémentaires d'intervention du chargé de missions depuis 2022 :

- Un travail en transversalité et en complémentarité au sein de la collectivité avec la Cellule de la promotion du territoire et de l'innovation. Ainsi, Boost Emploi a été à nouveau présent à Paris sur 3 jours lors de l'opération "La Corrèze à Paris" en novembre 2022 et 2023, sur des salons à Lille ou encore Lyon en 2024. Le nombre d'entretiens augmente chaque année : de 40 entretiens en 2022 à 225 entretiens en 2023 soit +462.5%. Sur le premier semestre 2024, 30 entretiens ont pu être tenus lors de la représentation de la cellule BOOST Emploi à Lyon du 24 au 26 juin inclus.
- Un travail de collaboration et de croisement des informations entre le fichier Boost emploi, les compétences du chargé de mission et les listings de chaque référent de parcours est mis en place afin d'améliorer encore le placement des bénéficiaires du rSa en emploi ainsi qu'attendu par la politique départementale d'insertion.

PERSPECTIVES

Maintien du poste de chargé de mission entreprises en poursuivant et développant :

- Le rapprochement avec le monde économique
- L'intervention dans les actions collectives pour mettre en relation l'offre et la demande
- La préparation des personnes à l'entretien d'embauche
- Le développement d'un réseau de parrains dans le cadre de la contractualisation 2024 État - Conseil départemental de la Corrèze de préfiguration France Travail.



DES PROFESSIONNELS ET DES MÉTIERS POUR ACCOMPAGNER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°22
Coach professionnel

Chiffres clés au 31/08/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
2 coachs professionnels		
73.1% sorties pour emploi / formation		
95.7% de contractualisation		

PUBLICS CIBLES

- Les bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

Une équipe de deux coachs professionnels a pour mission de :

- Faciliter et sécuriser la recherche d'emploi et le recrutement
- Sécuriser l'accès à et dans l'emploi

Dans le cadre de la programmation FSE, du 01/01/2022 au 31/08/2024, 316 personnes ont été accompagnées par les coachs professionnels.

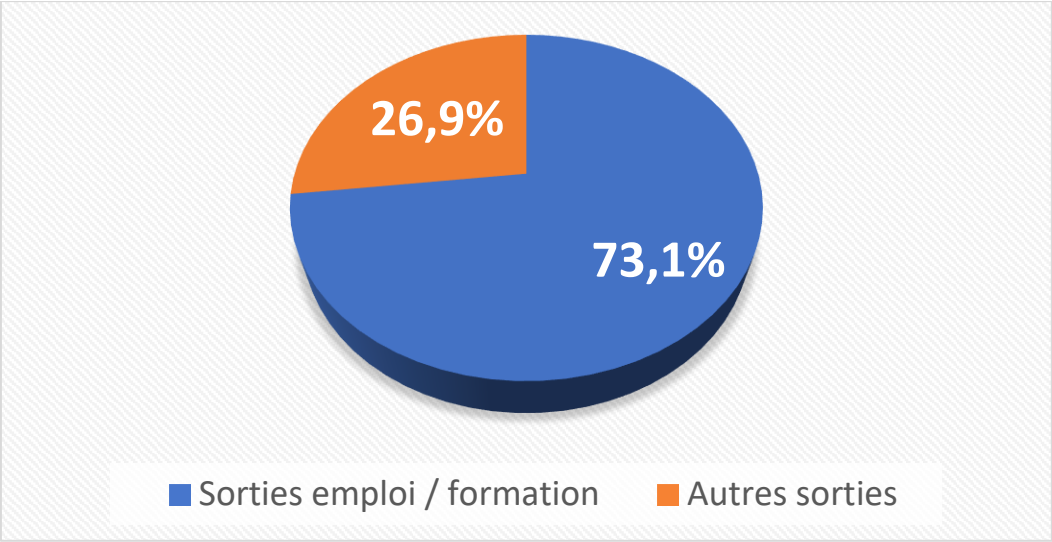
Globalement,

- 305 sorties du dispositif d'accompagnement au 31/08/2024
- 73.1 % de sorties Emploi / Formation

Tableau Données chiffrées des coachs professionnels
(Source Conseil départemental de la Corrèze - Service Emploi et Insertion au 31/08/2024)

		12/2022	12/2023	31/08/2024	Total
2 coachs professionnels	**Nombre de personnes en portefeuilles**	85	82	70	237
	Nombre de sorties	99	128	78	305
	Pourcentage de sorties Emploi / Formation	79.8 %	73.4 %	64.1 %	73.1 %

Sorties 2022-2024



	12/2022	12/2023	31/08/2024	Total
Sorties Emploi / Formation	79	94	50	223
Autres sorties	20	34	28	82
Total	99	128	78	305

Ce taux de sorties vers l'emploi / la formation démontre la plus-value de l'accompagnement par un coach professionnel.

Les coachs professionnels dispensent des accompagnements courts, avec une durée moyenne de 5 mois d'accompagnement, renouvelables une fois.
Leur rôle est aussi déterminant dans la mise en place des Clés de l'emploi, action collective de préparation à l'emploi et la réalisation de CLIS, pour une entrée et une sécurisation dans l'emploi.

PERSPECTIVES

Maintien des deux postes de coachs professionnels intervenant sur l'ensemble du territoire corrézien avec :

- La poursuite d'un accompagnement intensif sur 5 mois
- L'organisation des actions collectives de préparation à l'emploi
- La promotion et la réalisation de CLIS

CORRÈZE LE DÉPARTEMENT

Cofinancé par l'Union européenne



DES PROFESSIONNELS ET DES MÉTIERS POUR ACCOMPAGNER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°23
Coach jeunes

Chiffres clés au 30/06/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
700 jeunes accompagnés	✓	

PUBLICS CIBLES

- Jeunes de 17 à 30 ans

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

Un poste coach jeunes, créé en mars 2016 et rattaché initialement au Service Emploi et Insertion, a migré au service de l'Aide Sociale à l'Enfance au regard des besoins plus prégnants en septembre 2022.

Trois coachs jeunes en Missions Locales (1ETP à Brive, 1 ETP à Tulle et ½ ETP à Ussel) du territoire déclinent aujourd'hui le dispositif BOOST Jeunes sur le territoire dans le but de favoriser l'emploi des jeunes Corréziens de 17 à 30 ans avec pour objectif : 265 jeunes accompagnés par an et 70% de sorties positives.

Mission Locale	BRIVE			TULLE			USSEL		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Nombre de suivis	120	120	65	100	100	78	45	45	27

PERSPECTIVES

Arrêt du poste de coach jeunes au service de l'Aide Sociale à l'Enfance qui n'a pas démontré son efficacité.

Poursuite du partenariat avec les Missions Locales corréziennes.



DES PROFESSIONNELS ET DES MÉTIERS POUR ACCOMPAGNER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°24
Coach séniors

Chiffres clés au 30/06/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
1 poste coach séniors validé en Comité Technique du 11/10/2019	✓	

PUBLICS CIBLES

- Les bénéficiaires du rSa de plus de 50 ans

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

L'accompagnement de ce public cible est activé par le biais d'autres dispositifs internes et externes déjà mis en place au même titre que les autres tranches d'âges.
Le poste a été créé et inscrit à la Direction des Ressources Humaines du Conseil départemental mais il n'y a pas eu de recrutement de personnel considérant cette prise en charge.

Prise en charge de ces publics par les référents de parcours, pour lesquels le FSE+ en 2024, à la demande du service Emploi et Insertion a levé la restriction d'âge limite d'accompagnement à 58 ans, permettant ainsi aux personnes au-delà de cet âge, de suivre un accompagnement à vocation professionnelle.

PERSPECTIVES

Suppression de cette action.



DES PROFESSIONNELS ET DES MÉTIERS POUR ACCOMPAGNER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°25
Référent professionnel

Chiffres clés au 31/08/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
11 référents professionnels		
51.5% de sorties pour emploi / formation		
92 % de contractualisation		

PUBLICS CIBLES

- Les bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

Les 11 référents professionnels ont pour mission de :

- Accompagner le bénéficiaire dans l'élaboration de son projet professionnel vers et à l'emploi
- Formaliser les étapes du parcours d'insertion et les activer
- Favoriser l'accès à l'emploi et la formation

Dans le cadre de la programmation FSE du 01/01/2022 au 31/08/2024, 2 233 personnes ont été accompagnées par les référents professionnels.

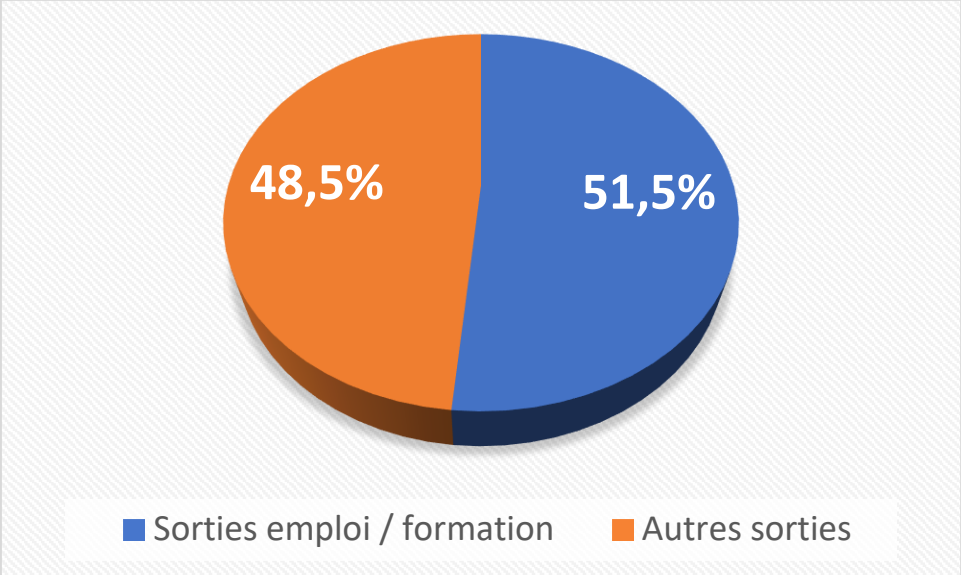
Globalement,

- 1855 sorties du dispositif d'accompagnement au 31/08/2024
- 51.5% de sorties Emploi / Formation

Tableau Données chiffrées des référents professionnels
(Source Conseil départemental de la Corrèze - Service Emploi et Insertion au 31/08/2024)

		12/2022	12/2023	31/08/2024	Total
11 référents professionnels	**Nombre de personnes en portefeuilles**	798	817	940	-
	Nombre de sorties	766	672	417	1855
	Pourcentage de sorties Emploi / Formation	54 %	47 %	54.9 %	51.5%

Sorties 2022-2024



	12/2022	12/2023	31/08/2024	Total
Sorties Emploi / Formation	414	313	229	956
Autres sorties	352	359	188	899
Total	766	672	417	1855

Les référents professionnels dispensent des accompagnements d'une durée de 24 mois.

Ils peuvent porter depuis 2023, des actions collectives complémentaires : "Pass Emploi".
4 actions ont été menées sur 2023-2024, permettant à 52% du public de se remobiliser au travers d'une formation ou d'une activité professionnelle à l'issue de l'action.

PERSPECTIVES

Maintien des 11 postes de référents professionnels co-financés par le FSE+.

CORRÈZE LE DÉPARTEMENT
Cofinancé par l'Union européenne



DES PROFESSIONNELS ET DES MÉTIERS POUR ACCOMPAGNER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°26
Coach social

Chiffres clés au 31/08/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
3 coach sociaux		
43.5% de sorties pour emploi / formation		
94% de contractualisation		

PUBLICS CIBLES

- Les bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

Les trois coachs sociaux ont pour mission de :

- Recentrer la personne sur son parcours et travailler avec elle sur ses choix prioritaires pour lever les freins à l'insertion
- Faciliter le parcours d'insertion et mobiliser les personnes pour une insertion socio professionnelle durable

Dans le cadre de la programmation FSE+ du 01/01/2022 au 31/08/2024, 496 personnes ont été accompagnées par les coachs sociaux.

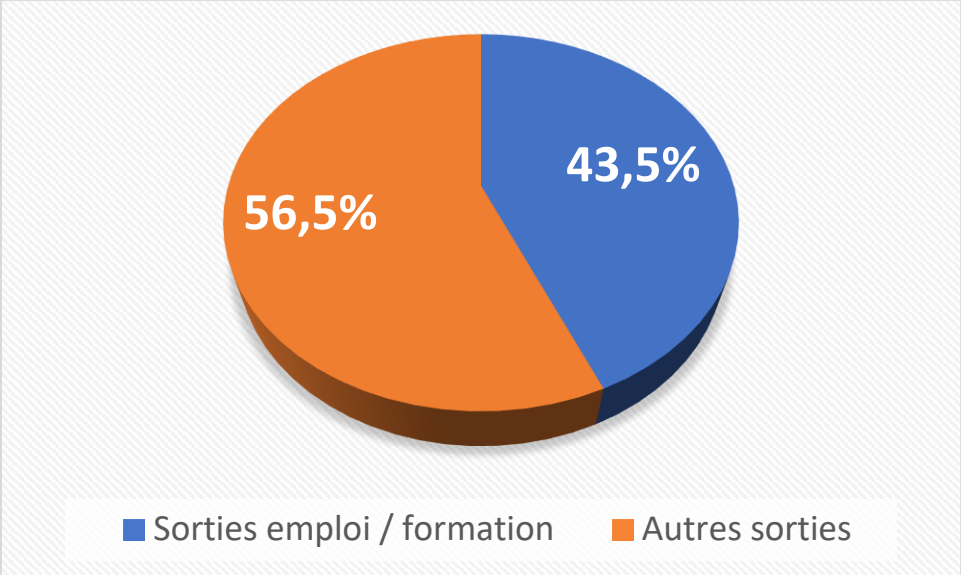
Globalement,

- 294 sorties du dispositif d'accompagnement au 31/08/2024
- 43.5 % de sorties Emploi / Formation

Tableau Données chiffrées des coach sociaux
(Source Conseil départemental de la Corrèze - Service Emploi et Insertion au 31/08/2024)

		12/2022	12/2023	31/08/2024	Total
3 coach sociaux	**Nombre de personnes en portefeuilles**	154	151	166	-
	Nombre de sorties	104	131	59	294
	Pourcentage de sorties Emploi / Formation	46.2 %	43 %	40.7 %	43.5 %

Sorties 2022-2024



	12/2022	12/2023	31/08/2024	Total
Sorties Emploi / Formation	48	56	24	128
Autres sorties	56	75	35	166
Total	104	131	59	294

Nous pouvons constater que les coachs sociaux parviennent à placer sur la période, 43.5 % des publics accompagnés en formation ou emploi.

Trois postes de coachs sociaux :

- 2 pour les MSD de Brive
- 1 pour la MSD de Tulle

Les personnes suivies par un coach social peuvent bénéficier d'un accompagnement de 12 mois maximum avec une possibilité dérogatoire de 6 mois supplémentaires si besoin.

PERSPECTIVES

Maintien des trois postes de coach sociaux (2 sur Brive et 1sur Tulle) avec :

- La poursuite d'un accompagnement renforcé sur 12 mois renouvelable 6 mois
- Le développement d'actions collectives d'aide à la définition d'un projet professionnel et de valorisation de compétences transverses

CORRÈZE LE DÉPARTEMENT

Cofinancé par l'Union européenne



DES PROFESSIONNELS ET DES MÉTIERS POUR ACCOMPAGNER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°27
Référent social

Chiffres clés au 31/08/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
69 référents sociaux	✓	
29.4% de sorties emploi / formation		
83.3% de contractualisation		

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

Les référents sociaux ont pour mission de :

- Aider les personnes à lever les freins à leur insertion
- Faciliter l'insertion sociale

Ils accompagnent le public le plus éloigné de l'emploi et dont les freins périphériques sont à travailler en priorité.

Globalement,

- 2 056 sorties du dispositif d'accompagnement au 31/08/2024
- 29.4 % de sorties Emploi / Formation

Tableau Données chiffrées des référents sociaux
(Source Conseil départemental de la Corrèze - Service Emploi et Insertion au 31/08/2024)

		12/2022	12/2023	31/08/2024	Total
69 référents sociaux	**Nombre de personnes en portefeuilles**	1900	1885	1737	-
	Nombre de sorties	835	712	509	2056
	Pourcentage de sorties Emploi / Formation	33.3 %	29.3 %	25.7%	29.4%

PERSPECTIVES

Maintien des Assistantes Sociales basées en proximité dans les 12 Maisons de la Solidarité Départementale (MSD).



DES PROFESSIONNELS ET DES MÉTIERS POUR ACCOMPAGNER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°28
Psychologue du travail

Chiffres clés au 31/08/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
1 psychologue du travail à 0.5 ETP		
45 personnes accompagnées		
29 suivis clôturés		

PUBLICS CIBLES

- Les bénéficiaires du rSa accompagnés par des référents professionnels

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

Le psychologue du travail a pour mission de :

- Repérer ce qui fait obstacle à une insertion durable
- Enclencher un processus de changement

Tableau Données chiffrées du psychologue du travail
(Source Conseil départemental de la Corrèze - Service Emploi et Insertion au 31/08/2024)

		12/2022	12/2023	31/08/2024	Total
1 psychologue du travail	**Nombre de personnes accompagnées**	11	22	12	45
	Nombre de suivis clôturés	3	19	7	29

Le poste est resté non pourvu du 07/10/2021 au 30/06/2022, ce qui explique les chiffres d'activité plus bas en 2022.

Par rapport à l'année 2022, on constate que la population bénéficiant de l'étape de parcours reste globalement similaire. Les hommes sont majoritaires (69% en 2023 contre 64% en 2022), et les moyennes d'âge restent constantes 33,5 ans pour les hommes et 43 pour les femmes.

Les problématiques majeures repérées sont :

- Variables psychologiques : gestion du stress et des émotions / confiance en soi / mécanismes psychologiques de défense
- En lien avec la santé physique ou psychologique
- Mobilité

Il est fréquent qu'une situation de non emploi crée ou accentue des problématiques d'ordre psychologique et physique, en plus de compliquer l'accès aux soins. On note que les bénéficiaires du rSa sont d'autant plus sujets à différents processus psychologiques : stress, anxiété, manque de confiance en soi, baisse du sentiment d'efficacité personnelle et de l'estime de soi, manque de sentiment de légitimité. L'intensité et la robustesse de ces problématiques sont corrélées avec la pérennité de la situation.
En effet, plus la situation de non-emploi dure dans le temps, et plus ces freins auront tendance à se renforcer, ce qui accentue la difficulté d'un retour à l'emploi. Le non-emploi peut également aboutir à de l'isolement social et à une forte précarité financière et matérielle. Par conséquent, il n'est pas rare d'observer une fragilisation de la santé psychologique et physique.

La proportion des 3 principaux freins identifiés reste semblable.

	Freins		
	Psycho	Santé	Mobilité
2022	46%	21%	11%
2023	47%	23%	13%
31/08/2024	58%	18%	12%

PERSPECTIVES

Maintien du poste de psychologue du travail à 0.5 ETP avec :

- Une expertise plus poussée lors du travail en individuel
- Un soutien à l'animation des actions collectives de préparation à l'emploi

CORRÈZE LE DÉPARTEMENT
Cofinancé par l'Union européenne



DES PROFESSIONNELS ET DES MÉTIERS POUR ACCOMPAGNER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°29
Animateur numérique itinérant

Chiffres clés au 31/08/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
1 animateur numérique itinérant	✓	
319 permanences numériques réalisées		
203 ateliers numériques réalisés		
1760 participants		
14 actions collectives		

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

L'animateur numérique a pour mission de :

- Développer l'autonomie numérique des personnes
- Favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes
- Résoudre des problématiques numériques personnelles ciblées collectivement et/ou individuellement

Globalement,

- 319 permanences numériques réalisées
- 203 ateliers numériques réalisés
- 1760 bénéficiaires rencontrés
- 14 actions collectives

Tableau Données chiffrées de l'animateur numérique itinérant
(Source Conseil départemental de la Corrèze - Service Emploi et Insertion au 31/08/2024)

		12/2022	12/2023	31/08/2024	Total
1 animateur numérique itinérant	**Nombre de permanences numériques réalisées**	121	126	72	319
	Nombre d'ateliers numériques réalisés	54	87	62	203
	Nombre de bénéficiaires rencontrés	502	744	514	1760
	Actions collectives	7	6	1	14

Une activité en évolution depuis 2022 et qui se confirme en 2023 et 2024.
L'identification de l'animateur numérique est désormais bien ancrée dans l'ensemble des MSD, ainsi que le positionnement de tous les bénéficiaires entrant dans le dispositif rSa, sur les ateliers Boost Emploi, ont permis cette nette progression des participants.

Les femmes représentent plus de la moitié du public reçu lors des permanences numériques. Une tendance qui tend à se confirmer ces 3 dernières années. Elles sont âgées de plus de 50 ans pour 39% d'entre elles. Un profil type quasi identique à 2022 avec, à noter, une baisse des plus de 50 ans au profit des 20-30 ans.
Quant au public "BOOST Emploi", en 2022, sont présents majoritairement des hommes alors qu'en 2023, la tendance s'inverse avec une majorité de femmes.

L'animateur reste mobilisé également sur l'ensemble des actions collectives portées par l'équipe d'accompagnement afin de préparer et optimiser le retour à l'emploi des publics.

PERSPECTIVES

Maintien du poste de l'animateur numérique en permanences régulières sur les 12 MSD avec la poursuite :

- Du travail engagé avec la présentation de la plateforme BOOST Emploi, dès l'entrée dans le dispositif
- Des permanences numériques dans les 12 MSD du territoire
- De sa participation lors des actions collectives

CORRÈZE LE DÉPARTEMENT

Cofinancé par l'Union européenne



DES PROFESSIONNELS ET DES MÉTIERS POUR ACCOMPAGNER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°30
Agent de santé - Infirmier Diplômé d'État (IDE)

Chiffres clés au 31/08/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
2 agents de santé - Infirmiers Diplômés d'État	✓	

PUBLICS CIBLES

- Les bénéficiaires du rSa accompagnés par des référents sociaux

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

Les deux Infirmiers Diplômés d'État - agents de santé ont pour mission de :

- Favoriser l'accès aux soins pour les bénéficiaires du rSa et résoudre les difficultés de santé à l'issue de l'accompagnement
- Réduire les freins à l'employabilité liés aux problématiques de santé

La répartition sectorielle se traduit ainsi :

- 1 agent de santé pour les secteurs des MSD de : Brive Ouest, Juillac, Brive Centre, Meyssac, Brive Est.
- 1 agent de santé pour les secteurs des MSD de : Tulle, Uzerche, Argentat, Égletons, Meymac, Ussel, Bort.

Tableau Données chiffrées des agents de santé - Infirmiers Diplômés d'État
(Source Conseil départemental de la Corrèze - Service Emploi et Insertion au 31/08/2024)

		12/2022	12/2023	31/08/2024	Total
2 agents de santé - Infirmiers Diplômés d'État	**Nombre de suivis en cours**	63	90	79	-
	Nombre de personnes accompagnées	130	142	127	399
	Nombre de suivis clôturés	67	52	48	167

Une personne bénéficiaire du rSa peut être accompagnée 24 mois par l'IDE du service Emploi et Insertion.

À l'échelle départementale, en 2023, un public accompagné majoritairement masculin (54%), célibataire (64%) âgé de plus de 50 ans pour 41%.
Par comparaison avec 2022, le public cible s'est inversé à savoir une majorité d'hommes (54%) contre une majorité de femmes en 2022 (53%). Par ailleurs, la tendance d'un public accompagné vieillissant, se confirme. En basse Corrèze, le profil type est une femme de plus de 50 ans, célibataire sans enfant alors qu'en haute Corrèze, le profil est plutôt un homme âgé de plus de 50 ans célibataire sans enfant.

À l'échelle départementale, les principales problématiques repérées sont :

- Problèmes psychologiques
- Addictions
- Douleurs chroniques

Les personnes accompagnées se trouvent confrontées à l'isolement, la précarité et au désert médical, autant de facteurs qui contribuent à allonger les délais de prise en charge des soins. Le manque de professionnels en santé mentale est tout particulièrement à souligner au regard des besoins des publics à accompagner.

A noter, de 2022 à 2023, +42% d'instruction de dossiers MDPH.

PERSPECTIVES

Maintien des deux postes d'Infirmiers Diplômés d'État - agents de santé en réponse aux problèmes de santé freinant toute insertion.

CORRÈZE LE DÉPARTEMENT
Cofinancé par l'Union européenne



DES PROFESSIONNELS ET DES MÉTIERS POUR ACCOMPAGNER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°31
Animateur du PTI

Chiffres clés au 30/09/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
1 animateur du PTI		
2 comités de pilotage		
94,4 % de réalisation		

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

L'animateur du PTI permet :

- La coordination départementale autour des politiques publiques d'insertion
- La fluidité et une lecture des différents dispositifs existants
- Un partenariat et une activation du PTI optimisés

Il anime, recense et active les différents besoins et projets sur l'ensemble du territoire corrézien. Il est le garant de l'articulation entre dispositifs et partenaires et veille à pouvoir apporter les niveaux de réponses adaptés aux besoins des publics.
Un comité de pilotage a lieu chaque année pour présenter notamment l'état d'avancement de chacune des actions aux différents partenaires : les 15/11/2022, 15/11/2023 et 03/12/2024.

16 groupes de travail ont été déployés sur 2022-2024 avec l'organisation de 82 réunions.

Tableau Données chiffrées de l'animateur du PTI
(Source Conseil départemental de la Corrèze - Service Emploi et Insertion au 30/09/2024)

		12/2022	12/2023	30/09/2024	Total
1 animateur du PTI	**Nombre de comités de pilotage**	1	1	0	2
	Nombre de groupes de travail actifs	4	7	5	16
	Nombre de réunions	40	22	20	82

PERSPECTIVES

- Maintien du poste d'animateur du PTI avec le portage des nouvelles actions, la communication auprès des partenaires et l'activation au quotidien du PTI dont le lancement de l'avenant au PTI 2025-2028.

- Implication de l'animateur PTI dans le déploiement de la feuille de route prévue dans le cadre de la réforme France Travail afin d'assurer une parfaite cohérence entre le PTI et ce nouveau document cadre.





DES PROFESSIONNELS ET DES MÉTIERS POUR ACCOMPAGNER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°32
Accompagnement global

Chiffres clés au 30/06/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
1 dispositif co porté par le Conseil départemental et France Travail		
945 personnes ayant intégrées ce dispositif		
Dont 35.4 % de bénéficiaires du rSa		

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa, inscrits à France Travail rencontrant des difficultés sociales et professionnelles

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

Il s'agit d'un dispositif co porté par le Conseil départemental (MSD) et France Travail pour faciliter l'insertion professionnelle de publics éloignés de l'emploi.

Globalement, ce sont 945 personnes qui ont pu intégrer ce dispositif sur la période 2022-30/06/2024.

Tableau Données chiffrées concernant le dispositif Accompagnement Global
(Source France Travail au 31/05/2024)

	2022	2023	30/06/2024	Total
Nombre de personnes ayant intégré le dispositif	465	306	174	945
Pourcentage de bénéficiaires du rSa	37 %	37.3 %	32 %	35.4 %

PERSPECTIVES

Poursuite de l'accompagnement global pour les publics non pris en charge par l'équipe dédiée du service Emploi et Insertion.

4 nouvelles fiches action intégrées au PTI 2022-2024 suite au Comité de pilotage PTI du 15/11/2023

Action	Réalisée	Non réalisée
4 nouvelles fiches action		
-33- Partenariat avec la Société Hydro-Électrique du Midi (SHEM) : "J'entreprends Corrèze"	✅	
-34 - Les modes de garde en Corrèze	✅	
-35- VINCI - CD19 - ADER MOBILITE	✅	
-36- Artistes Créateurs d'Art et Label Origine Corrèze	✅	



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI

FICHE ACTION N°33
Partenariat avec la Société Hydro-Électrique du Midi (SHEM) : "J'entreprends Corrèze"



Chiffres clés au 11/07/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
3 sessions organisées	✓	
27 certifications attribuées		

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

L'objectif de cette action est de doter les porteurs de projets, de compétences nécessaires à la structuration et à la conduite d'un projet entrepreneurial.

Cette formation permet de :

- Évaluer ses capacités à entreprendre
- Acquérir de la méthodologie, des outils et les connaissances nécessaires
- Valider les conditions de viabilité et de réussite du projet
- Identifier les étapes et les démarches clés
- Obtenir une certification officielle et reconnue (inscrite au RNCP)
- Finaliser son projet et préparer sereinement le démarrage de son entreprise.

Les prescripteurs sont : France Travail, Cap Emploi, Missions Locales et le Conseil départemental.

En fin de formation, les personnes obtiennent une certification officielle et reconnue, validant 10 compétences entrepreneuriales.

Sur la période 2022-2024,

- 43 dossiers de candidature
- 36 stagiaires de la formation
- 31 candidats au jury de certification
- 27 certifications attribuées, soit 75% des stagiaires.

Tableau Données chiffrées concernant la formation "J'entreprends Corrèze"
(Source BGE - SHEM au 11/07/2024)

	2022	2023	2024	Total
Nombre de dossiers de candidatures	14	15	14	43
Nombre de stagiaires retenus	13	13	10	36
Nombre de candidats au jury de certification	11	11	9	31
Nombre de certification attribuées	9	11	7	27
Nom du (de la) parrain / marraine et activité	Valter BOVETTI, Artisan-Chocolatier à Terrasson Lavilledieu	Sébastien ELOY, Tapissier décorateur à Brive La Gaillarde	Ariane LEDUC MESNIER, décoratrice d'intérieur Le Cottage à Brive La gaillarde	

Des données relativement stables avec une dizaine de certifications à chaque session.

PERSPECTIVES

Partenariat à poursuivre auprès de la Société Hydro-Électrique du Midi (SHEM) et BGE à hauteur d'une session par an.



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°34
Les modes de garde en Corrèze

Chiffres clés au 30/06/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
1 groupe de travail partenarial	✓	
5 cartes départementales de l'état des lieux formalisées		

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

Les problématiques liées aux modes de garde constituent l'un des principaux freins d'accès à l'insertion, à la formation ou à l'emploi.

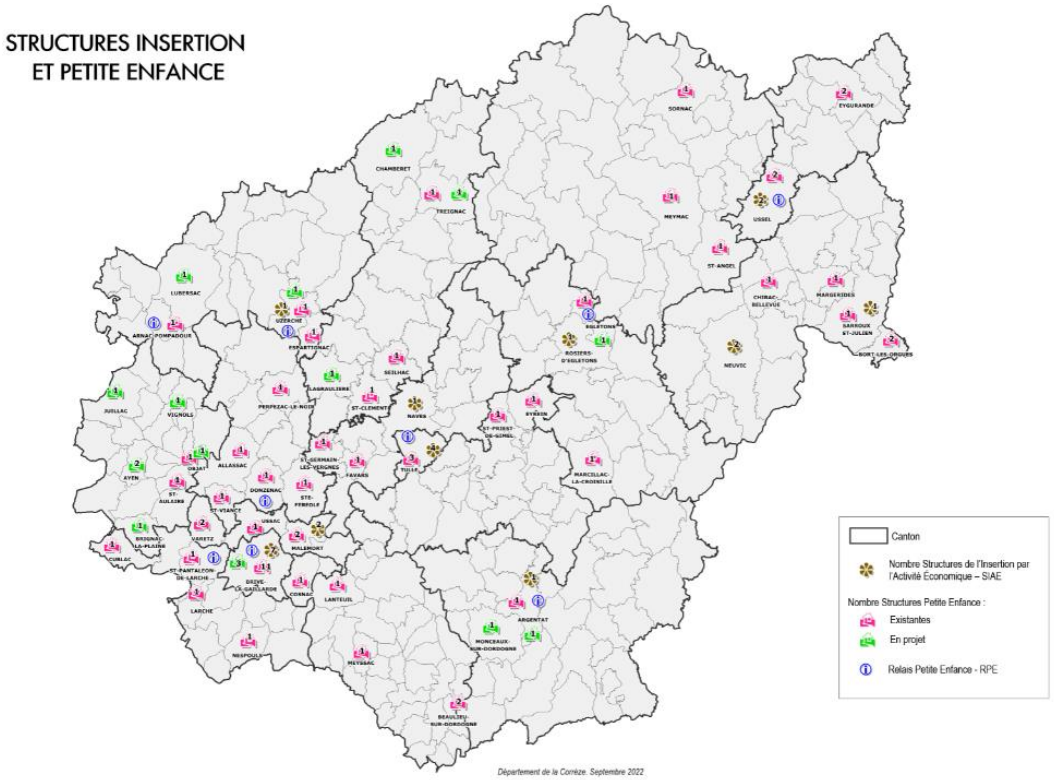
Le groupe de travail avait pour but de cerner les besoins sur le territoire Corrézien, recenser l'existant et envisager des solutions. Il était constitué d'un partenariat étroit avec l'AST, la PMI, la CAF et la MSA.

Plusieurs pistes de réflexion ont émergé :

- Faciliter la prise en charge pour les familles en difficulté. Qui prend en charge ?
- Autres labels ou structures à déployer ?
- Faciliter et aider les grandes entreprises sur les différents bassins du territoire Corrézien pour ouvrir des structures d'accueil ?

Des pistes proposées par le groupe de travail :

- Échanger avec les entreprises de plus de 100 salariés
- Rencontrer avec les structures afin d'identifier les besoins
- Effectuer une cartographie pour réaliser un état des lieux des structures et faire apparaître les zones de tension
- Travailler sur la communication autour de l'existant et de mise en réseau
- Mettre en place l'outil de référencement DORA pour une meilleure visibilité de l'offre et des disponibilités (déjà porté par la CNAF) - action réalisée
- Étendre la formation ou les prérequis, par l'ouverture à la formation sur la structure existante AMAC pour l'accès aux métiers de la petite enfance - action réalisée



Il est à noter la continuité du travail relationnel dans l'animation territoriale partenariale, dans l'accompagnement à la conduite du changement vers le SPIE avec avancée tangible dans l'acculturation à la démarche collaborative des institutions pour apporter leur contribution à la démarche en préfiguration des attendus France Travail.

PERSPECTIVES

Évolution vers la fiche action "Modes de garde" dans le cadre du Pacte des Solidarités qui a abouti à la mise en place d'une bonification salariale auprès des assistantes maternelles pour de la garde sur horaires atypiques.



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°35
VINCI - CD19 - ADER MOBILITE

Chiffres clés au 31/08/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
1 convention partenariale engagée à partir de juillet 2023		
12 véhicules de location à coût réduit		
2 875 jours de location		
88 212 Kms effectués		

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa suivis par les professionnels du Conseil départemental

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

Cette action est opérationnelle depuis juillet 2023 avec 12 véhicules de location à coût très réduit dans chaque MSD du Département.

Globalement au 31/08/2024, ce sont :

- 2 875 jours de location
- 88 212 Kms parcourus

Tableau Données chiffrées concernant le dispositif VINCI - CD19 - ADER
(Source France Travail au 31/08/2024)

	07/2023	31/08/2024	Total sur 1 année et 1 mois
Nombre de jours de location	1 364	1 511	2 875
Nombre de kilomètres parcourus	49 405	38 807	88 212

Les motifs de location sont à 72% pour des démarches d'insertion professionnelle (Emploi / Formation) et à

28% d'insertion sociale.

64% des utilisateurs sont des femmes contre 36% utilisateurs hommes.

Il est à noter que les voitures sont plus utilisées en urbain sur Brive et Tulle, avec toutefois un bon taux d'utilisation en rural comme à Juillac.
Uzerche ne rentre pas dans ce cadre car voiture immobilisée sur une durée longue en 2023.

Jours d'utilisation des voitures par MSD :

	2023	31/08/2024
MSD MEYSSAC	141 jours	93 jours
MSD JUILLAC	130	130
MSD TULLE	190	187
MSD USSEL	42	113
MSD UZERCHE	78	197
MSD BORT	98	6
MSD BRIVE OUEST	119	BRIVE CENTRE : 165
MSD BRIVE OUEST 2	180	158
MSD BRIVE EST	168	161
MSD EGLETONS	108	110
MSD MEYMAC	62	130
MSD ARGENTAT	48	61

PERSPECTIVES

Poursuite de cette action au moins sur 5 ans en lien avec l'engagement financier du Conseil départemental et de la fondation VINCI.

Dans le cadre du Pacte des Solidarités, déploiement de nouveaux véhicules, en réponse aux besoins en véhicules boites automatiques et voiturettes ; équipement à disposition en Maisons du département (MDD) pour un meilleur maillage du territoire.



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°36
Artistes Créateurs d'Art et Label Origine Corrèze

Chiffres clés au 31/10/2024	Niveau de réalisation	
	Réalisé	Non réalisé
2 actions collectives	✓	
40 personnes présentes		
2 produits labellisés "Origine Corrèze"		

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

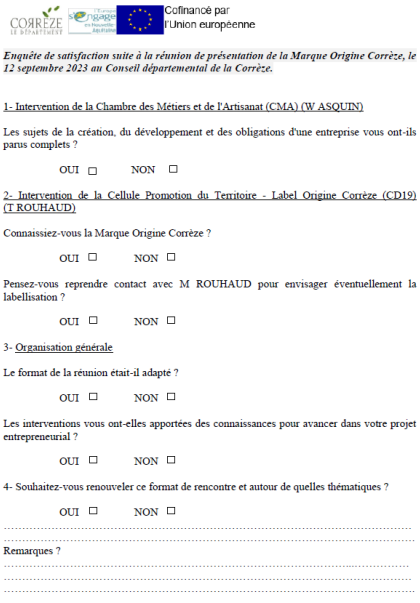
- Département de la Corrèze

BILAN EVALUATIF

En 2023, 78 personnes ont été recensées comme étant artistes créateurs d'art.

Le service Emploi et Insertion du Conseil départemental s'est coordonné avec la cellule Promotion du Territoire et Innovation dans le cadre d'un groupe de travail pour organiser une manifestation d'information et de sensibilisation des personnes sur le sujet. Pour cette première information collective, la CMA (Chambre des Métiers et de l'Artisanat) a pu intervenir sur le plan de la création d'entreprise et son développement alors que M Thierry ROUHAUD, responsable de la cellule Promotion du Territoire et Innovation a présenté le Label Origine Corrèze et les modalités d'éligibilité à cette marque. Cette réunion s'est tenue le 12 septembre 2023 matin et a réuni 24 créateurs d'art.

À l'issue de la réunion, une enquête de satisfaction a été envoyée aux participants afin d'évaluer cette première initiative.



CORRÈZE LE DÉPARTEMENT — Cofinancé par l'Union européenne

Enquête de satisfaction suite à la réunion de présentation de la Marque Origine Corrèze, le 12 septembre 2023 au Conseil départemental de la Corrèze.

1- Intervention de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA) (W ASQUIN)

Les sujets de la création, du développement et des obligations d'une entreprise vous ont-ils parus complets ?

OUI ☐ NON ☐

2- Intervention de la Cellule Promotion du Territoire - Label Origine Corrèze (CD19) (T ROUHAUD)

Connaissiez-vous la Marque Origine Corrèze ?

OUI ☐ NON ☐

Pensez-vous reprendre contact avec M ROUHAUD pour envisager éventuellement la labellisation ?

OUI ☐ NON ☐

3- Organisation générale

Le format de la réunion était-il adapté ?

OUI ☐ NON ☐

Les interventions vous ont-elles apportées des connaissances pour avancer dans votre projet entrepreneurial ?

OUI ☐ NON ☐

4- Souhaitez-vous renouveler ce format de rencontre et autour de quelles thématiques ?

OUI ☐ NON ☐

.....

.....

Remarques ?

.....

.....

.....

Deux produits ont pu être labellisés à la suite de cette information collective.
Un autre dossier est toujours en cours de labellisation au 30/06/2024.





<u>Témoignage :</u> "Excellente idée d'un Label pour la connotation terroir corrézien"

En 2024, il a été fait le choix de mener une nouvelle action de manière à élargir notre cible : les publics en insertion dont les personnes bénéficiaires du rSa, chefs d'entreprise depuis au moins un an, pour lesquels un appui à la valorisation et/ou développement d'un produit, d'un savoir-faire ou d'un service apparait opportun.

Nous avons choisi d'associer la Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA) (sur le volet développement de l'entreprise) ainsi que les services de la collectivité pour valoriser les dispositifs que nous portons au bénéfice des corréziens tels que "Coup de pouce" (financement participatif) et "Boost projets".

L'action s'est déroulée la matinée du 3 octobre 2024 au Conseil départemental de la Corrèze.
16 chefs d'entreprise ont pu bénéficier de cette nouvelle action.

PERSPECTIVES

- Poursuite de nouvelles actions en faveur de la création et / ou développement d'entreprises, en collaboration avec nos partenaires PTI et les différents services de la Collectivité.

- Une enquête de satisfaction sera transmise aux chefs d'entreprise présents par l'intermédiaire des référents de parcours 1er semestre 2025, afin d'évaluer l'impact de ces dispositifs dans le cadre de l'activation des parcours d'insertion. Elle aura également pour objectif de sonder les besoins recensés dans le cadre d'une nouvelle édition 2025.

CD.2024.11.28/203

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 28 novembre 2024

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

ACTION EN FAVEUR DES COLLEGES PUBLICS - DOTATION PRINCIPALE DE FONCTIONNEMENT 2025

RAPPORT

Lors de la rentrée scolaire 2024/2025, le Département a accueilli 10 300 collégiens. Il les accompagne tout au long de leur scolarité, étape essentielle de leurs apprentissages et de leur construction personnelle. Il soutient tout particulièrement les familles dans un souci d'égalité d'accès au savoir.

A travers le plan global "Bien vivre au collège" le Département agit de façon concrète sur :

- la modernisation et la rénovation énergétique des bâtiments,
- la végétalisation des espaces extérieurs,
- la qualité et l'accessibilité de la restauration, l'approvisionnement local,
- la participation des élèves à la vie de leur établissement,
- la prévention contre le harcèlement scolaire et les cyberviolences.

Les lois de décentralisation ont confié aux Départements un rôle majeur dans le fonctionnement général des collèges. Le Département alloue à chaque établissement une dotation principale de fonctionnement qu'il est impératif de notifier aux collèges publics avant le 1er novembre afin de respecter les obligations légales. De même, conformément à la procédure règlementaire, les dotations contenues dans le présent rapport et soumises à votre approbation ont été présentées au Conseil Départemental de l'Éducation Nationale le 8 octobre 2024.

Adoptée par l'Assemblée départementale le 28 juin 2013, la règle de calcul de cette dotation prend en compte un certain nombre d'indicateurs (effectifs, surfaces, ...) et, notamment, la notion de nombre de jours de fonds de roulement qui permet d'avoir à chaque clôture d'exercice, une analyse synthétique de la situation budgétaire de chaque collège. Les indicateurs utilisés sont exposés dans la deuxième partie du rapport. Cette règle permet le calcul d'une dotation théorique pour chaque établissement à laquelle sont appliqués deux dispositifs : l'ajustement et le lissage.

Lors de la Commission Permanente du 25 octobre 2019, cette règle de calcul a été adaptée en prenant en compte les charges de viabilisation (qui ont très fortement augmenté sur les dernières années) et les effectifs complets des établissements (y compris les dispositifs particuliers). Il s'est agi également d'assouplir les dispositifs d'ajustement et de lissage de la dotation afin de conforter la dotation des collèges qui maintiennent leurs Jours de Fonds De Roulement (JFDR) dans la tranche 60/90 jours.

Lors de la Commission Permanente du 20 octobre 2023, cette règle de calcul a été modifiée en prenant en compte :

- Pour le financement du service Administration et Logistique (ALO), augmentation de 12 € à 15 €/m² de la part correspondant à la viabilisation/maintenance pour prendre en compte la hausse des coûts d'entretien, de maintenance et des chauffes des surfaces.
- Pour le financement du service Activités Pédagogiques (AP), création d'un forfait supplémentaire "internat" sur la base de 10 € par interne (chiffres de l'annuaire vert du Rectorat) afin de compenser les coûts liés à l'hébergement des élèves et d'améliorer l'attractivité de l'internat.

Les autres paramètres du calcul de la DPF, notamment les dispositifs d'ajustement et de lissage de la dotation sont inchangés.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions je vous propose d'affecter 2 649 392 € de crédits de paiements au titre du fonctionnement pour l'exercice 2025.

I - REGLE DE CALCUL DE LA DOTATION PRINCIPALE DE FONCTIONNEMENT

A - BASES DE CALCUL DE LA DOTATION THEORIQUE

1) Le service Administration et Logistique (ALO)

✓ une 1ère part correspondant à la viabilisation et l'entretien/maintenance sur la base d'un coût de 15 €/m². Dans cette dépense sont inclus les dépenses d'énergie, d'eau ainsi que les contrats de chauffage.
✓ une 2ème part, allouée pour les charges de fonctionnement général, constituée d'un forfait et d'une contribution par élève, établis respectivement à 12 000 € par collège et 30 € par élève.

2) Le service Activités Pédagogiques (AP)

✓ une 3ème part est dédiée aux frais de fonctionnement des activités pédagogiques. Ces dépenses concernent la documentation, les abonnements, la bibliothèque, les transports des élèves (stages…), les entrées aux musées, les spectacles, les assurances pour les élèves en stage, les locations de photocopieurs. Cette part est calculée sur la base d'un forfait par élève, avec une bonification pour les élèves fréquentant des enseignements spécialisés - Section d'Enseignement Général et Professionnel Adapté (SEGPA) - Unités Localisées pour l'Inclusion Scolaire (ULIS) - Enfants de Familles Itinérantes et de Voyageurs (EFIV) et Dispositif UPE2A, consacré aux élèves allophones.
Le montant est de 40 € par élève et 70 € par élève pour ces dispositifs spécialisés.

De plus, il existe un forfait internat sur une base de 10 € par élève.

B - LES DISPOSITIFS D'"AJUSTEMENT" ET DE "LISSAGE"

1) Le dispositif d'ajustement du calcul de la Dotation Principale de Fonctionnement (DPF)

La dotation théorique, calculée sur la base des éléments arrêtés ci-dessus, est ajustée en fonction du nombre de Jours de Fonds De Roulement (JFDR) nécessaires à un fonctionnement optimal de l'établissement.

La Commission permanente du 25 octobre 2019 a décidé les règles d'ajustement suivantes :

✓ Pour les collèges ayant moins de 60 JFDR, il a été décidé de stabiliser ou de bonifier leur dotation pour atteindre le seuil minimum de 60 JFDR.

✓ Pour les collèges ayant entre 60 et 90 JFDR, il a été validé la règle suivante :
- laisser augmenter la dotation des collèges lorsque, au terme de la règle de calcul, celle-ci devrait augmenter par rapport à N-1,
- stabiliser la dotation des collèges lorsque, au terme de la règle de calcul, celle-ci devrait baisser par rapport à N-1.

✓ Pour les collèges ayant plus de 90 JFDR, le principe retenu en 2013 est conservé, à savoir :

- stabiliser la dotation principale de fonctionnement dans le cas où, sur la base des éléments de calcul, elle augmenterait,
- minorer la dotation principale de fonctionnement proportionnellement au nombre de jours de dépassement constaté dans le cas où, sur la base des éléments de calcul, elle diminuerait.

A titre informatif :

- 9 collèges se situent en dessous de 60 JFDR : Mathilde Marthe Faucher à ALLASSAC, Jacqueline Soulange à BEAULIEU, Amédée Bisch à BEYNAT, Arsonval à BRIVE, Jean Lurcat à BRIVE, Jean Moulin à BRIVE, Albert Thomas à EGLETONS, Eugène Freyssinet à OBJAT et Armande Baudry à SEILHAC.
- 13 collèges se situent dans la tranche 60 - 90 JFDR : Simone Veil à ARGENTAT, Marmontel à BORT, Cabanis à BRIVE, Rollinat à BRIVE, Anna de Noailles à LARCHE, André Fargeas à LUBERSAC, René Perrot à MERLINES, Jacques Chirac à MEYMAC, Léon Dautrement à MEYSSAC, La Triouzoune - Marcel CHAUMEIL à NEUVIC, Lakanal à TREIGNAC, Clemenceau à TULLE et Voltaire à USSEL.
- 3 collèges se situent dans la tranche 90 - 120 JFDR : Bernadette Chirac à CORREZE, Victor Hugo à TULLE et Gaucelm Faidit à UZERCHE.
- aucun collège ne se situe dans la tranche de plus de 120 JFDR.

La majorité des collèges se situe dans une tranche 60 - 90 JFDR.

2) Le dispositif de lissage du calcul de la dotation principale de fonctionnement

Au terme de la règle de calcul, le dispositif de lissage vise à amortir la variation annuelle du montant de la dotation (à la hausse ou à la baisse) afin d'éviter des écarts trop importants d'une année sur l'autre.

Je propose à la Commission de reconduire les dispositions relatives au système de lissage concernant les collèges, à savoir :

✓ Appliquer un taux de lissage maximum de +10% pour les collèges ayant moins de 60 JFDR : une stabilisation ou une variation annuelle du montant de la dotation principale de fonctionnement limitée à une hausse de 10% maximum de la DPF N-1 et au seuil de 60 JFDR.

✓ Appliquer un taux de lissage maximum de + 10% pour les collèges ayant entre 60 et 90 JFDR : une stabilisation ou une variation annuelle du montant de la dotation principale de fonctionnement limitée à une hausse de 10% maximum de la DPF N-1 et au seuil de 90 JFDR.

Je vous rappelle que, dans le cas où la DPF diminuerait par rapport à la DPF N-1, cette dernière est stabilisée.

✓ Appliquer un taux de lissage maximum de - 10% pour les collèges ayant entre 90 et 120 JFDR : une stabilisation ou une variation annuelle du montant de la dotation principale de fonctionnement limitée à une baisse de 10% maximum de la DPF N-1.

✓ Appliquer un taux de lissage maximum de - 20% pour les collèges ayant plus de 120 JFDR : une variation annuelle du montant de la dotation principale de fonctionnement limitée à une baisse de 20% maximum de la DPF N-1.

Dans un souci d'équité, je propose à la Commission de reconduire les dispositions relatives au système de lissage concernant les collèges ayant plus de 90 JFDR, à savoir une reconduction du montant de leur dotation attribuée en 2024 dans le cas où, en dépit de l'ajustement, ils verraient leur dotation 2025 augmenter.

Le collège d'Arsonval fait partie de la cité scolaire mixte d'Arsonval (collège-lycée). En raison de cette spécificité, le mode de calcul des dotations ne peut s'appliquer en l'état. Aussi, comme pour les exercices précédents, il est proposé d'allouer à l'EPLE une dotation 2025 équivalente à celle allouée annuellement depuis 2014, soit 163 229 €.

C - MAINTIEN DE LA COUVERTURE AUTOMATIQUE DES CHARGES DE VIABILISATION

La couverture des dépenses de viabilisation des collèges a été conférée par la loi aux départements. Aussi, cet indicateur est pris en compte dans le calcul de la dotation principale de fonctionnement.

Ainsi, dans le cas où, au terme de l'application de la règle de calcul telle que définie dans le présent rapport, la dotation s'avérerait inférieure au montant correspondant à la moyenne des dépenses de viabilisation établie sur les trois dernières années, la dotation serait bonifiée du montant de la différence constatée.

Ainsi, la dotation principale de fonctionnement ne pourra jamais être inférieure à la moyenne des dépenses de viabilisation établie sur les trois dernières années.

Pour 2025, l'application de cet indicateur amène à abonder les dotations de fonctionnement d'un collège à hauteur des dépenses de viabilisation, moyenne calculée sur les exercices 2021 - 2022 - 2023. Il s'agit du collège Bernadette Chirac à CORREZE.

Compte tenu du caractère inflationniste des prix de l'énergie, le budget des établissements pourra être également conforté en cours d'exercice budgétaire, via l'enveloppe de dotation complémentaire, après étude des éléments financiers par la Commission Permanente du Conseil Départemental.

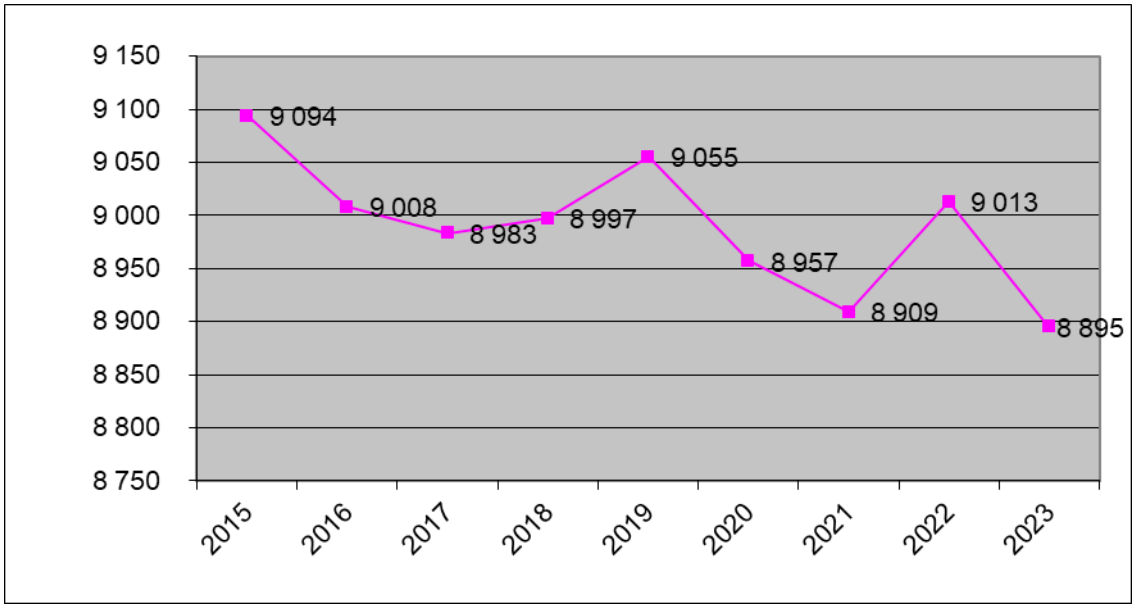
II - LES INDICATEURS DE LA DOTATION PRINCIPALE DE FONCTIONNEMENT

A - LES EFFECTIFS

Les effectifs pris en compte pour les calculs sont ceux correspondant à l'année scolaire précédente, arrêtés par les services académiques (en effet, les effectifs définitifs, arrêtés par les services de l'Éducation Nationale, de l'année en cours seront communiqués uniquement à compter du mois de novembre).

Ainsi, ont été retenus les chiffres de la rentrée 2023, transmis par les services du Rectorat, qui font apparaître un effectif total de 8 895 collégiens contre 9 013 l'année précédente, soit une baisse de 118 élèves.

Le graphique ci-dessous retrace l'évolution ces dernières années :



SOURCE annuaire RECTORAT - ANNEE SCOLAIRE 2023-2024

B - LES SURFACES = Surfaces Hors Œuvre Nette (SHON)

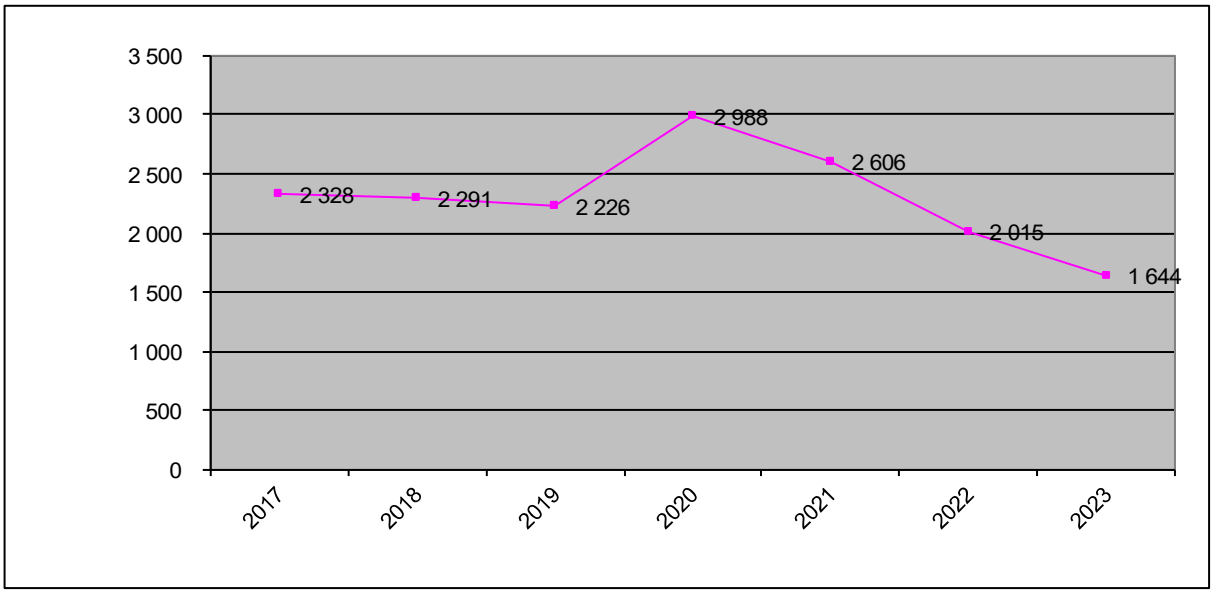
Pour le calcul de la dotation 2023, 622 m² avaient été ajoutés en 2023, suite à la construction d'un nouvel espace de restauration au collège Mathilde Marthe Faucher d'ALLASSAC. Le montant total des surfaces retenues s'élève à 143 873 m².

C - LE FONDS DE ROULEMENT (indicateur = nombre de jours de fonds de roulement)

Le fonds de roulement doit permettre à un collège de faire face à d'éventuelles difficultés de fonctionnement en cours d'exercice.

Au 31 décembre 2023, le montant total des fonds de roulement de l'ensemble des collèges du département s'élevait à 1 884 356,23 € (données issues des comptes financiers 2023 des collèges) soit l'équivalent de 71,12 % du montant de la dotation qui sera versée cette année.

Le nombre total de jours de FDR s'établit à 1644 jours aux comptes financiers 2023 contre 2 015 jours aux comptes financiers 2022. La moyenne des jours de fonds de roulement est de 66 jours - ce qui équivaut à plus de 2 mois de fonctionnement en autonomie - contre 81.48 jours pour le précédent exercice.



Évolution du nombre de Jours de Fonds de Roulement - Source : Comptes financiers des collèges

L'épargne des collèges reste à un bon niveau, preuve d'une bonne gestion financière. Les fonds de roulement ont été mobilisés, ce qui démontre une gestion saine et le professionnalisme des équipes en charge des établissements.

D - LES CHARGES DE VIABILISATION

Les prix des énergies (et des taxes afférentes, dont la TICPE - taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques) a connu une augmentation à la fois continue et importante, tout particulièrement ceux de l'électricité, du gaz et du fioul.

L'indicateur retenu pour le calcul des charges de viabilisation est la moyenne de la dépense de viabilisation constatée aux comptes financiers des trois derniers exercices budgétaires pour chaque collège.

III - LA DOTATION PRINCIPALE DE FONCTIONNEMENT - MONTANTS 2025

Pour l'exercice 2025, le montant de cette dotation s'établit à 2 649 392 €.

On peut détailler que :

- ✓ 1 collège voit sa dotation baisser :
  - du fait du niveau élevé de son fonds de roulement :
  Bernadette Chirac à CORREZE (il bénéficie toutefois de la couverture automatique des dépenses de viabilisation).

- ✓ 5 collèges voient leurs dotations se stabiliser :
  - 2 collèges se situant au-delà entre 90 et 120 JDFR : Victor Hugo à TULLE et Gaucelm Faidit à UZERCHE.
  - 2 collèges se situant entre 60 et 90 JFDR : Jacques Chirac à MEYMAC et La Triouzoune - Marcel CHAUMEIL à NEUVIC.
  - 1 dotation est reconduite par dérogation depuis 2014 : collège d'Arsonval à BRIVE.

- ✓ 19 collèges voient leurs dotations augmenter :
  - du fait d'une baisse des JDFR : Mathilde Marthe Faucher à ALLASSAC, Simone Veil à ARGENTAT, Jacqueline Soulange à BEAULIEU, Amédée Bisch à BEYNAT, Marmontel à BORT-LES-ORGUES, Jean Moulin à BRIVE, Jean Lurçat à BRIVE, ROLLINAT à BRIVE, Albert Thomas à EGLETONS, Anna de Noailles à LARCHE, collège René Perrot à MERLINES Léon Dautrement à MEYSSAC, Eugène Freyssinnet à OBJAT, Armande Baudry à SEILHAC, Lakanal à TREIGNAC, Clemenceau à TULLE et Voltaire à USSEL.
  - du fait d'un nombre de JDFR entre 60 et 90 jours : Cabanis à BRIVE et André Fargeas à LUBERSAC,

Enfin, il est rappelé que le mandatement de la dotation de fonctionnement interviendra en deux versements, à savoir en janvier : 70 % et en juin : 30 %.
La trésorerie sera ainsi renforcée dès le mois de janvier pour permettre une gestion financière souple.

Pour l'année 2025, il est proposé que les montants suivants soient alloués à chaque établissement :

COLLEGES	MONTANT DOTATION 2025
ALLASSAC	101 157 €
ARGENTAT	140 135 €
BEAULIEU	63 685 €
BEYNAT	56 891 €
BORT	70 037 €
Brive ARSONVAL	163 229 €
Brive CABANIS	158 252 €
Brive JEAN LURCAT	116 331 €
Brive JEAN MOULIN	103 348 €
Brive ROLLINAT	113 579 €
CORREZE	57 922 €
EGLETONS	164 764 €
LARCHE	137 820 €
LUBERSAC	74 840 €
MERLINES	48 890 €
MEYMAC	85 703 €
MEYSSAC	50 261 €
NEUVIC	54 641 €
OBJAT	148 211 €
SEILHAC	88 030 €
TREIGNAC	55 078 €
TULLE Clémenceau	155 780 €
TULLE V. Hugo	90 830 €
USSEL	227 566 €
UZERCHE	122 412 €
TOTAL	**2 649 392 €**

Pour mémoire, au titre de 2025, les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur l'enveloppe suivante en dépenses :

- Désignation : Dotation principale des collèges publics 2025
- Dépense : Fonctionnement
- Catégorie : Annuelle

- Montant : 2 649 392 €

- Durée d'affectation : 1 an

Conformément aux dispositions des articles R235-10 et R235-11 du Code de l'Éducation, ce dossier a été soumis à l'avis du Conseil Départemental de l'Éducation Nationale le 8 octobre dernier.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 2 649 392 € en fonctionnement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2024.11.28/203

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 28 novembre 2024

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

ACTION EN FAVEUR DES COLLEGES PUBLICS - DOTATION PRINCIPALE DE FONCTIONNEMENT 2025

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2024.11.28/203 en date du 28 novembre 2024, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Valérie TAURISSON, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : : est votée, au titre de 2025, l'enveloppe pluriannuelle de fonctionnement (EPF) :

- Dotation principale de fonctionnement des collèges publics : 2 649 392 €

Dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Désignation	: Dotation principale des collèges publics 2025
- Dépense :	Fonctionnement
- Catégorie	: Annuelle
- Montant	: 2 649 392 €
- Durée d'affectation	: 1 an

Et dont la répartition est précisée dans le tableau ci-après :

COLLEGES	MONTANT DOTATION 2025
ALLASSAC	101 157 €
ARGENTAT	140 135 €
BEAULIEU	63 685 €
BEYNAT	56 891 €
BORT	70 037 €
Brive ARSONVAL	163 229 €
Brive CABANIS	158 252 €
Brive JEAN LURCAT	116 331 €
Brive JEAN MOULIN	103 348 €
Brive ROLLINAT	113 579 €
CORREZE	57 922 €
EGLETONS	164 764 €
LARCHE	137 820 €
LUBERSAC	74 840 €
MERLINES	48 890 €
MEYMAC	85 703 €
MEYSSAC	50 261 €
NEUVIC	54 641 €
OBJAT	148 211 €
SEILHAC	88 030 €
TREIGNAC	55 078 €
TULLE Clémenceau	155 780 €
TULLE V. Hugo	90 830 €
USSEL	227 566 €
UZERCHE	122 412 €
TOTAL	2 649 392 €

Article 2 : ces dotations seront versées à chaque collège public. Elles feront l'objet de deux versements en janvier et en juin 2025.

Imputation budgétaire :
La dépense correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.21.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 28 novembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241128-13986-DE-1-1
Date de publication : 28 novembre 2024

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-huit novembre, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Ghislaine DUBOST	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Monsieur Eric ZIOLO

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CD.2024.11.28/204

Réunion du 28 novembre 2024

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

COLLEGES PRIVES SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION - DOTATIONS PRINCIPALES 2025

RAPPORT

Le Département accompagne les collégiens tout au long de leur scolarité et apporte un soutien particulier aux familles. Lors de la rentrée scolaire 2023/2024, le Département a accueilli 8 895 élèves dans les collèges publics et 1 383 élèves dans les collèges privés sous contrat d'association.

Conformément à la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, le Conseil Départemental participe aux dépenses de fonctionnement des établissements corréziens publics et privés sous contrat d'association. Par ailleurs, il participe également à des dépenses plus spécifiques, à savoir les déplacements à caractère pédagogique, sportif ou culturel des élèves pendant le temps scolaire, les équipements informatiques liés aux Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et les opérations d'investissement.

Le présent rapport a pour objet le calcul et la répartition, au titre de l'exercice budgétaire 2025 pour les collèges privés placés sous contrat d'association,
- d'une part, de la dotation de fonctionnement,
- d'autre part, des dotations spécifiques rappelées ci-dessus.

Ces dotations, inscrites dans les obligations légales du Département, à savoir les forfaits dénommés « Part Matériel » et « Part Personnel », seront ainsi allouées aux 5 établissements suivants :

- le Collège Jeanne d'Arc d'Argentat,
- le Collège Bossuet de Brive,
- le Collège Notre-Dame Jeanne d'Arc de Brive,
- le Collège La Salle de Brive,
- le Collège Notre-Dame de la Providence d'Ussel.

I - LA DOTATION DE FONCTIONNEMENT - "PART PERSONNEL" ET "PART MATERIEL"

L'acte II de la décentralisation prévoit que les charges de la « Part Personnel » représentent une participation aux dépenses de personnels non enseignants affectés à des missions d'externat.

Par ailleurs, les charges correspondant à la « Part Matériel » ont été transférées aux Départements depuis le 1er Janvier 1986 en application de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, codifiée au Code de l'Éducation (article L.442-9) et correspondent par définition, à la part des dépenses de fonctionnement matériel.

A - La « Part Personnel »

Depuis le 1er janvier 2007, l'article 82, paragraphe XI de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, mise en œuvre par le décret n° 2006-1610 du 15 décembre 2006, a confié aux Départements la contribution forfaitaire des dépenses de rémunération des personnels affectés exclusivement à l'externat des élèves.

En 2010, pour arrêter le montant relatif à cette première part, avec le souci d'établir une véritable parité entre le coût d'un élève du secteur public et celui du secteur privé, un travail de concertation entre les services du Département et les représentants des établissements de l'enseignement catholique a permis de définir 2 taux :

- un premier taux égal à 47 % de la masse salariale des agents affectés à l'externat des collèges publics, pour assurer la rémunération des personnels non-enseignants affectés à l'externat des collèges privés,

- un second taux égal à 5 % appliqué également à cette masse salariale afin de permettre la couverture des charges sociales et les charges diverses dont les établissements publics sont dégrevés.

Ces modalités de calcul ont permis de définir la répartition de l'enveloppe « Part Personnel », reconduite pour un montant identique à l'année 2024, soit une dotation totale de 394 800 € qui se répartit comme suit :

COLLEGES	DOTATIONS 2025 Part PERSONNEL
COLLEGE Jeanne D'ARC - ARGENTAT	35 543 €
COLLEGE BOSSUET - BRIVE	121 459 €
COLLEGE Notre Dame Jeanne d'Arc BRIVE	162 706 €
COLLEGE LA SALLE - BRIVE	36 834 €
COLLEGE Notre Dame - LA PROVIDENCE - USSEL	38 258 €
TOTAL	394 800 €

A noter que l'État verse à notre collectivité une compensation au titre du transfert de 217 938 €. Le reste à charge pour le département est donc de 176 862 €.

B - La « Part Matériel »

1) Part principale :

Sur la base des dispositions du Code de l'Éducation, la part principale est calculée par rapport aux dépenses (de fonctionnement) de matériel afférentes à l'externat des établissements de l'enseignement public.

L'Assemblée Départementale du 20 décembre 2013 a acté, pour les collèges privés, de retenir la seule règle de revalorisation alors en vigueur pour les collèges d'enseignement public, à savoir celle relative à la fixation des tarifs de restauration, basée sur le taux d'inflation retenu sur la période juillet N-1 - juillet N.

Ainsi le calcul de la "Part Matériel" répond au principe de parité entre enseignement public et enseignement privé. L'harmonisation des tarifs de restauration scolaire a été votée en 2016 mais le principe de revalorisation de la part Matériel sur l'inflation sur la période juillet N-1 - juillet N a été conservé.

De plus, il a été acté que, pour tenir compte de la spécificité et du coût de fonctionnement de l'enseignement adapté, la "Part Matériel" serait revalorisée de 4,5 % pour les collèges disposant d'une unité d'enseignement adapté. Les dispositifs pris en compte sont les classes : ULIS (Unités Localisés pour l'Inclusion Scolaire) et SEGPA (Section d'Enseignement Général et Professionnel Adapté). Cette bonification au titre de l'enseignement adapté concerne aujourd'hui le collège Bossuet (une classe SEGPA), le collège La Salle à Brive (une classe ULIS) et le collège Jeanne d'Arc Argentat (une classe ULIS).

Depuis 2014, la part "matériel" de la dotation de fonctionnement des collèges privés évolue chaque année en fonction :

- de l'inflation pour l'enseignement général,
- d'une revalorisation de 4,5 % pour les enseignements adaptés.

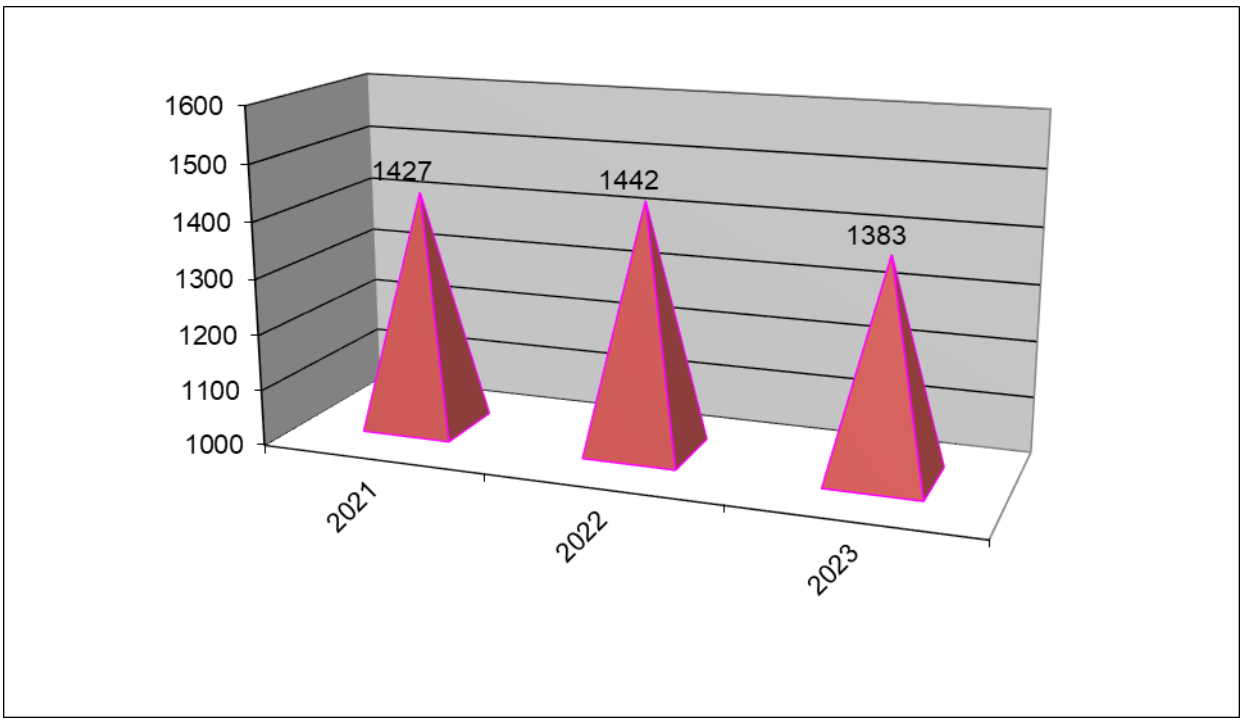
Dans un souci d'équité entre les collèges publics et les collèges privés, je vous propose de limiter la progression de la part matériel (hors enseignement adapté) à 2 % au lieu de 2,3 % (inflation retenue entre juillet 2023 et juillet 2024).

L'application de ces modalités de calcul induit donc, pour 2025, un montant de la dotation au titre de la "Part Matériel" qui s'élève à **480 115 €.** Cette part de la dotation est en hausse de 2,08% par rapport à celle de 2024 (pour mémoire 470 332 €) et s'établit comme suit :

COLLEGES	DOTATION 2024 PART MATERIEL		Revalorisation enseignement général	Majoration enseignement adapté	DOTATION 2025 PART MATERIEL
	Enseignement général	Enseignement. adapté	2%	4,5%	
Jeanne d'Arc ARGENTAT *dont ULIS*	53 680 €	2 160 €	54 754 €	2 257 €	57 011 €
Bossuet BRIVE *dont SEGPA*	137 231 €	8 911 €	139 976 €	9 312 €	149 288 €
Notre-Dame Jeanne d'Arc BRIVE	147 536 €	0 €	150 487 €	0 €	150 487 €
La Salle BRIVE *dont ULIS*	64 706 €	3 960 €	66 000 €	4 138 €	70 138 €
Notre-Dame de la Providence USSEL	52 148 €	0 €	53 191 €	0 €	53 191 €
TOTAL	470 332 €				480 115 €

2) Part complémentaire : aide aux coûts de communication et d'abonnement

Les effectifs sont un indicateur pris en compte dans le calcul de cette part complémentaire. A la rentrée scolaire 2023/2024, on note une baisse de 59 élèves par rapport à la rentrée précédente. Le graphique ci-après retrace l'évolution des effectifs sur les trois dernières années :



Source : Rectorat (chiffres annuaire beige du Rectorat - effectifs enseignement général + SEGPA + ULIS)

Le détail des effectifs est présenté, par établissement, dans le tableau ci-dessous :

COLLEGE	EFFECTIFS 2022/2023 *(chiffres annuaire beige du Rectorat)*	EFFECTIFS 2023/2024 *(chiffres annuaire beige du Rectorat)*
Jeanne d'Arc - ARGENTAT	154 (dont 6 en ULIS)	149 (dont 8 en ULIS)
BOSSUET - BRIVE	534 (dont 25 en SEGPA)	513 (dont 27 en SEGPA)
NOTRE DAME JEANNE D'ARC BRIVE	474	473
Collège LA SALLE - BRIVE	171 (dont 11 en ULIS)	168 (dont 11 en ULIS)
Notre Dame de la Providence - USSEL	109	80
TOTAL GENERAL	*1 442 élèves*	*1 383 élèves*

Le calcul de cette part complémentaire repose sur les modalités suivantes :

►*Forfait par établissement : 1 871 €*

►*Forfait par élève (chiffres officiels "annuaire beige" du Rectorat année scolaire 2023/2024) : 1,86 €*

La répartition par établissement s'établit donc comme suit :

COLLEGE	EFFECTIFS	FORFAIT ELEVE 1,86 €	FORFAIT ETABLISSEMENT	Dotation communication et abonnements
Jeanne d'Arc ARGENTAT	149	277 €	1 871 €	2 148 €
Bossuet BRIVE	513	954 €	1 871 €	2 825 €
Notre-Dame Jeanne d'Arc BRIVE	473	880 €	1 871 €	2 751 €
LA SALLE BRIVE	168	312 €	1 871 €	2 183 €
Notre-Dame de la Providence USSEL	80	149 €	1 871 €	2 020 €
TOTAL	1 383			11 927 €

Cette part complémentaire, correspondant à l'aide aux coûts de communication et d'abonnement, s'élève à un montant de 11 927 €. Cette part complémentaire est en baisse de 0,92 % par rapport à 2024 (12 037 €).

II - MONTANT DE LA DOTATION DE FONCTIONNEMENT 2025

Pour l'exercice 2025, le montant de la dotation de fonctionnement s'établit à **886 642 €.**

COLLEGE	PART	PART	MATERIEL	TOTAL
	PERSONNEL	Matériel	Coût com. et abonnt	ALLOUE
COLLEGE JEANNE D'ARC ARGENTAT	35 543 €	57 011 €	2 148 €	94 702 €
COLLEGE BOSSUET BRIVE	121 459 €	149 288 €	2 825 €	273 572 €
COLLEGE NOTRE DAME J. D'ARC BRIVE	162 706 €	150 487 €	2 751 €	315 944 €
COLLEGE LA SALLE BRIVE	36 834 €	70 138 €	2 183 €	109 155 €
COLLEGE N. DAME LA PROVIDENCE USSEL	38 258 €	53 191 €	2 020 €	93 469 €
TOTAL	394 800 €	480 115 €	11 927 €	886 842 €

III - LES DOTATIONS SPECIFIQUES : DEPLACEMENTS DES ELEVES - EQUIPEMENT INFORMATIQUE - OPERATIONS D'INVESTISSEMENT -

A - Aide aux déplacements des élèves

Cette aide spécifique concerne le déplacement des élèves pendant le temps scolaire pour les sorties locales à caractère pédagogique, sportif ou culturel.

Je vous propose, au titre du fonctionnement, de réserver une enveloppe de 14 000 € (identique à 2024).

B - Aide pour l'équipement informatique - TIC (Technologies de l'Information et de Communication)

Cette aide spécifique est allouée dans le cadre des actions initiées pour le développement des TIC. Elle s'applique aux dépenses réalisées pour l'équipement informatique.

Elle est calculée en fonction de l'effectif de l'établissement, auquel s'appliquent les forfaits suivants :
effectif > 200 = 2 662 €
effectif < 200 = 2 185 €

Je vous propose, au titre de l'investissement, de réserver une enveloppe de 12 000 € (identique à 2024).

C - Aide aux opérations d'investissement

Les aides aux établissements d'enseignement privé sous contrat d'association avec l'État pour des opérations d'investissements (régies auparavant par la loi Falloux) sont désormais codifiées au Code de l'Éducation (article L151-4) qui indique que :

- les établissements privés d'enseignement général du second degré peuvent obtenir des départements une subvention qui ne peut excéder le dixième des dépenses annuelles de l'établissement ;

Afin de répondre aux demandes de travaux d'investissement, sur lesquelles la Commission Permanente sera appelée à se prononcer, je propose à l'Assemblée de réserver une enveloppe, au titre de l'investissement, de 50 000 € (identique à 2024).

En conclusion, pour l'exercice budgétaire 2025, je propose au Conseil Départemental de bien vouloir délibérer sur ces différentes propositions qui fixent :

- d'une part, le montant de la dotation de fonctionnement, ainsi répartie :

♦ 394 800 € pour l'enveloppe du forfait « Part Personnel »
♦ 480 115 € pour l'enveloppe du forfait « Part Matériel »
♦ 11 927 € pour l'enveloppe de "l'aide aux coûts de communication et d'abonnement"

soit un montant total de **886 842 €,** au titre du fonctionnement.

et

- d'autre part, le montant des **trois dotations spécifiques**, qui s'élèvent à :

Au titre du fonctionnement :
♦14 000 € pour l'"aide aux déplacements des élèves",
Au titre de l'investissement :
♦12 000 € pour l'"aide aux équipements informatiques et TIC",
♦ 50 000 € pour l'"aide aux opérations d'investissement",

soit un total de 62 000 € pour ces deux dernières enveloppes.

Ainsi, c'est un montant total de dotations de 962 842 € qui sera alloué aux 5 collèges privés sous contrat d'association,

Pour mémoire, au titre de 2025, les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes en dépenses :

- Désignation	: Dotations de fonctionnement des collèges privés 2025
- Dépense	: Fonctionnement
- Catégorie	: Annuelle
- Montant	: 886 842 €
- Durée d'affectation	: 1 an
- Désignation	: Dotations pour les déplacements des collèges privés 2025
- Dépense	: Fonctionnement
- Catégorie	: Annuelle
- Montant	: 14 000 €
- Durée d'affectation	: 1 an

Désignation	: Subventions aux équipements informatiques des collèges privés 2025
- Dépense	: Investissement
- Catégorie	: Annuelle
- Montant	12 000 €
- Durée d'affectation	: 1 an
Désignation	: Subventions aux travaux d'investissements des collèges privés 2025
- Dépense	: Investissement
- Catégorie	: Annuelle
- Montant	: 50 000 €
- Durée d'affectation	: 1 an

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 900 842 € en fonctionnement et 62 000 € en investissement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2024.11.28/204

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 28 novembre 2024

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

COLLEGES PRIVES SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION - DOTATIONS PRINCIPALES 2025

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2024.11.28/204 en date du 28 novembre 2024, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Valérie TAURISSON, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : est approuvée l'inscription en faveur des 5 collèges d'enseignement privé sous contrat d'association, d'une enveloppe de **886 842 €** au titre de la **dotation de fonctionnement** du Conseil Départemental aux dépenses de fonctionnement pour l'exercice 2025.

Cette dotation est répartie comme suit, conformément aux règles de revalorisation annuelle, votées lors de l'Assemblée du Conseil Général du 18 décembre 2009, applicables aux forfaits "Part Personnel", "Part Matériel" et "Aide aux coûts de communication et abonnement" - TIC.

COLLEGE	PART	PART	MATERIEL	TOTAL
	PERSONNEL	Matériel	Coût com. et abonnt	ALLOUE
COLLEGE JEANNE D'ARC ARGENTAT	35 543 €	57 011 €	2 148 €	94 702 €
COLLEGE BOSSUET BRIVE	121 459 €	149 288 €	2 825 €	273 572 €
COLLEGE NOTRE DAME J. D'ARC BRIVE	162 706 €	150 487 €	2 751 €	315 944 €
COLLEGE LA SALLE BRIVE	36 834 €	70 138 €	2 183 €	109 155 €
COLLEGE N. DAME LA PROVIDENCE USSEL	38 258 €	53 191 €	2 020 €	93 469 €
TOTAL	394 800 €	480 115 €	11 927 €	886 842 €

Article 2 : est approuvée, pour l'exercice 2025, l'inscription en faveur des 5 collèges d'enseignement privé sous contrat d'association, d'une enveloppe de 14 000 € pour l'aide aux déplacements des élèves pendant le temps scolaire pour les sorties à caractère pédagogique, sportif ou culturel.

Article 3 : est approuvée, pour l'exercice 2025, l'inscription en faveur des 5 collèges d'enseignement privé sous contrat d'association, d'une enveloppe de 12 000 € pour l'aide à l'équipement informatique - TIC.

Article 4 : est approuvée, pour l'exercice 2025, l'inscription en faveur des 5 collèges d'enseignement privé sous contrat d'association, d'une enveloppe de 50 000 € pour des opérations d'investissement.

Imputations budgétaires :
Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.21
- Section Investissement, Article fonctionnel 902.21.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 28 novembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241128-14061-DE-1-1
Date de publication : 28 novembre 2024

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-huit novembre, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Ghislaine DUBOST	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Monsieur Eric ZIOLO

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CD.2024.11.28/101

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 28 novembre 2024

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

AJUSTEMENTS SUR LE BUDGET PRINCIPAL DU CONSEIL DEPARTEMENTAL : VIREMENTS DE CREDITS ENTRE CHAPITRES ET DECISION MODIFICATIVE N°1

RAPPORT

Les ressources votées au Budget Primitif en séance plénière du 12 avril dernier permettent de répondre aux besoins sur l'exercice 2024. Néanmoins comme chaque année, des ajustements sont nécessaires afin de tenir compte notamment des évolutions dans la réalisation de certaines opérations. Ils se matérialisent par la mise en œuvre de la procédure des virements de crédits entre chapitres telle que nouvellement prévue par la nomenclature M57 et par l'adoption d'une Décision Modificative.

A- VIREMENTS DE CREDITS ENTRE CHAPITRES

La nomenclature budgétaire et comptable M57 qui s'applique désormais à notre Département depuis le 1er janvier 2024 permet à l'exécutif d'effectuer directement des virements de crédits entre chapitres différents, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel et à condition d'y avoir préalablement été autorisé par l'Assemblée délibérante.

Par délibération n° CD.2024.04.12/104 en date du 12 Avril 2024 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024, vous m'avez ainsi autorisé à effectuer des virements de crédits entre chapitres différents, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections (fonctionnement et investissement), conformément à la règlementation en vigueur.

La procédure des virements de crédits d'un chapitre vers un autre est totalement neutre sur le plan budgétaire : il s'agit juste de redéployer des crédits sans augmenter le volume global des inscriptions budgétaires. Cette souplesse de gestion introduite par la M57 permet de gagner en réactivité sans avoir à attendre la Décision Modificative de fin d'année.

La mise en œuvre de la procédure relative aux virements de crédits nécessite une décision du Président qui est, transmise au contrôle de légalité afin de la rendre exécutoire et fait l'objet ensuite d'une présentation à l'Assemblée délibérante pour information.

C'est dans ce cadre que depuis la dernière séance du Conseil Départemental, j'ai été amené à effectuer des virements de crédits sur le budget principal de notre Collectivité. Ils s'élèvent respectivement à 345 280 € en section d'investissement et à 910 € en section de fonctionnement, respectant ainsi largement la limite plafond de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections.

Je vous propose de prendre acte de la communication des mouvements de crédits effectués depuis la dernière séance du Conseil Départemental et dont le détail figure ci-après :

SECTION DE FONCTIONNEMENT : DEPENSES			
SERVICES	**LIBELLE OPERATION**	**CHAPITRES**	**VIREMENTS DE CREDITS**
DELEGATION PART. CITOYENNE	FINANCEMENT PARTICIPATIF	935	910,00
DELEGATION PART. CITOYENNE	FINANCEMENT PARTICIPATIF	937	-910,00
TOTAL VIREMENTS DE CREDITS DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT : DEPENSES			
SERVICES	**LIBELLE OPERATION**	**CHAPITRES**	**VIREMENTS DE CREDITS**
SYSTEMES INFORMATION	SYSTEME D'INFORMATION SOCIAL	904	345 280,00
SYSTEMES INFORMATION	SYSTEME D'INFORMATION CULTURE ET SPORTS	903	-13 608,00
SYSTEMES INFORMATION	DSI CENTRE SUPERVISION	900	-105 000,00
SYSTEMES INFORMATION	SYSTEME D'INFORMATION ADMINISTRATION GENERALE	900	-226 672,00
TOTAL VIREMENTS DE CREDITS DEPENSES D'INVESTISSEMENT			**0,00**

En second lieu, une DM est proposée afin de faire, comme les années précédentes, des ajustements de crédits entre chapitres sans impact sur le volume des Crédits de Paiement.

B- DECISION MODIFICATIVE N°1 DU BUDGET PRINCIPAL

J'ai l'honneur de soumettre à votre examen le projet de Décision Modificative N°1 pour l'exercice 2024.

En effet pour la section d'investissement, au-delà des ajustements déjà effectués dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure des virements de crédits, des besoins sont identifiés sur certains chapitres à hauteur de 2 125 468 € et peuvent être couverts par la réduction de crédits sur des chapitres excédentaires à hauteur du même montant.
De fait, le montant de la section d'investissement reste inchangé à l'issue de cette DM.

Concernant la section de fonctionnement, aucun mouvement n'est prévu dans le cadre de cette Décision Modificative (DM).

Plus précisément, cette Décision Modificative prévoit les évolutions budgétaires suivantes :

LA SECTION D'INVESTISSEMENT (dépenses uniquement)

Il apparaît tout d'abord nécessaire d'abonder les chapitres suivants :

Chapitre 900 (Services Généraux) pour 170 000 € inhérents à des besoins de crédits afin que soient réglées les factures pour les travaux sur les ombrières de Marbot,

Chapitre 902 (Enseignement, Formation Professionnelle) à hauteur de 22 347 €, ceci répond à des besoins liés à l'équipement informatique et aux logiciels des collèges,

Chapitre 903 (Culture, Sports et Loisirs) à hauteur de 33 621 €, ceci correspond au paiement auprès de l'Agence France Presse de Droits à l'utilisation des photos affichées sur les murs du Musée de Sarran,

Chapitre 908 (Transports) pour un besoin de 144 500 € afin de régler les travaux ayant lieu sur les Centres d'Entretien Routes, Bâtiments et Fibre (CERBF) et le Centre de Supervision.

Enfin, les besoins sont liés à la finalisation de nombreux travaux d'investissement dans les communes ayant donné lieu à un accroissement des demandes de versements en cette fin d'année. Il convient donc d'abonder les inscriptions budgétaires des Chapitres 903, 904, 906 (Action Économique) et 908 dont les besoins en crédits de paiement s'élèvent respectivement à :

- 903 : + 485 000 € (contrat Culture Sports),
- 904 : + 250 000 € (contrat Projets Santé)
- 906 : + 100 000 € (contrat Commerces)
- 908 : + 920 000 € (contrat Voirie des Communes)

Il convient de souligner que ces besoins sur des contrats précis (+ 1 755 000 € au total) sont compensés par des restitutions identiques sur d'autres chapitres (1 755 000 €).
A l'inverse, des diminutions de crédits peuvent être envisagées sur les chapitres suivants afin d'équilibrer cette Décision Modificative :

Chapitre 900 (Services Généraux) à hauteur de 22 347 € en raison du décalage en 2025 de l'audit informatique HDS (Hébergeurs de Données de Santé),

Chapitre 902 (Enseignement, Formation Professionnelle) inhérent aux travaux d'investissement dans les collèges publics pour 40 000 € en raison du décalage de certains travaux,

Chapitre 903 (Culture, Sports et Loisirs) à hauteur de 224 500 € restitués en raison de retard pris dans les travaux d'investissement à Sédières ainsi qu'à l'Espace Mille Sources. De plus, les crédits restitués sur ce chapitre concernent le décalage pour la mise en œuvre des travaux d'étanchéité et de photovoltaïque aux Archives,

Chapitre 904 (Santé et Action Sociale) à hauteur de 50 000 € du fait de travaux non finalisés dans les Maisons de Solidarité Départementale (MSD),

Chapitre 905 (Aménagement des Territoires et Habitat) inhérent à des crédits "Usages et services numériques" pour 33 621 €.

Enfin et comme évoqué précédemment, des crédits non consommés dans le cadre de la contractualisation à destination des collectivités peuvent être restitués sur les chapitres 905 (Aménagement des Territoires et Habitat) et 907 (Environnement) à hauteur respectivement de 1 075 000 € et 680 000 €, soit 1 755 000 € au total.

LA SYNTHÈSE

Section Investissement

DEPENSES D'INVESTISSEMENT				
SERVICES	**CHAPITRES**	**DESIGNATION**	**RESTITUTION CREDIT**	**DEMANDE CREDIT**
AIDES AUX COMMUNES	905	CONTRATS DES COMMUNES - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET HABITAT	-1 075 000 €	
	907	AEP, ASSAINISSEMENT ET MILIEUX AQUATIQUES DES COMMUNES	-680 000 €	
	903	CONTRATS DES COMMUNES - CULTURES, SPORTS ET LOISIRS		485 000 €
	904	CONTRATS - PROJETS SANTE		250 000 €
	906	CONTRATS DES COMMUNES - COMMERCES		100 000 €
	908	VOIRIE DES COMMUNES		920 000 €
BATIMENTS	902	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS / 2022 D	-40 000 €	
	903	INVESTISSEMENT A SEDIERES/ESPACES MILLE SOURCE TRAVAUX ETANCHEITE ET PHOTOVOLTAIQUE AUX ARCHIVES	-224 500 €	
	904	INVESTISSEMENT MAISONS SOLIDARITE DEPARTEMENTALE	-50 000 €	
	908	SUPERVISION DOMOTIQUE ENERGIE CERBF		144 500 €
	900	TRAVAUX SUR LES OMBRIERES MARBOT		170 000 €
DELEGATION PARTICIPATION CITOYENNE	905	CORREZE PARTICIPATION CITOYENNE USAGES ET SERVICES NUMERIQUES	-33 621 €	
MUSEE DE SARRAN	903	CONSERVATION - COLLECTIONS (droit image agence France presse)		33 621 €
SYSTÈMES D'INFORMATION	900	CYBERSECURITE	-22 347 €	
	902	EQUIPEMENTS ET LOGICIELS DES COLLEGES		22 347 €
MONTANT CREDITS DM			**0 €**	

Les modifications introduites par la DM n°1 sont récapitulées dans le tableau ci-après. Elles ne concernent que les dépenses de la section d'investissement (pas d'ajustement sur les recettes d'investissement).

Dépenses					
Libellé	**Niveau**	**Description**	**CP Voté BP**	**DM 1**	**TOTAL BP 2024 + DM 1 (hors virements de crédits)**
Investissement			**187 033 802,00**	**0,00**	**187 033 802,00**
001	**Chapitre**	RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE	53 498 053,04	0,00	53 498 053,04
900	**Chapitre**	Services généraux	4 910 278,00	147 653,00	5 057 931,00
901	**Chapitre**	Sécurité	157 656,00	0,00	157 656,00
902	**Chapitre**	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	7 522 537,00	-17 653,00	7 504 884,00
903	**Chapitre**	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	8 774 767,00	294 121,00	9 068 888,00
904	**Chapitre**	Santé et action sociale (hors RSA)	3 643 538,00	200 000,00	3 843 538,00
9044	**Chapitre**	RSA	8 000,00	0,00	8 000,00
905	**Chapitre**	Aménagement des territoires et habitat	13 503 830,00	-1 108 621,00	12 395 209,00
906	**Chapitre**	Action économique	1 114 539,00	100 000,00	1 214 539,00
907	**Chapitre**	Environnement	6 006 730,00	-680 000,00	5 326 730,00
908	**Chapitre**	Transports	35 389 774,00	1 064 500,00	36 454 274,00
923	**Chapitre**	Dettes et autres opérations financières	38 393 599,96	0,00	38 393 599,96
925	**Chapitre**	Opérations patrimoniales	9 100 000,00	0,00	9 100 000,00
926	**Chapitre**	Transferts entre les sections	5 010 500,00	0,00	5 010 500,00

Pour rappel, aucune modification n'est apportée en section de fonctionnement (dépenses comme recettes).

CRÉATIONS, RÉVISIONS, PROROGATIONS ET CLÔTURE D'AUTORISATION DE PROGRAMME ET AUTORISATION D'ENGAGEMENT

Les nouvelles AP/AE

Service	Type AP/AE	Libellé de l'AP/AE	Code et libellé programme de rattachement de la nouvelle enveloppe	Total AP/AE
ACTION SOCIALE ET SANTE	AE	AIDES AUX ETUDIANTS MEDECINS ET EN MEDECINE 2025-2035	P129 - PLAN AMBITION SANTE	800 000,00 €
PMI	AE	FORMATION OBLIGATOIRE DES ASSISTANTES MATERNELLES 2025-2029	P003 - ACTIONS EN FAVEUR DE L'ENFANCE ET DES FAMILLES	270 000,00 €
DSI	AE	MARCHE DE FOURNITURE INTERNET 2025-2028	P169 SYSTÈME TELEPHONIE	800 000,00 €
	AE	MARCHE DE FOURNITURE TELECOMMUNICATION 2025-2028	P169 SYSTÈME TELEPHONIE	1 000 000,00 €
DAGA	AE	DOMMAGES AUX BIENS 2025-2029	P033 - ASSURANCES	1 000 000,00 €
	AE	FLOTTE AUTOMOBILES 2025-2029	P033 - ASSURANCES	3 000 000,00 €
	AE	PROTECTION JURIDIQUE 2025-2029	P033 - ASSURANCES	4 000,00 €
	AE	RESPONSABLITE CIVILE 2025-2029	P033 - ASSURANCES	2 000 000,00 €
	AE	RISQUES STATUTAIRES 2025-2029	P033 - ASSURANCES	600 000,00 €
	AE	DOMMAGES AUX OBJETS PRECIEUX 2025-2029	P033 - ASSURANCES	30 000,00 €
HABITAT	AP	MAINTIEN A DOMICILE / 2025 D	P016 - AIDES AUX PARTICULIERS GUICHET HABITAT	300 000,00 €
	AP	AIDES AUX PARTICULIERS GUICHET HABITAT/ 2025 D	P016 - AIDES AUX PARTICULIERS GUICHET HABITAT	2 000 000,00 €
TRANSITION ECOLOGIQUE	AP	MILIEUX AQUATIQUES PRIVES 2025/2028	P135 - PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU	700 000,00 €
BATIMENT	AP	COLLEGES UZERCHE - MERLINES - J. MOULIN BRIVE	P047 - COLLEGES PUBLICS	8 000 000,00 €
	AP	UNITE DE REPIT - HOPITAL	P039 - BATIMENTS SOCIAUX	890 000,00 €
TOTAL				**21 394 000,00 €**

Les modifications AP/AE

Service	Type AP/AE	Libellé de l'AP/AE	Code et libellé programme de rattachement de l'enveloppe	Montant voté	Proposition DM1 2024	Montant Total AP/AE
SPORT	AE	P161E17 : SAISON 2024-2025 CLUBS ELITE P	P161 :SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF CORREZIEN	97 000,00 €	1 000,00 €	98 000,00 €
		P161E19 : SAISON 2025-2026 CLUBS ELITE P		97 000,00 €	1 000,00 €	98 000,00 €
CULTURE	AE	P017E11 : SUBVENTIONS AUX ACTEURS CULTURELS SUBVENTIONS 2025	P017 : AIDES AUX ACTEURS CULTURELS	1 384 000,00 €	50 000,00 €	1 434 000,00 €
AUTONOMIE	AE	P208E01 - PREFIGURATION SPDA/D	P208 - PREFIGURATION SPDA	80 000,00 €	50 000,00 €	130 000,00 €
TRANSITION ECOLOGIQUE	AE	P172E01 - SOUTIEN AUX ACTIVITES AGRICOLES-FONCTIONNEMENT / 2019-2025D	P172 - TRANSITION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE	219 000,00 €	140 000,00 €	359 000,00 €
	AP	P085E02 - SUBVENTIONS INV. ASSOCIATIONS CONVENTIONNEES - 2018/2025 D	P085 - ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE	76 000,00 €	36 000,00 €	112 000,00 €
	AP	P183E02 - AGRICULTURE PROGRAMMATION / 2021-2027 D	P183 - AGRICULTURE - CONVENTIONNEMENT REGION	848 733,41 €	300 000,00 €	1 148 733,41 €
HABITAT	AP	P016E18 - MAINTIEN A DOMICILE / 2024 D	P016 - AIDES AUX PARTICULIERS GUICHET HABITAT	180 000,00 €	100 000,00 €	280 000,00 €
BATIMENTS	AP	P038E29 -OMBRIERES PHOTO-MARBOT	P038-BATIMENTS ADMINISTRATIFS	900 000,00 €	240 000,00 €	1 140 000,00 €
	AP	P039E22- ECONOMIE ET SUPERVISION DOMOTIQUE ENERGIE-MSD 2023-2025 / D	P039-BATIMENTS SOCIAUX	150 000,00 €	300 000,00 €	450 000,00 €
	AP	P040E15 - ECONOMIE, SUPERVISION DOMOTIQUE ENERGIE-CERBF 2023-2025 / D	P040- BATIMENTS TECHNIQUES	280 000,00 €	250 000,00 €	530 000,00 €
	AP	P040E04- MODERNISATION DES CERB 21-24 D	P040- BATIMENTS TECHNIQUES	1 636 020,40 €	200 000,00 €	1 836 020,40 €
	AP	P094E06- RENOVATION- MODERNISATION CHAUFFAGE	P094 - GENDARMERIES	250 000,00 €	300 000,00 €	550 000,00 €
	AP	P159E39- ARCHIVES ETANCHEITE ET PHOTOVOLTAIQUE	P159- SITES CULTURELS ET SPORTIFS	180 000,00 €	100 000,00 €	280 000,00 €
	AP	P159E38-SOBRIETE ENERGIE ET OMBRIERES	P159- SITES CULTURELS ET SPORTIFS	800 000,00 €	100 000,00 €	900 000,00 €
	AP	P038E20 - RENOVATION DES LOCAUX	P038-BATIMENTS ADMINISTRATIFS	150 000,00 €	400 000,00 €	550 000,00 €
	AP	P047E08- PLAN DE RELANCE RENOVATION ENERGETIQUE 2020-2025/D	P047- COLLEGES PUBLICS	2 929 099,98 €	- 350 000,00 €	2 579 099,98 €
	AP	P047E35 ENERGIE - ACCELERATION SOBRIETE ENERGETIQUES 23-26 /D	P047- COLLEGES PUBLICS	4 800 000,00 €	- 1 250 000,00 €	3 550 000,00 €
	AE	P039E10 VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS SOCIAL 2022 -2027/ D	P039- BATIMENTS SOCIAUX	20 000,00 €	20 000,00 €	40 000,00 €
	AE	P040E10-VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS BAT TECH 2022-2027 / D	P040- BATIMENTS TECHNIQUES	175 000,00 €	45 000,00 €	220 000,00 €
	AE	P038E03- MARBOT - MARCHE MAINTENANCE MULTITECHNIQUE / 2022-2027 D	P038 - BATIMENTS ADMINISTRATIFS	1 050 000,00 €	100 000,00 €	1 150 000,00 €
	AE	P038E07- MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DES BATIMENTS DU DEPT/2020-2024 D	P038 - BATIMENTS ADMINISTRATIFS	80 000,00 €	25 000,00 €	105 000,00 €
ROUTES	AP	P020E02 - AMENAGEMENTS DE SECURITE 2021-2025/D	P020 - AMENAGEMENT DE SECURITE	3 780 000,00 €	1 220 000,00 €	5 000 000,00 €
	AP	P022E01 - AMENAGEMENTS DE BOURG ET TRAVERSES 2021-25/ D	P022 - AMENAGEMENTS ET TRAVERSES DE BOURGS	3 600 000,00 €	4 000 000,00 €	7 600 000,00 €
	AP	P023E02 - AMENAGEMENTS ROUTIERS (hors GOR) 2021-2025/D	P023 - AMENAGEMENTS ROUTIERS	5 425 000,00 €	575 000,00 €	6 000 000,00 €
	AP	P087E01 - ETUDES GENERALES	P087 - ETUDES GENERALES	900 000,00 €	200 000,00 €	1 100 000,00 €
	AE	P116E01 - VETEMENTS DE TRAVAIL-ROUTES 2021-2023 / D	P116 - MOYENS GENERAUX ROUTES	390 000 €	310 000 €	700 000,00 €
RESSOURCES HUMAINES	AE	P143E05 - EXPLOITATION ET GESTION RESTAURANT PERSONNEL / 2021-2025 D	P143 - RESSOURCES HUMAINES - ADMINISTRATION GENERALE 930	175 000 €	10 000 €	185 000,00 €
	AE	P146E05 - VETEMENTS DE TRAVAIL CD19 / 2023-2027 D	P146 - RESSOURCES HUMAINES - ENSEIGNEMENT 932	250 000,00 €	20 000,00 €	270 000,00 €
TOTAL				**30 901 853,79 €**	**7 493 000,00 €**	**38 394 853,79 €**

Les prorogations d'AP

La durée d'affectation des Autorisations de Programme suivantes est prorogée tel qu'il suit :

Durée actuelle d'affectation :
P043E04 ESPACES NATURELS SENSIBLES (ENS) / 2016-2024 D
P135E03 AUTONOMIE ET GESTION DE L'EAU - ASAFAC / 2019-2024 D

Nouvelle durée d'affectation :
P043E04 ESPACES NATURELS SENSIBLES (ENS) / 2016-2025 D
P135E03 AUTONOMIE ET GESTION DE L'EAU - ASAFAC / 2019-2026 D

Les clôtures AP/AE

Service	Type AP/AE	Libellé de l'AP/AE
AFFAIRES GENERALES ASSEMBLEES	AP	P108E01 - MDD TRAVAUX INVESTISSEMENT 2016/2022 / D
BÂTIMENTS	AP	P041E01 - QUALYSE 2018-2021/D
CULTURE/PATRIMOINE	AP	P112E01 - ARCHIVES SUBVENTION DE RESTAURATION COMMUNES / 2017-2021 D
		P125E01 - SUBVENTION FONDATION PATRIMOINE / D
ROUTES	AP	P020E01 - AMENAGEMENTS DE SECURITE 2020/D
		P023E01 - AMENAGEMENTS ROUTIERS (hors grandes opérations) 2020/D
		P107E01 - DEGATS DIVERS 2020/D
		P107E03 - AMENAGEMENTS DE BOURG ET TRAVERSES 2021/ D
		P107E05 - PREPARATION DE CHAUSSEE 2020/D
		P121E01 - OUVRAGES D'ARTS 2020/D
		P139E01 - DEGATS DIVERS 2021/D
		P139E02 - RESEAUX DE DESSERTES PRINCIPALES ET SECONDAIRES 2020/D
		P140E01 - RESEAUX STRUCTURANTS ET DE LIAISON 2020/D
		P156E02 - DEGATS DIVERS 2021/D
TOURISME	AP	P186E01 - TOURISME INVESTISSEMENT PRIVES / 2015-2018 D
TRES HAUT DEBIT	AP	P075E01 - COUVERTURES TELEPHONIE MOBILE (800 Sites Prioritaires)
		P101E01 - 100% THD MOBILE
		P021E04 - 100 % FIBRE / 2017-2021 D
		P021E05 - PART EMPR CAP (MON521706EUR)
		P021E06 - PART EMP CAP (MON524307EUR)
		P021E07 - PART EMP CAP (MON524312EUR)

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2024.11.28/101

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 28 novembre 2024

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

AJUSTEMENTS SUR LE BUDGET PRINCIPAL DU CONSEIL DEPARTEMENTAL : VIREMENTS DE CREDITS ENTRE CHAPITRES ET DECISION MODIFICATIVE N°1

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2024.11.28/101 en date du 28 novembre 2024, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Francis COMBY, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : l'assemblée délibérante prend acte de la communication concernant les mouvements de crédits dont le détail figure ci-après :

SECTION DE FONCTIONNEMENT : DEPENSES			
SERVICES	**LIBELLE OPERATION**	**CHAPITRES**	**VIREMENTS DE CREDITS**
DELEGATION PART. CITOYENNE	FINANCEMENT PARTICIPATIF	935	910,00
DELEGATION PART. CITOYENNE	FINANCEMENT PARTICIPATIF	937	-910,00
TOTAL VIREMENTS DE CREDITS DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT : DEPENSES			
SERVICES	**LIBELLE OPERATION**	**CHAPITRES**	**VIREMENTS DE CREDITS**
SYSTEMES INFORMATION	SYSTEME D'INFORMATION SOCIAL	904	345 280,00
SYSTEMES INFORMATION	SYSTEME D'INFORMATION CULTURE ET SPORTS	903	-13 608,00
SYSTEMES INFORMATION	DSI CENTRE SUPERVISION	900	-105 000,00
SYSTEMES INFORMATION	SYSTEME D'INFORMATION ADMINISTRATION GENERALE	900	-226 672,00
TOTAL VIREMENTS DE CREDITS DEPENSES D'INVESTISSEMENT			**0,00**

Article 2 : est votée par chapitre, par section et globalement, la Décision Modificative N°1 du Budget Principal du Département pour l'exercice 2024 conformément au document budgétaire ci-après :

Dépenses					
Libellé	**Niveau**	**Description**	**CP Voté BP**	**DM 1**	**TOTAL BP 2024 + DM 1 (hors virements de crédits)**
Investissement			**187 033 802,00**	**0,00**	**187 033 802,00**
001	Chapitre	RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE	53 498 053,04	0,00	53 498 053,04
900	Chapitre	Services généraux	4 910 278,00	147 653,00	5 057 931,00
901	Chapitre	Sécurité	157 656,00	0,00	157 656,00
902	Chapitre	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	7 522 537,00	-17 653,00	7 504 884,00
903	Chapitre	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	8 774 767,00	294 121,00	9 068 888,00
904	Chapitre	Santé et action sociale (hors RSA)	3 643 538,00	200 000,00	3 843 538,00
9044	Chapitre	RSA	8 000,00	0,00	8 000,00
905	Chapitre	Aménagement des territoires et habitat	13 503 830,00	-1 108 621,00	12 395 209,00
906	Chapitre	Action économique	1 114 539,00	100 000,00	1 214 539,00
907	Chapitre	Environnement	6 006 730,00	-680 000,00	5 326 730,00
908	Chapitre	Transports	35 389 774,00	1 064 500,00	36 454 274,00
923	Chapitre	Dettes et autres opérations financières	38 393 599,96	0,00	38 393 599,96
925	Chapitre	Opérations patrimoniales	9 100 000,00	0,00	9 100 000,00
926	Chapitre	Transferts entre les sections	5 010 500,00	0,00	5 010 500,00
Fonctionnement			**450 584 776,00**	**0,00**	**450 584 776,00**
930	Chapitre	Services généraux	21 822 577,00	0,00	21 822 577,00
9305	Chapitre	Gestion des fonds européens	204 000,00	0,00	204 000,00
931	Chapitre	Sécurité	10 701 000,00	0,00	10 701 000,00
932	Chapitre	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	16 854 120,00	0,00	16 854 120,00
933	Chapitre	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	8 185 214,00	0,00	8 185 214,00
934	Chapitre	Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	123 823 450,00	0,00	123 823 450,00
9343	Chapitre	APA	31 600 000,00	0,00	31 600 000,00
9344	Chapitre	RSA / Régularisations de RMI	67 001 411,00	0,00	67 001 411,00
935	Chapitre	Aménagement des territoires et habitat	3 570 645,21	0,00	3 570 645,21
936	Chapitre	Action économique	4 416 535,00	0,00	4 416 535,00
937	Chapitre	Environnement	2 043 580,00	0,00	2 043 580,00
938	Chapitre	Transports	28 231 386,79	0,00	28 231 386,79
940	Chapitre	Impositions directes	746 400,00	0,00	746 400,00
941	Chapitre	Autres impôts et taxes	2 393 040,00	0,00	2 393 040,00
943	Chapitre	Opérations financières	5 905 210,00	0,00	5 905 210,00
944	Chapitre	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	315 637,00	0,00	315 637,00
945	Chapitre	Provisions et autres opérations mixtes	22 000 000,00	0,00	22 000 000,00
946	Chapitre	Transferts entre les sections	32 557 600,00	0,00	32 557 600,00
953	Chapitre	Virement à la section d'investissement	68 212 970,00	0,00	68 212 970,00
Total			**637 618 578,00**	**0,00**	**637 618 578,00**

Recettes					
Libellé	**Niveau**	**Description**	**CP Voté BP**	**DM 1**	**TOTAL BP 2024 + DM 1 (hors virements de crédits)**
Investissement			**187 033 802,00**	**0,00**	**187 033 802,00**
900	**Chapitre**	Services généraux	150 000,00	0,00	150 000,00
902	**Chapitre**	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	1 329 667,00	0,00	1 329 667,00
903	**Chapitre**	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	4 750 312,00	0,00	4 750 312,00
904	**Chapitre**	Santé et action sociale (hors RSA)	52 000,00	0,00	52 000,00
905	**Chapitre**	Aménagement des territoires et habitat	4 524 000,00	0,00	4 524 000,00
907	**Chapitre**	Environnement	66 000,00	0,00	66 000,00
908	**Chapitre**	Transports	2 250 000,00	0,00	2 250 000,00
922	**Chapitre**	Dotations et participations	5 400 000,00	0,00	5 400 000,00
923	**Chapitre**	Dettes et autres opérations financières	58 491 253,00	0,00	58 491 253,00
925	**Chapitre**	Opérations patrimoniales	9 100 000,00	0,00	9 100 000,00
926	**Chapitre**	Transferts entre les sections	32 557 600,00	0,00	32 557 600,00
951	**Chapitre**	Virement de la section de fonctionnement	68 212 970,00	0,00	68 212 970,00
954	**Chapitre**	Produit des cessions d'immobilisations	150 000,00	0,00	150 000,00
Fonctionnement			**450 584 776,00**	**0,00**	**450 584 776,00**
002	**Chapitre**	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	67 633 235,54	0,00	67 633 235,54
930	**Chapitre**	Services généraux	1 934 900,00	0,00	1 934 900,00
9305	**Chapitre**	Gestion des fonds européens	1 318 000,00	0,00	1 318 000,00
932	**Chapitre**	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	837 650,00	0,00	837 650,00
933	**Chapitre**	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	463 248,00	0,00	463 248,00
934	**Chapitre**	Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	24 743 491,00	0,00	24 743 491,00
9343	**Chapitre**	APA	18 290 000,00	0,00	18 290 000,00
9344	**Chapitre**	RSA / Régularisations de RMI	55 655 224,00	0,00	55 655 224,00
935	**Chapitre**	Aménagement des territoires et habitat	1 160 500,00	0,00	1 160 500,00
936	**Chapitre**	Action économique	1 370 800,00	0,00	1 370 800,00
937	**Chapitre**	Environnement	313 517,00	0,00	313 517,00
938	**Chapitre**	Transports	1 463 032,00	0,00	1 463 032,00
940	**Chapitre**	Impositions directes	126 442 850,46	0,00	126 442 850,46
941	**Chapitre**	Autres impôts et taxes	78 539 005,00	0,00	78 539 005,00
942	**Chapitre**	Dotations et participations	65 383 823,00	0,00	65 383 823,00
943	**Chapitre**	Opérations financières	25 000,00	0,00	25 000,00
945	**Chapitre**	Provisions et autres opérations mixtes	0,00	0,00	0,00
946	**Chapitre**	Transferts entre les sections	5 010 500,00	0,00	5 010 500,00
Total			**637 618 578,00**	**0,00**	**637 618 578,00**

Article 3 : le Conseil Départemental décide d'approuver la création, la révision, la prorogation et la clôture des Autorisations de Programme et d'Engagement selon les tableaux ci-dessous :

Nouvelles AP/AE

Service	Type AP/AE	Libellé de l'AP/AE	Code et libellé programme de rattachement de la nouvelle enveloppe	Total AP/AE
ACTION SOCIALE ET SANTE	AE	AIDES AUX ETUDIANTS MEDECINS ET EN MEDECINE 2025-2035	P129 - PLAN AMBITION SANTE	800 000,00 €
PMI	AE	FORMATION OBLIGATOIRE DES ASSISTANTES MATERNELLES 2025-2029	P003 - ACTIONS EN FAVEUR DE L'ENFANCE ET DES FAMILLES	270 000,00 €
DSI	AE	MARCHE DE FOURNITURE INTERNET 2025-2028	P169 SYSTÈME TELEPHONIE	800 000,00 €
	AE	MARCHE DE FOURNITURE TELECOMMUNICATION 2025-2028	P169 SYSTÈME TELEPHONIE	1 000 000,00 €
DAGA	AE	DOMMAGES AUX BIENS 2025-2029	P033 - ASSURANCES	1 000 000,00 €
	AE	FLOTTE AUTOMOBILES 2025-2029	P033 - ASSURANCES	3 000 000,00 €
	AE	PROTECTION JURIDIQUE 2025-2029	P033 - ASSURANCES	4 000,00 €
	AE	RESPONSABLITE CIVILE 2025-2029	P033 - ASSURANCES	2 000 000,00 €
	AE	RISQUES STATUTAIRES 2025-2029	P033 - ASSURANCES	600 000,00 €
	AE	DOMMAGES AUX OBJETS PRECIEUX 2025-2029	P033 - ASSURANCES	30 000,00 €
HABITAT	AP	MAINTIEN A DOMICILE / 2025 D	P016 - AIDES AUX PARTICULIERS GUICHET HABITAT	300 000,00 €
	AP	AIDES AUX PARTICULIERS GUICHET HABITAT/ 2025 D	P016 - AIDES AUX PARTICULIERS GUICHET HABITAT	2 000 000,00 €
TRANSITION ECOLOGIQUE	AP	MILIEUX AQUATIQUES PRIVES 2025/2028	P135 - PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU	700 000,00 €
BATIMENT	AP	COLLEGES UZERCHE - MERLINES - J. MOULIN BRIVE	P047 - COLLEGES PUBLICS	8 000 000,00 €
	AP	UNITE DE REPIT - HOPITAL	P039 - BATIMENTS SOCIAUX	890 000,00 €
TOTAL				**21 394 000,00 €**

Modifications AP/AE

Service	Type AP/AE	Libellé de l'AP/AE	Code et libellé programme de rattachement de l'enveloppe	Montant voté	Proposition DM1 2024	Montant Total AP/AE
SPORT	AE	P161E17 : SAISON 2024-2025 CLUBS ELITE P	P161 :SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF CORREZIEN	97 000,00 €	1 000,00 €	98 000,00 €
		P161E19 : SAISON 2025-2026 CLUBS ELITE P		97 000,00 €	1 000,00 €	98 000,00 €
CULTURE	AE	P017E11 : SUBVENTIONS AUX ACTEURS CULTURELS SUBVENTIONS 2025	P017 : AIDES AUX ACTEURS CULTURELS	1 384 000,00 €	50 000,00 €	1 434 000,00 €
AUTONOMIE	AE	P208E01 - PREFIGURATION SPDA/D	P208 - PREFIGURATION SPDA	80 000,00 €	50 000,00 €	130 000,00 €
TRANSITION ECOLOGIQUE	AE	P172E01 - SOUTIEN AUX ACTIVITES AGRICOLES-FONCTIONNEMENT / 2019-2025D	P172 - TRANSITION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE	219 000,00 €	140 000,00 €	359 000,00 €
	AP	P085E02 - SUBVENTIONS INV. ASSOCIATIONS CONVENTIONNEES - 2018/2025 D	P085 - ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE	76 000,00 €	36 000,00 €	112 000,00 €
	AP	P183E02 - AGRICULTURE PROGRAMMATION / 2021-2027 D	P183 - AGRICULTURE - CONVENTIONNEMENT REGION	848 733,41 €	300 000,00 €	1 148 733,41 €
HABITAT	AP	P016E18 - MAINTIEN A DOMICILE / 2024 D	P016 - AIDES AUX PARTICULIERS GUICHET HABITAT	180 000,00 €	100 000,00 €	280 000,00 €
BATIMENTS	AP	P038E29 -OMBRIERES PHOTO-MARBOT	P038-BATIMENTS ADMINISTRATIFS	900 000,00 €	240 000,00 €	1 140 000,00 €
	AP	P039E22- ECONOMIE ET SUPERVISION DOMOTIQUE ENERGIE-MSD 2023-2025 / D	P039-BATIMENTS SOCIAUX	150 000,00 €	300 000,00 €	450 000,00 €
	AP	P040E15 - ECONOMIE, SUPERVISION DOMOTIQUE ENERGIE-CERBF 2023-2025 / D	P040- BATIMENTS TECHNIQUES	280 000,00 €	250 000,00 €	530 000,00 €
	AP	P040E04- MODERNISATION DES CERB 21-24 D	P040- BATIMENTS TECHNIQUES	1 636 020,40 €	200 000,00 €	1 836 020,40 €
	AP	P094E06- RENOVATION- MODERNISATION CHAUFFAGE	P094 - GENDARMERIES	250 000,00 €	300 000,00 €	550 000,00 €
	AP	P159E39- ARCHIVES ETANCHEITE ET PHOTOVOLTAIQUE	P159- SITES CULTURELS ET SPORTIFS	180 000,00 €	100 000,00 €	280 000,00 €
	AP	P159E38-SOBRIETE ENERGIE ET OMBRIERES	P159- SITES CULTURELS ET SPORTIFS	800 000,00 €	100 000,00 €	900 000,00 €
	AP	P038E20 - RENOVATION DES LOCAUX	P038-BATIMENTS ADMINISTRATIFS	150 000,00 €	400 000,00 €	550 000,00 €
	AP	P047E08- PLAN DE RELANCE RENOVATION ENERGETIQUE 2020-2025/D	P047- COLLEGES PUBLICS	2 929 099,98 €	- 350 000,00 €	2 579 099,98 €
	AP	P047E35 ENERGIE - ACCELERATION SOBRIETE ENERGETIQUES 23-26 /D	P047- COLLEGES PUBLICS	4 800 000,00 €	- 1 250 000,00 €	3 550 000,00 €
	AE	P039E10 VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS SOCIAL 2022 -2027/ D	P039- BATIMENTS SOCIAUX	20 000,00 €	20 000,00 €	40 000,00 €
	AE	P040E10-VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS BAT TECH 2022-2027 / D	P040- BATIMENTS TECHNIQUES	175 000,00 €	45 000,00 €	220 000,00 €
	AE	P038E03- MARBOT - MARCHE MAINTENANCE MULTITECHNIQUE / 2022-2027 D	P038 - BATIMENTS ADMINISTRATIFS	1 050 000,00 €	100 000,00 €	1 150 000,00 €
	AE	P038E07- MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DES BATIMENTS DU DEPT/2020-2024 D	P038 - BATIMENTS ADMINISTRATIFS	80 000,00 €	25 000,00 €	105 000,00 €
ROUTES	AP	P020E02 - AMENAGEMENTS DE SECURITE 2021-2025/D	P020 - AMENAGEMENT DE SECURITE	3 780 000,00 €	1 220 000,00 €	5 000 000,00 €
	AP	P022E01 - AMENAGEMENTS DE BOURG ET TRAVERSES 2021-25/ D	P022 - AMENAGEMENTS ET TRAVERSES DE BOURGS	3 600 000,00 €	4 000 000,00 €	7 600 000,00 €
	AP	P023E02 - AMENAGEMENTS ROUTIERS (hors GOR) 2021-2025/D	P023 - AMENAGEMENTS ROUTIERS	5 425 000,00 €	575 000,00 €	6 000 000,00 €
	AP	P087E01 - ETUDES GENERALES	P087 - ETUDES GENERALES	900 000,00 €	200 000,00 €	1 100 000,00 €
	AE	P116E01 - VETEMENTS DE TRAVAIL-ROUTES 2021-2023 / D	P116 - MOYENS GENERAUX ROUTES	390 000 €	310 000 €	700 000,00 €
RESSOURCES HUMAINES	AE	P143E05 - EXPLOITATION ET GESTION RESTAURANT PERSONNEL / 2021-2025 D	P143 - RESSOURCES HUMAINES - ADMINISTRATION GENERALE 930	175 000 €	10 000 €	185 000,00 €
	AE	P146E05 - VETEMENTS DE TRAVAIL CD19 / 2023-2027 D	P146 - RESSOURCES HUMAINES - ENSEIGNEMENT 932	250 000,00 €	20 000,00 €	270 000,00 €
TOTAL				**30 901 853,79 €**	**7 493 000,00 €**	**38 394 853,79 €**

Les prorogations d'AP

La durée d'affectation des Autorisations de Programme suivantes est prorogée tel qu'il suit :

Durée actuelle d'affectation :
P043E04 ESPACES NATURELS SENSIBLES (ENS) / 2016-2024 D
P135E03 AUTONOMIE ET GESTION DE L'EAU - ASAFAC / 2019-2024 D

Nouvelle durée d'affectation :
P043E04 ESPACES NATURELS SENSIBLES (ENS) / 2016-2025 D
P135E03 AUTONOMIE ET GESTION DE L'EAU - ASAFAC / 2019-2026 D

Clôtures AP/AE

Service	Type AP/AE	Libellé de l'AP/AE
AFFAIRES GENERALES ASSEMBLEES	AP	P108E01 - MDD TRAVAUX INVESTISSEMENT 2016/2022 / D
BÂTIMENTS	AP	P041E01 - QUALYSE 2018-2021/D
CULTURE/PATRIMOINE	AP	P112E01 - ARCHIVES SUBVENTION DE RESTAURATION COMMUNES / 2017-2021 D
		P125E01 - SUBVENTION FONDATION PATRIMOINE / D
ROUTES	AP	P020E01 - AMENAGEMENTS DE SECURITE 2020/D
		P023E01 - AMENAGEMENTS ROUTIERS (hors grandes opérations) 2020/D
		P107E01 - DEGATS DIVERS 2020/D
		P107E03 - AMENAGEMENTS DE BOURG ET TRAVERSES 2021/ D
		P107E05 - PREPARATION DE CHAUSSEE 2020/D
		P121E01 - OUVRAGES D'ARTS 2020/D
		P139E01 - DEGATS DIVERS 2021/D
		P139E02 - RESEAUX DE DESSERTES PRINCIPALES ET SECONDAIRES 2020/D
		P140E01 - RESEAUX STRUCTURANTS ET DE LIAISON 2020/D
		P156E02 - DEGATS DIVERS 2021/D
TOURISME	AP	P186E01 - TOURISME INVESTISSEMENT PRIVES / 2015-2018 D
TRES HAUT DEBIT	AP	P075E01 - COUVERTURES TELEPHONIE MOBILE (800 Sites Prioritaires)
		P101E01 - 100% THD MOBILE
		P021E04 - 100 % FIBRE / 2017-2021 D
		P021E05 - PART EMPR CAP (MON521706EUR)
		P021E06 - PART EMP CAP (MON524307EUR)
		P021E07 - PART EMP CAP (MON524312EUR)

Adopté, à main levée, à la majorité, par 28 voix pour, 10 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-huit novembre, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Ghislaine DUBOST	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Monsieur Eric ZIOLO

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENTS : COLLECTIVITES TERRITORIALES/EPL : DEPARTEMENT DE LA CORREZE (1)

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 22192720500197

POSTE COMPTABLE : Payeur Départemental

M. 57

Décision modificative 1 (3)

Voté par fonction

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (4)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 6
B - Modalités de vote 7
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 8
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 9
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 11

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Vote et reports 13
A2 - Vue d'ensemble - Ventilation des opérations réelles et d'ordre 15
B1 - Présentation des AP votées 16
B2 - Présentation des AE votées 18
C - Récapitulation par groupes fonctionnels 19
D1 - Equilibre financier du budget - Investissement 24
D2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 26
E1 - Balance générale - Dépenses 28
E2 - Balance générale - Recettes 30

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 32
A.900 - Services généraux 36
A.900-5 - Gestion des fonds européens 39
A.901 - Sécurité 40
A.902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 41
A.903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 44
A.904 - Santé et action sociale (hors RSA) 47
A.904-4 - RSA 50
A.905 - Aménagement des territoires et habitat 51
A.906 - Action économique 54
A.907 - Environnement 56
A.908 - Transports 59
A.921 - Taxes non affectées 63
A.922 - Dotations et participations 64
A.923 - Dettes et autres opérations financières 65
A.925 - Opérations patrimoniales 66
A.926 - Transferts entre les sections 67
A.95 - Chapitres de prévision sans réalisation 70
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 71
B.930 - Services généraux 75
B.930-5 - Gestion des fonds européens 78
B.931 - Sécurité 79

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

B.932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 80
B.933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 83
B.934 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/régularisation de RMI) 86
B.934-3 - APA 89
B.934-4 - RSA/Régularisation de RMI 90
B.935 - Aménagement des territoires et habitat 91
B.936 - Action économique 94
B.937 - Environnement 96
B.938 - Transports 99
B.940 - Impositions directes 103
B.941 - Autres impôts et taxes 104
B.942 - Dotations et participations 105
B.943 - Opérations financières 106
B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus 107
B.945 - Provisions et autres opérations mixtes 108
B.946 - Transferts entre les sections 109
B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement 110
B.95 - Chapitres de prévision sans réalisation 111

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 112
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 115
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 118
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 119
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 120
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 123
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 126
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 129
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 130
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 133
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 135
A1.908 - Fonction 8 - Transports 138
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 142
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 144
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 150
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 151
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 152
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 156
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 162
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 168
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 169
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 170

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

A2.936 - Fonction 6 - Action économique 173
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 175
A2.938 - Fonction 8 - Transports 178

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 183
B3.1 - Etat des provisions constituées Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers Sans Objet
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet
B8 - Subventions versées Sans Objet
B9 - Etat du personnel 184
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 191
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 193
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 194

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 197

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

les chapitres des groupes 90 et 93 ne comprennent pas les opérations non ventilables de la rubrique 01 ;

les chapitres des groupes 92, 94 et 95 constituent les éléments de la rubrique 01 – opérations non ventilables ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	247 459

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	546,32

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1413,62
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1527,29
3	Dépenses d'équipement brut / population	224,60
4	Encours de dette / population (2) (3)	969,71
5	DGF / population	218,38
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	21,50%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	100,39%
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	14,71%
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	63,49%
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	13,00%

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement.

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7,5%
- Investissement : 7,5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1 0,00
Investissement	0,00	0,00	(3) 0,00	A2 0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(4) 0,00	A3 0,00

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1 0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	0,00
Investissement	**A2 + B2**	0,00
Fonctionnement	**A3 + B3**	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(I)	0,00
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL	(II)	0,00
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(III)	0,00
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL	(IV)	0,00
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-DF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A1

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	0,00	0,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	0,00	0,00
	TOTAL DU BUDGET (5)	0,00	0,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VENTILATION DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE — A2

VENTILATION DES OPÉRATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES (1)	ORDRE	TOTAL	REELLES (1)	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
P101E01	100% THD MOBILE	905	-350 000,00
P183E02	AGRICULTURE PROGRAMMATION / 2021-2027 D	906	300 000,00
P016E23	AIDES AUX PARTICULIERS - GUICHET HABITAT / 2025 D	905	2 000 000,00
P021E04	AMENAGEMENT NUMERIQUE 100% FIBRE SPL NATHD/ 2017-2021 D	905	-187 500,00
P022E01	AMENAGEMENTS DE BOURG ET TRAVERSES 2021-25/ D	908	4 000 000,00
P107E03	AMENAGEMENTS DE BOURG ET TRAVERSES 2021/ D	908	-8 514,01
P020E01	AMENAGEMENTS DE SECURITE 2020/D	908	-2 456 080,12
P020E02	AMENAGEMENTS DE SECURITE 2021-2025/D	908	1 220 000,00
P023E02	AMENAGEMENTS ROUTIERS (hors GOR) 2021-2025/D	908	575 000,00
P023E01	AMENAGEMENTS ROUTIERS (hors grandes opérations) 2020/D	908	-980 772,48
P159E39	ARCHIVES ETANCHEITE ET PHOTOVOLTAIQUE 23-25 / D	903	100 000,00
P112E01	ARCHIVES SUBVENTION DE RESTAURATION COMMUNES / 2017-2021 D	903	-5 675,66
P075E01	COUVERTURES TELEPHONIE MOBILE (800 Sites Prioritaires)	905, 907	-999,31
P107E01	DEGATS DIVERS 2020/D	908	-844 327,85
P156E02	DEGATS DIVERS 2021/D	908	-8 406,00
P039E22	ECONOMIE ET SUPERVISION DOMOTIQUE ENERGIE-MSD 2023-2025 / D	904	300 000,00
P040E15	ECONOMIE, SUPERVISION DOMOTIQUE ENERGIE-CERBF 2023-2025 / D	908	250 000,00
P047E35	ENERGIE - ACCELERATION SOBRIETE ENERGETIQUES 23-26 /D	902	-1 250 000,00
P087E01	ETUDES GENERALES	908	200 000,00
P016E18	MAINTIEN A DOMICILE / 2024 D	905	100 000,00
P016E22	MAINTIEN A DOMICILE / 2025 D	905	300 000,00
P135E20	MILIEUX AQUATIQUES PRIVES / 2025-2028 D	907	700 000,00
P040E04	MODERNISATION DES CERB 2021-2024 / D	908	200 000,00
P038E29	OMBRIERES PHOTOVOLTAIQUES-MARBOT BAT D 2023-2025 / D	900	240 000,00
P121E01	OUVRAGES D'ARTS 2020/D	908	-4 102 895,55
P047E08	PLAN DE RELANCE : RENOVATION ENERGETIQUE 2020-2025 / D	902	-350 000,00
P107E05	PREPARATION DE CHAUSSEE 2020/D	908	-1 085 132,38
P041E01	QUALYSE 2018-2021/D	906	-200 000,00
P094E06	RENOVATION - MODERNISATION CHAUFFAGE	900	300 000,00
P038E20	RENOVATION DES LOCAUX21-24 / D	900	400 000,00
P139E02	RESEAUX DE DESSERTES PRINCIPALES ET SECONDAIRES 2020/D	908	-243 179,00
P140E01	RESEAUX STRUCTURANTS ET DE LIAISON 2020/D	908	-9 599 088,74
P047E43	Renov 3 colleges - Uzerche - Merlines - J.Moulin Brive	902	8 000 000,00
P159E38	SOBRIETE ENERGIE ET OMBRIERES 2023-2024 / D	903	100 000,00
P125E01	SUBVENTION FONDATION PATRIMOINE / D	903	-44 858,64
P085E02	SUBVENTIONS INV. ASSOCIATIONS CONVENTIONNEES - 2018/2025 D	907	36 000,00
P186E01	TOURISME INVESTISSEMENT PRIVES / 2015-2018 D	906	-0,50
P039E26	UNITE DE REPIT TULLE - TRAVAUX INVEST	904	890 000,00
P108E01	à cloturerMDD TRAVAUX INVESTISSEMENT 2016/2022 / D	900	-6 000,00
TOTAL			**-1 512 430,24**

« AP de dépenses imprévues » (2)	950	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

TOTAL GENERAL	-1 512 430,24

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AE VOTEES — B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
P129E08	AIDE AUX ETUDIANTS MEDECINS ET EN MEDECINE 2025-2035/D	934	800 000,00
P033E10	ASSURANCE DOMMAGES AUX BIENS 2025-2029	930	1 000 000,00
P033E09	ASSURANCES DOMMAGES AUX OBJETS PRECIEUX 2025-2029	930	30 000,00
P033E14	ASSURANCES FLOTTE AUTOMOBILE 2025-2029	930	3 000 000,00
P033E11	ASSURANCES PROTECTION JURIDIQUE 2025-2029	930	4 000,00
P033E12	ASSURANCES RESPONSABILITE CIVILE 2025-2029	930	2 000 000,00
P033E13	ASSURANCES RISQUES STATUTAIRES 2025-2029	930	600 000,00
P143E05	EXPLOITATION ET GESTION RESTAURANT PERSONNEL / 2021-2025 D	930	10 000,00
P003E04	FORMATION OBLIGATOIRE DES ASSISTANTES MATERNELLES 2025-2029	934	270 000,00
P038E07	MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DES BATIMENTS DU DEPT/2020-2024 D	930	25 000,00
P038E03	MARBOT - MARCHE MAINTENANCE MULTITECHNIQUE / 2022-2027 D	930	100 000,00
P169E07	MARCHE DE FOURNITURES INTERNET 2025-2028 /D	930	1 000 000,00
P169E06	MARCHE DE FOURNITURES TELECOMMUNICATION 2025-2028/ D	930	800 000,00
P208E01	PREFIGURATION SPDA/D	934	50 000,00
P161E19	SAISON 2025-2026 CLUBS ELITE PROFESSIONNELS	933	1 000,00
P172E01	SOUTIEN AUX ACTIVITES AGRICOLES-FONCTIONNEMENT / 2019-2025D	935, 937	140 000,00
P017E11	SUBVENTIONS AUX ACTEURS CULTURELS SUBVENTIONS 2025	933	50 000,00
P040E10	VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS BAT TECH 2022-2027 / D	938	45 000,00
P039E10	VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS SOCIAL 2022 -2027/ D	934	20 000,00
P146E05	VETEMENTS DE TRAVAIL CD19 / 2023-2027 D	932	20 000,00
P116E01	VETEMENTS DE TRAVAIL-ROUTES 2021-2023 / D	938	310 000,00
TOTAL			**10 275 000,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	952	0,00

TOTAL GENERAL	**10 275 000,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS — C

SECTION	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)
AP VOTEES	**660 000,00**		**-1 512 430,24**	**-1 512 430,24**	**-1 512 430,24**
Dont dépenses imprévues (950)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**
AE VOTEES	**1 604 406,40**		**10 275 000,00**	**10 275 000,00**	**10 275 000,00**
Dont dépenses imprévues (952)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**187 033 802,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
90 Opérations ventilées	81 031 649,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- en AP/CP (2)	76 136 580,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
- hors AP/CP (2)	4 895 069,00	0,00	-50 000,00	-50 000,00	-50 000,00
Dont opérations pour comptes de tiers	4 640 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	52 504 099,96	0,00	0,00	0,00	0,00
001 Solde exécution invest. reporté	53 498 053,04		0,00	0,00	0,00
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**187 033 802,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
90 Opérations ventilées	13 121 979,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Recettes affectées	8 596 157,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité	4 525 822,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	62 050 799,96	0,00	0,00	0,00	0,00
954 Produit des cessions d'immobilisations	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
951 Virement de la section de fonctionnement	*68 212 970,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	43 498 053,04		0,00	0,00	0,00
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**450 584 776,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
93 Services ventilés	318 453 919,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- en AE/CP	14 518 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AE/CP	303 935 169,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94 Services communs non ventilés	63 917 887,00	0,00	0,00	0,00	0,00
953 Virement à la section d'investissement	*68 212 970,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**450 584 776,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
93 Services ventilés	107 550 362,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94 Services communs non ventilés	275 401 178,46	0,00	0,00	0,00	0,00
002 Résultat de fonctionnement reporté	67 633 235,54		0,00	0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 1) — C

SECTION	DONT Fonction 0 Services généraux (hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
AP VOTEES	**934 000,00**	**0,00**	**0,00**	**6 400 000,00**	**149 465,70**	**1 190 000,00**
Dont dépenses imprévues (950)						
AE VOTEES	**8 569 000,00**	**0,00**	**0,00**	**20 000,00**	**51 000,00**	**1 140 000,00**
Dont dépenses imprévues (952)						
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**147 653,00**	**0,00**	**0,00**	**-17 653,00**	**294 121,00**	**200 000,00**
90 Opérations ventilées	147 653,00	0,00	0,00	-17 653,00	294 121,00	200 000,00
- en AP/CP (2)	147 653,00	0,00	0,00	-17 653,00	260 500,00	250 000,00
- hors AP/CP (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	33 621,00	-50 000,00
Dont opérations pour comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées						
001 Solde exécution invest. reporté						
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
90 Opérations ventilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	0,00					
954 Produit des cessions d'immobilisations						
951 Virement de la section de fonctionnement						
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés						
001 Solde exécution invest. reporté						

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

SECTION	DONT Fonction 0 Services généraux (hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
93 Services ventilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- en AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94 Services communs non ventilés						
953 Virement à la section d'investissement						
002 Résultat de fonctionnement reporté						
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
93 Services ventilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94 Services communs non ventilés						
002 Résultat de fonctionnement reporté						

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport aubudget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 2) — C

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
AP VOTEES		**0,00**	**1 861 500,00**	**99 999,50**	**736 000,69**	**-12 883 396,13**	
Dont dépenses imprévues (950)							
AE VOTEES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**140 000,00**	**355 000,00**	
Dont dépenses imprévues (952)							
DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**-1 108 621,00**	**100 000,00**	**-680 000,00**	**1 064 500,00**	
90 Opérations ventilées		0,00	-1 108 621,00	100 000,00	-680 000,00	1 064 500,00	
- en AP/CP (2)		0,00	-1 075 000,00	100 000,00	-680 000,00	1 064 500,00	
- hors AP/CP (2)		0,00	-33 621,00	0,00	0,00	0,00	
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées							
001 Solde exécution invest. reporté							
RECETTES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)							
954 Produit des cessions d'immobilisations							
951 Virement de la section de fonctionnement							
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés							
001 Solde exécution invest. reporté							
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
93 Services ventilés (dont APA et RSA)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- en AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
- hors AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
94 Services communs non ventilés							
953 Virement à la section d'investissement							
002 Résultat de fonctionnement reporté							
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
93 Services ventilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
94 Services communs non ventilés							
002 Résultat de fonctionnement reporté							

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport aubudget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – INVESTISSEMENT — D1

OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
90 Opérations ventilées	**0,00**	**0,00**
900 Services généraux	147 653,00	0,00
900-5 Gestion des fonds européens	0,00	0,00
901 Sécurité	0,00	0,00
902 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	-17 653,00	0,00
903 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	294 121,00	0,00
904 Santé et action sociale (hors RSA)	200 000,00	0,00
904-4 RSA	0,00	0,00
905 Aménagement des territoires et habitat	-1 108 621,00	0,00
906 Action économique	100 000,00	0,00
907 Environnement	-680 000,00	0,00
908 Transports	1 064 500,00	0,00
909 Fonction en réserve		
92 Opérations non ventilées	**0,00**	**0,00**
921 Taxes non affectées	0,00	0,00
922 Dotations et participations (sauf affectations au R1068)	0,00	0,00
923 Dettes et autres opérations financières	0,00	0,00
95 Chapitres de prévision sans réalisation		**0,00**
954 Produit des cessions d'immobilisations		0,00
TOTAL	I **0,00**	II **0,00**

OPERATIONS D'ORDRE

925 Opérations patrimoniales	0,00	0,00
926 Transferts entre les sections (2)	*0,00*	*0,00*
951 Virement de la section de fonctionnement		*0,00*
TOTAL	III **0,00**	IV **0,00**

AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R(926 + 951) - D926 :…… 0,00

001 Solde exécution invest. reporté (3)	V 0,00	VI 0,00
922 – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés		VII 0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**0,00**	II + IV + VI + VII	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – FONCTIONNEMENT	D2

OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES		RECETTES	
93 Services ventilés		**0,00**		**0,00**
930 Services généraux		0,00		0,00
930-5 Gestion des fonds européens		0,00		0,00
931 Sécurité		0,00		0,00
932 Enseign.,form. professionnelle, apprent.		0,00		0,00
933 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs		0,00		0,00
934 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)		0,00		0,00
934-3 APA		0,00		0,00
934-4 RSA / Régularisations de RMI		0,00		0,00
935 Aménagement des territoires et habitat		0,00		0,00
936 Action économique		0,00		0,00
937 Environnement		0,00		0,00
938 Transports		0,00		0,00
939 Fonction en réserve				
94 Services communs non ventilés		**0,00**		**0,00**
940 Impositions directes		0,00		0,00
941 Autres impôts et taxes		0,00		0,00
942 Dotations et participations		0,00		0,00
943 Opérations financières		0,00		0,00
944 Frais de fonctionnement groupes d'élus		0,00		0,00
945 Provisions et autres opérations mixtes (2)		0,00		0,00
TOTAL	I	**0,00**	II	**0,00**

OPERATIONS D'ORDRE

946 Transferts entre les sections (2)		*0,00*		*0,00*
947 Transferts à l'intérieur de la section		*0,00*		*0,00*
953 Virement à la section d'investissement		*0,00*		
TOTAL	III	**0,00**	IV	**0,00**

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D(946 + 953) - R946 :……	**0,00**

002 Résultat de fonctionnement reporté (3)	V	0,00	VI	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**0,00**	II + IV + VI	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 68 et 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — E1

	INVESTISSEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses d'investissement – Total		**187 033 802,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**119 425 248,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	34 119 999,96	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018)	3 785 491,92	0,00	11 274,00	11 274,00	11 274,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (4)	25 433 619,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018)	29 212 564,98	0,00	-80 253,97	-80 253,97	-80 253,97
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324 et 018)	17 941 173,10	0,00	68 979,97	68 979,97	68 979,97
26	Participations et créances rattachées	3 622 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	651 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitre d'opérations pour compte de tiers	4 640 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		***14 110 500,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3)*	*5 010 500,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*9 100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
001	Solde exécution invest. reporté	53 498 053,04			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(4) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE – DEPENSES

II

E1

	FONCTIONNEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses de fonctionnement – Total		**450 584 776,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**349 814 206,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général (hors 016 et 017)	26 426 207,40	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (hors 016 et 017)	74 351 757,64	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	9 737 949,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586, 016 et 017)	112 250 826,25	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	314 637,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	5 901 960,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (hors 016 et 017)	229 457,71	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (hors 016 et 017)	22 000 000,00		0,00	0,00	0,00
016	APA	31 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	67 001 411,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		***100 770 570,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3)*	*32 557 600,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
023	*Virement à la section d'investissement*	*68 212 970,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE – RECETTES

II

E2

	INVESTISSEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes d'investissement – Total		**187 033 802,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**33 665 178,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	5 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	6 946 157,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	14 499 999,96	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018) (3)	1 650 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324et 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	72 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	421 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	4 525 822,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		***109 870 570,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*32 557 600,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*9 100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*68 212 970,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	43 498 053,04		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Exceptionnellement, les chapitres 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE – RECETTES

II

E2

	FONCTIONNEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes de fonctionnement – Total		**450 584 776,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**377 941 040,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	5 081 123,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	96 899 981,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	106 331 874,46	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (sauf 016 et 017)	76 002 832,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (sauf 016 et 017)	18 735 984,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (sauf 016 et 017)	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (sauf 016 et 017)	0,00		0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (sauf 016 et 017)	907 022,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	18 290 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	55 655 224,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		***5 010 500,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3)*	*5 010 500,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
002	Résultat de fonctionnement reporté	67 633 235,54		0,00	0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	**Opérations ventilées**	**81 031 649,00**	**0,00**	**-1 512 430,24**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**-50 000,00**	**0,00**
900	Services généraux	4 910 278,00	0,00	934 000,00	147 653,00	147 653,00	147 653,00	0,00	147 653,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	157 656,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	7 522 537,00	0,00	6 400 000,00	-17 653,00	-17 653,00	-17 653,00	0,00	-17 653,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	8 774 767,00	0,00	149 465,70	294 121,00	294 121,00	260 500,00	33 621,00	294 121,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	3 643 538,00	0,00	1 190 000,00	200 000,00	200 000,00	250 000,00	-50 000,00	200 000,00
904-4	RSA	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	13 503 830,00	0,00	1 861 500,00	-1 108 621,00	-1 108 621,00	-1 075 000,00	-33 621,00	-1 108 621,00
906	Action économique	1 114 539,00	0,00	99 999,50	100 000,00	100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00
907	Environnement	6 006 730,00	0,00	736 000,69	-680 000,00	-680 000,00	-680 000,00	0,00	-680 000,00
908	Transports	35 389 774,00	0,00	-12 883 396,13	1 064 500,00	1 064 500,00	1 064 500,00	0,00	1 064 500,00
909	Fonction en réserve								
92	**Opérations non ventilées**	**52 504 099,96**	**0,00**		**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
921	Taxes non affectées	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	38 393 599,96	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
925	*Opérations patrimoniales*	*9 100 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
926	*Transferts entre les sections*	*5 010 500,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
95	***Chapitre de prévision sans réalisation***			**0,00**					
950	Dépenses imprévues			0,00					
TOTAL des groupes fonctionnels		**133 535 748,96**	**0,00**	**-1 512 430,24**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**-50 000,00**	**0,00**

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (5)	**0,00**

TOTAL	**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

(2) La colonne RAR n’est à renseigner qu’en l’absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Il s’agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Le solde d’exécution est le résultat constaté de l’exercice précédent qui fait l’objet d’un report et non d’un vote de l’assemblée.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
90	**Opérations ventilées**	**13 121 979,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
900	Services généraux	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	1 329 667,00	0,00	0,00	0,00	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 750 312,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	52 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	4 524 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	66 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	2 250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Fonction en réserve					
92	**Opérations non ventilées**	**62 050 799,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations (sauf R922 - 1068)	-38 098 053,04	0,00	0,00	0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	58 491 253,00	0,00	0,00	0,00	0,00
925	*Opérations patrimoniales*	*9 100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
926	*Transferts entre les sections (4)*	*32 557 600,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**68 362 970,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
951	*Virement de la section de fonctionnement*	*68 212 970,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
954	Produit des cessions d'immobilisations	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL des groupes fonctionnels		**143 535 748,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (5)	**0,00**
1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)	**0,00**
TOTAL	**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée des résultats au budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

(6) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES

A 900

Détail par articles

CHAPITRE 900 – Services généraux | **AP (1) =** **934 000,00**

Libellé	90-02 Administration générale							
	90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**4 730 278,00**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**160 000,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**147 653,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**147 653,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	147 653,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 900

Détail par articles

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 1)

Libellé	90-03 Conseils						
	90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
				90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 900

Détail par articles

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 2)

Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 910 278,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**147 653,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**147 653,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**147 653,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

A 900-5

CHAPITRE 900-5 – Gestion des fonds européens | **AP (1) =** **0,00**

Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

A 901

CHAPITRE 901 – Sécurité | **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**31 116,00**	**0,00**	**126 540,00**	**157 656,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES

A 902

Détail par articles

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage | **AP (1) =** **6 400 000,00**

Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré			90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires
	90-201 Services communs	90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés		
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**947 837,00**	**6 530 197,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-17 653,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-17 653,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	-17 653,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 329 667,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 902

Détail par articles

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	90-25 Formation professionnelle												
	90-251 Insertion sociale et professionnelle	90-252 Formation professionnalisante personnes	90-253 Formation certifiante des personnes	90-254 Formation des actifs occupés	90-255 Rémunération des stagiaires	90-256 CNFPT - Formation des actifs occupés					90-257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		90-258 Autres
						90-2561 Missions statutaires et règlementaires	90-2562 Développement des compétences	90-2563 Évolution et transition professionnelle	90-2564 Organisation des activités pédagogiques	90-2565 Autres	90-2571 Concours	90-2572 Missions administratives	
DEPENSES D'EQUIPEMENT													
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS													
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**44 502,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 522 537,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-17 653,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-17 653,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**-17 653,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 329 667,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | **AP (1) = 149 465,70**

Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
		90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**1 500,00**	**46 880,00**	**842 164,80**	**1 110 404,00**	**5 203 336,48**	**209 385,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**86 000,03**	**-130 000,00**	**13 120,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**86 000,03**	**-130 000,00**	**13 120,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	86 000,03	-130 000,00	-20 500,03	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	33 621,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 525 822,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 903

Détail par articles

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)					
	90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**70 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**749 913,00**	**14 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**245 000,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**245 000,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	245 000,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**224 490,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 903

Détail par articles

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**180 000,00**	**346 683,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 774 767,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**80 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**294 121,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**80 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**294 121,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	**260 500,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**33 621,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 750 312,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) **AP (1) = 1 190 000,00**

Libellé	90-41 Santé					
	90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**19 000,00**	**0,00**	**0,00**	**158 101,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**250 000,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**250 000,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 904

Détail par articles

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Libellé	90-42 Action sociale							
	90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
		90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**2 461 800,00**	**0,00**	**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**253 637,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**-50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**-50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	-50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 904

Détail par articles

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
	90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**65 000,00**	**0,00**	**0,00**	**685 000,00**	**3 643 538,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**250 000,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**-50 000,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**52 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES

A 904-4

Détail par articles

CHAPITRE 904-4 – RSA **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat | **AP (1) = 1 861 500,00**

Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
	90-501 Services communs	90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**463 652,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
				90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**10 978 572,88**	**0,00**	**1 143 500,00**	**21 000,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**-1 108 621,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**-1 108 621,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	-1 075 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	-33 621,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**4 524 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 905

Détail par articles

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**61 605,12**	**0,00**	**835 500,00**	**0,00**	**13 503 830,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-1 108 621,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-1 108 621,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-1 075 000,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-33 621,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 524 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 906

CHAPITRE 906 – Action économique | **AP (1) =** **99 999,50**

Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
				90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
				90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**13 520,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**332 500,00**	**606 950,00**	**161 569,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 906

Détail par articles

CHAPITRE 906 –Action économique (suite)

Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 114 539,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**100 000,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES

A 907

Détail par articles

CHAPITRE 907 – Environnement | **AP (1) =** **736 000,69**

Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
				90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 907

Détail par articles

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 1)

Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
	90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**397 946,00**	**321 542,00**	**1 431 497,00**	**109 342,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**-130 000,00**	**-450 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**-130 000,00**	**-450 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	-130 000,00	-450 000,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 907

Détail par articles

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 2)

Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**480 970,00**	**0,00**	**3 265 433,00**	**6 006 730,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-100 000,00**	**-680 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-100 000,00**	**-680 000,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-100 000,00	**-680 000,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**66 000,00**	**66 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

A 908

CHAPITRE 908 – Transports | **AP (1) =** **-12 883 396,13**

Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
			90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**88 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 908

Détail par articles

CHAPITRE 908 – Transports (suite 1)

Libellé	90-83 Transports de marchandises						
	90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 908

Détail par articles

CHAPITRE 908 – Transports (suite 2)

Libellé	90-84 Voirie							
	90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**32 727 000,00**	**0,00**	**2 558 211,00**	**0,00**	**16 463,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**144 500,00**	**0,00**	**920 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**144 500,00**	**0,00**	**920 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	144 500,00	**0,00**	**920 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**2 250 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 908

Détail par articles

CHAPITRE 908 – Transports (suite 3)

Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 389 774,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 064 500,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 064 500,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 064 500,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 250 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 921

CHAPITRE 921 – Taxes non affectées

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 922

CHAPITRE 922 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES (5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**5 400 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 400 000,00**
10222	FCTVA	5 400 000,00	0,00	0,00	0,00	5 400 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Reversement de dotations (trop perçu).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 923

CHAPITRE 923 – Dettes et autres opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**38 393 599,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 393 599,96**
1641	Emprunts en euros	27 302 189,10	0,00	0,00	0,00	27 302 189,10
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	2 317 810,90	0,00	0,00	0,00	2 317 810,90
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	4 499 999,96	0,00	0,00	0,00	4 499 999,96
261	Titres de participation	3 622 000,00	0,00	0,00	0,00	3 622 000,00
2748	Autres prêts	630 000,00	0,00	0,00	0,00	630 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	21 600,00	0,00	0,00	0,00	21 600,00
	RECETTES	**58 491 253,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58 491 253,00**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	43 498 053,04	0,00	0,00	0,00	43 498 053,04
1641	Emprunts en euros	10 000 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000 000,00
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	4 499 999,96	0,00	0,00	0,00	4 499 999,96
261	Titres de participation	72 000,00	0,00	0,00	0,00	72 000,00
2741	Prêts aux collectivités et groupements	421 200,00	0,00	0,00	0,00	421 200,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 925

CHAPITRE 925 – Opérations patrimoniales

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	***9 100 000,00***	***0,00***	***0,00***
16441	*Opérations afférentes à l'emprunt*	*4 500 000,00*	*0,00*	*0,00*
16451	*Remb. temporaires emprunts en euros*	*3 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
2151	*Réseaux de voirie*	*1 200 000,00*	*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*250 000,00*	*0,00*	*0,00*
2317	*Immo. corporelles reçues mise à dispo.*	*150 000,00*	*0,00*	*0,00*
	RECETTES (3)	***9 100 000,00***	***0,00***	***0,00***
16441	*Opérations afférentes à l'emprunt*	*3 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
16451	*Remb. temporaires emprunts en euros*	*4 500 000,00*	*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*1 200 000,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 926

CHAPITRE 926 – Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES DE L'EXERCICE (3)	**5 010 500,00**	**0,00**	**0,00**
	Reprises sur autofinancement	**4 000 000,00**	**0,00**	**0,00**
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	197 163,09	0,00	0,00
13912	*Subv. transf. Régions*	20 266,00	0,00	0,00
139148	*Subv. transf. Autres communes*	2 789,00	0,00	0,00
139172	*Subv. transf. FEDER*	48 355,09	0,00	0,00
139178	*Autres fonds européens*	2 410,00	0,00	0,00
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	1 818 291,91	0,00	0,00
139311	*DGE*	117 064,51	0,00	0,00
1393121	*Dotation départementale équip. collèges*	1 329 667,00	0,00	0,00
139313	*Dot. soutien à l'invest des départements*	463 993,40	0,00	0,00
	Charges transférées	**1 010 500,00**	**0,00**	**0,00**
2151	*Réseaux de voirie*	1 000 000,00	0,00	0,00
311	*Mat. Premières, fournitures hors terrain*	10 500,00	0,00	0,00
	RECETTES DE L'EXERCICE (4) (5)	**32 557 600,00**	**0,00**	**0,00**
	Amortissement des immobilisations	**31 700 000,00**	**0,00**	**0,00**
28031	*Frais d'études*	255 541,72	0,00	0,00
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	8 333,00	0,00	0,00
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	70 654,00	0,00	0,00
28041481	*Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel*	439 288,80	0,00	0,00
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	8 460 556,55	0,00	0,00
280415331	*ADM : Bien mobilier, matériel*	117 800,00	0,00	0,00
280415332	*ADM : Bâtiments, installations*	2 446 901,55	0,00	0,00
280415341	*IC : Bien mobilier, matériel*	34 126,60	0,00	0,00
280415342	*IC : Bâtiments, installations*	1 844 690,46	0,00	0,00
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	92 768,52	0,00	0,00
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	1 380 066,32	0,00	0,00
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	47 861,00	0,00	0,00
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	420 636,50	0,00	0,00
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	171 408,48	0,00	0,00
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	1 714 393,40	0,00	0,00
280423	*Privé : Projet infrastructure*	1 875,00	0,00	0,00
280431	*Subv.Scol : Bien mobilier, matériel*	92 407,80	0,00	0,00
280432	*Subv.Scol : Bâtiments, installations*	409,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	912 337,40	0,00	0,00
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	18 140,00	0,00	0,00
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	5 837,00	0,00	0,00
28128	*Autres aménagements de terrains*	1 080,00	0,00	0,00
281311	*Bâtiments administratifs*	781 801,00	0,00	0,00
281312	*Bâtiments scolaires*	692 438,00	0,00	0,00
281313	*Bâtiments sociaux et médico-sociaux*	192 282,00	0,00	0,00
281314	*Bâtiments culturels et sportifs*	1 049 037,00	0,00	0,00
281318	*Autres bâtiments publics*	286 154,39	0,00	0,00
281321	*Immeubles de rapport*	332,00	0,00	0,00
281351	*Bâtiments publics*	551 585,40	0,00	0,00
281352	*Bâtiments privés*	28 616,00	0,00	0,00
28141	*Construct° sol autrui - Bâtiments public*	28 028,00	0,00	0,00
28152	*Installations de voirie*	509 297,61	0,00	0,00
281538	*Autres réseaux*	66 158,00	0,00	0,00
281572	*Matériel technique scolaire*	72 291,00	0,00	0,00
2815731	*Matériel roulant*	261 294,93	0,00	0,00
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	267 384,29	0,00	0,00
281578	*Autre matériel technique*	119 685,65	0,00	0,00
2817311	*Bâtiments administratifs (m. à dispo)*	53 866,00	0,00	0,00
2817312	*Bâtiments scolaires (m. à dispo)*	327 312,00	0,00	0,00
2817313	*Bâtiments sociaux et médico-sociaux (mad*	1 989,00	0,00	0,00
2817314	*Bâtiments culturels et sportifs (m. à di*	50 191,00	0,00	0,00
2817318	*Autres bâtiments publics (m. à dispo)*	5 352,00	0,00	0,00
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	454 583,62	0,00	0,00
281788	*Autres immo. corporelles (m. à dispo)*	283,00	0,00	0,00
28181	*Installations générales, aménagt divers*	15 549,84	0,00	0,00
281828	*Autres matériels de transport*	1 028 627,00	0,00	0,00
281831	*Matériel informatique scolaire*	234 416,50	0,00	0,00
281838	*Autre matériel informatique*	669 564,95	0,00	0,00
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	40 439,42	0,00	0,00
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	74 508,65	0,00	0,00
28185	*Matériel de téléphonie*	47 401,35	0,00	0,00
28188	*Autres immo. corporelles*	5 194 539,30	0,00	0,00
28281	*Install. générales, agencements (affect)*	57 878,00	0,00	0,00
	Autres	**857 600,00**	**0,00**	**0,00**
311	*Mat. Premières, fournitures hors terrain*	10 430,00	0,00	0,00
4815	*Charges liées à crise sanitaire Covid-19*	847 170,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION	A 95

95 – Chapitre de prévision sans réalisation

Chapitre	Libellé	Budget de l'exercice (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AP lors de la séance budgétaire
	DEPENSES				**0,00**
950	Dépenses imprévues				0,00
	RECETTES	**68 362 970,00**	**0,00**	**0,00**	
951	*Virement de la section de fonctionnement*	*68 212 970,00*	*0,00*	*0,00*	
954	Produit des cessions d'immobilisations	150 000,00	0,00	0,00	

(1) Le contenu de la colonne « Budget de l'exercice » est défini dans l'état I-B.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	**Services ventilés**	**318 453 919,00**	**0,00**	**10 275 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
930	Services généraux	21 822 577,00	0,00	8 569 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	204 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931	Sécurité	10 701 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	16 854 120,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	8 185 214,00	0,00	51 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	123 823 450,00	0,00	1 140 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-3	APA	31 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	67 001 411,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	3 570 645,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Action économique	4 416 535,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937	Environnement	2 043 580,00	0,00	140 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938	Transports	28 231 386,79	0,00	355 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939	Fonction en réserve								
94	**Services communs non ventilés**	**63 917 887,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
940	Impositions directes	746 400,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	2 393 040,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
943	Opérations financières	5 905 210,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	315 637,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (5)	22 000 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
946	*Transferts entre les sections (5)*	*32 557 600,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
947	*Transferts à l'intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**68 212 970,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
952	Dépenses imprévues			0,00					
953	*Virement à la section d'investissement*	*68 212 970,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
TOTAL des groupes fonctionnels		**450 584 776,00**	**0,00**	**10 275 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (6)	0,00
TOTAL	**0,00**

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Les comptes 68 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(6) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	**Services ventilés**	**107 550 362,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
930	Services généraux	1 934 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	1 318 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	837 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	463 248,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	24 743 491,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-3	APA	18 290 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	55 655 224,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	1 160 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Action économique	1 370 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937	Environnement	313 517,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938	Transports	1 463 032,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939	Fonction en réserve					
94	**Services communs non ventilés**	**275 401 178,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
940	Impositions directes	126 442 850,46	0,00	0,00	0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	78 539 005,00	0,00	0,00	0,00	0,00
942	Dotations et participations	65 383 823,00	0,00	0,00	0,00	0,00
943	Opérations financières	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
946	*Transferts entre les sections (4)*	*5 010 500,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
947	*Transferts à l'intérieur de la section*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL des groupes fonctionnels		**382 951 540,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (5)	**0,00**
TOTAL	**0,00**

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les comptes 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux | **AE (1) = 8 569 000,00**

Libellé	93-02 Administration générale							
	93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**18 131 721,00**	**277 000,00**	**403 856,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 106 000,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**1 008 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**926 000,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 1)

Libellé	93-03 Conseils						
	93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
				93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**1 396 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 930

Détail par articles

CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 2)

Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**508 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 822 577,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 934 900,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 930-5

CHAPITRE 930-5 – Gestion des fonds européens | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**204 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**204 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**1 318 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 318 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 931

CHAPITRE 931 – Sécurité **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**10 660 000,00**	**0,00**	**41 000,00**	**10 701 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 932

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage | **AE (1) = 20 000,00**

Libellé	93-20 Services communs	93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré			93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires
	93-201 Services communs	93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**11 243 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 093 120,00**	**0,00**	**0,00**	**168 000,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**37 650,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**800 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 932

Détail par articles

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	93-25 Formation professionnelle												
	93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 CNFPT - Formation des actifs occupés					93-257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		93-258 Autres
						93-2561 Missions statutaires et règlementaires	93-2562 Développement des compétences	93-2563 Évolution et transition professionnelle	93-2564 Organisation des activités pédagogiques	93-2565 Autres	93-2571 Concours	93-2572 Missions administratives	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT													
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT													
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 932

Détail par articles

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**7 000,00**	**0,00**	**338 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**16 854 120,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**837 650,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | **AE (1) = 51 000,00**

Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
		93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**2 748 000,00**	**2 221 700,00**	**63 050,00**	**156 816,97**	**909 610,00**	**165 937,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**66 000,00**	**0,00**	**37 748,00**	**119 944,00**	**7 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 933

Détail par articles

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)					
	93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 116,81**	**95 974,33**	**1 458 508,86**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**154 556,00**	**3 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 933

Détail par articles

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**82 500,00**	**278 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 185 214,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**75 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**463 248,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) **AE (1) = 1 140 000,00**

Libellé	93-41 Santé					
	93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**1 800 500,00**	**602 011,00**	**383 100,00**	**0,00**	**761 298,00**	**402 550,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**68 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 934

Détail par articles

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 1)

Libellé	93-42 Action sociale							
	93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
		93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**29 467 969,34**	**41 500,00**	**965 893,15**	**457 139,00**	**16 390 085,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**1 040 450,00**	**0,00**	**0,00**	**350 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 934

Détail par articles

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 2)

Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	93-423 Famille et enfance			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
	93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**159 669,00**	**714 331,00**	**16 666 094,00**	**70 000,00**	**53 407 040,00**	**1 534 270,51**	**123 823 450,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**150 000,00**	**7 552 966,00**	**3 740 041,00**	**0,00**	**11 578 034,00**	**264 000,00**	**24 743 491,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 934-3

CHAPITRE 934-3 – APA **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**10 500,00**	**15 290 000,00**	**930 000,00**	**15 369 500,00**	**31 600 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**17 800 000,00**	**450 000,00**	**20 500,00**	**19 500,00**	**18 290 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 934-4

CHAPITRE 934-4 – RSA / Régularisations de RMI **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**106 868,00**	**19 100,00**	**190 000,00**	**791 388,00**	**0,00**	**890 500,00**	**64 963 405,00**	**40 150,00**	**67 001 411,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**650 000,00**	**0,00**	**0,00**	**55 005 224,00**	**0,00**	**55 655 224,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
	93-501 Services communs	93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**1 528 360,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 935

Détail par articles

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
				93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**1 220 255,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**1 005 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 935

Détail par articles

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**525 894,21**	**0,00**	**0,00**	**296 136,00**	**3 570 645,21**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**155 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 160 500,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 936

CHAPITRE 936 – Action économique | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles			
				93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
				93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 432 435,00**	**0,00**	**945 000,00**	**1 798 100,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**1 366 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 936

CHAPITRE 936 –Action économique (suite)

Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**241 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 416 535,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 370 800,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 937

CHAPITRE 937 – Environnement | **AE (1) = 140 000,00**

Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
				93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**972 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**33 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 937

Détail par articles

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 1)

Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
	93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**10 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 937

Détail par articles

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 2)

Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 550,00**	**0,00**	**1 032 030,00**	**2 043 580,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**279 817,00**	**313 517,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

B 938

Détail par articles

CHAPITRE 938 – Transports | **AE (1) =** **355 000,00**

Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
			93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**15 129 881,67**	**6 091 349,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 938

Détail par articles

CHAPITRE 938 – Transports (suite 1)

Libellé	93-83 Transports de marchandises						
	93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 938

Détail par articles

CHAPITRE 938 – Transports (suite 2)

Libellé	93-84 Voirie							
	93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**6 650 156,12**	**0,00**	**0,00**	**360 000,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**1 458 032,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 938

Détail par articles

CHAPITRE 938 – Transports (suite 3)

Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 231 386,79**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 463 032,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 940

CHAPITRE 940 – Impositions directes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**746 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**746 400,00**
73951	Fraction compensatoire TFPB et THRP	635 970,00	0,00	0,00	0,00	635 970,00
73952	Fraction compensatoire de la CVAE	110 430,00	0,00	0,00	0,00	110 430,00
	RECETTES	**126 442 850,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**126 442 850,46**
73112	Cotisation sur la VAE	12 925 180,46	0,00	0,00	0,00	12 925 180,46
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	2 750 666,00	0,00	0,00	0,00	2 750 666,00
73171	Taxe sur les conventions d'assurance	24 367 023,00	0,00	0,00	0,00	24 367 023,00
73221	FNGIR	5 869 922,00	0,00	0,00	0,00	5 869 922,00
7324	Frais de gestion de la TFPB	4 810 000,00	0,00	0,00	0,00	4 810 000,00
7351	Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi.	74 450 059,00	0,00	0,00	0,00	74 450 059,00
7358	Autres	1 270 000,00	0,00	0,00	0,00	1 270 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES

Détail par articles

III

B 941

CHAPITRE 941 – Autres impôts et taxes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**2 393 040,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 393 040,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	193 040,00	0,00	0,00	0,00	193 040,00
7392251	Prélèv. fonds national péréquat° DMTO	2 200 000,00	0,00	0,00	0,00	2 200 000,00
	RECETTES	**78 539 005,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**78 539 005,00**
73121	Taxe dpt. pub foncière, droit dpt. enreg	25 000 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000 000,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	3 500 000,00	0,00	0,00	0,00	3 500 000,00
731421	TICPE - LRL	4 825 000,00	0,00	0,00	0,00	4 825 000,00
73171	Taxe sur les conventions d'assurance	32 064 005,00	0,00	0,00	0,00	32 064 005,00
732251	Attrib./fonds national péréquation DMTO	10 500 000,00	0,00	0,00	0,00	10 500 000,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	2 650 000,00	0,00	0,00	0,00	2 650 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 942

CHAPITRE 942 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**65 383 823,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**65 383 823,00**
74121	Dotation forfaitaire des départements	21 050 000,00	0,00	0,00	0,00	21 050 000,00
741221	Dotation fonctionnement minimale départ.	14 100 000,00	0,00	0,00	0,00	14 100 000,00
741223	Dotation compensation départements	18 889 848,00	0,00	0,00	0,00	18 889 848,00
744	FCTVA	110 000,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00
74621	DGD des départements	2 728 326,00	0,00	0,00	0,00	2 728 326,00
748312	D.C.R.T.P.	6 478 080,00	0,00	0,00	0,00	6 478 080,00
74835	D.T.C. exonération fiscalité directe	2 027 569,00	0,00	0,00	0,00	2 027 569,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 943

CHAPITRE 943 – Opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES (5)	**5 905 210,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 905 210,00**
627	Services bancaires et assimilés	3 200,00	0,00	0,00	0,00	3 200,00
6358	Autres droits	50,00	0,00	0,00	0,00	50,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	5 801 960,00	0,00	0,00	0,00	5 801 960,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
6688	Autres	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
	RECETTES (6)	**25 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 000,00**
7688	Autres	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00

Pour information : détail du calcul des ICNE

Compte D66112 (5)	Montant des ICNE de l'exercice	50 000,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	50 000,00
Compte R7622 (6)	Montant des ICNE de l'exercice	0,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 944

CHAPITRE 944 – Frais de fonctionnement des groupes d'élus

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**315 637,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**315 637,00**
6184	Versements à des organismes de formation	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
65861	Frais de personnel	313 137,00	0,00	0,00	0,00	313 137,00
65862	Matériel, équipement et fournitures	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 945

CHAPITRE 945 – Provisions et autres opérations mixtes (opérations semi-budgétaires)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)
	DEPENSES (4)	**22 000 000,00**	**0,00**	**0,00**
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	21 000 000,00	0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	1 000 000,00	0,00	0,00
	RECETTES (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 946

CHAPITRE 946 – Transferts entre les sections
(A l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)
	DEPENSES (4) (6)	**32 557 600,00**	**0,00**	**0,00**
	Dot. aux amortissements et provisions	**32 547 170,00**	**0,00**	**0,00**
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	31 700 000,00	0,00	0,00
68126	*Dot.amort. frais d'émission des emprunts*	847 170,00	0,00	0,00
	Autres	**10 430,00**	**0,00**	**0,00**
60311	*Variat° stocks mat. 1ères hors terrains*	10 430,00	0,00	0,00
	RECETTES (5) (6)	**5 010 500,00**	**0,00**	**0,00**
	Reprises sur autofinancement	**4 000 000,00**	**0,00**	**0,00**
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	4 000 000,00	0,00	0,00
	Transfert de charges	**1 010 500,00**	**0,00**	**0,00**
60311	*Variat° stocks mat. 1ères hors terrains*	10 500,00	0,00	0,00
722	*Immobilisations corporelles*	1 000 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement.

(5) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement.

(6) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 947

CHAPITRE 947 – Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)
	DEPENSES (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les dépenses sont égales aux recettes du chapitre.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATIONS	B 95

95 – Chapitre de prévision sans réalisation

Articles	Libellé	Budget de l'exercice (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AE lors de la séance budgétaire
	DEPENSES	**68 212 970,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
952	Dépenses imprévues				0,00
953	*Virement à la section d'investissement*	*68 212 970,00*	*0,00*	*0,00*	

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	0 Services généraux (hors Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**5 057 931,00**	**0,00**	**157 656,00**	**7 504 884,00**	**9 068 888,00**	**3 843 538,00**	**8 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 399 331,41	0,00	0,00	628 904,28	115 359,62	975 400,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	157 656,00	1 339 237,00	1 909 037,00	711 738,00	8 000,00
21	Immobilisations corporelles	2 782 779,93	0,00	0,00	3 129 726,87	823 763,41	2 136 864,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	875 819,66	0,00	0,00	2 407 015,85	1 579 927,97	19 536,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	4 640 800,00	0,00	0,00
RECETTES		**150 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 329 667,00**	**4 750 312,00**	**52 000,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	150 000,00	0,00	0,00	1 329 667,00	224 490,00	52 000,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

Chapitre nature	Libellé	0 Services généraux (hors Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	4 525 822,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**12 395 209,00**	**1 214 539,00**	**5 326 730,00**	**36 454 274,00**		**119 425 248,96**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		34 119 999,96
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	30 000,00	0,00	555 000,00	92 770,61		3 796 765,92
204	Subventions d'équipement versées	12 140 558,00	1 209 189,00	4 471 530,00	3 494 674,00		25 441 619,00
21	Immobilisations corporelles	214 651,00	5 350,00	175 400,00	19 863 775,80		29 132 311,01
22	Immobilisations reçues en affectation	10 000,00	0,00	0,00	0,00		10 000,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	124 800,00	13 003 053,59		18 010 153,07
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		3 622 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		651 600,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		4 640 800,00
RECETTES		**4 524 000,00**	**0,00**	**66 000,00**	**2 250 000,00**		**77 163 232,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		150 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		48 898 053,04
13	Subventions d'investissement	4 524 000,00	0,00	66 000,00	600 000,00		6 946 157,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		14 499 999,96
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	1 650 000,00		1 650 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		72 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		421 200,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		4 525 822,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	90-02 Administration générale							
		90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**4 877 931,00**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**160 000,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	39 786,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	1 354 544,61	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	398 287,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	45 702,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	2 162 789,29	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	847 269,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	28 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**150 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-03 Conseils						
		90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
					90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 057 931,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 786,80
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 359 544,61
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	558 287,72
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 702,92
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 177 789,29
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	847 269,66
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 550,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**31 116,00**	**0,00**	**126 540,00**	**157 656,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	31 116,00	0,00	126 540,00	157 656,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré			90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires
		90-201 Services communs	90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**947 837,00**	**6 512 544,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	57 704,40	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	907 837,00	391 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	520 197,00	0,00	0,00	0,00	0,00
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 750 217,24	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	19 387,88	0,00	0,00	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 131 059,88	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	229 061,87	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	2 406 242,25	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	773,60	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 329 667,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 329 667,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-25 Formation professionnelle												
		90-251 Insertion sociale et professionnelle	90-252 Formation professionnalisante personnes	90-253 Formation certifiante des personnes	90-254 Formation des actifs occupés	90-255 Rémunération des stagiaires	90-256 CNFPT - Formation des actifs occupés					90-257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		90-258 Autres
							90-2561 Missions statutaires et règlementaires	90-2562 Développement des compétences	90-2563 Évolution et transition professionnelle	90-2564 Organisation des activités pédagogiques	90-2565 Autres	90-2571 Concours	90-2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**44 502,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 504 884,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	44 502,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 207,28
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 299 237,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	520 197,00
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 750 217,24
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 387,88
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 131 059,88
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	229 061,87
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 406 242,25
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	773,60
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 329 667,00**
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 329 667,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
			90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES		**1 500,00**	**46 880,00**	**928 164,83**	**980 404,00**	**5 216 457,45**	**209 385,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 885,72	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	431 271,00	80 874,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	46 880,00	0,00	0,00	51 593,90	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	1 500,00	0,00	22 097,83	0,00	45 537,83	70 000,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	20 000,00	200 530,00	150 393,75	107 500,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	324 796,00	699 000,00	221 131,97	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	105 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	4 640 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 525 822,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	4 525 822,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)					
		90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
DEPENSES		**70 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**994 913,00**	**14 000,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	10 000,00	0,00	0,00	0,00	731 209,00	14 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	22 704,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	9 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	141 000,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**224 490,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	124 490,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**180 000,00**	**426 683,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 068 888,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 885,72
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	426 683,00	0,00	0,00	0,00	1 709 037,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 473,90
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	161 839,66
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 500,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	619 423,75
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	180 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 474 927,97
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 640 800,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 750 312,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	124 490,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 525 822,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-41 Santé					
		90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**19 000,00**	**0,00**	**0,00**	**408 101,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	358 101,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
214	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	14 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale							
		90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
			90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**2 411 800,00**	**0,00**	**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**253 637,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	966 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	951 162,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
214	Constructions sur sol d'autrui	65 330,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	58 570,96	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	19 536,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	253 637,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
		90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**65 000,00**	**0,00**	**0,00**	**685 000,00**	**3 843 538,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	408 101,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 200,00	969 600,00
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	951 162,69
214	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 330,35
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	610 998,00	960 998,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	70 802,00	159 372,96
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 536,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	303 637,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**52 000,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	52 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
		90-501 Services communs	90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**463 652,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	363 652,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
228	Autres immobilisations corporelles (affe	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
					90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**9 869 951,88**	**0,00**	**1 143 500,00**	**21 000,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	8 466 906,00	0,00	1 046 000,00	21 000,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	11 666,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	141 379,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
228	Autres immobilisations corporelles (affe	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	1 210 000,00	0,00	97 500,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**4 524 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	2 524 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**61 605,12**	**0,00**	**835 500,00**	**0,00**	**12 395 209,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	835 500,00	0,00	10 733 058,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 666,88
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	61 605,12	0,00	0,00	0,00	61 605,12
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	141 379,00
228	Autres immobilisations corporelles (affe	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 407 500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 524 000,00**
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 524 000,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
					90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
					90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
DEPENSES		**13 520,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**332 500,00**	**706 950,00**	**161 569,00**
204	Subventions d'équipement versées	13 520,00	0,00	0,00	0,00	332 500,00	706 950,00	123 219,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 350,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 214 539,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 176 189,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 350,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
					90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
		90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**397 946,00**	**191 542,00**	**981 497,00**	**109 342,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	387 946,00	71 542,00	677 773,00	109 342,00	0,00	0,00
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	120 000,00	303 724,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**480 970,00**	**0,00**	**3 165 433,00**	**5 326 730,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	480 000,00	480 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 970,00	0,00	2 230 233,00	3 777 806,00
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00	75 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 000,00	51 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 900,00	21 900,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	2 500,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	124 800,00	124 800,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	90 000,00	693 724,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**66 000,00**	**66 000,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 000,00	66 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
				90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES		**88 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	85 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-83 Transports de marchandises						
		90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-84 Voirie							
		90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**32 871 500,00**	**0,00**	**3 478 211,00**	**0,00**	**16 463,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	7 670,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	2 804 620,00	0,00	16 463,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	127 082,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	18 470 454,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	1 263 239,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	12 856 455,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	673 591,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	146 598,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**2 250 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	1 650 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 454 274,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 670,61
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 821 083,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 100,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	127 082,76
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 470 454,04
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 266 239,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 856 455,27
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	673 591,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	146 598,32
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 250 000,00**
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 650 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	0 Services généraux (hors Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**21 822 577,00**	**204 000,00**	**10 701 000,00**	**16 854 120,00**	**8 185 214,00**	**123 823 450,00**	**31 600 000,00**
011	Charges à caractère général	6 865 007,00	4 000,00	0,00	953 500,00	2 103 561,11	8 295 518,00	406 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	11 640 853,00	200 000,00	0,00	10 950 000,00	2 705 464,64	29 555 440,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	490 000,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	3 316 717,00	0,00	10 701 000,00	4 950 620,00	3 375 978,25	85 451 292,00	31 183 500,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	210,00	31 200,00	10 500,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**1 934 900,00**	**1 318 000,00**	**0,00**	**837 650,00**	**463 248,00**	**24 743 491,00**	**18 290 000,00**
013	Atténuations de charges	34 990,00	0,00	0,00	0,00	33 000,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	768 900,00	0,00	0,00	37 650,00	369 556,00	1 721 200,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	25 000,00	1 318 000,00	0,00	800 000,00	41 718,00	8 099 291,00	17 800 000,00
75	Autres produits de gestion courante	1 106 010,00	0,00	0,00	0,00	18 974,00	14 911 000,00	489 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	1 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisations de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**67 001 411,00**	**3 570 645,21**	**4 416 535,00**	**2 043 580,00**	**28 231 386,79**		**349 814 206,00**
011	Charges à caractère général	28 150,00	458 689,21	60 000,00	240 400,00	7 441 282,08		26 860 357,40
012	Charges de personnel et frais assimilés	850 000,00	2 000 000,00	1 700 000,00	950 000,00	14 650 000,00		75 201 757,64
014	Atténuations de produits	0,00	10 000,00	0,00	200 200,00	6 091 349,00		9 737 949,00
65	Autres charges de gestion courante	66 102 961,00	1 101 956,00	2 656 535,00	652 980,00	43 748,00		209 537 287,25
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		314 637,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 901 960,00
67	Charges spécifiques	20 300,00	0,00	0,00	0,00	5 007,71		260 257,71
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		22 000 000,00
RECETTES		**55 655 224,00**	**1 160 500,00**	**1 370 800,00**	**313 517,00**	**1 463 032,00**		**377 941 040,46**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	839 032,00		907 022,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	155 500,00	1 370 800,00	38 517,00	619 000,00		5 081 123,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		96 899 981,00
731	Fiscalité locale	54 820 224,00	900 000,00	0,00	0,00	0,00		161 152 098,46
74	Dotations et participations	650 000,00	60 000,00	0,00	275 000,00	0,00		94 452 832,00
75	Autres produits de gestion courante	185 000,00	45 000,00	0,00	0,00	5 000,00		19 409 984,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		25 000,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		13 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale							
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**18 131 721,00**	**277 000,00**	**403 856,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 106 000,00**	**0,00**
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	1 158 323,11	0,00	57 100,00	0,00	0,00	0,00	237,50	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	22 892,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 032 065,10	0,00
613	Locations	98 009,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	1 214 084,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 684,96	0,00
616	Primes d'assurances	763 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	362 850,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	21 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	303 029,75	0,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00	3 473,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	153 707,60	0,00	224 364,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	13 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	117 800,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	661 016,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	458 986,70	0,00	68 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	34 709,00	954,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	47 444,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 539,44	0,00
641	Rémunérations du personnel	10 027 255,98	252 206,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	1 023 878,02	22 513,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	248 020,00	326,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	9 390,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	13 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	823 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	563 217,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**1 008 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**926 000,00**	**0,00**
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	34 990,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	768 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	926 000,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	30 010,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**1 396 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	1 390 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
DEPENSES		**508 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 822 577,00**
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 215 660,61
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 892,00
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 032 065,10
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 009,15
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 222 769,25
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	763 800,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	373 850,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 600,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	328 502,75
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	378 071,60
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 100,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 800,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	661 016,40
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	526 986,70
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 663,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 983,44
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 279 462,12
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 046 391,88
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	248 346,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 390,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 405 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 500,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	508 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 331 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	563 217,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 934 900,00**
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 990,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	768 900,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 076 000,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 010,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
DEPENSES		**204 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**204 000,00**
618	Divers	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
625	Déplacements et missions	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	464,00	0,00	0,00	0,00	464,00
641	Rémunérations du personnel	183 902,14	0,00	0,00	0,00	183 902,14
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	15 353,86	0,00	0,00	0,00	15 353,86
647	Autres charges sociales	160,00	0,00	0,00	0,00	160,00
648	Autres charges de personnel	120,00	0,00	0,00	0,00	120,00
RECETTES		**1 318 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 318 000,00**
747	Participations	1 318 000,00	0,00	0,00	0,00	1 318 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**10 660 000,00**	**0,00**	**41 000,00**	**10 701 000,00**
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	10 660 000,00	0,00	0,00	10 660 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	11 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	93-20 Services communs	93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré			93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires
		93-201 Services communs	93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés		
DEPENSES		**11 243 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 093 120,00**	**0,00**	**0,00**	**168 000,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	65 000,00	0,00	0,00	0,00	133 330,61	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	2 572,16	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	310 525,55	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	180 000,00	0,00	0,00	0,00	430,88	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	640,80	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	1 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	47 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	29 084,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	9 927 328,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	980 228,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	10 459,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	2 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	168 000,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	4 367 620,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**37 650,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**800 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
708	Autres produits	37 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-25 Formation professionnelle												
		93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 CNFPT - Formation des actifs occupés					93-257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		93-258 Autres
							93-2561 Missions statutaires et règlementaires	93-2562 Développement des compétences	93-2563 Évolution et transition professionnelle	93-2564 Organisation des activités pédagogiques	93-2565 Autres	93-2571 Concours	93-2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

Article / compte nature (1)	Libellé	93-25 Formation professionnelle												
		93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 CNFPT - Formation des actifs occupés					93-257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		93-258 Autres
							93-2561 Missions statutaires et règlementaires	93-2562 Développement des compétences	93-2563 Évolution et transition professionnelle	93-2564 Organisation des activités pédagogiques	93-2565 Autres	93-2571 Concours	93-2572 Missions administratives	
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**7 000,00**	**0,00**	**338 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**16 854 120,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	198 330,61
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 572,16
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	310 525,55
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 430,88
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	640,80
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 084,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 927 328,81
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	980 228,19
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 459,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 900,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	7 000,00	0,00	338 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	518 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 367 620,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**837 650,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 650,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
			93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
DEPENSES		**2 748 000,00**	**2 221 700,00**	**63 050,00**	**156 816,97**	**909 610,00**	**165 937,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
602	Achats stockés - Autres approvisionnemts	0,00	0,00	0,00	0,00	16 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	207 314,11	39 129,20	47 919,89	280 323,97	114 664,26	0,00	0,00	0,00
607	Achats de marchandises	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 150,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	500,00	0,00	266,40	7 193,16	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	16 291,00	814,80	16 656,68	231 102,08	23 422,11	0,00	0,00	0,00
618	Divers	28 000,00	250,00	0,00	30 684,00	167 329,40	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	6 250,00	0,00	26 590,00	23 644,23	2 000,66	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	317 870,00	2 500,00	8 200,00	35 599,82	21 000,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	1 000,00	7 000,00	0,00	0,00	24 543,80	500,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	19 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	270,00	19 600,00	90 363,54	200,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	6 648,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	18 336,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	4 000,00	1 000,00	1 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	2 466 573,97	2 864,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	223 109,03	2 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	2 449,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	1 220,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	5 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

Article / compte nature (1)	Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
			93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	1 431 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	65 760,25	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	210,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**66 000,00**	**0,00**	**37 748,00**	**119 944,00**	**7 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
609	RRR obtenus sur achats	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	57 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	8 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	35 218,00	2 500,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	10 444,00	0,00	0,00	0,00	0,00
756	Libéralités reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	2 530,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)					
		93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 116,81**	**95 974,33**	**1 458 508,86**
602	Achats stockés - Autres approvisionnemts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 008,86
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	30,00	1 200,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	5 116,81	34 444,33	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	700,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	13 582,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 318,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	52 000,00	1 436 700,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**154 556,00**	**3 000,00**
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
609	RRR obtenus sur achats	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	154 556,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

Article / compte nature (1)	Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)					
		93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
756	Libéralités reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**82 500,00**	**278 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 185 214,00**
602	Achats stockés - Autres approvisionnemts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 800,00
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	694 360,29
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 150,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 189,56
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	327 847,81
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	226 263,40
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 684,89
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	46 000,00	0,00	0,00	0,00	452 751,82
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 043,80
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
628	Divers	0,00	82 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	192 933,54
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 648,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 336,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 700,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 469 438,61
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225 709,03
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 449,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 220,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 518,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	232 000,00	0,00	0,00	0,00	3 152 700,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 760,25
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210,00
RECETTES		**0,00**	**75 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**463 248,00**
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00
609	RRR obtenus sur achats	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	154 556,00
706	Prestations de services	0,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	182 000,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

Article / compte nature (1)	Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 718,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 444,00
756	Libéralités reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 530,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-41 Santé					
		93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES		**1 800 500,00**	**602 011,00**	**383 100,00**	**0,00**	**761 298,00**	**402 550,00**
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	14 500,00	0,00	0,00	5 500,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	355 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	9 648,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	25 000,00	82 611,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	14 000,00	0,00	0,00	150,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	25 200,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	600,00
628	Divers	0,00	0,00	5 100,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	4 970,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 596 866,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	146 420,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	1 653,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	90,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	378 000,00	0,00	0,00	401 950,00
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	730 000,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**68 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	67 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale							
		93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
			93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**29 467 969,34**	**41 500,00**	**965 893,15**	**457 139,00**	**16 390 085,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
605	Achats de matériel, équip. et travaux	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	546 800,00	6 500,00	250 516,60	0,00	151 300,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	446 889,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	181 010,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	177 714,45	0,00	28 645,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	265 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	74 671,89	19 000,00	68 870,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	18 650,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	2 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	133 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	4 000,00	0,00	291 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	133 701,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	23 222 589,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	3 837 761,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	257 021,00	0,00	0,00	250,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	8 117,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	84 650,00	0,00	50 000,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	604 550,00	16 000,00	40 000,00	0,00	15 241 685,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	15 000,00	0,00	20 000,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	2 200,00	0,00	0,00	0,00	997 000,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	44 543,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**1 040 450,00**	**0,00**	**0,00**	**350 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	851 200,00	0,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	189 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale							
		93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
			93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	0,00	0,00	205 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
		93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**159 669,00**	**714 331,00**	**16 666 094,00**	**70 000,00**	**53 407 040,00**	**1 534 270,51**	**123 823 450,00**
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	975 116,60
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	4 426 200,00	258 656,00	5 486 745,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	190 658,83
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	216 360,17
618	Divers	0,00	0,00	259 600,00	0,00	0,00	400,00	416 611,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	265 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	72 000,00	0,00	0,00	0,00	221 070,51	456 612,40
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	864,00	39 664,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	12 800,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	160 800,00
628	Divers	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	315 650,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	217,00	0,00	138 888,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	73 952,89	0,00	24 893 408,62
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	6 756,11	0,00	3 990 937,88
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	74,00	0,00	258 998,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 207,50
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	159 669,00	532 331,00	2 981 000,00	70 000,00	6 550 000,00	1 000,00	11 208 700,00
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	0,00	12 400 000,00	0,00	39 264 540,00	0,00	67 566 775,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	474 980,00	644 980,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101 520,00	101 520,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	110 000,00	980 594,00	0,00	2 588 300,00	475 280,00	5 883 374,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	45 943,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	24 400,00	0,00	6 500,00	0,00	31 200,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	490 000,00	0,00	490 000,00
RECETTES		**150 000,00**	**7 552 966,00**	**3 740 041,00**	**0,00**	**11 578 034,00**	**264 000,00**	**24 743 491,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	750 000,00	0,00	0,00	0,00	750 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	971 200,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
		93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
747	Participations	150 000,00	0,00	2 990 041,00	0,00	4 439 000,00	264 000,00	8 099 291,00
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	7 545 966,00	0,00	0,00	7 092 034,00	0,00	14 844 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	42 000,00	0,00	67 000,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	7 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	12 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**10 500,00**	**15 290 000,00**	**930 000,00**	**15 369 500,00**	**31 600 000,00**
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	406 000,00	0,00	0,00	406 000,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	14 882 000,00	930 000,00	15 369 500,00	31 181 500,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 500,00	0,00	0,00	0,00	10 500,00
RECETTES		**17 800 000,00**	**450 000,00**	**20 500,00**	**19 500,00**	**18 290 000,00**
747	Participations	17 800 000,00	0,00	0,00	0,00	17 800 000,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	449 500,00	20 000,00	19 500,00	489 000,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	500,00	500,00	0,00	1 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisations de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**106 868,00**	**19 100,00**	**190 000,00**	**791 388,00**	**0,00**	**890 500,00**	**64 963 405,00**	**40 150,00**	**67 001 411,00**
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	150,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	300,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 700,00	0,00	0,00	11 700,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 540,00	0,00	0,00	2 540,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	770 488,34	0,00	0,00	770 488,34
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 013,66	0,00	0,00	76 013,66
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	798,00	0,00	0,00	798,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160,00	0,00	0,00	160,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 928 305,00	40 000,00	64 968 305,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	190 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	190 000,00
656	Participations	106 868,00	19 100,00	0,00	781 388,00	0,00	0,00	0,00	0,00	907 356,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 500,00	14 800,00	0,00	37 300,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 300,00	0,00	20 300,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**650 000,00**	**0,00**	**0,00**	**55 005 224,00**	**0,00**	**55 655 224,00**
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 820 224,00	0,00	54 820 224,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	650 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	650 000,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00	170 000,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
		93-501 Services communs	93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**1 528 360,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	23 860,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	8 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	3 590,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 362 433,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	112 229,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	1 237,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	510,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
					93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**1 220 255,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	18 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	5 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	38 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	15 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	45 140,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	219 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	17 595,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	53 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	153 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	599 720,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**1 005 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**525 894,21**	**0,00**	**0,00**	**296 136,00**	**3 570 645,21**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 950,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 200,00
615	Entretien et réparations	0,00	394,21	0,00	0,00	0,00	38 394,21
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 140,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	242 910,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00
625	Déplacements et missions	0,00	5 500,00	0,00	0,00	0,00	14 200,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 595,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	1 515,00	0,00	0,00	0,00	5 105,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	475 089,76	0,00	0,00	0,00	1 837 523,04
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	42 683,24	0,00	0,00	0,00	154 912,96
647	Autres charges sociales	0,00	522,00	0,00	0,00	0,00	1 759,00
648	Autres charges de personnel	0,00	190,00	0,00	0,00	0,00	700,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 100,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	296 136,00	449 136,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	599 720,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
RECETTES		**0,00**	**155 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 160 500,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	5 500,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00
708	Autres produits	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	900 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles			
					93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
					93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 432 435,00**	**0,00**	**945 000,00**	**1 798 100,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 754,64
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 260,02
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	185,34
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 800,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	3 163,00	0,00	0,00	711,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	1 074 732,32	0,00	0,00	259 542,96
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	103 597,18	0,00	0,00	23 441,04
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	1 090,00	0,00	0,00	245,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	417,50	0,00	0,00	60,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	249 435,00	0,00	945 000,00	277 100,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 185 000,00
RECETTES		**1 366 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 000,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
708	Autres produits	1 366 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**241 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 416 535,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 754,64
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 260,02
618	Divers	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	185,34
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
625	Déplacements et missions	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 800,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	770,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 644,00
641	Rémunérations du personnel	213 727,22	0,00	0,00	0,00	0,00	1 548 002,50
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	18 236,78	0,00	0,00	0,00	0,00	145 275,00
647	Autres charges sociales	266,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 601,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	477,50
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 471 535,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 185 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 370 800,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 366 800,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
					93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**972 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	12 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	152 040,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	731 868,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	65 287,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	702,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**33 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
702	Ventes de récoltes et produits forestier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	33 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
		93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**10 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	10 300,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
702	Ventes de récoltes et produits forestier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 550,00**	**0,00**	**1 032 030,00**	**2 043 580,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 350,00	38 350,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 350,00	0,00	2 800,00	31 450,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00	75 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 600,00	41 800,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 500,00	26 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	4 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 150,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 200,00	0,00	600,00	10 800,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	152 040,76
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	731 868,50
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 287,78
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	702,96
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	200,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	196 900,00	196 900,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 880,00	450 880,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 200,00	200 200,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**279 817,00**	**313 517,00**
702	Ventes de récoltes et produits forestier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 817,00	4 817,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 700,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	275 000,00	275 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
				93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
DEPENSES		**15 129 881,67**	**6 091 349,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
602	Achats stockés - Autres approvisionnemts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	74 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	157 717,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	87 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	133 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	12 416,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	32 964,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	13 295 242,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	1 216 578,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	12 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	5 465,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	43 748,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	6 091 349,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-83 Transports de marchandises						
		93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
602	Achats stockés - Autres approvisionnemts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-84 Voirie							
		93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**6 650 156,12**	**0,00**	**0,00**	**360 000,00**	**0,00**	**0,00**
602	Achats stockés - Autres approvisionnemts	0,00	0,00	834 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
603	Variation des stocks	0,00	0,00	839 032,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	3 164 372,42	0,00	0,00	220 000,00	0,00	0,00
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	150 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	1 218 400,64	0,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	120 723,35	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	157 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	38 120,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	3 007,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**1 458 032,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
603	Variation des stocks	0,00	0,00	839 032,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	79 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 231 386,79**
602	Achats stockés - Autres approvisionnemts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	834 000,00
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	839 032,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 458 372,42
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 496 118,31
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	129 723,35
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	159 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	133 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 536,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 964,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 295 242,57
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 216 578,43
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 750,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 465,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 748,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 007,71
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 091 349,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 463 032,00**
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	839 032,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927209-20241209-CD2024DM1_DEL-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

Article / compte nature (1)	Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 800 €		01/12/2023
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Frais d'études, d'élaboration, de modifications des documents d'urbanisme	5	01/12/2023
L	Frais d'études et frais d'insertion non suivis de réalisation	5	01/12/2023
L	Frais de recherche et de développement en cas de réussite	5	01/12/2023
L	Frais de recherche et de développement en cas d'échec	1	01/12/2023
L	Subventions d'équipement versées finançant des biens mobiliers, matériel et études	5	01/12/2023
L	Subventions d'équipement versées finançant des bâtiments et installations	30	01/12/2023
L	Subventions d'équipement versées finançant des projets d'infrastructures d'intérêt national	40	01/12/2023
L	Concessions et droits similaires	5	01/12/2023
L	Autres immobilisations incorporelles	5	01/12/2023
L	Bâtiments (hors bâtiments scolaires)	30	01/12/2023
L	Bâtiments scolaires	25	01/12/2023
L	Installations générales, agencements et aménagements de bâtiments	15	01/12/2023
L	Terrains de gisement	15	01/12/2023
L	Plantations d'arbres et d'arbustes	15	01/12/2023
L	Installations générales, agencements et aménagements divers	10	01/12/2023
L	Matériel de transport - véhicules légers (inférieur à 3,5 tonnes)	7	01/12/2023
L	Matériel de transport - camions (supérieur à 3,5 tonnes)	15	01/12/2023
L	Matériel de transport - vélos	5	01/12/2023
L	Matériel de transport - véhicules d'occasion légers (inférieur à 3,5 tonnes)	3	01/12/2023
L	Matériel de transport - véhicules d'occasion camions (supérieur à 3,5 tonnes)	10	01/12/2023
L	Matériel informatique	5	01/12/2023
L	Matériel de bureau et mobilier	10	01/12/2023
L	Matériel de téléphonie	5	01/12/2023
L	Autres immobilisations corporelles	5	01/12/2023
L	Constructions sur sol d'autrui - bâtiments non scolaires	30	01/12/2023
L	Constructions sur sol d'autrui - bâtiments scolaires	25	01/12/2023
L	Constructions sur sol d'autrui - agencements, aménagements, installations	15	01/12/2023
L	Réseaux divers (câblés, électrification, autres)	12	01/12/2023
L	Matériel technique	10	01/12/2023
L	Petit matériel et outillage technique	5	01/12/2023

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**3,00**	**0,00**	**3,00**	**2,00**	**0,00**	**2,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**413,43**	**8,00**	**421,43**	**267,52**	**43,17**	**310,69**
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	58,00	0,00	58,00	40,10	6,00	46,10
ADJOINT ADMINIS.TER.PL.1E	C	93,00	1,00	94,00	76,70	0,00	76,70
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	41,50	3,00	44,50	27,10	7,71	34,81
ADMINISTRATEUR GENERAL	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
ATTACHE HORS CLASSE	A	4,00	0,00	4,00	1,00	1,00	2,00
ATTACHE PRINCIPAL	A	21,00	0,00	21,00	11,80	5,00	16,80
ATTACHE TERRITORIAL	A	38,34	2,00	40,34	17,39	8,00	25,39
DIRECTEUR TERRITORIAL	A	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
REDACTEUR	B	93,59	2,00	95,59	41,73	14,46	56,19
REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL	B	45,00	0,00	45,00	38,70	0,00	38,70
REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL	B	16,00	0,00	16,00	12,00	0,00	12,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**717,25**	**6,17**	**723,42**	**589,10**	**47,98**	**637,08**
ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL	C	81,00	0,00	81,00	76,80	0,00	76,80
ADJOINT TECH. TER. ETAB. ENS	C	60,14	4,17	64,31	44,60	10,00	54,60
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	79,00	0,00	79,00	62,20	11,00	73,20
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C	94,17	0,00	94,17	88,80	1,75	90,55
ADT TEC TER PL 1E CL ET ENS	C	90,00	0,00	90,00	83,80	0,00	83,80
ADT TEC TER PL 2E CL ET ENS	C	58,00	2,00	60,00	36,00	5,00	41,00
AGENT DE MAITRISE	C	43,00	0,00	43,00	35,80	0,00	35,80
AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL	C	49,00	0,00	49,00	44,00	0,00	44,00
AGENT OPA	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
INGENIEUR	A	20,34	0,00	20,34	6,00	9,90	15,90
INGENIEUR EN CHEF	A	6,00	0,00	6,00	4,00	1,00	5,00
INGENIEUR EN CHEF HORS CLASSE	A	2,00	0,00	2,00	0,00	1,00	1,00
INGENIEUR PRINCIPAL	A	17,00	0,00	17,00	14,90	0,00	14,90
TECHNICIEN	B	44,60	0,00	44,60	29,60	6,33	35,93

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CL	B	49,00	0,00	49,00	42,60	0,00	42,60
TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL	B	23,00	0,00	23,00	19,00	1,00	20,00
FILIERE SOCIALE (d)		**185,10**	**0,00**	**185,10**	**135,58**	**21,20**	**156,78**
AGENT SOCIAL	C	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
ASSISTANT SOC EDUC CL EXCEP	A	25,50	0,00	25,50	23,00	0,00	23,00
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	143,60	0,00	143,60	107,58	19,20	126,78
CONSEILLER SOCIO EDUCATIF	A	5,00	0,00	5,00	3,00	1,00	4,00
CONSEILLER SUPERIEUR SOCIO-EDU	A	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS	A	3,00	0,00	3,00	0,00	1,00	1,00
EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS CL EXCEP	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
MONITEUR EDUCATEUR	B	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**52,67**	**8,00**	**60,67**	**31,24**	**6,10**	**37,34**
CADRE DE SANTE	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
INFIRMIER SOINS GENERAUX	A	11,67	4,00	15,67	9,00	1,00	10,00
INFIRMIER SOINS GENERAUX CL SUP	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
INFIRMIER SOINS GENERAUX H CL	A	4,00	0,00	4,00	1,00	0,00	1,00
MEDECIN TERR. DE 1ERE CLASSE	A	4,00	0,00	4,00	0,00	1,00	1,00
MEDECIN TERR. DE 2E CLASSE	A	1,00	2,00	3,00	0,00	0,00	0,00
MEDECIN TERR.HORS CLASSE	A	2,00	1,00	3,00	0,00	1,10	1,10
PSYCHOLOGUE TERR.CL.NORMALE	A	1,00	1,00	2,00	0,00	1,00	1,00
PSYCHOLOGUE TERR.HORS CLASSE	A	5,00	0,00	5,00	3,00	1,00	4,00
PUERICULTRICE	A	4,00	0,00	4,00	2,00	1,00	3,00
PUERICULTRICE HORS CLASSE	A	14,00	0,00	14,00	12,24	0,00	12,24
SAGE-FEMME TERR. HORS CLASSE	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
TECHNICIEN PARAMEDICAL CL SUP	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**14,00**	**0,00**	**14,00**	**12,60**	**0,00**	**12,60**
PED ERGO PSY ORTHO MAN PRE DI	A	4,00	0,00	4,00	2,90	0,00	2,90
PED ERGO PSY ORTHO MANIP HC	A	10,00	0,00	10,00	9,70	0,00	9,70
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**36,34**	**0,00**	**36,34**	**21,40**	**3,00**	**24,40**
ADJOINT TER. PATRI. PPAL 2E CL	C	7,00	0,00	7,00	3,80	1,00	4,80
ADJOINT TERR. PATRIM PPAL 1E	C	3,00	0,00	3,00	2,90	0,00	2,90

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
ADJOINT TERRITORIAL PATRIMOINE	C	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
ASSISTANT CONS PPL 1ERE CL	B	6,00	0,00	6,00	3,70	0,00	3,70
ASSISTANT CONS PPL 2EME CL	B	5,00	0,00	5,00	2,00	0,00	2,00
ASSISTANT DE CONSERVATION	B	5,34	0,00	5,34	2,00	0,00	2,00
ATTACHE CONSERV.PAT	A	4,00	0,00	4,00	3,00	1,00	4,00
ATTACHE PPAL CONS.PAT	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
BIBLIOTHECAIRE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
CONSERVATEUR PATRIMOINE	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,44**	**0,00**	**0,44**
ANIMATEUR PRINCIPAL 1ERE CL	B	0,00	1,00	1,00	0,44	0,00	0,44
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**1 418,79**	**23,17**	**1 441,96**	**1 057,88**	**121,45**	**1 179,33**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**3 420 277,14**		
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	ADM	368	32 574,72	332-8-2°	CDD
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	ADM	371	37 446,48	332-8-2°	CDD
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	ADM	387	30 166,44	332-8-2°	CDD
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	ADM	367	16 242,72	332-13	CDD
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	ADM	367	30 925,44	332-8-2°	CDD
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	ADM	367	30 637,89	332-13	CDD
ADJOINT TECH. TER. ETAB. ENS	C	TECH	367	19 170,72	332-13	CDD
ADJOINT TECH. TER. ETAB. ENS	C	TECH	367	29 696,00	332-13	CDD
ADJOINT TECH. TER. ETAB. ENS	C	TECH	367	32 581,08	326_352	CDD
ADJOINT TECH. TER. ETAB. ENS	C	TECH	368	29 827,44	332-11	CDI
ADJOINT TECH. TER. ETAB. ENS	C	TECH	371	32 986,32	332-14	CDD
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH		0,00	332-13	CDD
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	376	33 489,96	332-14	CDD
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	404	35 724,36	332-14	CDD
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	368	31 864,97	332-8-2°	CDD
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	376	29 783,58	332-8-2°	CDD
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	387	30 917,46	332-8-2°	CDD
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C	TECH	367	31 224,00	332-13	CDD
ADJOINT TER. PATRI. PPAL 2E CL	C	CULT	368	29 784,48	332-8-2°	CDD
ADT TEC TER PL 2E CL ET ENS	C	TECH		0,00	332-13	CDD
ADT TEC TER PL 2E CL ET ENS	C	TECH	368	30 396,48	332-8-2°	CDD
ADT TEC TER PL 2E CL ET ENS	C	TECH	371	29 930,16	332-8-2°	CDD
ADT TEC TER PL 2E CL ET ENS	C	TECH	376	33 045,36	332-8-2°	CDD
ADT TEC TER PL 2E CL ET ENS	C	TECH	416	33 663,24	332-8-2°	CDD
ADT TEC TER PL 2E CL ET ENS	C	TECH	430	31 171,80	332-8-2°	CDD
AGENT SOCIAL	C	S		0,00	332-13	CDD
ASSISTANT DE CONSERVATION	B	CULT		0,00	332-13	CDD
ASSISTANT SOC EDUC CL EXCEP	A	S		0,00	332-13	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	444	35 242,80	332-13	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	512	38 196,48	332-13	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	461	36 069,84	332-14	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	547	40 780,98	332-14	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	478	36 904,80	332-10	CDI
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	494	37 396,92	332-10	CDI
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	528	47 157,24	332-10	CDI
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	655	48 094,08	332-10	CDI
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	444	35 704,62	332-8-2°	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	478	0,00	332-8-2°	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	494	37 369,44	332-8-2°	CDD
ATTACHE CONSERV.PAT	A	CULT	525	43 383,00	332-14	CDD
ATTACHE HORS CLASSE	A	ADM	797	74 981,04	332-14	CDD

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ATTACHE PRINCIPAL	A	ADM	791	55 659,96	332-8-2°	CDD
ATTACHE PRINCIPAL	A	ADM	746	68 591,64	332-10	CDI
ATTACHE PRINCIPAL	A	ADM	791	62 157,60	332-11	CDI
ATTACHE PRINCIPAL	A	ADM	843	67 104,12	332-10	CDI
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	444	0,00	332-14	CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	821	60 553,80	332-10	CDI
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	525	43 743,00	332-8-2°	CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	611	61 327,80	332-8-2°	CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	653	50 455,92	332-8-2°	CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	469	43 993,32	332-14	CDD
CONSEILLER SOCIO EDUCATIF	A	S	555	47 603,04	332-8-2°	CDD
CONSERVATEUR PATRIMOINE	A	CULT	803	57 289,32	332-10	CDI
DIRECTEUR TERRITORIAL	A	ADM	798	78 401,76	332-10	CDI
EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS	A	S	494	38 383,08	332-8-2°	CDD
INFIRMIER SOINS GENERAUX	A	MS	514	40 234,08	332-14	CDD
INFIRMIER SOINS GENERAUX	A	MS		0,00	332-13	CDD
INGENIEUR	A	TECH	821	68 316,36	332-14	CDD
INGENIEUR	A	TECH	444	50 822,10	332-8-2°	CDD
INGENIEUR	A	TECH	484	47 373,42	332-8-2°	CDD
INGENIEUR	A	TECH	518	49 975,56	332-8-2°	CDD
INGENIEUR	A	TECH	565	63 940,20	332-8-2°	CDD
INGENIEUR	A	TECH	611	57 538,56	332-8-2°	CDD
INGENIEUR	A	TECH	646	55 376,52	332-8-2°	CDD
INGENIEUR	A	TECH		0,00	332-13	CDD
INGENIEUR EN CHEF	A	TECH	912	103 490,04	332-8-2°	CDD
INGENIEUR EN CHEF HORS CLASSE	A	TECH	8890	118 335,24	332-11	CDI
MEDECIN TERR. DE 1ERE CLASSE	A	MS	8890	70 075,20	332-10	CDI
MEDECIN TERR.HORS CLASSE	A	MS	9067	82 364,52	332-8-2°	CDD
MEDECIN TERR.HORS CLASSE	A	MS	9095	9 440,40	332-8-2°	CDD
PSYCHOLOGUE TERR.CL.NORMALE	A	MS	444	18 341,52	332-14	CDD
PSYCHOLOGUE TERR.HORS CLASSE	A	MS	995	59 831,76	332-10	CDI
PUERICULTRICE	A	MS	595	41 799,96	332-14	CDD
REDACTEUR	B	ADM	597	35 843,88	332-11	CDI
REDACTEUR	B	ADM	415	36 320,64	332-14	CDD
REDACTEUR	B	ADM	389	36 251,76	332-8-2°	CDD
REDACTEUR	B	ADM	395	38 981,60	332-8-2°	CDD
REDACTEUR	B	ADM	415	37 418,88	332-8-2°	CDD
REDACTEUR	B	ADM	431	30 950,28	332-8-2°	CDD
REDACTEUR	B	ADM	478	41 417,04	332-8-2°	CDD
REDACTEUR	B	ADM	389	32 034,96	332-13	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	389	32 292,72	332-13	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	395	35 684,88	332-8-2°	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	415	42 300,06	332-8-2°	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	431	38 918,70	332-8-2°	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	415	36 855,24	332-14	CDD
TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL	B	TECH	567	57 954,36	332-8-2°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**231 133,56**		
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	ADM	367	0,00	332-23-1°	CDD
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	ADM	367	0,00	332-23-1°	CDD

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	ADM	368	0,00	332-23-1°	CDD
ADJOINT TECH. TER. ETAB. ENS	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C	TECH	367	0,00	332-24	CDD
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
AGENT SOCIAL	C	S	367	0,00	332-23-1°	CDD
APPRENTI		OTR		0,00	A APPRENTIS	A APPRENTIS
ASSISTANT SOC EDUC CL EXCEP	A	S	705	0,00	332-23-1°	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	444	0,00	332-23-1°	CDD
ATTACHE PRINCIPAL	A	ADM	626	72 342,60	333-12	CDD
ATTACHE PRINCIPAL	A	ADM	639	56 942,16	333-1_333-10	CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	693	11 113,44	333-12	CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	732	90 735,36	333-1_333-10	CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	444	0,00	332-23-1°	CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	778	0,00	332-24	CDD
CONSEILLER SUPERIEUR SOCIO-EDU	A	S	751	0,00	332-24	CDD
EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS	A	S	512	0,00	332-23-1°	CDD
INFIRMIER SOINS GENERAUX H CL	A	MS	669	0,00	332-23-1°	CDD
INGENIEUR	A	TECH	484	0,00	332-23-1°	CDD
REDACTEUR	B	ADM	389	0,00	332-23-1°	CDD
REDACTEUR	B	ADM	395	0,00	332-24	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	452	0,00	332-24	CDD
VACATAIRE		OTR		0,00	A VACATAIRES	A VACATAIRES
TOTAL GENERAL				**3 651 410,70**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DBT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-53 498 053,04**	**0,00**	**0,00**	**-53 498 053,04**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**10 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000 000,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-43 498 053,04**	**0,00**	**0,00**	**-43 498 053,04**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Affectation au 1068 (C)	**43 498 053,04**	**0,00**	**0,00**	**43 498 053,04**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-43 498 053,04**	**0,00**	**0,00**	**-43 498 053,04**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**33 620 000,00**	**0,00**	**0,00**	**33 620 000,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**106 803 340,00**	**0,00**	**0,00**	**106 803 340,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**73 183 340,00**	**0,00**	**0,00**	**73 183 340,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 33 620 000,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**29 620 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	27 302 189,10	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	2 317 810,90	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**4 000 000,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*4 000 000,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 106 803 340,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**5 893 200,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	5 400 000,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
261	Titres de participation	72 000,00	0,00	0,00
27…	Autres immobilisations financières			
2741	Prêts aux collectivités et groupements	421 200,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**100 910 140,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*255 541,72*	*0,00*	*0,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*8 333,00*	*0,00*	*0,00*
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	*70 654,00*	*0,00*	*0,00*
28041481	*Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel*	*439 288,80*	*0,00*	*0,00*
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*8 460 556,55*	*0,00*	*0,00*
280415331	*ADM : Bien mobilier, matériel*	*117 800,00*	*0,00*	*0,00*
280415332	*ADM : Bâtiments, installations*	*2 446 901,55*	*0,00*	*0,00*
280415341	*IC : Bien mobilier, matériel*	*34 126,60*	*0,00*	*0,00*
280415342	*IC : Bâtiments, installations*	*1 844 690,46*	*0,00*	*0,00*
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*92 768,52*	*0,00*	*0,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*1 380 066,32*	*0,00*	*0,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*47 861,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*420 636,50*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*171 408,48*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*1 714 393,40*	*0,00*	*0,00*
280423	*Privé : Projet infrastructure*	*1 875,00*	*0,00*	*0,00*
280431	*Subv.Scol : Bien mobilier, matériel*	*92 407,80*	*0,00*	*0,00*
280432	*Subv.Scol : Bâtiments, installations*	*409,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*912 337,40*	*0,00*	*0,00*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*18 140,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*5 837,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*1 080,00*	*0,00*	*0,00*

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
281311	*Bâtiments administratifs*	*781 801,00*	*0,00*	*0,00*
281312	*Bâtiments scolaires*	*692 438,00*	*0,00*	*0,00*
281313	*Bâtiments sociaux et médico-sociaux*	*192 282,00*	*0,00*	*0,00*
281314	*Bâtiments culturels et sportifs*	*1 049 037,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*286 154,39*	*0,00*	*0,00*
281321	*Immeubles de rapport*	*332,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*551 585,40*	*0,00*	*0,00*
281352	*Bâtiments privés*	*28 616,00*	*0,00*	*0,00*
28141	*Construct° sol autrui - Bâtiments public*	*28 028,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*509 297,61*	*0,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*66 158,00*	*0,00*	*0,00*
281572	*Matériel technique scolaire*	*72 291,00*	*0,00*	*0,00*
2815731	*Matériel roulant*	*261 294,93*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*267 384,29*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel technique*	*119 685,65*	*0,00*	*0,00*
2817311	*Bâtiments administratifs (m. à dispo)*	*53 866,00*	*0,00*	*0,00*
2817312	*Bâtiments scolaires (m. à dispo)*	*327 312,00*	*0,00*	*0,00*
2817313	*Bâtiments sociaux et médico-sociaux (mad*	*1 989,00*	*0,00*	*0,00*
2817314	*Bâtiments culturels et sportifs (m. à di*	*50 191,00*	*0,00*	*0,00*
2817318	*Autres bâtiments publics (m. à dispo)*	*5 352,00*	*0,00*	*0,00*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*454 583,62*	*0,00*	*0,00*
281788	*Autres immo. corporelles (m. à dispo)*	*283,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*15 549,84*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*1 028 627,00*	*0,00*	*0,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*234 416,50*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*669 564,95*	*0,00*	*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*40 439,42*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*74 508,65*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*47 401,35*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*5 194 539,30*	*0,00*	*0,00*
28281	*Install. générales, agencements (affect)*	*57 878,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
4815	*Charges liées à crise sanitaire Covid-19*	*847 170,00*	*0,00*	*0,00*
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	150 000,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*68 212 970,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 38
Nombre de membres présents : 36
Nombre de suffrages exprimés : 38
VOTES :
Pour : 28
Contre : 0
Abstentions : 10

Date de convocation : 18/10/2024

Présenté par le Président du Conseil Départemental (1),
A TULLE, le 14/11/2024

Délibéré par l'assemblée le Conseil Départemental (2), réunie en session plénière
A TULLE, le 28/11/2024
Les membres de l'assemblée délibérante le Conseil Départemental (2),(3),

.

ARFEUILLERE Christophe	
AUDEGUIL Agnès	
BARTOUT Audrey	
BOISSIERAS Pascale	
BOUCHETEIL Emilie	
BOUNIE Julien	
BOUZON Christian	
BUISSON Patricia	
CHAMBON Sophie	
CHIRAC Claude	
COMBES Bernard	
COMBY Francis	
CORNELISSEN Jacqueline	
COSTE Pascal	
DARTHOU Laurent	
DELPECH Jean-Jacques	
DUBOST Ghislaine	
DUCHAMP Sébastien	
LABBAT Jean-François	
LAUGA Jean-Jacques	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

LESCURE Philippe	
MARSALEIX Didier	
MAURIN Sandrine	
MEUNIER Frédérique	
MONTEIL Anthony	
PADILLA-RATELADE Marilou	
PETIT Christophe	
PEYRET Franck	
ROBINET Rosine	
ROME Hélène	
SOLER Gérard	
TAGUET Jean-Marie	
TAURISSON Valérie	
TAYSSE Annick	
TROYA Sonia	
VALLEE Stéphanie	
VIDAL Marie Laure	
ZIOLO Eric	

Certifié exécutoire par le Président du Conseil Départemental (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1_DPT-BF
Date de réception préfecture : 09/12/2024

CD.2024.11.28/102

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 28 novembre 2024

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

CENTRE DÉPARTEMENTAL DE SANTÉ - DÉCISION MODIFICATIVE N°1 AU BUDGET 2024

RAPPORT

J'ai l'honneur de soumettre à notre assemblée le projet de Décision Modificative n°1 du Budget 2024 du Centre Départemental de Santé (CDS).

Dans le cadre de son action pour lutter contre la désertification médicale sur notre territoire, le Département a ouvert le Centre Départemental de Santé le 9 septembre 2019 à Égletons.

Depuis, l'action s'est déployée sur divers sites et compte, en plus de son siège d'Égletons, 7 antennes :

- Neuvic, novembre 2019,
- Meymac, juillet 2020,
- Ussel, mars 2021,
- Sornac, juin 2021,
- Treignac, novembre 2021,
- Bort-les-Orgues, décembre 2021,
- Uzerche, janvier 2023.

Au 1er octobre 2024, le CDS :

- Emploie 15 médecins (11 médecins et 4 vacataires) pour 10,82 Équivalent Temps Plein (ETP) hors vacataires et 2 infirmiers en pratique avancée (IPA) représentant 2 ETP,
- A réalisé 32 223 actes sur l'ensemble de ces antennes soit une augmentation d'environ 10 % par rapport à 2023 à la même période.

Une décision modificative (DM) s'avère nécessaire sur ce budget annexe du Conseil Départemental. Il s'agit uniquement d'une DM "technique" qui ne change pas les grands équilibres budgétaires.

Ce budget est assujetti au référentiel M57 depuis le 1er janvier 2024 et ce dernier pose, pour principe, le caractère obligatoire de l'amortissement des immobilisations au prorata temporis.

L'amortissement linéaire au prorata temporis représente la perte de valeur constante d'une immobilisation. Il commence à la date de mise en service du bien, et non à la date d'acquisition ou de réalisation. Ainsi, la première et la dernière annuité d'une immobilisation acquise en cours d'exercice sont calculées au prorata temporis, c'est-à-dire proportionnellement au temps écoulé.

Il convient donc d'augmenter de 10 000 € le montant de la dotation aux amortissements (dépense de fonctionnement, chapitre 042 "opérations d'ordre de transfert entre sections") afin d'être en capacité de couvrir totalement l'amortissement des biens acquis sur le dernier semestre de l'année 2024.
En contrepartie, il est possible de diminuer les inscriptions budgétaires à hauteur de 10 000 € en section de fonctionnement sur le chapitre 012 "charges de personnel et frais assimilés".

Ainsi, le montant global des dépenses de fonctionnement ne change pas, seule une modification de la répartition des crédits entre chapitres est opérée par cette DM.

De même, aucune modification n'est introduite s'agissant des recettes de la section de fonctionnement.

En section d'investissement, nous retrouvons en recettes les + 10 000 € liés à la régularisation sur les amortissements (chapitre 040 "opérations d'ordre de transfert entre sections). Afin de présenter une DM équilibrée, il est donc proposé d'inscrire en face une dépense de 10 000 € au chapitre 21 "immobilisations corporelles".

Les mouvements introduits par la DM et les équilibres financiers à l'issue de celle-ci sont récapitulés dans les tableaux ci-après :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				
CHAPITRES	LIBELLES	BP 2024	DM 1	BP 2024 + DM 1
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	354 550,00 €	- €	354 550,00 €
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	2 319 612,79 €	- 10 000,00 €	2 309 612,79 €
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	22 000,00 €	- €	22 000,00 €
67	CHARGES SPECIFIQUES	3 675,00 €	- €	3 675,00 €
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	55 300,00 €	10 000,00 €	65 300,00 €
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	10 662,21 €	- €	10 662,21 €
TOTAL		**2 765 800,00 €**	**- €**	**2 765 800,00 €**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT				
CHAPITRES	LIBELLES	BP 2024	DM 1	BP 2024 + DM 1
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIV.	1 552 000,00 €	- €	1 552 000,00 €
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	1 165 000,00 €	- €	1 165 000,00 €
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	48 800,00 €	- €	48 800,00 €
TOTAL		**2 765 800,00 €**	**- €**	**2 765 800,00 €**

DEPENSES D'INVESTISSEMENT				
CHAPITRES	LIBELLES	BP 2024	DM 1	BP 2024 + DM 1
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	37 000,00 €	- €	37 000,00 €
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	173 980,00 €	10 000,00 €	183 980,00 €
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 474,14 €	- €	2 474,14 €
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	48 800,00 €	- €	48 800,00 €
TOTAL		**262 254,14 €**	**10 000,00 €**	**272 254,14 €**

RECETTES D'INVESTISSEMENT				
CHAPITRES	LIBELLES	BP 2024	DM 1	BP 2024 + DM 1
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	3 500,00 €	- €	3 500,00 €
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	55 300,00 €	10 000,00 €	65 300,00 €
001	SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVEST REPORTE	203 454,14 €	- €	203 454,14 €
TOTAL		**262 254,14 €**	**10 000,00 €**	**272 254,14 €**

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2024.11.28/102

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 28 novembre 2024

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

CENTRE DÉPARTEMENTAL DE SANTÉ - DÉCISION MODIFICATIVE N°1 AU BUDGET 2024

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2024.11.28/102 en date du 28 novembre 2024, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article unique : la décision modificative n°1 du Centre Départemental de Santé pour l'exercice 2024 est adoptée comme suit :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				
CHAPITRES	LIBELLES	BP 2024	DM 1	BP 2024 + DM 1
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	354 550,00 €	- €	354 550,00 €
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	2 319 612,79 €	- 10 000,00 €	2 309 612,79 €
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	22 000,00 €	- €	22 000,00 €
67	CHARGES SPECIFIQUES	3 675,00 €	- €	3 675,00 €
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	55 300,00 €	10 000,00 €	65 300,00 €
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	10 662,21 €	- €	10 662,21 €
TOTAL		**2 765 800,00 €**	**- €**	**2 765 800,00 €**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT				
CHAPITRES	LIBELLES	BP 2024	DM 1	BP 2024 + DM 1
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIV.	1 552 000,00 €	- €	1 552 000,00 €
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	1 165 000,00 €	- €	1 165 000,00 €
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	48 800,00 €	- €	48 800,00 €
TOTAL		**2 765 800,00 €**	**- €**	**2 765 800,00 €**

DEPENSES D'INVESTISSEMENT				
CHAPITRES	LIBELLES	BP 2024	DM 1	BP 2024 + DM 1
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	37 000,00 €	- €	37 000,00 €
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	173 980,00 €	10 000,00 €	183 980,00 €
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 474,14 €	- €	2 474,14 €
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	48 800,00 €	- €	48 800,00 €
TOTAL		**262 254,14 €**	**10 000,00 €**	**272 254,14 €**

RECETTES D'INVESTISSEMENT				
CHAPITRES	LIBELLES	BP 2024	DM 1	BP 2024 + DM 1
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	3 500,00 €	- €	3 500,00 €
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	55 300,00 €	10 000,00 €	65 300,00 €
001	SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVEST REPORTE	203 454,14 €	- €	203 454,14 €
TOTAL		**262 254,14 €**	**10 000,00 €**	**272 254,14 €**

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 9 décembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de publication : 9 décembre 2024

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-huit novembre, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Ghislaine DUBOST	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Monsieur Eric ZIOLO

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENTS : COLLECTIVITES TERRITORIALES/EPL : DEPARTEMENT DE LA CORREZE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 22192720500528

POSTE COMPTABLE : Payeur Départemental

M. 57

Décision modificative 1 (3)
Voté par nature

BUDGET : CORREZE SANTE (4)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 38

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 40
A1.01 - Opérations non ventilables 42
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 43
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 46
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 47
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 48
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 51
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 54
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 57
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 58
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 61
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 63
A1.908 - Fonction 8 - Transports 66
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 70
A2.01 - Opérations non ventilables 72
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 73
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 76
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 77
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 78
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 81
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 84
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 87
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 88
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 89
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 92
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 94
A2.938 - Fonction 8 - Transports 97

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	101
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	102
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	105
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	106
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	107
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	109

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	247 459

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	546,32

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	10,87
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	10,98
3	Dépenses d'équipement brut / population	0,89
4	Encours de dette / population (2) (3)	0,00
5	DGF / population	0,00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	85,86%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	99,00%
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	8,13%
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0,00%
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	1,00%

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 0%
- Investissement : 0%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1 0,00
Investissement	0,00	0,00	(3) 0,00	A2 0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(4) 0,00	A3 0,00

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1 0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	0,00
Investissement	**A2 + B2**	0,00
Fonctionnement	**A3 + B3**	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	10 000,00	10 000,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	10 000,00	10 000,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	0,00	0,00

TOTAL DU BUDGET (5)	10 000,00	10 000,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AE VOTEES — B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	37 000,00	0,00	0,00	0,00	37 000,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	173 980,00	0,00	10 000,00	10 000,00	183 980,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**210 980,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**	**220 980,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	2 474,14	0,00	0,00	0,00	2 474,14
Total des dépenses financières		**2 474,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 474,14**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**213 454,14**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**	**223 454,14**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*48 800,00*		*0,00*	*0,00*	*48 800,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***48 800,00***		***0,00***	***0,00***	***48 800,00***

TOTAL	**262 254,14**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**	**272 254,14**
					+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE					**0,00**
					=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**272 254,14**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	3 500,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**3 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 500,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**3 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 500,00**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*55 300,00*		*10 000,00*	*10 000,00*	*65 300,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***55 300,00***		***10 000,00***	***10 000,00***	***65 300,00***

TOTAL	**58 800,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**	**68 800,00**
					+
				R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**203 454,14**
					=
				TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**272 254,14**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**16 500,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	354 550,00	0,00	0,00	0,00	354 550,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	2 319 612,79	0,00	-10 000,00	-10 000,00	2 309 612,79
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	22 000,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**2 696 162,79**	**0,00**	**-10 000,00**	**-10 000,00**	**2 686 162,79**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	3 675,00	0,00	0,00	0,00	3 675,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**2 699 837,79**	**0,00**	**-10 000,00**	**-10 000,00**	**2 689 837,79**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*55 300,00*		*10 000,00*	*10 000,00*	*65 300,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***55 300,00***		***10 000,00***	***10 000,00***	***65 300,00***
TOTAL		**2 755 137,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 755 137,79**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**10 662,21**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**2 765 800,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 552 000,00	0,00	0,00	0,00	1 552 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	1 165 000,00	0,00	0,00	0,00	1 165 000,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**2 717 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 717 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**2 717 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 717 000,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*48 800,00*		*0,00*	*0,00*	*48 800,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***48 800,00***		***0,00***	***0,00***	***48 800,00***
TOTAL		**2 765 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 765 800,00**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**2 765 800,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**16 500,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		10 000,00	*0,00*	10 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**10 000,00**	***0,00***	**10 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**10 000,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	-10 000,00		-10 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*10 000,00*	10 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**-10 000,00**	***10 000,00***	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*10 000,00*	10 000,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***10 000,00***	**10 000,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**10 000,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
019-221900041-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**262 254,14**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	37 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	173 980,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**210 980,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 474,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**2 474,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**213 454,14**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*48 800,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**48 800,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**10 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**58 800,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	3 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**3 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**3 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*55 300,00*		*10 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***55 300,00***		***10 000,00***	***10 000,00***	***10 000,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**10 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**262 254,14**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	37 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	37 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	173 980,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
2181	Install. générales, agencements	21 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	56 980,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	27 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	35 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2185	Matériel de téléphonie	14 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	20 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**210 980,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 474,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	2 474,14	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**2 474,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**213 454,14**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*48 800,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*48 800,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*48 800,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**48 800,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**58 800,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	3 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	3 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**3 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**3 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*55 300,00*		*10 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*5 384,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*221,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*3 797,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*9 899,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*13 863,29*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*8 463,71*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*960,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*12 712,00*		*10 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***55 300,00***		***10 000,00***	***10 000,00***	***10 000,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**2 755 137,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général (4)	354 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	2 319 612,79	0,00		-10 000,00	-10 000,00		-10 000,00	-10 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**2 696 162,79**	**0,00**	**0,00**	**-10 000,00**	**-10 000,00**	**0,00**	**-10 000,00**	**-10 000,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	3 675,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**3 675,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**2 699 837,79**	**0,00**	**0,00**	**-10 000,00**	**-10 000,00**	**0,00**	**-10 000,00**	**-10 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*55 300,00*			*10 000,00*	*10 000,00*		*10 000,00*	*10 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**55 300,00**			**10 000,00**	**10 000,00**		**10 000,00**	**10 000,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**2 765 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 552 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	1 165 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**2 717 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**2 717 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*48 800,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**48 800,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement cumulées	**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**2 755 137,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général (5)	354 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	1 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	8 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	4 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	9 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	8 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	125 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	8 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	6 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6183	Frais de formation (personnel extérieur	7 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	31 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	3 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	2 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	650,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	26 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	28 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	24 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	2 319 612,79	0,00		-10 000,00	-10 000,00		-10 000,00	-10 000,00
6218	Autre personnel extérieur	110 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	11 650,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	150 324,60	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	2 800,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64113	NBI	2 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	55 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64131	Rémunérations	1 444 067,54	0,00		-10 000,00	-10 000,00		-10 000,00	-10 000,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241209-CD2024_DM1-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
64132	SFT, indemnité de résidence	351,10	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	93 386,15	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	320 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	102 720,40	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	1 973,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	25 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6488	Autres	340,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	22 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**2 696 162,79**	**0,00**	**0,00**	**-10 000,00**	**-10 000,00**	**0,00**	**-10 000,00**	**-10 000,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	3 675,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	3 675,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**3 675,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**2 699 837,79**	**0,00**	**0,00**	**-10 000,00**	**-10 000,00**	**0,00**	**-10 000,00**	**-10 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*55 300,00*			*10 000,00*	*10 000,00*		*10 000,00*	*10 000,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*55 300,00*			*10 000,00*	*10 000,00*		*10 000,00*	*10 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**55 300,00**			**10 000,00**	**10 000,00**		**10 000,00**	**10 000,00**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**2 765 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 552 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	1 552 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	1 165 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	730 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7476	Sécurité sociale, organism. Mutualistes	435 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**2 717 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**2 717 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*48 800,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*48 800,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**48 800,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
		50 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
		50 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 800 €		01/12/2023
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Concessions et droits similaires	5	01/12/2023
L	Autres immobilisations incorporelles	5	01/12/2023
L	Travaux aux bâtiments, constructions	30	01/12/2023
L	Installations générales, agencements et aménagements de bâtiments	15	01/12/2023
L	Plantations d'arbres et d'arbustes	15	01/12/2023
L	Installations générales, agencements et aménagements divers	10	01/12/2023
L	Matériel de transport - véhicules légers	7	01/12/2023
L	Matériel de transport - vélos	5	01/12/2023
L	Matériel de transport - véhicules d'occasion légers	3	01/12/2023
L	Matériel informatique	5	01/12/2023
L	Matériel de bureau et mobilier	10	01/12/2023
L	Matériel de téléphonie	5	01/12/2023
L	Autres immobilisations corporelles	5	01/12/2023
L	Constructions sur sol d'autrui - bâtiments	30	01/12/2023
L	Constructions sur sol d'autrui - agencements, aménagements, installations	15	01/12/2023
L	Réseaux divers (câblés, électrification, autres)	12	01/12/2023
L	Matériel technique	10	01/12/2023
L	Petit matériel et outillage technique	5	01/12/2023

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**10,00**	**0,00**	**10,00**	**7,00**	**0,00**	**7,00**
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	8,00	0,00	8,00	6,00	0,00	6,00
ATTACHES TERRITORIAUX	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**13,00**	**6,00**	**19,00**	**0,00**	**9,60**	**9,60**
CADRE DE SANTE 1ere CL	A	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00
INFIRMIERS TERR EN SOINS GENERAUX	A	3,00	0,00	3,00	0,00	2,00	2,00
MEDECINS TERRITORIAUX	A	10,00	5,00	15,00	0,00	7,60	7,60
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TECHNICIEN PARAMEDICAL TERRITORIAL CL SUP	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**24,00**	**6,00**	**30,00**	**7,00**	**9,60**	**16,60**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**298 427,88**		
INFIRMIERS TERR EN SOINS GENERAUX	A	MS	576	52 949,64	332-8-2°	CDD
INFIRMIERS TERR EN SOINS GENERAUX	A	MS	653	60 285,84	332-13	CDD
MEDECINS TERRITORIAUX	A	MS	9124	64 939,72	332-8-2°	CDD
MEDECINS TERRITORIAUX	A	MS	9124	120 252,68	332-8-2°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**20 297,40**		
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	367	20 297,40	332-23-1°	CDD
TOTAL GENERAL				**318 725,28**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**203 454,14**	**0,00**	**0,00**	**203 454,14**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**203 454,14**	**0,00**	**0,00**	**203 454,14**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**203 454,14**	**0,00**	**0,00**	**203 454,14**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**203 454,14**	**0,00**	**0,00**	**203 454,14**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**48 800,00**	**0,00**	**0,00**	**48 800,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**58 800,00**	**10 000,00**	**10 000,00**	**68 800,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**10 000,00**	**10 000,00**	**10 000,00**	**20 000,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 48 800,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**48 800,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*48 800,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 58 800,00**	**10 000,00**	**VI 10 000,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**3 500,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	3 500,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**55 300,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*5 384,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*221,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*3 797,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*9 899,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*13 863,29*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*8 463,71*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*960,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*12 712,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 38
Nombre de membres présents : 36
Nombre de suffrages exprimés : 38
VOTES :
Pour : 38
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 18/10/2024

Présenté par le Président du Conseil Départemental (1),
A TULLE, le 14/11/2024

Délibéré par l'assemblée le Conseil Départemental (2), réunie en session plénière
A TULLE, le 28/11/2024
Les membres de l'assemblée délibérante le Conseil Départemental (2),(3).

.

ARFEUILLERE Christophe	
AUDEGUIL Agnés	
BARTOUT Audrey	
BOISSIERAS Pascale	
BOUCHETEIL Emilie	
BOUNIE Julien	
BOUZON Christian	
BUISSON Patricia	
CHAMBON Sophie	
CHIRAC Claude	
COMBES Bernard	
COMBY Francis	
CORNELISSEN Jacqueline	
COSTE Pascal	
DARTHOU Laurent	
DELPECH Jean-Jacques	
DUBOST Ghislaine	
DUCHAMP Sébastien	
LABBAT Jean-François	
LAUGA Jean-Jacques	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

LESCURE Philippe	
MARSALEIX Didier	
MAURIN Sandrine	
MEUNIER Frédérique	
MONTEIL Anthony	
PADILLA-RATELADE Marilou	
PETIT Christophe	
PEYRET Franck	
ROBINET Rosine	
ROME Hélène	
SOLER Gérard	
TAGUET Jean-Marie	
TAURISSON Valérie	
TAYSSE Annick	
TROYA Sonia	
VALLEE Stéphanie	
VIDAL Marie Laure	
ZIOLO Eric	

Certifié exécutoire par le Président du Conseil Départemental (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20241128-CD2024_DM1_CDS-DE
Date de réception préfecture : 09/12/2024

CD.2024.11.28/103

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 28 novembre 2024

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

AUTORISATION D'OUVERTURE DES CREDITS DU BUDGET 2025 AVANT VOTE DU BUDGET

RAPPORT

En application des dispositions de l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), je vous informe que dans le cas où le budget de la collectivité n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, le Président du Conseil Départemental est en droit, et jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est également en droit de faire procéder au mandatement des dépenses afférentes au remboursement du capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

S'agissant des dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une Autorisation de Programme (AP), il est précisé qu'elles peuvent être liquidées et mandatées dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture d'autorisation de programme.

Ces Autorisations de Programme, votées sur les exercices précédents, figurent au Compte Administratif 2023 dans l'annexe C6 et au Budget Primitif 2024 dans l'annexe B1 qui précisent leurs montants.

Par ailleurs, le rapport de la Décision Modificative n° 1 de 2024 qui vous est présenté à cette séance propose des ajustements des AP et AE à prendre en compte.

En outre, dans l'attente du vote du BP 2025, les Autorisations de Programme et Autorisations d'Engagement sont votées dans le cadre de la DM n°1 relative à l'exercice 2024 afin que les services puissent également être autorisés à les engager et à les mandater dans la même mesure.

Enfin, jusqu'à l'adoption du budget primitif, le Président peut, avec l'autorisation du Conseil Départemental, engager, liquider et mandater les autres dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Afin de permettre la continuité des opérations lancées et le bon fonctionnement des services, je vous demande de bien vouloir m'autoriser, au titre de l'exercice 2025, à engager, liquider et mandater jusqu'à 25 % du montant des crédits d'investissement votés au budget 2024 par chapitre, pour le budget principal et les budgets annexes du Centre Départemental de santé "Corrèze Santé", du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille, ainsi que celui de "Corrèze Autonomie", conformément aux tableaux ci-annexés.

Cette autorisation permettra alors au comptable public de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis selon les dispositions énoncées.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2024.11.28/103

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 28 novembre 2024

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

AUTORISATION D'OUVERTURE DES CREDITS DU BUDGET 2025 AVANT VOTE DU BUDGET

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2024.11.28/103 en date du 28 novembre 2024, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Francis COMBY, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article unique : en application des dispositions de l'article L1612-1du Code Général des Collectivités Territoriales, jusqu'à l'adoption du budget principal ainsi que des trois budgets annexes (Centre de l'Enfance et de la Famille, Corrèze Santé et "Corrèze Autonomie") de la collectivité, le Président du Conseil Départemental est autorisé à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement afférentes à l'exercice 2025, jusqu'à 25 % du montant des crédits votés au budget 2024 par chapitre, conformément aux tableaux ci-annexés.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 28 novembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241128-13866-DE-1-1
Date de publication : 28 novembre 2024

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-huit novembre, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Ghislaine DUBOST	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Monsieur Eric ZIOLO

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

OUVERTURE AVANT VOTE DU BUDGET 2025 : INVESTISSEMENT BUDGET PRINCIPAL

Libellé	Niveau	Description	CP Voté BP	Virements entre chapitres (autorisation M57)	DM	Total CP Voté	Autorisation ouverture crédits de Paiements 2025 : 25 %
900	**Chapitre**	Services généraux	4 910 278,00	- 331 672,00	147 653,00	4 726 259,00	**1 181 564,75**
901	**Chapitre**	Sécurité	157 656,00	-	-	157 656,00	**39 414,00**
902	**Chapitre**	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	7 522 537,00	-	- 17 653,00	7 504 884,00	**1 876 221,00**
903	**Chapitre**	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	8 774 767,00	- 13 608,00	294 121,00	9 055 280,00	**2 263 820,00**
904	**Chapitre**	Santé et action sociale (hors RSA)	3 643 538,00	345 280,00	200 000,00	4 188 818,00	**1 047 204,50**
9044	**Chapitre**	RSA	8 000,00	-	-	8 000,00	**2 000,00**
905	**Chapitre**	Aménagement des territoires et habitat	13 503 830,00	-	- 1 108 621,00	12 395 209,00	**3 098 802,25**
906	**Chapitre**	Action économique	1 114 539,00	-	100 000,00	1 214 539,00	**303 634,75**
907	**Chapitre**	Environnement	6 006 730,00	-	- 680 000,00	5 326 730,00	**1 331 682,50**
908	**Chapitre**	Transports	35 389 774,00	-	1 064 500,00	36 454 274,00	**9 113 568,50**
923	**Chapitre**	Dettes et autres opérations financières	4 273 600,00	-	-	4 273 600,00	**1 068 400,00**
261	**Article**	Titres de participation	*3 622 000,00*	-	-	*3 622 000,00*	***905 500,00***
2748	**Article**	Autres prêts	*630 000,00*	-	-	*630 000,00*	***157 500,00***
275	**Article**	Dépôts et cautionnements versés	*21 600,00*	-	-	*21 600,00*	***5 400,00***

OUVERTURE AVANT VOTE DU BUDGET 2025 : INVESTISSEMENT CENTRE DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE

Libellé	Niveau	Description	CP Voté BP	DM	Total CP Voté	Autorisation ouverture Crédits de Paiements 2025 : 25%
20	Chapitre	Immobilisations incorporelles	15 000,00	-	15 000,00	**3 750,00**
21	Chapitre	Immobilisations corporelles	175 000,00		175 000,00	**43 750,00**
23	Chapitre	Immobilisations en cours	419 897,22	-	419 897,22	**104 974,31**
Total			**609 897,22**		**609 897,22**	**152 474,31**

OUVERTURE AVANT VOTE DU BUDGET 2025 : INVESTISSEMENT CENTRE DEPARTEMENTAL DE SANTE

Libellé	Niveau	Description	CP Voté BP	DM	Total CP Voté	Autorisation ouverture Crédits de Paiements 2025 : 25%
20	Chapitre	Immobilisations incorporelles	37 000,00		37 000,00	**9 250,00**
21	Chapitre	Immobilisations corporelles	173 980,00	10 000,00	183 980,00	**45 995,00**
27	Chapitre	Immobilisations financières	2 474,14		2 474,14	**618,54**
Total			**213 454,14**		**223 454,14**	**55 863,54**

OUVERTURE AVANT VOTE DU BUDGET 2025 : INVESTISSEMENT CORREZE AUTONOMIE

Libellé	Niveau	Description	CP Voté BP	DM	Total CP Voté	Autorisation ouverture Crédits de Paiements 2025 : 25%
20	Chapitre	Immobilisations incorporelles	103 700,00		103 700,00	**25 925,00**
21	Chapitre	Immobilisations corporelles	493 300,00		493 300,00	**123 325,00**
Total			**597 000,00**		**597 000,00**	**149 250,00**

CD.2024.11.28/104

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 28 novembre 2024

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES DE LA NOUVELLE-AQUITAINE FORMULÉES DANS LE CADRE DU CONTRÔLE DES COMPTES ET DE LA GESTION DU DEPARTEMENT DE LA CORREZE DEPUIS L'EXERCICE 2017

RAPPORT

Conformément aux dispositions du code des juridictions financières et notamment ses articles L.211-3 et L211-4, la Chambre Régionale des Comptes (CRC) a pour objet d'assurer le contrôle des comptes et l'examen de la gestion de nombreuses structures publiques et associatives dont les collectivités territoriales.

De manière périodique, la CRC Nouvelle-Aquitaine examine donc la régularité et la qualité de la gestion du Département de la Corrèze, tant sur la régularité des actes de gestion que de l'économie des moyens mis en œuvre.

Par courrier en date du 9 octobre 2023, la présidente de la Chambre Régionale des Comptes Nouvelle-Aquitaine m'a informé de l'ouverture du contrôle des comptes et de la gestion du Département de la Corrèze pour les exercices 2017 et suivants.

Ce contrôle s'est déroulé de cette date au 24 janvier 2024 ; il a porté sur les points suivants :

- ✓ l'organisation et la gouvernance du Département ;
- ✓ la situation de co-financeur du Revenu de Solidarité Active (RSA) ;
- ✓ la situation financière et patrimoniale de la collectivité ;
- ✓ la mise en œuvre de la loi de transformation de la fonction publique.

Ce contrôle s'est déroulé par demande de pièces ou de notes relatives à différents aspects de la gestion de notre collectivité depuis 2017 et a été complété par un contrôle sur place réalisé le 24 octobre 2023.

Après l'analyse des réponses apportées et des échanges autour de ces questions, la chambre a délibéré le 13 février 2024 un rapport d'observations provisoires qui m'a été transmis en suivant. Par courrier en date du 18 avril 2024, j'ai apporté des compléments et remarques afin d'affiner l'analyse de la chambre, et des pièces complémentaires à l'appui de cette réponse écrite ont été transmises à la chambre par voie électronique le 30 avril 2024.

Suivant cette réponse, un nouveau rapport a été présenté à la CRC Nouvelle-Aquitaine qui a arrêté, le 16 juillet 2024, ses observations définitives donnant lieu à la transmission d'un premier rapport d'observations définitives (ROD1) le 25 juillet 2024. Le 19 août 2024, j'ai formulé une réponse écrite qui est jointe au présent rapport comme au rapport d'observations définitives (annexe 2).

La Chambre Régionale des Comptes ayant adressé au Département ce rapport d'observations définitives (ROD2) le 3 septembre 2024, il me revient de vous permettre de prendre connaissance de ce document joint en annexe 1 au présent rapport. Après cette présentation qui donne lieu à un débat, ce rapport avec sa réponse deviennent des documents communicables à toute personne qui en fait la demande et seront consultables sur le site internet des juridictions financières.

Le rapport d'observations définitives formule 8 recommandations "nouvelles" dont la chambre souligne que 2 sont déjà complètement mises en œuvre et 2 autres partiellement, tandis que 3 sont devenues sans objet depuis la phase de contrôle. Ces 8 recommandations sont les suivantes :

- Compléter le rapport sur les Orientations Budgétaires avec les engagements pluriannuels détaillés en fonctionnement et investissement ainsi qu'avec les informations nécessaires en matière de ressources humaines, afin de respecter les exigences de l'article D.3312-12 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

- Intégrer l'engagement financier du Département dans l'analyse des risques des organismes satellites afin d'adapter l'intensité et la fréquence de leur suivi,

- Faire cesser le rattachement de la Direction de la Communication à l'autorité hiérarchique du directeur de cabinet du Président,

- Respecter l'article L.262-24-1 du code de l'action sociale et des familles par le mandatement de l'ensemble des impayés d'allocations RSA dus à la CAF et à la MSA,

- Mettre fin sans délai au rattachement irrégulier des impayés de Revenu de Solidarité Active (RSA),

- Inscrire en comptabilité la totalité des intérêts de retard liés aux impayés d'allocations RSA dus au titre de l'article D.262-64 du Code de L'Action Sociale et des Familles (CASF),

- Inscrire au bilan la valeur des sommes détenues à la Caisse des Dépôts et Consignations au titre des impayés de RSA,

- Évaluer les effectifs nécessaires à la continuité du service pour la restauration collective dans les collèges et l'aide aux personnes âgées et handicapées.

Le détail des développements ayant conduit la CRC à formuler ces 8 recommandations figure dans le rapport joint en annexe n°1. Je tiens à préciser que des actions ont d'ores et déjà été mises en œuvre sur chacun des points mis en évidence par la CRC et pour la plupart avant même l'ouverture du contrôle. Vous en trouverez le détail dans la réponse écrite que j'ai formulée le 19 août dernier à la Chambre et qui est jointe au présent rapport comme au rapport d'observations définitives (annexe 2).

En synthèse, il apparaît que le rapport transmis par la CRC se concentre sur deux thématiques principales : le financement du RSA et l'évolution de la situation financière du Département depuis 2017.

Concernant la première, il est important de souligner que la situation était entièrement régularisée avant même que la chambre ne délibère sur les observations définitives, en juillet 2024. Il n'y a plus aucun impayé en matière de RSA sur la période 2015-2023, que ce soit pour la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et la Mutualité Sociale Agricole (MSA) et les sommes consignées ont fait l'objet d'une déconsignation intégrale en mai 2024. Tous les acomptes mensuels transmis en 2024 par les deux caisses ont fait l'objet d'un paiement régulier, au fil de l'eau.
D'autre part, il convient de rappeler que sur ce sujet du RSA, le recours juridique introduit par le Conseil Départemental de la Corrèze n'a connu son issue qu'en décembre 2023 et que notre collectivité a pris acte très rapidement de ces jugements en engageant leur traduction sans délai (reprise du paiement des acomptes mensuels transmis en 2024 au fil de l'eau et règlement de l'ensemble des impayés au titre de la période 2015-2023).
Rappelons enfin que durant toute la période de contentieux ayant précédée le jugement de fin 2023, le Conseil Départemental de la Corrèze a toujours fait preuve de transparence et de sincérité budgétaire, en mettant en œuvre une procédure permettant tout à la fois la bonne inscription d'une « dette » et la préservation de nos intérêts financiers ainsi que la communication annuelle à l'Assemblée Départementale de la situation.

S'agissant de la situation financière de notre collectivité, la chambre note que « *la situation financière du Département est redevenue confortable* » grâce à « *la maîtrise des dépenses de fonctionnement combinée à la dynamique des recettes fiscales* » et souligne « *le désendettement continu qui améliore le profil emprunteur du Département* ».

Ce constat est d'autant plus à mettre en valeur tant les marges de manœuvre pour piloter les finances départementales se sont considérablement réduites tout au long de la période :

- Contribution au redressement des comptes publics se traduisant par une baisse annuelle importante de notre Dotation Globale de fonctionnement (DGF) jusqu'à 2017 inclus (54,3 M€ de DGF en 2017 contre 67,4 M€ en 2013),

- Transfert de la taxe foncière sur les propriétés bâties aux communes et perte du pouvoir de taux associé à compter de 2021,

- Mise en œuvre obligatoire de mesures décidées unilatéralement par l'État et ne donnant pas lieu à compensation financière ou à compensation partielle seulement (revalorisations du point d'indice, Ségur de la santé, avenant 43 à la convention collective de la branche associative de l'aide à domicile qui procède au 1er octobre 2021 à une augmentation des salaires et met en place une nouvelle classification des emplois, revalorisations régulières du RSA),

- Contexte socio-économique particulièrement délicat en milieu de période : les années 2020, 2021 et même 2022 ont été marquées par la crise sanitaire (Covid 19), années durant lesquelles le Département a pleinement joué son rôle d'amortisseur social notamment via les aides directes à la personne.

Cette amélioration résulte de choix forts de la part de l'exécutif départemental. En effet, compte tenu des marges de manœuvre quasi inexistantes sur les produits de gestion du Département, l'amélioration de la situation financière de la collectivité est donc passée avant tout par :

- La maîtrise des dépenses de fonctionnement,

- Une stratégie de désendettement continu mise en œuvre depuis 2015 (diminution de l'encours de dette de - 120 M€ entre 2015 et 2023),

- Une gestion prudentielle des recettes « exceptionnelles » perçues sur les années 2021 et 2022 (Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO), Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)).

A l'heure où les inquiétudes sont vives et nombreuses pour les finances départementales (en un an, le nombre de départements en grande difficulté a plus que doublé et un tiers d'entre eux sera concerné l'an prochain dans un contexte de non-indexation des dotations sur l'inflation, de revalorisations salariales, de hausses des prestations sociales, de flambée des coûts des matières premières et de chute brutale des recettes des Droits de Mutation) et alors que jamais les départements n'ont été confrontés à une telle dégradation de leurs budgets (baisse de l'épargne brute de - 39,6 % et de l'épargne nette de - 54,1 % pour les départements entre 2022 et 2023), le Conseil Départemental de la Corrèze maintient le cap et se singularise par sa situation financière robuste, patiemment construite depuis 2015, permettant de maintenir un haut niveau de services et d'investissements en faveur des Corréziens.

Conformément aux dispositions du code des juridictions financières, je tiens enfin à vous préciser que je vous présenterai un rapport d'ici à novembre 2025 précisant l'état d'avancement des actions mises en œuvre dans le cadre des observations formulées par la chambre régionale des comptes.

Je vous propose de bien vouloir me donner acte de la communication du rapport d'observations définitives arrêté par la chambre régionale des comptes Nouvelle Aquitaine, après l'examen de la gestion du Département au titre des exercices 2017 et suivants.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2024.11.28/104

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 28 novembre 2024

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES DE LA NOUVELLE-AQUITAINE FORMULÉES DANS LE CADRE DU CONTRÔLE DES COMPTES ET DE LA GESTION DU DEPARTEMENT DE LA CORREZE DEPUIS L'EXERCICE 2017

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2024.11.28/104 en date du 28 novembre 2024, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Francis COMBY, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article unique : de prendre acte de la communication du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes de Nouvelle-Aquitaine ci-joint et de l'ensemble de ses annexes.

Acte est donné.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 28 novembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241128-14039-DE-1-1
Date de publication : 28 novembre 2024

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-huit novembre, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Ghislaine DUBOST	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Monsieur Eric ZIOLO

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Chambre régionale des comptes
Nouvelle-Aquitaine

Le président

Bordeaux, le 3 septembre 2024

à

Monsieur Pascal Coste
Président du conseil départemental de la Corrèze
Hôtel du département Marbot
9 rue René et Émile Fage – BP 199
19005 Tulle cedex

president@correze.fr

Dossier suivi par : Myriam Lagarde, greffière de la 1re section
Tél. : 05 56 56 47 00
Mél. : na-greffe@crtc.ccomptes.fr
Nos références à rappeler KSP GD240313 CRC
Contrôle n° 2023-000762
Objet : notification du rapport d'observations définitives relatif au contrôle des comptes et de la gestion du département de la Corrèze
P.J. : 1 rapport d'observations définitives

Envoi dématérialisé avec accusé de réception
(Article R. 241-9 du code des juridictions financières)

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le rapport comportant les observations définitives de la chambre sur le contrôle des comptes et de la gestion du département de la Corrèze concernant les exercices 2017 jusqu'à la période la plus récente ainsi que la réponse qui y a été apportée.

Il conviendra d'inscrire ce document à l'ordre du jour de votre assemblée délibérante dès sa plus proche réunion. Dans cette perspective, le rapport et la réponse seront joints à la convocation adressée à chacun de ses membres.

Ce document sera publié sur le site internet des juridictions financières une fois présenté à votre organe délibérant et au plus tard dans un délai de deux mois suivant la présente notification, conformément à l'article L. 243-6 du code des juridictions financières. Je vous rappelle cependant que, jusqu'à sa publication, ce document revêt un caractère confidentiel qu'il vous appartient de protéger.

En application de l'article R. 243-14 du même code, je vous demande d'informer le greffe de la date de la plus proche réunion de votre assemblée délibérante et de lui communiquer en temps utile copie de son ordre du jour.

Par ailleurs, je vous précise qu'en application des dispositions de l'article R. 243-17 du code précité, le rapport d'observations et la réponse jointe sont transmis au préfet ainsi qu'au directeur départemental des finances publiques de la Corrèze.

Enfin, j'appelle votre attention sur le fait que l'article L. 243-9 du code des juridictions financières dispose que *« dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, l'ordonnateur de la collectivité territoriale ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre présente, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes ».*

…/…

En application de ce même texte, *« ce rapport est communiqué à la chambre régionale des comptes, qui fait une synthèse annuelle des rapports qui lui sont communiqués. Cette synthèse est présentée par le président de la chambre régionale des comptes devant la conférence territoriale de l'action publique. Chaque chambre régionale des comptes transmet cette synthèse à la Cour des comptes en vue de la présentation prescrite à l'article L. 143-9 ».*

Dans ce cadre, vous voudrez bien notamment préciser les suites que vous aurez pu donner aux recommandations qui sont formulées dans le rapport d'observations, en les assortissant des justifications qu'il vous paraîtra utile de joindre, afin de permettre à la chambre d'en mesurer le degré de mise en œuvre.



Paul Serre
conseiller maître à la Cour des comptes

Chambre régionale des comptes
Nouvelle-Aquitaine

RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES

DÉPARTEMENT DE LA CORRÈZE

(Département de la Corrèze)

Exercices 2017 et suivants

Le présent document a été délibéré par la chambre le 16 juillet 2024.

TABLE DES MATIÈRES

SYNTHÈSE....4

RECOMMANDATIONS....5

PROCÉDURE....8

1 ORGANISATION ET GOUVERNANCE DU DÉPARTEMENT....9

1.1 Situation du territoire....9
1.2 Organisation des assemblées d'élus....10
1.2.1 Réunions de l'assemblée délibérante 2015-2021 et 2021-2028....10
1.2.2 Vice-présidents, commission permanente et délégations du président....10
1.2.3 Les rapports d'orientations budgétaires....11
1.2.4 Indemnités versées des élus départementaux....13
1.3 Le contrôle des satellites....13
1.4 Les effectifs rattachés au président hors périmètre hiérarchique du directeur général des services....15
1.4.1 L'effectif recruté sous statut de collaborateur de cabinet respecte le plafond réglementaire....15
1.4.2 La modification du rattachement de la direction de la communication....16
1.4.3 Les agents de la direction de la communication étaient privés d'entretien annuel jusqu'à l'automne 2022....17

2 LA SITUATION DE CO-FINANCEUR DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE....19

2.1 Le financement du revenu de solidarité active....19
2.1.1 Une politique publique décentralisée....19
2.1.2 Évolution du dispositif et du nombre des bénéficiaires depuis 2017....20
2.1.2.1 Contexte national....20
2.1.2.2 Les effets de ces évolutions pour la Corrèze....22
2.2 Jusqu'en mai 2024, les paiements partiels du RSA ont généré une dette de 47 M€ du département à l'égard de la CAF et la MSA....24
2.2.1 La contestation sur les recettes perçues de l'État présentée à l'appui d'un refus de payer l'intégralité du RSA à la CAF et la MSA....24
2.2.1.1 Le département conteste la « non-compensation » par l'État de l'évolution du RSA 24
2.2.1.2 Le département a refusé jusqu'en mai 2024 de rembourser intégralement le RSA aux caisses....25
2.2.2 Le remboursement du RSA aux caisses est une dépense obligatoire....27
2.2.2.1 Situation de la MSA....28
2.2.2.2 La CAF a saisi trois fois l'État pour obtenir le mandatement d'office des impayés RSA....29
2.2.3 Une séquence comptable hétérodoxe pour inscrire les refus de paiements depuis 2019....30
2.2.3.1 Traitement séquentiel budgétaire et comptable des impayés RSA....30

2.2.3.2 L'étape du rattachement masque les impayés RSA lors du calcul de la dotation de compensation péréquée versée par l'État ... 31
2.2.3.3 Les impayés RSA ne répondaient pas aux critères pour la constitution de provisions, insuffisantes sur la période ... 33
2.2.4 Les intérêts de retard assurent la neutralité du RSA pour la trésorerie des caisses ... 35
2.2.4.1 Situation de la MSA ... 35
2.2.4.2 La CAF a demandé chaque mois le paiement des intérêts de retard ... 36
2.2.4.3 L'inscription des intérêts de retard dans les comptes du département ... 37
3 SITUATION FINANCIÈRE ET PATRIMONIALE ... 37
3.1 Fiabilité des comptes ... 38
3.1.1 Les écarts entre les prévisions et les réalisations ... 38
3.1.2 Les rattachements des charges, notamment des charges RSA depuis 2019 ... 41
3.1.3 L'absence au bilan des fonds consignés à la Caisse des dépôts et consignations ... 42
3.2 Évolution du fonctionnement ... 43
3.2.1 Les évolutions de périmètre budgétaire sur la période ... 43
3.2.2 L'évolution des produits ... 43
3.2.3 Les charges de fonctionnement ... 44
3.2.4 L'épargne de gestion ... 46
3.3 Évolution de l'investissement ... 47
3.3.1 La répartition par politique publique ... 47
3.3.2 Les dépenses d'investissement ... 49
3.3.3 La programmation pluriannuelle des investissements ... 49
3.4 La situation patrimoniale ... 51
3.4.1 L'endettement ... 51
3.4.2 La trésorerie ... 53
4 MISE EN ŒUVRE DE LA LOI DE TRANSFORMATION DE LA FONCTION PUBLIQUE ... 56
4.1 Mise en place des nouvelles instances du dialogue social ... 56
4.2 Moyens mis à disposition des syndicats ... 58
4.3 L'adoption des lignes directrices de gestion ... 59
4.4 Les négociations engagées avec les nouvelles instances ... 59
4.5 Mise en œuvre du dialogue social en sus des instances paritaires ... 60
4.6 Absence d'organisation du service minimum ... 60
ANNEXES ... 62
Annexe n° 1. Bilan 2022 de l'action « Protection de l'Enfance » ... 63
Annexe n° 2. États des indemnités délibérées et versées aux conseillers départementaux ... 65
Annexe n° 3. Dotations aux provisions pour impayés d'allocations RSA et autres risques et charges de 2017 à 2023 ... 66
Annexe n° 4. Évolution du taux directeur pour le calcul des intérêts de retard ... 67
Annexe n° 5. Budgets annexes – fonctionnement et investissement ... 68
Annexe n° 6. Évolution du panier de ressources ... 69
Annexe n° 7. Formation du résultat de fonctionnement et de la trésorerie nette ... 70

Annexe n° 8. Calendrier et participations des membres aux CT et CHSCT.....71
Annexe n° 9. Représentants du personnel et dialogue social.....72
Annexe n° 10. Moyens humains accordés aux organisations syndicales.....73
Annexe n° 11. La formation.....74
Annexe n° 12. Autres moyens accordés aux organisations syndicales.....75
Annexe n° 13. Nombre de jours de grève.....76
Annexe n° 14. Glossaire.....77

SYNTHÈSE

La contestation par le département de la Corrèze du niveau de sa participation financière au revenu de solidarité active

Le département s'est écarté des obligations légales et réglementaires du code de l'action sociale et des familles et de la comptabilité publique. Alors que son reste à charge, une fois pris en compte les recettes versées par l'État, n'est que de 36 % du reste à charge moyen des départements au plan national, le département a refusé d'acquitter, de 2015 à 2024, sa contribution propre au financement des allocations du revenu de solidarité active (RSA), servies par la caisse des allocations familiales (CAF) et la Mutualité sociale agricole (MSA). Les recours contentieux du département contre le niveau des versements de l'État en 2016-2020 ont pourtant été invalidés par le juge administratif en 2023.

La progression des impayés RSA du département à la CAF et la MSA s'est accélérée à compter de 2019. Le cumul des impayés RSA et des intérêts de retard afférents s'établissait à 47 M€ au 30 janvier 2024.

Après accord passé avec le préfet de Corrèze, impliquant la renonciation par la CAF au paiement des 2,7 M€ d'intérêts de retard, le département a mandaté en mai 2024 l'ensemble des arriérés RSA et repris les paiements mensuels aux caisses CAF et MSA.

La situation financière redevenue confortable du département lui permettait pourtant de couvrir la totalité de la dépense RSA

La maîtrise des dépenses de fonctionnement combinée à la dynamique des recettes fiscales a permis la constitution de réserves. Le désendettement continu améliore le profil emprunteur du département en vue des investissements de rénovation énergétique du logement social.

Sa trésorerie a progressé de 106 M€ sur la période contrôlée. Cette amélioration est en partie générée par les dizaines de millions d'euros que le département avait refusé de rembourser à la CAF et la MSA de janvier 2016 à mai 2024.

Une mise en œuvre de la loi de transformation de la fonction publique à poursuivre

La mise en œuvre de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a eu un effet limité sur le dialogue social.

La poursuite de l'examen des avancements et promotions internes par les commissions administratives paritaires a décrédibilisé les lignes directrices de gestion devenues sans enjeu.

Le département n'a pas encore organisé le service minimum pour les services quotidiens en régie de restauration dans les collèges et d'aide aux personnes âgées et handicapées.

RECOMMANDATIONS

SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU PRÉCÉDENT CONTRÔLE

Recommandation n° 1 : procéder à un contrôle systématique des établissements et familles d'accueil sur la base d'un référentiel établi

Suites données : *le département a formé et fait certifier un agent « Conseiller Technique en Charge des Contrôles de Fonctionnement » et avoir élaboré un plan de contrôle des établissements et services de la protection de l'enfance en juin 2021. L'agent contrôleur s'appuie sur le guide méthodologique des missions de contrôles de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (2017) et sur le référentiel d'évaluation de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux de la Haute Autorité de Santé (actualisé en 2022). Le plan pour 2021-2024 proposait un calendrier de contrôles de deux établissements par an sur les huit de Corrèze. Toutefois, le département indique ne pas avoir développé de plan de contrôle spécifique aux assistants familiaux d'accueil de mineurs placés et s'en tenir aux contrôles effectués par la Protection Maternelle et Infantile dans le cadre du Dispositif de Placement Familial d'accompagnement des assistants familiaux ; il n'a pas été en mesure de fournir un plan de contrôle départemental des assistants familiaux et familles d'accueil de mineurs de plus de 6 ans, obligation légale précisée par l'article L221-1 du CASF*. **(Mise en œuvre partielle)**

Recommandation n°2 : mettre en place des outils de suivi de l'origine et des suites données aux informations préoccupantes

Suites données *: le logiciel actuel de saisie de l'origine de chaque information préoccupante et de la suite donnée ne permet pas l'extraction des données. Un futur logiciel métier (SOLIS) devrait permettre le suivi des informations préoccupantes*. **(Mise en œuvre partielle)**

Recommandation n° 3 : formaliser, mettre en œuvre et suivre le déploiement du projet pour l'enfant

Suites données *: le département a doté le schéma départemental de l'enfance pour 2022-2028 à hauteur de 25 M€. Comparé au schéma 2017-2021, il vise la baisse du nombre de placements et de leur durée avec un contenu opérationnel ainsi que le renforcement du pilotage et du suivi. Il comprend un ensemble d'actions définies par 3 axes Agir-Avec-Autrement. Le département n'a pas fait le choix de mettre en place un tableau de bord centralisé pour le suivi de sa politique enfance à proprement parler, mais compte vérifier si sa politique de prévention enraye le nombre de judiciarisations des situations grâce à des requêtages fiables à l'aide du nouveau logiciel métier SOLIS. Le schéma comprend la mise en place d'un observatoire départemental de protection de l'enfance aux missions renforcées dont l'action s'appuie sur la parole des usagers (voir Annexe n° 1). Le département s'est doté d'un guide pour l'harmonisation des pratiques des professionnels et d'un support d'information à destination des usagers et partenaires ; sur les 35 actions prévues au schéma départemental (voir Annexe n° 1), 17 ont été réalisées, 18 restent à mettre en place : 5 restent sur l'axe 1, 5 sur l'axe 2, 3 sur l'axe 3, 5 sur l'axe 4*. **(Mise en œuvre partielle)**

Recommandation n° 4 : dans le cadre de la préparation à la majorité, organiser les entretiens et conclure le protocole prévu par le code de l'action sociale et des familles

***Suites données** : le département a affecté un agent « référent insertion jeunes » en juillet 2022 mais il ne dispose pas de tableau de suivi propre de son activité d'accompagnement de jeunes placés (11 en en 2022 et autant en 2023) dans le cadre des dispositifs de droit commun et d'insertion. Sur les 11 jeunes suivis en 2022, il en a résulté trois sorties positives (un départ en apprentissage et deux retours en famille avec action éducative en milieu ouvert et aide éducative à domicile). Neuf suivis après majorité ont été réalisés en 2023. Dans sa réponse, l'ordonnateur précise que dans les démarches associées à la majorité,* « l'expérimentation tend à démontrer que le recours au référent insertion jeunes est trop peu mobilisé et vient rompre une dynamique de suivi. Le service envisage donc de maintenir les suivis individuels tels que pratiqués et d'expérimenter par exemple, des actions collectives d'informations sur les dispositifs de droit commun, de mettre en place le mentorat (aide aux démarches en vue d'autonomie) ». *La conformité du dispositif à l'article L.222-5-1 du CASF ne peut être vérifiée et le département n'indique pas prévoir de conclure le protocole prévu à l'article L.222-5-2 du CASF*. **(Mise en œuvre partielle)**

Recommandation n° 5 : harmoniser les modalités, le référentiel et les rapports d'évaluations des mineurs non-accompagnés

***Suites données** : le département indique faire évaluer le profil des MNA uniquement en interne depuis fin 2023. L'ancien prestataire s'appuyait sur le Guide méthodologique de Recommandations de Bonnes Pratiques Professionnelles de la Haute Autorité de Santé en vigueur depuis 2020, non spécifique à l'évaluation des MNA. Le bilan synthétique des évaluations fourni ne permet pas de constater l'harmonisation des modalités et du référentiel, lequel n'est pas présenté.* **(Mise en œuvre partielle)**

RECOMMANDATIONS NOUVELLES

Recommandation n° 1. Compléter le rapport sur les orientations budgétaires avec les engagements pluriannuels détaillés en fonctionnement et investissement ainsi qu'avec les informations nécessaires en matière de ressources humaines, afin de respecter les exigences de l'article D. 3312-12 du code général des collectivités territoriales. **(Mise en œuvre partielle)**

Recommandation n° 2. Intégrer l'engagement financier du département dans l'analyse des risques des organismes satellites afin d'adapter l'intensité et la fréquence de leur suivi. **(Mise en œuvre partielle)**

Recommandation n° 3. Faire cesser le rattachement de la direction de la communication à l'autorité hiérarchique du directeur de cabinet du président. **(Mise en œuvre complète)**

Recommandation n° 4. Respecter l'article L. 262-24-1 du code de l'action sociale et des familles par le mandatement de l'ensemble des impayés d'allocations RSA dus à la CAF et à la MSA. **(Mise en œuvre complète)**

Recommandation n° 5. Mettre fin sans délai au rattachement irrégulier des impayés RSA. **(Devenue sans objet)**

Recommandation n° 6. Inscrire en comptabilité la totalité des intérêts de retard liés aux impayés d'allocations RSA dus au titre de l'article D. 262-64 du code de l'action sociale et des familles. **(Devenue sans objet)**

Recommandation n° 7. Inscrire au bilan la valeur des sommes détenues à la Caisse des dépôts et consignations au titre des impayés RSA. **(Devenue sans objet)**

Recommandation n° 8. Évaluer les effectifs nécessaires à la continuité du service pour la restauration collective dans les collèges et l'aide aux personnes âgées et handicapées. **(Non mise en œuvre)**

PROCÉDURE

Conformément aux articles L. 211-3 et 211-4 du code des juridictions financières, l'examen des comptes et de la gestion du département de la Corrèze de 2017 à 2024 a été inscrit au programme de la chambre régionale des comptes de Nouvelle-Aquitaine pour l'exercice 2023. Ce contrôle s'inscrit notamment dans le champ d'une formation commune avec la Cour et d'autres chambres régionales des comptes, prévue par l'article L. 141-13 du même code, portant sur la mise en œuvre de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.

L'ouverture de ce contrôle a été notifiée par courrier en date du 9 octobre 2023 à Monsieur Pascal Coste, président du conseil départemental de la Corrèze et ordonnateur sur l'ensemble de la période de contrôle, qui en a accusé réception le même jour. L'entretien de début de contrôle a été réalisé avec M. Coste le 24 octobre 2023 à l'Hôtel du département, situé à Tulle.

Un contrôle sur place a été réalisé le 24 octobre 2023. Plusieurs entretiens ont été réalisés avec le directeur général des services et des directeurs de pôles du département. L'entretien de fin de contrôle prévu par l'article L. 243-1 du code des juridictions financières s'est déroulé avec M. Coste le 24 janvier 2024.

Lors de sa séance du 13 février 2024, la chambre a délibéré d'observations provisoires et recommandations transmises dans leur intégralité à M. Coste, unique ordonnateur du département sur la période de contrôle.

Des extraits les concernant ont été adressés au directeur de la Caisse d'Allocations Familiales de Corrèze, à la directrice régionale Limousin de la Mutualité sociale agricole et au directeur régional Pays de la Loire de la Caisse des dépôts et consignations.

Le président de la chambre a adressé une communication administrative au préfet de la Corrèze.

L'ordonnateur a adressé un courrier de réponse enregistré au greffe le 18 avril 2024 et assorti de deux pièces. Il a sollicité une audition et adressé des pièces supplémentaires à l'appui de cette réponse par courrier électronique le 30 avril 2024.

Le directeur de la CAF de Corrèze a transmis une réponse le 17 avril 2024 et sollicité une audition. Il a complété sa réponse d'éléments nouveaux le 27 juin 2024.

La directrice régionale de la MSA Limousin a transmis une réponse le 11 avril 2024.

L'extrait adressé au directeur régional Pays de la Loire de la Caisse des dépôts et consignations est resté sans réponse.

Les auditions sollicitées se sont tenues le 16 juillet 2024.

Lors de sa séance du 16 juillet 2024, la chambre a délibéré les présentes observations définitives.

1 ORGANISATION ET GOUVERNANCE DU DÉPARTEMENT

1.1 Situation du territoire

Le département de la Corrèze est situé dans la région Nouvelle-Aquitaine. Sa population est relativement stable, avec des variations démographiques plutôt limitées au fil des ans. La Corrèze est l'un des départements de métropole les moins densément peuplés avec une densité moyenne de 35 habitants par kilomètre carré. Situation typique des régions rurales, la Corrèze connaît un vieillissement de sa population avec une part importante de la population âgée et une proportion relativement faible de jeunes[1]. Historiquement, la Corrèze a connu des flux migratoires sortants, notamment des jeunes qui quittent la région à la recherche de meilleures opportunités économiques dans les grandes villes ou à l'étranger.

La Corrèze est aujourd'hui un département rural avec une économie diversifiée, où l'agriculture, le tourisme et les petites industries jouent un rôle central. Nature et authenticité attirent habitants et visiteurs en quête de tranquillité et de beauté rurale.

L'agriculture joue un rôle important dans l'économie, avec une prédominance de l'élevage (bovins, ovins) et de la production laitière. La filière bois est également significative dans certains cantons. La Corrèze est riche d'un patrimoine naturel et historique, ce qui en fait une destination attrayante pour le tourisme culturel et vert avec randonnée, canoë-kayak et pêche. L'industrie est principalement constituée de petites et moyennes entreprises dans les secteurs de l'agroalimentaire, la métallurgie, la plasturgie et l'artisanat. Le secteur tertiaire est important dans l'économie de la Corrèze dans les domaines de la santé, de l'éducation, du commerce et des services aux entreprises.

En 2021, 13,7 % des Corréziens vivaient sous le seuil de pauvreté (fixé à 1 158 euros par mois). Au cours de l'année 2020, le département est celui qui accuse la plus forte progression du nombre d'allocataires (+ 11,3 %) (données Insee). Au 31 décembre 2020, le taux d'allocataires RSA s'élevait à 3,1 % de la population active contre 5 % en Nouvelle-Aquitaine et 5,6 % en France métropolitaine[2].

Pour autant, les taux de pauvreté[3] et de chômage en Corrèze (6,5 % en 2021) sont inférieurs aux moyennes nationales (14,5 % et 7,4 % en 2021 hors Mayotte)[4].

[1] Selon les données de l'Insee, le département comptait 240 973 habitants au 1er janvier 2019. La part de la population âgée de plus 60 ans atteignait 34,6 % et en progression (31,1 % en 2010), soit 4 % de plus que la moyenne régionale.

[2] Données État, ministère des solidarités.

[3] Part de la population dont le revenu est inférieur à 60 % du revenu médian.

[4] Observatoire des Territoires, Insee-DGFIP-CNAF-CNAV-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal 2020 ; CNAF-DSER, FILEAS Base Communale Allocataires 2021.

1.2 Organisation des assemblées d'élus

1.2.1 Réunions de l'assemblée délibérante 2015-2021 et 2021-2028

L'assemblée départementale de la Corrèze comprend 38 conseillers départementaux élus par binômes femme/homme issus des 19 cantons.

En dehors de l'année 2021 marquée par les élections départementales, le conseil départemental se réunit trois à quatre fois par an (débat d'orientations budgétaires en février, budget en avril et décision modificative en novembre ou décembre). La commission permanente se réunit chaque mois.

Le conseil départemental a consenti à la commission permanente une délégation générale sur toutes les affaires, à l'exception du débat d'orientations budgétaires, du budget supplémentaire, des décisions modificatives et des comptes de gestion et administratif, des créations et suppressions d'emplois[5], et des délégations de pouvoir consenties au président.

Le conseil départemental a délégué au président un ensemble d'attributions, notamment la réalisation des emprunts, des lignes de trésorerie, la possibilité d'ester en justice ou de signer des protocoles transactionnels, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Ces délégations sont régulièrement mises en œuvre et n'appellent pas d'observation particulière.

1.2.2 Vice-présidents, commission permanente et délégations du président

Vice-présidents et commission permanente

Selon les dispositions de l'article L. 3122-4 du code général des collectivités territoriales (CGCT), « *le conseil département élit les membres de la commission permanente […] composée du président du conseil départemental, de quatre à quinze vice-présidents, sous réserve que le nombre de ceux-ci ne soit pas supérieur à 30 % de l'effectif du conseil, et éventuellement d'un ou plusieurs autres membres* ».

Pour le mandat 2015-2021, l'assemblée départementale avait fixé le nombre de vice-présidents à sept, soit un taux de 18 % de l'effectif du conseil respectant le plafond de 30 % ; et fixé à 22 le nombre des autres membres de la commission permanente, soit 73 % des conseillers départementaux hors président et vice-présidents.

Pour le mandat 2021-2028, l'assemblée départementale a fixé le nombre de vice-présidents à neuf, soit un taux de 24 % de l'effectif du conseil respectant le plafond de 30 %. Elle a fixé à 28 le nombre des autres membres de la commission permanente dont huit conseillers délégués, soit 100 % des conseillers départementaux hors président et vice-présidents.

[5] Conformément aux articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT.

Par des arrêtés individuels du 7 juillet 2021, le président a consenti des délégations de fonctions à chacun des vice-présidents dans leurs domaines de compétence. Ces délégations n'ont pas été revues depuis.

Le directeur général des services (DGS), le directeur général adjoint (DGA), les directeurs, chefs de services et certains agents ont également reçu des délégations du président en matière administrative. Ces délégations sont régulièrement utilisées et actualisées par arrêté du président « *portant organisation des services et délégations de signatures* » figurant l'intégralité des domaines et délégataires nominativement désignés. Ces actualisations ont été réalisées 78 fois de 2017 à 2023 soit en moyenne 11,1 par an.

1.2.3 Les rapports d'orientations budgétaires

Sur la période de contrôle, le département a respecté le délai maximum de deux mois après la tenue du débat d'orientation budgétaire pour adopter son budget primitif.

Tableau n° 1 : calendrier budgétaire suivi par le département

Exercice	Débat d'orientations budgétaires	Adoption du budget	Compte administratif
2017	24/02/2017	14/04/2017	13/04/2018
2018	15/02/2018	13/04/2018	12/04/2019
2019	15/02/2019	12/04/2019	10/04/2020
2020	14/02/2020	10/04/2020	23/04/2021
2021	05/03/2021	23/04/2021	08/04/2022
2022	18/02/2022	08/04/2022	07/04/2023
2023	24/02/2023	07/04/2023	

Source : chambre régionale des comptes (CRC) d'après les données du département

Le contenu des rapports sur les orientations budgétaires[6] (ROB) est fixé à l'article D. 3312-12 du code général des collectivités territoriales (CGCT). Pour les exercices 2021, 2022 et 2023, le ROB ne contenait ni « *[l]a présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes* » ni « *[…] les orientations en matière d'autorisation de programme* ». Le rapport 2022 s'est limité à un renvoi à la liste détaillée des autorisations de programme présentée à l'assemblée départementale le 26 novembre 2021 et à l'indication « *[l]e montant des encours s'élève à 141 M€ dont moins de 45 M€ affecté à 2022* ».

En matière de ressources humaines, les ROB pour 2021, 2022 et 2023 contenaient des informations partielles et générales, et ont omis des informations impératives prévues par l'article L. 3312-12-B (1° et 2°) du CGCT :

- la structure des effectifs ;
- l'évolution prévisionnelle des dépenses de personnel ;

[6] Prévus à l'article L. 3312-1 du code général des collectivités territoriales

- les précisions sur le temps de travail et les heures supplémentaires ;
- les rémunérations et les avantages en nature.

La seule mention selon laquelle *« la durée annuelle du temps de travail est fixée à 1 560 h de travail effectif depuis mars 2005 pour un agent à temps plein, soit 200 jours en année moyenne ; la durée hebdomadaire est fixée à 39 h, compensée par l'octroi de 20 jours de RTT pour ramener le temps de travail hebdomadaire aux 35 h légales »* ne rend pas compte du respect effectif de la durée du temps de travail par l'ensemble des agents, des rythmes et régimes spécifiques (agents travaillant de nuit, en repos variable dans les structures d'accueil enfance, agents des routes, etc.).

Le département répond en revanche à l'obligation de publier les autres actes budgétaires prévue à l'article L. 3313-1 du CGCT, y compris de mise en ligne prévue en son dernier alinéa et déclinée par l'article R. 3313-8 du CGCT. Sur ce point, il dépasse même ces exigences sur son site internet public avec une synthèse illustrée et simplifiée du budget. L'information gagnerait à être actualisée des éléments du dernier budget adopté.

La chambre recommande au département de compléter le ROB avec le détail des engagements pluriannuels, en fonctionnement comme en investissement, ainsi que toutes les informations relatives aux ressources humaines afin de respecter toutes les exigences, avec le niveau de précision requis, prévues par l'article D. 3312-12 du CGCT.

Dans sa réponse, le département affirme que *« Dans le cadre du Rapport sur les Orientations Budgétaires 2024 […] l'Exécutif départemental a déjà précisé les informations en ce sens et procédé aux ajustements et compléments d'informations pour satisfaire aux obligations règlementaires ».*

La chambre relève que le rapport des orientations budgétaires pour 2024 présenté à l'assemblée délibérante chiffre les « *mesures […] qui sont venues impacter le budget Ressources humaines »* : le glissement vieillesse-technicité, les mesures du Ségur de la santé, la mise en place du RIFSEEP et la pyramide des âges. En matière d'engagements pluriannuels, la collectivité liste les autorisations de programme et les montants restants à financer sur l'année 2024 ainsi que leur ventilation générale.

La chambre relève que pour être conforme à la règlementation en vigueur, manquent encore au ROB les informations détaillées suivantes : la structure des effectifs, les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature, la durée effective du travail, l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs pour l'exercice. Manquent également les engagements pluriannuels en dépenses et recettes d'investissement. En conséquence, la recommandation n'est que partiellement mise en œuvre.

Recommandation n° 1. Compléter le rapport sur les orientations budgétaires avec les engagements pluriannuels détaillés en fonctionnement et investissement ainsi qu'avec les informations nécessaires en matière de ressources humaines, afin de respecter les exigences de l'article D. 3312-12 du code général des collectivités territoriales. **(Mise en œuvre partielle)**

1.2.4 Indemnités versées des élus départementaux

Selon les dispositions de l'article L. 3123-15 du CGCT, les conseillers départementaux reçoivent une indemnité pour l'exercice de leurs fonctions. L'article L. 3123-16 du même code prévoit que pour les départements dont la population est inférieure à 250 000 habitants, strate de référence de la Corrèze, le taux de l'indemnité de base de conseiller départemental est fixé à 40 % du traitement afférent à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique (IBTFP). À l'issue de l'installation des conseillers départementaux en mars 2015, l'assemblée départementale avait fait usage de la faculté offerte par les dispositions de l'article L. 3123-17 du CGCT pour majorer l'indemnité de base de conseiller départemental suivant les fonctions exercées, de 40 % pour les vice-présidents et de 10 % membres de la commission permanente. L'IBTFP s'établissait à 1022 le 1er janvier 2017 (indice majoré 826). Il s'établit à 1027 (indice majoré 830) au 1er janvier 2019.

Par une délibération du 23 juillet 2021, l'assemblée départementale a également usé de la faculté de majorer l'indemnité de base de conseiller départemental.

La décision de l'assemblée départementale d'associer tous les conseillers départementaux aux travaux de la commission permanente s'est traduite par une augmentation de l'enveloppe annuelle des indemnités d'élus de 3,1 % en année pleine soit 877 915 € pour 2021.

Les augmentations du point d'indice de la fonction publique (3,5 % le 1er juillet 2022 et 1,5 % le 1er juillet 2023) et de l'indice majoré correspondant à l'indice brut 1027 (835 le 1er janvier 2024) ont porté l'enveloppe annuelle des indemnités d'élus à 905 400 € en année pleine.

Les indemnités versées aux conseillers départementaux sur l'ensemble de la période de contrôle sont conformes aux délibérations et enveloppes maximales (Annexe n° 2).

1.3 Le contrôle des satellites

Dans son rapport de 2016, la chambre régionale des comptes recommandait au département d'*« actualiser les contrôles de ses satellites en prenant en compte les éventuels nouveaux risques »*.

Le département a dressé un inventaire de ses principaux satellites[7], chacun coté selon son niveau d'intégration de « 3-intégré » à « 9-indépendant », résultat combiné selon trois critères : la participation d'élus départementaux aux instances décisionnelles, la part du financement départemental dans les recettes d'exploitation et l'indépendance juridique formelle. Cette cotation est utilisée pour identifier les risques financiers afin de répartir les moyens et adapter les modalités de contrôle des satellites.

Les 31 principaux organismes sont représentés sous la forme d'une cartographie centrée autour du département. Pour 25 de ces 31 organismes, les cotations fournies ne correspondent pas exactement aux modalités que s'est fixées le département. Par ailleurs, pour huit organismes sur 31, leur score total est différent de l'addition de leurs scores sur chacun des trois critères.

[7] Terme utilisé par le département pour désigner une personne morale dans laquelle il est représenté ou participe au financement (établissement public, syndicat mixte, société d'économie mixte, société publique locale, office public de l'habitat) ou confie la réalisation d'une prestation (association, entreprise privée).

Plusieurs scores conformes aux règles de cotation sont basés sur des informations erronées, tel le siège d'administrateur du département au conseil d'administration de la société d'économie mixte (SEM) Corrèze Énergie. Omis dans la cotation, il entraîne un score d'éloignement de 3/3 au lieu de 2/3 prévu par le modèle pour ce critère, ce qui fausse son score total d'éloignement.

Tableau n° 2 : liste des organismes dans lesquels le département a pris un engagement financier (2023)

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LE DEPARTEMENT A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (Articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 applicables au département par renvoi de l'article L. 3313-1 du CGCT)	D2

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à l'Hôtel du Département Marbot - Tulle (1).
Toute personne a le droit de demander communication des budgets et des comptes du département.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
04/12/2012 -	Service Départemental "Corrèze Intervention"		Fondation reconnue d'utilité publique	11 410 478,00
Détention d'une part du capital				
21/12/1970 -	Sater Marché Limousin		Société Anonyme (SA)	84 456,00
31/12/1972 -	Société d Equipement du Limousin (SEU)		Société d Economie Mixte (SEM)	17 671,89
23/04/1979	Groupement Syndical Forestier des Agriers		Etablissement Public à caractère administratif	135 725,95
03/07/1986 -	Groupement Syndical Forestier du Mont Bessou		Etablissement Public à caractère administratif	102 449,02
15/10/1999	Espace Mille Sources - Bugeat		Etablissement Public Départemental	45 734,71
07/04/2000 -	Société Locale d'Epargne Tulle-Ussel		Société Coopérative	822 700,00
14/12/2006 -	Corrèze Equipement		Société d Economie Mixte (SEM)	727 500,00
09/11/2012	Territoires 19 (ex- SEM 19)		Société d Economie Mixte (SEM)	174 999,00
12/07/2013 -	Usinche Territoire d'Energies Positives		Société d Economie Mixte (SEM)	600,00
12/04/2019	Corrèze Energies Renouvelables		Société d Economie Mixte (SEM)	144 000,00
26/03/2021 -	Corrèze Energies Renouvelables		Société d Economie Mixte (SEM)	1 000,00

Source : département – budget principal - annexe IV D2 du budget primitif 2023

Pour établir le score, le département ne prend pas en considération les engagements financiers consentis aux organismes, même conséquents (6 M€ pour Noalis, 16 M€ pour Dorsal en garantie d'emprunt). Il a indiqué prévoir d'augmenter de plusieurs millions d'euros son engagement financier dans l'Office public de l'habitat Corrèze Habitat pour financer un vaste projet de rénovation énergétique des logements sociaux en Corrèze.

Le département a partiellement mis en œuvre la recommandation de 2016 avec la mise en place d'un outil de diagnostic pour identifier les risques. La chambre recommande au département d'actualiser la cotation des organismes satellites afin de mieux prendre en compte les risques financiers et adapter son suivi.

Dans sa réponse, le département indique que *« […] la cartographie établie par le Département a fait l'objet d'une actualisation en mars 2023, preuve que le suivi des satellites est réel et qu'il fait l'objet d'un suivi continu. […] Un chargé de pilotage budgétaire et financier a en effet été recruté fin 2023 […] et l'une des missions principales qui lui a été confiée est de faire évoluer ce pilotage des satellites.[…] Ainsi de nouvelles évolutions sont attendues dans le courant de l'année 2024 (nouveaux indicateurs, nouveaux tableaux de bord et tableaux de suivi, actualisation des critères servant de base à la cartographie des satellites) et correspondent à la volonté de la collectivité d'adapter ses outils et modalités de suivi des satellites ».*

La chambre prend acte des engagements et des nouvelles évolutions prévues en 2024 mais relève que la persistance d'erreurs de cotation dans l'inventaire remis par le département affecte les conditions d'un suivi performant des organismes satellites, notamment par la prise en compte des risques financiers.

Recommandation n° 2. Intégrer l'engagement financier du département dans l'analyse des risques des organismes satellites afin d'adapter l'intensité et la fréquence de leur suivi. **(Mise en œuvre partielle)**

1.4 Les effectifs rattachés au président hors périmètre hiérarchique du directeur général des services

Selon les dispositions de l'article 110 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, codifiées depuis le 1er mars 2022 aux articles L. 333-1 à L. 333-11 du code général de la fonction publique, *« l'autorité territoriale peut, pour former son cabinet, librement recruter un ou plusieurs collaborateurs et mettre librement fin à leurs fonctions »*.

Les emplois de collaborateurs de cabinet relèvent de l'article 34 de la loi n° 84-52, codifiées depuis le 1er mars 2022 à l'article L. 313-1 du code général de la fonction publique, qui dispose que *« les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. […] Aucune création d'emploi ne peut intervenir si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant ne le permettent »*.

Les emplois de collaborateurs de cabinet ne sont pas soumis aux obligations de déclaration et de publicité des créations et vacances d'emplois prévues par l'article 41 de la même loi.

1.4.1 L'effectif recruté sous statut de collaborateur de cabinet respecte le plafond réglementaire

Selon les dispositions de l'article 11 du décret n° 87-1004 du 16 décembre 1987, l'effectif maximum des collaborateurs de cabinet du président du conseil départemental de la Corrèze, s'établit à quatre personnes lorsque la population totale est inférieure ou égale à 250 000 habitants.

Tableau n° 3 : effectif recruté sous statut de collaborateur de cabinet

	2017			2018			2019						2020						2021			2022			2023					
	1	…	12	1	…	12	1	…	8	9	…	12	1	2	…	6	7	…	12	1	…	12	1	…	12	1	2	…	8	9	…	12
Directeur de cabinet	1						1																								
Chef de cabinet	1						1												1												1
Chargé de mission													1							1					1						
Effectif sous statut de collaborateur de cabinet	2												3						2	3			2								3

Source : CRC d'après les données du département

Sur l'ensemble de la période de contrôle, l'effectif des agents recrutés sur le fondement des dispositions relatives aux emplois de collaborateurs de cabinet est resté inférieur au plafond réglementaire.

1.4.2 La modification du rattachement de la direction de la communication

Sur l'ensemble de la période de contrôle, les organigrammes successifs indiquent que les 12 à 16 agents de la direction de la communication ont leur directeur ou directrice rattachée hiérarchiquement au président ou au directeur de cabinet ; ces agents ne figurent pas dans le périmètre d'autorité du DGS.

Sur la même période, les 78 arrêtés d'organisation des services précisent spécifiquement que *« [l]e Directeur Général des Services a autorité hiérarchique directe sur l'ensemble des Directions, Services, Délégations et Cellules à l'exception du Cabinet et de la Direction de la Communication ».*

Le caractère administratif de la direction de la communication est confirmé par ces mêmes arrêtés d'organisation qui détaillent les délégations de signature consenties par le président du département. Celles du directeur de la communication sont strictement identiques aux délégations communes consenties aux autres directeurs pour les actes et documents relatifs à l'administration générale (A1-A2-A3-A4) et à la commande publique (E1-E2-E3-E4-E10).

Cette position de supérieur hiérarchique est renforcée par les comptes rendus d'entretiens annuels des agents de la direction de la communication qui portent tous la signature du directeur de cabinet du président du département dans la zone « *Directeur - supérieur hiérarchique N+2* ».

Or, le cabinet n'a pas vocation à gérer lui-même des services administratifs de la collectivité. Ce rôle est dévolu au directeur général des services qui dirige l'ensemble des services dont il coordonne l'organisation sous l'autorité du président du département ; il est secondé, le cas échéant, par un ou plusieurs directeur(s) général(aux) adjoint(s) des services[8]. La jurisprudence est constante sur cette dissociation fonctionnelle entre collaborateur de cabinet et DGS[9]. En conséquence, les agents de direction de la communication n'auraient pas dû relever hiérarchiquement du cabinet du président.

Si l'effectif des agents recrutés sous le statut de collaborateurs de cabinet est demeuré inférieur au plafond réglementaire, le rattachement hiérarchique de la direction de la communication au directeur de cabinet conduit à comptabiliser l'ensemble des agents de cette direction dans l'effectif des collaborateurs de cabinet du président. Cet effectif est compris entre 14 et 19 personnes sur la période de contrôle, en dépassement du plafond avec un ratio d'effectif réel / maximum de 350 % à 475 %.

Ce dépassement du plafond réglementaire est irrégulier.

[8] Article L. 333-10 du CGFP et article 2 du décret n° 87-1101 du 30 décembre 1987.

[9] CAA de Nantes, 9 avril 2010, *Mme Florence X.*, n° 09NT01817 ; CAA Lyon, 2 juin 2009, *Mme Houria X.*, n° 07LY01994.

Tableau n° 4 : population et effectif des agents hors autorité du DGS

Agents en ETP	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Population départementale	249 684	250 077	249 707	249 135	248 339	247 841	246 927
Effectif réglementaire maximum du cabinet	**4**	**5**	**4**	**4**	**4**	**4**	**4**
Effectif sous contrat de collaborateur de cabinet	**2**	**2**	**2**	**3**	**3**	**2**	**3**
Effectif de la Direction de la Communication	16	16	16	16	16	12	12
Effectif réel placé hors de l'autorité du DGS	**18**	**18**	**18**	**19**	**19**	**14**	**15**
Ratio d'effectif réel / maximum	450%	360%	450%	475%	475%	350%	375%

Source : CRC d'après www.légifrance.fr et les données du département

Compte tenu de ces éléments, la chambre a recommandé au département de régulariser sans délai cette situation en cessant de rattacher la direction de la communication à l'autorité hiérarchique du directeur de cabinet du président, ce à quoi l'ordonnateur a donné suite le 1er juillet 2024, tout en confirmant lors de son audition que le service de la communication dispose de « *missions qui seront inchangées* ».

En conséquence, la chambre relève la mise en œuvre complète de la recommandation de faire cesser le rattachement irrégulier de la direction de la communication à l'autorité hiérarchique du directeur de cabinet depuis le 1er juillet 2024.

> **Recommandation n° 3.** Faire cesser le rattachement de la direction de la communication à l'autorité hiérarchique du directeur de cabinet du président. **(Mise en œuvre complète)**

1.4.3 Les agents de la direction de la communication étaient privés d'entretien annuel jusqu'à l'automne 2022

> **Évaluation professionnelle des agents territoriaux**
>
> L'évaluation professionnelle des personnels est une obligation pour les collectivités territoriales et les établissements publics locaux. Depuis 2015, elle est assurée par un entretien professionnel annuel dans le cadre du dispositif mis en place par la loi n° 2009-972 du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique ; et entériné par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.
>
> Les modalités de mise en œuvre de l'entretien professionnel annuel ont été précisées par le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux.

Le département a fourni les comptes rendus d'entretiens professionnels annuels de plusieurs chefs de services pour les années 2017 à 2022. Pour l'année 2023, le département évalue à 1 270 le nombre d'agents qui ont bénéficié d'entretien professionnel annuel (350 en catégorie A, 223 en catégorie B et 697 en catégorie C), soit la presque totalité de son effectif. Il

s'agit ainsi d'un dispositif habituel et généralisé au sein du département pour les services administratifs rattachés au directeur général des services.

S'agissant de la direction de la communication, le département a indiqué qu'« *il n'y avait pas d'entretien professionnel à la Direction de la Communication avant 2022* » et fourni les comptes rendus d'entretien professionnel annuel pour 2022 de huit agents sur les 11 agents de la direction présents au 30 novembre 2022, hors apprenti. Chaque compte rendu précise que leur supérieur hiérarchique direct est l'ingénieure territoriale responsable d'équipe et chargée de projet communication numérique.

Tableau n° 5 : dates des entretiens professionnels annuels des agents de la direction de la communication

Agent	Cat	Grade	Entretien	Signature du supérieur hiérarchique
M. F…	A	Attaché hors classe	non réalisé	
Mme L…	A	Ingénieur	non réalisé	
Mme D…	A	Attaché	21 nov 2022	21 nov 2022
M. D…	B	Technicien principal 2C	4 nov 2022	4 nov 2022
Mme J…	B	Rédacteur principal 2C	10 nov 2022	10 nov 2022
Mme F…	B	Technicien	non réalisé	
M. L…	B	Technicien	22 nov 2022	21 nov 2022
M. M…	C	Adj Admin principal 1C	28 oct 2022	3 nov 2022
M. F…	C	Adjoint technique	24 oct 2022	24 oct 2022
M. B…	C	Adjoint technique	3 nov 2022	3 nov 2022
Mme D…	C	Adjoint administratif	12 déc 2022	12 déc 2022

Source : CRC d'après les données du département

Les entretiens réalisés d'octobre à décembre 2022 ont fait l'objet de comptes rendus signés par les agents entre octobre 2022 et janvier 2023. À l'ouverture du contrôle en octobre 2023, aucun d'entre eux n'avait été notifié aux agents. Le département n'a pas motivé l'absence d'entretien professionnel annuel pour M. F. et pour Mme L. ; il a indiqué que Mme F. avait déjà quitté le département lors de la tenue des entretiens professionnels 2022.

Le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP), mis en œuvre en avril 2023, comprend un complément indemnitaire annuel (CIA), part variable de rémunération liée à la manière de servir appréciée lors de l'entretien professionnel annuel. L'absence de cet entretien contrevient à l'article 2 du décret n° 2014-1526, ne permet pas de fonder juridiquement le versement du CIA aux agents concernés et occasionne une perte de chance en termes d'évolution de carrière, de mobilité et d'information sur leurs droits personnels de formation.

Pour répondre à l'obligation légale et réglementaire, donner une visibilité aux agents du département sur leur évolution professionnelle et faciliter leur mobilité, la chambre invite le département à mettre en place une organisation des ressources humaines permettant d'assurer à chaque agent du département la tenue d'un entretien professionnel annuel.

2 LA SITUATION DE CO-FINANCEUR DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE

Le service de l'insertion dépend de la direction de l'action sociale, des familles et de l'insertion (DASFI), au sein du pôle cohésion sociale du département.

2.1 Le financement du revenu de solidarité active

2.1.1 Une politique publique décentralisée

La loi n° 2003-1200 du 18 novembre 2003 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant le revenu minimum d'activité opère le transfert de la responsabilité de la mise en œuvre du revenu de solidarité active (RSA) aux départements. Ces derniers travaillent en partenariat étroit notamment avec les caisses gestionnaires : la caisse d'allocations familiales (CAF) et la mutualité sociale agricole (MSA) puisque ces dernières se sont vu confier la charge du calcul et du paiement de l'allocation[10] ainsi que celle de recevoir la demande de l'allocataire, de procéder à l'instruction administrative des demandes[11], garantissant ainsi aux bénéficiaires du RSA un interlocuteur privilégié pour l'accès au bénéfice de l'ensemble des prestations et une offre de service de qualité. Au surplus, interviennent différents opérateurs – centres communaux d'action sociale, Pôle emploi devenu France Travail (accompagnement professionnel), prestataires – dont l'implication est précisée dans une stratégie d'insertion formalisée par le plan départemental d'insertion (PDI). L'État (ministères des affaires sociales, chargé de l'emploi, de l'économie et des finances) conserve, quant à lui, la prérogative de fixer le cadre légal et réglementaire, le financement global et le niveau des allocations.

Dans un rapport d'évaluation consacré au RSA[12] en 2022, la Cour des comptes rappelle que *« l'ambition de la loi de 2008 était que le RSA, tout en garantissant un niveau minimal de ressources et un accompagnement personnalisé comme le RMI, préserve davantage les incitations à l'activité professionnelle ».* Le dispositif RSA comprend plusieurs modalités d'intervention :

- une allocation minimale RSA dit « socle » et « socle majoré » pour les familles monoparentales avec enfant(s) ;
- un accompagnement qui renforce la logique « d'activation » et donne lieu à la conclusion d'un « contrat » récapitulant les engagements réciproques du bénéficiaire et de son organisme de suivi (CAF ou MSA) ;
- des aides et allocations complémentaires, comme la prime d'activité destinée à éviter que le retour en situation d'emploi ne se traduise par une perte monétaire (du fait de la garde d'enfant, des transports, etc.).

[10] Loi n° 88-1088 du 12 décembre 1988 créant le revenu minimum d'insertion.
[11] Loi n° 2008-1249 portant généralisation du revenu de solidarité active.
[12] Cour des comptes, *Le revenu de solidarité active*, Rapport public thématique-évaluation de politique publique, janvier 2022.

2.1.2 Évolution du dispositif et du nombre des bénéficiaires depuis 2017

2.1.2.1 Contexte national

Sur la longue période, le nombre d'allocataires et la part de prise en charge financière nette des départements tend à progresser. Son financement national est composite comme l'illustre la maquette qui suit.

Tableau n° 6 : le financement national du RSA depuis 2009 – hors DMTO (millions €)[13]

en M€	2009	2012	2015	2018	2019	*Δ 2019/2009*
TIPP - TIPCE	5 264	5 943	5 886	5 894	5 794	*10,1 %*
FMDI	500	500	500	500	492	*- 1,6 %*
DCP*			489	540	541	*17,0 %*
FSD*/*			*316*	*282*	*337*	*4,2 %*
Fonds de soutien exceptionnel*			36	0	72	*100,8 %*
Recettes	5 764	6 443	6 911	6 934	6 899	*19,7 %*
Dépenses de RSA	6 504	8 143	10 350	11 048	11 077	*70,3 %*
Écart	740	1 700	3 439	4 114	4 178	*464,4 %*

Source : Cour des Comptes d'après les données de la Direction générale des collectivités locales, in Rapport public thématique : Le Revenu de solidarité active, Évaluation de politique publique, janvier 2022

En 2019, la dépense nationale totale[14] liée au RSA était estimée à environ 11 milliards d'euros. L'État a alors engagé une recentralisation sélective du RSA, sur une base volontaire et expérimentale avec la Guyane, Mayotte et la Réunion, puis la Seine-Saint-Denis en 2021, les Pyrénées-Orientales en 2022 et l'Ariège en 2023. Fin 2022, d'autres départements s'étaient portés candidats sans être retenus.

Pour être admis à l'expérimentation de recentralisation, les départements doivent cumuler trois conditions appréciées en 2020 par comparaison aux départements sans recentralisation du RSA[15] :

- un reste à charge RSA par habitant[16] supérieur à 120 % de la moyenne nationale ;

[13] DMTO : droits de mutation à titre onéreux ; TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers ; TICPE : taxe intérieure sur la consommation des produits énergétiques ; FMDI : Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion ; DCP : dotation de compensation péréqué ; FSD : fonds de solidarité en faveur des départements.

[14] Comprenant les dépenses d'allocation, d'insertion et de gestion (Rapport Cour des Comptes 2022).

[15] Décret n° 2022-1358 du 26 octobre 2022 relatif aux critères d'éligibilité des départements à l'expérimentation relative à la gestion du revenu de solidarité active

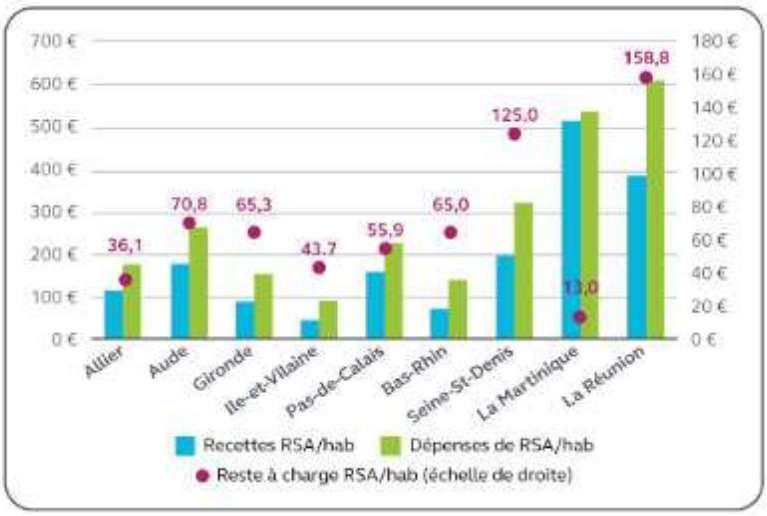
[16] La notion de « reste à charge » est liée à l'histoire des allocations individuelles de solidarité et aux difficultés qui résultent des mécanismes de financement mis en place dans le cadre de leur décentralisation. Elle désigne la part de ces allocations qui ne sont pas financées par ces mécanismes spécifiques et qui est, de fait, financée par les départements sur leurs ressources propres. Après avoir intégré la part de TICPE transférée (2004) et le FMDI

- une proportion de bénéficiaires du RSA dans la population supérieure à 120 % de la proportion nationale ;
- un revenu moyen par habitant inférieur à 90 % du revenu national moyen par habitant.

Le département a indiqué avoir vérifié son éligibilité au regard de ces trois critères. Au regard de son reste à charge RSA qui s'établissait à 36 % de la moyenne nationale, la Corrèze ne remplissait pas les conditions requises à une recentralisation du RSA.

À l'échelle nationale, après une progression (2,06 millions de foyers concernés), le nombre d'allocataires est revenu à 1,89 million de foyers bénéficiaires en juin 2022, niveau comparable à celui d'avant la crise Covid (données Drees).

Graphique n° 1 : dépense RSA/recettes RSA/reste à charge RSA en euros par habitant, 2019



Source : Cour des Comptes, Le Revenu de solidarité active, Rapport public thématique, Évaluation de politique publique, janvier 2022

Avant sa généralisation en 2025, l'expérimentation de l'attribution du RSA sous condition d'activité a été élargie à 47 départements en mars 2024[17], avec inscription du bénéficiaire dans un parcours professionnel suivi par France Travail. La suppression progressive de l'allocation spécifique de solidarité (ASS) pourrait renvoyer ses bénéficiaires actuels vers l'allocation RSA.

(2006), le « reste à charge RSA » a fait l'objet d'une définition à l'article 131 de la loi de finances rectificative pour 2016 pour y intégrer les divers mécanismes mis en place à partir de 2014. Cette définition a été modifiée par l'article 196 de la loi de finances pour 2020 afin d'y intégrer les ressources tirées du relèvement des taux maximum d'imposition des DMTO.

[17] Loi 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi.

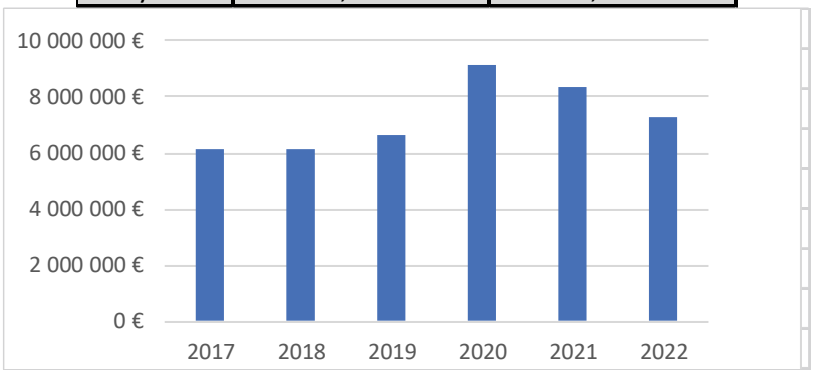
2.1.2.2 Les effets de ces évolutions pour la Corrèze

L'évolution en Corrèze est similaire à la tendance nationale de progression du reste à charge (RAC) et du nombre de demandeurs. En décembre 2017, 3 199 foyers étaient allocataires du RSA[18]. Ils étaient 3 595 foyers allocataires en 2020 et 3 261 en juin 2023.

Sur la base de la définition nationale du reste à charge, le département a évalué que le reste à charge RSA pour la Corrèze a progressé de 2,7 M€ en 2014 (dépenses RSA 2012) à 6,4 M€ en 2021 (dépenses RSA 2019), soit une progression de 3,7 M€[19].

Tableau n° 7 : estimation du département de la charge financière représentée par l'allocation du RSA

	Evolution des dépenses RSA	Evolution du Reste à Charge RSA
2017	-1,97%	-6,61%
2018	0,03%	2,22%
2019	2,53%	7,39%
2020	13,73%	37,94%
2021	-4,16%	-9,09%
2022	-3,91%	-12,08%
Moyenne	1,04%	3,30%



Source : département

Une étude commandée par le département en 2021 relève que le reste à charge RSA par habitant en Corrèze s'établit à 24,50 €/habitant en 2021 soit environ 36 % du reste à charge moyen national qui s'établit à 68,10 €/habitant.

[18] Données du département à partir des données consolidées CAF/MSA.

[19] L'étude du cabinet Ressources consultants finances « *Approche des conséquences de la recentralisation du RSA selon les modalités appliquées dans les départements ultramarins* », remise au département (2021), apporte les précisions suivantes : « *dans le cadre des mesures du pacte de confiance et de responsabilité de 2014, un nouveau critère de charges, le reste à charge au titre des 3 allocations individuelles de solidarité (RAC 3AIS), a été instauré par le législateur pour répartir deux nouveaux fonds : le dispositif de compensation péréquée (DCP) et le fonds de solidarité départementale (FSD). Ce nouveau critère de charges additionne le reste à charge au titre du RSA, le reste à charge au titre de l'APA et le reste à charge au titre de la PCH. Concernant le reste à charge RSA, ce dernier est égal, pour l'année n, aux dépenses RSA du département constatées en n-2 diminuées des droits à compensation RMI/RSA et de l'attribution FMDI perçue par le département l'année précédente* ».

Tableau n° 8 : évolution estimée par le département du reste à charge RSA

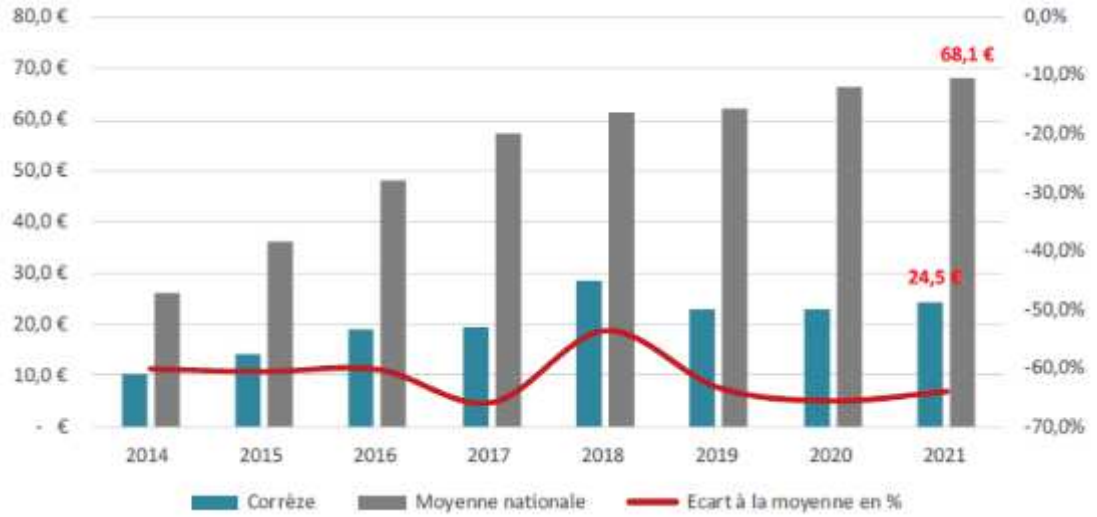
Le reste à charge RSA en Corrèze (en k€)

En k€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2014/2021 en montant	Evolution 2014/2021 en %
Dépenses brutes RSA (n-2)	14 436	15 429	16 715	16 761	19 175	17 484	17 474	17 928	3 492	24,2%
Droit à compensation RMI (n)	8 948	8 948	8 948	8 948	8 948	8 948	8 948	8 948	0	0,0%
Droit à compensation RSA (n)	1 772	1 772	1 772	1 772	1 772	1 772	1 772	1 772	0	0,0%
FMDI (n-1)	971	924	949	892	859	732	722	722	-250	-25,7%
Produits affectés RSA	11 691	11 644	11 670	11 612	11 579	11 452	11 442	11 442	-250	-2,1%
Reste à charge RSA (n)	2 744	3 785	5 046	5 148	7 596	6 031	6 033	6 486	3 742	136,4%
RAC / Dépenses brutes RSA (n)	19%	25%	30%	31%	40%	34%	35%	36%		

source : DGFIP / CNSA / DREES

Source : étude commandée par le département « Approche des conséquences de la recentralisation du RSA selon les modalités appliquées dans les départements ultramarins », Ressources consultants finances, 2021

Graphique n° 2 : reste à charge comparé entre le département et la moyenne nationale



Source : étude commandée par le département « Approche des conséquences de la recentralisation du RSA selon les modalités appliquées dans les départements ultramarins », Ressources consultants finances, 2021

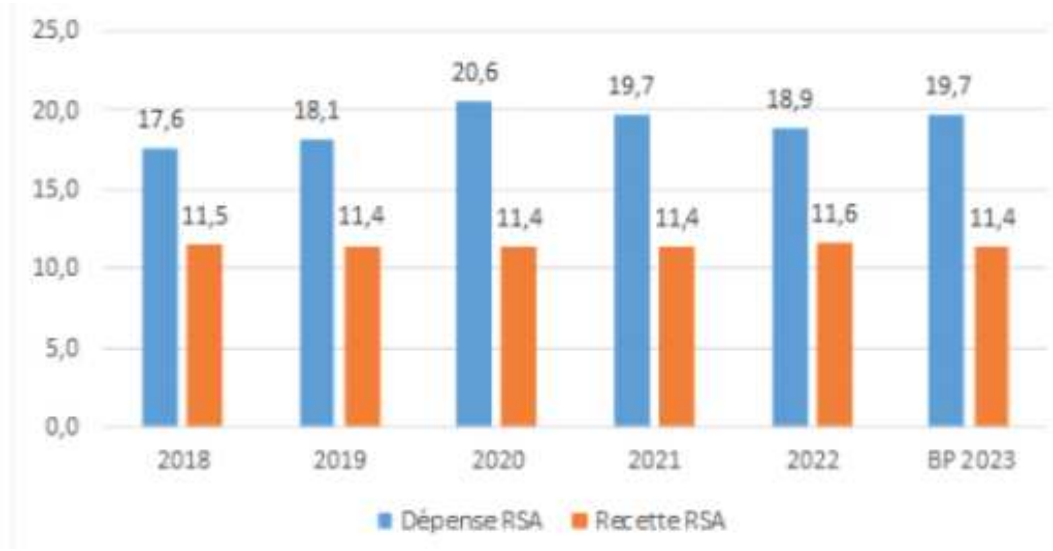
2.2 Jusqu'en mai 2024, les paiements partiels du RSA ont généré une dette de 47 M€ du département à l'égard de la CAF et la MSA

2.2.1 La contestation sur les recettes perçues de l'État présentée à l'appui d'un refus de payer l'intégralité du RSA à la CAF et la MSA

2.2.1.1 Le département conteste la « non-compensation » par l'État de l'évolution du RSA

Le département conteste l'absence, selon lui, de compensation intégrale par l'État de la charge financière que représentent les allocations sociales (prestation de compensation du handicap – PCH, allocation personnalisée d'autonomie – APA, revenu de solidarité active – RSA)[20]. Il estime que l'évolution de cette dernière allocation a rendu sa gestion insoutenable pour le budget du département. Il mentionne un reste à charge devenu « *abyssal* », dont le principe contreviendrait à l'article L1614-1 du CGCT et qu'il évalue sur la période 2016-2020 à 35 803 591 € pour le RSA et 94 314 185 € au titre de l'APA, de la PCH et du RSA.

Tableau n° 9 : estimation des évolutions de recettes et dépenses liées au RSA



Source : rapport du président au conseil département pour l'adoption du budget principal 2023

[20] En réponse à une interrogation de la chambre sur la motivation des impayés RSA, le département a indiqué : *« […] le département de la Corrèze a entendu poursuivre l'indemnisation par l'État de la part non compensée des dépenses qui l'a injustement exposées au titre du RSA et, notamment, des revalorisations successives intervenues depuis 2012. Il soutient également […] que l'argument opposé par l'État selon lequel les charges résultant des revalorisations successives du RSA auraient été compensées par l'octroi de recettes nouvelles (DCP, FSD et DMTO) révèle nécessairement, en creux, l'absence de compensation des charges liées à la PCH et à l'APA, compte tenu de ce que les recettes en cause avaient été initialement ventilées entre les trois allocations individuelles de solidarité. Compte tenu des versements compensatoires perçus de la part de l'État, le Conseil départemental dans sa séance du 18 janvier 2015 a décidé de ne plus verser de dépenses au-delà du seuil correspondant au reste à charge annuel constaté sur le compte administratif 2014 et qui s'élevait à 5,3 M€ ».*

Le département a introduit un recours en indemnisation contre l'État le 28 juillet 2021 à raison du reste à charge supporté par le département pour la période 2016-2020 au titre des trois allocations individuelles de solidarité. Le tribunal administratif de Limoges a rejeté cette requête le 19 septembre 2023.

Il a également introduit un recours en annulation le 19 août 2021 contre l'arrêté du 2 décembre 2020 de fixation des charges RSA. Le tribunal administratif de Paris a rejeté cette requête le 15 décembre 2023.

Ces recours visaient expressément l'obtention de recettes complémentaires au profit du département pour limiter le reste à charge qui pèserait sur ses finances.

2.2.1.2 Le département a refusé jusqu'en mai 2024 de rembourser intégralement le RSA aux caisses

À compter de décembre 2015, le département a décidé de ne plus rembourser l'intégralité des montants réclamés par la Caisse d'allocations familiales de Corrèze (CAF) et Caisse de mutualité sociale agricole du Limousin (MSA) au titre des allocations RSA servies. Jusqu'à l'exercice 2018, le département a limité ses paiements à la CAF et la MSA au versement annuel du montant des recettes affectées au RSA augmentées du reste à charge constaté de l'exercice 2014.

Par une délibération du 27 janvier 2017, le département a décidé d'ouvrir un compte de consignation à la Caisse des dépôts et consignations (CDC) afin d'y consigner les impayés RSA qualifiés de « reliquats RSA », sommes pour lesquelles il considère devoir être compensé en recettes. Le premier versement est intervenu en février 2017 pour 2 427 059,63 € (RSA 2015 et 2016), suivi d'un versement en février 2018 (reliquats RSA 2017) puis en février 2019 (reliquats RSA 2018). Le total des fonds déposés par le département à la CDC au titre des reliquats RSA s'élève à 4 116 059,64 €.

Tableau n° 10 : alimentation du compte de consignation CDC au titre des impayés RSA

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Consignations CDC de l'exercice N	2 427 059,63	810 499,45	878 520,56				
Cumul au 31/12/N	2 427 059,63	3 237 559,08	4 116 079,64	4 116 079,64	4 116 079,64	4 116 079,64	4 116 079,64

Source : CRC d'après les données du département

En décembre 2019, le département a modifié son approche et décidé de ne plus supporter aucun reste à charge sur les allocations RSA. Sur l'exercice 2019, le département a opéré en décembre un versement aux caisses de l'exact montant des recettes perçues de la CNSA et affectées au RSA, soit la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) et le fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI).

Le département a mandaté son estimation du reliquat RSA pour 2019 en consignation à la CDC qui a rejeté le mandat du département. Celui-ci a introduit un recours contre la décision de refus devant le Tribunal administratif de Nantes qui a rejeté cette requête le 19 septembre 2022.

Compte tenu des régularisations annuelles adressées par la CAF et la MSA, ainsi que des dates de comptabilisation effective des paiements annuels du département dans la trésorerie des caisses, les montants des impayés RSA et leur cumul en fin d'exercice, diffèrent marginalement une fois prises en compte les dates de valeur des paiements effectués.

Selon le département, le cumul des impayés (hors charges d'intérêts) en fin d'exercice 2023 était de 38 322 768 € pour la part CAF et de 2 592 887 € pour la part MSA, soit un total de 40 915 655 €, avec prise en compte du paiement de 10 730 203 € au profit de la CAF et la MSA émis le 21 décembre 2023 et reçu en janvier 2024 par les caisses.

Selon la CAF, le cumul des impayés RSA dus par le département au 31 décembre 2023 atteignait 52 181 515 €. Dans sa réponse au rapport d'observations provisoires de la chambre, la MSA a précisé pour sa part : *« le montant des impayés au 31 décembre 2023 s'élève ainsi à 2 449 213,97 €. Cette somme a été notifiée le 15 janvier 2024 au Conseil départemental de la Corrèze. »*.

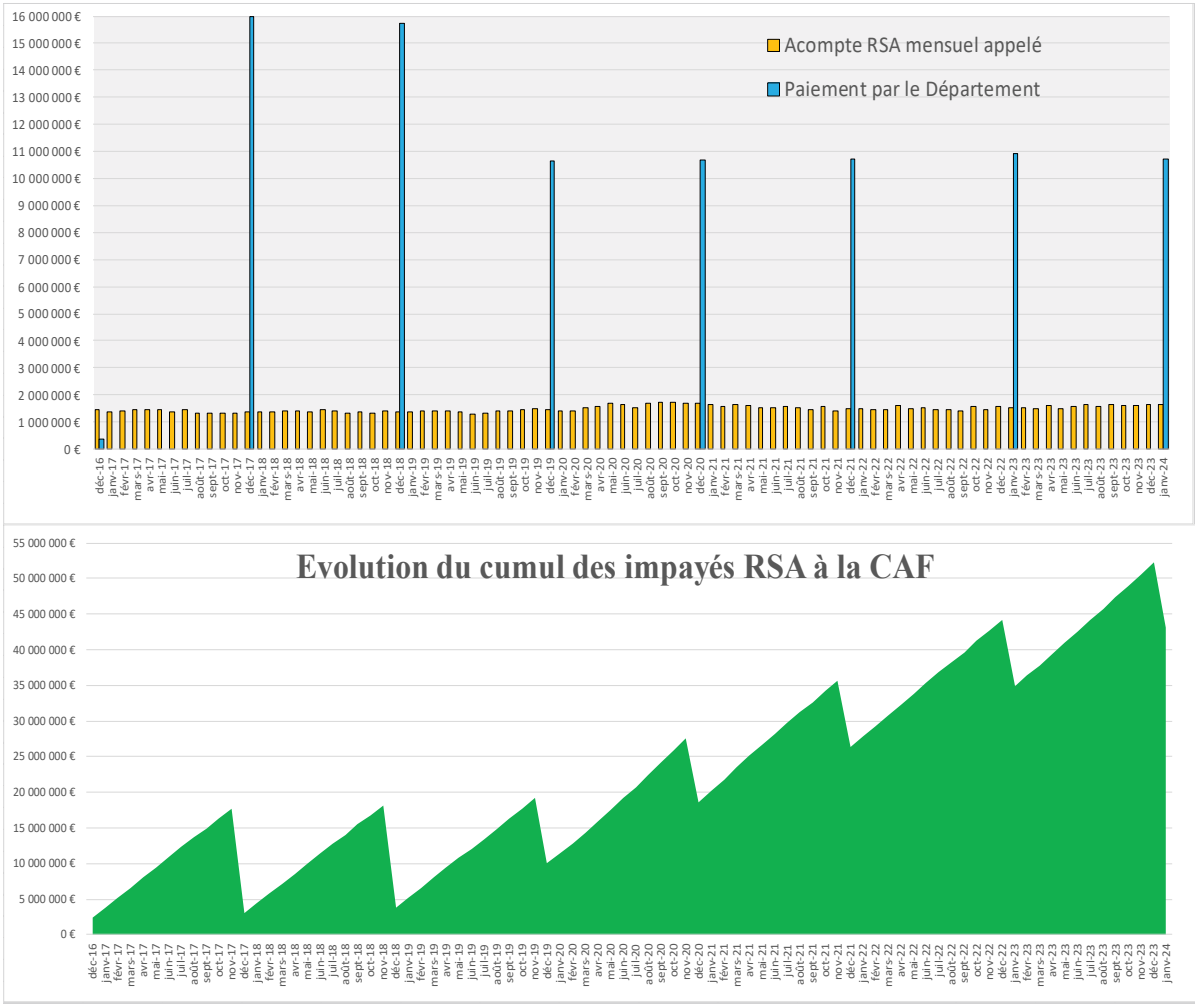
Tableau n° 11 : évolution des impayés RSA au 31 décembre de chaque année

		<2017	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	30/01/2024
Acomptes RSA appelés	CAF		16 622 668 €	16 563 901 €	16 777 379 €	19 258 240 €	18 565 601 €	17 838 097 €	18 876 184 €	
	CMSA		991 638 €	1 078 685 €	1 292 344 €	1 303 343 €	1 139 431 €	1 091 454 €	1 172 515 €	
	Ensemble		**17 614 306 €**	**17 642 586 €**	**18 069 723 €**	**20 561 583 €**	**19 705 031 €**	**18 929 550 €**	**20 048 699 €**	
Paiements RSA effectués	CAF		15 991 758 €	15 727 390 €	10 623 935 €	10 683 411 €	10 722 585 €	0 €	10 920 731 €	10 730 203 €
	CMSA		887 704 €	1 024 970 €	817 999 €	723 127 €	659 655 €	0 €	697 067 €	684 907 €
	Ensemble		**16 879 462 €**	**16 752 360 €**	**11 441 934 €**	**11 406 538 €**	**11 382 240 €**	**0 €**	**11 617 798 €**	**11 415 110 €**
Impayés RSA	CAF	2 349 255 €	630 910 €	836 512 €	6 153 444 €	8 574 829 €	7 843 015 €	17 838 097 €	7 955 453 €	-10 730 203 €
	CMSA	122 848 €	103 934 €	53 715 €	474 346 €	580 216 €	479 776 €	1 091 454 €	475 448 €	-684 907 €
	Ensemble	**2 472 102 €**	**734 844 €**	**890 226 €**	**6 627 789 €**	**9 155 045 €**	**8 322 791 €**	**18 929 550 €**	**8 430 901 €**	**-11 415 110 €**
			4%	*5%*	*37%*	*45%*	*42%*	*100%*	*42%*	
CUMUL Impayés RSA	CAF	2 349 255 €	2 980 165 €	3 816 677 €	9 970 120 €	18 544 949 €	26 387 965 €	44 226 061 €	52 181 515 €	41 451 311 €
	CMSA	122 848 €	226 782 €	280 496 €	754 842 €	1 335 058 €	1 814 834 €	2 906 287 €	3 381 735 €	2 696 829 €
	Ensemble	**2 472 102 €**	**3 206 946 €**	**4 097 173 €**	**10 724 962 €**	**19 880 007 €**	**28 202 799 €**	**47 132 349 €**	**55 563 250 €**	**44 148 140 €**

situation au 31/12/N sauf mention contraire

Source : CRC d'après la CAF et le comptable

Graphique n° 3 : acomptes mensuels RSA appelés par la CAF et paiements annuels du département



Source : CRC d'après la CAF et le comptable

2.2.2 Le remboursement du RSA aux caisses est une dépense obligatoire

Les dépenses d'action sociale et d'insertion mises à la charge du département sont obligatoires

Le financement du revenu de solidarité active est une dépense obligatoire pour les départements en vertu des articles L. 3321-1 10° du CGCT « *les dépenses relatives à l'action sociale, à la santé et à l'insertion mises à la charge du département* » et L. 262-24 I du CASF « *[l]e revenu de solidarité active est financé par les départements* ».

Suivant les dispositions de l'article L. 1612-15 du code général des collectivités territoriales, les dépenses obligatoires d'une collectivité territoriale sont « *les dépenses nécessaires à l'acquittement des dettes exigibles et les dépenses pour lesquelles la loi l'a expressément décidé* ».

Convention pour le règlement financier du RSA avec les CAF et MSA

L'article L. 262-25 du code de l'action sociale et des familles (CASF) prévoit la conclusion d'une convention entre le département et les caisses – chargées[21] de l'attribution et du service de la prestation RSA – afin de préciser notamment :

> « *I.4° Les conditions dans lesquelles est assurée la neutralité des flux financiers pour la trésorerie de ces organismes* ».

L'article L. 262-61 du CASF dispose que, pour l'organisation des relations financières au titre du service du revenu de solidarité active, la convention prévoit :

> « *1° Le versement par le département d'acomptes mensuels à l'organisme chargé du service du revenu de solidarité active, sur la base de demandes d'acomptes établies […].*
>
> *2° Les modalités de remboursement des charges financières qui pourraient résulter […] des retards de versement des acomptes mensuels par le département* ».

L'article D. 262-64 du CASF dispose qu'en l'absence de convention :

> « *2° Le département assure le financement de la part de l'allocation à sa charge dans les conditions prévues au 1° et au 2° de l'article D. 262-61* ».

La dernière convention avec la CAF ayant échu le 31 décembre 2015, aucune convention n'est en vigueur jusqu'à la date de clôture de l'instruction du présent contrôle. Pour autant, le versement aux caisses par le département des acomptes mensuels à la fin de chaque mois demeurait obligatoire et le refus de mandater les acomptes RSA appelés par les caisses était irrégulier.

2.2.2.1 Situation de la MSA

En janvier 2024, malgré une année supplémentaire d'attente et d'augmentation des impayés RSA et intérêts de retard, la MSA, n'a jamais cherché à contester les refus de paiement des impayés RSA.

Dans sa réponse, la MSA a indiqué : *« […] le régime agricole travaille avec des ministères de tutelle et les échanges ont pu conduire à décider de ne pas mener d'action. […] Soucieuse de préserver de bonnes relations dans l'intérêt de nos adhérents, il était aussi opportun de ne pas mener d'action. Enfin, l'engagement de notre caisse dans cette bataille juridique nécessite du temps et de l'argent que nous ne sommes pas forcément en capacité d'engager.* »

Au 31 décembre 2023, le montant des impayés RSA dus par le département à la MSA, notifié par cette dernière le 15 janvier 2024, s'élevait à 2 449 213 €.

[21] Loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion.

2.2.2.2 La CAF a saisi trois fois l'État pour obtenir le mandatement d'office des impayés RSA

Inscription d'office – article L. 1612-15 du CGCT

« *Ne sont obligatoires pour les collectivités territoriales que les dépenses nécessaires à l'acquittement des dettes exigibles et les dépenses pour lesquelles la loi l'a expressément décidé.*

La chambre régionale des comptes saisie, soit par le représentant de l'État dans le département, soit par le comptable public concerné, soit par toute personne y ayant intérêt, constate qu'une dépense obligatoire n'a pas été inscrite au budget ou l'a été pour une somme insuffisante. Elle opère cette constatation dans le délai d'un mois à partir de sa saisine et adresse une mise en demeure à la collectivité territoriale concernée.

Si, dans un délai d'un mois, cette mise en demeure n'est pas suivie d'effet, la chambre régionale des comptes demande au représentant de l'État d'inscrire cette dépense au budget et propose, s'il y a lieu, la création de ressources ou la diminution de dépenses facultatives destinées à couvrir la dépense obligatoire. Le représentant de l'État dans le département règle et rend exécutoire le budget rectifié en conséquence. S'il s'écarte des propositions formulées par la chambre régionale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite ».

Mandatement d'office – article L. 1612-16 du CGCT

« *À défaut de mandatement d'une dépense obligatoire par le maire, le président du conseil départemental ou le président du conseil régional suivant le cas, dans le mois suivant la mise en demeure qui lui en a été faite par le représentant de l'État dans le département, celui-ci y procède d'office.*

Le délai prévu à l'alinéa précédent est porté à deux mois si la dépense est égale ou supérieure à 5 % de la section de fonctionnement du budget primitif ».

La CAF a adressé au préfet de Corrèze la copie de son courrier de relance au département pour le paiement des impayés RSA en décembre 2016. En septembre 2017, elle l'a formellement saisi afin qu'il mette en demeure le département de mandater les impayés RSA et à défaut d'ordonner leur mandatement d'office. Aucune suite n'a été donnée à cette première démarche.

À la suite d'un échange avec le préfet de Corrèze en septembre 2019, la CAF lui a adressé copie d'un nouveau courrier de relance au département pour le paiement des impayés. En octobre 2020, elle a formellement saisi la préfecture afin que soit ordonnée l'inscription d'office des sommes dues au titre du RSA et le mandatement d'office des impayés RSA et intérêts de retard. Aucune suite n'a été donnée à cette deuxième saisine.

En janvier 2023, la CAF a formellement saisi le préfet de Corrèze afin qu'il ordonne l'inscription d'office des sommes dues au titre du RSA et le mandatement d'office des impayés RSA et intérêts de retard. Ce dernier a sollicité les ministères concernés pour arbitrer sur ce contentieux qui, selon lui, dépassait désormais la Corrèze et la seule question financière.

En janvier 2024, après une année supplémentaire d'attente et d'augmentation des impayés RSA et intérêts de retard, la CAF, en sa qualité de créancier, n'avait contesté aucune des trois décisions implicites de rejet par le préfet de procéder au mandatement d'office des impayés RSA et des intérêts de retard[22].

[22] CE, 3ème-8ème chambres réunies, 5 juillet 2018, *Ville de Marseille c./département Bouches-du-Rhône : « si le représentant de l'État s'abstient de faire usage des prérogatives qui lui sont ainsi conférées, le créancier de la collectivité territoriale est en droit de se retourner contre l'État en cas de faute lourde commise dans l'exercice de ce pouvoir* ». Cette solution, déjà admise

Dans son rapport d'observations provisoires, la chambre a recommandé au département de mandater l'ensemble des impayés d'allocation RSA dus à la CAF et à la MSA afin de respecter son obligation de financement du RSA, tel qu'en disposent les articles L. 262-24-1° et L. 262-25 du code de l'action sociale et des familles.

En mai 2024, à la suite d'un accord intervenu le 18 mars 2024 entre le représentant de l'État et le président du département, la collectivité a finalement procédé au paiement des arriérés à la CAF et à la MSA et réglé ainsi sa dette au principal. La recommandation de la chambre s'en est ainsi trouvée mise en œuvre.

Recommandation n° 4. Respecter l'article L. 262-24-1 du code de l'action sociale et des familles par le mandatement de l'ensemble des impayés d'allocations RSA dus à la CAF et à la MSA. **(Mise en œuvre complète)**

2.2.3 Une séquence comptable hétérodoxe pour inscrire les refus de paiements depuis 2019

2.2.3.1 Traitement séquentiel budgétaire et comptable des impayés RSA

À compter du refus par la CDC d'accueillir les impayés RSA 2019, le département a mis en place un mécanisme comptable de rattachement suivi d'une dotation aux provisions :

1. le département adopte un budget primitif pour l'exercice N avec les crédits nécessaires au paiement de la totalité des allocations RSA prévues sur la base du besoin anticipé (comptes 6717x/935) ;
2. les caisses CAF et MSA adressent au département des appels d'acomptes RSA chaque mois de l'exercice N ;
3. le département mandate en décembre de l'exercice N une fraction des acomptes appelés, à concurrence de son estimation des recettes affectées au RSA reçues au cours de l'exercice N ;
4. au printemps N+1, les impayés RSA de l'exercice N sont inscrits en rattachement au compte administratif N et au budget primitif N+1 (comptes 6717x/935) ;
5. en décembre N+1, une décision modificative du budget renvoie les rattachements RSA (comptes 6717x/935) en provisions (compte 6875 puis 1511).

La première dotation aux provisions au titre des impayés RSA a été réalisée par une décision modificative du budget 2021 en décembre 2021 pour un montant de 15,79 M€ au titre des impayés RSA 2019 et 2020. La suivante a été réalisée par une décision modificative du budget principal en décembre 2022 pour 8,32 M€ au titre des impayés RSA 2021. Cette séquence a été reproduite en décembre 2023 pour 7,32 M€ au titre des impayés RSA de 2022 (voir Annexe n° 3).

(CAA Bordeaux, 22 nov. 2007, n° 05BX02476, *Société Albenque TPI*), est alignée sur celles dégagées en matière de pouvoirs de contrôle de l'État sur les collectivités territoriales : **responsabilité pour faute lourde** en cas de **refus illégal du préfet d'inscrire une dépense obligatoire au budget** sur le fondement de l'article L. 1612-15 (CE, 29 avr. 1987, *Ministère de l'Intérieur c/ école Notre Dame de X*).

2.2.3.2 L'étape du rattachement masque les impayés RSA lors du calcul de la dotation de compensation péréquée versée par l'État

Rattachement de charges

Selon l'instruction budgétaire et comptable M52 applicable au département, le procédé du rattachement à l'exercice a trait aux :

« *[…] dépenses de fonctionnement régulièrement engagées mais non mandatées et correspondant à un service fait avant le 31 décembre de l'exercice et dont l'ordonnateur a connaissance avant la fin de la journée complémentaire* ».

Jusqu'à fin2023, le département rattachait la différence entre le cumul des acomptes RSA appelés par les caisses sur l'exercice et le montant qu'il a mandaté en paiement aux caisses. Ce rattachement est donc pris dans le résultat de l'exercice.

Dans sa délibération, le département reconnaissait la non-conformité de l'application de cette méthode comptable aux impayés RSA qui ne correspondent pas à la réalisation d'une prestation ou à la réception d'une livraison mais à des appels à versement assis sur une obligation légale (art. D. 262-64 du CASF).

Extrait 1 : décision modificative de novembre 2021 relative au rattachement des restes à charge

Dans le cadre du Revenu de solidarité active (Rsa), le reste à charge 2019 (6,635 M€) et 2020 (9,152 M€), soit un total de 15,787 M€ sont rattachés à l'exercice 2021 suite au refus de la Caisse des Dépôts et Consignations de consigner les montants non versés à la Caisse d'Allocations Familiales et à la Mutualité Sociale Agricole. Ces rattachements ne sont pas conformes à l'instruction comptable puisque le service fait est effectué et la facture nous est parvenue.
Ainsi, pour pouvoir continuer à effectuer ces rattachements concernant ces exercices, une dérogation devrait être accordée par la Direction Départementale des Finances Publiques au payeur Départemental. Afin d'avoir une meilleure conformité comptable, Il est donc proposé de solder ces rattachements. Cette recette obtenue permet d'inscrire la dépense correspondante en provisions.
le reste à charge constaté pour cet exercice comptable en cours sera rattaché à l'exercice 2021.

Source : département

Dans un courrier du 26 février 2021 adressé à la direction départementale des finances publiques de Corrèze, le département justifiait son choix d'ajouter l'étape « rattachement » en avril N+1 avant de doter aux provisions en décembre N+1 pour préserver la ressource représentée par le dispositif de compensation péréquée (DCP)[23]. Il affirmait que la constitution directe de provisions au titre des impayés RSA, sans rattachement préalable, aurait minoré les dépenses

[23] La DCP, prévue par l'article L. 3334-16-3 du CGCT, vise à attribuer aux départements les recettes issues des frais de gestion (Art.1641 CGI) de la taxe foncière sur les propriétés bâties perçus par l'État. La répartition entre départements s'effectue pour 70 % en fonction du reste à charge des trois allocations individuelles de solidarité (AIS) et pour 30 % en fonction d'un indice basé sur la proportion des bénéficiaires des trois AIS et du revenu par habitant. DCP nationale distribuée : 932 M€ en 2017 – 957 M€ en 2018 – 994 M€ en 2019 – 1 015 M€ en 2020 – 1 031 M€ en 2021 – 1 005 M€ en 2022

« allocations RSA » figurant aux comptes 6517x/935 qui, lors de l'examen de ses dépenses RSA par l'État, aurait entraîné une minoration de la DCP attribuée au département.

Extrait 2 : courrier du 26 février 2021 adressé au DDFIP de Corrèze

Je veux également souligner, à cet égard, que mes services ont pris soin d'étudier, au préalable, la possibilité de constituer une provision pour risques. Une telle solution s'est toutefois révélée inadaptée compte tenu des conséquences hautement préjudiciables qu'elle aurait fait peser sur les finances de la collectivité.
Comme vous le savez, la constitution d'une telle provision s'opère nécessairement par une inscription au compte 6875, lequel diffère des comptes 65171 et 65172 dédiés à l'imputation des dépenses de RSA. Or, ces derniers sont pris en compte par la DGCL pour procéder au calcul des péréquations liées au reste à charge des Allocations Individuelles de Solidarité (AIS).
La voie du rattachement s'est donc imposée comme la seule solution propre à concilier l'ensemble des impératifs en présence.
Dans ces conditions, le Département n'a eu d'autre choix que de procéder, par délibération de la commission permanente du 31 janvier 2020, au rattachement des sommes en litige (6 635 009,84 €) dans le compte administratif 2019.

Compte tenu du silence gardé par l'État et en l'absence de décision du Tribunal administratif de Nantes à la date de clôture de l'exercice 2020, la collectivité départementale a été de nouveau contrainte de procéder au rattachement du montant des restes à charge de 2019 et de 2020 (9 152 274,26 €) dans les comptes 2020. Ce rattachement qui préserve les intérêts de la collectivité et garantit le strict respect du principe de sincérité budgétaire, a été autorisé par délibération de la commission permanente du 29 janvier 2021.

Source : département

Le calcul de la DCP est assis pour sa première part (70 % de la ressource DCP) sur le reste à charge de la dépense RSA selon la formule instaurée en 2014 :

DCP =	$\frac{\text{(Dépenses – Compensation) x montant de la 1ère part}}{\sum \text{(Dépenses – Compensation)}}$

Dépenses = dépenses RSA (art. L. 262-24 du CASF), d'APA et de PCH de l'année N-1

Compensation = somme du droit à compensation dû à chaque département au titre du RSA en 2019 (art.59 de la loi de finances 2004 et art.51 de la loi de finances 2009), de la dotation allouée à chaque département au titre du FMDI en 2018 (art. L.3334-16-2 du CGCT) et des dotations allouées à chaque département au titre des concours APA et PCH de la CNSA.

Tableau n° 12 : montants de DCP attribués au département (milliers €)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
DCP	5 214 290	5 181 047	4 934 354	4 690 403	4 799 820	4 886 256	4 773 209

Source : CRC d'après les données du département

Cette étape de rattachement était irrégulière et faussait la répartition nationale de la DCP. Ce procédé masquait les impayés RSA de chaque exercice et permettait d'échapper à la minoration d'une dotation de l'État.

Dans sa réponse, l'ordonnateur affirme que l'utilisation des rattachements était dû à *« […] un souci de sincérité budgétaire, […] [afin] de ne pas venir gonfler artificiellement l'excédent*

global de clôture et de le maintenir à son niveau réel tel qu'il doit ressortir en fin d'exercice. ». L'ordonnateur reconnait que *« [...]ne pas procéder au rattachement des impayés de RSA aurait [...] contribué à minorer de manière significative les recettes de DCP, de FSD et de fraction complémentaire de TVA dont bénéficie notre Département ».*

La chambre relève que le département a eu recours, jusqu'à la clôture 2023 à la technique des rattachements en dehors des cas prévus par l'instruction comptable M52 aux seules fins de ne pas risquer une diminution de sa part de la dotation nationale de compensation péréquée en considération de ses refus de paiement à la CAF et la MSA.

Avec le mandatement en mai 2024 de la totalité des impayés RSA aux caisses, le département a mis un terme aux rattachements irréguliers. La recommandation n'a dès lors plus lieu d'être.

Recommandation n° 5. Mettre fin sans délai au rattachement irrégulier des impayés RSA. **(Devenue sans objet)**

2.2.3.3 Les impayés RSA ne répondaient pas aux critères pour la constitution de provisions, insuffisantes sur la période

Les provisions pour risques et charges

L'instruction comptable M52 applicable au budget principal du département dispose explicitement que les provisions pour risques et charges :

1. sont destinées à couvrir des risques et des charges nettement précisées quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours rendent probables ;
2. n'ont pas vocation à servir à la constitution des réserves budgétaires ;
3. ont un caractère provisoire et doivent être constituées notamment dans le cas où la charge ou le risque envisagé n'est pas certain, mais est probable.

L'instruction comptable M57 applicable à partir du 1er janvier 2024 reprend ces dispositions.

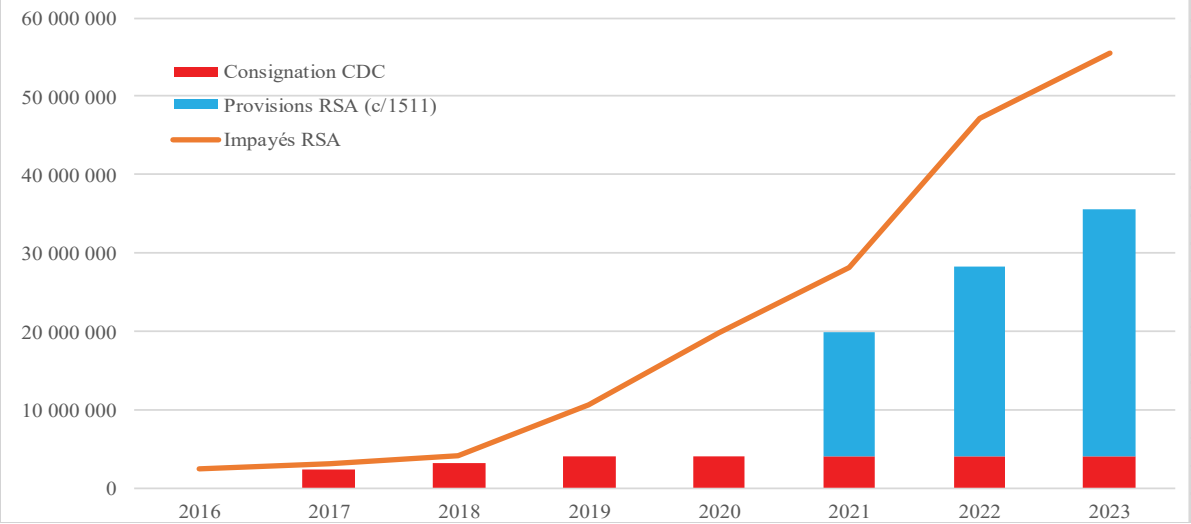
Les recours introduits contre l'État par le département devant les tribunaux administratifs de Limoges et Paris visaient expressément l'obtention de recettes complémentaires pour limiter le reste à charge qui pèserait sur les finances du département. Aucun de ces recours n'a contesté les dépenses RSA, ni dans leur principe ni dans leur montant. Dès lors, le remboursement aux caisses des allocations RSA servies constituait une dette échue, certaine, liquide, non sérieusement contestée dans son principe et dans son montant. L'obligation de paiement découlant d'une loi, (voir *supra*) les impayés RSA réunissaient l'ensemble des critères d'une dépense obligatoire au sens de l'article L. 1612-15 du CGCT, dès leur naissance et continument depuis lors.

Dès lors, le caractère certain et échu des impayés RSA ne permettait pas d'alimenter le compte de provisions.

Les provisions délibérées par le département en contrepartie des impayés RSA ne permettaient pas de couvrir la totalité de ces impayés. En effet, même en tenant compte des fonds consignés à la CDC, le taux de couverture des impayés RSA au 31 décembre de chaque exercice n'a pas dépassé 65 %. Le montant des impayés RSA non couverts par la consignation de fonds à la CDC ou les provisions constituées s'établissait à 15,76 M€ au 31 décembre 2020 ; ce montant a persisté sur la totalité de l'exercice 2021. Il a connu un pic à 20 M€ au 31 décembre 2023.

Graphique n° 4 : évolution comparée des provisions RSA et des impayés RSA (en €)

soldes au 31/12/N	***2016***	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
Impayés RSA	2 472 102	3 206 946	4 097 173	10 724 962	19 880 007	28 202 799	47 132 349	55 563 250
Consignation CDC	0	2 427 060	3 237 559	4 116 080	4 116 080	4 116 080	4 116 080	4 116 080
Provisions RSA (c/1511)	0	0	0	0	0	15 787 284	24 108 021	31 423 524
Cumul CDC+provisions	0	2 427 060	3 237 559	4 116 080	4 116 080	19 903 364	28 224 101	35 539 604
Taux de couverture	*0%*	*76%*	*79%*	*38%*	*21%*	*71%*	*60%*	*64%*
Montant non couvert	*2 472 102*	*779 887*	*859 614*	*6 608 882*	*15 763 928*	*8 299 435*	*18 908 248*	*20 023 646*



Source : CRC d'après les comptes administratifs et délibérations

2.2.4 Les intérêts de retard assurent la neutralité du RSA pour la trésorerie des caisses

L'article L. 262-25 du CASF précise les champs couverts par la convention entre le département et les caisses (CAF et MSA) chargées du service du revenu de solidarité active. Cette convention doit notamment assurer la neutralité des flux financiers pour la trésorerie des caisses. Au titre de l'article D. 262-61 2° du CASF, la convention doit prévoir le versement de *« charges financières qui pourraient résulter pour l'organisme chargé du service de l'allocation des retards de versement des acomptes mensuels par le département »*, cette opération de remboursement se devant d'être effectuée au moins une fois par an. Selon l'article D. 262-64 du CASF, *« le taux d'intérêt retenu pour le calcul des éventuelles charges financières est le taux moyen pondéré du marché monétaire au jour le jour en euro plus un point. Le remboursement de ces charges est effectué dans le mois qui suit la fin de chaque trimestre civil ».*

L'absence de convention en l'espèce ne remet pas en cause le financement de la part d'allocation à la charge du département (article D. 262-64 du CASF), ni l'application du 2° de l'article D. 262-61 du CASF prévoyant le remboursement des charges financières pour retards de versements.

Entre 2015 et mai 2024, le département n'a pas mandaté les acomptes mensuels appelés par les caisses mais opérait un unique versement à chaque caisse en fin d'exercice. Ce rythme de paiement augmentait mécaniquement le cumul des impayés chaque mois alors que les intérêts de retard qui s'y appliquent sont calculés chaque jour.

Suivant les dispositions du CASF, le taux directeur des intérêts de retard dus aux caisses pour leur assurer la neutralité du RSA sur leur trésorerie est le taux moyen pondéré du marché monétaire au jour le jour en euro « TEMPE » ou « EONIA » remplacé par le taux €STR (*Euro Short-Term Rate*) depuis le 3 janvier 2022. Le taux applicable des intérêts de retard est ce taux directeur majoré d'un point.

Le taux EONIA était négatif à - 0,356 % en janvier 2017 à - 0,515 % à fin décembre 2021. Le taux €STR est resté stable autour de - 0,580 % jusqu'à juillet 2022 avant de progresser continument jusqu'à atteindre 3,900 % en septembre 2023.

Le taux d'intérêts appliqué au stock des impayés RSA du département a été multiplié par 11 entre juillet 2022 (0,42 %) et septembre 2023 (4,90 %), ce qui s'est traduit par une rapide progression des intérêts de retard à compter de l'été 2022.

2.2.4.1 Situation de la MSA

Les intérêts de retard qui étaient dus à la MSA au 31 décembre 2023 peuvent être approchés par la projection des intérêts de retard CAF sur les impayés RSA dus à la MSA, soit environ 165 768 €. Le département a indiqué ne pas avoir été saisi des intérêts de retard par la MSA.

Tableau n° 13 : intérêts de retard suivant les dispositions du CASF en l'absence de convention

		<2017	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Intérêts de retard	*CMSA (*)*	*2 430 €*	*2 206 €*	*2 665 €*	*4 166 €*	*6 336 €*	*8 721 €*	*25 879 €*	*113 365 €*
CUMUL	*CMSA (*)*	*2 430 €*	*4 636 €*	*7 301 €*	*11 466 €*	*17 802 €*	*26 524 €*	*52 403 €*	*165 768 €*
(*) projection avec le taux d'intérêts apparent CAF									

Source : CRC d'après les impayés RSA et le taux apparent de la CAF

Dans sa réponse, la MSA indique : *« Les impayés de RSA n'ont pas amené de charges financières pour la MSA du Limousin. Ainsi, aucune demande n'est formulée par la MSA du Limousin ».*

La chambre déduit de cette réponse que les intérêts de retard évalués à 165 768 € au 31 décembre 2023, n'ont pas été réglés par le département, mais ont été supportés par la Caisse centrale de la MSA, organisme centralisateur national chargé d'une mission de service public.

2.2.4.2 La CAF a demandé chaque mois le paiement des intérêts de retard

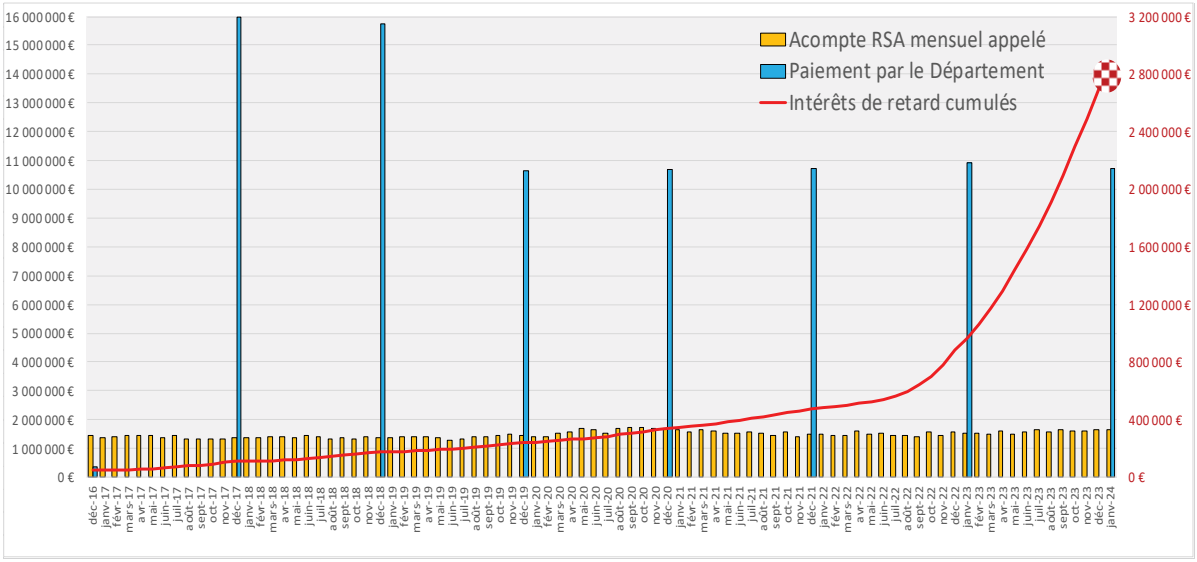
Au 31 décembre 2023, les intérêts de retard cumulés s'élevaient à 2 699 308 € pour la CAF.

Tableau n° 14 : intérêts de retard suivant les dispositions du CASF en l'absence de convention

		<2017	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Intérêts de retard	CAF	46 472 €	63 260 €	64 510 €	65 714 €	96 931 €	136 017 €	411 188 €	1 815 211 €
CUMUL	CAF	46 472 €	109 732 €	174 242 €	239 956 €	336 887 €	472 904 €	884 093 €	2 699 303 €

Source : CRC d'après la CAF et le comptable

Graphique n° 5 : progression des intérêts de retard CAF consécutifs aux paiement partiels et en fin d'année



Source : CRC d'après la CAF et le comptable

La CAF a régulièrement notifié au département le montant des intérêts de retard dus. Les dispositions du CASF relatives aux intérêts de retard étaient rappelées sur chaque demande mensuelle d'acompte adressée par la CAF au département.

2.2.4.3 L'inscription des intérêts de retard dans les comptes du département

Les intérêts de retard dus par le département à la CAF et la MSA sont évalués à 2,86 M€. Ils ont progressé de 1,93 M€ au cours du seul exercice 2023.

Au motif de sa contestation des restes à charge non compensés par l'État, le département a indiqué refuser de comptabiliser les intérêts de retard générés par les impayés RSA.

La dette des intérêts de retard a augmenté chaque jour d'environ 6 000 €, soit 183 000 € chaque mois, autant que le reste à charge du département pour verser une allocation RSA socle mensuelle (607,75 €) à 840 bénéficiaires supplémentaires.

Le département aurait dû tenir compte de cette somme dans sa comptabilité d'engagement par l'inscription de la totalité des intérêts de retard dus la CAF et la MSA, conformément aux dispositions de l'article D. 262-64 du CASF en l'absence de convention, pour un montant d'au moins 2,86 M€.

Dans sa réponse, l'ordonnateur a indiqué que *« l'inscription en comptabilité des intérêts de retard liés aux impayés de RSA était sans fondement, […] le contentieux étant en cours jusqu'à la toute fin de l'année 2023 […] son issue [demeurait] incertaine jusqu'à cette date »*.

La chambre rappelle que les intérêts pour retard de paiement sont prévus par les dispositions légales et réglementaires du CASF, sans rapport avec les contentieux relatifs aux recettes du département et qu'à ce titre, le département aurait dû les inscrire dans sa comptabilité.

Ce n'est qu'à la faveur de l'accord passé avec l'État au printemps 2024 et de la décision de ce dernier d'abandonner la créance relative aux intérêts de retards dus à la CAF de Corrèze pour 2 699 303 € que la recommandation est en fin de compte devenue sans objet.

> **Recommandation n° 6.** Inscrire en comptabilité la totalité des intérêts de retard liés aux impayés d'allocations RSA dus au titre de l'article D. 262-64 du code de l'action sociale et des familles. **(Devenue sans objet)**

3 SITUATION FINANCIÈRE ET PATRIMONIALE

L'examen des rapports d'orientations budgétaires et de présentation du budget primitif démontre de façon constante une volonté de diminution de l'endettement associée à une gestion « active de la dette » (renégociation des taux) ainsi qu'à la substitution progressive d'emprunts à taux fixe dans le portefeuille de dette. L'exercice 2020, caractérisé par la crise sanitaire, ne donne pas lieu à une inflexion de cette ligne de conduite.

L'investissement est présenté comme une « priorité », ce qui n'empêche pas le département d'affirmer sa prudence en ce qui concerne le consentement à de nouveaux investissements. Ainsi, par exemple, entre les budgets primitifs (BP) 2021 et 2022, il s'inscrit en diminution de 2,5 M€ à 48,7 M€.

Les dépenses de fonctionnement sont présentées par l'autorité territoriale comme devant être « maîtrisées ». La mise en œuvre de ces lignes directrices est favorisée à court terme par des recettes particulièrement dynamiques tirées de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) qui améliorent son autofinancement. Mais, à partir de 2023,

la collectivité tire argument du caractère peu évolutif des dotations de l'État, de l'adossement de certaines recettes sensibles à la conjoncture (DMTO, taxe sur les conventions d'assurance (TSCA), concours de la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), TVA) et de la disparition de son pouvoir de fixation des taux, pour réaliser des « mises en réserve » s'ajoutant à celles permises sur les recettes de DMTO (à hauteur de 25 M€ pour ces dernières en 2022), au motif d'une anticipation d'évolutions défavorables.

3.1 Fiabilité des comptes

3.1.1 Les écarts entre les prévisions et les réalisations

Entre 2017 et 2022 l'écart constaté de réalisation des recettes de fonctionnement tient pour grande partie à une sous-évaluation chronique des produits des taxes sur la publicité foncière et sur les conventions d'assurance[24] à l'origine d'un écart de 5,5 M€ en 2017, 14 M€ en 2021, puis 19 M€ en 2022. Pour le seul exercice 2022, ce sont près de 39 M€ de recettes qui n'ont pas été anticipées, du fait d'une évaluation erronée de la publicité foncière (15,6 M€), des assurances (+ 2,6 M€), de la taxe foncière sur les propriétés bâties - TFPB (+ 5,05 M€), et des redevances diverses (+ 5 M€). Le département s'appuie sur les hypothèses d'un cabinet de conseil pour arguer de la non intégration de la hausse du coût de l'énergie et de son effet sur la taxe sur l'électricité (+1 M€), de la perception pour la première année par le département de la redevance de « délai glissant » pour les barrages en fin de concession (4 M€), ou encore de la sous-estimation de l'augmentation de recette de TVA à + 1,8 % (sur laquelle s'échelonne la compensation de la TFPB) et en réalité constatée à + 9,6 % générant une recette supplémentaire de 5 M€.

Les recettes « de compensation » de RSA réclamées par le département à la CNSA font l'objet d'une inscription qui, n'étant pas recouvrée, génère un différentiel de 8,08 M€ que vient corriger la contrepassation du rattachement de l'année précédente (+ 8,6 M€/recette d'administration générale - chap.930-2).

Tableau n° 15 : différentiel des recettes de RSA annulées et supplémentaires au titre des mouvements comptables liés à la contestation du manque en recettes

en €, CA 2022	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	annulés
Recettes RSA	19 895 961	11 628 540	8 058 375,63
Contrepassation du rattachement N-1 (-)			8 647 828
solde (-)			589 453

Source : CRC d'après le compte administratif 2022

[24] La taxe sur les conventions d'assurance est perçue pour une part en compensation de la perte fiscale due à la suppression de la taxe professionnelle (article 77 loi de finances 2010), tandis qu'une autre part, apparaissant au chapitre impositions directes du compte administratif, est perçue en compensation des transferts de compétences et SDIS (articles 52 et 53 lois de finances 2004 et 2005) et apparaît au chapitre 941 « autres impôts et taxes » du compte administratif.

Tableau n° 16 : « imprévus » en recettes de fonctionnement en 2022 et % d'exécution corrigés

en €uros	**2022**
Recettes de fonctionnement	
Prévisions budgétaires (BP+DM+RAR N-1)	333 531 108,00
Réalisation (titres+rattachements)	372 454 632,33
Crédits annulés	*-38 923 524,33*
dont admin générale (contrapassation rattachement RSA)	*-8 647 284,16*
dont personnes handicapées (ch.935-2)	*-3 148 546,02*
dont services communs (ch 935-50)	*-2 680 179,37*
dont Taxe départementale sur la publicité foncière (ch.941-7321)	*-15 585 472,44*
dont redevances (ch.941-757)	*-4 950 948,29*
dont fraction de compensation TFPB (ch.940-73125)	*-5 050 579,00*
Crédits annulés en %	*-11,67%*
Pourcentage d'exécution	**111,7%**
annulation recette RSA	8 058 375,63
différentiel mouvements RSA	589 453
réalisation corrigée mouvements RSA	371 865 179,33
% d'exécution corrigé des mouvements comptables liés à l'impayé RSA	**111,5%**

Source : CRC d'après le compte administratif 2022

Les dépenses de fonctionnement font l'objet de taux d'exécution élevés jusqu'en 2021. L'exercice 2022 est marqué par un décrochage (91 %) dû à l'annulation de crédits inscrits en action sociale, dépendance et APA notamment, dont 16,9 M€ ont été réaffectés aux dépenses imprévues avec pour objectif d'augmenter le résultat reporté.

Tableau n° 17 : dépenses de fonctionnement 2022 annulées au cours de l'exercice

ch. Groupe 93	11 299 347,83
dont action sociale (hors RMI, APA, RSA) (ch. 935)	4 928 848,95
dont personnes dépendantes (APA/ch. 935-5)	1 363 547,24
dont RSA (ch. 935-6)	1 321 778,14
dont autres	3 685 173,50
ch. Groupe 94	2 651 356,61
dont transferts entre les sections	2 280 882,09
virement à la SI	48 180 702,37
Annulation de dépenses imprévues	16 914 388,94
total annulations	**79 045 795,75**

Source : CRC d'après le compte administratif 2022

Tableau n° 18 : taux de réalisation de la section de fonctionnement du budget principal

en €uros	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes de fonctionnement						
Prévisions budgétaires (BP+DM+RAR N-1)	281 798 755,00	283 154 446,75	292 113 805,11	297 396 112,86	313 003 675,26	333 531 108,00
Réalisation (titres+rattachements)	292 537 851,01	293 740 071,21	301 980 860,10	315 158 726,96	334 453 568,65	372 454 632,33
Crédits annulés	*-10 739 096,01*	*-10 585 624,46*	*-9 882 722,94*	*-17 762 614,10*	*-21 449 893,39*	*-38 923 524,33*
Crédits annulés en %	*-3,81%*	*-3,74%*	*-3,38%*	*-5,97%*	*-6,85%*	*-11,67%*
Pourcentage d'exécution	**104%**	**104%**	**103%**	**106%**	**107%**	**112%**
Dépenses de fonctionnement (hors vir SI)						
Prévisions budgétaires (BP+DM+RAR N-1)	282 993 401,29	284 525 885,09	283 802 559,96	286 009 885,36	302 807 669,00	346 736 649,18
Réalisation (mandats+rattachements)	276 479 358,11	274 343 043,59	276 218 285,95	276 864 452,89	290 118 255,34	315 871 555,80
Crédits annulés	*6 514 043,18*	*10 182 842,29*	*7 584 274,01*	*9 145 432,47*	*12 689 413,66*	*30 865 093,38*
Crédits annulés en %	*2,30%*	*3,58%*	*2,67%*	*16,61%*	*19,66%*	*13,90%*
Pourcentage d'exécution	**98%**	**96%**	**97%**	**97%**	**96%**	**91%**
Solde d'exécution (RF - DF)	**16 058 493**	**19 397 028**	**25 762 574**	**38 294 274**	**44 335 313**	**56 583 077**

Source : CRC d'après les comptes administratifs

Le taux de réalisation des dépenses d'investissement s'est dégradé durant la période de contrôle. Au cours de la dernière année du mandat, la prévision d'investissements de 80,48 M€, délibérée pendant la crise sanitaire covid-19, représentait 195 % de la réalisation moyenne annuelle constatée sur les trois exercices précédents 2017-2019 (41,19 M€).

Tableau n° 19 : réalisation des dépenses réelles d'investissement (chapitres 90 et 91) hors remboursement de la dette

	Budget (BP+DM+RAR N-1)	Réalisation (dont RAR)	%
2017	44 214 192	39 322 613	89%
2018	44 236 451	42 088 256	95%
2019	62 882 654	42 151 495	67%
2020	80 482 329	56 794 907	71%
2021	74 014 619	49 790 435	67%
2022	73 915 739	48 243 085	65%

(BP= budget primitif ; DM = décision modificative ; RAR = restes à réaliser)

Source : CRC d'après les comptes administratifs

De 2019 à 2022, le département a annulé entre 15 M€ à 25,5 M€ de dépenses d'investissement, parfois sur un même domaine comme « réseaux et infrastructures » (17,2 M€ annulés en 2019 puis 15,5 M€ en 2021).

En 2021, le département affiche prévoir la non-exécution de 18,5 M€ de dépenses aux fins d'une « *mise en réserve* » destinée au financement de futurs de projets. Contrairement à ce qui est indiqué aux élus, « *ce montant voté n'a pas été mobilisé et sans [faire l'objet d'une] écriture particulière, est simplement venu augmenter le report à nouveau*[25] ». Cette solution a été préférée à une réaffectation de crédits sur les autorisations de programmes concernées.

[25] Délibération du budget primitif, 23 avril 2021, pp.64-65.

Tableau n° 20 : économies de dépenses de fonctionnement faites sur l'exécution

Pour conclure sur les dépenses de fonctionnement, il est à noter le caractère prudentiel de nos prévisions qui a permis de ne pas utiliser 2,5 M€ de crédits affectés, en améliorant l'autofinancement dégagé sur l'exercice 2017.

en M€	CA 2016	Voté 2017	CA 2017	CA 2017 / CA 2016	CA 2017 / Voté 2017
Services généraux	6,961	7,548	7,154	0,193	-0,394
Sécurité	10,070	10,543	10,068	-0,002	-0,475
Enseignement	4,678	4,972	4,681	0,003	-0,291
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	4,638	5,161	4,741	0,103	-0,420
Réseaux et infrastructures	6,016	6,515	6,191	0,175	-0,324
Aménagement et environnement	0,945	2,240	1,733	0,788	-0,507
Charges de personnel (compte 64)	49,436	50,158	50,024	0,588	-0,134
			Total crédits en hausse et crédits non utilisés	1,848	-2,545
			dont autres fonctions	0,471	

Sources : rapport au président du conseil de département de Corrèze, vote du compte administratif 2017

L'ampleur de ces écarts affecte la sincérité des inscriptions budgétaires. Ils peuvent résulter d'une insuffisante capacité à évaluer les dépenses ou programmer les opérations, et/ou d'une ingénierie insuffisante pour réaliser l'ensemble des projets envisagés. Lorsque qu'est envisagée la réduction de certains postes de dépenses ou politiques publiques, ces orientations doivent être traduites dans les documents budgétaires pour être soumises au vote des membres de l'assemblée départementale lors de l'adoption du budget primitif.

La chambre invite le département à établir un projet de budget primitif qui reflète la réalité des dépenses et recettes, particulièrement d'investissement, envisagées sur l'exercice.

3.1.2 Les rattachements des charges, notamment des charges RSA depuis 2019

Les reliquats de dépenses de RSA non réglés en 2019 (6 635 009 €) et 2020 (9 152 274 €) générés après l'adoption de la nouvelle formule de calcul de restes à verser font l'objet d'un rattachement aux exercices correspondants (chap. 93567), de même pour ce qui concerne le reliquat 2021 à l'exercice 2021 (8 320 737 €), puis le reliquat 2022 à l'exercice 2022 (7 315 503 €).

Les 6 635 009 € (c.65171 et c.65172) de reliquat non versé au titre des appels émis au cours de l'exercice 2019, ne donnant pas lieu à paiement, sont annulés (contrepassée) puis intégrés à un rattachement regroupant les impayés 2019 (6 635 009 €) et 2020 (9 152 275 €) pour 15 787 284 €.

Le reliquat 2022 (7 315 503 €) est rattaché à l'exercice 2022 (en janvier 2023) puis, après contrepassation, à l'exercice 2023 (décembre 2023) par décision budgétaire modificative le 1er décembre 2023. Cette somme est ensuite mise en provision pour risques et charges exceptionnels (c.6875).

Ce double rattachement nuit à la clarté des comptes et à la compréhension de la démarche de mise en visibilité de l'impayé RSA. L'ampleur des impayés conduit les rattachements à peser significativement sur le résultat de chaque exercice (entre 18 % et 48 %) (voir *supra*).

Tableau n° 21 : produits et charges rattachés au budget principal

Rattachements	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Fournisseurs - Factures non parvenues	1 973 894	2 510 273	2 862 934	2 230 934	2 368 129	9 996 437
+ Personnel - Autres charges à payer	453	0	0	109	82	0
+ Organismes sociaux - Autres charges à payer	0	79 250	0	170	0	0
+ Etat - Charges à payer	41 364	13 356	10 977	14 000	46 369	0
+ Divers - Charges à payer	924 080	1 764 823	6 746 140	16 003 126	8 438 197	48 390
= Total des charges rattachées	2 939 790	4 367 702	9 620 051	18 248 340	10 852 777	10 044 827
Charges de gestion	227 741 561	218 990 397	222 546 854	221 096 748	224 188 221	233 708 820
Charges rattachées en % des charges de gestion	***1,29%***	***1,99%***	***4,32%***	***8,25%***	***4,84%***	***4,30%***
Produits non encore facturés	15 829	16 015	17 044	7 568	0	0
+ Organismes sociaux - Produits à recevoir	9 886	0	0	0	0	0
+ Etat - Produits à recevoir	51	2 535	2 483	0	0	0
+ Divers - Produits à recevoir	130	3 720	11 820	8 100	0	0
= Total des produits rattachés	25 897	22 270	31 347	15 668	0	0
Produits de gestion	282 930 290	279 372 936	285 661 656	293 084 360	303 865 048	324 660 601
Produits rattachés en % des produits de gestion	***0,01%***	***0,01%***	***0,01%***	***0,01%***	***0,00%***	***0,00%***
Différence (produits - charges rattachées)	-2 913 894	-4 345 433	-9 588 704	-18 232 672	-10 852 777	-10 044 827
Différence produits et charges rattachés/(produits + charges de gestion/2)	***-0,29%***	***-0,44%***	***-0,94%***	***-1,77%***	***-1,03%***	***-0,90%***
Résultat de l'exercice	16 058 493	19 397 028	25 778 242	38 294 274	44 335 313	56 583 077
Différence en % du résultat	***-18%***	***-22%***	***-37%***	***-48%***	***-24%***	***-18%***

Source : CRC d'après les comptes de gestion

3.1.3 L'absence au bilan des fonds consignés à la Caisse des dépôts et consignations

Le compte de consignation ouvert à la CDC en 2017 et alimenté par le département jusqu'en 2021 pour un total de 4 116 059,64 € est absent du bilan alors que les fonds détenus constituent un droit patrimonial garanti pour le département.

Dans sa réponse, l'ordonnateur indique : *« [nous] n'[avons] pas fait le choix de passer par cette procédure [section d'investissement compte 275 « dépôts et cautionnements »] [et] préféré imputer les sommes consignées en section de fonctionnement [...][car] nous pensions qu'une issue rapide serait trouvée au niveau du contentieux avec l'État [...]. [Une] délibération sera présentée en Commission Permanente du 3 mai 2024 m'autorisera à déconsigner les sommes auprès de la CDC puis elle sera suivie du mandatement ».*

La chambre relève que les fonds déposés à la Caisse des dépôts et consignations concernaient des dépenses impayées de RSA et ne pouvaient être justifiés par les contentieux engagés par le département contre l'État pour obtenir des recettes supplémentaires.

La chambre constate la déconsignation effective des fonds en mai 2024, ce qui a rendu la recommandation sans objet.

> **Recommandation n° 7.** Inscrire au bilan la valeur des sommes détenues à la Caisse des dépôts et consignations au titre des impayés RSA. **(Devenue sans objet)**

3.2 Évolution du fonctionnement

3.2.1 Les évolutions de périmètre budgétaire sur la période

Sur la période de contrôle, la structure budgétaire a été modifiée par plusieurs transferts de compétences, réintégrations et suppressions de budgets annexes : transfert de la compétence transports scolaires et voyageurs à la région Nouvelle-Aquitaine le 1er septembre 2017, réintégration du budget annexe « Parc routier départemental » dans le budget principal le 1er janvier 2018, clôture du budget annexe « Laboratoire d'analyses » le 31 décembre 2017 à la suite du transfert de son activité au groupement de laboratoires Qualyse avec reprise des personnels titulaires mis à disposition (1 679 200 €/an).

Ces évolutions du périmètre représentent moins de 0,7 % du budget principal 2018 en fonctionnement et moins de 1,3 % en investissement. Cette évolution marginale ne requiert pas de précaution particulière pour l'analyse financière pluriannuelle du département.

Tableau n° 22 : montant de évolutions de périmètre sur le budget principal 2018

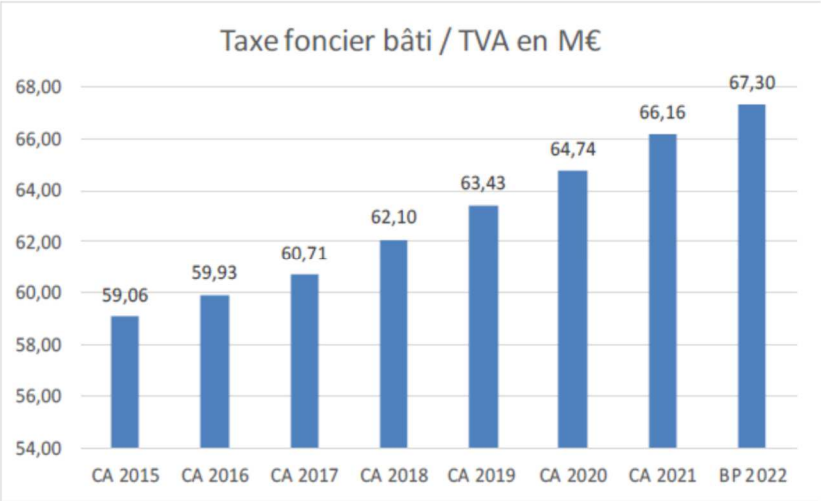
	Charges du personnel MAD Qualyse	Intégration BA Parc Routier Départemental	Transfert de la compétence transport	Budget principal	*Part des évolutions*
Recettes de fonctionnement	1 679 200	8 063 249	-11 417 689	293 740 071	*-0,6%*
Dépenses de fonctionnement	1 679 200	7 864 694	-11 417 689	274 343 044	*-0,7%*
Recettes d'investissement		1 016 316		78 542 982	*1,3%*
Dpenses d'investissement		965 868		82 899 412	*1,2%*

Source : CRC d'après les comptes de gestion et délibérations

3.2.2 L'évolution des produits

Les produits de gestion ont progressé de 41 M€ entre 2017 et 2022 du fait du dynamisme de recettes liées à la conjoncture économique : droits d'enregistrement, taxes d'urbanisme et DMTO (+ 15 M€), substitution d'une fraction de TVA à la taxe sur le foncier bâti (+ 10,4 M€ sur la période) et taxe sur les conventions d'assurance (+ 6,4 M€).

Photo n° 1 : évolution du cumul des recettes TFPB + TVA depuis 2015



Source : département - rapport sur le budget primitif 2022

À la suite du transfert de la compétence transport[26], la fiscalité reversée a baissé de 3 % sur la période (2,5 M€) malgré une recette supplémentaire de 4 M€ au titre du fonds de péréquation des DMTO. Les ressources d'exploitation ont couvert par leur progression cette perte, gagnant 3 M€.

Tableau n° 23 : évolution des produits de gestion

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	*Var /an*
Ressources fiscales propres	**157 211 306**	**161 431 987**	**170 744 821**	**170 054 447**	**180 440 250**	**191 886 473**	*4,1%*
Fiscalité reversée	**15 455 892**	**9 195 825**	**9 016 123**	**13 938 453**	**13 288 684**	**12 969 305**	*-3,4%*
Ressources d'exploitation	23 963 161	22 179 586	21 828 525	22 859 899	22 196 696	27 072 995	*2,5%*
Ressources institutionnelles (dotations et participations)	85 350 022	86 369 764	83 394 911	85 319 457	86 939 473	91 734 031	*1,5%*
total produits de gestion	**282 930 290**	**279 372 936**	**285 661 656**	**293 084 360**	**303 865 048**	**324 660 601**	*2,8%*

Source : CRC d'après les comptes de gestion

3.2.3 Les charges de fonctionnement

La progression des charges de gestion apparaît maîtrisée sur la période en progression annuelle moyenne de + 0,5 % (227,7 M€ en 2017, 233,7 M€ en 2022), en particulier sur la période 2017-2021 (- 1,6 %).

[26] À la suite du transfert des départements aux régions de la compétence transports scolaires et interurbains appelé par la loi NOTRé 2015 et la loi de Finances 2016 (dispositions du I de l'article 89), les départements ont transféré des parts de la CVAE aux régions. Si la région estime ce transfert de part de CVAE insuffisant pour compenser les charges, elle a la possibilité de demander une compensation.

Les charges de personnel ont progressé de 2,5 % par an en moyenne sur la période 2017-2022 sous l'effet du glissement vieillesse technicité (GVT) et de l'augmentation de 3,5 % du point d'indice de la fonction publique à compter du 1er juillet 2022. Leur poids relatif dans les produits de gestion a reculé de 20,6 % en 2017 à 19,3 %.

Tableau n° 24 : évolution des charges de personnel

en €	2017	2018	2019	2020	2021	2022	*Var. annuelle moyenne*
Personnel titulaire (a)(**)	**32 608 922**	**34 710 949**	**34 142 736**	**34 231 847**	**34 431 360**	**35 362 694**	***1,6%***
*en % des rémunérations du personnel**	*78,8%*	*78,7%*	*77,1%*	*76,1%*	*76,1%*	*74,4%*	
Assistantes maternelles (b)(**)	**6 452 022**	**6 973 153**	**7 115 514**	**7 174 440**	**6 647 097**	**7 335 540**	***2,6%***
*en % des rémunération du personnel**	*15,6%*	*15,8%*	*16,1%*	*15,9%*	*14,7%*	*15,4%*	
= Sous-total Personnel non titulaire (c)	**2 202 300**	**2 376 701**	**3 009 562**	**3 525 808**	**4 086 040**	**4 709 956**	***16,4%***
*en % des rémunération du personnel**	*5,3%*	*5,4%*	*6,8%*	*7,8%*	*9,0%*	*9,9%*	
Autres rémunérations (d)	**130 213**	**55 160**	**42 142**	**51 662**	**69 092**	**125 706**	***-0,7%***
= Rémunérations du personnel hors atténuations de charges (a+b+c+d)	**41 393 456**	**44 115 963**	**44 309 954**	**44 983 757**	**45 233 589**	**47 533 896**	***2,8%***
Atténuations de charges	263 214	7 251	13 038	32 662	32 086	6 579	*-52,2%*
= Rémunérations du personnel	**41 130 243**	**44 108 712**	**44 296 916**	**44 951 095**	**45 201 503**	**47 527 317**	***2,9%***
* Hors atténuations de charges							
= Charges de personnel interne (rémunérations + charges sociales et impôts)	**58 152 296**	**61 345 673**	**61 537 002**	**62 254 853**	**62 152 380**	**65 614 169**	***2,4%***
Charges sociales en % des CP interne	*28,5%*	*27,4%*	*27,3%*	*27,1%*	*26,6%*	*26,9%*	
+ Charges de personnel externe	56 508	168 278	84 429	120 771	89 572	88 728	*9,4%*
= Charges de personnel totales	**58 208 804**	**61 513 951**	**61 621 430**	**62 375 624**	**62 241 952**	**65 702 897**	***2,5%***
CP externe en % des CP total	*0,1%*	*0,3%*	*0,1%*	*0,2%*	*0,1%*	*0,1%*	
Charges totales de personnel	58 208 804	61 513 951	61 621 430	62 375 624	62 241 952	65 702 897	*2,5%*
- Remboursement de personnel mis à disposition	0	1 901 059	2 676 086	3 185 416	2 951 491	2 996 278	
= Charges totales de personnel nettes des remboursements pour MAD	58 208 804	59 612 892	58 945 344	59 190 209	59 290 460	62 706 619	*1,5%*
en % des produits de gestion	*20,6%*	*21,3%*	*20,6%*	*20,2%*	*19,5%*	*19,3%*	***20,3%***

* Hors atténuations de charges

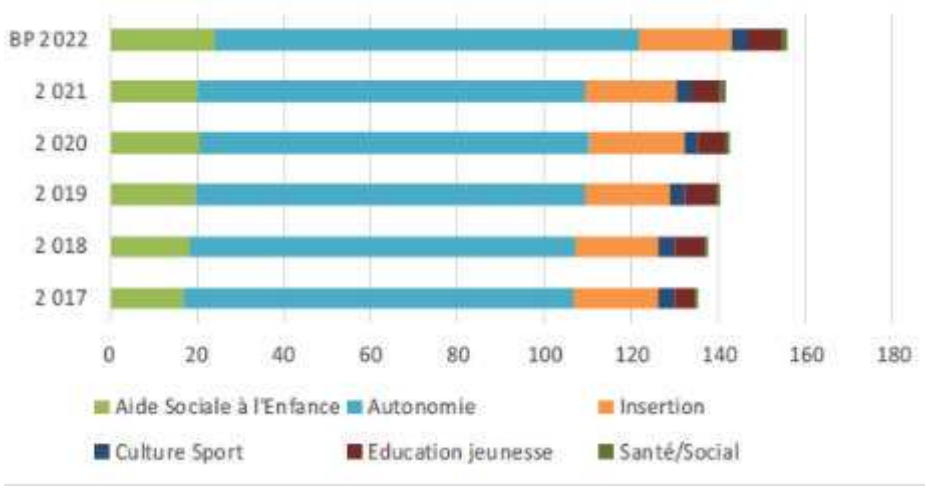
** rémunération principale+ indemnités

Source : CRC d'après les comptes de gestion

Dans son rapport annuel 2022 sur la politique en matière de ressources humaines présenté à l'assemblée départementale le 7 avril 2023, le département recense 1 219 agents permanents et 72 agents non-permanents. La reprise en régie du service de téléassistance-autonomie à compter du 1er janvier 2024, jusqu'alors assuré au moyen d'un contrat de délégation de service public, aura pour effet d'intégrer 29 postes équivalents temps plein à l'effectif du département.

La progression du poste « aides à la personne » est contenue. Après une progression entre 2017 et 2020 des dépenses liées au RSA et de certaines aides indirectes (accueil familial, frais de séjour de l'aide sociale à l'enfance, frais de séjours pour adultes handicapés), ce sont celles liées à l'autonomie qui progressent particulièrement en 2022.

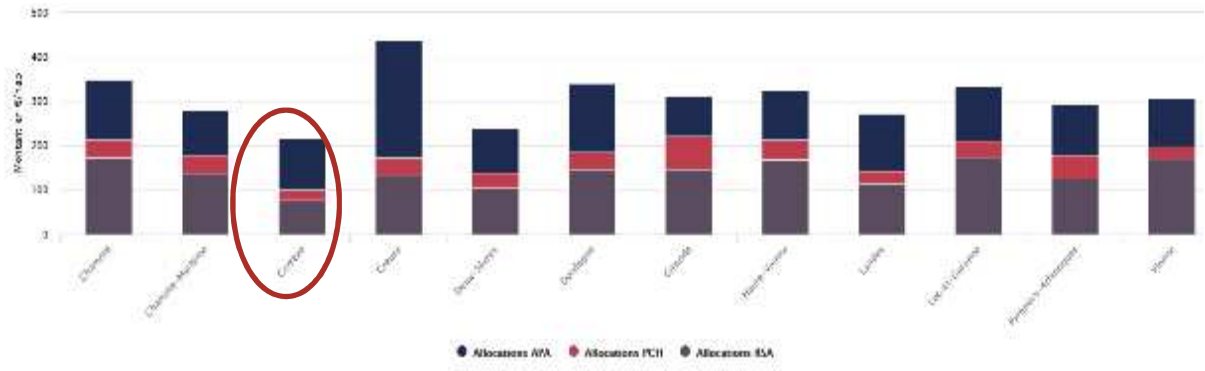
Photo n° 2 : les postes de dépenses de fonctionnement (interventions, en M€)



Source : rapport au président pour le budget primitif 2022

Rapportées au nombre d'habitants, les dépenses liées aux allocations individuelles de solidarité (revenu de solidarité active, prestation de compensation du handicap et allocation personnalisée d'autonomie) de la Corrèze sont les plus faibles de la région.

Photo n° 3 : décomposition des dépenses d'allocations individuelles de solidarité (AIS) par département pour l'année 2022 (en €/hab, budget primitif 2022)



Source : observatoire des finances locales

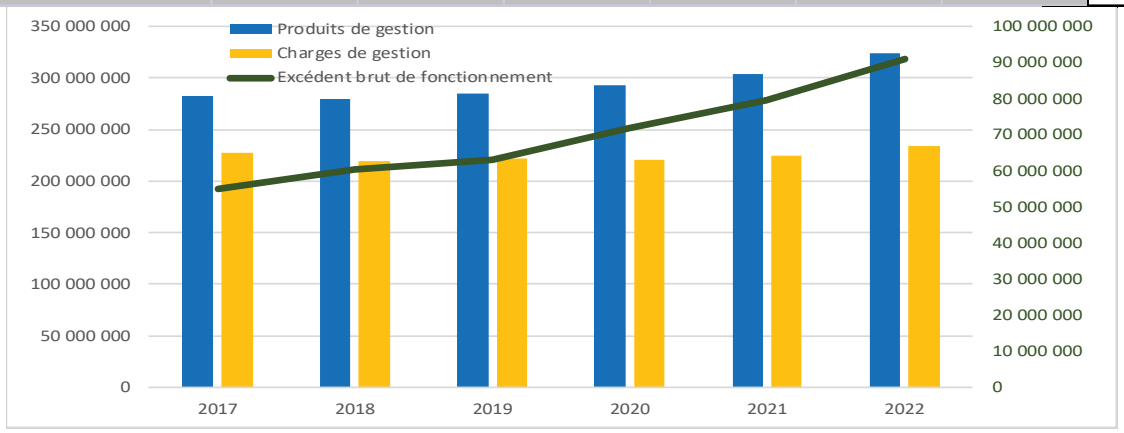
3.2.4 L'épargne de gestion

Sur la période de contrôle, l'excédent brut de fonctionnement (EBF)[27] a progressé de 10,5 % en moyenne annuelle, porté par une progression continue des produits de gestion (+ 2,8 %/an) et une évolution limitée des charges de gestion.

[27] L'excédent brut de fonctionnement est le reste des recettes de fonctionnement après déduction des charges de fonctionnement

Tableau n° 25 : évolution de l'excédent brut de fonctionnement

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	*Var /an*
Produits de gestion	**282 930 290**	**279 372 936**	**285 661 656**	**293 084 360**	**303 865 048**	**324 660 601**	*2,8%*
Charges de gestion	**227 741 561**	**218 990 397**	**222 546 854**	**221 096 748**	**224 188 221**	**233 708 820**	*0,5%*
Excédent brut de fonctionnement	**55 188 728**	**60 382 539**	**63 114 802**	**71 987 612**	**79 676 827**	**90 951 781**	*10,5%*



Source : CRC d'après les comptes de gestion

3.3 Évolution de l'investissement

Sur la période de contrôle, la moyenne des investissements annuels réalisés est de 46,4 M€, proche des réalisations des deux derniers exercices.

Tableau n° 26 : dépenses d'investissement sur la période (hors opérations non ventilées ou sans réalisation)

En €	TOTAL DEPENSES d'investissement (crédits employés ou restant à employer)
2017	39 322 613
2018	42 088 256
2019	42 151 495
2020	56 794 907
2021	49 790 435
2022	48 243 085
Total sur la période	278 390 790
Moyenne	*46 398 465*

Source : CRC d'après les comptes administratifs

3.3.1 La répartition par politique publique

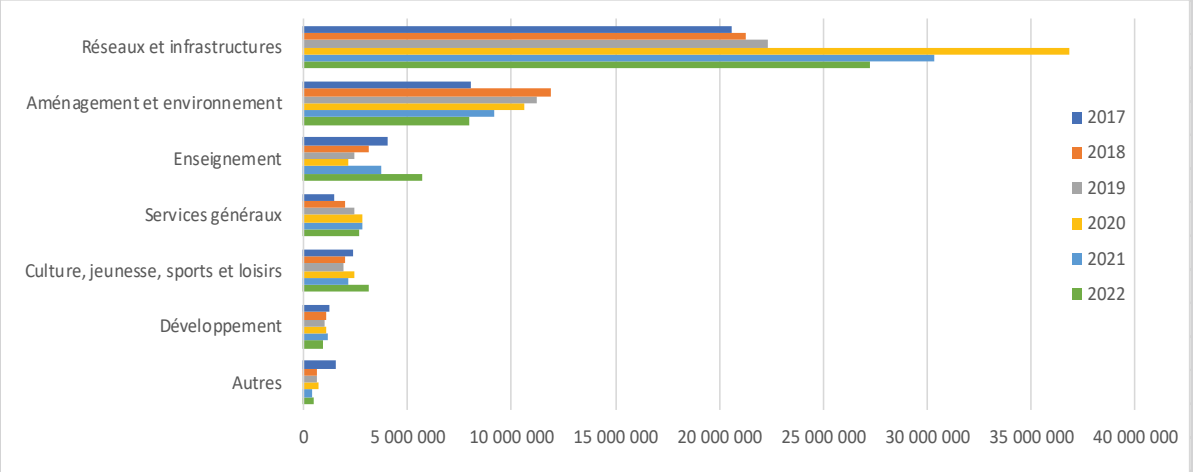
Sur un total de 278,4 M€ dépensés sur la période, le poste réseaux et infrastructures concentre la plus grande part des dépenses d'investissement avec 158,6 M€, puis viennent dans l'ordre les postes aménagement et environnement (58,9 M€), enseignement (21,23 M€) et culture, jeunesse, sport et loisirs (14,2 M€).

Tableau n° 27 : dépenses d'investissement cumulées par politique publique

en € cumulés 2017 à 2022	**Crédits employés ou restant à employer**	*%*
Réseaux et infrastructures	158 594 090	*57%*
Aménagement et environnement	58 933 211	*21%*
Enseignement	21 271 363	*8%*
Services généraux	14 160 184	*5,1%*
Culture, jeunesse, sports et loisirs	14 156 955	*5,1%*
Développement	6 725 228	*2,4%*
Action sociale (hors RMI, APA et RSA)	2 662 619	*1,0%*
Sécurité	1 267 750	*0,46%*
Prévention médico-sociale	434 969	*0,16%*
Revenu de solidarité active	184 421	*0,07%*
Total	**278 390 790**	***100%***

Source : CRC d'après les comptes administratifs

Photo n° 4 : répartition des dépenses d'investissement par politique publique



Source : CRC d'après les comptes administratifs

La déviation de Malemort constitue la principale opération nouvelle du département sur la période, les autres projets majeurs en cours étant le contournement de Lubersac et la restructuration du collège d'Argentat.

La Corrèze a investi dans les routes 88,50 € par habitant et par an en moyenne sur la période 2017-2022, contre 64 € en Dordogne, 81,60 € en Creuse, 50 € en Haute-Vienne et 79 € en Charente-Maritime. Elle investit moins en équipement pour les collèges, à hauteur de 11,10 € par habitant contre 14,40 € en Dordogne, 18,70 € en Charente-Maritime et 21 € en Haute-Vienne (*Observatoire des finances locales – budgets principaux 2017 à 2022*).

3.3.2 Les dépenses d'investissement

Sur la période, le département a investi 265 M€ (dépenses et subventions d'équipement), soit 44,2 M€/an en moyenne, en progression de 16 % sur la période. La collectivité a dégagé une capacité de financement propre en 2021 (21,5 M€) et 2022 (23,5 M€) et a malgré cela recouru à de nouveaux emprunts (3,5 M€ en 2021 et 15 M€ en 2022).

Ces marges de manœuvre lui ont permis de reconstituer, sans jamais le mobiliser sur la période, son fonds de roulement.

Tableau n° 28 : le financement des dépenses d'investissement

en €	2017	2018	2019	2020	2021	2022
CAF brute	45 808 321	51 787 215	55 127 626	67 930 491	89 188 631	93 888 327
- Annuité en capital de la dette	36 999 653	32 141 075	32 369 425	30 309 683	29 718 360	29 963 871
= CAF nette ou disponible (C)	**8 808 668**	**19 646 139**	**22 758 201**	**37 620 808**	**59 470 271**	**63 924 456**
+ Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)	2 645 116	2 967 712	2 971 074	3 522 699	4 440 515	5 363 302
+ Subventions d'investissement reçues	1 291 179	768 782	887 659	968 473	387 676	664 069
+ Fonds affectés à l'équipement (amendes de police en particulier)	4 776 923	4 524 764	3 491 074	4 742 803	6 549 937	2 308 946
+ Produits de cession	643 000	127 963	240 611	230 904	548 344	100 099
=Recettes d'inv. hors emprunt (D)	**9 356 218**	**8 389 221**	**7 590 417**	**9 464 880**	**11 926 472**	**8 436 416**
= Financement propre disponible (C+D)	**18 164 886**	**28 035 360**	**30 348 619**	**47 085 688**	**71 396 743**	**72 360 872**
Financement propre dispo / Dépenses d'équipement (y c. tvx en régie)	*1*	*1*	*1*	*1*	*2*	*2*
- Dépenses d'équipement (y compris travaux en régie)	21 616 868	19 380 209	22 989 830	33 942 510	31 152 679	31 817 407
- Subventions d'équipement (y compris subventions en nature)	18 556 688	22 601 221	14 264 883	16 448 649	16 410 755	15 986 763
- Participations et investissements financiers nets	-3 121 202	2 874 037	5 545 354	-3 300	-54 430	-426 734
+/- Variation de stocks de terrains, biens et produits	0	10 479	-131 974	3 458	-3 445	2 196
- Charges à répartir	0	0	0	4 400 000	0	0
+/- Variation autres dettes et cautionnements	0	0	0	-2 366 183	2 366 183	0
= Besoin (-) capacité (+) de financement propre	**-18 895 090**	**-16 830 586**	**-12 319 473**	**-5 339 447**	**21 524 852**	**24 981 240**
+/- Solde des opérations pour compte de tiers	0	0	0	0	0	-281 377
- Reprise sur excédents capitalisés	0	180 438	0	2 366 183	0	1 180 900
= Besoin (-) ou capacité (+) de financement	**-18 895 090**	**-17 011 025**	**-12 319 473**	**-7 705 630**	**21 524 852**	**23 518 963**
Nouveaux emprunts de l'année (y compris pénalités de réaménagement)	25 213 444	25 000 000	13 000 000	25 000 000	3 500 000	15 000 000
Mobilisation (-) ou reconstitution (+) du fonds de roulement	6 318 355	7 988 975	680 527	17 294 370	25 024 852	38 518 963

Source : CRC d'après les comptes de gestion

3.3.3 La programmation pluriannuelle des investissements

Le département dispose d'une programmation mise en œuvre par autorisation de programmes/crédits de paiement (AP/CP). L'emploi des AP/CP, facultatif, vise à maîtriser et organiser les inscriptions budgétaires des opérations pluriannuelles d'investissement.

Trois domaines sont concernés par la programmation pluriannuelle d'investissement (PPI) : l'entretien des routes, les collèges, le bâti autre que les collèges.

La programmation routière s'articule autour de trois programmations dont les durées sont inégales : la PPI de 2018 se projette sur six ans (et reprend une année antérieure soit 2017-2023), la PPI 2019 se projette sur cinq ans, la PPI 2020 se projette sur quatre ans (tout en reprenant 2019), la quatrième se projette sur cinq ans et la dernière (2022) sur quatre ans (2017-2023).

Tableau n° 29 : évolution de la période de programmation d'investissements routiers

Année du plan de programmation	Exercices faisant l'objet de la programmation
2018	2017-2023
2019	2019-2023
2020	2019-2023
2021	2017-2025
2022	2017-2025

Source : CRC d'après les données du département

La programmation pluriannuelle des investissements dans les collèges est organisée depuis 2019. La période prise en compte d'un exercice à l'autre est comme pour les routes non homogène en termes de durée. Ces différences entre programmations ont pour effet de rendre plus difficile la comparaison d'une année à l'autre du coût de chaque opération.

Tableau n° 30 : échelonnement des programmations pluriannuelles d'investissement

PPI	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Autres bâtiments											
2019				1 107 600	1 072 840	1 860 087	2 047 415				
2020					1 550 640	2 242 022	2 447 415	6 232 000			
2021					2 340 500	2 092 000	1 912 000	6 666 000	1 733 000		
2022						2 927 500	2 099 000	1 611 000	2 366 000		
COLLEGES											
2019			1 593 865	1 645 441	1 859 614	4 398 610	5 280 012				
2020				1 685 600	2 843 220	4 205 377	4 263 243				
2021					3 299 800	4 307 700	3 146 920	11 393 000	5 598 200		
2022						5 653 800	2 618 200	4 632 600	6 180 809		
ROUTES											
2018		14 000 000	16 000 000	19 000 000	20 750 000	18 730 000	17 790 000				
2019			15 854 429	20 800 000	26 080 000	26 380 000	19 330 000				
2020				26 109 637	23 795 000	5 560 581	19 330 000				
2021					20 957 442	16 407 000	20 310 000				
2022						22 200 000	22 422 000	25 298 000	21 246 000		
2023							32 413 000	38 821 000	31 634 000	24 870 000	27 555 000

Source : CRC d'après les données du département

En matière de bâti autre que les collèges, les différentes programmations (2019-2023, 2020-2024, 2021-2025 et 2022-2025) subissent des variations de crédit pour chaque année entre leurs différentes versions de l'ordre de 14 % en moyenne. Sur la période cela tient pour partie à l'inscription en 2020, puis l'abandon en 2022, d'un projet de restructuration initialement prévu pour 2024 et chiffré à 4,5 M€.

L'outil utilisé pour suivre les opérations consiste en des tableurs bureautiques qui ne garantissent pas le suivi physique, juridique et financier du programme, au regard de la nécessité de tenir à jour régulièrement les données et du risque de perte de la programmation passée. La segmentation en trois PPI distinctes ne favorise pas le pilotage financier global de l'ensemble des opérations.

Sur la forme, les autorisations annuelles de programme présentées à l'assemblée pour l'adoption du compte administratif ne permettent pas d'apprécier l'état de réalisation des projets, leur inscription pluriannuelle, ni de disposer d'une vision globale de la trajectoire d'investissement du département.

La chambre invite le département à utiliser un outil de suivi de la programmation automatisé et sécurisé afin de rendre compte de l'avancement des travaux par opération et suivre les décalages de délais de réalisation, le niveau de consommation des crédits de paiement et tracer les réaffectations avec explication des révisions de priorités intervenues depuis l'exercice précédent.

3.4 La situation patrimoniale

3.4.1 L'endettement

1. Une dette peu risquée

Tous les contrats d'emprunts en cours du département sont cotés A-1 sur la charte de Gissler, soit le niveau de risque le plus faible. Quatre emprunts sont à taux variable avec barrière simple pour un capital restant dû (CRD) de 28 M€ au 31 décembre 2022.

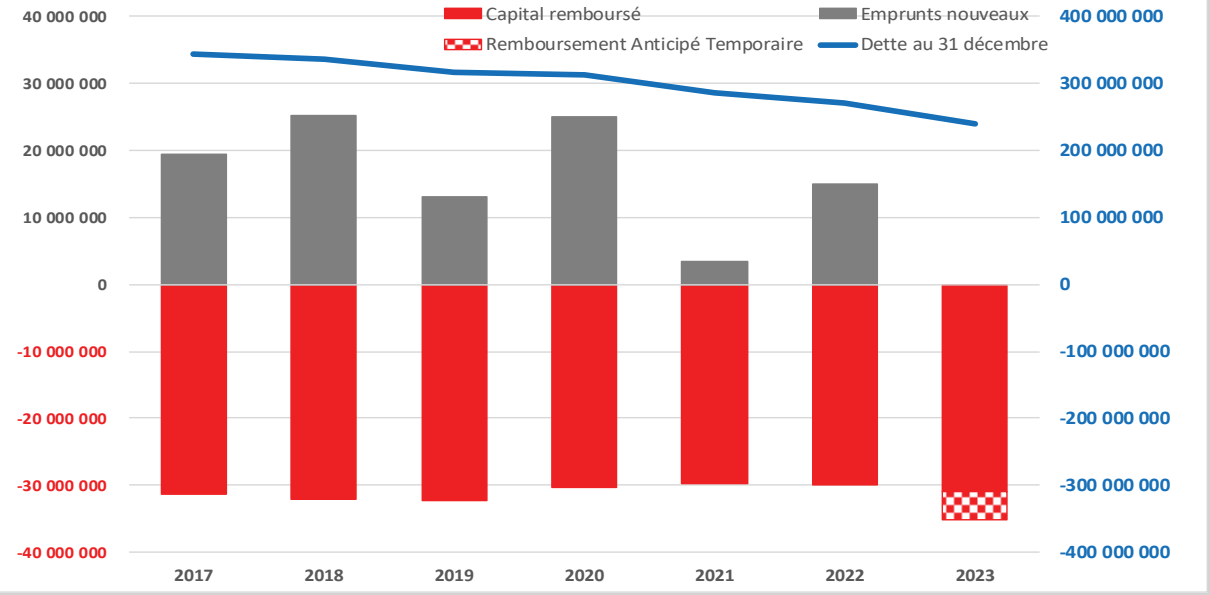
En 2022 pour l'ensemble de ses contrats, le département a réglé 5 451 106 € d'intérêts et remboursé 29 963 871 € de capital. Le CRD au 31 décembre 2022 s'établissait à 270 877 526 €.

2. Un désendettement continu sur la période de contrôle

Le département s'est désendetté à hauteur de 99 M€ sur l'ensemble de la période de contrôle avec un encours de dette passé de 343 M€ à fin 2017 à 244 M€ à fin 2023. Le capital objet du remboursement anticipé temporaire le 1er septembre 2023 a été réemprunté le 21 décembre 2023 par le département.

Tableau n° 31 : évolution comparée de l'endettement et des emprunts ou remboursés

	Capital remboursé	Remboursement Anticipé Temporaire	Emprunts nouveaux	Dette au 31 décembre	Échéance =	Capital + Intérêts		Remboursement Anticipé Temporaire
2017	-31 283 685 €	0 €	19 350 000 €	343 759 569 €	40 549 313 €	*31 283 685 €*	*9 265 628 €*	- €
2018	-32 141 075 €	0 €	25 120 370 €	336 738 864 €	40 750 802 €	*32 141 075 €*	*8 609 727 €*	- €
2019	-32 369 425 €	0 €	13 000 000 €	317 369 439 €	40 414 991 €	*32 369 425 €*	*8 045 566 €*	- €
2020	-30 309 683 €	0 €	25 000 000 €	312 059 757 €	37 295 779 €	*30 309 683 €*	*6 986 097 €*	- €
2021	-29 718 360 €	0 €	3 500 000 €	285 841 397 €	35 857 089 €	*29 718 360 €*	*6 138 730 €*	- €
2022	-29 963 871 €	0 €	15 000 000 €	270 877 526 €	35 414 977 €	*29 963 871 €*	*5 451 106 €*	- €
2023	-30 915 095 €	-4 313 018 €	0 €	244 275 449 €	36 878 026 €	*30 915 095 €*	*5 962 931 €*	4 313 018 €



Source : CRC d'après les comptes de gestion et les données du département

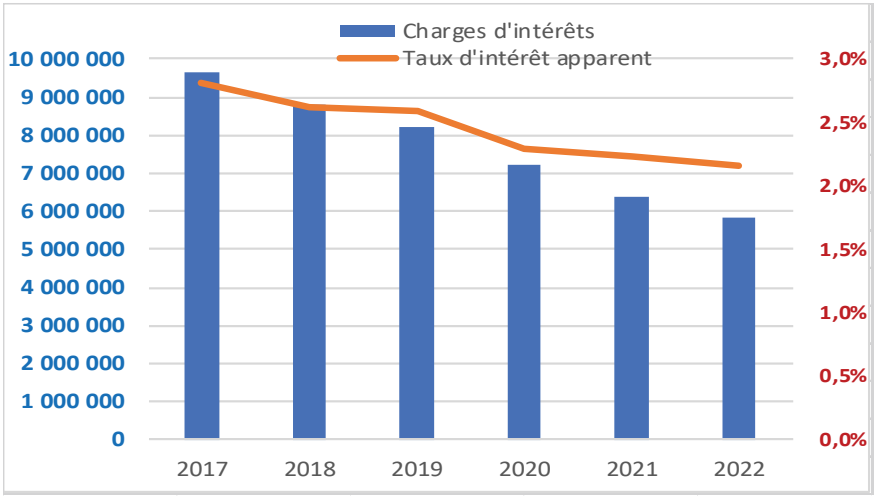
La diminution des annuités qui en résulte associée à une baisse du taux d'intérêt apparent permettent au département de poursuivre une trajectoire de désendettement et d'améliorer sa trésorerie.

Tableau n° 32 : évolution de la dette du budget principal et durée de désendettement

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	*Var moy annuelle*
Encours de dettes du BP au 31 décembre	**343 760 169**	**336 739 464**	**317 370 039**	**314 426 540**	**285 841 997**	**270 878 126**	**244 275 449**	*-5,9%*
Capacité de désendettement BP (Dette / CAF brute) en années	7,5	6,5	5,8	4,6	3,2	2,9	-	

Source : CRC d'après les comptes de gestion

Graphique n° 6 : un allègement continu de la charge d'intérêts



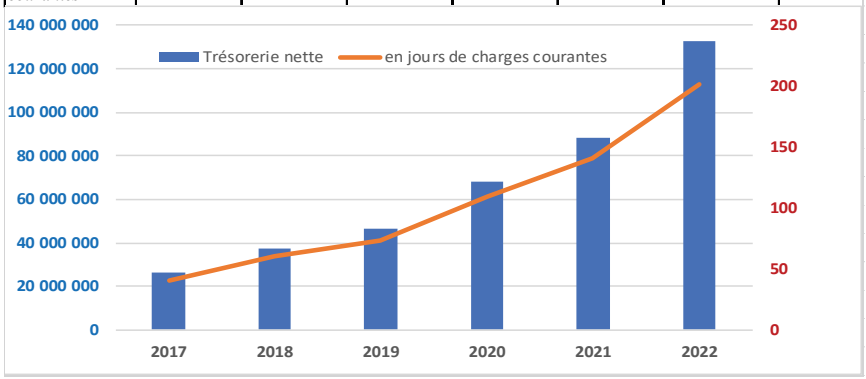
Source : CRC d'après les comptes de gestion

3.4.2 La trésorerie

La trésorerie affiche une progression de 106 M€ (+ 38 %/an en moyenne) sur la période, et représente 202 jours de charges courantes fin 2022 (132 M€).

Tableau n° 33 : trésorerie nette hors budgets annexes

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Var moy/an
Trésorerie nette	26 416 789	37 705 006	46 340 219	68 300 305	88 738 088	132 585 294	*38%*
en jours de charges courantes	*41*	*60*	*73*	*109*	*140*	*202*	



Source : CRC d'après les comptes de gestion

Le département a souscrit plusieurs contrats d'emprunt à long terme avec option de lignes de trésorerie en 2009 et 2010 pour 21,5 M€ avec une filiale du Crédit Agricole. Cette faculté de tirage sur les lignes de trésorerie a été exercée sur toute la période de contrôle. La restitution de trésorerie est intitulée remboursement anticipé temporaire.

Un remboursement anticipé temporaire a été mis en œuvre le 1er septembre 2023 pour 4,9 M€ au titre de trois contrats. Les fonds ayant été réempruntés le 21 décembre 2023, ces mouvements sont sans impact sur le capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Le département a indiqué envisager de réitérer cette opération en 2024.

La trésorerie globale du département a augmenté de 26,4 M€ en 2017 à 132,6 M€ en 2022 (montants au 31 décembre).

La mobilisation des lignes de trésorerie au 1er janvier a reculé de 30,7 M€ en 2017 à 10,8 M€ en 2022. Ce recul est simultané avec la progression des impayés RSA de 0,78 M€ en 2017 à 43 M€ en 2022 (montants au 31 décembre, après déduction des sommes consignées à la CDC). La trésorerie propre du département (hors impayés RSA et lignes de trésorerie mobilisées) a progressé sur la période de 0,1 M€ en 2017 à 80,9 M€ en 2022.

La chambre relève qu'à compter de l'exercice 2020, le volume de la trésorerie propre aurait en théorie permis au département de cesser la mobilisation à 100 % des lignes de trésorerie sur emprunts et ainsi réaliser une économie sur les intérêts.

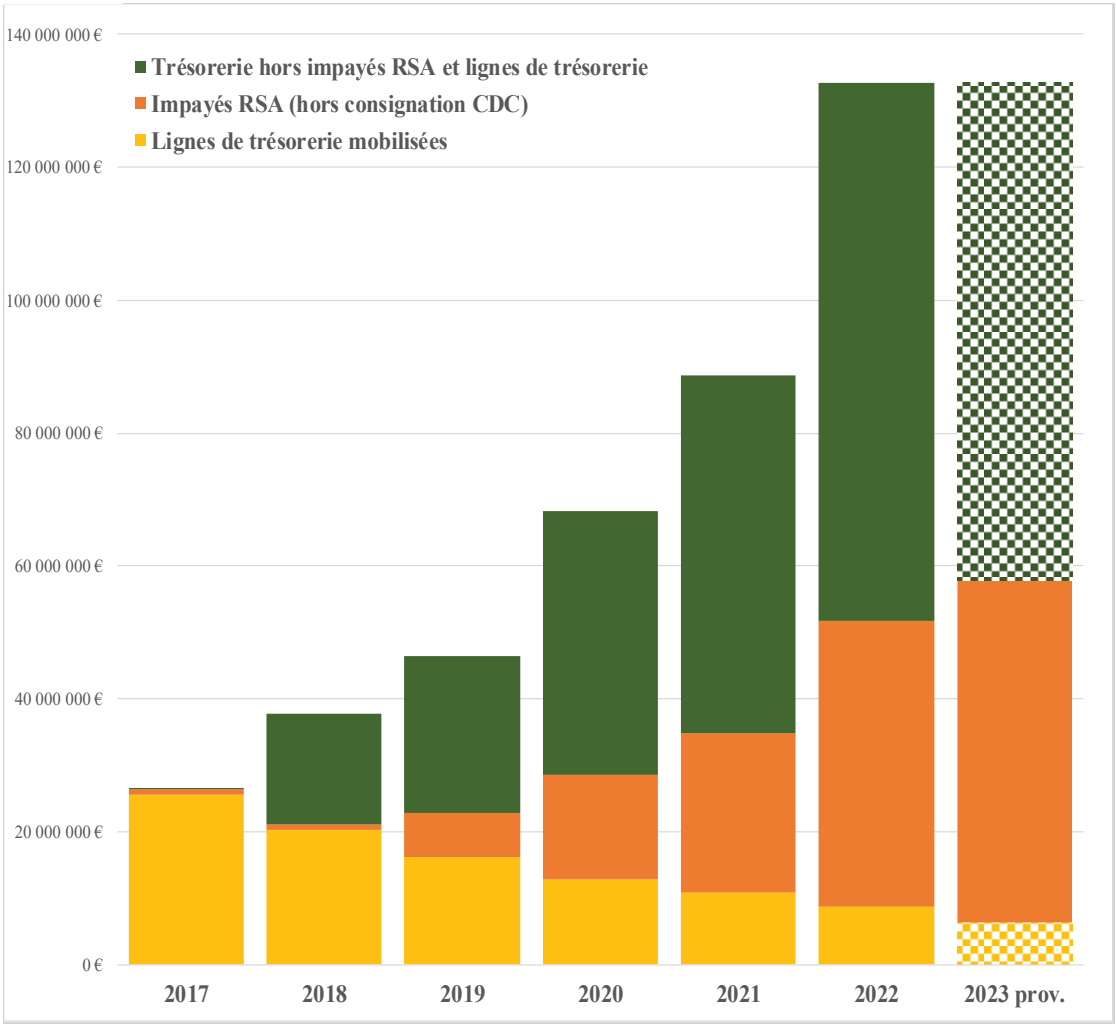
En l'absence de communication du suivi infra-annuel de la trésorerie du département, la chambre ne peut apprécier si les cycles d'encaissement et de décaissement du département ont justifié la mobilisation des lignes de trésorerie encore à 100 % du maximum autorisé en janvier 2024 ; en tout état de cause et quand bien même la mobilisation des lignes de trésorerie serait restée justifiée, le refus du département de verser les dizaines de millions d'euros de RSA à la CAF et la MSA lui a permis de limiter la souscription de nouvelles lignes de trésorerie et ainsi de réaliser une économie sur les intérêts.

Tableau n° 34 : évolution de la composition de la trésorerie du département

valeurs au 31/12/N sauf mention contraire	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023** prov.
Trésorerie	26 416 789 €	37 705 006 €	46 340 219 €	68 300 305 €	88 738 088 €	132 585 294 €	*132 585 294 €*
dont impayés RSA (hors consignation)	779 887 €	859 614 €	6 608 882 €	15 763 928 €	24 086 719 €	43 016 269 €	51 447 170 €
% de trésorerie	*3%*	*2%*	*14%*	*23%*	*27%*	*32%*	
impayés RSA	*3 206 946 €*	*4 097 173 €*	*10 724 962 €*	*19 880 007 €*	*28 202 799 €*	*47 132 349 €*	*55 563 250 €*
flux consignation CDC	*2 427 060 €*	*810 499 €*	*878 521 €*	*0 €*	*0 €*	*0 €*	*0 €*
stock consignation CDC	*2 427 060 €*	*3 237 559 €*	*4 116 080 €*	*4 116 080 €*	*4 116 080 €*	*4 116 080 €*	*4 116 080 €*
dont lignes de trésorerie	25 509 848 €	20 220 588 €	16 237 108 €	12 841 069 €	10 793 394 €	8 659 355 €	6 435 317 €
% de trésorerie	*97%*	*54%*	*35%*	*19%*	*12%*	*7%*	
maximum autorisé N	37 509 849 €	26 220 588 €	26 220 588 €	16 237 108 €	12 841 069 €	10 793 394 €	8 659 355 €
mobilisées 01/01/N	30 658 965 €	25 509 849 €	20 220 588 €	16 237 108 €	12 841 069 €	10 793 394 €	8 659 355 €
% du maximum	*82%*	*97%*	*77%*	*100%*	*100%*	*100%*	
nominal	*76 540 000 €*	*76 540 000 €*	*61 540 000 €*	*51 540 000 €*	*31 500 000 €*	*31 500 000 €*	*31 500 000 €*
remboursées N	5 149 116 €	5 289 261 €	3 983 480 €	3 396 039 €	2 047 675 €	2 134 039 €	2 224 038 €
charge d'intérêts N	516 356 €	403 134 €	283 516 €	213 488 €	167 871 €	142 536 €	162 220 €
Trésorerie hors impayés RSA et lignes de trésorerie	127 055 €	16 624 804 €	23 494 229 €	39 695 308 €	53 857 975 €	80 909 670 €	74 702 807 €
% de trésorerie	*0,48%*	*44%*	*51%*	*58%*	*61%*	*61%*	
évaluation							

Source : CRC d'après les comptes administratifs

Graphique n° 7 : évolution de la composition de la trésorerie du département



Source : CRC d'après comptes administratifs, la CAF et le comptable

3.4.3 La non-comptabilisation des intérêts de retard a artificiellement majoré le résultat de 5% entre 2017 et 2023

Sur l'ensemble de la période de contrôle, le département a indiqué refuser d'inscrire dans sa comptabilité les intérêts de retard dus au titre du code de l'action sociale et des familles et liés à ses refus de régler l'intégralité des dépenses RSA appelées par la CAF de Corrèze et la MSA du Limousin. Aucune dépense n'a été mandatée ni provisionnée pour ce motif au cours des exercices 2017 à 2023.

Cette absence de comptabilisation des intérêts de retard a majoré artificiellement le résultat de fonctionnement du budget principal, et amélioré artificiellement les ratios et soldes de gestion qui en découlaient. Leur montant, évalué à 2,86 M€ au 31 décembre 2023, a représenté 5,1 % du résultat de fonctionnement 2022, lequel s'établissait à 56,6 M€ (voir Annexe n° 7).

À compter de l'exercice 2024, la comptabilisation des intérêts de retard n'a plus lieu d'être compte tenu de la décision d'abandon par l'État de la créance relative aux intérêts de retards dus à la CAF de Corrèze pour 2 699 303 €, inscrite dans le protocole d'accord signé par le préfet de Corrèze et le président du département le 18 mars 2024.

4 MISE EN ŒUVRE DE LA LOI DE TRANSFORMATION DE LA FONCTION PUBLIQUE

La loi de transformation de la fonction publique

La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique (LTFP) vise à promouvoir un dialogue social plus stratégique et efficace, simplifier la gestion des ressources humaines et le cadre de gestion des agents publics pour favoriser leur mobilité et accompagner leurs transitions professionnelles.

Dans son rapport public thématique intitulé « *Loi de transformation de la fonction publique : bilan d'étape* » de novembre 2023, la Cour des comptes relève une mise en œuvre et un suivi de la loi partiellement défaillants, toutes les mesures réglementaires n'ayant pas encore été prises, ce qui ne permet pas la pleine application de la loi. Il en est ainsi pour l'encadrement du dispositif très sensible des autorisations spéciales d'absence (ASA). De même, tous les rapports au Parlement prévus n'ont pas été présentés, notamment celui sur le respect de la durée légale du travail dans la fonction publique. La Cour relève également que le cadrage et le suivi de mesures nouvelles comme la rupture conventionnelle et son régime d'indemnisation sont peu formalisés, alors que sa mise en œuvre effective présente un risque de dérive. L'élargissement des possibilités de recours aux contractuels (contrat à durée indéterminée en primo-recrutement, contrats pour des emplois de direction, contrat de projet) est peu mobilisé alors que les employeurs publics ont de plus en plus de mal à recruter par la voie du concours.

4.1 Mise en place des nouvelles instances du dialogue social

La mise en œuvre des nouvelles instances a été précédée d'une réunion organisée à l'automne 2022 par la direction des ressources humaines (DRH) et la direction générale pour présenter aux représentants du personnel les modifications législatives et réglementaires du champ de compétences des commissions administratives paritaires (CAP), en prévision notamment des élections professionnelles de décembre 2022 (voir Annexe n° 9). Les prérogatives du comité social territorial (CST) et de la formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail (F3SCT) ont été présentées à nouveau lors de l'installation des instances en février et mars 2023.

La LTFP prévoit spécifiquement de limiter l'intervention des CAP à l'examen des seules décisions défavorables les plus marquantes[28]. Les organisations syndicales du département ont demandé le maintien du fonctionnement antérieur (transmission des listes de promouvables, examen des promouvables, propositions des représentants du personnel en fonction de celles faites par l'administration *via* les supérieurs hiérarchiques, maintien d'une réunion par catégorie A, B et C). Cette demande a été acceptée par l'autorité territoriale et les CAP continuent d'examiner la situation individuelle de chaque agent promouvable, avancements de grade comme promotions internes, pour chaque catégorie d'agents. Elles se déroulent au deuxième trimestre, après clôture de la campagne des entretiens professionnels annuels. Les représentants du personnel n'ont pas demandé le maintien de l'examen des décisions de mutation et de mobilité par les CAP.

Le département indique avoir souhaité maintenir un fonctionnement cohérent au sein de la collectivité, entre les attentes des représentants du personnel et celles de l'administration quant aux choix des promus, ainsi qu'une procédure garantissant l'égalité de traitement entre les agents, attendue par les agents, leurs représentants et l'encadrement.

L'application de la loi de transformation de la fonction publique n'a ainsi pas entrainé de changement sur le déroulement des travaux des CAP du département. Sur la période 2017-2023, le département relève l'existence d'un seul contentieux en 2019 et d'un nombre limité de recours administratifs en 2023, tous liés à la mise en œuvre du RIFSEEP ; leur nombre n'a pas augmenté avec la mise en œuvre de la LTFP.

Depuis 2019, les négociations menées avec les représentants du personnel ont principalement concerné le télétravail puis la mise en œuvre du RIFSEEP conjointement à l'application des 1 607 heures annuelles. Les deux dispositifs ont reçu un avis favorable unanime du CST du 8 février 2023. Le RIFSEEP est entré en vigueur le 1er janvier 2023 et les modalités d'exercice du temps de travail sur 1607 heures par an le 1er avril 2023.

Le CST du département a adopté son règlement intérieur à l'unanimité lors de sa première réunion le 8 février 2023. La LTFP fixe la fréquence de réunion des instances à deux réunions par an pour le CST et trois réunions par an pour la F3SCT. Du fait de l'agenda social du département, ce plancher était presque atteint dès le premier semestre 2023. Ce rythme de réunions est similaire à celui des instances comité technique (CT) et comité hygiène, sécurité et conditions de travail (CHSCT) de 2017 à 2022, hors élections professionnelles (2018) et crise sanitaire où les instances avaient plusieurs fois été réunies simultanément (voir Annexe n° 8).

Tableau n° 35 : réunions des instances CT et CHSCT avant installation des CST et F3SCT

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
CT	2	6	5	6	3	3
CHSCT	3	3	3	5	5	3

Source : CRC d'après les données du département

[28] Notamment les décisions de licenciement et refus de titularisation, de congé de formation, de disponibilité, de temps partiel, de télétravail, de congé compte épargne-temps, de mobilisation du compte personnel de formation, ainsi que le rejet de démission.

Tableau n° 36 : réunions des nouvelles instances du dialogue social du département

Date	Type	Membres CST						Membres F3SCT					
		CD		CGT	UNSA	FO	CFDT	CD		CGT	UNSA	FO	CFDT
08/12/2022	Elections professionnelles			3	2	1	1			3	2	1	1
01/01/2023	Désignation (Tit)	6	1					6	1				
08/02/2023	CST	6	1	3	2	1	0						
28/03/2023	F3SCT							3	4	3	2	1	1
09/06/2023	F3SCT							6	1	3	2	1	1
22/06/2023	CST	4	3	3	2	1	1						
13/11/2023	F3SCT							nc	nc	nc	nc	nc	nc
24/11/2023	CST	nc	nc	nc	nc	nc	nc						
nc : non communiqué													

Source : CRC d'après les données du département

Des réunions avec les représentants du personnel ont été organisées en préparation des CST de 2023, ainsi que des réunions informelles en fonction de l'actualité locale et nationale.

Le département précise que la réforme des instances n'a pas occasionné de gain de temps significatif dans le traitement des dossiers, ni modifié les sollicitations des services de ressources humaines par les agents, principalement orientées sur les questions liées à la paie et à la carrière.

L'animation du dialogue social au sein de la collectivité est assurée par le président, la direction générale et la DRH, en lien avec les chefs de service. Aucun agent n'est spécifiquement affecté au dialogue social et n'a été recruté à cet effet. Les modalités de pilotage du dialogue social n'ont pas évolué depuis 2018.

La réforme issue de la LTFP n'a pas entrainé de suppression de poste à la DRH. La diminution du nombre de dossiers en CAP a permis au chef du service et à son adjointe de se mobiliser davantage sur des projets de ressources humaines concernant le périmètre de leur service. L'assistante administrative a désormais en charge le traitement administratif des CAP.

4.2 Moyens mis à disposition des syndicats

Le département n'a pas conclu, ni proposé, de convention aux organisations syndicales pour la mise à disposition de moyens ; les salles de réunion sont réservées sans formalisme spécifique (voir Annexe n° 12).

Le suivi des demandes d'autorisation spéciale d'absence (ASA) des représentants syndicaux est opéré avec le logiciel de gestion des ressources humaines du département dans lequel elles sont saisies en heures. Les tableaux de bord font apparaître la consommation des crédits mensuels. Chaque organisation syndicale utilise à la fois des ASA ainsi que du crédit de temps syndical en décharge journalière ou ½ journée sans qu'une pratique de fongibilité entre les ASA et le crédit de temps syndical ait été observée (voir Annexe n° 10). Le nombre total des jours de formation syndicale s'établissait à 5,4 jours par an en moyenne sur la période 2019-2022 et six jours en 2023 depuis la mise en place des nouvelles instances (voir Annexe n° 11).

Les ASA concernant les convocations par l'administration sont transmises et enregistrées en heures sur présentation d'un justificatif. Chaque organisation syndicale utilise à

la fois des ASA et du crédit de temps syndical en décharge journalière ou ½ journée. Les représentants du personnel sont informés que les délais de route, de préparation et de compte rendu sont réglementairement à prendre en compte dans le temps d'absence mais les représentants du personnel se limitent souvent à ne comptabiliser que le temps de la réunion. Le détail n'est pas précisé sur la demande d'ASA elle-même.

Le département indique ne pas avoir été amené à opposer de refus d'ASA, de crédits d'heures ou de décharge aux représentants syndicaux au titre des nécessités du service. La fusion des instances de dialogue social n'a conduit aucun représentant du personnel ou détaché syndical à rejoindre son administration.

4.3 L'adoption des lignes directrices de gestion

Les lignes directrices de gestion (LDG) couvrent trois axes :

- la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines avec la définition des enjeux et objectifs de la politique de ressources humaines (politique de recrutement, gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, etc.) ;

- elles fixent des orientations générales de l'accompagnement des projets de mobilité et la mise en œuvre de l'égalité entre les femmes et les hommes ;

- la promotion et la valorisation des parcours pour les avancements de grade et promotions internes. Chaque année, l'employeur présente un bilan de leur application, sur la base des décisions individuelles prononcées en matière de mobilité, de promotion et de valorisation des parcours.

Le département estime que les LDG restent formelles et leur suivi n'interviendra qu'à l'occasion de leur révision ou de leur renouvellement ; qu'elles peuvent être éloignées des préoccupations des organisations syndicales et trop abstraites ; et que les représentants du personnel préfèrent travailler en fonction de l'actualité sur les préoccupations immédiates des agents.

Les LDG ont été discutées lors de leur adoption sur des points concernant certains postes ou grades du département, notamment la condition d'une prise de poste avec encadrement pour la promotion interne d'un agent de catégorie B en catégorie A, alors que les chargés de missions sont en catégorie A sans fonction d'encadrement.

Pour les organisations syndicales comme pour l'autorité territoriale, le maintien de l'examen des avancements de grades et promotions internes par les CAP a réduit l'enjeu qui devait être porté par les lignes de gestion.

4.4 Les négociations engagées avec les nouvelles instances

Le département a indiqué l'absence de réel accord collectif avec les organisations syndicales. Le rapport social unique (RSU) fait l'objet d'une présentation succincte devant les instances paritaires sans donner lieu à un dialogue approfondi avec les syndicats. Jusqu'à présent, le sommaire du bilan social ne fait pas l'objet d'une discussion avec les membres du CST et les indicateurs présentés ne font pas plus l'objet d'un choix.

Les préavis de grève sont adressés sur une adresse mél générique à la direction des ressources humaines avec mention de la date et des motifs de la grève. Les préavis nationaux sont ensuite vérifiés sur le site du ministère. Les données sont stockées sur un fichier informatique dans un dossier partagé de la DRH. Les données individuelles sont saisies dans le logiciel de gestion des ressources humaines et les tableaux des agents grévistes archivés puis détruits selon la procédure réglementaire d'archivage. Cette gestion est assurée par les agents de la cellule gestion des temps de travail de la DRH.

Le relevé des jours de grève selon l'origine des revendications montre une absence de motifs locaux au profit des seuls mouvements nationaux (voir Annexe n° 13).

Entre décembre 2021 et novembre 2023, trois DGS et autant de DGSA se sont succédé à la tête de l'administration départementale. Ces changements d'interlocuteurs techniques n'ont pas favorisé la continuité du dialogue social pendant une période à l'agenda social chargé, dont :

- la mise en œuvre des lois relatives à la transformation de la fonction publique ;
- l'instauration d'un nouveau régime indemnitaire RIFSEEP ;
- la déclinaison du Ségur de la santé ;
- la mise en conformité des rythmes de travail avec la durée légale de 1 607 heures par an ;
- la généralisation du télétravail.

4.5 Mise en œuvre du dialogue social en sus des instances paritaires

Le département ne dispose pas d'indicateurs pour le suivi et l'accompagnement du dialogue social. La direction des ressources humaines ne centralise pas les données sur l'action de chacun des services sur les instances paritaires. Aucun outil de collaboration n'a été mis en place spécifiquement avec les représentants du personnel en dehors des instances.

Depuis août 2022, le département organise des groupes de travail thématiques pour échanger avec des agents et chefs de service, pour préparer la mise en place de projets collectifs comme le télétravail, le RIFSEEP et les 1607 heures. Ces groupes de travail traitent de sujets ciblés dont « Perfectionnement Routes 4.0 », « agressivité des usagers », « formation », « encadrement », « addictions » et « radon » sur la base des documents de synthèse en vue d'élaborer des plans d'actions pluriannuels.

L'autorité territoriale reçoit directement les instances représentatives deux fois par an, voire davantage en fonction de l'actualité. Le département considère que ces échanges renforcent la confiance, la compréhension et le partage de la stratégie du département.

4.6 Absence d'organisation du service minimum

L'article 56 de la loi de transformation de la fonction publique complète le code général de la fonction publique de dispositions visant à assurer la continuité de certains services publics en cas de grève, par une invitation des autorités territoriales à négocier des accords locaux. À défaut de conclusion d'un accord 12 mois après le début des négociations, l'organisation de la continuité du service peut être adoptée par délibération de l'organe délibérant. Cet accord vise à trouver des conditions d'un service public minimum en cas de perturbation prévisible des

services du fait du dépôt d'un préavis de grève. Le département est concerné au titre de la restauration collective dans les collèges et de l'aide aux personnes âgées et handicapées, dont la téléassistance reprise en régie le 1er janvier 2024[29].

Il a indiqué ne pas avoir engagé de négociation sur un éventuel accord local de continuité du service avec les organisations syndicales. Lors d'un mouvement de grève, chaque directeur, chef de service ou chef d'équipe organise son activité en fonction des agents qui ont fait part de leurs intentions et qui, le jour-dit, sont effectivement absents de leur poste de travail.

Le département a confirmé lors de son audition ne pas avoir déterminé les effectifs nécessaires à la continuité de service, pour la restauration collective dans les collèges et l'aide aux personnes âgées et handicapées.

La chambre lui recommande d'évaluer les effectifs nécessaires pour assurer la continuité des services de proximité quotidiens dont il a la charge et qui s'adressent aux personnes âgées et handicapées, ainsi qu'aux collégiens. Ces évaluations pourront servir de fondement au dispositif de continuité du service public à négocier localement avec les organisations syndicales du département.

Recommandation n° 8. Évaluer les effectifs nécessaires à la continuité du service pour la restauration collective dans les collèges et l'aide aux personnes âgées et handicapées. **(Non mise en œuvre)**

[29] Service auparavant réalisé par contrat de délégation de service public.

ANNEXES

Annexe n° 1. Bilan 2022 de l'action « Protection de l'Enfance » 63
Annexe n° 2. États des indemnités délibérées et versées aux conseillers départementaux 65
Annexe n° 3. Dotations aux provisions pour impayés d'allocations RSA et autres risques et charges de 2017 à 2023 66
Annexe n° 4. Évolution du taux directeur pour le calcul des intérêts de retard 67
Annexe n° 5. Budgets annexes – fonctionnement et investissement 68
Annexe n° 6. Évolution du panier de ressources 69
Annexe n° 7. Formation du résultat de fonctionnement et de la trésorerie nette 70
Annexe n° 8. Calendrier et participations des membres aux CT et CHSCT 71
Annexe n° 9. Représentants du personnel et dialogue social 72
Annexe n° 10. Moyens humains accordés aux organisations syndicales 73
Annexe n° 11. La formation 74
Annexe n° 12. Autres moyens accordés aux organisations syndicales 75
Annexe n° 13. Nombre de jours de grève 76
Annexe n° 14. Glossaire 77

Annexe n° 1.Bilan 2022 de l'action « Protection de l'Enfance »

AXE 1 - Prévenir, Accompagner, Repérer

Les objectifs opérationnels et leur déclinaison	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle/en cours	Non engagé/ Non réalisé
A- PROPOSER UNE OFFRE DE SERVICES POUR TOUTES LES FAMILLES ET DÉVELOPPER LEUR POTENTIALITÉ			
1) Optimiser le soutien à la fonction parentale		⏳	
2) Sécuriser le parcours de santé de l'enfant et de l'adolescent		⏳	
3) Mettre en place un bus PMI itinérant			✗
4) Organiser des journées d'information et de formation sur le syndrome du bébé secoué	✓		
5) Mettre en place des ateliers massage-bébé	✓		
6) Sensibiliser à la citoyenneté, laïcité et prévention de la radicalité les professionnels de la protection de l'enfance	✓		
B- ACCOMPAGNER LA VULNÉRABILITÉ ET ANTICIPER LES RISQUES			
7) Valoriser l'intervention des Techniciennes d'Intervention Sociale et Familiale	✓		
8) Améliorer la communication auprès des familles et des professionnels sur les mesures d'accompagnement au domicile			✗
9) Favoriser la coordination entre partenaires et leur adhésion au protocole départemental enfance en danger	✓	⏳	
C- REPÉRER LES SITUATIONS A RISQUES			
10) Revoir le fonctionnement de la CDIP	✓		

AXE 2 - Protéger, Accueillir et Soigner

Les objectifs opérationnels et leur déclinaison	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle/en cours	Non engagé/ Non réalisé
A- INNOVER, DIVERSIFIER L'OFFRE DE SERVICE EN PRÉSERVANT LE MODÈLE SOCIAL			
1- Dédier un dispositif aux mineurs non accompagnés	✓		
2- Créer le dispositif "familles solidaires"	✓		
3- Restructurer le dispositif placement familial		⏳	
4- Développer des modalités d'accueil souples et modulables au sein de structures d'accueil collectif		⏳	
5- Mutualiser des assistants familiaux en accueil relais			✗
6- Développer des lieux de vie et d'accueil	✓		
7- Éviter les ruptures en accueil familial par un accompagnement des assistants familiaux		⏳	
8- Développer un réseau de parrainage de proximité		⏳	
9- Développer des ateliers estime de soi pour des adolescentes confiées à l'ASE		⏳	

AXE 3 - Sécuriser, construire, Insérer

Les objectifs opérationnels et leur déclinaison	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle/en cours	Non engagé/ Non réalisé
A- AFFIRMER LE RÔLE PIVOT DU PPE GARANT DU PARCOURS DE L'ENFANT			
1- Mettre en œuvre le projet pour l'enfant		⏳	
2- Garantir le suivi médical de l'enfant confié à l'ASE et renforcer la continuité de son parcours de soins		⏳	
B- FAVORISER L'ACCÈS A L'AUTONOMIE DES JEUNES CONFIES À L'ASE			
3- Élaborer le projet d'insertion des jeunes suivis en protection de l'enfance		⏳	
C- VEILLER A LA STABILITÉ AFFECTIVE ET RELATIONNELLE DES JEUNES			
4- Développer les visites médiatisées dans les mesures éducatives et de placement		⏳	
5- Favoriser l'adoption simple dans un contexte de délaissement	✓		

AXE 4 - Gouverner, Observer, Former, Évaluer

Les objectifs opérationnels et leur déclinaison	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle/en cours	Non engagé/ Non réalisé
A- COORDONNER L'OFFRE DE PRÉVENTION ET DE PROTECTION DE L'ENFANCE DANS LE DÉPARTEMENT			
1- Élaborer un protocole de mise en œuvre et de coordination des actions de prévention		⏳	
2- Pérenniser l'instance de coordination des services employeurs	✓		
3- Faire évoluer le pilotage départemental de l'accueil d'urgence		⏳	
4- Élaborer un guide d'information à destination des parents d'enfants confiés			✗
B- DÉVELOPPER UNE DYNAMIQUE PARTENARIALE D'OBSERVATOIRE ET D'ANALYSE			
5- Créer un observatoire départemental de la protection de l'enfance	✓		
6- Informer les maires sur les dispositifs de protection de l'enfance		⏳	
C- AMÉLIORER, RENFORCER ET PARTAGER L'EXPERTISE			
7- Élaborer le plan départemental de formation et d'échanges de pratiques des acteurs en protection de l'enfance	✓		
8-Accompagner le changement des pratiques professionnelles			✗
9-Poursuivre la culture de l'évaluation		⏳	
10- Systématiser la participation et l'expression des personnes		⏳	
D- ÉVALUER			
11- Engager le suivi de la mise en œuvre du schéma départemental	✓		

Source : département - schéma départemental de l'enfance 2022-2028

Annexe n° 2.États des indemnités délibérées et versées aux conseillers départementaux

Tableau n° 1 : enveloppe des indemnités des conseillers départementaux et majorations délibérées (janvier 2017)

en % du TIBTFP	Indemnité de base maximale	Indemnité majorée de fonction maximale	Indemnité votée	Montant Brut mensuel	Montant Brut annuel	Nbe	Enveloppe annuelle
Président	145%		145%	5 640 €	67 676 €	1	67 676 €
Vice-président	40%	56%	56%	2 178 €	26 137 €	7	182 957 €
Membre de la Commission Permamente		44%	44%	1 711 €	20 536 €	22	451 793 €
Conseiller départemental		40%	40%	1 556 €	18 669 €	8	149 353 €
						38	**851 779 €**

Source : CRC d'après les dispositions du CGCT et les délibérations

Tableau n° 2 : indemnités versée aux élus (mandat 2015-2021)

en €	2017	2018	2019	2020	½ 2021
Indice brut	1 022		1 027		
Indice majoré	826		830		
Enveloppe indemnitaire maximale	851 779	851 779	855 904	855 904	427 952
Indemnités versées aux élus	847 432	845 847	851 779	852 713	425 890
% de l'enveloppe maximale	*99,5%*	*99,3%*	*99,5%*	*99,6%*	*99,5%*

Source : CRC d'après les dispositions du CGCT et les délibérations

Tableau n° 3 : enveloppe des indemnités des conseillers départementaux et majorations délibérées (juillet 2021)

en % du TIBTFP	Indemnité de base maximale	Indemnité majorée de fonction maximale	Indemnité votée	Montant Brut mensuel	Montant Brut annuel	Nbe	Enveloppe annuelle
Président	145%		145%	5 640 €	67 676 €	1	67 676 €
Vice-président	40%	56%	56%	2 178 €	26 137 €	9	235 231 €
Membre de la Commission Permamente		44%	44%	1 711 €	20 536 €	28	575 009 €
Conseiller départemental		40%	40%	1 556 €	18 669 €	0	0 €
						38	**877 915 €**

Source : CRC d'après les dispositions du CGCT et les délibérations

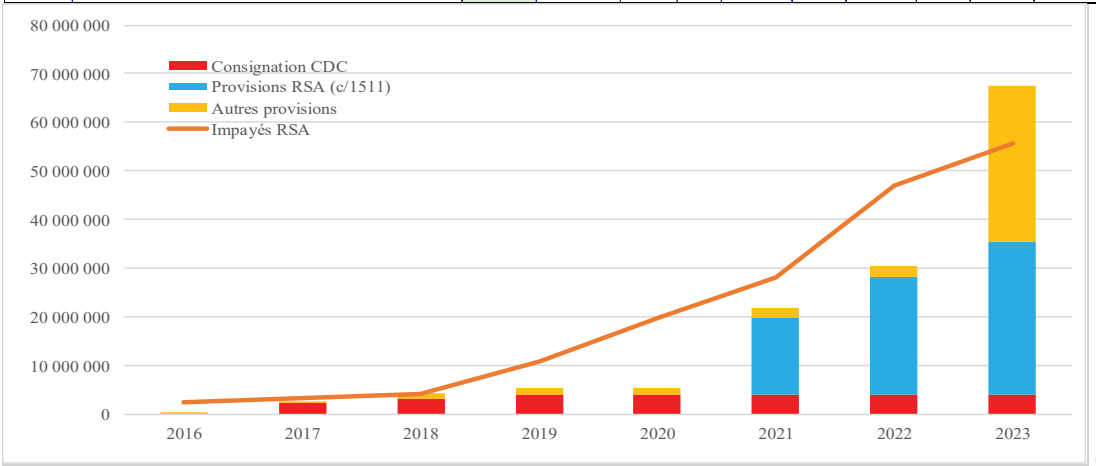
Tableau n° 4 : indemnités versée aux élus (mandat 2021-2028)

en €	½ 2021	2022	2023	2024
Indice brut	1 027			
Indice majoré	830			835
Enveloppe indemnitaire maximale	438 958	893 279	899 978	905 400
Indemnités versées aux élus	438 502	893 278	-	-
% de l'enveloppe maximale	*99,9%*	*100,0%*		

Source : CRC d'après les dispositions du CGCT et les délibérations

Annexe n° 3.Dotations aux provisions pour impayés d'allocations RSA et autres risques et charges de 2017 à 2023

Date liq.	Libellé	Imputation	Montant	Exercice	Mouvements des comptes de provisions						Soldes des comptes de provisions au 31/12				
					c/1511				c/158		c/1511			c/158	c/15
					RSA		Autres R&C				RSA	Autres R&C	TOTAL		
					Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Crédit	Crédit	Crédit	Crédit	Crédit
				2016								50 000	50 000		50 000
NC	Opération absente du grand livre fourni			2017				50 000				100 000	100 000		100 000
04/10/2018	Provision 2018 sur contentieux juridiques	6875/ /945	50 000,00	2018				50 000				661 000	661 000	316 273	977 273
04/10/2018	Provision 2018 - Participation déficit ligne aérienne Brive-Paris	6815 / /945	492 660,00							492 660					
NC	Opération absente du grand livre fourni								176 387						
10/12/2018	Provision 2018 - Partic. déficit ligne aérienne Brive-Paris	6815 / /945	511 000,00					511 000							
03/07/2019	HCMP - 2019 : Provisions au titre des contentieux juridiques	6875/ /945	100 000,00	2019				100 000				761 000	761 000	439 094	1 200 094
NC	Opération absente du grand livre fourni								827 180						
03/07/2019	HCMP - 2019 - Provision pour Compte Epargne Temps	6815 / /945	950 000,00							950 000					
30/06/2020	HCMP - 2020 : Provisions au titre des contentieux juridiques	6875/ /945	50 000,00	2020				50 000				811 000	811 000	439 000	1 250 000
NC	Opération absente du grand livre fourni								94						
27/05/2021	HCMP - 2021 : Provisions au titre des contentieux juridiques	6875/ /945	550 000,00	2021				550 000			15 787 284	850 000	16 637 284	950 000	17 587 284
NC	Opération absente du grand livre fourni						511 000			511 000					
29/11/2021	HCMP - 2021 : Provisions au titre des contentieux juridiques	6875/ /945	15 787 284,10			15 787 284									
06/05/2022	HCCP - 2022 - Provisions pour les contentieux	6875/ /945	550 000,00	2022				550 000			24 108 021	1 236 853	25 344 874	1 100 000	26 444 874
06/05/2022	HCCP - 2022 - Provisions Compte Epargne Temps (CET)	6815/ /945	150 000,00							150 000					
NC	Opération absente du grand livre fourni						163 147								
08/12/2022	HCCP - 2022 - Provisions Social - dépenses RSA	6875/ /945	8 320 737,28			8 320 737									
02/06/2023	HCCP - 2023 - Provisions pour Contentieux	6875/ /945	1 000 000,00	2023				1 000 000			31 423 524	21 036 853	52 460 377	11 000 000	63 460 377
06/06/2023	HCCP - 2023 - Provisions pour risques de non compensation SEGUR	6875/ /945	12 400 000,00					12 400 000							
06/06/2023	HCCP - 2023 - Provisions Habitat	6875/ /945	9 200 000,00							9 200 000					
06/06/2023	HCCP - 2023 - Provisions pour risque de non compensation APA	6815/ /945	6 400 000,00					6 400 000							
02/06/2023	HCCP - 2023 - Provisions pour Compte Epargne Temps (CET)	6815/ /945	700 000,00							700 000					
13/12/2023	HCCP - 2023 - Provisions Social - Dépenses RSA	6875/ /945	7 315 503,04			7 315 503									



(Montants 2023 provisoires)

Source : CRC d'après les comptes administratifs et les délibérations

Annexe n° 4.Évolution du taux directeur pour le calcul des intérêts de retard

Date	Taux de base		Majoration CASF	Taux des intérêts de retard
02/01/2017	EONIA	-0,356%	1,000%	0,644%
02/01/2018		-0,370%	1,000%	0,630%
02/01/2019		-0,368%	1,000%	0,632%
02/01/2020		-0,454%	1,000%	0,546%
04/01/2021		-0,481%	1,000%	0,519%
31/12/2021		-0,505%	1,000%	0,495%
03/01/2022	€STR	-0,578%	1,000%	0,422%
26/07/2022		-0,581%	1,000%	0,419%
27/07/2022		-0,085%	1,000%	0,915%
14/09/2022		0,662%	1,000%	1,662%
02/11/2022		1,403%	1,000%	2,403%
21/12/2022		1,902%	1,000%	2,902%
08/02/2023		2,401%	1,000%	3,401%
22/03/2023		2,898%	1,000%	3,898%
10/05/2023		3,145%	1,000%	4,145%
21/06/2023		3,395%	1,000%	4,395%
02/08/2023		3,655%	1,000%	4,655%
03/09/2023		3,901%	1,000%	4,901%
02/01/2024		3,906%	1,000%	4,906%

Source : Banque de France et CASF

Annexe n° 5.Budgets annexes – fonctionnement et investissement

		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Parc routier départemental	Recettes de fonctionnement	8 063 249	repris au budget principal				
	Dépenses de fonctionnement	7 864 694					
	Recettes d'investissement (nettes)	1 016 316					
	Dépenses d'investissement	965 868					
Centre départmental de l'enfance	Recettes de fonctionnement	1 703 948	1 794 972	1 922 154	1 968 112	2 178 044	2 286 713
	Dépenses de fonctionnement	1 732 703	1 826 322	1 923 294	1 880 048	2 059 043	2 136 436
	Recettes d'investissement	92 213	83 189	86 644	97 596	98 805	106 991
	Dépenses d'investissement	71 951	77 052	109 056	104 198	125 136	199 025
Laboratoire d'analyses	Recettes de fonctionnement	3 895 820	repris au budget principal				
	Dépenses de fonctionnement	3 953 382					
	dont charges de personnel	2 229 807					
	Recettes d'investissement	410 695					
	Dépenses d'investissement	223 774					
Corrèze centre de santé	Recettes de fonctionnement			164 505	581 871	1 112 175	1 679 988
	Dépenses de fonctionnement			164 395	604 377	1 041 448	1 758 465
	Recettes d'investissement			49 330	140 876	31 739	182 524
	Dépenses d'investissement			48 975	78 957	99 057	152 964

Source : CRC d'après les comptes de gestion

Annexe n° 6.Évolution du panier de ressources

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	*Var /an*
Ressources fiscales propres	**157 211 306**	**161 431 987**	**170 744 821**	**170 054 447**	**180 440 250**	**191 886 473**	*4,1%*
Fiscalité reversée	**15 455 892**	**9 195 825**	**9 016 123**	**13 938 453**	**13 288 684**	**12 969 305**	*-3,4%*
Ressources d'exploitation	23 963 161	22 179 586	21 828 525	22 859 899	22 196 696	27 072 995	*2,5%*
+ Ressources institutionnelles (dotations et participations)	85 350 022	86 369 764	83 394 911	85 319 457	86 939 473	91 734 031	*1,5%*
total produits de gestion	**282 930 290**	**279 372 936**	**285 661 656**	**293 084 360**	**303 865 048**	**324 660 601**	*2,8%*
Charges à caractère général	28 891 582	17 485 551	18 234 371	13 612 445	17 834 018	18 618 864	*-8,4%*
+ Charges de personnel	58 208 804	61 513 951	61 621 430	62 391 547	62 241 952	65 702 897	*2,5%*
+ Aides directes à la personne	56 809 902	54 761 284	54 648 503	57 005 839	55 582 642	56 512 177	*-0,1%*
+ Aides indirectes à la personne	56 646 934	58 064 592	60 319 502	61 007 129	61 553 301	61 317 162	*1,6%*
+ Subventions de fonctionnement	9 199 210	8 621 088	8 840 459	9 828 025	9 561 951	13 245 927	*7,6%*
+ Autres charges de gestion	17 985 130	18 543 932	18 882 587	17 251 762	17 414 359	18 311 793	*0,4%*
=Charges de gestion (B)	**227 741 561**	**218 990 397**	**222 546 854**	**221 096 748**	**224 188 221**	**233 708 820**	*0,5%*
Excédent brut de fonctionnement (A-B)	**55 188 728**	**60 382 539**	**63 114 802**	**71 987 612**	**79 676 827**	**90 951 781**	*10,5%*

Sources : CRC d'après les comptes de gestion

Annexe n° 7.Formation du résultat de fonctionnement et de la trésorerie nette

en €	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Var. moy/an
Produits de gestion (A)	282 930 290	279 372 936	285 661 656	293 084 360	303 865 048	324 660 601	*2,8%*
Charges de gestion (B)	227 741 561	218 990 397	222 546 854	221 096 748	224 188 221	233 708 820	*0,5%*
Excédent brut de fonctionnement (A-B)	**55 188 728**	**60 382 539**	**63 114 802**	**71 987 612**	**79 676 827**	**90 951 781**	***10,5%***

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Var. moy/an
Excédent brut de fonctionnement (A-B)	**55 188 728**	**60 382 539**	**63 114 802**	**71 987 612**	**79 676 827**	**90 951 781**	***10,5%***
en % des produits de gestion	*19,5%*	*21,6%*	*22,1%*	*24,6%*	*26,2%*	*28,0%*	
+/- Résultat financier	-9 641 383	-8 806 052	-8 194 674	-7 195 944	-6 391 344	-5 837 191	*-9,5%*
+/- Autres produits et charges excep. réels	260 975	210 727	207 498	3 138 823	15 903 147	8 773 737	*NS*
=CAF brute	**45 808 321**	**51 787 215**	**55 127 626**	**67 930 491**	**89 188 631**	**93 888 327**	***15,4%***
en % des produits de gestion	*16,2%*	*18,5%*	*19,3%*	*23,2%*	*29,4%*	*28,9%*	

en €	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Var. moy/an
CAF brute	45 808 321	51 787 215	55 127 626	67 930 491	89 188 631	93 888 327	*15,4%*
- Dot. nettes aux amortissements	33 901 388	36 026 001	34 216 015	33 531 025	32 311 673	31 465 909	*-1,5%*
- Dot. nettes aux provisions	50 000	877 273	-161 967	366 576	16 206 714	9 028 469	*182,7%*
- Dot.nettes au fonds de réserve DMTO	0	0	0	0	0	0	
+ Quote-part des subventions d'inv. transférées	4 201 560	4 513 087	4 704 665	4 261 384	3 665 069	3 189 127	*-5,4%*
+ Neutralisation des amortissements	0	0	0	0	0	0	
= Résultat section de fonctionnement	**16 058 493**	**19 397 028**	**25 778 242**	**38 294 274**	**44 335 313**	**56 583 077**	***28,6%***
						2 865 071	5,1%

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Var. moy/an
Fonds de roulement net global (FRNG)	25 766 844	37 076 686	37 651 462	54 945 832	79 965 656	119 983 862	*36,0%*
- Provisions totales (toutes semi-budgétaires)	2 010 846	2 888 119	2 726 152	3 092 728	19 299 442	28 327 911	*69,7%*
- Reprise sur les excédents capitalisés lors du rattachement des charges et produits en 1997	-1 180 900	-1 180 900	-1 180 900	-1 180 900	-1 180 900	0	*NS*
- Réserves DMTO	0	0	0	0	0	0	
= Fonds de roulement budgétaire*	**24 936 899**	**35 369 468**	**36 106 210**	**53 034 004**	**61 847 114**	**91 655 951**	***29,7%***
en nombre de jours de charges courantes	38	57	57	85	98	140	*29,5%*

au 31 décembre en €	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Var. moy/an
Fonds de roulement net global	25 766 844	37 076 686	37 651 462	54 945 832	79 965 656	119 983 862	*36,0%*
- Besoin en fonds de roulement global	-649 945	-628 319	-8 688 757	-13 354 472	-8 772 432	-12 601 432	*80,9%*
=Trésorerie nette	**26 416 789**	**37 705 006**	**46 340 219**	**68 300 305**	**88 738 088**	**132 585 294**	***38,1%***
en nombre de jours de charges courantes	*41*	*60*	*73*	*109*	*140*	*202*	*37,8%*
Dont trésorerie active	*25 771 775*	*37 180 478*	*45 686 761*	*67 787 687*	*88 229 176*	*131 917 959*	*38,6%*
Dont trésorerie passive	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	

Source : CRC d'après les comptes de gestion

Annexe n° 8.Calendrier et participations des membres aux CT et CHSCT

Date	Type	Membres CT					Membres CHSCT				
		CD		CGT	FO	UNSA	CD		CGT	FO	UNSA
2014	Elections professionnelles			3	2	2			3	2	2
19/05/2016	Composition CHSCT						6	1	3	2	2
09/11/2016	Composition CT	7	0	3	2	2					
11/04/2017	CHSCT						6	1	3	2	2
14/06/2017	CT	5	2	3	2	2					
27/06/2017	CHSCT						3	3	3	2	2
08/11/2017	CT	5	2	3	2	2					
30/11/2017	CHSCT						4	3	0	2	2
26/03/2018	CT	4	3	3	2	2					
18/05/2018	CHSCT						5	2	0	2	2
29/06/2018	CT	7	0	3	2	2					
20/07/2018	CT	7	0	3	2	2					
04/09/2018	CT	7	0	3	2	2					
12/09/2018	CHSCT						5	2	3	2	1
06/11/2018	CT	6	1	3	2	2					
13/11/2018	CHSCT						4	3	3	2	1
26/11/2018	CT	6	1	3	2	2					
06/12/2018	Elections professionnelles			3	2	2			3	2	2
22/02/2019	CHSCT						4	3	3	2	2
03/04/2019	CT	5	2	3	2	2					
12/06/2019	CHSCT						4	3	0	2	2
26/06/2019	CT	5	2	3	2	2					
11/07/2019	CT	5	2	3	2	2					
11/10/2019	CT	5	2	3	2	2					
06/11/2019	CT	5	2	3	2	2					
13/11/2019	CHSCT						3	4	3	2	2
11/03/2020	CT	5	2	3	2	2					
09/04/2020	CT + CHSCT	0	1	2	2	2	0	1	2	2	2
06/05/2020	CT + CHSCT	0	2	2	2	2	0	2	2	2	2
10/06/2020	CT	4	3	3	2	2					
03/07/2020	CHSCT						5	2	3	2	2
23/09/2020	CT	6	1	3	2	2					
02/10/2020	CHSCT						5	2	3	2	2
01/12/2020	CHSCT						4	3	3	1	1
09/12/2020	CT	5	2	2	2	2					
09/03/2021	CHSCT						3	4	3	2	2
26/03/2021	CT	6	1	3	2	2					
07/04/2021	CHSCT						4	3	0	1	1
28/04/2021	CHSCT						3	4	2	1	2
13/05/2021	Application décret 2021-571										
23/07/2021	Désignation (Tit)	6	1				6	1			
10/09/2021	CHSCT						6	1	3	2	2
14/09/2021	CT	5	2	3	2	2					
29/09/2021	CT	4	3	3	2	2					
16/12/2021	CHSCT						5	2	3	2	1
03/01/2022	CHSCT								1	2	0
11/01/2022	CT	6	1	2	1	2					
10/03/2022	CHSCT						4	3	3	2	2
24/03/2022	CT	7	0	3	2	2					
21/06/2022	CHSCT						4	3	3	2	2
29/09/2022	CT	6	1	3	2	2					

Source : CRC d'après les données du département

Annexe n° 9.Représentants du personnel et dialogue social

Les représentants du personnel						
Nombre de représentants	avant décembre 2018					
Titulaires/suppléants	CAP catégorie A	CAP catégorie B	CAP catégorie C*	CCP	CT	CHSCT
Titulaires (indiquer le nombre par syndicat)					7	3+2+2
Suppléants (indiquer le nombre par syndicat)					7	3+2+2
** détailler par grade si nécéssaire*						
Nombre de représentants	de décembre 2018 à décembre 2022					
Titulaires/suppléants	CAP catégorie A	CAP catégorie B	CAP catégorie C*	CCP	CT	CHSCT
Titulaires (indiquer le nombre par syndicat)					7	3+2+2
Suppléants (indiquer le nombre par syndicat)					7	3+2+2
Nombre de représentants	après décembre 2022					
Titulaires/suppléants	CAP catégorie A	CAP catégorie B	CAP catégorie C*	CCP	CST	FSSCT
Titulaires (indiquer le nombre par syndicat)					7	3+2+1+1
Suppléants (indiquer le nombre par syndicat)					7	3+2+1+1

Source : département

Evolution des instances dédiées au dialogue social						
Nombre de réunions des instances au cours de l'année	2018	2019	2020	2021	2022	2023
CT	5	5	4	4	4	
CHSCT	3	3	5	4	3	
CAP catégorie A						
CAP catégorie B						
CAP catégorie C						
CCP						
CST						2
FSSCT						2

Source : département

Annexe n° 10.Moyens humains accordés aux organisations syndicales

Autorisations spéciales d'absence

Tableau 3-1. Nombre de jours d'autorisations d'absence accordées pour participer aux réunions d'un organisme directeur ou au congrès d'un syndicat au cours de l'année en application de l'article 16 du décret du 3 avril 1985

Nombre de jours déclarés d'autorisations spéciales d'absence	2018	2019	2020	2021	2022
Accordés pour participer aux réunions d'un organisme directeur (ASA 13-1°)	11	0	1	36,5	50,5
Accordés pour participer au congrès d'un syndicat en application de l'article 13 du décret du 28 mai 1982 (ASA 13-2°)	243	113,5	58	8,5	1
Total du nombre de journées d'ASA article 13	**254**	**113,5**	**59**	**45**	**51,5**

Tableau 3-2. Nombre de journées d'autorisation d'absence accordées pour siéger dans une instance de concertation au cours de l'année en application de l'article 17 du décret du 3 avril 1985

	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre de jours déclarés d'autorisations spéciales d'absence	88,5	26	5	17,5	1
dont nombre de jours d'ASA liés aux CAP	0	0	0	0	0

Tableau 3-3. Nombre de journées d'autorisation d'absence accordées pour participer à une réunion de travail convoquée par l'administration ou à une négociation au cours de l'année en application de l'article 18 du décret du 3 avril 1985

	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre de jours déclarés d'autorisations spéciales d'absence	0	0	0	0	0

Non déclarés

Crédit de temps syndical

Tableau 3-4-1. Crédit de temps syndical (article 12 du décret du 3 avril 1985) utilisable sous forme de décharge de service ou de crédit d'heures

Volume annuel du contingent notifié (en ETP)	2018		2019		2020		2021		2022		2023	
	Décharge d'activité	Crédit d'heures	Décharge d'activité	Crédits d'heures	Décharge d'activités	Crédit d'heures	Décharge d'activité	Crédit d'heures	Décharge d'activité	Crédit d'heures	Décharge d'activité	Crédit d'heures
SOLIDAIRES												
CGT	1,17	0,58	1,17	0,58	1,17	0,58	1,17	0,58	1,17	0,58	0,42	0,57
FO	0,73	0,36	0,73	0,36	0,73	0,36	0,73	0,36	0,73	0,36	0,47	0,25
CFDT											1,09	0,23
CFTC												
UNSA	0,79	0,39	0,79	0,39	0,79	0,39	0,79	0,39	0,79	0,39	0,70	0,38
CGC												
FAFPT												
SAFPT												
FGAF												
autres (à préciser)												
Total	2,69	1,33	2,69	1,33	2,69	1,33	2,69	1,33	2,69	1,33	2,68	1,42

Tableau 3-4-2. Crédit de temps syndical utilisé

Volume de crédit de temps syndical effectivement utilisé (en ETP)	2018		2019		2020		2021		2022	
	Décharge d'activité	Crédit d'heures	Décharge d'activité	Crédits d'heures	Décharge d'activités	Crédit d'heures	Décharge d'activité	Crédit d'heures	Décharge d'activité	Crédit d'heures
SOLIDAIRES										
CGT	0,89		0,89		0,79		0,67		0,52	
FO	0,59		0,10		0,13		0,21		0,09	
CFDT										
CFTC										
UNSA	0,26		0,23		0,16		0,05		0,10	
CGC										
FAFPT										
SAFPT										
FGAF										
autres (à préciser)										

Détachement ou mise à disposition auprès d'une organisation syndicale

Tableau 3-5. Nombre d'agents détachés ou mis à disposition auprès d'une organisation syndicale

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Agents détachés auprès d'une organisation syndicale	1	0	0	0	0	0
Agents mis à disposition auprès d'une organisation syndicale	0	0	0	0	0	0

Source : département

Annexe n° 11.La formation

Tableau 4-1. Nombre de jours de formation syndicale

	décembre 2018 - décembre 2022	depuis décembre 2022
Nombre de jours de congé pour formation syndicale CT	9	
Nombre de jours de congé pour formation syndicale CAP A		
Nombre de jours de congé pour formation syndicale CAP B		
Nombre de jours de congé pour formation syndicale CAP C		
Nombre de jours de congé pour formation syndicale CCP		4
Nombre de jours de congé pour formation syndicale CST		
Nombre de jours de congé pour formation syndicale FSSCT		
Nombre de bénéficiaires	26	2

Tableau 4-2. Nombre de jours de formation des membres CHSCT

	décembre 2018 - décembre 2022	
Nombre de jours de congé pour formation	72,5	70
Nombres de bénéficiaires	24	14

Tableau 4-3. Nombre de jours de formation des représentants de la collectivité

	décembre 2018 - décembre 2022	depuis décembre 2022
Nombre de jours de congé pour formation CT	Non référencé	Non référencé dans le cadre du DIF
Nombre de jours de congé pour formation CAP A		
Nombre de jours de congé pour formation CAP B		
Nombre de jours de congé pour formation CAP C		
Nombre de jours de congé pour formation CCP		
Nombre de jours de congé pour formation CST		
Nombre de jours de congé pour formation FSSCT		
Nombre de bénéficiaires		

Source : département

Annexe n° 12.Autres moyens accordés aux organisations syndicales

Tableau 5-1. Locaux mis à disposition des organisations syndicales et matériel		
Locaux mis à disposition des organisations syndicales	décembre 2018 - décembre	depuis décembre 2022
Surface (à détailler par syndicat)		
Valeur locative(si connue)		

Equipements mis à disposition des organisations syndicales	décembre 2018 - décembre	depuis décembre 2022
Matériel bureautique		5 ordinateurs fixes + 1 sur le site du parc
Reprographie		
Telephonie		4 téléphones
Affranchissement		
Accès aux listes de diffusion		Pas de restriction
Véhicules		Procédure identique à l'ensemble du
Salles de réunion mises à disposition		Pas de restriction
Autres à préciser		

Tableau 5-2. Subventions versées aux organisations syndicales					
	2018	2019	2020	2021	2022
subventions versées (à détailler par syndicat)					

Source : département

ANNEE 2019

UNSA: 30 janvier salle Gérard Bonnet de 9h à 12h30
29 mars salle RDC B de 8h30 à 16h30

CGT: 8 mars salle Xaintrie de 9h à 17h
17 mai salle Gérard Bonnet de 9h à 17h
12 juillet salle Gérard Bonnet de 8h30 à 17h30
26 septembre salle Monédières de 144h à 16h
20 décembre salle RDC B de 9h à 12h

ANNEE 2020

UNSA: 29 janvier salle RDC B de 8h à 16h30

ANNEE 2021

UNSA: 17 novembre salle RDC B de 8h30 à 16h30

CGT: 17 décembre salle Gérard Bonnet de 8h30 à 17h

Source : département

ANNEE 2022

CGT: 25 février salle 2F de 8h30 à 17h
25 mars salle Xaintrie de 8h à 17h
9 juin salle Amphi de 13h30 à 14h30
10 novembre salle Vézère de 8h à 17h

UNSA: 4 mars salle Dordogne de 13h30 à 17h
18 mai salle RDC B de 8h30 à 16h30

ANNEE 2023

CGT: 7 février salle Millevaches de 9h à 12h
3 mars salle Gérard Bonnet de 8h30 à 13h
28 avril salle Dordogne de 8h30 à 13h30
23 juin salle RDC B de 8h30 à 17h
19 octobre salle 3F de 8h à 12h
7 décembre salle Millevaches de 8h30 à 12h

UNSA: 17 janvier salle Millevaches de 14h30 à 17h
2 juin salle Vézère de 9h à 12h
15 novembre salle Vézère de 8h30 à 16h
6 décembre salle Gérard Bonnet de 8h30 à 16h30

CFDT: 27 janvier salle Vézère de 9h30 à 17h30
4 mai salle Monédières de 12h30 à 15h30

Annexe n° 13.Nombre de jours de grève

	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre de jours de grève	**12**	**22**	**15**	**7**	**11**
dont nombre de jours de grève avec mot d'ordre national	12	22	15	7	11
dont nombre de jours de grève avec mot d'ordre local	0	0	0	0	0

Source : département

Annexe n° 14.Glossaire

Sigle	Signification
AED	Aide éducative à domicile
AEMO	Action éducative en milieu ouvert
AP/CP	Autorisation de programme et crédit de paiement
ARTT	Aménagement de la réduction du temps de travail
ASA	Autorisation spéciale d'absence
ASE	Aide sociale à l'enfance
CAA	Cour administrative d'appel
CAF	Caisse d'allocations familiales de la Corrèze
CASF	Code de l'action sociale et des familles
CET	Comptes épargne-temps
CGCT	Code général des collectivités territoriales
CGFP	Code général de la fonction publique
CHSCT	Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail
CIA	Complément indemnitaire annuel
CNIL	Commission nationale informatique et libertés
CRC	Chambre régionale des comptes
CRIP	Cellule de recueil des informations préoccupantes
CSI	Code de la sécurité intérieure
CST	Comité social territorial
CT	Comité technique
DCP	Dotation de compensation péréquée
DDFIP	Direction départementale des finances publiques
DDTM	Direction départementale des territoires et de la mer
DGCL	Direction générale des collectivités locales
DGF	Dotation globale de fonctionnement
DGS	Directeur général des services
DGSA	Directeur général des services adjoint
DIE	Direction immobilière de l'État
DNP	Dotation nationale de péréquation
DOB	Débat d'orientations budgétaires
DSU	Dotation de solidarité urbaine

Sigle	Signification
EBF	Excédent brut de fonctionnement
EPCI	Établissement public de coopération intercommunale
F3SCT	Formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail
FMDI	Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion
GVT	Glissement vieillesse technicité
HT	Hors taxes
IAT	Indemnité d'administration et de technicité
IFSE	Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
IP	Information préoccupante
MNA	Mineur non-accompagné
MSA	Mutualité sociale agricole du Limousin
NBI	Nouvelle bonification indiciaire
PPCR	Parcours professionnels, carrières et rémunérations
PPI	Plan pluriannuel d'investissement
PV	Procès-verbaux
QPC	Question prioritaire de constitutionnalité
RGPD	Règlement général sur la protection des données
RI	Régime indemnitaire
RIC	Régime indemnitaire complémentaire
RIFSEEP	Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel
ROB	Rapport d'orientations budgétaires
RSA	Revenu de solidarité active
SRU	Solidarité et renouvellement urbain
TA	Tribunal administratif
TFB	Taxe sur le foncier bâti
TFNB	Taxe sur le foncier non bâti
TH	Taxe d'habitation
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

Chambre régionale des comptes
Nouvelle-Aquitaine

Chambre régionale des comptes Nouvelle-Aquitaine

3, place des Grands-Hommes

CS 30059

33064 BORDEAUX CEDEX

nouvelleaquitaine@crtc.ccomptes.fr

Enregistré au greffe le 23 août 2024
KSP GA240446

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Tulle, le 19 août 2024

PASCAL COSTE
PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Monsieur Paul SERRE
Conseiller Maître à la Cour des Comptes
3 place des Grands Hommes
CS 30059
33064 BORDEAUX Cédex

Références à rappeler : KSP GD240281 CRC
Contrôle n°2023-000762

Objet : réponse aux observations définitives relatives au contrôle des comptes et de la gestion du Département de la Corrèze

Monsieur le Conseiller Maître,

Par lettre en date du 25 juillet, vous avez porté à ma connaissance vos observations concernant la gestion du Département de la Corrèze depuis l'exercice 2017 jusqu'à la période la plus récente. En application des dispositions de l'article L.243-5 du code des juridictions financières, je vous adresse la présente réponse écrite dans le délai imparti et je vous demande de bien vouloir l'annexer à votre rapport.

Avant de rentrer dans le détail des recommandations formulées, permettez-moi de souligner une de vos observations concernant le cœur traditionnel de ce contrôle, la situation financière de notre collectivité. La Chambre note que "*la situation financière du Département est redevenue confortable*" grâce à "*la maîtrise des dépenses de fonctionnement combinée à la dynamique des recettes fiscales*" et souligne "*le désendettement continu qui améliore le profil emprunteur du Département en vue des investissements de rénovation énergétique du logement social*". Je me permets de le citer car si une institution doit toujours progresser, la transparence est aussi de rappeler les éléments positifs de sa gestion.

Ce constat est d'autant plus à mettre en valeur tant les marges de manœuvre pour piloter les finances départementales se sont considérablement réduites tout au long de la période :

- Contribution au redressement des comptes publics se traduisant par une baisse annuelle importante de notre DGF jusqu'à 2017 inclus (54,3 M€ de DGF en 2017 contre 67,4 M€ en 2013),
- Transfert de la taxe foncière sur les propriétés bâties aux communes et perte du pouvoir de taux associé à compter de 2021,

- Mise en œuvre obligatoire de mesures décidées unilatéralement par l'État et ne donnant pas lieu à compensation financière ou à compensation partielle seulement (revalorisations du point d'indice, Ségur de la santé, avenant 43 à la convention collective de la branche associative de l'aide à domicile qui procède au 1er octobre 2021 à une augmentation des salaires et met en place une nouvelle classification des emplois, revalorisations régulières du RSA),
- Contexte socio-économique particulièrement délicat en milieu de période : les années 2020, 2021 et même 2022 ont été marquées par la crise sanitaire (Covid 19), années durant lesquelles le Département a pleinement joué son rôle d'amortisseur social notamment via les aides directes à la personne.

L'examen de l'évolution des principaux ratios budgétaires du Département sur la période examinée (épargne de gestion, capacité d'autofinancement (CAF) brute et nette, capacité de désendettement) montre que la situation est indéniablement assainie :

- L'excédent brut de fonctionnement a progressé de + 10,5 % par an en moyenne,
- La CAF brute progresse de + 105 % sur la période examinée par la Chambre,
- La CAF nette augmente elle de + 626 % sur la période faisant l'objet du contrôle.

Cette amélioration résulte de choix forts de la part de l'exécutif départemental, notamment sur les dépenses de fonctionnement. En effet, sans levier fiscal et compte tenu des marges de manœuvre quasi inexistantes sur les produits de gestion du Département, l'amélioration de la situation financière de la collectivité relève avant tout de la maîtrise des dépenses de fonctionnement.

Comme le souligne justement la Chambre dans son rapport d'observations définitives, les dépenses de fonctionnement n'ont progressé que de + 0,5 % par an en moyenne sur la période observée, preuve d'une maitrise réelle (elles ont même diminué de - 1,6 % entre 2017 et 2021).
Les charges de fonctionnement du Conseil Département de la Corrèze sont inférieures à celles des autres département de la strate (départements comptant moins de 250 000 habitants) : 1 000 € par habitant en Corrèze contre 1 135 € par habitant en moyenne dans les départements de la strate (chiffres 2022, les derniers connus à ce jour).

La situation en matière d'endettement s'est également considérablement améliorée. L'encours de dette s'établit en fin d'exercice 2023 à 240 M€, soit un désendettement de plus de 120 M€ depuis 2015 ou l'encours était encore de 360M€ en fin d'exercice. Le rythme du désendettement tend à s'accélérer depuis 2021 (seulement 18,5M€ d'emprunts nouveaux mobilisés en 3 ans quand nous avons remboursé 90,5M€ dans le même temps).
La capacité de désendettement qui était de 10,6 années fin 2015 s'établit aujourd'hui à environ 3 années, loin du seuil d'alerte fixé à 10 ans pour l'échelon départemental.

Cette tendance favorable se poursuivra en 2024 (30 M€ de capital remboursé aux banques et 0 € d'emprunt souscrit) et l'objectif est bien de maintenir cette trajectoire vertueuse jusqu'à la fin du mandat.

Notons également que tous les contrats d'emprunts en cours du Département sont cotés A-1 sur la charte de Gissler, soit le niveau de risque le plus faible.

Cette stratégie de désendettement continu mise en œuvre depuis 2015 est associée à une gestion prudentielle des recettes "exceptionnelles" perçues sur les années 2021 et 2022 et mises en "réserves" via des provisions (DMTO à un niveau record pour l'ensemble des Départements, rebond de la TVA en 2022 après les années marquées par la crise sanitaire).

La situation et la structure financière des Départements nécessite de conserver cet unique amortisseur conjoncturel. jusqu'à la fin du mandat et de tenir les engagements pris, notamment en matière d'investissements.
Ces derniers augmentent de manière constante (+16% sur la période observée) et il est prévu de maintenir un niveau particulièrement soutenu dans les prochaines années pour poursuivre le développement du territoire et répondre aux besoins de la population.

A l'heure où les inquiétudes sont vives et nombreuses pour les finances départementales (en un an, le nombre de Départements en grande difficulté a plus que doublé et un tiers d'entre eux sera concerné l'an prochain dans un contexte de non-indexation des dotations sur l'inflation, de revalorisations salariales, de hausses des prestations sociales, de flambée des coûts des matières premières et de chute brutale des recettes des Droits de Mutation) et alors que jamais les Départements n'ont été confrontés à une telle dégradation de leurs budgets (baisse de l'épargne brute de - 39,6 % et de l'épargne nette de - 54,1 % pour les Départements entre 2022 et 2023), le Conseil Départemental de la Corrèze maintient le cap et se singularise par sa situation financière robuste permettant de maintenir un haut niveau de services et d'investissements en faveur des Corréziens.

Ce point-là me paraît d'une importance prioritaire et je ne peux donc que regretter que les développements relatifs à la situation financière et patrimoniale de la collectivité n'apparaissent qu'en troisième partie du rapport et que la Chambre y consacre moins de pages que pour les développements relatifs au financement du Revenu de Solidarité Active (RSA).

Le rapport que vous m'avez transmis fait tout d'abord le bilan de la mise en œuvre des 5 recommandations formulées dans le cadre du précédent contrôle, toutes mises en œuvre partiellement selon la Chambre.

La 1ère appelait à procéder à un contrôle systématique des établissements et familles d'accueil sur la base d'un référentiel établi. Sur ce point, je tiens à rappeler que le Département a formé et fait certifier un agent "Conseiller technique en charge des contrôles de fonctionnement". Celui-ci intervient en binôme avec un travailleur social sur les évaluations. A titre d'illustration, je tiens à souligner par exemple un contrôle conjoint en 2023 avec la CAF de 10 établissements d'accueil collectif du jeune enfant (public et privé) dont les conclusions se sont

révélées positives à 100 % sur la conformité des accueils contrôlés. Le dispositif de contrôle nous parait adapté à la situation, d'autant qu'il correspond au rythme de notre partenaire.
Cette recommandation nous parait mise en œuvre dans son objectif avec des modalités différentes.

La recommandation n°2 concernait la mise en place des outils de suivi de l'origine et des suites données aux informations préoccupantes (IP). Choisi en 2023, l'installation d'un nouveau logiciel métier pour répondre aux besoins de l'ensemble de l'activité des solidarités humaines est engagé.
Cet outil permettra le suivi unifié et unique de l'ensemble de la base de connaissance des bénéficiaires des actions sociales du Département ainsi que le suivi des actions de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE), dont les IP.
En parallèle et comme annoncé à la Chambre, un audit sur l'ensemble du périmètre de l'ASE est engagé depuis le mois de juillet 2024 et portera sur la qualité des prises en charge et sur leur efficience. Celui-ci comportera un focus sur l'ensemble du parcours de prise en charge des jeunes par l'ASE (de l'entrée jusqu'à la sortie jeune majeur) et aussi sur le fonctionnement de la Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes (IP) et donc sur le suivi des IP.
Les résultats de l'audit sont attendus pour décembre 2024 avec des préconisations concrètes de transformation des services. Le déploiement du logiciel pour l'ASE sera sans doute adapté pour intégrer d'éventuelles modifications de fonctionnement préconisées dans l'audit.
A noter qu'un travail d'amélioration du fonctionnement de l'ASE a été conduit avec les assistants familiaux depuis avril 2024, avec cinq groupes de travail thématiques sur leur activité, et il a permis notamment de préciser et de clarifier la procédure de l'IP quand elle concerne un assistant familial, ainsi que l'accompagnement de la collectivité envers son agent.

La 3ème recommandation était relative à la formalisation, à la mise en œuvre et au suivi du déploiement du Projet pour l'Enfant (PPE). Celle-ci est totalement mise en œuvre de mon point de vue. Une nouvelle organisation de travail a été posée par le service de l'Aide Sociale à l'Enfance à compter du mois d'avril 2024.
Le déploiement du Projet Pour l'Enfant se met en place de manière systématique afin de traiter le flux des nouveaux entrants en protection de l'enfance et sera suivi de la mise en place pour l'ensemble des enfants déjà confiés et suivis par le service de l'ASE. Lors d'une réunion entre les élus et des représentants des assistants familiaux le 16 avril 2024, il a été rappelé la mise en place systématique du PPE pour tous les nouveaux entrants. Les Responsables Territoriaux Enfance vérifient le caractère opérationnel de cette décision.
Par ailleurs, je vous précise que le Schéma Départemental en faveur des enfants et des familles s'applique sur la période 2022/2028. Celui-ci ne comporte pas de fiches actions mais un ensemble d'actions définies par 3 axes (AGIR-AVEC-AUTREMENT).
Enfin, l'Observatoire Départemental de Prévention et de Protection de l'Enfance (ODPE) a été mis en place depuis plusieurs années et le Schéma Départemental en faveur des enfants et des familles 2022/ 2028 met l'accent sur le rôle de recueil de la parole de l'enfant via l'ODPE.

La 4ème recommandation visait à organiser les entretiens et conclure le protocole prévu par le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) dans le cadre de la préparation à la majorité.
Sur la base de nos résultats d'accompagnement socio-professionnels du RSA, nous avons fait le choix d'expérimenter un poste spécifique "Référent Insertion Jeunes" depuis le mois de juillet 2022 afin d'accompagner spécifiquement ce public dans les démarches associées à la majorité.
Les entretiens individuels sont réalisés de manière systématique par les travailleurs sociaux enfance du service ASE qui permettent par ailleurs de déterminer l'orientation vers le référent insertion jeunes si besoin. Cette recommandation est donc complètement mise en œuvre aujourd'hui.
Ceci posé, l'expérimentation tend à démontrer que le recours au référent insertion jeunes est trop peu mobilisé et de plus vient rompre une dynamique de suivi.
Le service envisage donc de maintenir les suivis individuels tels que pratiqués et d'expérimenter par exemple, des actions collectives d'informations sur les dispositifs de droit commun, de mettre en place le mentorat (aide aux démarches en vue d'autonomie).

La 5ème recommandation appelait à harmoniser les modalités, le référentiel et les rapports d'évaluations des mineurs non-accompagnés (MNA).
Le Département a repris fin 2023 l'intégralité des évaluations auparavant réalisées par son équipe et pour partie par une équipe médico-sociale associative. Le recours à deux agents dédiés de l'ASE pour réaliser l'entièreté des évaluations des MNA s'effectue sur un même référentiel et une harmonisation des modalités de réalisation des évaluations. Il produit des évaluations basées sur des critères communs et harmonisés, ce qui rend le recommandation n°5 complètement mise en œuvre de mon point de vue.
Sur ce sujet des MNA il est surprenant de ne pas retrouver dans le bilan effectué par la Chambre concernant la mise en œuvre des "anciennes" recommandations les difficultés soulevées dans les entretiens.
En effet ce dispositif est pour le moins critiquable. Il est demandé aux Départements, à des agents administratifs et travailleurs sociaux, de mener des enquêtes qui relèvent du Ministère de l'Intérieur, de la Police de l'air et des frontières, de la Justice et des Affaires étrangères, tout à la fois. Mener une enquête internationale sur les parcours itinérants de ces jeunes, vérifier des documents officiels étrangers de nationalité et d'état civil, mener des interrogatoires qui relèvent de méthodes policières pour corroborer ou contredire ces informations...etc. Autant de sujets qui sont de compétence régalienne et non territoriale !

Le rapport d'observations définitives formule ensuite 8 recommandations nouvelles dont la Chambre souligne que deux sont déjà complètement mises en œuvre et deux autres partiellement, tandis que trois sont devenues sans objet depuis la phase de contrôle.

La 1ère appelle à compléter le Rapport sur les Orientations Budgétaires (ROB) avec les engagements pluriannuels détaillés en fonctionnement et en investissement ainsi qu'avec les informations nécessaires en matière de ressources humaines, afin de respecter les exigences de l'article D.3312-12 du Code Général des Collectivités Territoriales CGCT).

Sur ce point, je tiens à redire que, dans le rapport servant de base au Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) 2024, l'exécutif départemental a déjà apporté un certain nombre de compléments d'informations pour satisfaire aux obligations règlementaires.
Pour les Autorisations de Programme et les Crédits de Paiement (AP/CP), un paragraphe entier du document est en effet consacré à la présentation des engagements pluriannuels d'investissement (pages 20 et 21 du ROB 2024). Les stocks des AP votées sont mentionnés (381 M€), de même que la répartition entre celles (AP) ayant déjà fait l'objet d'un financement (100 M€) et celles restant à financer à compter de 2024 (281 M€). La ventilation des engagements pluriannuels d'investissement apparait également. Le suivi des Autorisations de Programme (AP) et des Autorisations d'Engagement (AE) fait par ailleurs l'objet d'une gestion intégrée dans le logiciel de gestion comptable et financière (CGI, Grand Angle).
Enfin, au-delà du rapport du DOB, l'Assemblée Départementale adopte dans son Budget Primitif (BP) et son Compte Administratif (CA) les annexes relatives aux AP et aux AE, pour fournir une information exhaustive et transparente aux élus et aux citoyens corréziens.
Concernant les informations sur les Ressources Humaines, des compléments ont aussi déjà été introduits dans le rapport du DOB 2024. Les faits marquants de l'année 2023 (évolutions règlementaires et budgétaires notamment mais aussi mise en œuvre de l'accord RIFSEEP-1607h-SEGUR) et les grandes orientations stratégiques pour l'année 2024 en termes de formation professionnelle, de recours à l'apprentissage, de mobilité et d'attractivité y figurent.
D'autre part, l'information relative à l'évolution prévisionnelle des dépenses de personnel apparaît clairement en page 28 du document : "*le budget consacré aux RH qui a augmenté de + 2 M€ en 2022 connaîtra une nouvelle hausse de même ampleur pour 2023 et l'augmentation pour 2024 sera plus forte, estimée à + 6 M€ comprenant les revalorisations indiciaires et également le nouvel effectif des agents pour Corrèze Autonomie*".
Il me semble donc que cette recommandation n°1 est déjà mise en œuvre.
Je me permets donc de souligner les progrès accomplis en la matière. La transparence et la bonne information des citoyens et de l'Assemblée Départementale sont des valeurs qui constituent l'essence même de mon action publique et croyez bien que je m'attache chaque jour à œuvrer en ce sens.

La 2ème recommandation vise à intégrer l'engagement financier du Département dans l'analyse des risques des organismes satellites afin d'adapter l'intensité et la fréquence de leur suivi.
Le Conseil Départemental de la Corrèze a très tôt intégré la nécessité et l'intérêt d'assurer un suivi et un pilotage de ses satellites. La cartographie établie par le Département et opérant une classification fine de ces derniers (au nombre de 31) a fait l'objet d'une actualisation en mars 2023, preuve que le suivi des satellites est réel et qu'il fait l'objet d'une mise à jour régulière.
Le Conseil Départemental demande régulièrement les documents nécessaires au suivi et au pilotage de la relation avec ces satellites (statuts, conventions, rapports d'activité, documents justifiant l'utilisation des fonds, compte de résultat, bilan, rapport commissaires aux comptes) et participe régulièrement à leurs instances de gouvernance.
Pour poursuivre l'amélioration de ce suivi, le Département a fait le choix d'y consacrer des moyens. Un chargé de pilotage budgétaire et financier a en effet été recruté fin 2023 au sein de la Direction des Finances et l'une des missions principales qui lui a été confiée est de faire évoluer ce pilotage des satellites (notamment en actualisant les règles de cotation).

Le SDIS sera l'un de ceux-là sur le second semestre 2024, dans le cadre des négociations à venir pour l'adoption de la nouvelle convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens. Les autres satellites méritant une attention prioritaire au regard des enjeux financiers et de leur situation financière ont été identifiés (syndicats mixtes DORSAL par exemple, QUALYSE, Aéroport de Brive - Vallée de la Dordogne). Le Département a aussi engagé une réflexion pour se doter d'un outil, de type logiciel, pour permettre de déployer le suivi et le contrôle des satellites. Le choix de cet outil interviendra à moyenne échéance, quand la méthodologie et la grille d'analyse du suivi des satellites sera définitivement stabilisée.
Et il convient de rappeler que le Département, outre le suivi des associations, des syndicats mixtes et autres SEM assure aussi un accompagnement continu et pérenne des établissements et services médico-sociaux (ESMS) qu'il finance. Cette mission (participation aux conseils d'administration, conseils de gestion tout au long de l'année) incombe au service "Contrôle de gestion - Evaluation", directement rattaché à la Direction des Finances afin de renforcer ses prérogatives et d'intégrer en continu les données issues du contrôle de gestion à la prospective financière globale de la collectivité.
La connaissance et la maîtrise des risques sont des aspects essentiels de la bonne gestion d'une collectivité publique. Au-delà du seul sujet lié au suivi des satellites, le Département s'y emploie donc de manière globale, notamment à travers un usage approfondi des provisions au niveau financier et la structuration de plusieurs cellules internes de pilotage des activités et des risques associés (cf. le rôle des chargés de pilotage budgétaire et financier qui interviennent dans la chaîne comptable et dont les missions vont au-delà de simples tâches d'exécution comptable et de suivi budgétaire).
Il me semble donc que cette recommandation n°2 est déjà mise en œuvre dans la pratique de l'administration départementale et avec un niveau de suivi élevé au regard de la taille et de la capacité de la collectivité.

La 3ème recommandation est, à date, complètement mise en œuvre comme le mentionne la Chambre dans son rapport d'observations définitives. Je tiens simplement à rappeler que même avant la mise en place de la nouvelle organisation au 1er juillet 2024 mettant fin au rattachement de la direction de la communication à l'autorité hiérarchique du Directeur de Cabinet, son pilotage global est toujours resté, en pratique, du ressort de l'administration et du Directeur Général des Services, qui organisait par exemple les réunions d'arbitrage budgétaire de la direction et procédait à l'engagement et la liquidation des crédits du budget. L'organisation existante au moment du contrôle de la CRC était également issue de la préoccupation de bonne gestion du budget départemental en mutualisant l'exercice de la fonction de Directeur de la Communication avec le poste de Directeur de Cabinet depuis le départ du titulaire initial en 2022.

Toute la seconde partie du rapport d'observations définitives transmis par la Chambre est relative à la situation de co-financeur du RSA. Elle concentre près du tiers des développements et 4 recommandations sur les 8 nouvelles formulées dans le cadre du présent contrôle.

Ces recommandations sont (n°4 à n°7) :

- Respecter l'article L.262-24-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles par le mandatement de l'ensemble des impayés d'allocations RSA dus à la CAF et à la MSA (n°4)
- Mettre fin sans délai au rattachement irrégulier des impayés de RSA (n°5)
- Inscrire en comptabilité la totalité des intérêts de retard liés aux impayés d'allocations RSA dus au titre de l'article D.262-64 du Code de l'Action Sociale et des Familles (n°6)
- Inscrire au bilan la valeur des sommes détenues à la Caisse des Dépôts et consignations (CDC) au titre des impayés de RSA (n°7).

Encore une fois, je maintiens qu'il est essentiel d'aborder ce sujet dans sa chronologie des faits, pour comprendre la procédure mise en œuvre par le Conseil Départemental de la Corrèze.

L'État a transféré aux Départements le financement des allocations individuelles de solidarité (dont le RSA) sans compenser intégralement cette charge nouvelle, générant ainsi un reste à charge pour notre collectivité sur le RSA : la dépense annuelle dépasse aujourd'hui les 20 M€, la compensation de l'État est figée entre 11,3 M€ et 11,4 M€ chaque année (10,7 M€ de Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques + 0,6 M€ à 0,7 M€ de Fonds de Mobilisation Départementale pour l'Insertion).

Fort de ce constat, préalablement à l'introduction d'un recours en indemnisation contre l'État et dans le cadre d'échanges toujours maintenus et soutenus avec le représentant de l'État dans le Département, le Conseil Départemental de la Corrèze a décidé de 2015 à 2018 inclus (années marquées par la forte contribution des collectivités territoriales au redressement des comptes publics avec des diminutions drastiques sur les dotations dont la DGF) de figer son reste à charge en matière de RSA à hauteur de 5,3 M€ par an, soit strictement le montant constaté à l'issue de l'exercice 2014 au Compte Administratif.
L'intégralité des appels de fonds transmis par les caisses (CAF et MSA) n'était donc pas réglée et la différence (1,3 M€ en 2015, 1,1 M€ en 2016, 810 000 € en 2017 et 878 000 € en 2018) a fait l'objet d'une consignation auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (pour un total de 4 116 059,64 €).
La consignation n'ayant plus été permise à compter de 2019, le Conseil Départemental de la Corrèze a fait le choix de ne rembourser aux caisses (CAF + MSA) que le montant annuel des acomptes mensuels à hauteur de la compensation financière versée par l'État (soit environ 11,4 M€ par an), la différence (7 M€ à 9 M€ environ selon les années) faisant l'objet d'un rattachement comptable.

Afin d'obtenir une issue à cette affaire, le Département de la Corrèze a introduit un recours :

- en indemnisation contre l'État le 28 juillet 2021, à raison du reste à charge supporté par la collectivité pour la période 2016-2020 au titre des trois allocations individuelles de solidarité,
- en annulation le 19 août 2021, contre l'arrêté Ministériel du 2 décembre 2020 de fixation des charges RSA.

Ces recours visaient expressément l'obtention de recettes complémentaires au profit du Département pour limiter le reste à charge qui pèse sur nos finances. Le Tribunal Administratif (TA) de Limoges n'a rendu son jugement sur la première requête que le 19 septembre 2023 tandis que le Tribunal Administratif de Paris n'a rendu son jugement sur la seconde requête que le 15 décembre 2023.

Le 1er constat sur ce sujet du RSA est que le recours juridique introduit par le Conseil Départemental n'a connu son issue que très récemment : décembre 2023.

Le 2ème constat est que durant toute la période ayant précédé ces deux jugements, le Conseil Départemental de la Corrèze a toujours fait preuve de transparence et de sincérité budgétaire :

- La double procédure de consignation puis de rattachement des impayés de RSA que le Département a choisi d'appliquer depuis 2015 a permis la bonne inscription d'une "dette"
- La collectivité a toujours clairement affiché et présenté la situation à l'ensemble des élus de l'assemblée chaque année (un rapport spécifique sur le rattachement des impayés de RSA faisant même l'objet d'une présentation annuelle en Commission Permanente)
- Toujours dans une logique de sincérité budgétaire, cette procédure a permis de ne pas venir gonfler artificiellement l'excédent global de clôture et de le maintenir à son niveau réel tel qu'il doit ressortir en fin d'exercice au Compte Administratif sincère,
- Cette procédure a aussi permis de garantir nos intérêts financiers en ne venant pas "fausser" le calcul des indicateurs et autres critères (reste à charge au titre des 3 Allocations Individuelles de Solidarité (AIS), montant des dépenses de RSA par habitant) pris en compte dans la répartition de certaines recettes telles que le Dispositif de Compensation Péréquée (DCP), l'ex Fonds de Solidarité des Départements (FSD) aujourd'hui intégré dans le Fonds national globalisé de péréquation des DMTO ou la fraction de TVA complémentaire dont bénéficient les départements ayant un indice de fragilité sociale suffisamment élevé.

Le 3ème constat est que le contentieux avec l'État courant jusqu'à la toute fin de l'année 2023 et son issue demeurant incertaine jusqu'à cette date (la Corrèze n'était pas seule d'ailleurs dans ces démarches contentieuses), nous estimions que l'inscription en comptabilité d'intérêts de retard liés aux impayés de RSA était donc sans fondement juridique puisque le sujet restait à trancher.

Le 4ème constat à noter, du point de vue budgétaire et des comptes de la Nation est le suivant : la trésorerie du Département de la Corrèze ainsi augmentée a abondé les comptes du Trésor Public comme chacun le sait, et donc a bénéficié à la propre trésorerie de l'État Français. La situation bénéficiant à l'État, pourquoi y aurait-il des intérêts à générer à l'encontre du Département de la Corrèze ?

Le 5ème constat que je formule enfin est que le Conseil Départemental de la Corrèze a pris acte des jugements rendus en fin d'année 2023 par les TA de Limoges et de Paris et a engagé leur traduction sans délai.

Un plan de paiement a donc été élaboré immédiatement dès le début de l'année 2024 pour régulariser la situation en collaboration avec le représentant de l'État dans le Département en la personne du Préfet.

Concernant la MSA, le paiement de la totalité des impayés pour la période de 2015 à 2023 inclus (soit 2 554 052,45 €) est intervenu dès le 11 mars 2024. En parallèle, le règlement des acomptes mensuels a repris et s'effectue désormais au fil de l'eau : pour l'exercice 2024, ceux transmis pour la période de janvier à juillet 2024 sont intégralement mandatés (pour un total de 667 701,67 €) et celui du mois d'août est en cours de traitement.

S'agissant de la CAF, la décision de reprendre le paiement des acomptes mensuels transmis en 2024 est intervenue dès le mois de mars également. Le règlement des acomptes du premier trimestre 2024 a été effectué de manière globale le 19 mars puis les acomptes suivants (avril, mai; juin) ont fait l'objet d'un règlement au fil de l'eau, chaque mois. A ce jour, la totalité des sommes dues au titre des sept premiers mois de l'année 2024 est ainsi réglée (pour un total de 12 309 189,28 €) et l'acompte du mois d'août est également en cours de traitement par les services.
Concernant le montant des impayés pour la période de 2015 à 2023 inclus, son niveau particulièrement important (41 453 231,81€) a nécessité une inscription au Budget Primitif 2024 pour permettre leur mandatement. Celui-ci est intervenu le 7 mai 2024 (mandat n°11 401, bordereau n°1919).

Le mandatement de la totalité des impayés à la CAF et à la MSA est intervenu avant même que le Département ne récupère les sommes (4,1 M€) ayant fait l'objet d'une consignation.
La demande de déconsignation a fait l'objet d'un rapport présenté à l'ensemble des élus à l'occasion de la Commission Permanente du 3 mai 2024. La délibération autorisant le Président à demander la déconsignation a été transmise aux services de la CDC en suivant, et après instruction de celle-ci, le versement en notre faveur est intervenu le 4 juin 2024 à hauteur de 4 267 951,27 € (Déconsignation : 4 116 079,64 € + Intérêts : 151 871,63 €).

A fin août 2024 la situation est donc la suivante :

- Il n'y a plus aucun impayé en matière de RSA sur la période 2015-2023, que ce soit pour la CAF et la MSA.
- Tous les acomptes des sept premiers mois de l'année 2024 sont honorés en temps et en heure (il n'y aura donc plus de rattachements comptables en fin d'exercice).
- Les sommes qui étaient consignées ont fait l'objet d'une déconsignation intégrale.

Preuve de la situation normalisée entre le Département et la CAF et de notre volonté de s'inscrire dans la durée sur un paiement régulier au fil de l'eau, nous travaillons afin d'assurer la neutralité des flux financiers pour la trésorerie de la CAF. Le Conseil Départemental de la Corrèze lors de sa Commission Permanente du 19 juillet 2024 a décidé de revoir à la hausse le montant de l'avance de trésorerie mise en place en juin 2009 pour la porter de 1 072 664,25 € à 1 800 000 €.

Au regard de la mise en œuvre rapide de toutes ces actions par le Conseil Départemental de la Corrèze sur le premier semestre 2024 dans une relation étroite et de confiance avec le représentant de l'État dans le Département, une solution a pu être trouvée afin que la Caisse Nationale des Allocations Familiales abandonne la créance relative aux intérêts de retard (2 699 303,38 € au 31/12/2023) qu'elle avait généré unilatéralement.

Aussi, compte tenu de la mise en œuvre complète de la 4ème recommandation (mandater l'ensemble des impayés d'allocations RSA dus à la CAF et à la MSA) et considérant que les recommandations n°5 à n°7 sont toutes devenues sans objet, je regrette une nouvelle fois le maintien intégral et en l'état des développements relatifs au financement du RSA dans le rapport d'observations définitives transmis par la Chambre.
Je regrette également la place prépondérante que ces derniers occupent (environ un tiers du rapport est consacré à une situation qui est aujourd'hui totalement régularisée), au détriment d'autres sujets dont l'importance paraissait plus évidente à mes yeux.
Je pense notamment à :

- l'amélioration continue de la situation financière du Conseil Départemental depuis 2015 (maîtrise des dépenses de fonctionnement, autofinancement en hausse permettant d'augmenter les investissements, désendettement...),
- à la fiabilité de l'information financière et comptable (imputations comptables, suivi de l'inventaire comptable, constitution de provisions pour risques, suivi exhaustif des écritures patrimoniales) qui contribue à la transparence et à la bonne information des citoyens,
- à la qualité du dialogue social en matière de ressources humaines,
- ou encore à la mise en œuvre de services et de politiques publiques innovantes pour répondre aux besoins de la population corrézienne et aux défis de l'attractivité et de l'aménagement d'un territoire rural comme le nôtre (déploiement intégral de la fibre optique sur le territoire corrézien, création d'un Centre Départemental de Santé pour permettre l'accès de tous aux soins, création de Corrèze Centre Supervision, dispositif de services de vidéoprotection mutualisés (coûts, gestion des équipements dédiés) au service des communes et EPCI corréziens, lancement de Corrèze Autonomie, plateforme unique permettant de centraliser tous les services publics liés à l'autonomie).

Je regrette enfin que certaines erreurs ou approximations apparaissent toujours dans la partie relative au financement du RSA du rapport d'observations définitives.
Il est notamment écrit en page 4 du document que "*le département a refusé d'acquitter, de 2015 à 2024, sa contribution propre au financement des allocations du revenu de solidarité active (RSA), servies par la caisse des allocations familiales (CAF) et la Mutualité sociale agricole (MSA)*". Cette affirmation est inexacte puisque des paiements ont bien été effectué chaque année par le Département même s'ils ne l'étaient pas à hauteur intégrale des appels de fonds transmis par les deux caisses.

Toujours en page 4, il est écrit que "*le département a mandaté en mai 2024 l'ensemble des arriérés de RSA et repris les paiements mensuels aux caisses CAF et MSA*". Cette affirmation est confirmée en page 25 du rapport par le titre suivant "*le département a refusé jusqu'en mai 2024 de rembourser intégralement le RSA aux caisses*" et en page 33 par la phrase suivante "*le mandatement en mai 2024 de la totalité des impayés de RSA aux caisses*". Ces propos ne sont pas complètements exacts puisque le règlement de la totalité des impayés en faveur de la MSA (2,6 M€) est intervenu dès le mois de mars 2024 et que le paiement des acomptes mensuels transmis par les deux caisses a également repris de manière régulière, au fil de l'eau, dès le mois de mars 2024.

Je constate également des erreurs dans les tableaux produits aux pages 26 et 34 du rapport concernant l'évolution des impayés de RSA au 31 décembre de chaque année et l'évolution du taux de couverture de ces impayés par des provisions et la consignation de fonds à la Caisse des Dépôts. Il est en effet mentionné qu'aucun paiement n'est intervenu sur l'année 2022 en faveur des caisses, ce qui est faux. Un règlement de 697 067,94 € est bien intervenu en faveur de la MSA le 26/12/2022 (mandats n°29 870 et 29 872, bordereau n°5 861) et celui-ci a été pris en charge le 29/12/2022 par le comptable public. De la même manière, un règlement est intervenu en faveur de la CAF à hauteur de 10 920 731,06 € le 26/12/2022 (mandats n°29 869 et 29 871, bordereau n°5 861), ce dernier étant pris en charge le 29/12/2022 par le comptable public.
Par ricochet, les chiffres apparaissant dans les colonnes relatives aux années 2023 et 2024 sont donc faux également (cumul des impayés de RSA au 31 décembre de l'année et taux de couverture par des provisions et des fonds consignés), ce qui gêne quelque peu la lecture du rapport.

La Chambre mentionne également en page 28 que "*la dernière convention avec la CAF ayant échu le 31 décembre 2015, aucune convention n'est en vigueur jusqu'à la date de clôture de l'instruction du présent contrôle*", affirmation confirmée en page 35 par le passage suivant "*l'absence de convention en l'espèce*". Si la situation telle que longuement décrite précédemment empêchait en effet d'avoir une convention de gestion avec la CAF, il aurait été intéressant de noter que depuis le règlement de la situation intervenu en mai 2024, le Conseil Départemental de la Corrèze et la CAF travaillent de concert et en étroite collaboration à son élaboration afin qu'elle devienne effective d'ici la fin de l'année 2024.

Je note, pour terminer, une contradiction assez importante et étonnante dans les propos de la Chambre pour qu'elle mérite d'être ici relevée. Il est en effet reproché en page 32 du document au Département d'avoir procédé pendant plusieurs années au rattachement des impayés de RSA. "*Cette étape de rattachement était irrégulière et faussait la répartition nationale de la DCP*" relève la Chambre.
La procédure mise en œuvre par la collectivité a permis de préserver nos intérêts financiers et le juste niveau de DCP dédié au financement du RSA (et heureusement puisque le Département a bien réglé la totalité de sa "dette" en matière de RSA) et a aussi permis, dans une logique de sincérité budgétaire, de ne pas venir gonfler artificiellement le montant de l'excédent global de clôture, en le maintenant à son niveau réel, tel qu'il devait ressortir en fin d'exercice, au Compte Administratif.

Or, en page 55 du rapport, la Chambre reproche cette fois à la collectivité son "*absence de comptabilisation des intérêts de retard*" en matière de RSA, ce qui "*a majoré artificiellement le résultat de fonctionnement du budget principal et amélioré artificiellement les ratios et soldes de Gestion qui en découlaient*". Il n'est pas cohérent de reprocher tout et son contraire à seulement quelques pages d'intervalle dans le rapport.

La 8ème recommandation, enfin, vise à évaluer les effectifs nécessaires à la continuité du service pour la restauration collective dans les collèges et l'aide aux personnes âgées et handicapées.
Je tiens à souligner que la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 offre la possibilité d'encadrer le droit de grève de certains agents au regard des missions exercées.
Depuis 2015 et l'arrivée de l'exécutif que je représente, si la collectivité a connu peu de grèves, la qualité et la confiance construite dans le cadre d'un dialogue social constant permet pour les agents désireux de faire grève de prévenir en avance leur supérieur hiérarchique de leur éventuelle absence.

Le secteur de l'Autonomie est peu touché ainsi que les collèges du Département pour lesquels les cuisiniers, chefs de cuisine et aides de cuisine priorisent leurs missions par rapport aux motifs d'une quelconque grève.
Du reste, sur ce dernier pan d'activité, des itinérants ont été recrutés afin de satisfaire à la continuité du service quotidiennement et éventuellement en cas de grève des agents de collèges et plus particulièrement des cuisiniers.
Enfin, sur le secteur de Corrèze Autonomie, la mise en place d'un numéro unique et d'une plateforme de téléassistance, non géré par des agents publics, permet de répondre aux sollicitations des usagers indépendamment des mouvements de grève que pourraient connaître ce secteur.

Les dispositions de l'article 56 de la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 militent pour une discussion entre les représentants du personnel et l'employeur.
Ces discussions existent tout particulièrement au sein de la collectivité, que ce soit dans les groupes de travail qui sont mis en place, dans les réunions de préparation aux instances paritaires ou encore au sein des instances elles-mêmes ou encore dans le cadre des rencontres avec l'exécutif départemental tout au long de l'année.
Cela rend d'autant moins utile et nécessaire de recourir à une négociation en vue d'un encadrement collectif du droit de grève alors que la qualité du dialogue social permet d'atteindre ce résultat.
Je souhaite que la Chambre dans le cadre de son contrôle de gestion qui n'est pas seulement règlementaire donc, reconnaisse cette situation positive dans la collectivité.

Vous souhaitant bonne réception de ces éléments, je vous prie d'agréer, Monsieur le Conseiller Maître, l'expression de mes respectueuses salutations.

Le Président

Pascal COSTE

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CD.2024.11.28/105

Réunion du 28 novembre 2024

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE - RISQUE PRÉVOYANCE

RAPPORT

À la suite de la parution de l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021, du décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement, et à l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux, les employeurs territoriaux ont l'obligation de participer à la protection sociale complémentaire de leurs agents à compter du 1er janvier 2025 pour ce qui relève du risque Prévoyance et à compter du 1er janvier 2026 pour le risque Santé.

Le Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de la Corrèze a lancé, en 2024, une consultation pour la passation d'une convention de participation dans le domaine de la prévoyance, en vue de souscrire un contrat collectif.

Le Département de la Corrèze a donné mandat au CDG19 pour mener à bien la mise en concurrence et réaliser la négociation collective locale à l'occasion de la Commission Permanente du 3 mai 2024. Il a, en parallèle, mené des négociations en direct pour comparer les offres possibles.

Lors de son Conseil d'administration du 12 juillet 2024, le CDG19 a choisi le prestataire MNT/Relyens.

Le Comité Social Territorial du Département en date du 16 octobre 2024 a rendu un avis favorable unanime sur le déploiement du contrat groupe, le choix par l'employeur de la Formule 1 et d'une participation à hauteur de 17,5€. Les offres personnalisées pour le Département retenues dans le cadre de la consultation du CDG19 sont les plus intéressantes.

Le Département de la Corrèze, en sa qualité d'employeur public représentatif sur le territoire, entend s'impliquer sur le déploiement de la protection sociale complémentaire par le biais du contrat groupe conclu avec le CDG19 et le prestataire MNT/Relyens.
À cette fin, une convention sera signée entre le CDG19 et le Département de la Corrèze.
Ce contrat groupe, avantageux pour les agents au regard du taux d'adhésion, devrait leur permettre d'y accéder avec un reste à charge limité. Il permet en effet de garantir les agents sur un socle de base et offre des garanties optionnelles afin de personnaliser la couverture selon les besoins de chacun.

Deux formules étaient proposées au choix de l'employeur :

- La formule 1 avec un socle de base et des garanties optionnelles déclinées comme suit :
  - Le socle de base : la garantie incapacité + la garantie invalidité avec un taux de 1.92% appliqué au Traitement Indiciaire Brut (TIB), à la Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) et au Régime indemnitaire (RI)
  - Les garanties optionnelles : La garantie Complément incapacité de travail au taux de 0.29%, la garantie Perte de retraite au taux de 0.66% et la garantie Décès toutes causes au taux de 0.28%
- La Formule 2 avec un socle de base et une garantie optionnelle déclinées comme suit :
  - Le socle de base : les garanties Incapacité, Invalidité, Complément incapacité de travail, décès toutes causes au taux de 2.44% appliqué au TIB/NBI et RI.
  - La garantie optionnelle : La perte de retraite au taux de 0.66%

La formule 1, retenue par le Département parmi ces deux formules, vise à favoriser l'adhésion du plus grand nombre selon le descriptif ci-dessous :

Garanties minimales obligatoires	
Incapacité de travail	
Versement d'**indemnités journalières** à compter : • du passage à demi-traitement (agents fonctionnaires), • du versement d'indemnités journalières versées par la Sécurité sociale et/ou du maintien du revenu par l'Employeur quelle que soit l'ancienneté de l'Assuré	**90% du revenu net**
Invalidité permanente	
Versement d'une **rente mensuelle** en cas de reconnaissance d'état en invalidité à la suite de maladie ou accident d'origine vie privée ou professionnelle (consécutif à un accident de service ou de travail ou de maladie professionnelle) :	
• Agents affiliés à la CNRACL qui sont bénéficiaires d'un taux d'invalidité supérieur ou égal à 50%	**90% du revenu net**
• Agents affiliés à la CNRACL qui sont bénéficiaires d'un taux d'invalidité inférieur à 50% : le montant de la rente est calculé comme suit : M = R x I / 50% *(M : montant de la rente à verser, R : montant de la rente pour un pourcentage d'invalidité retenu par la CNRACL d'au moins 50%, I : pourcentage d'invalidité retenu par la CNRACL qui est inférieur à 50%)*	**< 90% du revenu net**
• Autres agents bénéficiaires d'une invalidité vie privée réduisant d'au moins deux tiers la capacité de travail ou de gain avec un classement en 2ème ou 3ème catégorie, ou bénéficiaires d'un taux d'incapacité permanente supérieur ou égal à 66% en cas de classement en invalidité vie professionnelle	**90% du revenu net**

Garanties complémentaires (l'agent peut compléter les garanties minimales avec une ou plusieurs garanties ci-dessous)	
Complément incapacité de travail	
Versement d'**indemnités journalières** pour reconstituer le régime indemnitaire en périodes de plein traitement en cas de placement en congés de longue maladie, longue durée et grave maladie	**90% du RI**
Perte de retraite	
Versement d'un **capital** pour compenser la perte de droit à la retraite qui est constatée au cours de la période d'invalidité applicable pour les seuls agents qui sont affiliés à la CNRACL	**50% PMSS par année d'invalidité**
Décès toutes causes	
Versement d'un capital décès, consécutif à accident ou maladie de l'agent assuré, aux bénéficiaires de celui-ci ou à ce dernier en cas de perte totale et irréversible d'autonomie	**100% SAB**
Légende : *RI : régime indemnitaire, PMSS : plafond mensuel de la Sécurité sociale, SAB : salaire annuel brut.*	

L'adhésion à la convention de participation proposée par le Centre de gestion est conditionnée au versement d'une participation financière versée aux agents ayant souscrit un contrat avec la MNT/Relyens.
Le Département a fait le choix de participer forfaitairement. Cette participation forfaitaire sera plus couvrante et plus protectrice pour les agents de catégorie C au regard de la participation employeur proposée.

La participation financière s'élèvera donc à 17,50€ bruts par mois par agent. Elle s'ajustera à la cotisation de l'agent dans l'hypothèse où sa cotisation serait moins élevée que la participation de l'employeur.

Le déploiement de la protection sociale complémentaire, sur le volet Prévoyance, représente une avancée significative pour la sécurité et la santé des agents.
En s'engageant au 1er janvier 2025, le Département de la Corrèze poursuit son engagement à protéger ses agents et à améliorer leurs conditions de travail

Le budget dédié à la mise en œuvre de la Prévoyance représente un coût financier de 315 K€.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2024.11.28/105

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 28 novembre 2024

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE - RISQUE PRÉVOYANCE

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code général de la fonction publique, notamment les articles L.827-1 à L.827-11,

VU l'ordonnance n°2021-175 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique,

VU le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents,

VU le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement

VU la délibération n°2024-03/006 en date du 11 mars 2024 du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Corrèze approuvant le lancement de la consultation dans le cadre de la convention de participation (volet prévoyance) mutualisé avec cinq autres Centres de Gestion,

VU la délibération n° CP.2024.05.03/104 de la Commission permanente du Conseil Départemental de la Corrèze en date du 3 mai 2024 donnant mandat au Centre de Gestion de la Corrèze pour lancer la consultation pour la conclusion d'une convention de participation dans le domaine de la prévoyance,

VU la délibération n°2024-07/022 en date du 12 juillet 2024 du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Corrèze portant mise e œuvre du contrat collectif pour la protection sociale complémentaire - prévoyance,

VU l'avis du comité social territorial en date du 16 octobre 2024.

CONSIDÉRANT la nécessité de se conformer à l'obligation de participation de l'employeur public au financement de la protection sociale complémentaire, volet prévoyance à l'échéance donnée,

CONSIDÉRANT l'intérêt d'adhérer à la convention de participation proposée pour les agents,

CONSIDÉRANT que les collectivités territoriales et leurs établissements participent dans les conditions définies à l'article L.827-11 du Code général de la fonction publique au financement des garanties de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les risques d'incapacité de travail, d'inaptitude ou de décès auxquelles souscrivent les agents qu'elles emploient,

CONSIDÉRANT que la participation financière peut être réservée aux contrats à caractère collectif sélectionnés par les employeurs publics au terme d'une procédure de mise en concurrence,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2024.11.28/105 en date du 28 novembre 2024, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Sophie CHAMBON, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : est approuvée l'adhésion du Département de la Corrèze à la convention de participation dans le cadre de la protection sociale complémentaire, domaine de la prévoyance, portée par le Centre de Gestion de la Corrèze à compter du 1er janvier 2025.

Article 2 : le Président du Conseil Départemental de la Corrèze est autorisé à signer ladite convention.

Article 3 : parmi les deux formules proposées au contrat groupe, le Département de la Corrèze opte pour la Formule 1.
Cette formule comprend un socle de base constitué de l'incapacité de travail et

l'invalidité pour un taux de 1.92% et les trois garanties optionnelles, au choix de l'agent, le complément incapacité de travail régime indemnitaire, au taux de 0.29% ; la perte de retraite, au taux de 0.66% et le décès toutes causes au taux de 0.28%.
L'assiette de cotisation correspond au Traitement Indiciaire Brut (TIB), à la Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) et au Régime Indemnitaire (RI).

Article 4 : le montant de la participation financière est fixé à 17,50 € par mois pour les agents adhérents au contrat collectif issu de la convention de participation - volet prévoyance, ce montant devant respecter le montant plancher de 7 €et ne pouvant excéder le montant de la cotisation.

Article 5 : est approuvé le versement mensuel de la participation financière fixée à compter du 1er janvier 2025 aux agents adhérents au contrat prévoyance issu de la convention collective de participation employés, quel que soit leur statut (fonctionnaires, stagiaires, agents contractuels (droit public ou droit privé)), et le prélèvement mensuel sur rémunération des cotisations pour les agents concernés,

Article 6 : le Président du Conseil Départemental de la Corrèze est autorisé à signer tous les documents utiles à l'adhésion à la convention de participation et à son exécution.

Imputations budgétaires :
Les dépenses correspondantes seront imputées sur le :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930/020
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930/021
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9305/051
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932/201
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933/30
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934/410
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934/420
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934/425
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9344/446
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935/501
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935/57
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936/6311
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936/633
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936/64
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937/70
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 938/80
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 944/01.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 28 novembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241128-14110-DE-1-1
Date de publication : 28 novembre 2024

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-huit novembre, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Ghislaine DUBOST	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Monsieur Eric ZIOLO

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CD.2024.11.28/106

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 28 novembre 2024

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

ACTUALISATION DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGÉTAIRES AU 30 SEPTEMBRE 2024

RAPPORT

Les nouveaux tableaux des emplois budgétaires arrêtés au 30 septembre 2024 (joints en annexe) intègrent :
- des évolutions suite à des réussites aux concours,
- les transformations de postes liées aux décisions des commissions Ad'hoc d'avancement intervenues le 11 juillet 2024,
- des créations et suppressions d'emplois, nécessitées par les besoins de fonctionnement des services au sein de la collectivité.

A. Tableau des emplois budgétaires (tous services, sauf le Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille et le Centre de Santé Départemental) au 30/09/2024

a. Transformation d'emploi suite à réussite concours

Postes supprimés	Postes crées
Rédacteur	Rédacteur principal de 2ème classe

b. Transformations d'emplois suite aux Commissions Ad'hoc d'avancement (80 agents)

Postes transformés	Postes d'origine
8 adjoints administratifs principaux de 1ère cl.	8 adjoints administratifs principaux de 2ème cl.
4 adjoints administratifs principaux de 2ème cl.	4 adjoints administratifs
4 agents de maîtrise principal	4 agents de maîtrise
2 agents de maîtrise	2 adjoints techniques principaux de 1ère cl.
12 adjoints techniques principaux de 1ère cl.	12 adjoints techniques principaux de 2ème cl.
7 adjoints techniques principaux de 2ème cl.	7 adjoints techniques
6 adjoints techniques principaux de 1ère cl. des EE	6 adjoints techniques principaux de 2ème cl. des EE
6 adjoints techniques principaux de 2ème cl. des EE	6 adjoints techniques des EE
1 adjoint du patrimoine principal de 1ère cl.	1 adjoint du patrimoine principal de 2ème classe
5 rédacteurs principaux de 2ème cl.	1 adjoint administratif principal de 1ère cl. 4 rédacteurs
5 rédacteurs	5 adjoints administratifs principaux de 1ère cl.
3 techniciens principaux de 1ère cl.	3 techniciens principaux de 2ème cl.
5 techniciens principaux de 2ème cl.	4 techniciens 1 agent de maîtrise
2 techniciens	1 agent de maîtrise principal 1 agent de maîtrise
1 assistant de conservation du patrimoine	1 adjoint du patrimoine principal de 1ere cl
2 attachés principaux	2 attachés
2 attachés	2 rédacteurs principaux de 1ère cl.
2 Ingénieurs	2 techniciens principaux de 1ère classe
2 assistants socio-éducatifs de classe exceptionnelle	2 assistants socio-éducatifs
1 attaché principal de conservation du patrimoine	1 attaché de conservation du patrimoine

c. Transformations d'emplois suite aux besoins de fonctionnement des services

- Suppression d'un poste de rédacteur principal de 1ère classe et création d'un poste d'adjoint administratif principal de 1ère classe afin d'assurer les fonctions d'assistante de direction au sein de la direction générale ;

- Suppression d'un poste d'adjoint administratif principal de 1ère classe et création d'un poste de rédacteur afin d'assurer les fonctions de chargé de gestion RH - Carrières au sein du service Gestion du Personnel de la direction des Ressources Humaines ;

- Suppression d'un poste d'adjoint administratif principal de 1ère classe et création d'un poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe afin d'assurer les fonctions de gestionnaire applicatif logiciel Prévention-PMI au sein du service Prévention - PMI de la direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion ;

- Suppression d'un poste de rédacteur principal de 1ère classe et création d'un poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe afin d'assurer les fonctions de chargé de gestion RH - Emploi au sein du service Emploi Compétences de la direction des Ressources Humaines ;

- Suppression d'un poste de rédacteur principal de 1ère classe et création d'un poste de rédacteur afin d'assurer les fonctions de chargé de gestion RH - Formation au sein du service Emploi Compétences de la direction des Ressources Humaines ;

- Suppression d'un poste de rédacteur principal de 1ère classe et création d'un poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe afin d'assurer les fonctions d'assistant budgétaire et comptable au sein du service Budget et Comptabilité de la direction des Finances et de la Commande Publique ;

- Suppression d'un poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe et création d'un poste d'adjoint administratif afin d'assurer les fonctions de secrétaire du chef de service au sein du service Prévention PMI de la direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion ;

- Suppression d'un poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe et création d'un poste d'adjoint administratif afin d'assurer les fonctions d'instructeur APA au sein du service Gestion des Allocations de la direction de l'Autonomie/MDPH ;

- Suppression d'un poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe et création d'un poste d'adjoint administratif afin d'assurer les fonctions d'assistant de gestion - Guichet habitat au sein du service Habitat de la direction de la Transition Energétique et Ecologique ;

- Suppression d'un poste de rédacteur principal de 1ère classe et création d'un poste d'adjoint administratif afin d'assurer les fonctions de gestionnaire de dossiers fonds sociaux au sein de la direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion ;

- Suppression d'un poste de psychologue hors classe et création d'un poste de rédacteur afin d'assurer les fonctions de chargé de projet autonomie - offre et partenariat au sein du service Pilotage de l'Offre de la direction de l'Autonomie/MDPH ;

- Suppression d'un poste d'attaché et création d'un poste de rédacteur afin d'assurer les fonctions de gestionnaire de fonds européen FSE au sein du service Ingénierie Financière de la direction du Développement et de la Promotion des Territoires ;

- Suppression d'un poste d'attaché principal et création d'un poste de conseiller socio-éducatif afin d'assurer les fonctions d'adjoint au chef de service au sein du service Aide Sociale à l'Enfance de la direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion ;

- Suppression d'un poste d'ingénieur principal et création d'un poste d'attaché principal afin d'assurer les fonctions de directeur de la direction de la Transition Energétique et Ecologique ;

- Suppression d'un poste d'attaché principal et création d'un poste de cadre de santé afin d'assurer les fonctions de Responsable du Centre de Santé et Plan Ambition Santé au sein de la direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion ;

- Suppression d'un poste de technicien principal de 1ère classe et création d'un poste de technicien afin d'assurer les fonctions de chargé de projet Assistant à Maîtrise d'Ouvrage - Conduite d'opération Bâtiments au sein de l'Agence Départementale Corrèze Ingénierie ;

- Suppression d'un poste de technicien principal de 1ère classe et création d'un poste de technicien principal de 2ème classe afin d'assurer les fonctions de responsable de la cellule ouvrages d'art et tunnels au sein de la direction des routes ;

- Suppression d'un poste de technicien et création d'un poste d'adjoint technique afin d'assurer les fonctions de chargé d'opérations "Bâtiments" au sein du service Bâtiments de la direction des Infrastructures ;

- Suppression d'un poste de technicien et création d'un poste d'adjoint technique principal de 2ème classe des établissements d'enseignement afin d'assurer les fonctions chef de cuisine au sein du collège d'Uzerche ;

- Suppression d'un poste d'agent de maîtrise principal et création d'un poste d'adjoint technique principal de 2ème classe des établissements d'enseignement afin d'assurer les fonctions cuisinier au sein du collège de Meyssac ;

- Suppression d'un poste d'agent de maîtrise principal et création d'un poste d'agent de maîtrise afin d'assurer les fonctions de chef de cuisine au sein du collège de Lubersac ;

- Suppression de deux postes d'adjoints techniques principaux de 1ère classe et création de deux postes d'adjoint techniques principaux de 2ème classe afin d'assurer les fonctions d'agent d'exploitation de la voirie et des réseaux divers au sein de la direction des Routes ;

- Suppression de sept postes d'adjoints techniques principaux de 2ème classe et création de sept postes d'adjoints techniques afin d'assurer les fonctions d'agent d'exploitation de la voirie et des réseaux divers au sein de la direction des Routes ;

- Suppression de trois postes d'adjoints techniques et création de trois postes d'adjoints techniques principaux de 2ème classe afin d'assurer les fonctions d'agent d'exploitation de la voirie et des réseaux divers au sein de la direction des Routes ;

- Suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 2ème classe des établissements d'enseignement et création d'un poste d'adjoint technique principal de 2ème classe afin d'assurer les fonctions d'agent d'exploitation de la voirie et des réseaux divers au sein de la direction des Routes ;

- Suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 1ère classe des établissements d'enseignement et création d'un poste d'adjoint technique principal de 2ème classe afin d'assurer les fonctions d'agent d'exploitation de la voirie et des réseaux divers au sein de la direction des Routes ;

- Suppression d'un poste d'agent de maîtrise principal et création d'un poste d'adjoint technique principal de 2ème classe afin d'assurer les fonctions d'agent d'exploitation de la voirie et des réseaux divers au sein de la direction des Routes ;

- Suppression d'un poste d'agent de maîtrise et création d'un poste d'adjoint technique principal de 2ème classe afin d'assurer les fonctions d'agent d'exploitation de la voirie et des réseaux divers au sein de la direction des Routes ;

- Suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 2ème classe des établissements d'enseignement et création d'un poste d'adjoint technique des établissements d'enseignement afin d'assurer les fonctions d'agent d'entretien des locaux au sein du collège de Treignac ;

- Suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 2ème classe des établissements d'enseignement et création d'un poste d'adjoint technique des établissements d'enseignement afin d'assurer les fonctions de chef de cuisine au sein du collège de Jean-Moulin ;

- Suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 2ème classe des établissements d'enseignement et création d'un poste d'adjoint technique des établissements d'enseignement afin d'assurer les fonctions de cuisinier au sein du collège de Beynat ;

- Suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 1ère classe des établissements d'enseignement et création d'un poste d'adjoint technique des établissements d'enseignement afin d'assurer les fonctions d'agent d'entretien des locaux au sein du collège Victor Hugo ;

- Suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 1ère classe des établissements d'enseignement et création d'un poste d'adjoint technique principal de 2ème classe des établissements d'enseignement afin d'assurer les fonctions d'agent d'entretien des locaux au sein du collège Jean-Lurçat ;

- Suppression d'un poste de conseiller supérieur socio-éducatif et création d'un poste d'assistant socio-éducatif afin d'assurer les fonctions de travailleur social - Enfance AED / AEMO au sein du service Aide Sociale à l'Enfance de la direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion ;

- Suppression d'un poste d'attaché et création d'un poste d'assistant socio-éducatif afin d'assurer les fonctions de travailleur social - travailleur social - Enfance AED / AEMO au sein du service Aide Sociale à l'Enfance de la direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion ;

- Suppression d'un poste d'attaché et création d'un poste d'assistant socio-éducatif afin d'assurer les fonctions de travailleur social - Enfance référent placement au sein du service Aide Sociale à l'Enfance de la direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion ;

- Suppression d'un poste d'attaché et création d'un poste d'assistant socio-éducatif afin d'assurer les fonctions de travailleur social - polyvalence de secteur de la direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion ;

- Suppression d'un poste d'attaché de conservation du patrimoine et création d'un poste de rédacteur afin d'assurer les fonctions de responsable de communication et valorisation au sein du musée du Président Jacques Chirac ;

- Transformation, sans impact au tableau des emplois, d'un poste d'aide de cuisine / agent d'entretien des locaux en un poste de cuisinier au sein du collège de Treignac ;

- Transformation, sans impact au tableau des emplois, d'un poste d'aide de cuisine / agent d'entretien des locaux en un poste de cuisinier au sein du collège Victor Hugo ;

- Transformation, sans impact au tableau des emplois, d'un poste d'aide de cuisine / agent d'entretien des locaux en un poste de cuisinier au sein du collège Beaulieu ;

- Transformation, sans impact au tableau des emplois, d'un poste d'agent d'exploitation et d'entretien de la voirie et de réseaux divers du CERBF de Neuvic vers Lapleau ;

- Transformation, sans impact au tableau des emplois, d'un poste d'agent d'exploitation et d'entretien de la voirie et de réseaux divers du CERBF d'Ayen vers Ussac ;

- Transformation, sans impact au tableau des emplois, d'un poste de travailleur social - PH / ESMS en un poste de travailleur social - PH / orientation ESMS et accueil familial au sein du service Évaluation de la direction de l'Autonomie/MDPH ;

d. Créations de poste

- Création de trois postes de rédacteurs afin d'assurer les fonctions d'agents d'accueil social et administratif itinérants au sein de la direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion ;

- Création d'un poste d'assistant socio-éducatif afin d'assurer les fonctions de travailleur social - orientation ESMS et accueil familial au sein du service Évaluation de la direction de l'Autonomie/MDPH ;

e. Suppressions de poste

- Suppression d'un poste d'adjoint administratif principal de 1ère classe mis à disposition auprès du laboratoire Qualyse ;

- Suppression d'un poste d'attaché principal mis à disposition auprès de l'association des maires ;

- Suppression d'un poste d'assistant socio-éducatif provenant du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille en sureffectif au sein du service de l'Aide Sociale à l'Enfance de la direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion ;

- Suppression d'un poste de rédacteur principal de 2ème classe assurant les fonctions de chargé de gestion Aide sociale PA-PH, APA en établissement, Accueil familial au sein du service Gestion des Allocations de la direction de l'Autonomie/MDPH ;

- Suppression d'un poste de rédacteur assurant les fonctions de coordinatrice de proximité à temps non complet (50%) au sein de la direction de l'Autonomie/MDPH ;

f. Emplois non permanents

➢ Création de 12 mensualités d'attaché vacataire afin de répondre aux besoins sur des missions d'accompagnement aux changements.

➢ Des mensualités ont été redéployées afin d'adapter les besoins de renforts et de remplacements.

B. Tableau des emplois - Centre Départemental de l'Enfance et des Familles au 30/09/2024

➢ Pas de transformation.

C. Tableau des emplois - Centre Départemental de Santé au 30/09/2024

➢ Création de 12 mensualités de médecins vacataires afin de répondre aux besoins du Centre Départemental de Santé.

➢ Des mensualités ont été redéployées afin d'adapter les besoins de renforts et de remplacements.

D. Tableau des emplois - Régie Autonome Corrèze Autonomie au 30/09/2024

➢ Créations de 3 contrats de droit privé afin d'assurer les missions de chargé d'accueil au sein de Corrèze Autonomie ;

➢ Création d'un contrat de droit privé à temps non complet (80%) dans le cadre d'un besoin supplémentaire identifié lors de la reprise d'activités de l'établissement SIRMAD Téléassistance (activité CARSAT) ;

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2024.11.28/106

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 28 novembre 2024

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

ACTUALISATION DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGÉTAIRES AU 30 SEPTEMBRE 2024

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2024.11.28/106 en date du 28 novembre 2024, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Sophie CHAMBON, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article unique : il est décidé des transformations, suppressions et créations d'emplois, conformément aux annexes jointes à la présente délibération qui constituent les nouveaux tableaux des emplois permanents et non permanents départementaux.

Aussi, il est proposé :

A) Sur le budget principal, les créations et suppressions de postes sur emplois permanents suivantes au 30/09/2024 :

1- Suite aux réussites concours :

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Rédacteur principal de 2ème classe	B	TC	1	
Rédacteur	B	TC		1

2- Suite aux Commissions Ad'hoc d'avancement :

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Attaché principal	A	TC	2	
Attaché	A	TC	2	2
Rédacteur principal de 1ère classe	B	TC		2
Rédacteur principal de 2ème classe	B	TC	5	
Rédacteur	B	TC	5	4
Adjoint adm principal de 1ère classe	C	TC	8	6
Adjoint adm principal de 2ème classe	C	TC	4	8
Adjoint administratif	C	TC		4
Ingénieur	A	TC	2	
Technicien principal de 1ère classe	B	TC	3	2
Technicien principal de 2ème classe	B	TC	5	3
Technicien	B	TC	2	4
Agent de maîtrise principal	C	TC	4	1
Agent de maîtrise	C	TC	2	6
Adjoint tech principal de 1ère classe	C	TC	12	2
Adjoint tech principal de 2ème classe	C	TC	7	12
Adjoint technique	C	TC		7
Adjoint tech principal de 1ère classe des EE	C	TC	6	
Adjoint tech principal de 2ème classe des EE	C	TC	6	6
Adjoint techn, des ets d'enseignement	C	TC		6
Attaché principal de conservation du patrimoine	A	TC	1	
Attaché de conservation du patrimoine	A	TC		1
Assistant de conservation du patrimoine	B	TC	1	
Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	C	TC	1	1
Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	C	TC		1
Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	A	TC	2	
Assistant socio-éducatif	A	TC		2

3- Suite à des transformations d'emplois, redéploiements et aux besoins de fonctionnements des services :

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Attaché principal	A	TC	1	2
Attaché	A	TC		4
Ingénieur principal	A	TC		1
Conseiller supérieur socio-éducatif	A	TC		1
Conseiller socio-éducatif	A	TC	1	
Assistant socio-éducatif	A	TC	4	
Cadre de santé	A	TC	1	
Attaché de conservation du patrimoine	A	TC		1
Psychologue hors classe	A	TC		1
Rédacteur principal de 1ère classe	B	TC		5
Rédacteur	B	TC	5	
Technicien principal de 1ère classe	B	TC		2
Technicien principal de 2ème classe	B	TC	1	
Technicien	B	TC	1	2
Adjoint administratif principal de 1ère classe	C	TC	1	2
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	TC	3	3
Adjoint administratif	C	TC	4	
Agent de maîtrise principal	C	TC		3
Agent de maîtrise	C	TC	1	1
Adjoint tech principal de 1ère classe	C	TC		2
Adjoint tech principal de 2ème classe	C	TC	9	7
Adjoint technique	C	TC	8	3
Adjoint techn principal de 1ère classe des EE	C	TC		3
Adjoint techn principal de 2ème classe des EE	C	TC	3	4
Adjoint technique des EE	C	TC	4	

4- Suite à des créations de postes :

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Assistant socio-éducatif	A	TC	1	
Rédacteur	B	TC	3	

5- Suite à des suppressions de postes :

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Attaché principal	A	TC		1
Assistant socio-éducatif	A	TC		1
Rédacteur principal de 2ème classe	B	TC		1
Rédacteur	B	TNC		1
Adjoint administratif principal de 1ère classe	C	TC		1

B) Sur le budget principal, les créations et suppressions de postes sur emplois non permanents suivantes :

- Pour les besoins en remplacement :

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS (en mensualités)	SUPPRESSIONS (en mensualités)
Puericultrice de hors classe	A	TC		6
Infirmière en soins généraux	A	TC	6	
Technicien	B	TC	6	
Adjoint technique	C	TC		6

- Pour les besoins en renfort :

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS (en mensualités)	SUPPRESSIONS (en mensualités)
Infirmier en soins généraux hors classe	A	TC		7
Infirmier en soins généraux	A	TC	7	
Rédacteur	B	TC		10
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	TC	10	

C) Sur le budget du Centre Départemental de Santé :

- Pour les emplois non permanents :

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS (en mensualités)	SUPPRESSIONS (en mensualités)
Médecins vacataires	A	TC	12	
Médecin territorial hors classe	A	TC		2
Médecin territorial	A	TC	2	
Rédacteur principal de 1ère classe	B	TC		10
Adjoint administratif principal de 2ème classe territorial	C	TC	10	

- - Pour les besoins en vacations :

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS (en mensualités)	SUPPRESSIONS (en mensualités)
Attaché	A	TNC	12	

D) Sur le budget de la Régie Autonome Corrèze Autonomie :

- Pour les emplois permanents :

GRADES	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Contrats privé	TC	3,8	

Imputations budgétaires : Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.020,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.021,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9305.051,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.20,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.30,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.410,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.420,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.425,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9344.446,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.50,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.57,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936.6311,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936.633,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936.64,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.70,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 938.80,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 944.01.

Et sur le Budget du Centre Départemental de Santé.

Et sur le Budget de la Régie Autonome Corrèze Autonomie.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 28 novembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241128-14088-DE-1-1
Date de publication : 28 novembre 2024

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-huit novembre, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Ghislaine DUBOST	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Monsieur Eric ZIOLO

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

TABLEAU DES EMPLOIS AU 30/09/2024						
Dénomination des emplois	CATEGORIE	TAUX	NOMBRE D'EMPLOIS			
			Effectifs autorisés 30/04/2024	Transformation, suppression et/ou création de poste	Effectifs autorisés 30/09/2024	Pourvus au 30/09/2024
Directeur Général des Services	A	TC	1		1	1
Directeur Général Adjoint des Services	A	TC	2		2	1
			3	0	3	2
Administrateur général	A	TC	1		1	0
Administrateur hors classe	A	TC	0		0	0
Administrateur	A	TC	1		1	1
			2	0	2	1
Directeur	A	TC	2		2	2
Attaché hors classe	A	TC	3		3	2
Attaché principal	A	TC	21	0	21	17
Attaché territorial	A	TC	38	-4	34	25
Attaché territorial	A	TNC	2		2	1
			66	-4	62	47
Rédacteur principal de 1ère classe	B	TC	44	-7	37	33
Rédacteur principal de 2ème classe	B	TC	16	5	21	18
Rédacteur	B	TC	96	8	104	100
Rédacteur	B	TNC	2	-1	1	0
			158	5	163	151
Adjoint adm principal de 1ère classe	C	TC	88	0	88	75
Adjoint adm principal de 1ère classe	C	TNC	1		1	0
Adjoint adm principal de 2ème classe	C	TC	59	-4	55	50
Adjoint administratif	C	TC	39	0	39	30
Adjoint administratif	C	TNC	0		0	0
			187	-4	183	155
Ingénieur en chef hors classe	A	TC	2		2	1
Ingénieur en chef	A	TC	6		6	5
			8	0	8	6
Ingénieur principal	A	TC	17	-1	16	16
Ingénieur	A	TC	19	2	21	20
			36	1	37	36
Technicien principal de 1ère classe	B	TC	45	-1	44	42
Technicien principal de 2ème classe	B	TC	23	3	26	23
Technicien	B	TC	47	-3	44	34
			115	-1	114	99
Agent de maîtrise principal	C	TC	48	0	48	43
Agent de maîtrise	C	TC	44	-4	40	32
			92	-4	88	75
Adjoint tech principal de 1ère classe	C	TC	79	8	87	87
Adjoint tech principal de 2ème classe	C	TC	78	-3	75	70
Adjoint technique	C	TC	94	-2	92	91
			251	3	254	248
Adjoint tech principal de 1ère classe des EE	C	TC	88	3	91	84
Adjoint tech principal de 2ème classe des EE	C	TC	58	-1	57	39
	C	TNC	2		2	0
Adjoint techn, des ets d'enseignement	C	TC	54	-2	52	51
	C	TNC	2		2	0
			204	0	204	174
Médecin hors classe	A	TC	3		3	2
Médecin hors classe	A	TNC	2		2	0
Médecin de 1° cl	A	TC	4		4	1
Médecin de 1° cl	A	TNC	0		0	0
Médecin de 2° cl	A	TC	1		1	0
Médecin de 2° cl	A	TNC	2		2	0
			12	0	12	3
Psychologue terr, hors classe	A	TC	4	-1	3	2
Psychologue terr, hors classe	A	TNC 17,5/35	0		0	0
Psychologue territorial classe normale	A	TC	1		1	1
Psychologue territorial classe normale	A	TNC 17,5/35	1		1	1
			6	-1	5	4
Sage femme hors classe	A	TC	2		2	2
			2	0	2	2
Puéricultrice hors classe	A	TC	12		12	11

Puéricultrice	A	TC	4		4	4
			16	0	16	15
Cadre supérieur de santé	A	TNC	0		0	0
Cadre de santé	A	TC	3	1	4	3
			3	1	4	3
Infirmier en soins généraux hors classe	A	TC	5		5	2
Infirmier en soins généraux de classe supérieure	A	TC	1		1	0
Infirmier en soins généraux	A	TC	11		11	10
Infirmier en soins généraux	A	TNC	2		2	0
			19	0	19	12
Pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur d'électroradiologie médicale hors classe	A	TC	10		10	10
Pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur d'électroradiologie médicale	A	TC	4		4	3
			14	0	14	13
Conseiller supérieur socio éducatif	A	TC	3	-1	2	1
Conseiller socio-éducatif	A	TC	5	1	6	4
			8	0	8	5
Assistant socio-éducatif classe exceptionnelle	A	TC	25	2	27	27
Assistant socio-éducatif	A	TC	135	2	137	132
			160	4	164	159
Educateur de jeunes enfants de cl. exceptionnelle	A	TC	1		1	0
Educateur de jeunes enfants	A	TC	3		3	2
			4	0	4	2
Moniteur éducateur et intervenant familial	B	TC	2		2	0
Agent social principal de 2ème classe	C	TC	0		0	0
Agent social	C	TC	0		0	0
			2	0	2	0
Technicien paramédical de classe supérieure	B	TC	1		1	0
Technicien paramédical de classe normale	B	TC	0		0	0
			1	0	1	0
Conservateur du patrimoine en chef	A	TC	0		0	0
Conservateur du patrimoine	A	TC	1		1	1
Conservateur du patrimoine	A	TNC	0		0	0
			1	0	1	1
Conservateur des bibliothèques en chef	A	TC	0		0	0
Conservateur des bibliothèques	A	TC	0		0	0
			0	0	0	0
Bibliothécaire	A	TC	1		1	1
			1	0	1	1
Attaché principal de conservation du patrimoine	A	TC	1	1	2	2
Attaché de conservation du patrimoine	A	TC	6	-2	4	3
			7	-1	6	5
Assistant de conservation ppal de 1ère cl	B	TC	6		6	4
Assistant de conservation ppal de 2ème cl	B	TC	5		5	2
Assistant de conservation	B	TC	5	1	6	4
			16	1	17	10
Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	C	TC	3	0	3	3
Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	C	TC	6	-1	5	3
Adjoint territoriaux du patrimoine	C	TC	3		3	2
			12	-1	11	8
Animateur principal de 1ère classe	B	TNC	1		1	1
			1	0	1	1
Collaborateur de cabinet	A	TC	3		3	3
Collaborateur de cabinet	B	TC	1		1	0
Collaborateur de groupe élus	A	TC	2		2	2
Collaborateur de groupe élus	A	TNC	1		1	0
Collaborateur de groupe élus	B	TC	1		1	0
Collaborateur de groupe élus	C	TC	1		1	0
			9	0	9	5
Assistants familiaux	C	TC	195		195	169
			195	0	195	169
OPA	C	TC	1		1	1
			1	0	1	1
TOTAL			1612	-1	1611	1413

EMPLOIS CONTRACTUELS POUR REMPLACEMENT DIVERS exprimés en mensualités						
Dénomination des emplois	Catégorie	Taux	Mensualités autorisées au 30/04/2024	Transformations	Mensualités autorisées au 30/09/2024	Mensualités consommées au 30/09/2024
Attaché	A	TC	4		4	3,63
Ingénieur	A	TC	8		8	
Infirmière en soins généraux	A	TC	4	6	10	6,97
Puericultrice de hors classe	A	TC	12	-6	6	
Puericultrice	A	TC	0		0	
Conseiller socio-éducatif	A	TC	0		0	
Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	A	TC	3		3	
Assistant socio-éducatif	A	TC	92,3		92,3	62,6
Assistant socio-éducatif	A	TNC	10,7		10,7	
	A	TC	134	0	134	73,20
Assistant de conservation	B	TC	8		8	0,5
Technicien	B	TC	7	6	13	8,97
Rédacteur	B	TC	19		19	15,97
Rédacteur	B	TNC	0		0	
	B	TC	34	6	40	25,44
Adjoint adminitratif principal de 2ème classe	C	TC	12		12	2,43
Adjoint adminitratif	C	TC	58		58	31,17
Adjoint adminitratif	C	TNC	20		20	2,93
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	TC	10		10	
Adjoint technique	C	TC	26	-6	20	12,87
Adjoint technique principal de 2ème cl. des EE	C	TC	12		12	8
Adjoint technique des EE	C	TC	100		100	52,67
Adjoint technique des EE	C	TNC 17,5/35	26		26	
Agent social	C	TC	12		12	
	C		276	-6	270	110,07
					444 mensualités autorisées	

EMPLOIS CONTRACTUELS POUR BESOINS SAISONNIERS / RENFORTS (exprimés en mensualités)						
Dénomination des emplois	Catégorie	Taux	Mensualités autorisées au 30/04/2024	Transformations	Mensualités autorisées au 30/09/2024	Mensualités consommées au 30/09/2024
Ingénieur	A	TC	6		6	1,93
Médecin hors classe	A	TC	4		4	
Psychologue de classe normale	A	TC	1		1	
Infirmier en soins généraux hors classe	A	TC	10	-7	3	1,87
Infirmier en soins généraux	A	TC	2	7	9	5,97
Puéricultrice hors classe	A	TC	4		4	
Attaché hors classe	A	TC	3		3	
Attaché	A	TC	15		15	
Conseiller supérieur socio-éducatif	A	TC	1		1	
Assistant socio éducatif de classe exceptionnelle	A	TC	13		13	8,97
Educateur de jeunes enfants	A	TC	19		19	
Assistant socio éducatif	A	TC	51		51	30,83
Assistant socio éducatif	A	TNC	0		0	
	A	TC	129	0	129	49,57
Technicien	B	TC	26		26	
Rédacteur	B	TC	40	-10	30	15,5
	B	TC	66	-10	56	15,50
Adjoint administratif principal de 1ère classe	C	TC	7		7	
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	TC	8	10	18	9,93
Adjoint administratif	C	TC	57		57	49,6
Adjoint administratif	C	TNC	12		12	
Adjoint technique principal de 2ème cl.	C	TC	10		10	
Adjoint technique	C	TC	52		52	26,97
Adjoint du patrimoine	C	TC	36		36	12,7
Agent social	C	TC	10		10	5,47
Agent de maîtrise	C	TC	12		12	
Adjoint technique principal de 2ème cl. des EE	C	TC	6		6	3,6
Adjoint technique principal de 2ème cl. des EE	C	TNC	6		6	
Adjoint technique des EE	C	TC	59		59	15,87
Adjoint technique des EE	C	TNC	10		10	
	C	TC	285	10,00	295	124,14
					480 mensualités autorisées	

EMPLOIS CONTRACTUELS EN CONTRATS DE PROJETS (exprimés en mensualités)						
Dénomination des emplois	Catégorie	Taux	Mensualités 30/04/2024	Transformations	Mensualités autorisées au 30/09/2024	Mensualités consommées au 30/09/2024
Ingénieur	A	TC	12		12	
Attaché	A	TC	24		24	8,97
Attaché de conservation du patrimoine	A	TC	12		12	0,57
Rédacteur	B	TC	24		24	17,93
Technicien	B	TC	12		12	8,97
Adjoint technique	C	TC	24		24	22,9
	A	TC	108,00	0,00	108,00	59,34

EMPLOIS DE VACATAIRES (exprimés en mensualités)						
Dénomination des emplois	Catégorie	Taux	Mensualités autorisées au 30/04/2024	Transformations	Mensualités autorisées au 30/09/2024	Mensualités consommées au 30/09/2024
Attaché	A	TNC	0	12	12	
Médecin vacataire	A	TNC	12		12	2,97
Psychologue / Psychiatre vacataire	A	TNC	24		24	3,01
					36 mensualités autorisées	

APPRENTIS					
Dénomination des emplois	Taux	Emplois autorisés au 30/04/2024	Transformations	Emplois autorisés au 30/09/2024	Pourvus au 30/09/2024
Apprentis	TC	30		30	23

TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES DEPARTEMENTAUX
DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE SANTE CORREZE SANTE

DENOMINATION DES EMPLOIS	CATEGORIE	TAUX	Autorisés au 01/05/2024	Transformation et/ou création de postes	NOMBRE D'EMPLOIS AU 30/09/2024		
					Autorisés TC	Autorisés TNC	POURVUS
Médecin territorial hors classe	A	TC	10		10		6
Médecin territorial hors classe	A	TNC	5			5	3
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			15	0	10	5	9
Infirmière en soins généraux	A	TC	3		3		2
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			3	0	3	0	2
Attaché territorial	A	TC	0		0		0
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			0	0	0	0	0
Technicien paramédical territorial de classe supérieure	B	TC	1		1		0
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1	0	1	0	0
Rédacteur territorial	B	TC	2		2		1
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			2	0	2	0	1
Adjoint administratif territorial principal de 1ère cl.	C	TC	2		2		2
Adjoint administratif territorial principal de 2ème cl.	C	TC	1		1		0
Adjoint administratif territorial	C	TC	3		3		4
Adjoint administratif territorial	C	TNC	1		1		1
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			7	0	7	0	7
TOTAL GENERAL			28	0	23	5	19

EMPLOIS CONTRACTUELS POUR BESOINS SAISONNIERS OU OCCASIONNELS OU REMPLACEMENTS DIVERS

Dénomination des emplois	Catégorie	Taux	Mensualités autorisées 30/04/2024	Transformations	mensualités autorisées TC au 30/09/2024	mensualités autorisées TNC au 30/09/2024	mensualités consommées 30/09/2024
Médecin territorial hors classe	A	TC	12	-2	10		0,4
Médecin territorial	A	TC	0	2	2		0,1
Rédacteur principal de 1ère classe	B	TC	12	-10	2		
Rédacteur territorial	B	TC	8		8		
Adjoint administratif principal de 2ème classe territorial	C	TC	0	10	10		2,37
Adjoint administratif territorial	C	TC	16		16		11,83

EMPLOIS DE VACATAIRES (exprimés en mensualités)

Dénomination des emplois	Catégorie	Taux	Annuités autorisées 30/04/2024	Transformations	mensualités autorisées TNC au 30/09/2024	mensualités consommées 30/09/2024
Médecin vacataire	A	TNC	24	12	36	28,83

TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES DEPARTEMENTAUX DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE						
DENOMINATION DES EMPLOIS	CATEGORIE	TAUX	30/04/2024	Transformation et/ou création de postes	NOMBRE D'EMPLOIS au 30/09/2024	
					Autorisés TC	Autorisés TNC
Attaché principal de l'administration hospitalière	A	TC	1		1	
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1	0	1	0
Infirmière en soins généraux et spécialisés de 2ème grade	A	TC	1		1	
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1	0	1	0
Psychologue de classa normale	A	TC	1		1	
Psychologue de classa normale	A	TNC	0		0	0
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1	0	1	0
Assistant Socio-Educatif hospitalier de second grade	A	TC	1		1	
Assistant Socio-Educatif hospitalier du 1er grade	A	TC	4		4	
Educateur Jeunes Enfants du 2nd grade	A	TC	1		1	
Educateur Jeunes Enfants du 1er grade	A	TC	1		1	
Conseiller en Economie Sociale et Familiale du 1er grade	A	TC	1		1	
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			8	0	8	0
Cadre socio éducatif	A	TC	1		1	
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1	0	1	0
Moniteur Educateur	B	TC	3		3	
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			3	0	3	0
Animateur principal de 2ème classe des services Hospitaliers	B	TC	1		1	
Animateur des services Hospitaliers	B	TC	1		1	
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			2	0	2	0
Adjoint des Cadres Hospitaliers classe exceptionnelle	B	TC	1		1	
Adjoint des Cadres Hospitaliers classe normale	B	TC	1		1	
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			2	0	2	0
Adjoint administratif Hospitalier	C	TC	0		0	
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			0	0	0	0
Aide Soignante de classe supérieure	B	TC	0		0	
Aide Soignante Principale	C	TC	0		0	
AES / AMP	C	TC	10		10	
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			10	0	10	0
Ouvrier principal 1° classe	C	TC	1		1	
Ouvrier principal 2° classe	C	TC	1		1	
Agent d'Entretien Qualifié	C	TC	1		1	
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			3	0	3	0
Agent des services hospitaliers Qualifié de cl. Supérieure	C	TC	2		2	
Agent des services hospitaliers Qualifié de cl. Normale	C	TC	10		10	
Agent des services hospitaliers Qualifié de cl. Normale	C	TNC	0		0	
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			12	0	12	0
TOTAL GENERAL			44	0	44	0

EMPLOIS CONTRACTUELS POUR BESOINS SAISONNIERS OU OCCASIONNELS OU REMPLACEMENTS DIVERS OU CONTRATS DE PROJETS						
Dénomination des emplois	Catégorie	Taux	ETP autorisées au 30/04/2024	Transformations	ETP autorisées TC au 30/09/24	mensualités autorisées TNC
Remplacements "équipe éducative"		TC	3		3	
Remplacements "ASHQ"		TC	2		2	
Renfort "Administraif" contrat de projet		TC	0,5		0,5	
TOTAL			5,5	0	5,5	0

EMPLOIS DE VACATAIRES						
Dénomination des emplois	Catégorie	Taux	Mensualités autorisées au 30/04/2024	Transformations	mensualités autorisées TC	mensualités autorisées TNC
Psychologue vacataire	A	TNC	0			0

APPRENTIS						
Dénomination des emplois	Catégorie	Taux	Emplois autorisées au 30/04/2024	Transformations	Emplois autorisés TC	Emplois autorisés TNC
Apprentissage ES	A	TC	3		3	
Apprentissage Moniteur éducateur	B	TC	0		0	
TOTAL			3	0	3	0

TABLEAU DES EMPLOIS AU 30/09/2024 CORREZE AUTONOMIE						
Dénomination des emplois	CATEGORIE	TAUX	NOMBRE D'EMPLOIS			
			Effectifs autorisés 30/04/2024	Transformation, suppression et/ou création de poste	Effectifs autorisés 30/09/2024	Pourvus au 30/09/2024
Dénomination des emplois		Taux	Emplois autorisés au 30/04/2024	Transformations	Emplois autorisés au 30/09/2024	Pourvus au 30/09/2024
Contrats privés		TC	30	3,8	33,8	32

CD.2024.11.28/107

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 28 novembre 2024

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

SDIS - CONVENTION FINANCIÈRE POUR 2025 - PROLONGATION

RAPPORT

La convention financière liant le Département et le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Corrèze arrivera à échéance le 31 décembre 2024.

En parallèle, les 2 parties ont engagé sous l'égide du Préfet de la Corrèze un travail partenarial, portant sur la révision du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques (SDACR) puis du Règlement Opérationnel. Il devrait aboutir au cours du premier semestre 2025.

C'est dans ce nouveau cadre opérationnel qu'il sera proposé une nouvelle convention avec le SDIS pour la période 2025/2027 permettant de traduire le soutien du Département avec les objectifs opérationnels et de gestion retenus et en cohérence avec les documents structurants de planification du SDIS de la Corrèze.

Aussi, dans l'attente de la finalisation des travaux engagés, je vous propose d'adopter un avenant afin de proroger la convention financière initiale conclue au titre de l'année 2024 entre le Conseil Départemental et le Service d'Incendie et de Secours de la Corrèze pour une nouvelle période d'un an, soit, au maximum, jusqu'au 31 décembre 2025.

L'adoption de cet avenant vise à permettre le versement des acomptes de la contribution financière du Conseil Départemental au fonctionnement du SDIS selon le calendrier habituel et à hauteur de 10 650 000 € minimum suivant la contribution du bloc communal, afin de préserver la trésorerie du SDIS sur le premier semestre 2025.

Il est précisé que les dispositions de cet avenant prendront automatiquement fin en cours d'année 2025, dès l'achèvement des travaux relatifs au SDACR rendant possible la finalisation du nouveau partenariat pluriannuel.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2024.11.28/107

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 28 novembre 2024

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

SDIS - CONVENTION FINANCIÈRE POUR 2025 - PROLONGATION

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2024.11.28/107 en date du 28 novembre 2024, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Agnès AUDEGUIL, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : est approuvé, tel qu'il figure en annexe à la présente délibération, l'avenant n°1 prorogeant la convention financière initiale conclue au titre de l'année 2024 entre le Conseil Départemental et le Service d'Incendie et de Secours de la Corrèze pour une nouvelle période d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2025 au maximum.

Article 2 : le montant minimum suivant la contribution du bloc communal de la dotation 2025 s'établit à 10 650 000 € dans l'attente du prochain partenariat pluriannuel qui sera élaboré en cohérence avec les documents structurants de planification du SDIS de la Corrèze.

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1er.

Imputation budgétaire :
La dépense correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 931.2.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 35 voix pour, 3 ne prennent pas part au vote (Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-François LABBAT).

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 28 novembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241128-14079-DE-1-1
Date de publication : 28 novembre 2024

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-huit novembre, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Ghislaine DUBOST	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Monsieur Eric ZIOLO

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

AVENANT N°1 A LA CONVENTION FINANCIERE ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CORREZE ET LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA CORREZE POUR L'ANNEE 2025

Entre les soussignés :

- d'une part, le Conseil Départemental de la Corrèze, représenté par son Président, Monsieur Pascal COSTE, autorisé aux présentes par délibération de l'Assemblée Départementale en date du 28 novembre 2024,

ET

- d'autre part, le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Corrèze, représenté par Monsieur Laurent DARTHOU, Président du Conseil d'Administration du SDIS, autorisé aux présentes par délibération du Conseil d'Administration du SDIS en date du 19/12/2024,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment son article L.1424-35,

VU la délibération du Conseil Départemental du 28/11/2024 relative à l'adoption de l'avenant n°1 à la convention financière 2024, autorisant la signature du présent avenant,

VU la délibération du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Corrèze en date du 19/12/2024, relative à l'adoption de l'avenant n°1 à la convention financière 2024, autorisant la signature du présent avenant,

Etant préalablement exposé les éléments suivants :

La convention financière liant le Département et le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Corrèze arrivera à échéance le 31 décembre 2024.

En parallèle, les 2 parties ont engagé un travail partenarial, portant sur la révision du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques (SDACR) puis du Règlement Opérationnel. Il devrait aboutir au cours du premier semestre 2025.

C'est dans cette perspective qu'il sera proposé une nouvelle convention avec le SDIS pour la période 2025/2027 permettant de traduire le soutien du Département avec les objectifs opérationnels et de gestion retenus et en cohérence avec les documents structurants de planification du SDIS de la Corrèze.

Aussi, dans l'attente de la finalisation des travaux engagés, il est apparu nécessaire d'adopter un avenant afin de proroger la convention financière initiale conclue au titre de l'année 2024 entre le Conseil Départemental et le Service d'Incendie et de Secours de la Corrèze pour une nouvelle période d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2025 au maximum.

L'adoption de cet avenant vise à permettre le versement des acomptes de la contribution financière du Conseil Départemental au fonctionnement du SDIS à hauteur de 10 650 000 €, afin de préserver la trésorerie du SDIS sur le premier semestre 2025 dans l'attente de la finalisation du nouveau partenariat pluriannuel.

Il a été en conséquence convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1er :

L'article 1er de la convention initiale, relatif à son objet, est ainsi modifié : "La présente convention, en application de l'article L.1424-35 du CGCT, définit les relations entre le Département et le SDIS pour l'année 2025 dans le cadre de la mise en œuvre de la politique publique de secours et de prévention des risques dans le Département de la Corrèze.
La convention détermine les actions à mettre en œuvre ou à développer entre les deux parties ainsi que leur suivi. Elle fixe notamment les modalités de détermination et de versement de la contribution financière du Département au budget du SDIS afin qu'il continue d'assurer sa mission de distribution de secours avec efficacité, équité et maitrise des couts.
Elle précise également les modalités d'information, de concertation et de collaboration destinées à conforter les liens entre les deux institutions".

Article 2

L'article 2 de la convention initiale relatif à sa durée est ainsi modifié : "La présente convention prend effet au jour de sa signature par les parties et s'éteindra au plus tard le 31 décembre 2025, de plein droit.
Une nouvelle convention sera étudiée dans le courant de l'année 2025 pour la période à suivre (2025-2027).

Les dispositions de cet avenant prendront automatiquement fin dès l'adoption du nouveau partenariat pluriannuel définissant notamment les moyens nécessaires à la poursuite des missions du SDIS en cohérence avec les documents structurants de planification (SDACR, Règlement Opérationnel).
Néanmoins, les parties conservent la possibilité de modifier les présentes à tout moment. Cette modification sera réalisée par avenant pris après délibération de l'Assemblée Départementale et du Conseil d'Administration du SDIS".

Article 3

Toutes les autres dispositions de la convention initiale (articles 3 à 7) demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires originaux

A Tulle, le

Le Président du Conseil d'Administration du SDIS de la Corrèze,

Laurent DARTHOU

Le Président du Conseil Départemental de la Corrèze,

Pascal COSTE

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CD.2024.11.28/108

Réunion du 28 novembre 2024

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

COMPTE-RENDU DES DÉCISIONS PRISES PAR LE PRÉSIDENT EN VERTU DES DÉLÉGATIONS CONSENTIES PAR LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT

Par sa délibération n° CD.2021.07.01/006 en date du 1er juillet 2021, le Conseil Départemental m'a donné délégation de pouvoir sur le fondement des articles L. 3211-2 et L. 3221-10-1 à L. 3221-12-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), pour :

1° procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, et de passer à cet effet les actes nécessaires dans les conditions et limites ci-après définies :

1.1°
Le Président reçoit délégation aux fins de contracter les emprunts à court, moyen ou long terme destinés au financement des investissements et dans la limite du plafond d'emprunt voté dans le budget annuel.
En tout état de cause, tout prêt de plus de 30 années devra donner lieu à approbation spécifique du Conseil Départemental.
Les prêts seront conformes aux dispositions, limites et conditions posées par les articles L. 1611-3-1 et R. 1611-33 du Code Général des Collectivités Territoriales concernant les taux et formules d'indexation auxquels peuvent recourir les collectivités territoriales.
Eu égard au caractère concurrentiel de ce secteur d'activité, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements de crédit ou sociétés de financement.
Les prêts pourront comprendre notamment une des caractéristiques ci-dessous :

- la faculté de modifier le taux (y compris passage d'un taux fixe à un taux variable et inversement), la durée du prêt, la périodicité et le profil de remboursement ;
- la possibilité de recourir à des opérations particulières, comme des emprunts obligataires et à des droits de tirages échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement anticipé et/ou de consolidation.

Par ailleurs, le Président pourra conclure tout avenant destiné à introduire dans chaque contrat de prêt initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus, ainsi que toute opération de gestion de dette et/ou de refinancement des emprunts, avec ou sans règlement d'une indemnité de remboursement anticipé, dans les mêmes limites que celles décrites ci-dessus.

1.2°
Le Conseil Départemental donne délégation de compétence au Président pour négocier et signer tout contrat de couverture du risque de taux, afin de protéger la collectivité contre d'éventuelles hausses des taux ou au contraire afin de profiter d'éventuelles baisses.
A l'instar des prêts, les contrats de couverture seront conformes aux dispositions et conditions posées par les mêmes articles L. 1611-3-1 et R. 1611-33 du Code Général des Collectivités Territoriales.

2° réaliser des lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 35 M€ ou 10% du budget réel ;

3° prendre les décisions en matière de dérogation à l'obligation de dépôt des fonds auprès de l'État, mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article ;

4° arrêter et modifier l'affectation des propriétés de la collectivité utilisées par ses services publics ;

5° fixer :
- les tarifs des droits de voirie, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la collectivité qui n'ont pas un caractère fiscal ;
- les redevances et autres tarifs liés à toute occupation ou emprise consentie par la collectivité départementale sur l'une des dépendances de son domaine public ou privé, à l'exception de ceux qui sont fixés par ailleurs par l'assemblée départementale ;
- Les tarifs de reproduction des documents administratifs ainsi que ceux des licences de réutilisation des données publiques ;
- Les tarifs et prestations de l'ensemble des sites touristiques et culturels départementaux (notamment le Musée du Président Jacques Chirac, le Château de Sédières, les Archives Départementales, la Bibliothèque Départementale…).

6° décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans ;

7° accepter les indemnités de sinistre afférentes aux contrats d'assurance ;

8° créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la collectivité ;

9° accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges, sans préjudice des dispositions de l'article L. 3221-10 qui lui permettent de le faire à titre conservatoire, quelles que soient les conditions et charges ;

10° décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° fixer, sans préjudice des dispositions de l'article L. 3213-2, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (Domaines), le montant des offres de la collectivité à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

12° fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

13° prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du Code du Patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire du Département ;

14° autoriser, au nom du Département, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont il est membre ;

15° demander à l'État ou à d'autres collectivités territoriales, l'attribution de subventions quel qu'en soient le domaine et le montant ;

16° procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens du Département quelle que soit la nature de la demande et sous réserve de l'inscription préalable au budget départemental des autorisations budgétaires nécessaires à la réalisation de l'opération projetée ;

17° intenter, au nom du Département et pour la durée de son mandat, les actions en justice, ou défendre le Département dans les actions intentées contre lui dans les cas suivants :

- dépôts de plaintes et constitution de partie civile, dans tout litige impliquant le Département, ses intérêts ou ses agents, dans le cadre de ses compétences ou de ses activités ;
- toute procédure amiable ou contentieuse mise en œuvre par ou contre le Département, y compris les procédures de référé, en quelque matière que ce soit et relevant tant des juridictions de l'ordre administratif que des juridictions de l'ordre judiciaire et ce, pour tout niveau d'instance : première instance, appel et pourvoi en cassation ;

18° être chargé, pour la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

19° exercer, au nom du Département, les droits de préemption dont celui-ci est titulaire ou délégataire en application du Code de l'Urbanisme ;

20° être chargé de prendre toute décision relative au Fonds de Solidarité pour le Logement, notamment en matière d'aides, de prêts, de remises de dettes et d'abandons de créances.

Ces mêmes dispositions exigent que le Président du Conseil Départemental informe le Conseil Départemental des actes pris dans le cadre de ces délégations.

Je demande à l'Assemblée Départementale de bien vouloir prendre connaissance des décisions prises dans le cadre des délégations qui m'ont été consenties sur le fondement de ces dispositions, telles qu'elles figurent en annexe au présent rapport.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2024.11.28/108

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 28 novembre 2024

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

COMPTE-RENDU DES DÉCISIONS PRISES PAR LE PRÉSIDENT EN VERTU DES DÉLÉGATIONS CONSENTIES PAR LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2024.11.28/108 en date du 28 novembre 2024, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Sophie CHAMBON, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article unique : le Conseil Départemental prend acte des décisions prises par Monsieur le Président du Conseil Départemental dans le cadre des délégations qui lui ont été consenties par le Conseil Départemental telles qu'annexées à la présente délibération.

Acte est donné.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 28 novembre 2024
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20241128-14035-DE-1-1
Date de publication : 28 novembre 2024

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-huit novembre, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Ghislaine DUBOST	à	Madame Agnès AUDEGUIL
Madame Marie-Laure VIDAL	à	Monsieur Eric ZIOLO

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.
